



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	07
Séance du mercredi et jeudi 19 et 20 décembre 2018	08
Séance du jeudi, vendredi et mardi 16, 17 et 21 mai 2019	09
Séance du jeudi et vendredi 20 et 21 juin 2019	13
Séance du mercredi 03 juillet 2019	29
Séance du jeudi et vendredi 18 et 19 juillet 2019	528
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	825

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2018

N° 18-560-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « GLISSEMENT DE TERRAIN DE MORNE-CALEBASSE- PHASE 3 » POUR LE VERSEMENT D'UN SOLDE DE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE 08

SEANCE DU JEUDI, VENDREDI ET MARDI 16, 17 ET 21 MAI 2019

N° 19-170-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A« CAP NORD POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU DOMAINE MARTINICAIS DE L'EXPERIMENTATION (DOME) DE GRANDE-SAVANE - MQ0003004 » 10

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 20 ET 21 JUIN 2019

N° 19-217-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 4 ET 5 AVRIL 2019 13

N° 19-219-1 – PORTANT ORGANISATION DU SALON DE LA FORMATION DES MÉTIERS ET DE L'ORIENTATION POUR LES LYCÉENS ET LES LYCÉENNES DE MARTINIQUE (FORMEO EDITION 2019) 15

N° 19-241-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)- ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER - CTM 2017-201 (RÉMUNÉRATIONS ET LOYERS) - RMAR200118CT0970001 MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°-18-461-10 DU 31 OCTOBRE 2018 17

N° 19-249-1 – PORTANT DÉCISIONS SUR LES DEMANDES DE REMISES GRACIEUSES FORMULÉES PAR DIX HUIT (18) BÉNÉFICIAIRES OU HÉRITIERS DE BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE 20

N° 19-266-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DES ARTICLES 199 UNDECIES C, 217 DUODECIES, 220 Z QUINQUIES, 242 SEXIES ET 244 QUATER X DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS RELATIF AUX AIDES FISCALES À L'INVESTISSEMENT OUTRE-MER DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT SOCIAL 23

N° 19-280-1 – PORTANT AVIS LE PROJET DE LOI POUR UN RENOUVEAU DE LA VIE DÉMOCRATIQUE 25

N° 19-282-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE PROJET DE DÉCRET N° 2012-432 DU 30 MARS 2012 RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ D'EXPERTISE COMPTABLE 27

SEANCE DU MERCREDI 03 JUILLET 2019

N° 19-287-1 – PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT DE CLOTURE DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION-DÉPARTEMENT (CPERD) 2015-2020 29

N° 19-287-2 – PORTANT VALIDATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU PLAN DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION DE LA MARTINIQUE 2019-2033 31

N° 19-287-3 – PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION 2019-2022 86

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 18 ET 19 JUILLET 2019

N° 19-287-1 – BIS - PORTANT AUTORISATION D'ÉLARGIR LE CHALAND DES OBJETS PROPOSÉS À LA VENTE DE LA BOUTIQUE DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE PRÉCOLOMBIENNE ET DE PRÉHISTOIRE DÉFINITION DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE 528

N° 19-288-1 – PRENANT ACTE DE LA TENUE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS STRATÉGIQUES SUR LE PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MARTINIQUE (PADDMA) 530

N° 19-289-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE L'AGENCE DES 50 PAS GÉOMÉTRIQUES, LA VILLE DE SCHOELCHER, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) 532

N° 19-290-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2014) DE L'OPÉRATION «TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA PELOUSE DU STADE DE TARTANE» VERS L'OPÉRATION «CRÉATION D'UN PARC DE JEUX ET DE LOISIRS À BEAUSÉJOUR» 534

N° 19-291-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2012 ET 2014) DES OPÉRATIONS DE «TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE CONDUITE D'EAUX PLUVIALES POUR LA PROTECTION DU TERRAIN DE FOOTBALL DE TARTANE» ET DE «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA RUE DU FALL JAUNE CONTRE LES INTÉMPÉRIES» VERS L'OPÉRATION DE «CRÉATION D'UNE MINI BASE NAUTIQUE À L'AUTRE BORD» 536

N° 19-292-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2012 ET 2014) DES OPÉRATIONS DE « RÉALISATION DE CHEMINS COMMUNAUX EN ENROBÉS», DE «TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA PELOUSE DU STADE DE TARTANE» ET DE «TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ DU PLAN D'EAU DE BAINADE DE COSMY» VERS L'OPÉRATION DE «CRÉATION D'UN BOULODROME À BEAUSÉJOUR» 538

N° 19-294-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES-D'ARLET PAR RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR «L'ACQUISITION DES PARCELLES A N°34 DE 4550 m², N°38 DE 3740 M² ET N°168 DE 99 090 M² (CONSORTS MARINE)» VERS «L'ACQUISITION DE LA PARCELLE I 447 DE 104M2 (IMMEUBLE CONSORTS TELUOB)» 540

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2019

N° 19-295-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 3, ALINÉA 2, PAGE 3 DE LA CONVENTION ACTC N°16-335-7/25-02 PORTANT ATRIBUTION À LA VILLE DE SAINTE-ANNE D'UNE SUBVENTION POUR L'OPÉRATION DE «TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES CANTINES SCOLAIRES DES ÉCOLES DE BARRIÈRE LA CROIX ET CAP FERRÉ»

542

N° 19-296-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

544

N° 19-297-1 – PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSÉE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO

546

N° 19-298-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS ET DES PROJETS DU PÔLE UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

548

N° 19-300-1 – PORTANT RAPPORT ANNUEL SUR LES DÉPENSES CONSACRÉES AUX AIDES D'ÉTAT EN 2018 PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS GROUPEMENTS

550

N° 19-301-1 – RÉVISION DE LA TARIFICATION DE LA PRESTATION DE PORTAGE DE REPAS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

580

N° 19-302-1 – RÉVISION DE LA TARIFICATION DES SERVICES D'AIDE MÉNAGÈRE HABILITÉS À INTERVENIR AU PROFIT DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

582

N° 19-303-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE (UDAF 972) POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

584

N° 19-304-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES (S.A.V.) GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

586

N° 19-305-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

588

N° 19-306-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POINT SERVICES AUX PARTICULIERS POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 ET DU PROJET «BIEN BONJOU»

590

N° 19-307-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «COLLÈGE DE CARDIOLOGIE DE LA MARTINIQUE» POUR L'ORGANISATION DES 24èmes JOURNÉES CARIBÉENNES DE CARDIOLOGIE

592

N° 19-308-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTÈ POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

594

N° 19-309-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PASSERELLE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

596

N° 19-310-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT COOPÉRATIF DE MARTINIQUE POUR LA PROMOTION DES PERSONNES INADAPTÉES ET HANDICAPÉES (GCMPIH) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

598

N° 19-311-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE LA CARAVANE DE L'UNITÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

600

N° 19-312-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ALLO HÉBERGE-MOI POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROJET INTITULÉ «RÉHABILITE TOÏT»

602

N° 19-313-1 – PORTANT VERSEMENT DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À LA VILLE DU GROS-MORNE AU TITRE DU CONTRAT DE PROGRÈS, APRÈS REQUALIFICATION DE LA NATURE DES CHANTIERS D'INSERTION ET ADOPTION D'UN NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION

604

N° 19-314-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-132-1 DU 03 FÉVRIER 2015 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-LUCE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROGRÈS

615

N° 19-315-1 – PORTANT TAUX DE PROMOTION (RATIOS POUR AVANCEMENT DE GRADE) DES EFFECTIFS TITULAIRES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

617

N° 19-316-1 – PORTANT MISE EN OEUVRE DES PARCOURS PROFESSIONNELS, CARRIÈRES ET RÉMUNÉRATIONS (PPCR) POUR LES CADRES D'EMPLOIS DES ASSISTANTS SOCIO-ÉDUCATIFS (ASE) ET ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS (EJE)

621

N° 19-317-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 296 803,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS DE TYPE PLS SITUÉS 33-39 AVENUE JEAN JAURES, QUARTIER TERRES SAINVILLE À FORT-DE-FRANCE

623

N° 19-318-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 7 645 335,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 69 LOGEMENTS (55 LLS ET 14 LLTS) RÉSIDENCE LE PAVÉ, BOULEVARD PASTEUR QUARTIER CROZANVILLE À FORT-DE-FRANCE

654

N° 19-319-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 880 513,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS DONT 5 LLS ET 7 LLTS RÉSIDENCE ARMANTINE ROUTE DE REDOUTE - QUARTIER DESAIX À FORT-DE-FRANCE ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-54-1 DU 09 FÉVRIER 2017

684

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2019

N° 19-320-1 – PORTANT MISE À JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER SUITE À LA PUBLICATION DE LA DÉCISION UE N°2019/664 DU 15AVRIL2019

714

N° 19-321-1 – PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE)

733

N° 19-321-2 – PORTANT ANNULATION DE L'EXONÉRATION CONSENTIE POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84186900 AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR C DE LA NAF

739

N° 19-321-3 – PORTANT ANNULATION DE L'EXONÉRATION CONSENTIE POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84186900 AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR D DE LA NAF

741

N° 19-322-1 – PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

743

N° 19-323-1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84263000 ET DESTINÉ AUX OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS DE SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS PAR EAU

746

N° 19-324-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

748

N° 19-325-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL AGRI CANNE POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 34,6 HA RAMENÉS À 22,65 HA EN 2019 ET AUTRES INVESTISSEMENTS RMAR040118DA0970165»

750

N° 19-326-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «BONARD RENAUD GAOUSSOU CRÉATION D'UNE EXPLOITATION EN POLYCULTURE ÉLEVAGE PORCIN DE PLEIN AIR AVEC UNE COMPOSANTE VISITE ET RESTAURATION À LA FERME (JA) - RMAR040118DA0970117»

753

N° 19-327-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL MIELLERIE MANIBA POUR LA CRÉATION DE GÎTES RURAUX ET GÎTES D'EXPOSITION - RMAR060418CT0970020»

756

N° 19-328-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «ANTILLES VITRO PLANTS - PROJET DE MISE AU POINT D'UNE NOUVELLE VARIÉTÉ DE BANANE CAVENDISH: LA ADI - N° MQ0007513»

759

N° 19-329-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE - AU TITRE DE L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE ET ACHAT D'ÉQUIPEMENTS NAUTIQUES – N° MQ0016058»

762

N° 19-330-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 À LA «SARL TRAITEMENT ET TRANSPORT DES DÉCHETS D'ASSAINISSEMENT (2TDA) - POUR LA CRÉATION DE PLATEFORMES INNOVANTES DE TRAITEMENT DES MATIÈRES DE VIDANGE ET DES BOUES DE MICRO-STEP - MQ0000900»

765

N° 19-331-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LES ENTREPRISES ENFRASYS, LEE, GETELEC POUR DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DYNAMIQUE AUX USAGERS

768

N° 19-332-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES (BRGM) POUR LE VERSEMENT D'UN SOLDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATIONS GÉOTHERMIQUES

770

N° 19-333-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE N° OU PORTANT ADAPTATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI N° 2018-771 DU 5 SEPTEMBRE 2018 POUR LA LIBERTÉ DE CHOISIR SON AVENIR PROFESSIONNEL AUX COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER RÉGIES PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION ET À SAINT-BARTHÉLÉMY, À SAINT-MARTIN ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

772

N° 19-334-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DECRET N° DU RELATIF AUX BUDGETS CARBONE NATIONAUX ET À LA STRATÉGIE NATIONALE BAS-CARBONE

774

N° 19-335-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA MISE EN OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PORTES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TITRE DU PO FEDER 2014-2020

776

N° 19-336-1 – PORTANT ADOPTION OU BILAN D'EXÉCUTION 2017-2018 DE LA CONVENTION D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION 2017-2019

779

N° 19-337-1 – PORTANT CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC EXPLOITATION ET COMMERCIALISATION DU RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE LA MARTINIQUE AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 RELATIF À LA CREATION DE LA SOCIÉTÉ SFR FTTH ET AU CHANGEMENT D'ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ MARTINIQUE THD ET À LA SUBSTITUTION DES GARANTIES

791

N° 19-338-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER JANVIER 2019 AU 28 JUIN 2019

821

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUILLET – 2019

N° 19-339-1 – MOTION POUR LA PRÉSERVATION DE L'OCTROI DE MER, INDISPENSABLE OUTIL FISCAL DE DEVELOPPEMENT ET RESSOURCE DES COMMUNES

823

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 06 BIS – PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU SEIN DE LA CONFÉRENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT (C.I.L) DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM)

826

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 07- PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME NADINE RENARD POUR REPRÉSENTER LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE (CTM) AU SEIN DU COMITÉ DE L'ÉLEVAGE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE

827

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 08- PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME NADINE RENARD POUR REPRÉSENTER LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, AU SEIN DU COMITÉ D'ORIENTATION, TRANSMISSION, INSTALLATION (COTI) DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE

828

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 09- PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME NADINE RENARD POUR REPRÉSENTER LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ D'ORIENTATION, RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT, FORMATION (COREDEF) DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE

829

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 10- PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION DES CULTURES MARINES (CCM) DE MARTINIQUE

830



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-560-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-560-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « GLISSEMENT DE TERRAIN DE MORNE-CALEBASSE – PHASE 3 » POUR LE VERSEMENT D'UN SOLDE DE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-111-1 du 18 juin 2013 portant octroi d'une subvention à la Ville de Fort-de-France pour l'opération « catastrophe naturelle de Morne Calebasse : travaux de sécurisation phase 3 » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu la convention de développement régional n°13-1111-1 – opération d'aménagement d'intérêt régional – pour l'opération : glissement de terrain à Morne Calebasse – phase 3, passée entre le Conseil Régional de Martinique et la Ville de Fort-de-France ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Considérant la demande de la Ville de Fort-de-France sollicitant l'arrêt de la procédure de mandatement avec la SEMSAMAR, compte tenu de la somme de 562 306,25 € déjà versée au prorata de travaux réalisés ;
Considérant le solde restant dû sur la subvention totale de 1 024 827,98 €, à verser directement à la Ville de Fort-de-France;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement, directement à la Ville de Fort-de-France, du solde de 462 521,73 €, de la subvention d'un montant de 1 024 827,98 €, allouée par la délibération n°13-111-1 du 18 juin 2013 susvisée, dans le cadre de la réalisation de l'opération « Glissement de terrain de Morne Calebasse ».

ARTICLE 2 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention de développement régional n°13-1111-1 susvisée, ayant pour objet la prise en compte des dispositions prévues à l'article 1 de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment l'avenant y afférent.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-170-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-170-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A « CAP NORD POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU DOMAINE MARTINICAIS DE L'EXPERIMENTATION (DOME) DE GRANDE-SAVANE – MQ0003004 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération CR n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2015 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Equipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Energie, Risques naturels et technologiques le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions soixante-huit mille six cent quinze euros quarante-neuf centimes (2 068 615,49 €), soit 65% de l'assiette éligible, est attribuée à « CAP NORD – Travaux d'aménagement du Domaine Martiniquais de l'Expérimentation (DOME) de Grande-Savane – MQ0003004 ».

Le coût total éligible de l'opération représente trois millions cent quatre-vingt-deux mille quatre cent quatre-vingt-cinq euros trente-six centimes (3 182 485,36 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : L'aide mentionnée à l'article 1 se décompose et est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à un million sept cent dix-huit mille cinq cent quarante-deux euros dix centimes (1 718 542,10 €), soit 54 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à trois-cent cinquante mille soixante-treize euros trente-neuf centimes (350 073,39 €), soit 11% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédits de paiement 2019
- 40 % en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190620-19-217-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-217-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 4 ET 5 AVRIL 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 4 et 5 avril 2019, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190620-19-219-1-DE
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : -- 1 OCT. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-219-1

PORTANT ORGANISATION DU SALON DE LA FORMATION DES MÉTIERS ET DE L'ORIENTATION POUR LES LYCÉENS ET LES LYCÉENNES DE MARTINIQUE (FORMEO EDITION 2019)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-41-1 du 29 mars 2016 donnant délégation au Conseil Exécutif pour l'attribution de subventions complémentaires et spécifiques aux Établissements Publics Locaux d'Enseignement ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-45-1 du 29 mars 2016 portant autorisation d'attribution de subventions aux organismes éducatifs privés ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'Éducation, des collèges et des lycées ;



Considérant les informations complémentaires apportées en séance par la Conseillère exécutive rapporteuse, indiquant notamment, que le lieu d'accueil du Salon FORMEO Edition 2019 est le site de l'hippodrome territorial de Carrère et non plus le Stade Louis Achille ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 14 juin 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'organisation du Salon de la Formation des Métiers et de l'OriEntation 2019 (FORMEO EDITION 2019).

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martinique approuve le budget prévisionnel de la manifestation, estimé à la somme de quatre cent mille euros (400 000 €).

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique prend en charge les frais d'organisation du Salon FORMEO EDITION 2019.

Elle alloue aux établissements scolaires une subvention de cinq mille euros (5 000 €), dans le cadre de la réalisation de projets éducatifs pour le FORMEO, tel que la création d'œuvres, d'objets et autres, à présenter aux visiteurs.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique correspondant à la nature des opérations.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions utiles à l'application et à la mise en œuvre de la présente délibération, y compris pour signer les documents et conventions afférents à la manifestation.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-241-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-241-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE À LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) – ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER – CTM 2017-2018
(RÉMUNÉRATIONS ET LOYERS) – RMAR200118CT0970001
MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 18-461-10 DU 31 OCTOBRE 2018**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-461-10 du 31 octobre 2018 portant octroi d'une aide publique à la Collectivité Territoriale de Martinique : Demande d'assistance technique CTM 2017-2018 – RMAR200118CT0970001 ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-630 du 11 octobre 2018 portant délégation de signature de Madame Magalie ETIENNE Directrice Générale Adjointe des Ressources Humaines, dans le cadre de la gestion des Fonds Européens, sur la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 10 avril 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique complémentaire d'un montant de cent huit mille neuf cent quatre vingt onze euros cinquante deux centimes (108 991,52 €), est attribuée à « La Collectivité Territoriale de Martinique – Assistance technique FEADER CTM 2017-2018 (Rémunérations et loyers) – RMAR200118CT0970001 », portant la participation totale du FEADER à un million cent quarante-neuf mille trois cent vingt-quatre euros vingt-huit centimes (1 149 324,28 €).

Le coût total éligible de l'opération représente un million trois cent cinquante-deux mille cent quarante-six euros vingt-cinq centimes (1 352 146,25 €), au lieu d'un million deux cent quarante-trois mille cent cinquante-quatre euros soixante-treize centimes (1 243 154,73 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention mentionnée à l'article 1 constitue une recette qui sera inscrite au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-249-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-249-1

PORTANT DÉCISIONS SUR LES DEMANDES DE REMISES GRACIEUSES FORMULÉES PAR DIX HUIT (18) BÉNÉFICIAIRES OU HÉRITIERS DE BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités.

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont adoptées, conformément à l'annexe jointe, les réponses aux demandes de remises gracieuses au titre de récupération des indus d'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile (APA), de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et des avances consenties pour le paiement des frais d'hébergement, formulées par dix-huit bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au chapitre 934 pour celles liées à la PCH et au chapitre 934-3 pour celles liées à l'APA.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 19-249-1 / TABLEAU RECAPITULATIF DES DÉCISIONS RELATIVES AUX DEMANDES DE REMISE GRACIEUSE

Bénéficiaires de l'aide Sociale	Aides accordées	Montant des frais avancés par la Collectivité	Actif net successoral	Montant de la remise sollicitée	Nom des héritiers demandeurs	PROPOSITIONS	MONTANTS
	Récupération des avances(I)					Avances (I)	
	*Prestation Spécifique Dépendance Hébergement en Maison de Retraite	10 341,01 €	94 260,00 €	71 665,05 €		Remise de 50 % du montant de la demande, soit 35 832,52 €	35 832,52 €
	*Hébergement en Maison de Retraite	61 324,04 €					
	Hébergement en Maison de Retraite	86 159,28 €	60 000,00 €	60 000,00 €		Remise de 20 % du montant de la demande, soit 12 000 €	12 000,00 €
	Hébergement en Maison de Retraite	171 968,18 €	151 179,22 €	86 000,00 €		Remise de 30 % du montant de la demande, soit 25 800,00 €	25 800,00 €
	Hébergement en maison de retraite	18 757,36 €	20 363,51 €	18 757,36 €		Remise pour la totalité de la demande, soit 18 757,36 €	18 757,36 €
	*Hébergement en Maison de Retraite	50 944,16 €	38 692,82 €	38 692,82 €		Remise de 50 % du montant de la demande, soit 19 346,41 €	19 346,41 €
	*Aide ménagère	13 083,44 €					
	Hébergement en Maison de Retraite	105 651,75 €	64 552,89 €	64 552,89 €		Remise de 50 % du montant de la demande, soit 32 276,45 €	32 276,45 €
		518 229,22 €	429 048,44 €	339 668,12 €		TOTAL (I)	144 012,74 €
	Récupération indus et O.A(II)					Indus et O.A (II)	
	Allocation Compensatrice Tierce Personne	23 246,64 €		23 246,64 €		Recouvré à hauteur de 2 550 € - Nouveau montant : 20 696,64 € - Mise en place échancier	20 696,64 €
	Indu Allocation Personnalisée d'Autonomie à Domicile (APA)	437,69 €		437,69 €		Recouvré à hauteur de 175,06 € - Nouveau montant : 262,63 € - Mise en place échancier	262,63 €
	Indu Allocation Personnalisée d'Autonomie à Domicile (APA)	524,83 €		524,83 €		Mise en place échancier	524,83 €
	Indu Allocation Personnalisée d'Autonomie à Domicile (APA)	7 056,54 €		7 056,54 €		Mise en place échancier	7 056,54 €
	Indu Allocation Personnalisée d'Autonomie à Domicile (APA)	7 341,84 €		7 341,84 €		Mise en place échancier	7 341,84 €
	Prestation de compensation du handicap (PCH)	13 712,31 €		13 712,31 €		Mise en place échancier	13 712,31 €
	Prestation de compensation du handicap (PCH)	5 072,03 €		5 072,03 €		Recouvré à hauteur de 111,25 € - Nouveau montant : 4 960,78 € - Mise en place échancier	4 960,78 €
	Participation aux frais d'hébergement (O.A)	3 016,00 €		3 016,00 €		Mise en place échancier	3 016,00 €
	Participation aux frais d'hébergement (O.A)	3 631,64 €		3 631,64 €		Mise en place échancier	3 631,64 €
		64 039,52 €		64 039,52 €		Sous total	61 203,21 €
	Prestation de compensation du handicap (PCH)	1 938,42 €		1 938,42 €		Titre de recettes non émis - Suivi social-Situation financière très précaire - Décision favorable de remise gracieuse	1 938,42 €
		1 938,42 €		1 938,42 €		Sous total	1 938,42 €
	Indu Allocation Personnalisée d'Autonomie à Domicile (APA)	9 560,85 €		9 560,85 €		Soldé - Sans objet	0,00 €
	Prestation de compensation du handicap (PCH)	5 515,40 €		5 515,40 €		Soldé - Sans objet	0,00 €
	Sous total	15 076,25 €		15 076,25 €		Sous total	0,00 €
	TOTAL (II)	81 054,19 €		81 054,19 €		TOTAL (II)	63 141,63 €
	TOTAUX (I+II)	599 283,41 €		420 722,31 €		TOTAUX (I+II)	207 154,37 €

En conclusion : les propositions de remises gracieuses s'élèvent à la somme de 207 154,37 € pour une demande globale de 420 722,31 €. Il convient de préciser que le montant total des propositions de remises gracieuses n'intègre pas la fraction de l'avance des frais de la collectivité qui excède le montant de l'actif net successoral, soit 113 381,88 €. Si les propositions étaient retenues, la contribution effective de la CTM serait de 320 536,25 € (207 154,37 € + 113 381,88 €).



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-266-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-266-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DECRET PRIS POUR L'APPLICATION DES ARTICLES 199 UNDECIES C, 217 DUODECIES, 220 Z QUINQUIES, 242 SEXIES ET 244 QUATER X DU CODE GÉNÉRAL DES IMPOTS RELATIF AUX AIDES FISCALES À L'INVESTISSEMENT OUTRE-MER DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT SOCIAL

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu le décret n° 2019-583 du 13 juin 2019 pris pour l'application des articles 199 undecies C, 217 duodecies, 220 Z quinquies, 242 sexies et 244 quater X du code général des impôts relatif aux aides fiscales à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Logement et Habitat et la commission Action sociale, Gériatologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution du Journal Officiel de la République Française, du décret n°2019-583 du 13 juin 2019 pris pour l'application des articles 199 undecies C, 217 duodecies, 220 Z quinquies, 242 sexies et 244 quater X du code général des impôts relatifs aux aides fiscales à l'investissement Outre-mer dans le secteur du logement social.

Elle émet toutefois des réserves. Le texte comporte des aspects favorables pour les bailleurs sociaux (HLM*), mais le changement de dispositif laisse subsister de nombreux blocages pour les situations en cours d'instruction.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



* habitation à loyer modéré



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-280-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-280-1

PORTANT AVIS LE PROJET DE LOI POUR UN RENOUVEAU DE LA VIE DÉMOCRATIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 7252-2;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de loi pour un renouveau de la vie démocratique, compte tenu des risques mentionnés ci-dessous :

- une diminution de la représentativité propre, en raison de la réduction du nombre de parlementaires, de l'élection d'une partie des parlementaires au scrutin de liste à la proportionnelle « hors sol » ; d'une vision technocratique des parlementaires chargés d'enregistrer des décisions qui leurs sont imposées et d'une moins bonne visibilité des territoires ;
- un renforcement de l'exécutif corrélatif à un affaiblissement du Parlement ;
- une propension à susciter des circonscriptions plus vastes alors que le travail de terrain est important ;
- une invisibilité de l'outre-mer difficilement audible au sein du Parlement ;
- une réduction drastique des moyens ;
- l'absence d'utilisation de la visioconférence dans le cadre des travaux de commissions ;
- le manque de prise en compte de la différenciation des territoires ultra-marins.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimé, avec 24 voix pour et 1 voix contre, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-282-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-282-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE PROJET DE DÉCRET N° 2012-432 DU 30 MARS 2012 RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret modifiant le décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190703-19-287-1-DE
Date de télétransmission : 05/07/2019
Date de réception préfecture : 05/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-287-1

PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT DE CLOTURE DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION-DÉPARTEMENT (CPERD) 2015-2020

L'An deux mille dix-neuf, le trois juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Félix CATHERINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer ;

Vu la circulaire du Ministère des Outre-mer du 11 mai 2018 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu la saisine du Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 24 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Affaires européennes et Coopération, la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques, la commission Affaires juridiques et Textes, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Logement et Habitat, la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation, la commission Culture, Identité et Patrimoine, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Politique des Sports, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE), la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques, la commission Transports, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage, le 28 juin 2019 ;

Considérant l'avis émis par la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) le 09 avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé l'avenant de clôture du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) 2015-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à l'application et la mise en oeuvre de la présente décision, et signer l'avenant de clôture du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) 2015-2020.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 10 abstentions, en sa séance publique du 3 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190703-19-287-2-DE
Date de télétransmission : 05/07/2019
Date de réception préfecture : 05/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-287-2

PORTANT VALIDATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU PLAN DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION DE LA MARTINIQUE 2019-2033

L'An deux mille dix-neuf, le trois juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Félix CATHERINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer ;

Vu la circulaire du Ministère des Outre-mer du 11 mai 2018 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu la saisine du Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 24 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Affaires européennes et Coopération, la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques, la commission Affaires juridiques et Textes, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Logement et Habitat, la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation, la commission Culture, Identité et Patrimoine, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Politique des Sports, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE), la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques, la commission Transports, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage, le 28 juin 2019 ;

Considérant l'avis émis par la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) le 09 avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est validé le Plan de Convergence et de Transformation de la Martinique (PCTM), tel qu'annexé à la présente délibération.

Ledit plan s'articule autour des quatre (4) thèmes suivants :

- le diagnostic ;
- la stratégie ;
- les outils ;
- le suivi.

ARTICLE 2 : Le Plan de Convergence et de Transformation de la Martinique (PCTM) est établi pour la période 2019-2033 et sera décliné en contrats opérationnels pluriannuels.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à l'application et la mise en oeuvre de la présente décision, et signer le Plan de Convergence et de Transformation 2019-2033.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 7 abstentions, en sa séance publique du 3 juillet 2019/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Plan de Convergence et de Transformation de la MARTINIQUE 2019-2033

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Introduction	5-6
<u>1^{ère} partie - Le diagnostic du territoire</u>	7-17
1.1 - La population : démographie, emploi, revenu et patrimoine, état sanitaire discriminations et inégalités entre les hommes et les femmes, enjeux de santé, culturels et sportifs	7-11
1.2 - L'économie : caractéristiques du tissu économique, absence de structuration de filières, dépendance avec l'hexagone et niveau d'insertion régionale	11-13
1.3 - Le territoire : difficultés financières des collectivités, écarts de développement économique, inégalités face à l'accès aux structures sanitaires et socioculturelles	13-14
1.4 - L'environnement : risques naturels, enjeux de préservation et de valorisation de l'environnement, transition énergétique	14-16
1.5 - La coopération régionale	16-17
<u>2^{ème} partie - La stratégie de convergence</u>	18-38
2.1 - Rappel des particularités en matière d'institutions, de régime législatif et de répartition des compétences	19
2.2 - Orientations fondamentales et actions à mener afin d'atteindre les critères de convergence et les objectifs de développement durable de l'ONU	19
2.2.1 – Axe stratégique 1 - Favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population	19-24
2.2.1.1 - Favoriser l'intégration socio-professionnelle des jeunes	
2.2.1.2 - Garantir l'accès aux soins et la prise en charge médico-sociale	
2.2.1.3 - Favoriser l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes et des filles	
2.2.1.4 - Favoriser l'accès à la culture et au sport	
2.2.1.5 - Favoriser l'accès au logement	
2.2.2 - Axe stratégique 2 - Investir dans les filières porteuses	24-32
2.2.2.1 - Créer un écosystème favorable à la structuration des filières	
2.2.2.2 - Capitaliser sur l'agro-transformation	
2.2.2.3 - Se tourner vers la mer	
2.2.2.4 - S'engager dans le tourisme durable	
2.2.2.5 - Développer le potentiel énergétique	
2.2.2.6 - Systématiser le numérique	

- 2.2.2.7 - Valoriser et protéger la biodiversité
- 2.2.2.8 - Développer l'économie circulaire
- 2.2.2.9 - Dynamiser la filière BTP

2.2.3 - Axe stratégique 3 - Assurer une meilleure attractivité et accessibilité du territoire	32-37
2.2.3.1 - Augmenter la résilience face au risque	
2.2.3.2 - Renforcer la lutte contre les trafics et prévenir la délinquance	
2.2.3.3 - Améliorer l'accessibilité du territoire	
2.2.3.4 - Dynamiser les Zones d'Activités Economiques et les centre-bourgs	
2.2.3.5 - Améliorer la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement	
2.2.4 - Déclinaison du volet territorial, régional, dans une logique d'ouverture à l'international	37-38

3^{ème} partie - Les outils de la convergence **39-48**

3.1 - Méthodologie d'élaboration des contrats de convergence	40
3.2 - Les autres documents de planification et programmation contribuant à la convergence	40
3.3 - Les demandes d'expérimentation et les propositions de modification ou d'adaptation de dispositions législatives et réglementaires	44-45
3.3.1 - L'accompagnement des collectivités à améliorer les ressources propres	
3.3.2 - L'évolution du cadre réglementaire national	
3.3.3 - L'évolution du cadre réglementaire européen	

4^{ème} partie - Le suivi de la convergence **46-47**

4.1 - La gouvernance de suivi du plan et des contrats de convergence	47
4.2 - Les modalités d'évaluation du plan de convergence	47

Annexes

Annexe 1 – Bilan des habilitations de la CTM

Annexe 2 - Détermination du niveau de réduction des écarts de développement à atteindre au terme, du plan de convergence et de transformation de Martinique, au regard des 17 objectifs de développement durable

AVANT-PROPOS

La loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'Egalité Réelle Outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique, ou loi EROM, vise à résorber les écarts de niveaux de vie et de développement en matière économique, sociale, sanitaire, de protection et de valorisation environnementale ainsi que la différence d'accès aux soins, à l'éducation, à la formation professionnelle, à la culture, aux services publics, aux nouvelles technologies et à l'audiovisuel.

Introduit par l'article 7 de la loi, **le plan de convergence et de transformation est l'instrument stratégique de mise en œuvre**. Il définit les orientations et précise les actions visant à mettre en œuvre de manière opérationnelle les objectifs mentionnés. Ses chapitres sont regroupés autour de quatre thèmes : le diagnostic, la stratégie, les outils et le suivi de la convergence. Ce plan s'inscrit dans le cadre des diagnostics territoriaux réalisés au cours des assises des Outre-mer. Il met en exergue les orientations et projets retenus dans le Livre-Bleu des Outre-mer et constitue également la feuille de route d'atteinte des 17 objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies.

Le plan de convergence et de transformation de la Martinique dresse en premier lieu le diagnostic économique, financier, social et environnemental du territoire. Il aborde également les inégalités de revenu et de patrimoine, les discriminations et les inégalités entre les femmes et les hommes en Martinique.

Le plan définit ensuite la stratégie de convergence de long terme pour atteindre les 17 objectifs de développement durable de l'agenda 2030 des Nations-Unies. Adopté lors de la conférence d'Addis-Abeba en septembre 2015, cet agenda vise à réduire les écarts actuels de développement. Les 17 objectifs concernent notamment l'éradication de la pauvreté, la lutte contre la faim, l'accès à la santé et à une éducation de qualité, l'égalité entre les sexes, l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement, le recours aux énergies renouvelables, l'accès à des emplois décents. Ces objectifs visent également la mise en place d'infrastructure résiliente, la réduction des inégalités, l'émergence de villes et de communautés durables, la consommation et la production responsables. Ces objectifs s'orientent enfin vers la lutte contre les changements climatiques, la conservation et l'exploitation durable des océans et des mers, la vie terrestre, la justice et la paix et la mise en place de partenariats pour la réalisation de ces objectifs.

Cette stratégie est déclinée en orientations et actions à mener dans chacune des politiques publiques pour atteindre ces objectifs. Elle est construite avec l'ensemble des acteurs martiniquais : acteurs socio-économiques, organisations associatives, communautés d'agglomération et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

La mise en œuvre de cette stratégie de convergence a impliqué le recensement des outils, notamment des mesures contractuelles et des schémas de planification existants ou en préparation. Ce recensement concerne également les demandes d'habilitation, d'expérimentation ou d'adaptation de loi et des règlements présentées par les collectivités compétentes. Cette mise en œuvre s'achève par la définition d'une méthodologie d'élaboration des contrats de convergence.

Enfin, le plan arrête ses modalités de gouvernance, de suivi et d'évaluation. Le plan est décliné en contrats opérationnels pluriannuels dont l'évaluation pourra conduire à un réajustement du diagnostic et de la stratégie.

Le plan de convergence et de transformation de la Martinique emporte des effets juridiques. Son périmètre s'étend aux documents de planification et de programmation conclus entre L'État d'une part, et les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale d'autre part. Les schémas, contrats, plans adoptés unilatéralement par l'une ou l'autre des parties en vertu d'une disposition édictée par l'État devront être désormais compatibles avec la stratégie de convergence définie dans le plan.

Au regard des écarts de développement de la Martinique avec l'Hexagone et du temps nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable de l'agenda 2030 des Nations-Unies, le plan est établi pour **une durée de 14 ans**. Ce temps permet de réaliser les projets nécessaires au développement économique du territoire martiniquais, en priorité ceux qui ont été recueillis pendant les assises des Outre-mer et validés par le Livre Bleu.

INTRODUCTION

Le plan de convergence et de transformation de la Martinique de la période 2019 – 2033 est la résultante d'orientations stratégiques fortes collectivement retenues. Il mobilise des outils et des leviers au service du développement de la Martinique.

Sur la base d'un diagnostic partagé, ce plan se situe dans une perspective de 14 ans. Il permet donc de s'inscrire dans le long terme pour répondre aux besoins sociaux, environnementaux et économiques de la Martinique.

Il se distingue, à plus d'un titre, par sa **méthode innovante d'élaboration. Déclinaison opérationnelle des assises des Outre-mer** qui ont mobilisé plus de 3 000 personnes entre novembre 2017 et février 2018, **le plan de convergence s'appuie sur les priorités stratégiques consensuelles, en parfaite cohérence avec les schémas et documents stratégiques du territoire** tels que le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII) et le Schéma de l'autonomie, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont été associés à la démarche, permettant ainsi de mieux prendre en considération les logiques de proximité.

Les modalités de financement s'inscrivent dans une logique interministérielle et de cofinancement avec les collectivités territoriales, donnant du corps à l'approche globale et transversale souhaitée.

Cette dynamique innovante sera soutenue par la mise en cohérence des politiques communautaires et nationales pour atteindre les objectifs affichés.

C'est pourquoi l'État s'inscrit dans une démarche souple et pragmatique, pour notamment intégrer la logique de différenciation annoncée par le Président de la République.

De même, l'adaptation des politiques communautaires et la possibilité d'ajuster les normes à la réalité martiniquaise seront recherchées.

À ces conditions, le plan de convergence et de transformation nous permettra de transiter vers un nouveau modèle en s'appuyant sur nos richesses plurielles.

La richesse humaine premièrement, avec l'obligation de permettre à chacun d'exercer ses droits fondamentaux et de bénéficier d'un accès effectif à l'éducation et à la formation professionnelle, à la culture et au sport, aux soins médicaux et à la prise en charge sociale, à l'ensemble des services publics, dans des conditions de sécurité.

Deuxièmement, nos richesses patrimoniales avec une diversité des sources agro-environnementales, maritimes, touristiques, culturelles, architecturales, gastronomiques qui, mieux valorisées dans le cadre de filières performantes, permettront de mieux structurer le tissu économique autour d'activités traditionnelles et innovantes compétitives.

Troisièmement, la Martinique peut constituer une source indéniable d'attractivité avec un aménagement plus équilibré autour de zones économiques dynamiques en meilleure adéquation avec les ressources disponibles. Une meilleure accessibilité multimodale et numérique participera au développement des activités et à des bassins de vie et d'emplois harmonieux.

Les actions prévues devraient être mises en œuvre, chaque fois que possible, par les relais territoriaux que sont les communautés d'agglomération, les communes et les acteurs locaux, source de proximité et garant d'une meilleure efficacité, pour réduire les fractures sociales et territoriales constatées.

La Martinique concentre enfin, comme les autres pays de la Caraïbe, des enjeux à dimension planétaire, qu'ils soient démographiques, sanitaires ou économiques. Cette situation lui confère des opportunités considérables pour construire, avec ses voisins, des solutions expérimentales pour répondre à ces défis.

Ce plan de convergence et de transformation est **le fruit d'un travail partenarial actif**, qui a pu mettre en exergue les préoccupations quotidiennes des martiniquais.

Son succès dépendra de sa mise en œuvre nécessairement collective, impliquant l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), les Communautés d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM), de l'Espace sud de la Martinique (CAESM), du Pays Nord de la Martinique (CAP NORD) et les trente-quatre communes.

1^{ère} partie

Le diagnostic du territoire

1.1 - La population : démographie, emploi, inégalités de revenus et de patrimoine, état sanitaire, discriminations et inégalités entre les hommes et les femmes, enjeux de santé, culturels et sportifs

- **Une démographie en baisse depuis près de 10 ans, marquée par un vieillissement important en raison notamment du départ des jeunes en âge de travailler**

Selon l'INSEE, au 1^{er} janvier 2017, la population martiniquaise est estimée à 371 246 habitants, confirmant la baisse tendancielle qui s'observe depuis 2005. Sur la période 2009-2014, la population a diminué chaque année au rythme moyen de -0,6 % (soit une perte de 4 300 habitants par an).

Si le solde naturel (nombre de naissances – nombre de décès) positif (+0,5 %) contribue toujours à la croissance de la population, il ne permet pas de compenser le poids du déficit (-1,1 %) du solde migratoire (soit la différence entre les entrées et les sorties). Le déficit migratoire est principalement lié au départ des jeunes (les 18-28 ans concentrent 50 % des sorties). Il pèse à son tour sur l'accroissement naturel et a pour conséquence une accélération du vieillissement.

Si l'on prolonge les tendances actuelles en Martinique, la part des personnes âgées de 60 ans et plus devrait doubler entre 2005 et 2030, passant de 17 % à 34% pour atteindre 40% de la population en 2040. Au déficit migratoire s'ajoute une augmentation de l'espérance de vie, qui favorise le vieillissement de la population. Celui-ci entraînera une diminution du nombre d'actifs et du revenu global de l'île.

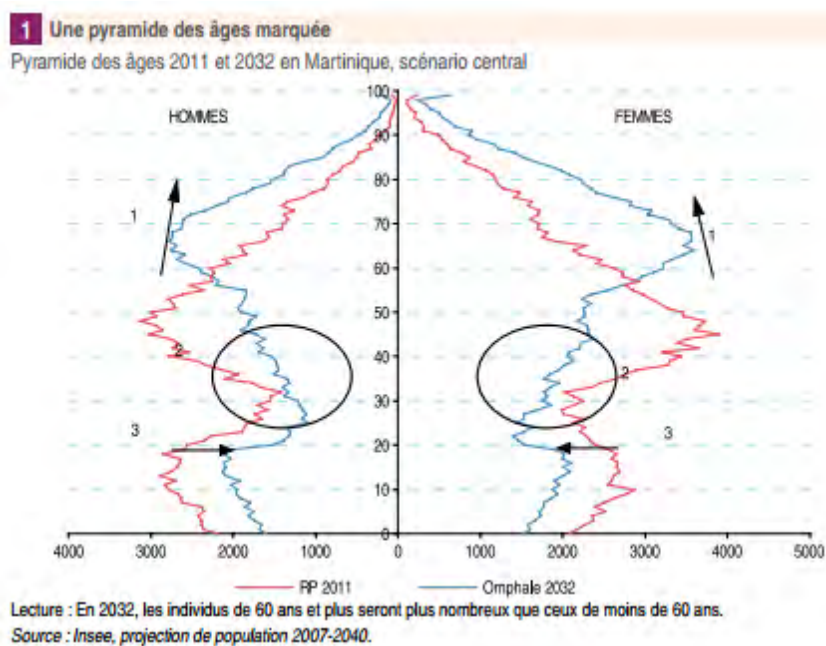
Avec dès 2030 une personne sur trois en situation de dépendance, le vieillissement de la population engendrera des besoins accrus en services à la personne et de places en institution. Il aura également des conséquences sur les déficits de santé, d'autant que 95 % des personnes âgées vivent avec moins de 1 000 € par mois, dont environ 40 % avec le minimum vieillesse. Ces personnes ne peuvent financer un séjour en Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) alors qu'une diminution de la solidarité familiale est constatée.

Ce vieillissement a également un impact sur les dépenses sociales (+ 19,6 % de bénéficiaires du RSA ont plus de 60 ans), l'offre de logement, l'économie des services (voiries, espaces publics, etc.) et sur la mobilité des martiniquais.

Le double effet du départ des jeunes et du vieillissement de la population renforce ainsi le déséquilibre démographique.

- **Un marché de l'emploi marqué par un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes, et par un secteur tertiaire prédominant**

Le marché de l'emploi est caractérisé en Martinique par la prédominance du secteur tertiaire qui concentre 84,2% de l'emploi. Le taux de chômage au sens du BIT fin 2017 (18 %) reste largement supérieur au niveau national (9,7%) mais se situe toutefois au niveau le plus faible des DOM. Au deuxième trimestre 2018, en



Martinique, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 42 960. Dans le même temps, la population active diminue (-1,0 % en 2016 après -3,6 % en 2015) en lien avec le repli démographique (-0,9 % sur un an). La proportion de jeunes ni en emploi, ni en formation et non-inscrits à Pôle emploi s'élève à 23% des 15-24 ans contre 11 % à l'échelle nationale, un taux qui repart à la hausse depuis 2017.

Des facteurs sociaux et organisationnels limitent l'accès des jeunes à l'emploi. S'insérer professionnellement après les années de formation dépend du niveau de qualification, mais aussi de l'expérience professionnelle.

Au sein de cette jeunesse se trouve singulièrement une population cumulant faible niveau de qualification, situation d'illettrisme, contexte social et familial difficile qui reste aujourd'hui la cible prioritaire des politiques d'accompagnement et d'insertion.

Il apparaît que certains jeunes n'ont ni emploi, ni formation (25,7 % des jeunes en 2014).

D'autres jeunes s'expatrient afin de multiplier leur chance d'accès à l'emploi. La recherche d'emploi motive 50% des départs.

En outre, on observe des difficultés de mobilité pour les jeunes sur le territoire, liées à l'obtention du permis de conduire ou à l'acquisition d'un véhicule. Ces éléments combinés ont induit un accroissement d'inégalités chez les jeunes martiniquais, certains d'entre eux étant largement tributaires des minimas sociaux. Ainsi, 28 % des aides sociales versées concernent les jeunes en âge de s'insérer dans la vie professionnelle.

La fonction publique capte un tiers de la population active occupée. Elle comptait 41 800 agents (dont 39 % dans la fonction publique d'État, 41,4 % dans la fonction publique territoriale et 19,6 % dans la fonction publique hospitalière) ; la part de la fonction publique notamment territoriale n'ayant cessé d'augmenter depuis 2002.

- **La répartition de la fiscalité révèle la persistance d'inégalités de revenus et de patrimoine**

Selon la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP), en 2015, la part des foyers fiscaux non imposables atteint 74,7 % (+1,1 points sur un an), contre 56,7 % (+2,2 points sur un an) au niveau national. La part des foyers à faible revenus (moins de 10 000 € par an) est plus importante en Martinique qu'au niveau national (44,1 % des foyers fiscaux contre 23,3%).

La répartition des foyers fiscaux par tranche de revenus traduit de fortes disparités. Les foyers fiscaux déclarant des revenus supérieurs à 50 000 € par an, concentrent pour leur part 31,5 % des revenus fiscaux alors qu'ils ne représentent que 6,9 % du nombre de foyers. La part des foyers à faibles revenus (inférieurs à 10 000 €) est plus importante en Martinique qu'au niveau national (44,1% contre 23,3 %). Ce constat est toutefois modulé par l'existence de travail dissimulé.

- **Une santé publique sujette à des enjeux en matière de vieillissement, d'offre de soins et d'égal accès par la population**

Le territoire dispose d'un taux d'équipement comparable à la moyenne nationale et la plupart des spécialités médicales sont assurées en Martinique, ce qui permet à 95,7 % des hospitalisations de résidents d'être prises en charge localement. On note cependant le difficile accès à certaines d'entre elles et des délais d'attente particulièrement longs.

Les travaux de diagnostics menés par l'Agence Régionale de Santé (ARS), dans le cadre du Projet Régional de Santé 2^{ème} génération (2018-2022), ont montré une amélioration globale de l'état de santé de la population depuis 2001. L'espérance de vie à la naissance est comparable à la moyenne nationale en 2015. Elle est de 84,7 ans pour les femmes et de 79,4 ans pour les hommes, contre respectivement 81,5 et 75,3 ans en 2001, malgré des fluctuations importantes, notamment une chute de l'espérance de vie en 2014.

Le taux de mortalité prématurée régional est inférieur au taux national (190,6 contre 204,1 pour 100 000 habitants sur la période 2010-2013). Il en est de même pour la mortalité globale, en baisse depuis 2015. Ainsi, il est constaté une diminution de la mortalité par maladies cardio-vasculaires (2^{ème} cause de mortalité en Martinique), sur les 10 dernières années. Elle s'accompagne d'une baisse de l'incidence des AVC, malgré le vieillissement accéléré de la population et l'augmentation de l'hypertension artérielle.

Malgré tout, certains indicateurs de santé restent préoccupants :

- Des indicateurs de santé périnatale restent défavorables (une prématurité 4 fois plus élevée que la moyenne nationale, mortalité infantile)
- Une forte prévalence de l'obésité et de ses comorbidités (diabète, maladies rénales chroniques, maladies cardio-vasculaires, troubles musculo-squelettiques)
- Des cancers qui restent la première cause de mortalité avec une incidence importante de certains cancers (prostates et seins)
- Des enjeux spécifiques liés à la fréquence de consommation d'alcool, mais également de l'usage de cannabis et de crack.

Le secteur de la santé est confronté à de nombreux défis. Le vieillissement de la population accentue les besoins de prise en charge des personnes âgées et le nombre de places en EHPAD n'est pas à la hauteur des besoins. La productivité hospitalière et le développement de la coopération en matière de recherche médicale peuvent être améliorés pour le bénéfice des usagers du système de soins.

L'amélioration de l'accès aux soins et la réduction des inégalités territoriales en santé sont également des enjeux majeurs pour la Martinique.

A ce titre, il convient d'observer que la région se caractérise par une démographie médicale moins favorable qu'au niveau national, avec une densité de 84 médecins généralistes libéraux pour 100 000 habitants au 1^{er} janvier 2017, se plaçant ainsi en 76^{ème} position des départements français, malgré une progression des effectifs de 1,8% par an en moyenne entre 2012 et 2017. Certains territoires sont particulièrement fragiles, à l'instar de la surface Nord-Atlantique de l'île. Dans ce contexte, l'ensemble des leviers du plan national d'accès aux soins est mobilisé pour améliorer la situation, en partenariat fort avec l'ensemble des parties prenantes.

- **Des inégalités entre les femmes et les hommes observées aux différents âges de la vie**

En matière d'éducation, d'insertion professionnelle, d'emploi ou de conditions de vie, les différences entre les deux sexes sont d'amplitude variable, mais le plus souvent défavorables aux Martiniquaises.

Moins présentes dans les filières les plus sélectives, davantage en demande d'emploi ou en emploi sous-qualifié, moins bien rémunérées avec un écart salarial de 15 % sur le revenu net moyen, elles sont toutefois plus souvent scolarisées, réussissent mieux leur scolarité et vivent plus longtemps que les Martiniquais.

En matière d'accès aux études supérieures, la parité n'est pas atteinte. Si les inégalités de réussite, de niveau scolaire et d'orientation entre les sexes se sont réduites au cours des dernières décennies, de forts écarts persistent à l'âge des études. En Martinique, comme dans les autres régions françaises, les filles réussissent mieux leur scolarité que les garçons jusqu'à la fin du cursus du secondaire. 32,8 % des femmes comptent parmi les diplômés du supérieur en Martinique en 2015 (contre 24,5 % de hommes). Elles poursuivent aussi leurs études plus longtemps mais s'orientent moins fréquemment vers les filières les plus sélectives.

Les inégalités face à l'emploi sont toujours défavorables aux femmes. 26,65 % des femmes de la tranche des 25-54 ans sont touchées par le chômage, contre 22,4 % des hommes. La parité entre les actives et les actifs n'est pas respectée. La faible rémunération des femmes est surtout liée à leurs conditions d'emploi et au fait, notamment, qu'elles travaillent plus souvent à temps partiel que les hommes (21,5 % de la tranche des 25-54 ans des femmes, contre 8,2 % des hommes).

Sur le plan familial, 41% des familles martiniquaises sont monoparentales, soit 106 920 familles. La monoparentalité touche près d'un quart des femmes du même âge contre seulement 10 % en moyenne nationale.

Les inégalités évoquées attachées au chômage des jeunes femmes, à leur sous-qualification, à leur ségrégation dans des filières de formations et de métiers peu porteuses, à la part croissante des jeunes femmes parmi les publics ni formés, ni employés d'une part et parmi les candidates au départ d'autre part, enfin à la précarité qui les touche plus singulièrement, conduisent logiquement à des inégalités aux âges les plus avancés.

Les questions liées au vieillissement de la population martiniquaise interpellent encore plus quand elles sont posées sous l'angle du genre.

- **Des politiques culturelles et sportives moins dynamiques**

La diffusion d'une offre culturelle et artistique vers les territoires excentrés de la capitale doit se poursuivre sur la quasi-totalité du territoire, avec notamment la multiplication des implantations géographiques de points-lecture, des bibliothèques et médiathèques.

Les enjeux et objectifs des politiques culturelles des municipalités doivent être améliorés et consolidés notamment dans le champ de la fréquentation mais surtout dans celui de l'offre fait aux populations. Cette fréquentation ne peut se développer qu'à la condition que les bibliothèques, au même titre que les salles de spectacle soient en mesure d'accueillir des manifestations dans de bonnes conditions.

La scène martiniquaise est insuffisante pour apporter aux artistes les moyens de vivre de leur art. Ainsi, en l'absence de marché de taille critique, la plupart des musiciens martiniquais sont contraints d'avoir d'autres activités ou de s'expatrier pour financer leur création. Cette situation est amplifiée par la faiblesse de l'ingénierie culturelle sur le territoire, de l'absence de filière universitaire et du manque de moyens pour la création contemporaine.

En outre, il faut souligner que 70 % des artistes ne possèdent pas d'atelier et sont dans l'incapacité de travailler au quotidien. Cette situation ne leur permet pas de se positionner favorablement sur le marché européen et américain.

S'agissant des équipements sportifs, la Martinique présente un niveau d'équipement inférieur. En effet, le taux d'équipement par habitant est de 24,7 pour 1 000 en Martinique contre 40,6 pour 1 000 au niveau national. L'île compte 1 249 équipements sportifs, dont 965 sont dits « classiques » et 284 qui concernent les sports de nature.

Au-delà de la faible densité des équipements sportifs, le décalage est aussi qualitatif, en raison de la vétusté de certaines installations. Les coûts de construction et d'entretien sont objectivement plus élevés et les opérations butent parfois sur la question foncière.

1.2 - L'économie : caractéristiques du tissu économique, absence de structuration, dépendance extérieure et niveau d'insertion régionale, poids de la commande publique, typologie des flux d'exportation

- **La faible structuration du tissu économique martiniquais**

Le tissu économique de la Martinique se caractérise par une faible structuration économique. Il est en effet marqué par une spécialisation dans la production de produits agricoles et agro-alimentaires essentiellement destinés à l'exportation, cohabitant avec des micro-activités industrielles qui se sont développées à partir de biens importés.

Le tissu productif martiniquais compte 36 801 entreprises du secteur marchand hors agriculture, dont 29 000 microentreprises.

Pour le secteur primaire, en agriculture, la faible organisation de la production de fruits et légumes explique la forte pénétration des importations. A titre d'exemple, la production des neuf organisations de producteurs de fruits et légumes ne représente qu'un tiers de la consommation totale de produits concernés.

La bonne structuration de la filière banane reste l'exception, la France constituant son débouché principal. En 2017, la banane martiniquaise occupe 1,9 % du marché européen, loin derrière la banane « dollar » qui en concentre 70 % avec des coûts de production plus compétitifs.

La filière canne-sucre-rhum est également bien structurée, avec une bonne notoriété internationale pour le rhum et une production qui représente 20,4 % de la valeur ajoutée de la branche agroalimentaire. Cette production assure 22,3 % de la valeur d'exportation de biens (hors produits pétroliers) et constitue le deuxième produit d'exportation, derrière la banane. Il contribue en outre au développement d'un tourisme à dimension patrimoniale. Le soutien à la filière est nécessaire pour faire face aux grands groupes exportateurs de rhum industriel.

Il faut noter cependant ces dernières années, malgré une stabilité des surfaces agricoles, que la production de sucre est à la baisse (-15,1 % en 2017) et la pérennité de sa filière est remise en question. Elle subit en effet une concurrence interne de la filière rhum.

Le secteur de la pêche se caractérise également par son faible niveau d'organisation. Si le Comité Régional des Pêches et des Elevages Marins (CRPEM) regroupe une grande partie des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, la reprise des services de la coopérative maritime d'avitaillement par une société privée n'est pas effective. L'aval de la filière (mareyage, grossistes, détaillants) reste à organiser, l'idée de la création d'une interprofession n'ayant pas à ce stade abouti.

La pêche martiniquaise est par ailleurs atteinte par la raréfaction des ressources côtières et la restriction des zones ouvertes à la pêche, en raison de la pollution par la chlordécone. Son avenir dépend de sa capacité à utiliser des navires aux normes capables d'exploiter les ressources du large et des équipements portuaires performants. L'aquaculture marine connaît une crise sérieuse, avec une production estimée à 40 tonnes en 2017 pour un potentiel de production évalué à plus de 300 tonnes.

- **Un secteur tertiaire dominé par l'économie non marchande**

En matière d'emploi, en 2016, le secteur tertiaire emploie 84,8 % de l'emploi salarié (soit 105 513 salariés). La part des services publics dans la répartition du PIB demeure extrêmement prégnante. Elle représente 33,3 % de la valeur ajoutée contre 22,6 % dans l'Hexagone.

La part du commerce, des transports et de l'hôtellerie-restauration dans les services marchands présente une tendance à la baisse depuis 10 ans alors qu'elle constitue un poste important de création de valeur ajoutée. Fortement dépendant de la commande publique, le secteur du BTP doit faire face à la raréfaction des mises en chantier.

Le tourisme est dynamique au sein du secteur tertiaire marchand. La filière progresse dans le nautisme et la croisière, l'écotourisme, l'agritourisme et le spiritourisme mais peine à se démarquer sur le marché régional comme sur le marché international.

Ces différentes branches devront gagner à renforcer leur structuration. Elles sont exposées à une concurrence étrangère grandissante pour les secteurs « ouverts » de la plaisance ou des croisières. Cette concurrence se prolonge pour les secteurs de la restauration ou de l'hébergement. Elles peinent donc à se démarquer sur le marché interne comme sur le marché international.

Egalement représentée au sein du secteur tertiaire, la filière numérique compte plus de 2 000 établissements (3,3% du tissu économique), essentiellement concentrés sur le centre de l'île. Cette filière reste moins

développée que dans les autres Outre-mer (Guadeloupe 4%, Guyane 3,9% et Réunion 3,6%) offrant là aussi des opportunités qu'il conviendra d'optimiser.

Les entreprises numériques connaissent des difficultés en matière de ressources humaines : 72 % ont des difficultés à trouver des formations spécifiques, 54 % affichent un besoin en formation continue, 47 % n'ont pas trouvé sur place d'organisme en capacité de répondre à leurs besoins de formation.

Pour tenter d'y pallier, les établissements du secondaire proposent désormais des modules « d'informatique et de création numérique ». Par ailleurs, deux BTS sont ouverts sur les systèmes numériques ou les outils de *front office* très recherchés par les entreprises qui souhaitent améliorer leur image numérique (construction de sites web ou d'applicatifs de tablette numérique proposée par le lycée professionnel Saint-James de Saint-Pierre, par exemple). Une licence professionnelle relative au traitement de la data et la maintenance des réseaux numériques est également proposée à l'Université des Antilles.

- **Les trois handicaps structurels de l'économie martiniquaise : la faible compétitivité des entreprises, la dépendance, une forte prédominance des produits agricoles et pétroliers**

La production martiniquaise est caractérisée par un faible niveau de compétitivité. Les produits fabriqués sur l'île bénéficient de mesure de protection et de soutien sur le marché interne, national ou européen (différentiels d'octroi de mer, fiscalité spécifique du rhum, protection douanière pour la banane, etc.). Les effets de ces dispositifs liés à l'intégration européenne et à la liberté de circulation des biens et des capitaux sont moins réels dans les petites structures industrielles et commerciales de la Martinique.

La dépendance économique est conséquente, puisque la France reste le principal fournisseur (69,7 %), pour un total de 1,5 milliard d'euros en 2017. Le solde des produits importés provient pour 13,7 % de l'Union Européenne (soit 295,7 M€, en provenance d'Allemagne en premier lieu avec 85,3 M€), 6,1 % d'Asie (132,1 M€, dont 78,3 M€ de Chine), 2 % d'Amérique du Nord (44,1 M€, avec 38,8 M€ issus des États-Unis) et 8,5 % du reste du monde.

Les exportations sont constituées essentiellement des produits agricoles et agroalimentaires. Secteur cardinal, les échanges d'hydrocarbures représentent environ 20 % des échanges en valeur de la Martinique. La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) importe du pétrole brut et réexporte une partie de sa production raffinée vers la Guadeloupe et la Guyane. En 2017, les exportations de produits pétroliers enregistrent un repli notable, de 27,2 % en volume et de 18,4 % en valeur, à 161,5 M€. La part de ces produits dans le total des exportations de biens demeure néanmoins stable en valeur, à 45,3 %

En 2016, la France, la Guadeloupe et la Guyane captent 92,6 % de la valeur des exportations hors produits pétroliers de la Martinique (soit 213,4 M€) : 73,6 % pour la France (169,6 M€), 19% pour les deux départements français d'Amérique (43,9 M€).

Les importations et les exportations avec les Amériques et la Caraïbe s'élevant respectivement à 4,6 % et 5,4% des échanges globaux en 2016.

1.3 - Le territoire : difficultés financières des collectivités, écarts de développement économique, de performances éducatives et inégalités face à l'accès aux structures socio-culturelles

- **Des collectivités territoriales confrontées à des difficultés financières**

Plus dégradés qu'au niveau national, les budgets des communes martiniquaises sont généralement obérés par des charges fixes importantes, au premier rang desquelles on retrouve les dépenses de personnel, difficilement soutenables (67 % des recettes réelles de fonctionnement) et en progression.

Malgré un panier de recettes plus favorable, issues de la fiscalité indirecte, cette situation dégrade lourdement leurs capacités d'investissement alors qu'elles doivent faire face à des dépenses publiques plus

importantes en raison de retards structurels. L'épargne brute est certes positive, mais elle ne couvre pas le remboursement en capital de la dette.

Les collectivités peinent à maintenir le niveau d'investissement tout en respectant leurs obligations de mise aux normes de leurs structures. La CTM et les EPCI restent les plus grands ordonnateurs de la commande publique.

- **Les inégalités économiques plus fortes dans le nord de la Martinique**

Les inégalités économiques obéissent à un gradient géographique qui sépare le versant nord du versant sud de l'île. A titre d'exemple, si la part des allocataires de RSA est en moyenne de 22% des foyers en Martinique, elle est deux fois plus élevée dans le Nord.

C'est aussi dans les bassins de vie du Nord que l'on trouve les taux d'illettrisme et de décrochage scolaire les plus importants : le taux moyen de l'illettrisme est en moyenne de 13% en Martinique, de 10% au centre alors qu'il avoisine les 20% dans le Nord Caraïbe et les 23% dans le Nord Atlantique.

C'est également dans ces zones que le taux de création d'entreprises est le plus faible. En 2013, selon l'Agence d'Urbanisme d'Aménagement de la Martinique (ADUAM), les quatre communes de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) accueillaient 48,6 % des créations d'entreprises, les 12 communes de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) en accueillaient 31,7% alors que les 18 communes de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (Cap Nord) en accueillaient 19,2%.

C'est encore dans ces zones que le déclin démographique se fait le plus ressentir. La Martinique a perdu en moyenne 3,1% de ses habitants quand la Communauté d'agglomération Cap Nord en perdait 4,8%, sur la période 2008-2011.

- **Une action culturelle concentrée dans les communes les plus peuplées**

S'agissant de l'action culturelle, dans la grande majorité des communes du territoire martiniquais, les équipements mis à disposition sont animés généralement par les services municipaux ou par les associations.

Si certaines communes maintiennent un certain niveau d'offre, les populations de l'ensemble du territoire martiniquais n'ont accès qu'à peu de tournées théâtrales, chorégraphiques, cinématographiques, voire d'expositions d'art itinérantes.

La production artistique locale est visible en permanence principalement à Tropiques Atrium scène nationale. L'espace Grand Carbet du Parc Aimé Césaire, le Théâtre Aimé Césaire de Fort-de-France participent à l'expression de cette production artistique. Par ailleurs, les populations des communes rencontrent les artistes du spectacle vivant, les écrivains, les plasticiens et les musiciens à la faveur de certaines fêtes patronales ou de quelques évènementiels de mémoire qui ont du mal à répondre vraiment à l'exigence d'une politique culturelle soutenue et formatrice.

À noter toutefois l'effort d'éducation artistique et culturelle mené dans les établissements scolaires.

1.4 - L'environnement : risques naturels, enjeux de préservation de l'environnement, transition énergétique

- **Un territoire particulièrement exposé aux risques naturels, sanitaires et technologiques**

À l'image des autres territoires insulaires caribéens, la Martinique est confrontée de manière permanente à de multiples risques naturels : séismes, cyclones, éruptions volcaniques, glissements de terrains, submersions marines (houle, tsunamis), inondations.

Les cyclones majeurs frappent l'île tous les dix ans alors que les séismes supérieurs à la magnitude 8 ont une récurrence de 120 ans. Le dernier en date de l'arc antillais, le séisme de 1843 qui a touché la Guadeloupe et dont les répliques ont affecté le territoire martiniquais, a entraîné la mort de plus de 3 000 personnes.

La Martinique est située sur l'une des zones de subduction les plus active au monde qui l'expose aux risques telluriques. Ils incluent également les risques de mouvement de terrain liés à des processus externes (glissements, éboulements, coulées de boues et lahars) pour lesquels les facteurs météorologiques sont d'importants contributeurs.

La vulnérabilité de certaines zones du territoire est à souligner, qu'elle soit liée aux dynamiques de péri-urbanisation ou encore aux constructions et infrastructures associées. Les risques sont accrus en raison de la densité de population le long du littoral et des cours d'eau. Ils sont également amplifiés par le relief très découpé et prononcé de la Martinique.

Le risque de mouvement de terrain est ainsi réel et peut avoir des conséquences extrêmement lourdes. Ainsi, le glissement de terrain du Morne Calebasse en 2011, puis à Fort-de-France, avec deux glissements successifs, a détruit 20 bâtiments, emporté une route départementale et conduit à 75 expulsions. Il s'est déclenché suite à des pluies diluviennes.

Par ailleurs, les effets du changement climatique risquent encore d'accentuer la vulnérabilité environnementale du territoire et d'aggraver le niveau actuel de plusieurs aléas. La houle cyclonique et l'élévation du niveau de la mer incitent ainsi à reconsidérer la relation au littoral. Fortement urbanisé au cours de ces dernières années, le littoral de certaines communes de l'île se trouve de plus en plus menacé. Il s'agit aujourd'hui de s'adapter aux aléas naturels et de s'interroger sur la transformation du littoral et le déplacement de certaines populations.

L'acidification et le réchauffement des océans ont des impacts forts sur les récifs coralliens qui tendent à disparaître, accentuant l'exposition du rivage à la mer. Les invasions d'algues sargasses sur les littoraux touristiques prennent de l'ampleur depuis les premiers échouages massifs de 2011 et s'inscrivent dans la durée.

Le risque sanitaire reste prégnant dans les zones tropicales. Le chikungunya, la dengue, le virus zika et le paludisme sont autant de pathologies voire d'épidémies qui peuvent ressurgir en Martinique.

L'utilisation de la chlordécone entre 1972 et 1993 contre le charançon du bananier a conduit à une pollution généralisée des sols et des milieux aquatiques (rivières, côtes). Cette pollution a des conséquences sur la santé de la population et pénalise les filières de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture.

Enfin, s'agissant du risque technologique, le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) SARA-Antilles-Gaz a été approuvé fin 2013. Il est en cours de mise en œuvre, dans un travail partenarial entre l'État et la CACEM. Par ailleurs, pour faire face à une situation de crise que l'exploitant ne saurait maîtriser seul, le Plan Particulier d'Intervention (PPI), plan élaboré par le Préfet pour mobiliser des ressources publiques supplémentaires aux capacités de l'exploitant, est en cours de révision. Il devrait être achevé et testé en 2019.

- **Des enjeux de la préservation et de la valorisation de l'environnement de la Martinique étroitement liés aux évolutions du climat**

La Martinique fait partie du « hot spot » de la biodiversité de la zone Caraïbe du fait de sa biodiversité particulière à fort taux d'endémisme sujette à un déclin important depuis plusieurs décennies. Cependant, du fait même de son insularité et de son exiguïté, les espèces endémiques de la biodiversité martiniquaise sont particulièrement sensibles et subissent de nombreuses pressions et menaces. Les perturbations climatiques peuvent impacter ces milieux, mais ce sont les perturbations d'origine anthropiques qui sont la principale cause de l'érosion de la biodiversité. Le fort accroissement démographique depuis les années 1950 a conduit

à une forte urbanisation, avec un mitage des espaces naturels conséquent et une pression particulièrement marquée sur le littoral. Les espèces exotiques envahissantes constituent également un point d'attention majeur.

Les enjeux de valorisation de l'environnement doivent tenir compte de la biodiversité, particulièrement riche en Martinique. L'île possède ainsi 400 espèces d'arbres, soit davantage d'espèces que toute l'Europe continentale. Elles évoluent dans des milieux tropicaux humides sur les reliefs du Nord, semi-humides ou secs du sud de l'île, jusqu'à la mangrove de bord de mer.

- **La transition énergétique, une étape fondamentale pour réduire la dépendance de la Martinique aux énergies fossiles**

Au début de l'année 2018, les sources fossiles représentaient 93% de la production énergétique. Les réseaux d'énergies sont vulnérables aux risques sismiques et cycloniques. S'agissant du réseau électrique, sa faible taille le rend très sensible aux perturbations engendrées par les sources électriques intermittentes.

Outil fondateur de la transition énergétique, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) de Martinique qui constituera le volet énergie du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), place résolument l'île sur la voie de l'autonomie énergétique en 2030, avec des objectifs phasés dans le temps. Pour réussir sa transition énergétique, la Martinique devra consommer moins en optant pour une meilleure maîtrise de l'énergie dans les choix quotidiens tout en produisant mieux par l'abandon progressif des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables.

Les objectifs de réduction de la consommation d'énergie sont ainsi fixés à -30 GWh en 2018 et -118 GWh en 2023. En ce qui concerne le soutien des énergies renouvelables, la part des énergies renouvelables dans le mix électrique est fixée à hauteur de 56 % en 2023.

- **L'assainissement et l'eau potable : une ressource inégalement répartie, des réseaux à conforter**

La géographie et la démographie de la Martinique sont déterminantes pour le service de l'eau et l'assainissement. : prédominance des eaux superficielles et rareté des eaux souterraines ; sécheresse prononcée en période de carême susceptible de compromettre ponctuellement l'alimentation en eau potable ; déséquilibre de la ressource, située principalement au nord de l'île pour une population concentrée au centre et au sud ; relief accidenté peu favorable au transport de l'eau ; forte densité de la population mais forte dispersion également, facteur défavorable pour l'assainissement collectif.

Les équipements de production, de transport et de distribution de l'eau potable et les installations collectives et individuelles d'assainissement des eaux usées sont soumis à des contraintes climatiques et géotechniques spécifiques qui doivent conduire à porter les efforts sur leur résilience.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Eau Dom (PEDOM) depuis 2016, la Martinique s'est résolument lancée dans une démarche d'élaboration de contrats de progrès pour l'amélioration du service rendu à l'usager, avec le souci de la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité.

Pour la mise en œuvre de ces contrats de progrès, le besoin d'investissement global des trois EPCI est estimé à 139M € pour l'eau potable (production, stockage, transfert et distribution) à 76 M € pour l'assainissement collectif (traitement et transfert) et 2 M € pour assainissement non collectif.

1.5 - La coopération régionale

- **Une proximité avec un archipel de territoires souverains**

Le bassin de la Caraïbe comporte 14 États et 17 dépendances sur une surface de 239 681 km². En 2016, il compte 43 489 000 habitants.

Au plan institutionnel, la Martinique est membre de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et membre associé à l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO) depuis 2015. L'étude de son adhésion est en cours par la Marché Commun Caribéen (CARICOM).

L'absence de zone économique partagée et les régimes de change limitent les flux d'importation et d'exportation entre les îles. De nombreux freins (normes, procédures administratives et commerciales, négatives listes...) n'autorisent pas la Martinique à s'approvisionner ou à fournir des biens de consommation courante à ses voisins. Toutefois, si les exportations vers les pays de la Caraïbe restent modestes avec 9,6 M€ en 2017, elles ont doublé par rapport à 2016, dépassant ainsi les exportations vers les États-Unis.

Cette tendance devrait être confortée par la stratégie de diversification mise en œuvre par la majorité des pays pour valoriser le potentiel environnemental (développement énergétique, valorisation de la biodiversité, etc.).

L'enjeu du renforcement du transport aérien est capital, dans cette perspective, pour soutenir la mobilité des personnes et des biens.

L'internationalisation des équipes et projets de recherche, la mutualisation des connaissances et des expertises autour de problématiques partagées, reste néanmoins assujettie au développement d'une diplomatie économique au service des entreprises soucieuses d'améliorer leur niveau d'intégration dans le bassin Caraïbe.

Les coopérations sécuritaires donnent des résultats tangibles. En matière de trafic de drogue, en moyenne 15 à 20 % des saisines nationales de stupéfiants ont lieu dans les Caraïbes. Face aux évolutions de la criminalité, la recherche de l'optimisation des partenariats est constante.

En matière de sécurité civile, l'Etat-Major de Zone des Antilles (EMIZA) entretient des liens informels avec ses homologues les plus proches mais également avec l'Agence caribéenne de la gestion des urgences et des catastrophes, la CDEMA (the Caribbean Disaster Emergency Management Agency).

Un projet d'accord entre la France, d'une part, et la Communauté des Caraïbes et les États membres et membres associés de la Communauté des Caraïbes d'autre part, relatif à la coopération et à l'assistance mutuelle en matière de gestion des catastrophes est actuellement en cours de négociation.

L'ambassadeur de France au Suriname, au Guyana et auprès de la CARICOM suit les négociations en liaison avec le Préfet de Martinique, également Préfet de la zone de défense, l'EMIZA, la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de Crise (DGSCGC) et le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE). La signature de cet accord pourrait intervenir prochainement.

Loin de s'arrêter à ses contours institutionnels, opérationnels ou financiers, la coopération régionale s'est également développée dans des aspects plus fonctionnels : économie, sport, éducation, culture, etc.

2^{ème} partie

La stratégie de convergence

2.1 - Rappel des particularités en matière d'institutions, de régime législatif et de répartition des compétences

Depuis la loi n°46-451 du 19 mars 1946 conférant la qualité de département français à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion et à la Guyane, la Martinique a vu évoluer son régime d'identité législative spécifique.

La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, la Martinique a déterminé une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales, ainsi que les modalités de coopération entre communes, départements et régions.

La loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique dispose que la Martinique constitue une collectivité territoriale de la République régie par l'article 73 de la constitution, qui exerce les compétences attribuées à un département d'Outre-mer et à une région d'Outre-mer ainsi que toutes les compétences qui lui sont dévolues par la loi pour tenir compte de ses caractéristiques et contraintes particulières. Ainsi, la Collectivité Territoriale de Martinique succède au département et à la région de Martinique dans leurs droits et obligations.

Plusieurs règlements ont été adoptés en application de cette loi. Il s'agit notamment du décret n°2011-1905 du 19 décembre 2011 relatif aux commissions tripartites, du décret n°2012-105 du 27 janvier 2012 portant application de certaines dispositions du code électoral, des ordonnances n°2012-1397 et 2012-1398 du 13 décembre 2012 relatives d'une part aux règles budgétaires, financières et comptables et d'autre part au transfert des personnels et des biens et obligations.

2.2 - Orientations fondamentales et actions à mener afin d'atteindre les critères de convergence et les objectifs de développement durable de l'ONU

2.2.1 – AXE STRATÉGIQUE 1 - Favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population

Objectifs de développement durable de l'ONU concernés

- 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être et l'épanouissement de tous et à tout âge*
- 4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie*
- 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles*
- 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables*

Les objectifs poursuivis dans cet axe visent à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité tout au long de la vie ; permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge ; parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles ; faire en sorte que les établissements culturels et sportifs soient ouverts à tous.

2.2.1.1 - L'intégration socio-professionnelle des jeunes

La première préoccupation est d'améliorer la condition d'emploi des jeunes.

L'insertion des jeunes dans le marché du travail a connu de profondes mutations au cours des dix dernières années : hausse du taux de chômage ; augmentation importante du niveau moyen de formation ; accroissement des exigences en termes de qualification et de compétences.

Les conséquences en sont le maintien de trop nombreux jeunes dans le travail précaire (temps partiel subi, alternance de périodes de chômage et d'emploi en CDD ou en intérim, etc.). L'inadaptation du système de formation à la réalité des emplois peut entraîner le déclassement croissant dans l'emploi, en termes de niveau de recrutement comme de salaire.

Face aux opportunités d'emploi qui s'ouvriront aux jeunes en conséquence du vieillissement de la population, de l'existence de métiers traditionnels en tension et de l'émergence de métiers innovants, se pose avec une plus grande acuité la question de l'adéquation des formations aux métiers qui seront à pourvoir, notamment dans les filières porteuses.

Parmi les 66 000 jeunes martiniquais résidents en 2016, près d'un quart vit sous le seuil pauvreté. Face au risque de pauvreté.

Des approches d'insertion innovantes d'insertion viseront notamment à accompagner les publics les plus fragiles en développant de l'ingénierie prospective de compétences. Cette ingénierie devra permettre la maîtrise de blocs de compétences facilitant tant les passerelles métiers que les transitions professionnelles. Ces actions seront déployées par les relais territoriaux que sont EPCI et les missions locales.

Afin d'accompagner l'intégration socio-professionnelle, trois grandes orientations stratégiques ont été retenues :

- **Assurer à chaque enfant un bon départ dans la vie**

Les dispositifs d'accueil des jeunes enfants et le soutien à la parentalité jouent un rôle déterminant dans la prévention de l'exclusion. L'offre d'accueil des enfants de moins de trois ans sera améliorée grâce à une optimisation des modalités de financements et des modalités d'agrément.

Une meilleure répartition de l'offre d'accueil des jeunes enfants et une plus grande diversité de cette offre est souhaitable en mettant à profit les conventions intercommunales signés entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les EPCI de Martinique.

Une attention particulière sera portée aux services de restauration scolaire et à la prise en compte des situations familiales particulières (monoparentales, nombreuses, pauvres, etc.). Ces actions doivent être coordonnées et amplifiées dans le cadre de la « Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes ».

- **Garantir une éducation pour tous**

La valorisation du capital humain est l'une des clés de l'avenir. Un soutien spécifique sera porté à la création ou à la modernisation des infrastructures d'enseignement, notamment dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur.

Le décrochage scolaire est en partie pris en charge dans le cadre de deux écoles de la seconde chance dont les moyens financiers ne sont pas assez forts pour prendre en charge le nombre de jeunes concernés.

Parallèlement, des dispositifs spécifiques seront mis en œuvre pour accompagner les initiatives en faveur de la jeunesse pour faire face au décrochage (soutien et accompagnement péri-scolaire...)

- **Investir dans les compétences**

Le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PACTE IC) se décline à travers 4 axes :

- Garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés
- Proposer des parcours qualifiants vers l'emploi, renouvelés dans leur contenu, au regard des besoins de l'économie en temps réel et de façon prospective
- Innover dans les territoires

- S'engager dans la modernisation des contenus et des modes de mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement pendant les formations.

Ainsi sur la période 2019-2022, les actions initiées dans le cadre de ce PACTE IC devraient engager une transformation tant sur les modes d'achats de formations que sur les contenus pédagogiques. Elles devraient conduire à terme à la montée en gamme des compétences qui prennent mieux en compte les besoins identifiés sur les territoires.

La priorité sera donnée à la mise en place d'outils d'observation et de cartographie des besoins de formation identifiés comme stratégiques. Ils permettront de mieux identifier les modules nécessaires à la création de parcours complets de formation sur le territoire. Cette méthode innovante et prospective permettra de retenir les actions qui devront accélérer la transformation des commandes de formation initiale et professionnelle pour répondre aux besoins des entreprises et du terrain.

Il conviendrait que soit mise en place une Gestion Prévisionnelle et Territorialisée de l'Emploi et des Compétences, outil pertinent de concordance entre besoins en compétences et activités.

2.2.1.2 – Améliorer l'accès aux soins et la prise en charge médico-sociale

Le secteur sanitaire et médico-social est en pleine expansion en Martinique, notamment du fait du vieillissement prévalent de sa population. Par ailleurs, la persistance des situations de pauvreté et de précarité accentue la vulnérabilité à la maladie.

Les actions de prévention identifiées dans la Stratégie Nationale de Santé 2018-2022, le Plan National de Santé Publique et les projets régionaux de santé seront déclinés en Martinique, en priorisant 4 axes forts :

- **Transformer l'éco-système de santé**
La stratégie en santé numérique articulée avec la stratégie globale de numérisation devra permettre aux praticiens et aux patients de bénéficier d'une bonne couverture numérique. L'intelligence artificielle et la robotisation seront déployées dans les circuits logistiques et technologiques de santé.
- **Développer la médecine de proximité**
Beaucoup de martiniquais sont éloignés géographiquement de l'offre locale de soins. Le développement de structures de proximité (bus dentaires, maisons de santé, maisons médicales itinérantes, dispositif de taxi social, plateformes en activité sport-santé) permettra de rapprocher les territoires et les quartiers isolés de l'offre de soins.
- **Développer la résilience et l'intégration régionale**
Un plan spécifique (organisation de la réponse du système de santé en situation sanitaire exceptionnelle) permettra de renforcer la résilience face aux menaces (catastrophes naturelles, épidémies sanitaires, etc.). Ce plan s'inscrira dans une démarche de coopération régionale pour répondre aux enjeux économiques d'optimisation de l'offre de soins, de sécurisation sanitaire, de gestion des flux migratoires. Des équipements à portée régionale seront déployés dans ce cadre.
- **Améliorer la qualité de vie des personnes âgées**
La priorité est d'augmenter l'offre de structures d'accueil pour les personnes dépendantes. Il est aussi envisagé de concevoir une politique pour accompagner le maintien à domicile, notamment avec le développement de dispositifs innovants et expérimentaux.
La réforme des services à domicile devrait permettre une plus grande lisibilité, une plus grande équité de traitement pour les usagers et un meilleur équilibre financier des structures en charge. Un plan d'hébergement senior sera mis en place pour accueillir les personnes âgées socialement fragilisées et favoriser l'hébergement de logements alternatifs.

La prise en compte d'une amélioration de l'offre de soins à la Martinique passe par un changement d'échelle dans la mise en œuvre des politiques de santé publiques. En effet, l'absence de territorialisation qui fait du nord et du sud des zones pas suffisamment couvertes par une offre de soins équitable. Les contrats locaux de santé intercommunaux favoriseront dans leur élaboration une adaptation des réponses au plus près des populations.

2.2.1.3 – Assurer l'égalité des sexes et l'autonomie de toutes les femmes et filles

L'égalité entre les femmes et les hommes est conquise et acquise en droit, mais peine à se concrétiser dans les faits et à se manifester dans la vie quotidienne des Martiniquaises.

L'objectif d'égalité relève du développement durable par son caractère transversal et inter disciplinaire. A ce titre, il doit se décliner dans toutes les politiques publiques, singulièrement celles de la cohésion sociale visant la pacification des sociétés.

En effet, l'approche de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être intégrée, au sens de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, en associant la prise en compte transversale des enjeux de l'égalité dans toutes les politiques publiques et des mesures spécifiques, positives ou correctives en faveur des femmes.

Il s'agit en premier lieu de leur faire connaître l'ensemble des droits dont elles disposent, de prendre également des mesures ambitieuses pour renforcer la présence des Martiniquaises dans les instances de décision, de contrôle, de conseil, consultatives, etc. Il s'agit donc de généraliser la parité.

Par ailleurs, en Martinique, la prévention et la lutte contre toutes les formes d'agissements et de violences sexistes et sexuelles, y compris au travail reste un axe fort de la politique d'égalité réelle à mettre en œuvre. Il en est de même pour la promotion de l'égalité professionnelle dans toutes ses dimensions et la mise en œuvre de l'égalité salariale au plus tard à l'horizon 2022 ainsi que la diffusion de la culture de l'égalité. C'est à travers une consolidation du réseau associatif local que ces objectifs pourront être atteints.

La lutte contre les violences faites aux femmes sera déclinée dans tous les plans locaux de prévention et de délinquance. Elle priorisera la sensibilisation et l'information, le développement d'actions de prévention des comportements sexistes et des violences en tous les lieux (école, espaces publics, travail), la formation des professionnels concernés (y compris intervenants sociaux en commissariats et brigades de gendarmerie), l'amélioration de la connaissance du phénomène, la réalisation de campagnes de communication en direction du grand public, le renforcement des dispositifs d'aides, d'accompagnement et d'orientation des femmes victimes de violences sexistes et sexuelles, la consolidation de la réponse sanitaire apportée aux femmes victimes de violences, la prise en compte des besoins en logement et hébergement de ces femmes et de leurs enfants et le renforcement de la mise en réseau des acteurs.

Le renforcement de la prévention et de la prise en charge des personnes victimes de la prostitution et de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle concerne également l'attractivité du territoire Martiniquais.

2.2.1.4 – Favoriser l'accès à la culture et le sport

La culture est identifiée comme un facteur clef de bien-vivre de la population, fondement de la construction du lien social et de notre ouverture au monde. La valorisation du patrimoine matériel et immatériel, la démocratisation de l'éducation et de la pratique artistique et culturelle ainsi que le rayonnement culturel martiniquais sont les trois axes majeurs de travail de ce secteur :

- **Recenser et valoriser le patrimoine matériel et immatériel**

La valorisation du patrimoine dépasse le seul bâti et intègre aussi bien la sauvegarde du patrimoine archéologique, la promotion de la langue créole, la promotion des sites mémoriels que la mise en valeur des savoir-faire traditionnels et l'aménagement des lieux de transmission.

La question de la survivance et de la transmission des savoir-faire traditionnels, matériels comme immatériels, demeure un enjeu fondamental, à l'heure où certains tendent à disparaître et peinent à se renouveler.

Il convient d'assurer la conservation et la valorisation du patrimoine immatériel et de conforter les recherches, le collectage auprès des anciens et la numérisation de l'ensemble de ces données, afin de préserver un pan essentiel de ce qui a constitué la société martiniquaise.

La pérennité de cette valorisation repose notamment sur la formation et la professionnalisation des médiateurs (personnels territoriaux des métiers du livre et des archives, etc.).

- **Démocratiser l'éducation et les pratiques artistiques et culturelles**

L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et l'accès pour tous à l'art et à la culture constituent une priorité stratégique pour la Martinique. Afin de palier les importants freins (faible capacité de financement de la part des communes et insuffisance des équipements culturels et des services éducatifs notamment), une politique active d'éducation artistique et culturelle, d'action culturelle se développera sur l'ensemble du territoire.

En matière de développement de la pratique artistique, une attention particulière est portée sur la formation initiale avec un projet ambitieux de mise en réseau des écoles artistiques (musique, danse, théâtre) au sein d'une école martiniquaise des arts, sur la base du même référentiel pédagogique garantissant la qualité des enseignements.

- **Assurer le rayonnement culturel de la Martinique**

La multiplication des espaces de diffusion et de production, des projets itinérants, l'ouverture au voisinage, et une nouvelle place dans les médias, les programmes scolaires et les cartographies nationales participeront à l'amélioration de la visibilité et de l'influence des artistes martiniquais comme de la culture martiniquaise.

La constitution de réseaux professionnels locaux, notamment dans le champ de l'art contemporain, doit contribuer à la structuration du tissu professionnel pour une meilleure visibilité des créateurs martiniquais sur le plan national et international.

Il s'agit à travers le volet sport, de favoriser la pratique du sport, sport de haut niveau comme activité physique pour tous, tout en contribuant au rattrapage qualitatif et quantitatif de l'offre d'équipements sportifs, par la mise en œuvre de deux axes prioritaires :

- **Optimiser et moderniser le parc d'équipements sportifs du territoire**

Il s'agira de favoriser l'usage des équipements de proximité notamment en les réhabilitant et en mutualisant les équipements sportifs des établissements scolaires.

Dans un objectif d'aménagement équilibré du territoire, il conviendra de moderniser certains équipements territoriaux structurants.

- **Accompagner la filière de sportifs de haut niveau**

L'accompagnement des sportifs de haut-niveau ou engagés sur des filières, l'accès vers la haute performance, devront être soutenus. Il s'agira de les accompagner dans leur mobilité, pour la formation et la conduite du double projet sportif et professionnel, dans le cadre de structures et d'encadrement de qualité leur permettant de progresser.

Pour ce faire, il est nécessaire de penser l'organisation et le maillage des équipements sportifs en s'appuyant en particulier sur les établissements scolaires accueillant des pôles espoirs et pôles Outre-mer.

Cette orientation vise à contribuer au maintien de la Martinique au rang des régions fortement pourvoyeuses de talents.

2.2.1.5 – Favoriser l'accès au logement et améliorer le cadre de vie

Il s'agit de développer une offre de logements de qualité et adaptée, mais également de traiter le problème de la vacance des logements par la réhabilitation ou la démolition, notamment dans les centres-ville. Les lieux de promenade et d'agrément doivent être développés, notamment au centre-ville de Fort-de-France.

Dans le contexte de baisse démographique et de vieillissement de la population, la vigilance est de mise concernant la construction neuve de logements. Si la décohabitation encore en cours et la vétusté du parc justifient pleinement la livraison de logements neufs, leur mise sur le marché ne doit pas générer de la vacance supplémentaire.

La question du logement est intimement liée à l'aménagement du territoire : l'enjeu de reconquête des centralités doit être davantage pris en compte dans les stratégies de développement de l'offre de logements, y compris sociaux.

Massifier les actions de réhabilitation du parc privé est aujourd'hui une orientation notable du partenariat territorial en matière de logement. Au regard des parcours résidentiels dits inversés (personnes propriétaires demandant un logement social du fait de la vétusté de leur logement), améliorer les dispositifs d'accompagnement de la réhabilitation est une action indispensable.

Ces réflexions alimentent aujourd'hui la révision du Plan Logement Outre-Mer, initiée par la Ministre des Outre-Mer et le Ministre du Logement.

En parallèle, une dynamique doit être mise en œuvre afin de favoriser l'accessibilité du cadre de vie des martiniquais (Espaces Recevant du Public, transports, espaces publics, logements, etc.).

2.2.2 – AXE STRATÉGIQUE 2 -Investir dans les filières porteuses

Objectifs de développement durable de l'ONU concernés

- 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim*
- 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable*
- 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable*
- 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*
- 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation*
- 12 Établir les modes de production et de consommation durables*
- 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable*
- 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité*

L'objectif de cet axe est de favoriser la structuration du tissu productif pour faire émerger des filières compétitives.

Cette orientation est subordonnée à la mise en place d'outils collectifs et individuels pour la structuration de chacune de ces filières.

2.2.2.1 - Créer un écosystème favorable à la structuration des filières

- **Développer la recherche-innovation**

La mobilisation de la recherche au service de l'innovation et du développement des filières fera l'objet d'un pilotage et d'une coordination renforcés, sur la base d'un partenariat mieux défini avec les organismes de recherche et l'Université des Antilles. L'objectif est de développer la connaissance, l'expertise et l'innovation dans les filières à fort potentiel telles que l'agro-transformation, l'économie bleue ou la valorisation environnementale.

- **Soutenir par des outils de structuration de filières**

Un accent particulier sera porté à la mise en place d'outils collectifs permettant aux entreprises d'une même filière de mutualiser leurs investissements ou leurs programmes de recherche pour participer activement à la stratégie de structuration du tissu économique.

- **Moderniser le dialogue social**

L'enjeu est d'innover et de trouver des leviers adéquats pour mieux prendre en compte des attentes des salariés comme les besoins des entreprises, l'objectif étant d'améliorer la qualité de vie au travail, dans le respect du bon équilibre économique et environnemental de l'entreprise.

2.2.2.2 – Capitaliser l'agro-transformation

La Martinique porte un modèle particulier d'agriculture de petite échelle qu'il convient de soutenir par un plan de développement de l'agroforesterie pour tendre vers une meilleure sécurité alimentaire et conforter l'agro-transformation. Dans ce cadre, la mise en place d'outils collectifs seront développés pour accompagner cette dynamique :

- **Accompagner la structuration de la filière**

Exception faite de la banane et du rhum, les produits martiniquais manquent de visibilité sur les marchés extérieurs.

Il conviendra de développer les outils collectifs de structuration (plateforme collective, outils partagés, pôle de production et de transformation, etc.).

L'État et les collectivités appuieront par ailleurs les actions de promotion et de communication conduites aux niveaux régional, national et international, en lien avec les acteurs professionnels et en mobilisant les réseaux de distribution présents à la fois sur les Outre-mer, en France et à l'international.

Il sera également nécessaire d'accentuer la mise en réseau des acteurs de la recherche (Centre de Coopération Internationale en recherche Agronomique pour le Développement-CIRAD, Institut National de la Recherche Agronomique-INRA, Institut de recherche pour le Développement-IRD, ...) de la formation, (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole-CFPPA, Université des Antilles...) de l'innovation (Technopole), du développement et du transfert (Pôle Agro ressources et de recherche de Martinique-PARM, chambres d'agriculture, organisations de producteurs, etc.), pour amplifier le partage d'expériences et accélérer la diffusion des connaissances et des pratiques.

Il s'agit notamment de favoriser les pratiques culturelles innovantes, l'agriculture biologique et l'agroforesterie, mais aussi sur des questions sanitaires telles que la virulence des pathogènes, les plantes envahissantes ou les plantes de service.

- **Développer des produits répondant aux nouvelles tendances de consommation**

Des nouvelles niches (café, cacao...) correspondant aux à de nouveaux débouchés (Japon, Moyen-Orient...) devront être accompagnés

Pour répondre aux exigences aussi bien en matière de traçabilité que de qualité des produits ou que de valorisation des écosystèmes, les facteurs de différenciation tels que la labellisation des produits à haute valeur ajoutée (bio, logo RUP, origines, produits de niche, etc.) seront soutenus.

- **Adapter les outils de transformation et les process au contexte local**

Il s'agit de capitaliser sur l'expertise en agro-transformation. La transformation agroalimentaire occupe une place de choix dans le panorama industriel de la Martinique.

L'utilisation de nouveaux conditionnements, une meilleure intégration des exigences nutritionnelles, l'amélioration de la connaissance des fruits tropicaux, la diversification vers la quatrième gamme, sont des pistes d'innovation qui doivent être soutenues pour diversifier les activités d'agro-transformation à partir des coproduits et sous-produits de l'agriculture, des plantes à parfum, aromatiques et médicinales, des déchets verts ou des ressources forestières.

- **Développer le niveau de qualification des salariés**

La formation doit être adaptée pour orienter les filières organisées vers l'agroécologie et des modes de production plus respectueux de l'environnement

- **Faciliter l'accès aux financements pour la modernisation de l'appareil de production**

Le Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité « POSEI », les Programmes Opérationnels prévus par le règlement sur l'Organisation Commune des Marchés (OCM) et le volet agricole du Grand Plan d'Investissement offrent une palette d'outils déjà mis en place pour accompagner la profession (subventions, fonds de prêts, fonds de garantie, intervention en fonds propres, etc.). Une meilleure complémentarité, visibilité et accessibilité de ces différents outils est nécessaire pour mettre en œuvre une politique agricole cohérente.

2.2.2.3 – Se tourner vers la mer

L'orientation vers l'économie bleue est un vecteur de développement. L'espace marin martiniquais a traditionnellement été exploité pour ses ressources naturelles (pêche), pour l'élevage (aquaculture) et a servi de support au transport maritime pour des échanges commerciaux transatlantiques et transcaribéens.

Depuis les années 1990, de nouvelles activités se sont fortement développées, conduisant à des premières initiatives sur le partage de l'espace et la gestion durable des ressources marines. Il convient d'accompagner cette dynamique pour faire de l'espace marin martiniquais un atout du développement économique régional. Pour ce faire quatre grandes orientations ont été retenues :

- **Aménager et rationaliser les zones portuaires pour en faire des zones d'activité économiques**

Il importe de développer les ports (de commerce, de plaisance et de grande plaisance, de pêche, mixtes), et les zones d'activités associées (logistiques, commerciales, réparation navale, etc.), de déployer des modes de gestion efficaces pour tirer le meilleur profit de l'effet d'entraînement des flux internationaux en plein essor. Cela nécessite la mise en place de lieux de transbordement et d'éclatement vers le Canal de Panama, de l'accompagnement accru de l'activité de croisière et de l'aménagement des ports de pêche et de plaisance (y compris à des fins touristiques). Pour leur adaptation quantitative et qualitative, un village de la réparation navale est indispensable pour garantir une offre complète en la matière. Par

ailleurs, la réalisation d'équipements et de zones de mouillage organisé sera lancée pour baser à la Martinique une activité de grande plaisance.

- **Améliorer la compétitivité des entreprises de pêche et d'aquaculture**

En Martinique est pratiquée principalement une pêche artisanale qui rencontre des difficultés liées à un accès de plus en plus difficile aux ressources tant du plateau que du large. La filière subit un repli progressif dû en partie à la baisse d'attractivité et de rentabilité des entreprises. Celle-ci est liée à la raréfaction multifactorielle de la ressource côtière et aux fermetures de zones de pêche côtière en raison de la pollution à la chlordécone. Dans ce contexte, il convient d'accompagner les entreprises à disposer de navires modernisés ou neufs, capables d'atteindre des zones du large et de valoriser la production (grâce à des équipements portuaires et une chaîne de commercialisation performants) mais aussi d'assurer leur professionnalisation.

Plusieurs outils financiers seront à mobiliser pour assurer cette refondation : le Programme des Interventions Territoriales de l'État -PITE chlordécone, des aides d'État (les lignes directrices sur les aides d'État pour les RUP) mais aussi des instruments financiers comme un fonds de préfinancement. Cette nouvelle dynamique qui s'inscrira dans un plan d'avenir pour la pêche et l'aquaculture pourra également prévoir des outils collectifs et structurants permettant d'assurer un bon niveau de compétitivité aux entreprises : dispositifs de concentration de poissons, prototype de navire du futur, un centre technique aquacole, etc.

- **Développer les compétences de la mer**

Pour assurer une meilleure attractivité des métiers de la mer, il convient de créer une plate-forme réunissant les acteurs de la recherche, de l'innovation, de la formation, du financement, de l'insertion et les entreprises des filières de l'économie bleue et, le cas échéant, compléter cette chaîne de valeurs. Cette plate-forme prendra la forme d'un Pôle mer labellisé, qui offrira ses services au-delà du seul territoire martiniquais.

Il convient également de rapprocher le martiniquais de la mer, dans toute la population, en développant, dès le plus jeune âge, la pratique de la natation et d'un sport nautique, en accompagnant les clubs à inscrire dans leurs programmes la mise en œuvre de sections mers et de classes de mer (à l'image des « section natation » et « section tennis » déjà existantes).

- **Développer les outils de structuration des filières maritimes**

Des démarches de filières doivent être engagées pour profiter pleinement des opportunités offertes par la mer (nautisme, réparation navale, aquaculture et bio ressources, énergies marines, logistique, transformation des produits de la mer, etc.). Ces démarches seront portées par les filières elles-mêmes structurées autour du Cluster Maritime Martiniquais, qui sera accompagné pour monter en puissance avec pour ambition l'affirmation d'une notoriété maritime martiniquaise internationale.

Des outils seront déployés pour renforcer le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) et/ou développer des outils d'accompagnement administratif : centre de gestion dédié, etc. Ce nouvel environnement devrait profiter de l'effet levier du Pôle Mer.

2.2.2.4 - S'engager dans le tourisme durable

La Martinique est une île qui a un large potentiel dans le domaine du tourisme avec des richesses exceptionnelles et variées : zones naturelles protégées et adaptées à l'accueil du public dans le respect de l'environnement, activités sportives et ludiques écoresponsables, bâti patrimonial, richesse gastronomique, artistique et culturelle...

L'enjeu est de protéger et de valoriser ces patrimoines uniques dans une approche globale intégrant les données économiques, environnementales, territoriales et de formation.

- **Structurer l'offre autour de filières d'excellence en s'appuyant sur la richesse environnementale, l'authenticité socio-culturelle et les valeurs traditionnelles**

En lien avec les acteurs du tourisme (Comité Martiniquais du Tourisme, Parc Naturel Régional de la Martinique...) la prise en charge de la protection et de la valorisation du patrimoine touristique devra s'organiser dans une approche filière d'excellence. Il s'agira aussi bien d'amélioration des sentiers pédestres et botaniques, que de mise en valeur de sites patrimoniaux, de développement des zones d'activités nautiques que de soutien à l'investissement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. Une attention particulière devra être portée à la prise en compte des menaces environnementales (érosion des plages, invasion des sargasses, blanchiment des coraux, etc.).

- **Améliorer la compétitivité des structures touristiques pour mieux se positionner à l'international**

L'enjeu, est au regard des nouvelles tendances et des nouveaux comportements observés, de mettre en place des outils collectifs pour requalifier et restructurer le tourisme martiniquais et l'installer durablement sur l'échiquier international.

La déclinaison de la Marque Martinique reflétant la différenciation du produit Martinique, devrait permettre de décliner une image positive et cohérente. Des outils structurants (cluster tourisme, foncière tourisme, dispositif de labellisation des produits touristiques) accompagneront les opérateurs touristiques à répondre aux exigences d'équilibre et de rentabilité.

- **Améliorer l'attractivité territoriale**

En réponse à la concentration spatiale qui peut être préjudiciable à la fois aux enjeux environnementaux et d'aménagement, une politique volontariste permettra d'intervenir en termes d'aménagement équilibré et dynamique.

Les Espaces d'Aménagement Touristiques (E.A.T) qui combinent les structures d'hébergement, d'animation et de services, constituent un mode d'organisation et d'action privilégiée à cet effet. Les zones de mouillage organisés pour une meilleure articulation entre les activités de terre et de mer, la mise en lumière de certains sites patrimoniaux (le Domaine de la Pagerie ou le golf de l'Espérance aux Trois-Ilets...) participeront également à cette dynamique.

- **Valoriser les métiers du tourisme et améliorer la performance des acteurs**

Le tourisme doit faire face à des mutations multiples (sociétales et nouvelles tendances, économiques avec l'émergence du numérique, environnementales avec de nouveaux enjeux, etc.).

Les plans de professionnalisation et de qualification devront intégrer les formations classiques (hôtellerie, restauration, loisirs), mais aussi les logiques transversales (langues, numérique, environnement, etc.)

2.2.2.5 – Systématiser le numérique

La révolution numérique est bien ancrée en Martinique. L'innovation digitale est soutenue aussi bien dans le domaine de la recherche que dans celui de l'application de nouveaux procédés de l'entreprise martiniquaise. Le recours au *big data*, la transformation numérique des entreprises, la progression et l'extension de l'usage des *blockchains* dans la vie courante, l'apprentissage du codage dans les établissements scolaires ou en formation continue, le développement de l'offre de services numériques publics sont autant de pistes numériques à emprunter pour accélérer le développement de l'île.

- **La lutte contre la fracture numérique des usages**

Cette lutte passe par le désenclavement numérique pour assurer une continuité territoriale entre les acteurs, mais aussi avec les acteurs extérieurs.

Le déploiement du Très Haut Débit par la Fibre Optique (FTTH) sera indispensable pour à la fois assurer un meilleur maillage du territoire, la promotion interne des usages numériques, et de meilleures connexions avec le monde.

- **L'accompagnement de la transition numérique du tissu économique martiniquais**

Cet accompagnement permettra de sensibiliser les acteurs et d'améliorer la connaissance du tissu économique traditionnel sur la plus-value qu'apporte la digitalisation des process.

- **L'accompagnement à la démocratisation et à la systématisation des pratiques numériques, notamment pour les populations les plus fragilisées**

Pour faire face à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'exclus, les analphabètes numériques, il convient d'accompagner à la démocratisation et à la systématisation des pratiques numériques notamment pour les populations les plus fragilisées.

Cette dynamique devra s'approcher dans le cadre de bassins géographiques, pour veiller au développement équilibré de ces technologies sur le territoire et à l'égal accès de tous à ces nouvelles pratiques.

Les modes opératoires (canaux scolaires, réseaux de formation, bibliothèques, médiateurs numériques...) seront développés en fonction des différents publics.

2.2.2.6 – Valoriser le potentiel énergétique et maîtriser la demande énergétique

En 2018, la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale de Martinique est de l'ordre de 25% en 2018. La production d'électricité est majoritairement dépendante d'énergies fossiles.

La Martinique dispose toutefois d'un potentiel avéré en matière d'énergies renouvelables (EnR) : énergie solaire, éolienne, géothermique, petit hydroélectrique, ou encore, le bioéthanol, sont autant de ressources potentielles sur le territoire. Les politiques publiques de l'énergie doivent permettre l'exploitation optimale de ces ressources au regard des contraintes environnementales, économiques et sociales la Martinique.

Une action sur l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie serait toutefois un préalable. Ces deux leviers, trop souvent délaissés au profit du simple développement des EnR, sont indispensables à l'atteinte de nos objectifs énergétiques à moyen et long termes.

La loi pour la Transition Énergétique Pour la Croissance Verte (TEPCV) prévoit ainsi une autonomie énergétique de la Martinique à l'horizon 2030. La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) envisage d'ici 2023 un fort développement des énergies renouvelables pour atteindre 58% de la production d'électricité (photovoltaïque, à l'éolien et biomasse).

- **L'amélioration du mix énergétique**

S'agissant du potentiel énergétique, la Martinique, dans son schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE), décliné dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) s'est engagée à atteindre dans sa consommation énergétique finale 56 % de production en énergies renouvelables en 2020 et 100% d'ici 2030.

Cette ambition, sur une zone non interconnectée, suppose un effort conséquent en recherche et/ou développement expérimental (R&D) et en solutions innovantes. Le développement de projets pilotes micro-réseaux fonctionnant avec 100% d'énergies renouvelables sera priorisé.

Les recherches devront également être approfondies pour mieux identifier les sites d'implantation et les techniques les plus appropriées pour l'énergie marine, l'éolien off-shore, l'hydrolien ou l'énergie thermique, géothermie, biomasse.

Ainsi, les forages réalisés pour évaluer le potentiel géothermique du territoire qui ont révélé deux zones présentant des indices élevés de présence de sources à haute température, soit plus de 200°C et à priori exploitables, devront être consolidés.

- **Le développement de l'énergie solaire**

La Martinique bénéficie d'un gisement solaire important (moyenne de 5kWh/m²/jour) et constant dans l'année. Ce potentiel permettrait d'électrifier des habitations par énergie solaire de manière autonome mais aussi d'obtenir une production annuelle d'électricité solaire sur le réseau, sans grandes variations. Pour optimiser ce potentiel, les solutions de stockage seront prioritaires.

Le stockage sous forme d'hydrogène est une solution structurante qu'il convient également de prioriser. Les projets martiniquais devront être rapidement identifiés pour bénéficier d'un accompagnement au Plan Hydrogène.

- **Le développement de l'éolien et de l'énergie maritime**

Le Schéma régional éolien, éléments du Schéma régional Climat Air Énergie (SRCAE) a estimé le potentiel éolien terrestre de 23 à 47 MW, contre 12 MW actuellement avec deux centrales en fonctionnement au Vauclin et à Grand-Rivière. L'énergie éolienne devra donc être renforcée.

La Martinique étant un territoire insulaire, elle bénéficie d'un potentiel en énergie des mers (houle, gradient thermique des mers, vent, courant).

Ces technologies sont en développement au niveau mondial, mais pourraient arriver à maturité avant 2030.

- **Le recours au véhicule électrique**

Le déploiement du véhicule électrique sur le marché des transports routiers est une condition incontournable dans l'atteinte des objectifs visant l'autonomie énergétique en 2030.

Dans cette perspective, les éléments de structuration de cette filière devront être prioritairement soutenus (expérimentation à partir des flottes de véhicules des entreprises publiques, évaluation des besoins, pilotage centralisé des bornes de recharge, etc.).

- **La rénovation énergétique de l'habitat**

La rénovation énergétique est un élément important du développement du potentiel énergétique. La mise en place d'outils tels que les Plates-formes de Rénovation Énergétique de l'Habitat permettent d'apporter des solutions adaptées à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les logements des particuliers. Il s'agit avec cet outil de faciliter concrètement la transition énergétique au sein des foyers par un accompagnement ciblé et de proximité.

Les audits énergétiques, particulièrement pour les bâtiments publics énergivores, peuvent améliorer substantiellement leur performance énergétique et apporter ainsi une réponse à la rénovation énergétique.

2.2.2.7 – Développer l'économie circulaire

L'économie circulaire invite à substituer l'ancien modèle consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter par un nouveau cycle de vie des produits dès la phase de conception, en encourageant le réemploi, la réutilisation, la réparation et le recyclage des déchets pour réduire leur impact environnemental.

La Feuille de route de l'économie Circulaire prévoit des objectifs ambitieux, applicables en Outre-mer : la réduction de moitié de la mise en décharge d'ici 2025 et la valorisation de 70% des déchets du BTP d'ici 2020 ; le recyclage de 100% des plastiques d'ici 2025 ; la sortie des bio-déchets des poubelles, le droit à l'expérimentation de la consigne ; le soutien du réemploi et de la réparation ; la lutte contre le gaspillage alimentaire.

- **Améliorer la connaissance des gisements et des débouchés de l'économie circulaire**

Un diagnostic préalable sur la disponibilité des gisements de l'économie circulaire (qualité et quantité) et sur les possibilités de débouchés est nécessaire non seulement pour exploiter les synergies sur le territoire, mais également avec les pays voisins, pour répondre aux exigences de rentabilité. Cette analyse du potentiel d'intégration régional permettra d'appuyer la démarche de création des plateformes

collaboratives à l'échelle de la Caraïbe. Elle devra à terme se traduire par une baisse des exportations vers le continent européen.

- **Informier et mobiliser les acteurs de l'économie circulaire**

Un plan d'information ambitieux devra être soutenu pour améliorer l'information et la mobilisation des acteurs (entreprises, commerces, administration, ménages) et encourager les actions pour la consommation responsable, la prévention et la gestion des déchets.

Il ciblera plus particulièrement les entreprises afin de les inciter à rationaliser leur consommation de ressources, réduire leur production de déchets et ainsi réaliser des économies pérennes.

- **Structurer la filière gestion des déchets en déclinant la feuille de route de l'économie circulaire**

Des projets structurants seront identifiés pour être déclinés dans les plans pluriannuels de l'énergie révisés : utilisation des combustibles solides de récupération (qui représentent les 25% des ordures ménagères ne pouvant être triés ou recyclés) ; Véhicules Hors d'Usage ; déchets d'éléments d'ameublement comme biomasse mobilisable ; méthanisation des déchets organiques (boues d'épurations, bio-déchets, sous-produits de l'agriculture) pour production d'électricité et de co-produits pour les amendements naturels pour l'agriculture.

2.2.2.8- Préserver et valoriser la biodiversité

La question du développement de la Martinique n'est pas détachable de la préservation et la valorisation de sa biodiversité et de son éco-système. La préservation de cette richesse, qui s'inscrit dans le temps, doit sous-tendre et nourrir la mise en oeuvre du plan pendant toute sa durée. Le renforcement de police de l'environnement assurée par l'Office National des Forêts (ONF) doit pouvoir garantir une bonne préservation de l'environnement, une connaissance affinée des effets du changement climatique, la découverte d'habitats encore méconnus ou encore la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

La Martinique abrite une grande diversité biologique, dont plus de 4000 espèces endémiques. L'objectif de préserver ce patrimoine exceptionnel s'appuie sur 3 orientations stratégiques fortes :

- **Connaître et faire connaître la ressource**

Les données et la connaissance relatives à la richesse restent incomplètes.

L'enjeu de renforcement des connaissances est primordial car il permet la valorisation économique des services rendus par les écosystèmes naturels (production de nourriture, de matériaux, de combustibles, de produits pharmaceutiques).

- **Sensibiliser à la préservation de la biodiversité**

Cette sensibilisation concernera tous les publics ; dès le plus jeune âge dans le cadre de la politique d'éducation et de projets pédagogiques ; et tout au long de la vie, dans le cadre de partages d'expériences, de projets socio-culturels, et de promotion de comportements responsables, destinés à la population et aux touristes.

- **Dégager des moyens ambitieux pour la protection et la valorisation**

Le plan biodiversité porté par l'État et élaboré en même temps que le Livre Bleu intègre des mesures fortes pour préserver la biodiversité.

Il convient de procéder à un recensement des besoins qui devront faire l'objet d'un financement dans le cadre du Plan National par exemple pour ce qui concerne les aires terrestres et maritimes éducatives et pédagogiques, réserves naturelles.

Des projets exemplaires de reconquête de la biodiversité seront identifiés pour permettre de trouver des solutions innovantes de financement de la désartificialisation des sols (terrains pollués ou anciennes zones commerciales.) Un regard particulier sera porté aux projets inspirés du

biomimétisme, permettant de mieux s'adapter au changement climatique et développer la résilience des territoires.

Les espèces sauvages classées « en danger », les espèces exotiques envahissantes, les espaces protégés, les récifs coralliens et les mangroves devront également faire l'objet d'une attention particulière.

2.2.2.9 - Dynamiser la filière BTP

Le BTP martiniquais a besoin d'orientations sectorielles visant à éclaircir son horizon économique, à créer un bon environnement de travail et à répondre aux besoins en compétences.

- **Réussir la mutation du secteur BTP**

La création d'outils structurants tels que la Cellule Économique Régionale de Construction (CERC) ou le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) dans le logement social devront être confortés pour inscrire la filière dans une démarche d'amélioration de la connaissance, d'innovation et de qualité.

- **Repenser la formation des artisans du BTP**

L'objectif est d'accompagner les artisans à s'inscrire dans une démarche de labellisation pour se différencier, par un plan de formation prenant en compte les spécificités (environnement, risques majeurs, psychologie d'entreprises...) ; des audits permettant d'identifier des pistes de progression pour améliorer la compétitivité des entreprises.

2.2.3 – AXE STRATÉGIQUE 3 - Assurer une meilleure attractivité et une meilleure accessibilité du territoire

Objectifs de développement durable de l'ONU concernés

6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

13. Prendre d'urgence les mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Les orientations retenues dans cet axe visent à rendre les villes et les territoires plus accessibles, sûres, résilientes et dynamiques ; garantir l'accès de tous à la justice et à la sécurité ; garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

2.2.3.1 – Augmenter la résilience face aux risques

L'insularité, les conditions géo-climatiques, sont autant d'éléments qui augmentent la vulnérabilité de la Martinique face aux nombreux aléas (séisme, tsunami, cyclone, volcan, inondation, glissement de terrain...)

La préparation de la résilience des acteurs publics et de la population aux risques naturels est incontournable. Il convient, en particulier, de renforcer l'entraînement des populations contre les risques sismiques et le risque tsunami qui peuvent à tout moment frapper le territoire.

A la semaine REPLIK déjà mise en œuvre et pouvant être étendue aux entreprises et aux administrations, pourra être rajoutée la réalisation des exercices sismiques « RICHTER » dont le dernier a été mis en œuvre en mars 2017.

Au vu des enjeux nouveaux dus à la montée en puissance des conséquences du réchauffement climatique (des cyclones de plus en plus destructeurs ou le phénomène des sargasses), le renforcement des capacités d'intervention sécurité civile serait un atout. L'idée évoquée lors des assises de l'Outre-mer de mettre en place une école de la sécurité civile est une première voie intéressante.

- **Assurer le dimensionnement des moyens pour faire face aux risques naturels**

Un recensement des moyens et des savoir-faire existants, sur la base d'une analyse des risques et d'objectifs de sécurité partagés sera menée au niveau de la zone de défense et de sécurité des Antilles avec l'appui du niveau national.

Il s'agit d'identifier les efforts à engager à l'échelle nationale pour garantir la disponibilité des capacités appropriées à la gestion des crises, notamment pour rétablir l'administration et les infrastructures indispensables au redémarrage de l'activité économique et à la reconstruction ; d'intégrer la Martinique dans le Système d'Alerte et d'Informations des Populations (SAIP) existant ; et d'assurer la sauvegarde et l'accès aux données numériques.

- **Faire face au Risque inondation**

Face au bilan catastrophique des inondations en Europe au cours des dernières décennies, la Commission européenne s'est mobilisée en adoptant en 2007 la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive « inondation » (DI). La Martinique est particulièrement concernée par ce risque inondation, avec un territoire au relief marqué, et par une pluviométrie importante, concentrée sur la saison cyclonique.

Un Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) a été établi à l'échelle de la Martinique pour la période 2016-2021. Ce document précise l'organisation et le rôle des acteurs en période de crise, et les modes de gestion et les dispositions à mettre en œuvre pour augmenter la sécurité des populations exposées, stabiliser, voire réduire le coût des dommages potentiels et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Le contenu de la compétence relative à la Gestion des Milieux Aquatiques et à la Prévention des Inondations (GEMAPI) porte à la fois sur le grand cycle de l'eau et le petit cycle de l'eau.

Sur le volet « prévention des inondations », les EPCI doivent établir un programme global de prévention du risque tout en préservant l'équilibre des milieux conformément aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Ils doivent notamment définir un système d'endiguement, constitué d'ouvrages de protection existants ou à créer. A ce jour, une vingtaine d'ouvrages a été recensée dont certains dans un état de vétusté avancé qui devront faire l'objet de mises aux normes. Ils doivent également définir les aménagements de bassin versant nécessaires à la prévention du risque inondation.

Enfin, le territoire Martiniquais est également concerné par la submersion marine : au titre de la GEMAPI, les EPCI ont également en charge de définir les mesures de protection de leur littoral respectif.

- **Faire de la Martinique un territoire d'excellence en matière de gestion des crises**

La Martinique doit développer une expertise sur les risques naturels, mais aussi les risques sanitaires, technologiques, sociétaux, en déployant des outils qui prennent en compte l'intégralité du risque

concerné : développement de la connaissance, éducation, sensibilisation et formation des populations, innovation, mise en réseau des acteurs, gestion des crises. Cet objectif devrait se déployer dans une approche transversale intégrant la diversité des risques et dans une logique caraïbe dans le cadre d'un Pôle Risques.

- **Aménager durablement**

Il s'agit de bâtir un plan intégrant des mesures opérationnelles pour relocaliser des populations exposées, dans des quartiers durables en développant des techniques constructives résilientes et à faible impact environnemental tant pour l'habitat que pour ses dessertes. Des opérations spécifiques permettront également d'améliorer la résilience des bâtiments publics face au risque.

- **Réduire l'exposition de la population à la chlordécone**

Afin de répondre aux enjeux sanitaires liés à l'exposition de la population à la chlordécone, l'État a mobilisé d'importants moyens depuis 2010 dans le cadre du Programme des Interventions Territoriales de l'État (PITE), au travers de trois plans d'actions successifs. Copiloté par le Ministère de la santé et le Ministère des Outre-mer, le plan III (2014-2020) est coordonné localement par le Préfet de la Martinique.

En 2018, le président de la République a fixé une nouvelle ambition aux politiques publiques conduites depuis dix ans pour réduire l'exposition de la population en invitant l'ensemble des acteurs à inscrire collectivement leurs efforts pour aller vers le « zéro chlordécone » dans l'alimentation. Le « zéro chlordécone » dans l'alimentation renvoie à un objectif global de réduction du risque d'exposition de la population à la chlordécone via l'alimentation, à atteindre par étapes, en intervenant à la fois sur la chaîne de production et de commercialisation des denrées.

La production de produits sains et indemnes de chlordécone est possible sur des terres contaminées, en adaptant les cultures et/ou les pratiques en fonction du niveau de contamination des sols. Cela suppose de généraliser les analyses de sols afin d'établir précisément la cartographie de la contamination. Cela suppose également un accompagnement technique et financier des agriculteurs. Cela suppose enfin de poursuivre une politique de contrôles exigeante.

Sur le plan sanitaire, l'accompagnement des populations les plus sensibles (femmes enceintes, jeunes enfants) ou les plus exposées (travailleurs agricoles, auto-consommateurs) sera poursuivi.

Enfin, un effort particulier sera mis sur la recherche afin de poursuivre l'exploration de solutions viables de dépollution des sols.

Le zéro chlordécone dans l'alimentation est au centre des réflexions sur le plan IV (2021-2026) pour lequel une co-production avec l'ensemble de la société martiniquaise est souhaitée.

2.2.3.2 – Renforcer la lutte contre les trafics et prévenir la délinquance

La Martinique est perçue comme l'île la plus sûre de la Caraïbe. De fait, elle est la région des Antilles-Guyane la moins touchée par la délinquance.

En 2013 et 2014, la délinquance d'appropriation est ainsi moins présente sur le territoire martiniquais que sur le reste des Antilles-Guyane. Les cibles privilégiées sont les résidences principales, les bijoux et plus étonnant, le matériel de bricolage et jardinage.

La mise en place de la police de sécurité du quotidien et l'amélioration de la prévention demeurent les outils principaux de lutte contre l'insécurité.

- **Renforcer la lutte contre les trafics et prévenir la délinquance**

L'effort sera poursuivi pour renforcer les moyens humains notamment en termes de formation, d'innovation, d'équipement et d'organisation des forces de sécurité intérieure.

- **Améliorer la sécurité routière**

La campagne de sensibilisation sera déployée en français avec une traduction en créole comme l'État le fait déjà pour les saisons cycloniques. Sur le volet répressif, les contrôles routiers seront accentués. Des outils type piste mécanique pourront être déployés.

2.2.3.3 – Améliorer l'accessibilité du territoire

S'agissant de l'accessibilité, la Martinique est un territoire peu étendu (1 128 km²) mais est aussi un territoire où la proportion de ménages possédant au moins une voiture est la plus forte (69,8 %). L'exiguïté du territoire et la croissance du parc automobile alimentent ainsi la saturation du réseau routier martiniquais. La périurbanisation qui se développe depuis une vingtaine d'années et l'existence de pôles d'emploi concentrés accentuent cet encombrement des voies de circulation.

La difficulté des déplacements intérieurs peut apparaître comme un frein à l'activité économique, en sus des nombreuses nuisances environnementales qu'engendre la congestion routière. Ainsi, le centre économique et culturel est concentré autour du chef-lieu, Fort-de-France, ce qui entraîne une saturation routière : 122 000 véhicules/jour entre l'échangeur de Dillon et le canal du Lamentin, près de 76 000 passages entre l'aéroport et l'échangeur de Carrère, 68 000 véhicules sur la RN5 et 64 000 véhicules sur la RN1.

L'organisation du transport collectif urbain et interurbain constitue un véritable enjeu central de développement pour la Martinique. Si les premières réponses des pouvoirs publics sont prioritairement apportées aux zones les plus attractives en termes économiques, les collectivités, l'État et l'Europe poursuivent leurs efforts afin d'organiser un réseau de transport collectif efficace sur l'ensemble du territoire. Les prochaines années seront notamment marquées par la progression du Transport en Commun en Site Propre (TCSP) et par le développement du transport interurbain terrestre et maritime.

- **Mobiliser les structures aéroportuaires au service du désenclavement**

Pour accompagner l'émergence de l'aviation de loisirs, le développement d'un aérodrome permettrait d'offrir des services complémentaires à l'aéroport Aimé Césaire et de désenclaver le Nord Atlantique par une offre de liaisons aériennes avec la Caraïbe.

- **Améliorer le réseau des transports terrestres et maritimes**

La priorité ira à la diminution de la consommation d'hydrocarbures et au renforcement du report modal sur les transports collectifs, en appuyant notamment les infrastructures annexes au TCSP, ou facilitant l'insertion au transport collectif.

Plusieurs projets de nouvelles lignes interurbaines maritimes notamment vers Saint-Pierre, de l'aéroport et dans la Baie du Marin seront à étudier. Le report des camions vers la mer avec la création d'un terminal granulat à Fort-de-France pourrait être une alternative au transport terrestre de marchandises.

2.2.3.4 – Dynamiser les Zones d'Activité Economique et les centre-bourgs

Le territoire connaît de profondes inégalités avec des communes qui souffrent d'un moindre dynamisme économique, avec pour corollaire un déclin démographique plus marqué.

Aujourd'hui, il y a lieu de créer un nouvel environnement qui permette aux entreprises et aux investisseurs de déployer des projets innovants et structurants grâce à la mise en place d'espaces mutualisés de valorisation et de production, et des bourgs dynamisés par des activités de proximité.

- **Redynamiser les ZAE**

Les zones d'activité sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique multi-activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire. La requalification de ces zones devra être mise en perspective avec la double dynamique d'aménagement du territoire et de développement d'activités complémentaires sur l'ensemble du territoire.

- **Accompagner l'aménagement durable dans les territoires**

Les différentes études et diagnostics portant sur les centres-bourgs attestent d'une dévalorisation de ces espaces : vacance très importante, dégradation voire insalubrité de nombreux logements, fermeture de commerces, augmentation des dents creuses, diminution et fort vieillissement de la population.

Les opérations de revitalisation des territoires auront pour objet la mise en œuvre de projets globaux de territoire destinés à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain des centres-bourg pour améliorer leur attractivité, lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux.

Le développement de la périurbanisation du territoire et son mitage par le développement anarchique des zones d'habitat ont entraîné de forts dysfonctionnements urbains. L'attractivité économique se porte sur des espaces à coûts maîtrisés, au détriment des zones agricoles ou naturelles. L'offre globale de logement suit un processus analogue, au détriment des dynamiques de centres-bourgs qui se dévitalisent. Un effort important doit donc être envisagé pour conduire vers un nouvel équilibre, en s'appuyant sur les capacités des centralités urbaines à redévelopper de nouvelles dynamiques de vie, sans dégrader les espaces économiques en périphérie.

La protection et la valorisation des espaces naturels et agricoles doit contribuer à garantir une limitation de l'étalement urbain.

2.2.3.5 – Assurer la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement

La géographie et la démographie de la Martinique sont déterminantes pour le service de l'eau et l'assainissement : prédominance des eaux superficielles et rareté des eaux souterraines, sécheresse prononcée entre février et mai (période de « carême ») qui peut compromettre ponctuellement l'alimentation en eau potable, déséquilibre entre la ressource, située principalement au nord de l'île et la population (donc la demande), concentrée au centre et au sud, relief accidenté peu favorable au transport de l'eau, forte densité de la population mais forte dispersion également, facteur défavorable pour l'assainissement collectif. Un travail d'inventaire et d'identification des besoins en investissement pour le prochain cycle réalisé par la DEAL de Martinique, en collaboration avec les services publics de distribution et d'assainissement de l'eau, estime le besoin d'investissement global à 181 500 000 € pour l'eau potable (production, stockage, transfert et distribution) et à 83 500 000 € pour l'assainissement (traitement et transfert).

- **Le renforcement du Plan d'action eau DOM**

L'État renforcera son action par le biais du Plan d'action DOM. Il appartiendra aux gestionnaires décentralisés de cette compétence d'œuvrer pour la mise à niveau des services à l'utilisateur, l'amélioration de la gestion des eaux usées, le rétablissement des équilibres financiers et la maîtrise de prix avec le souci de la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité. Un dispositif adossé au plan eau DOM permettra également de garantir l'accès à l'eau pour les plus démunis, en mobilisant à leur profit les dispositifs légaux d'aides à la personne.

- **La préservation de la qualité de l'eau**

L'État accompagnera les collectivités souhaitant s'engager dans le label « terre saine, communes sans pesticides ». De même l'Agence Régionale de Santé sera mobilisée pour assurer un contrôle sanitaire réparti sur l'ensemble des systèmes de production et de distribution de l'eau. Les solutions fondées sur

la nature seront soutenues (gestion des pluies in situ, restauration des mangroves et des zones humides, agro-écologie, etc.).

2.2.4 - Déclinaison du volet territorial, régional, dans une logique d'ouverture à l'international

Le diagnostic territorial a fait ressortir deux fractures majeures :

- Une économie encore fortement dépendante de l'extérieur, avec des flux d'exportations essentiellement tirés par les produits agricoles et de l'agro-transformation, principalement orientés vers la France et le marché européen.
- Un territoire caractérisé par des inégalités territoriales, avec des espaces de moindre dynamisme économique et un déclin démographique plus marqué.

Le parti pris par le Contrat de Convergence et de Transformation repose sur deux ambitions majeures :

- Valoriser les richesses naturelles et culturelles pour diversifier et structurer l'économie et s'ouvrir sur le Bassin de la Caraïbe et à l'international
- Déployer une stratégie de développement et d'aménagement pour ancrer, sur les différents territoires, des bassins de vie et d'activités économiques, en réponse à la fracture territoriale.

• Déclinaison du volet territorial

Le Contrat de Convergence et de Transformation a été élaboré en lien avec les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le pari, est, en s'appuyant sur les nouvelles compétences conférées par la Loi Notre à la CACEM, à CAP NORD et à la CAESM, et en lien avec les communes, de valoriser cette nouvelle opportunité pour renforcer le maillage du territoire, le développement économique local et l'attractivité des territoires.

Ainsi, des initiatives communautaires seront accompagnées pour développer l'animation économique et touristique dans les centres bourgs dynamisés et dans les bassins de vie et d'emplois, notamment les zones d'activités économiques, les espaces portuaires, les espaces d'aménagement touristiques, les zones de mouillage organisées.

Les projets décrits dans le Plan déchets seront accompagnés et déployés pour créer de la richesse sur les différents territoires, en couplant notamment les problématiques déchet et énergie.

Dans le même ordre d'idée les actions visant au recyclage, réemploi, réparation, réutilisation seront soutenues pour conforter l'émergence de l'économie circulaire (approvisionnement durable, l'écoconception, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, etc.) via les intercommunalités.

La compétence relative à la gestion de l'eau et de l'assainissement a été transférée depuis le 1^{er} janvier 2018 aux trois EPCI. Le Plan Eau DOM, sur la base de cette gouvernance intercommunautaire renouvelée, permettra de renforcer les capacités techniques et financières pour assurer la qualité et la soutenabilité des services de production et de distribution d'eau potable. Il garantira également la redéfinition des priorités techniques pour développer l'entretien et la maintenance des installations d'assainissement.

La dimension infra-territoriale, source de proximité devrait ainsi se traduire par une mise en œuvre de meilleure qualité et de meilleure accessibilité pour tous, et garantir à terme la diminution de la fracture sociale et territoriale constatée.

- **Déclinaison du volet coopération régionale, dans une logique d'ouverture internationale**

La Martinique comme les autres économies de la Caraïbe se caractérise par la place prépondérante des matières premières agricoles dédiées à l'exportation, une petite industrie agro-alimentaire, d'un tourisme à forte dominante balnéaire.

L'enjeu de la diversification est donc crucial pour ces territoires qui bénéficient de nombreuses richesses encore insuffisamment exploitées. Le pari est d'appuyer cette stratégie de diversification sur la recherche-innovation, dans un contexte exceptionnel qui offrent des perspectives d'expérimentation et de valorisation en milieu insulaire tropical.

Le potentiel de recherche développement est manifeste compte tenu notamment de la présence d'organismes de recherche de renom dans la plupart des territoires, qu'il convient aujourd'hui de mettre en réseau avec les acteurs de la formation, les centres de transfert et de valorisation, et les entreprises pour constituer de véritables Pôles d'Innovation à l'échelle Caraïbe.

Diverses filières d'avenir ont d'ores et déjà été identifiées : santé, biodiversité, mers et océans, risques., numérique.

De même, des équipements à dimension régionale dans le sport, le tourisme, la culture...permettront de s'inscrire davantage dans une dynamique Caraïbe.

3^{ème} partie

Les outils de la convergence

3.1 - Méthodologie d'élaboration des contrats de convergence

S'appuyant sur le plan de convergence dont il est la déclinaison opérationnelle, les contrats de convergence définiront, financeront et mèneront à terme les projets sélectionnés pour réduire les écarts de développement entre la Martinique et l'Hexagone.

Ils déclineront de façon opérationnelle les plans de convergence. Le premier contrat couvrira la période 2019-2022 et se substituera au contrat de plan État-Région 2015-2020.

L'élaboration du plan et du contrat de convergence a débuté dès octobre 2018 en s'appuyant sur les travaux des Assises des Outre-mer, sur l'ensemble des diagnostics réalisés dans le cadre des stratégies régionales (programmes opérationnels européens, schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, etc.) et le CPER actuel.

Sur cette base, il a été établi de manière partenariale entre l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique et les établissements publics de coopération inter-communale (EPCI).

Les autres acteurs ont été également associés que ce soit au moment du lancement de la démarche d'élaboration du contrat, que lors de réunions spécifiques en fonction des projets ou thématiques.

3.2 - Les autres documents de planification et programmation contribuant à la convergence

- **Le Schéma d'Aménagement Régional et le Schéma de Mise en Valeur de la Mer**

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) et le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) sont des documents propres aux Régions d'Outre-mer. Conformément à l'article 3 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, il fixe les orientations fondamentales en matière de développement, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement.

Ce sont les principaux outils de planification de l'aménagement du territoire. Il identifie les espaces à protéger, à mettre en valeur et à réserver en vue du développement urbain et économique, et détermine la destination des différentes parties du territoire (espace urbains, activités économiques, infrastructures ...). Il intègre notamment le Schéma de Mise en Valeur de la Mer et vaut Schéma Régional de Cohérence Ecologique. S'agissant des règles d'urbanisme, il encadre les Schémas de Cohérence Territoriale-SCOT et les Plans Locaux d'Urbanisme-PLU.

Le SAR de la Martinique a été approuvé par décret du 23 décembre 1998, modifié par décret du 20 octobre 2005. Bien que toujours applicable, ce document ne présente pas d'orientations du développement de la Martinique pour les années à venir et nécessite donc d'être révisé en profondeur. La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique adoptée en 2018 prévoit à ce titre une refonte des dispositions juridiques relatives au SAR pour assouplir les conditions de révision et moderniser cet outil.

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique souhaite réaliser un Plan d'Aménagement et du Développement Durable de la Martinique (PADDMA). Doté d'une portée normative, cet outil aurait vocation à coordonner et à exprimer, dans un document unique les orientations stratégiques dans les domaines de gestion de l'énergie, des déchets, de l'assainissement, de protection de la ressource en eau et de la biodiversité, et du développement de l'économie circulaire.

- **Les programmes européens**

L'Union Européenne a défini et met en œuvre la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive qui vise à réduire les écarts de richesse et de développement entre les régions de l'Union.

Dans ce cadre, les politiques européennes, et notamment les politiques de cohésion soutiennent les Régions Ultra- Périphériques (RUP) dont fait partie la Martinique. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'article 349 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne qui définit la politique européenne à l'égard des RUP et précise la façon dont le droit européen s'y applique en tenant compte de leurs spécificités.

Ainsi, en tant que région ultrapériphérique, la Martinique bénéficie de compensations additionnelles destinées notamment à couvrir les surcoûts liés à l'ultrapériphéricité (transports, mises aux normes parasismiques ou anticycloniques des bâtiments publics...), à travers notamment l'aide au fret, le plan de compensation des surcoûts pour les pêcheurs, et dans le domaine agricole par le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité (POSEI).

Bénéficiant des Fonds Européens Structurels et d'Investissement (FESI) au titre des « régions les moins développées », la Martinique dispose pour la période 2014-2020 de 805,6 M€ dont 445 M€ au titre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), 219,5 M€ au titre du Fonds Social Européen (FSE) / Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), 130,2 M€ au titre du Programme du Développement Rural de la Martinique (PDRM) et d'un volet régional du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) de 10,9 M€.

S'appuyant sur un diagnostic partagé et sur les orientations communautaires et nationales, la mise en œuvre de la stratégie ainsi définie vise à promouvoir :

- La compétitivité de l'économie et de l'emploi
- La transition énergétique et écologique et de la gestion durable des ressources
- L'égalité des territoires et des chances.

Par ailleurs, la Martinique participe au programme de coopération territoriale « Caraïbes » entre la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin, la Guyane et associant les États de la zone Caraïbe en vue de renforcer leur intégration régionale. (INTERREG)

Enfin, la Martinique est éligible aux programmes horizontaux de l'Union Européenne touchant des domaines aussi variés que l'éducation, la formation, la jeunesse et les sports (ERASMUS +), la recherche et l'innovation (HORIZON 2020), l'écologie et la biodiversité (programme BEST « programme volontaire pour la Biodiversité, les Ecosystèmes et les Services écosystémiques dans les Territoires d'Outre-mer européens ; programme LIFE) ou encore le soutien à la compétitivité des entreprises et les PME (COSME).

S'agissant de l'après 2020, si la Martinique continuera à être accompagnée par l'Union Européenne dans son développement, le niveau du soutien sera défini au regard du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne 2021-2027. Ce dernier fait actuellement l'objet de négociations dans un contexte marqué par le Brexit et de réorientation des priorités européennes d'une part, et d'évolution de la classification de la Martinique en région en transition d'autre part.

• **Les Contrats de Plan État-Région et le contrat de convergence et de transformation**

Précédent le Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2019-2022, le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 (CPER) vise au travers de sept volets thématiques à améliorer les conditions de vie des martiniquais, à renforcer la compétitivité de son économie et à aider le territoire à préparer l'avenir.

Signé le 10 novembre 2015, il comprend 76 opérations réparties dans 31 actions pour un coût total estimé à 1,02 Mds€. L'Etat s'est engagé à hauteur de 222,2 M€ (dont 142,81 M€ contractualisés et 79,39 M€ valorisés issus de plans nationaux dédiés au territoire). Pour compléter ces financements, un effet levier est attendu des fonds européens pour un montant de 213,82 M€, une contribution de maîtres d'ouvrage publics pour 172,6 M€ et un cofinancement privé de 51,5 M€.

Le contenu du contrat est très large et riche en projets structurants (rénovation et reconstruction d'établissements scolaires aux normes parasismiques, reconstruction de l'ouvrage hydraulique de Gaigneron

et de digues de protection, travaux d'assainissement, aménagement du bassin du Radoub, extension de l'aérogare Aimé Césaire, etc.).

Le Contrat de convergence et de transformation (CCT), qui couvrira la période 2019 à 2022, reprendra tout ou partie des actions non engagées dans le cadre du CPER et dont les acteurs souhaitent la poursuite.

- **Le Schéma Territorial de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII)**

Conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république (loi NOTRe), le Schéma Territorial de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII) comporte des informations relatives aux aides aux entreprises, au soutien à l'internationalisation, aux aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, aux orientations relatives à l'attractivité du territoire, aux orientations en matière de développement de l'économie sociale et solidaire, et aux actions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le STDEII s'est également saisi des domaines facultatifs prévus par la loi tels que les aspects économiques en termes de coopération régionale, les orientations en matière d'aides au développement des activités agricoles, artisanales et industrielles.

Mais le STDEII se veut être plus qu'un recueil de dispositifs d'aides. Sur la base d'un diagnostic faisant ressortir de nombreuses fractures :

- Fracture économique avec une mutation économique qui reste inachevée ;
- Fracture écologique avec un système de production reposant sur des flux d'import export entre des marchés éloignés;
- Fracture territoriale avec des zones, notamment dans le Nord, de moindre dynamisme économique
- Fracture sociale avec un taux de chômage qui entretient la précarité, dans un contexte de vieillissement, de départ des jeunes qualifiés et de marginalisation croissante d'une partie de la jeunesse.

Partant de ce constat, le STDEII a identifié des outils innovants pour évoluer vers un nouveau modèle économique :

- Des innovations environnementales, en exploitant autrement les ressources naturelles, et créer des boucles de valeurs ajoutées sur le territoire (durabilité)
- Des innovations économiques, en accompagnant autrement l'entreprise pour mieux s'ancrer sur le marché interne tout en se positionnant sur l'échiquier international (compétitivité)
- Des innovations territoriales, pour aménager autrement le territoire (attractivité)
- Des innovations sociales, pour valoriser autrement la richesse humaine, en apportant des réponses novatrices aux personnes qualifiées et moins qualifiées (employabilité)

Ces mesures transversales innovantes sont ensuite déclinées dans les trois filières identifiées comme porteurs : l'agro-environnement, l'économie bleue et le tourisme durable.

- L'agro-environnement : il importe de dépasser l'ancien modèle considérant l'agriculture, l'industrie, l'environnement comme des secteurs distincts. L'approche développée permet de valoriser les espaces terrestres et sous-terrestres en exploitant de manière interdépendante les éléments de l'environnement (eau, vent, soleil).
- Longtemps l'exploitation de la mer est restée cantonnée à la seule pêche-aquaculture. Désormais, des outils sont proposés pour développer l'économie bleue en confortant ou en faisant émerger une large panoplie d'activités, de la pêche et de l'aquaculture aux activités portuaires en passant par la marine marchande internationale, la construction et réparation navale, l'étude et de la protection de

l'environnement, l'exploitation des ressources (énergétiques, biotechnologiques...), les sports nautiques, le tourisme, la sécurité en mer....

- L'image de la Destination Martinique est fortement marquée par le tourisme balnéaire. L'option privilégiée aujourd'hui est de la renforcer en qualité par la valorisation des ressources environnementales et de l'authenticité socio-culturelle, comme leviers pour s'engager dans un tourisme durable. L'objectif est de mettre en valeur des éléments socio-culturels de différenciation pour structurer l'activité touristique autour de filières d'excellence et s'établir durablement sur l'échiquier international.

- **Le Plan Séisme Antilles (PSA)**

La Martinique est une île particulièrement exposée aux risques naturels du fait de la densité de sa population, notamment dans les zones urbaines, et de la vulnérabilité de ses constructions et infrastructures. Dans ce cadre, la préparation de la résilience des acteurs publics et de la population aux risques naturels est incontournable.

La première phase du Plan Séisme Antilles (PSA) de 2007 à 2015 a permis de réaliser des milliers de diagnostics et de commencer les premiers travaux. Ainsi, 6 centre de secours, l'État-major du Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS), 18 sites abritant les bâtiments de l'État et 36 confortements d'écoles primaires (concernant environ 7000 personnes) ont été réalisées.

Ce bilan est notable mais insuffisant au regard de l'ampleur des actions restant à entreprendre. Aussi pour donner une nouvelle impulsion au plan et accélérer le rythme des réalisations, une deuxième phase pour la période 2016-2020 élaborée en lien avec les collectivités, a démarré en juillet 2016 à la suite d'une communication en conseil des ministres.

A travers le PSA, l'État prévoit de mobiliser globalement 450 millions d'euros pour aider les collectivités territoriales à conforter ou reconstruire 120 établissements scolaires, pour favoriser la reconstruction d'une quinzaine de casernes de pompiers pour subventionner les bailleurs sociaux afin de réaliser le confortement parasismique de près de 3000 logements sociaux.

Ainsi, pour la période allant jusqu'au 11 septembre 2018, le territoire de la Martinique a bénéficié de 64,56 M€ de crédits d'État pour des opérations de confortement parasismique dans le cadre du PSA 2. Ce montant témoigne d'une accélération de la dynamique puisque sur la totalité du PSA 1, 85 millions avaient été engagés par l'État.

- **La Ligne Budgétaire Unique (LBU)**

La Ligne Budgétaire Unique (LBU) est une des lignes budgétaires du Budget Opérationnel de Programme (BOP) N°123 gérées par le Ministère de l'Outre-mer. Elle finance des opérations d'aménagement, la construction neuve et la réhabilitation de logements locatifs sociaux, l'accession à la propriété, des opérations de résorption de l'habitat insalubre menées par les collectivités, et l'amélioration du parc privé. En 2018, la dotation LBU de la Martinique est de 35 M€.

- **Le Plan eau DOM et sa déclinaison en contrat de progrès**

Le Plan eau DOM lancé en juin 2016 Martinique vise à améliorer le service rendu à l'utilisateur dans sa vie quotidienne ainsi qu'à réduire l'impact environnemental lié à l'exercice de ces activités sur les milieux aquatiques, tout en garantissant une meilleure maîtrise des coûts de production et de distribution de l'eau potable et du traitement des eaux usées.

Prévu sur une durée de 10 ans, le Plan eau Martinique est mis en œuvre par période de 5 ans avec les collectivités compétentes, dans le cadre de l'élaboration par les services d'eau potable et d'assainissement

de contrats de progrès, élaboré à partir d'un diagnostic partagé avec la Conférence des acteurs de l'eau. Le premier contrat de progrès rédigé par la CACEM et sa régie ODYSSI a été signé le 11 avril 2018.

- **Le projet de plan d'aménagement durable de la Martinique**

La Collectivité territoriale de Martinique va réaliser un Plan d'Aménagement et du Développement Durable de la Martinique (PADDMA). Elle souhaite que ce plan reprenne les grandes lignes des outils et habilitations de schéma d'aménagement régional. Doté d'une portée normative, cet outil aurait vocation à coordonner et exprimer dans un document unique les orientations stratégiques dans les domaines de gestion de l'énergie, des déchets, de l'assainissement, de protection de la ressource en eau et de la biodiversité, et du développement de l'économie circulaire.

3.3 - Les demandes d'expérimentation, les propositions de modification ou d'adaptation de dispositions législatives et réglementaires fondées sur les articles 37-1, 72 et 73 de la Constitution et le code général des collectivités, et présentés par les collectivités compétentes

3.3.1 - L'accompagnement des collectivités à améliorer leurs ressources propres

La Collectivité Territoriale de Martinique, comme l'ensemble des collectivités martiniquaises, est confrontée à des difficultés prégnantes pour la réalisation des investissements permettant les mises à niveau et les adaptations nécessaires au développement de l'économie martiniquaise.

Les marges de manœuvre financières sont limitées quand il s'agit, en outre, de prendre en considération les dépenses dites obligatoires. Aussi faut-il examiner les propositions de rénovation du cadre budgétaire, fiscal et réglementaire qui s'appliquent sur le territoire de la Martinique.

Des réflexions devront être engagées sur :

- La pérennisation de l'octroi de mer et l'optimisation de sa mise en œuvre par le renforcement de son caractère décentralisé
- La fiscalité environnementale
- Les espaces d'initiative pour accentuer la dynamique touristique

3.3.2 Une correction de la péréquation des ressources Intercommunales et Communales

Le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) est actuellement réparti depuis sa mise en place en 2012, selon des systèmes distincts appliqués à la Métropole ; celui relatif à l'Outre-mer étant ainsi prévu :

- Deux quotes-parts sont calculées par les collectivités ultra-marines, au prorata de leur poids démographique augmenté de 33 % : cette augmentation est considérée comme satisfaisant à l'enjeu de solidarité de la Métropole vers ses Outre-mer ;
- L'une de ces quotes-parts est réservée aux quatre départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : elle est répartie selon les modalités identiques à celles prévues pour la Métropole. Ainsi, seuls 60 % des ensembles intercommunaux de ces départements (dix-huit actuellement) sont bénéficiaires du fonds.

Ainsi, la comparaison ne se fait pas avec les ensembles intercommunaux de Métropole : de ce fait, huit des ensembles concernés -en Outre-mer-, sont privés d'attribution au motif qu'ils sont moins défavorisés que leurs homologues ultramarins, et ce, alors qu'ils sont sans nul doute moins favorisés que bien des ensembles métropolitains.

Il serait souhaitable de corriger cette anomalie et d'appliquer le droit commun des attributions du FPIC aux ensembles intercommunaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en supprimant leur quote-part propre et les règles qui régissent l'affectation de celle-ci.

3.3.3 - L'évolution du cadre réglementaire national et européen

- **Proposition d'adaptation de la réglementation dans la filière numérique**

Il s'agit d'évolutions réglementaires visant à faire disparaître le délai qu'il y a entre les DOM et l'Hexagone quant à l'accès aux nouvelles technologies, à favoriser la digitalisation du tissu économique en Martinique et à renforcer l'écosystème numérique local. Par exemple, la Martinique pourrait être inscrite comme zone d'expérimentation de la technologie 5G. Divers aménagements fiscaux pourraient accompagner la digitalisation de l'économie martiniquaise.

- **Proposition de territorialisation des appels à projets dans le domaine des énergies renouvelables**

L'objectif est d'offrir plus de visibilité aux opérateurs de l'énergie en révisant les critères des appels à projets organisés au niveau national dans le domaine des énergies renouvelables.

- **Proposition d'adaptation des dispositifs de soutien à la réhabilitation et à l'accession sociale à la propriété**

Il s'agirait de mettre en place de nouveaux outils fiscaux pour permettre de faciliter la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux revenus modestes. En effet, la défiscalisation en matière de réhabilitation est limitée à la réduction d'impôt, peu adaptée à un public qui paie peu ou pas d'impôt sur le revenu. De même, dans le cadre de l'extinction programmée de l'allocation logement accession, un nouvel outil d'accession s'avère indispensable.

- **Proposition de refonte du cadre fiscal et réglementaire de la filière nautisme**

Placées dans un contexte particulièrement internationalisé, les entreprises du nautisme des Antilles françaises font face à une forte concurrence émanant des îles voisines.

Dans ce contexte, il est donc essentiel de consolider les dispositifs fiscaux existants (mécanisme de défiscalisation des investissements -achat de navires de plaisance pour location), de les optimiser mais aussi les faire connaître à l'étranger pour améliorer l'attractivité et l'image des ports de la Martinique. Il s'agirait par exemple de faciliter la circulation des touristes disposant d'un visa Schengen, d'assouplir le régime de circulation des passagers en escale à la journée, d'exonérer de TVA les navires de grande plaisance, ou de modifier la réglementation en matière d'emport de passagers sur les bateaux de plaisance actuellement utilisés comme navires professionnels.

- **Proposition d'adaptations réglementaires sur la filière déchets en Martinique**

Il importe de prendre en compte la difficulté à transporter les déchets pyrotechniques et amiante, et permettre les adaptations nécessaires pour que des filières locales puissent émerger. L'idée est de conserver sur les territoires la valeur ajoutée liée au traitement des déchets, en priorisant la proximité à la valorisation matière. La conversion énergétique de déchets est également une piste d'étude.

Il conviendrait également de développer une tarification incitative des déchets, pour augmenter les quantités collectées et permettre aux entreprises privées de capter un gisement plus important.

4^{ème} partie

Le suivi de la convergence

4.1 - La gouvernance de suivi du plan et des contrats de convergence et de transformation

Le pilotage global du plan et des contrats repose sur les instances suivantes :

- Le comité de pilotage.

Présidé par le Préfet et le Président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique, il réunit au moins une fois par an les présidents des intercommunalités. Il veille à l'avancement du plan et du contrat de convergence et de transformation. Il valide le bilan annuel d'exécution du plan et du contrat de convergence et de transformation. Il prend les mesures correctives nécessaires à la tenue des objectifs inscrits dans les indicateurs de convergence. Il prépare les orientations des prochains contrats de convergence et de transformation.

- Le Comité de programmation.

Présidé par le Préfet et le Président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique ou leurs représentants, il réunit les présidents des intercommunalités et les services instructeurs de l'État et de la CTM désignés. Il associe en tant que de besoin les autres partenaires financiers. Il suit la mise en œuvre du Contrat de convergence et de transformation et programme les dossiers qui sont financés dans ce cadre.

- Le Comité technique.

Il réunit les représentants du Préfet, du Président du conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique et des EPCI et les services instructeurs, et les autres partenaires financiers en tant que de besoin. Il se réunit pour préparer le comité de programmation en formalisant un avis pour chaque dossier présenté.

Les modalités de fonctionnement du comité de programmation et du comité technique sont définies dans le cadre du contrat de convergence et de transformation.

4.2 - Les modalités d'évaluation du plan de convergence

L'évaluation du plan de convergence et de transformation s'effectuera par le biais du renseignement annuel des indicateurs figurant en annexe. L'évolution de ces indicateurs sera présentée en comité de pilotage afin de décider des éventuelles actions correctives nécessaires à l'atteinte des objectifs de convergence fixés au travers de ces indicateurs.

Les parties s'engagent à fournir au secrétaire général pour les affaires régionales des données fiabilisées pour assurer le suivi du plan et à rendre compte devant le comité de pilotage des actions réalisées, des montants engagés et des informations à leur disposition quant aux indicateurs de convergence.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA
MARTINIQUE



Fait à Fort-de-France, le

Qualité des signataires	Signatures
Monsieur le Préfet de la Martinique	
Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique	
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique	
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique	
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique	

Annexe 1 – BILAN DES HABILITATIONS DE LA CTM

• Bilan de l'habilitation Transports

La Collectivité Territoriale de Martinique disposait dès sa création de l'habilitation transport au titre de l'article 37 de la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013. Cette habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes a depuis été prorogée de droit et publiée au Journal officiel le 13 mai 2016. Elle devait permettre :

- 1° La création et la mise en œuvre de l'autorité organisatrice de transports unique et du périmètre unique de transports,
- 2° L'adaptation des conditions d'exercice de la profession de transporteur routier de personnes et de marchandises ;
- 3° La mise en place d'instruments de régulation, notamment contractuels, dans le domaine des transports de personnes et de marchandises ;
- 4° La définition des conditions de financement du transport public, notamment par l'adaptation du versement destiné au financement des transports en commun;
- 5° L'instauration d'un comité régional des transports chargé de la gouvernance ;
- 6° La définition de mesures spécifiques en matière de coordination entre les collectivités territoriales et leurs groupements, les gestionnaires de voirie et du domaine public et l'autorité organisatrice de transports unique.

Sur le fondement et dans le cadre de cette habilitation, la Collectivité Territoriale de Martinique, la CACEM, la CAESM et CAP Nord ont créé une autorité organisatrice unique des Transports dénommé Martinique Transports. Elle porte ses efforts sur le domaine du transport en commun de voyageurs avec notamment la mise en service du TCSP entre Fort de France et le Lamentin, la réorganisation du transport interurbain (taxicos) et la mise en service d'une nouvelle desserte maritime entre Fort de France et Case Pilote.

Martinique Transports a pu dégager de nouvelles recettes (augmentation du taux du VT à 2% sur le périmètre unique de transport qu'est la Martinique, relèvement de 3% à 7% du taux de TSC affectée à Martinique transports par la CTM).

Afin de poursuivre le développement du TCSP et du transport maritime, Martinique transports et la CTM ont créé deux groupements de commandes.

L'un qui a pour objet de mutualiser la passation et l'exécution des procédures de marchés publics et accords-cadres de ses membres, concernant les études et les travaux des extensions du TCSP de Martinique vers :

- Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert depuis le Pôle d'échange de Mahault
- Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée depuis le pôle d'échange de Carrère
- Schoelcher depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France.

L'autre qui a pour objet la passation de marchés d'études et d'assistance concernant :

- Le projet de ligne maritime entre Saint Pierre et Fort de France avec une extension vers le Nord jusqu'à Grand-Rivière
- Un projet de ligne maritime vers le sud vers les Anses d'Arlets.

• Bilan de l'habilitation Énergie

L'Assemblée Plénière du Conseil Régional de Martinique s'est réunie le 18 Avril 2011, afin d'adopter officiellement le principe de demande d'une habilitation en matière de maîtrise de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables.

A nouveau, l'Assemblée de Martinique à la CTM a sollicitée pour une durée courant jusqu'à 2021, date de son prochain renouvellement, la prorogation de droit de l'habilitation législative.

Cette prorogation, accordée par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 et en application des deuxième et troisième alinéas de l'article 73 de la Constitution, permet d'adapter et de fixer des règles spécifiques à la Martinique en matière d'énergie.

Depuis, plusieurs textes législatifs et réglementaires ont été adoptés localement puis publiés au JORF :

- Réglementation Thermique Martinique en construction neuve (RT-M neuf) qui vient remplacer/compléter le volet thermique de la RTAADOM
- Diagnostic de Performance Énergétique Martinique (DPE-M)
- Mise à disposition des factures d'électricité pour la réalisation des DPE-M

Mesures soutenant le développement du chauffe-eau solaire

- Obligation de production d'eau chaude par solaire thermique ou énergie de récupération dans le tertiaire
- Cession du crédit d'impôt pour le chauffe-eau solaire (CES)
- Contribution du locataire à la mise en place d'un CES
- Obligation d'afficher le coût annuel électrique des chauffe-eau électriques

Mesures en faveur des systèmes efficaces de climatisation, de production d'eau chaude et de production d'électricité par énergies renouvelables

- Obligation d'afficher le coût annuel électrique des climatiseurs
- Inspection obligatoire des systèmes de climatisation de taille supérieure à 12 kW froid
- Étude de faisabilité obligatoire pour les grands bâtiments
- Maîtrise par la CTM de l'éolien en zones littorales

Autres mesures

- Intégration de l'avis de la CTM dans le schéma de raccordement ENR et la PPE, et cohérence avec le SRCAE et les orientations de la CTM
- Adaptation du mécanisme d'appel d'offres lancé par la CRE
- Réglementation urbanistique de la production photovoltaïque en Martinique interdit la possibilité d'installer des centrales au sol sur des terres naturelles ou agricoles.
- Création d'une commission ad hoc pour les autorisations de raccordement

• Bilan de l'habilitation formation professionnelle

La loi 2014/288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a habilité la Région à fixer des règles spécifiques permettant la création d'un établissement public à caractère administratif, chargé d'exercer les missions qui lui seront déléguées par la Région. Cette habilitation n'a pas été reconduite à la création de la CTM.

**Annexe 2 - Détermination du niveau de réduction des écarts de développement à atteindre
au terme du plan de convergence et de transformation de Martinique,
au regard des 17 objectifs de développement durable**

Source : INSEE

Liste des objectifs de développement durable	Critères retenus	Valeur de référence à la Martinique	Valeur de référence pour la France entière	Écart de la situation de Martinique au niveau national pour la valeur de référence
1-Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	PIB/habitant en euros	23367	32736	-9369
	Taux de bas revenus déclarés au seuil de 60 % du revenu médian	42,8%	21,70 %	-21,0%
	Écart de revenu par habitant : rapport interquartile	3,5	2,2	-1,3
2-Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	Dépense alimentaire moyenne par ménage en euros	4549	3600	-949
3-Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge	Taux de mortalité prématurée des hommes pour 100 000 individus (nombre de décès au cours de l'année d'individus de moins de 65 ans sur la population totale des moins de 65 ans)	256,7	263,3	6,6
	Taux de mortalité prématurée des femmes pour 100 000 individus (nombre de décès au cours de l'année d'individus de moins de 65 ans sur la population totale des moins de 65 ans)	120	123,3	3,3
	Taux de mortalité infantile	6,2	3,4	-2,8
4-Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	Part des 2-5 ans scolarisés	81,1%	74	7,1%
	Part des 15-17 ans scolarisés	95,5%	96,1	-0,6%
	Part des jeunes reçus à la JDC en difficulté de lecture	48,1%	9,7	-38,4%
	Part des jeunes de 18-25 ans ni en emploi, ni en formation	25,7%	17	-8,7%
	Part des filles de 2-5 ans scolarisées	81,7%	74	7,4%

5-Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles	Part des filles de 15-17 ans scolarisées	96,3%	96,7	-0,4%
	Part des femmes actives employées en contrat précaire	17,6%	14,4	-3,2%
6-Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	Prix du m ³ d'eau en euro	2,95	2,13	-0,82
7-Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergies primaires	7,00 %	13,40 %	-6,4%
8-Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	Taux d'emploi des 15-64 ans	48,0%	45,3	2,7%
	Taux de création d'entreprises	8,8%	12,5 %	3,7%
	Taux de défaillance d'entreprises	1,1%	1,5	0,4%
9-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	Part des locaux éligibles toutes technologies (DSL, câble et fibre) à un débit supérieur à 3Mbits	86,1%	87,50 %	-1,4%
10-Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre	Ecart de revenu par habitant : rapport interquartile	3,5	2,2	-1,3
11-Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	Nombre d'équipements culturels pour 1 000 habitants (théâtre, musée, cinéma)	1,9%	6,10 %	-4,2%
12-Établir des modes de production et de consommation durables	Poids des déchets ménagers par habitant	485	573	88
13-Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergies primaires	7,0%	13,40 %	-6,4%

14-Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	Densité de population littorale par km ²	379 hab/km²	141 hab/km²	238
15-Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	Taux d'artificialisation des sols	11,0%	9,30 %	1,7%
16-Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous	Durée en mois (hors référés) Activité civile des tribunaux de grande instance - Données par juridiction	9,4	7,6	-1,8
17-Partenariats pour la réalisation d'objectifs				



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190703-19-287-3-DE
Date de télétransmission : 05/07/2019
Date de réception préfecture : 05/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-287-3

PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION 2019-2022

L'An deux mille dix-neuf, le trois juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Félix CATHERINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer ;

Vu la circulaire du Ministère des Outre-mer du 11 mai 2018 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu la saisine du Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 24 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Affaires européennes et Coopération, la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques, la commission Affaires juridiques et Textes, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Logement et Habitat, la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation, la commission Culture, Identité et Patrimoine, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Politique des Sports, le 27 juin 2019 ;

Vu les avis émis conjointement par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE), la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques, la commission Transports, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage, le 28 juin 2019 ;

Considérant l'avis émis par la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) le 09 avril 2019 ;

Considérant les recommandations formulées en séance par les membres de l'Assemblée sur le projet de contrat et les fiches d'actions annexées ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le Contrat de Convergence et de Transformation 2019-2022, tel qu'annexé à la présente délibération.

Ledit contrat s'inscrit autour de trois (3) grands axes :

- favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population ;
- investir dans les filières porteuses ;
- améliorer l'attractivité et l'accessibilité du territoire.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à l'application et la mise en oeuvre de la présente décision, et signer le Contrat de Convergence et de Transformation (CCT), ainsi que tous les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 10 abstentions, en sa séance publique du 3 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



JUILLET 2019



Contrat de Convergence et de Transformation de la Martinique

2019-2022

Préambule

L'État, représenté par **Monsieur Franck ROBINE**, Préfet de la Martinique,

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le président de son conseil exécutif, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, ,

La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, représentée par son président, **Monsieur Athanase JEANNE-ROSE**,

La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique, représentée par son président, **Monsieur Eugène LARCHER**,

La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique représentée par son président, **Monsieur Alfred MONTHIEUX**,

Vu la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification,

Vu la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion ,

Vu la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion ,

Vu la loi du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ,

Vu la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique ,

Vu la circulaire de la ministre des Outre-mer du 11 mai 2018 relative à l'élaboration des plans de convergence et de transformation,

Vu le plan de convergence et de transformation 2019-2033 de la Martinique et l'avis favorable de la commission territoriale de l'action publique du 9 avril 2019,

Vu le CPER 2015-2020 de la Martinique signé le 10 novembre 2015,

Vu le décret du 29 juin 2017 du Président de la République portant nomination du Préfet de la Martinique, Monsieur Franck ROBINE,

Vu le mandat de négociation en date du 18 septembre 2018 donné par le Premier ministre au Préfet de la Martinique,

Vu la délibération de la collectivité territoriale en date du 3 juillet 2019 autorisant le Président du Conseil exécutif à signer l'avenant de clôture du contrat de plan Etat - Région 2015-2020 et à signer le contrat de convergence et de transformation 2019-2022 ,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique en date du 26 juin 2019 autorisant le Président à signer le contrat de convergence et de transformation 2019-2022,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique en date du 28 juin 2019 autorisant le Président à signer le contrat de convergence et de transformation 2019-2022,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique en date du 21 mai 2019 autorisant le Président à signer le contrat de convergence et de transformation 2019-2022,

Vu la lettre du Premier ministre en date du **XX XX 2019** accordant mandat au Préfet pour clore le contrat de plan Etat - Région 2015 – 2020 et signer le contrat de convergence et de transformation 2019 - 2022,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

Article 1 :

L'État, la Collectivité Territoriale de Martinique, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique s'engagent à mettre conjointement en œuvre les projets contenus dans le présent document, intitulé Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2019-2022 de la Martinique.

Article 2 :

Pour le CCT 2019-2022 de la Martinique, L'État, la Collectivité Territoriale de Martinique, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique engagent les moyens financiers contractualisés suivants :

- pour l'État : 182,43 M€
- pour la Collectivité Territoriale de Martinique : 268,50 M€
- pour la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique : 7,11 M€
- pour la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique : 5,63 M€
- pour la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique : 10,29 M€

À titre indicatif, ces dotations seront complétées par des crédits valorisés des signataires du présent contrat ainsi que des crédits de l'Union Européenne et des contributions de partenaires publics et privés.

Article 3 :

Le Préfet de la Martinique, le Président du Conseil Exécutif de Martinique, le Président de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à Paris, le

Franck ROBINE

Préfet de la Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

Président du Conseil Exécutif de Martinique

Athanase JEANNE-ROSE

Président de la CACEM

Eugène LARCHER

Président de la CAESM

Alfred MONTHIEUX

Président de la CAPNord

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	7
<i>Détail des axes thématiques</i>	9
I- FAVORISER LE BIEN ETRE ET L'ÉPANOUISSEMENT	9
Objectif 1 : Améliorer l'intégration sociale et professionnelle des jeunes	9
Moderniser les infrastructures d'enseignement	9
Investir dans les compétences	10
Soutenir les organismes d'accompagnement	11
Soutenir les initiatives « jeunesse »	11
Objectif 2 : Améliorer l'accès aux soins et à la prise en charge médico-sociale	12
Améliorer l'accès aux soins	12
Innover dans la prise en charge des personnes âgées	13
Objectif 3 : Favoriser l'accès à la culture et au sport	13
Favoriser l'accès à la culture	13
Favoriser l'accès au sport	14
Objectif 4 : Favoriser l'accès au logement	15
Objectif 5 : Promouvoir l'égalité réelle femmes hommes	15
II. INVESTIR DANS LES FILIÈRES PORTEUSES	16
Objectif 1 : Créer un écosystème favorable à la structuration des filières	16
Objectif 2 : Capitaliser sur l'agro-transformation	17
Objectif 3 : Se tourner vers la mer	18
Objectif 4 : S'engager dans le tourisme durable	19
Objectif 5 : Développer le potentiel énergétique	20
Objectif 6 : Systématiser le numérique	20
Objectif 7 : Dynamiser la filière BTP	21
Objectif 8 : Valoriser et protéger la biodiversité	22
Objectif 9 : Développer l'économie circulaire	22
Objectif 10 : Valoriser les sargasses	23
III. ATTRACTIVITE ET ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE	24
Objectif 1 : Augmenter la résilience face aux risques naturels	24
Objectif 2 : Renforcer la lutte contre les trafics et améliorer la sécurité routière	25

Objectif 3 : Améliorer l'accessibilité du territoire	26
<i>Améliorer l'offre de desserte aérienne</i>	<i>26</i>
<i>Assurer le maillage numérique du Territoire</i>	<i>26</i>
Objectif 4 : Dynamiser les ZAE et les centres-bourgs	27
<i>Réhabiliter les ZAE</i>	<i>27</i>
<i>Accompagner l'aménagement durable dans les territoires</i>	<i>27</i>
Objectif 5 : Assurer la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement	28
<i>Plan Eau DOM</i>	<i>28</i>
 Mise en œuvre et suivi du contrat	
I – Mise en œuvre du CCT	30
II – Modalités de suivi du CT	31
Référentiel Eco-conditionnalité	33

ANNEXES

1 - Maquette financière

2 - Fiches Projets

3 - Projets Assises proposés au CIOM – volets agriculture alimentation et pêche aquaculture

INTRODUCTION

Le 9 avril 2019, les membres de la Conférence Territoriale de l'Action Publique ont adopté à l'unanimité le plan de convergence et de transformation de la Martinique pour la période 2019-2033. Élaboré dans le cadre d'une large consultation, ce plan porte une vision partagée entre l'État et les collectivités sur le territoire et les priorités autour desquelles celui-ci doit entreprendre sa transformation dans les quatorze prochaines années. **Le contrat de convergence et de transformation (CCT) en constitue la traduction opérationnelle pour la période 2019-2022.**

Le contrat de convergence et de transformation s'inscrit dans la droite ligne des Assises des outre-mer et du Livre Bleu, dont il reprend un grand nombre de propositions. Il s'inscrit également dans la continuité du contrat de plan État-Région 2015-2020 qu'il prolonge jusqu'en 2022.

Élaboré avec le même souci de concertation mis en œuvre pour le plan, il se décline autour de trois axes prioritaires retenus dans le cadre des Assises pour leur capacité à réaliser la cohérence entre les politiques de l'État, celles des collectivités et les attentes et propositions de la société civile.

Ainsi le premier axe « **Favoriser le bien être et l'épanouissement de la population** » s'attachera à permettre à ce que chacun puisse exercer ses droits fondamentaux et de bénéficier d'un accès effectif à l'éducation et à la formation professionnelle, à la culture et au sport, aux soins médicaux et à la prise en charge sociale, à l'ensemble des services publics.

Le second axe « **Investir dans les filières porteuses** » vise à asseoir davantage le développement économique de la Martinique sur la valorisation de ses ressources agro-environnementales, énergétiques, maritimes, touristiques, culturelles, architecturales, gastronomiques... Il s'inscrit en pleine cohérence avec les orientations du schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (STDEII) de la Collectivité territoriale de Martinique et prend en compte les 90 objectifs du plan bio-diversité. Le CCT permettra d'accompagner des projets structurants pour le territoire, dans le domaine du tourisme, de l'économie bleue, de l'économie circulaire, des énergies renouvelables, du numérique et de la recherche. Un volet relatif à l'agriculture, à l'aquaculture et à la pêche a également été travaillé dans le cadre du CCT. Sa traduction opérationnelle et financière sera précisée lors du prochain comité interministériel des outre-mer.

Le troisième axe « **Attractivité et accessibilité du territoire** » vise, quant à lui, à favoriser un aménagement du territoire plus équilibré et prenant mieux en compte les enjeux climatiques, autour de centres-ville et centres-bourgs rénovés, de zones économiques redynamisées et d'une meilleure desserte, à travers notamment le projet de création d'un aéroport à Basse-Pointe. Il s'agit également d'achever le déploiement du très haut débit et d'accompagner la Martinique dans sa transition numérique. Il s'agit, enfin, d'améliorer la résilience du territoire à l'égard des risques naturels, notamment à travers la mise en œuvre du Plan Séisme Antilles. Plusieurs propositions structurantes ont par ailleurs été travaillées dans le cadre du CCT dans une approche globale de la gestion des risques et dans une perspective de coopération régionale. Leur prise en compte sera étudiée dans le cadre de la préparation du plan d'action national risques naturels.

La transition écologique appelle un renouvellement profond de la conception des politiques publiques accompagnant les nécessaires évolutions technologiques et les transformations sociétales qui constituent ses piliers. Le CCT 2019-2022 appliquera des critères d'éco-conditionnalité pour sélectionner les projets financés dans le cadre du CCT et qui permettront d'enclencher sur les prochaines années la transition écologique et énergétique.

La concertation entre l'État, la CTM et les trois EPCI a permis **la contractualisation d'un engagement de 473,9 M€** qui, combiné aux programmes opérationnels européens 2014-2020 ainsi qu'aux financements publics spécifiques et privés pourraient financer **853,6 M€ d'opérations** sur la période 2019-2022.

DÉTAIL DES AXES THÉMATIQUES

I - Favoriser le bien être et l'épanouissement

Objectif 1 : Améliorer l'intégration sociale et professionnelle des jeunes

Les jeunes martiniquais ont particulièrement du mal à accéder au marché de l'emploi. Chaque année, ce sont plus de 1.500 jeunes qui sortent du système scolaire sans aucune qualification, alors même qu'avoir un diplôme constitue un facteur déterminant face au risque de chômage. En effet, 62 % des jeunes demandeurs d'emploi ne possèdent pas de diplôme, alors que les « bac +2 » ne représentent que 10% des jeunes demandeurs d'emplois. Les démarches d'accompagnement des jeunes vers l'emploi sont donc indispensables à notre territoire.

Dans ce contexte, favoriser l'accès des jeunes martiniquais à la qualification est une priorité. Il s'agit d'adapter l'offre scolaire, académique et de formation professionnelle aux besoins du territoire tout en poursuivant les actions préventives contre le décrochage scolaire. Il s'agit également de mener, avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, de la formation et de l'insertion, une action coordonnée d'accompagnement des jeunes sortis du système scolaire vers l'emploi et/ou la formation professionnelle.

Moderniser les infrastructures d'enseignement

Une attention particulière sera portée à la création ou la modernisation des infrastructures d'enseignement, notamment dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur, à travers cinq projets structurants :

Le projet de pôle universitaire de santé, dont les phases études ont été menées dans le cadre des précédents CPER, sera ainsi concrétisé dans le cadre du CCT, avec une livraison prévue courant 2021. Il permettra d'accompagner le développement et l'évolution des formations aux métiers de la santé et d'accueillir des activités de recherche dans ce domaine.

Il s'agit également, à travers la création d'un pôle de formation innovant sur le campus de Fort de France, la rénovation des amphithéâtres des UFR, l'achèvement de la construction du restaurant universitaire et la création d'une maison de la vie étudiante, de poursuivre l'accompagnement de l'Université des Antilles (UA) dans la modernisation et la rationalisation de ses implantations. Ces investissements permettront à l'UA de répondre à l'évolution des normes d'enseignement, notamment en matière numérique, des normes techniques (résistance aux séismes, performance énergétique) et des besoins des étudiants, et de jouer ainsi pleinement son rôle dans le développement de la Martinique.

La création d'un second internat de la réussite à Saint-Pierre permettra l'accueil de 80 internes du lycée polyvalent Saint James, et contribuera à promouvoir l'égalité de la formation sur un territoire où les difficultés d'accès pénalisent le Nord alors qu'il est socialement plus défavorisé que le Centre et le Sud de la Martinique. L'internat proposera, outre l'hébergement dans des conditions matérielles adaptées, des activités d'accompagnement scolaire et d'ouverture culturelle assurant la qualité du projet pédagogique et éducatif.

La réalisation, sous maîtrise d'ouvrage de la CTM, du centre de ressources du Carbet des Sciences vise à doter la Martinique d'un équipement culturel novateur et attractif répondant à l'enjeu de développement et de diffusion de la culture scientifique, technique, industrielle et de l'innovation sur le territoire.

Enfin, une réflexion sera menée sur le regroupement en un seul et même lieu des services du Rectorat implantés sur les sites de Terreville à Schoelcher et de Tartenson à Fort-de-France, avec l'objectif de traiter les problèmes techniques et fonctionnels liés à la conception du bâtiment principal à Terreville qui accueille 250 agents sur 6900 m². Une proposition de restructuration immobilière sera présentée en ce sens fin 2019 en commission nationale de l'immobilier de l'État.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
10,91 M€	22,30 M€

Investir dans les compétences

En matière de formation, et malgré une nette amélioration du niveau de qualification de la population, la Martinique présente encore des indicateurs très en retrait de la moyenne nationale, avec près de 30 % de la population active ne disposant d'aucun diplôme.

Le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PACTE) vient concrétiser sur la période 2019-2022 les engagements de la CTM et de l'État à accompagner et accélérer la transformation des parcours de formation, des contenus pédagogiques et des pratiques d'acquisition des compétences, au service des entreprises et des personnes peu qualifiées, jeunes ou adultes en recherche d'emploi, pour édifier ensemble « la société des compétences ». Il se décline en quatre axes :

- Garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés
- Proposer des parcours qualifiants vers l'emploi, renouvelés dans leur contenu, au regard des besoins de l'économie en temps réel et de façon prospective
- Innover dans les territoires
- S'engager dans la modernisation des contenus et des modes de mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement pendant les formations.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
69,07M€	94,02 M€	0,92 M€*

* crédits valorisés du PLIE CACEM

Soutenir les organismes d'accompagnement

Le soutien aux actions portées par l'association de gestion de l'environnement de la formation en Martinique (AGEFMA) sera poursuivi dans le cadre du CCT. Il s'agit notamment des actions menées par :

- le Centre d'Animation et de Ressources d'Information sur la Formation (CARIF) afin de garantir un accès de tous à l'information et à l'orientation vers les dispositifs de formation et de qualification et d'accompagner les structures de formation dans leurs démarches de modernisation tant en recherche pédagogique qu'en formation de formateurs ;
- la Cellule Régionale Inter-Services (CRIS-VAE) pour fournir aux professionnels de la validation des acquis de l'expérience (VAE) et aux publics concernés la production et la diffusion d'une information adaptée sur les systèmes de validation et de certification, et porter une démarche de professionnalisation et d'animation du réseau ;
- l'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation (OREF), qui mène une réflexion sur l'évolution des enjeux et des besoins en emploi et en formation à l'échelle territoriale et sectorielle, réflexion indispensable pour anticiper et accompagner les mutations dans un territoire marqué par un niveau de chômage très élevé et de longue durée ;
- Le centre de ressources illettrisme (CRI), qui élabore en continu un état des lieux de l'illettrisme et accompagne les organismes de formation dans leur recherche d'innovation et leur démarche de professionnalisation.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
1,495 M€	1,495 M€

Soutenir les initiatives « jeunesse »

Un grand nombre de propositions ont été formulées lors des Assises des outre-mer en faveur de l'insertion économique des jeunes, certaines d'entre elles portées par des jeunes martiniquais. Six initiatives choisies parmi les plus matures et les plus structurantes seront accompagnées dans le cadre du CCT :

- des solutions de mobilités innovantes (auto-école sociale, réseau de taxi-solidaire, plateforme de covoiturage, agence de location solidaire) ;
- une plateforme numérique d'information « des jeunes par les jeunes » dans un objectif d'insertion économique des jeunes les plus exclus du marché de l'emploi ;
- le dispositif Projet Initiative Jeunes (PIJ) destiné à aider les jeunes à créer ou reprendre une entreprise, dont le nombre de bénéficiaires sera porté à 70 par an et l'âge maximum reculé à 35 ans ;
- le dispositif Jeunes Innovants Repreneurs (JIR), qui vise à encourager les jeunes à s'engager dans des projets de reprise innovante par l'allocation d'une prime d'un montant pouvant aller jusqu'à

10 000 euros ; Ce projet est complémentaire du dispositif d'accompagnement de l'entrepreneuriat des étudiants (dispositif PEPITE : pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat) qui est valorisé.

- un projet de tiers lieu dédié à la promotion des initiatives et des talents des jeunes martiniquais ;
- le projet de bourse pour l'emploi porté par Pôle Emploi, qui vise à regrouper dans un guichet unique les offres d'emploi non pourvues ou difficiles à pourvoir, de manière à apporter des solutions aux employeurs en développant les compétences des demandeurs d'emploi et en mobilisant l'ensemble des opérateurs en matière de placement.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
0,91 M€	1,96 M€

Objectif 2 : Améliorer l'accès aux soins et à la prise en charge médico-sociale

La Martinique connaît un vieillissement accéléré de la population du fait de l'amélioration de l'espérance de vie, de départs importants des jeunes ainsi que du faible taux de natalité inhérent, et du retour au pays de Martiniquais à l'âge de la retraite. Selon les projections de l'INSEE, la Martinique devrait ainsi devenir, en 2040, la deuxième région la plus âgée de France, après la Corse, avec 40% de la population de plus de 60 ans. Dans le même temps, le territoire manque de structures accueillant des personnes âgées dépendantes, avec un taux d'équipement en EHPAD 2,5 fois plus faible qu'en France métropolitaine.

Les Assises de l'outre-mer ont permis d'identifier des réponses structurantes et innovantes à cette problématique, qu'il importe désormais d'accompagner.

Innover dans la prise en charge des personnes âgées

La réhabilitation de l'EHPAD Emma Ventura amorcée dans le cadre du CPER 2015-2020 sera poursuivie. Il s'agit de doter le CHUM d'une filière gériatrique complète et de développer un pôle d'excellence en gérontologie en Martinique. Le centre Emma Ventura constitue la structure la plus importante en Martinique, avec 275 lits d'EHPAD (sur les 1695 places existantes) et 90 lits d'USLD dont 8 lits identifiés de soins palliatifs gériatriques. Sa transformation à terme en centre gérontologique de référence permettra de répondre au parcours patient dans toutes ses dimensions : prévention, solutions intermédiaires entre EHPAD/USLD et maintien à domicile permettant de retarder l'entrée en institution, réadaptation, institutionnalisation. Le projet d'EHPAD hors les murs porté conjointement par l'Agence régionale de Santé et la CTM vise, quant à lui, à proposer l'ensemble des services d'un EHPAD au domicile en coordonnant les interventions et en sécurisant le domicile si nécessaire. La personne âgée bénéficie à son domicile des services dont elle bénéficierait en EHPAD : soins infirmiers, kinésithérapie, hôtellerie, restauration mais aussi la sécurisation de son domicile à travers des outils tels que la domotique et enfin un volet important consacré au maintien et développement des activités favorisant le lien social. Il s'agira, pendant la période 2019-2022, de tester l'ensemble de ces dispositifs afin de stabiliser leurs modèles économiques respectifs et d'étudier la possibilité de les généraliser à terme. Enfin, à travers le dispositif du « baluchonnage », il s'agit de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, en proposant un service d'aide à domicile permettant au proche aidant de profiter d'un répit pendant une ou plusieurs nuits.

Améliorer l'accès aux soins

Les projets de « bus dentaires » et de taxi social visent à améliorer l'accès aux soins dans les territoires enclavés, notamment ceux du Nord de la Martinique où l'offre de soins et de transports en commun est la plus déficitaire.

La réhabilitation et la sécurisation de l'hôpital du Carbet, maillon essentiel de la chaîne hospitalière de la Martinique, seront accompagnées pour garantir l'accès effectif aux soins des populations concernées.

Enfin, afin d'améliorer la détection précoce des cancers, des travaux seront menés en vue de l'installation au CHU de Martinique d'un cyclotron (financé par la CTM) et d'un TEP-Scan (tomographie par émission de positons). Pour accompagner la mise en œuvre du volet santé du CCT, l'agence régionale de santé s'engage à mobiliser ses ressources humaines et budgétaires aux côtés de l'État et de la CTM.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	ARS
1 M€	5,06 M€	6 M€*

* crédits valorisés

Objectif 3 : Favoriser l'accès à la culture et au sport

Favoriser l'accès à la culture

La Martinique possède un réseau d'infrastructures culturelles et un patrimoine architectural riches mais fragiles, dont la préservation, la restauration et la mise en valeur constituent un facteur de renouvellement de l'offre touristique et répondent aux attentes de la population.

À travers les projets de développement et de modernisation d'équipements culturels de proximité tels que la réhabilitation des salles de spectacle au Lorrain, au Marin et au Prêcheur, le chantier muséographique et scénographique du Domaine de Fonds Saint-Jacques à Sainte-Marie ou les aménagements du Centre culturel Gradis à Basse-Pointe, le CCT vise à pallier la carence en lieux de diffusion artistique et culturelle, renforcer l'attractivité de ces sites et améliorer l'accès à la culture sur l'ensemble du territoire.

Il s'agit également de participer à la restauration du patrimoine architectural foyalais et à l'embellissement de l'environnement esthétique avec la poursuite des travaux sur la Cathédrale Saint-Louis et la Bibliothèque Schoelcher, toutes deux Monuments Historiques classés, ou encore la restauration du Pavillon Bougenot, répertorié comme de grand intérêt traditionnel. Il s'agit également de développer des projets d'équipements culturels ayant pour objectif la sensibilisation, l'information et la formation de tous les publics au patrimoine historique, culturel et naturel de la Martinique avec le Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) de Saint-Pierre, qui dispose du label Ville d'Art et d'Histoire depuis 1990 (première commune des Outre-Mer), le Musée du Père Pinchon à Fort de France ou encore le projet de centre d'interprétation de la culture amérindienne de Vivé au Lorrain. Ces projets sont par ailleurs porteurs d'un potentiel touristique fort.

En matière de développement artistique, l'attention sera portée sur la formation initiale avec un projet ambitieux de mise en réseau des écoles artistiques – musique-danse-théâtre – au sein d'une école martiniquaise des arts (EMEA) à l'échelle du territoire, et sur la création au sein du Campus Caribéen des Arts, école supérieure d'art visuel, une galerie-école permettant de sensibiliser les étudiants aux problématiques des expositions et de présenter leurs travaux au public.

Enfin, il s'agit de promouvoir la valorisation et la diffusion des artistes martiniquais, au travers de projets structurants tels que « Passeurs de Mémoire », projet de série documentaire télévisée consacrée aux « trésors nationaux vivants » (patrimoine culturel immatériel) ou le projet de Musée d'art contemporain (restauration d'œuvres au sein de la collectivité et création de réserves), la programmation des principaux festivals, de musique notamment, et la participation des artistes à des forums ou salons professionnels, ou à divers événements, nationaux ou internationaux.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
3,87 M€*	12,88 M€	3,30 M€

* En complément des crédits des programmes 175 (patrimoine), 131 (création), 224 (transmission des savoirs et démocratisation de la culture), 119 (DGD Bibliothèques) et 123 (conditions de vie outre-mer) contractualisés à hauteur de 3,86 M€, l'État mobilisera une enveloppe d'environ 2,39 M€ sur le fonds exceptionnel d'intervention.

Favoriser l'accès au sport

Il s'agit, à travers ce volet, de favoriser la pratique du sport pour la population martiniquaise, sport de haut niveau comme activité physique pour tous, tout en contribuant au rattrapage quantitatif et qualitatif de l'offre d'équipements sportifs.

Le CCT accompagnera la création de la première plateforme ressource de France en activités physiques et sport santé. Portée par l'Institut Martiniquais du Sport, cette plateforme permettra de faire travailler en cohérence les ressources locales (association Centre d'évaluation Sport santé et Unité fonctionnelle de médecine Sport et de l'exercice du CHUM) et d'offrir sur un même site, l'approche sanitaire et préventive par les activités physiques et sportives.

Le développement du sport de haut niveau en Martinique constitue un enjeu majeur pour un territoire traditionnellement pourvoyeur de talents dans ce domaine. Il s'agira de soutenir les projets de création ou de modernisation d'infrastructures d'entraînement pour les filières d'excellence, notamment dans le domaine de la voile et du nautisme. Il s'agira également d'accompagner dans leur mobilité les sportifs de haut-niveau ou engagés sur des filières, pour la formation et la conduite du double projet sportif et professionnel, dans le cadre de structures et d'encadrement de qualité leur permettant de progresser.

L'optimisation et la modernisation du parc d'équipements sportifs du territoire fera l'objet d'un investissement fort de l'État et de la CTM. L'ambition est de permettre une mise à niveau quantitative et qualitative des équipements sportifs en tenant compte des diagnostics territoriaux approfondis afin de favoriser et de généraliser la pratique sportive notamment en club. Il s'agira de favoriser l'usage des équipements de proximité notamment en les réhabilitant et en mutualisant les équipements sportifs des établissements scolaires. Dans un objectif d'aménagement équilibré du territoire, il conviendra de moderniser certains équipements territoriaux structurants. Une liste indicative de projets d'ores et déjà identifiés figure dans la fiche projet en annexe du présent contrat.

S'agissant du financement de l'État, l'Agence nationale du Sport et le Ministère de l'outre-mer financeront à parité à hauteur de 9 M€ les projets, qui devront répondre à leurs critères d'éligibilité et à leurs procédures respectives.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
9 M€	8,48 M€

Objectif 4 : Favoriser l'accès au logement

Dans le contexte de baisse démographique et de vieillissement de la population, il s'agit de répondre à la nécessité de développer une offre de qualité mais aussi de traiter l'enjeu de la vacance et de l'insalubrité des logements, par la réhabilitation ou la démolition, notamment dans les centres-ville. Si la décohabitation encore en cours et la vétusté du parc justifient pleinement la livraison de logements neufs, leur mise sur le marché ne doit pas générer de la vacance supplémentaire.

Une politique du logement adaptée doit pouvoir s'appuyer sur une connaissance fine des besoins et des marchés locaux. C'est le sens de l'étude et de l'observatoire qui seront soutenus dans le cadre du CCT.

Par ailleurs, en Martinique, où l'absence de titres de propriété concerne un habitant sur trois, la re/constitution des titres de propriété et la sortie d'indivision conditionnent la mise en œuvre effective des stratégies de réhabilitation et de renouvellement urbain conduites dans les centre-villes. La création d'un groupement d'intérêt public (GIP) d'aide à la constitution de titres de propriété répond à ce constat. Le GIP mettra en place pour ce faire un fichier numérisé, assurera l'information des publics concernés et recrutera une équipe pour assurer la maîtrise de la procédure de titrement. L'objectif, une fois la structure constituée, sera de traiter 800 dossiers par an.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
1,23 M€	1,34 M€

Objectif 5 – Promouvoir l'égalité réelle femmes-hommes

Érigée au rang de Grande cause du quinquennat, l'égalité entre les femmes et les hommes est un engagement national qui doit trouver sa pleine application en Martinique au travers de ce contrat qui vise tout à la fois une convergence sur des objectifs partagés et une transformation vers une société plus inclusive et égalitaire, notamment au regard des indicateurs socio-économiques et démographiques de ces territoires.

Cette politique se déclinera dans une approche intégrée qui vise la transversalité de l'égalité dans toutes les politiques publiques mais aussi la mise en place des mesures spécifiques en faveur des femmes autour des trois champs d'intervention prioritaires suivants :

- ⑩ la prévention et lutte contre toutes les formes d'agissements et de violences sexistes et sexuelles, y compris au travail, en mettant l'accent sur l'amélioration de la protection des victimes et en mobilisant les dispositifs nationaux ad hoc, en s'appuyant sur les résultats de l'enquête Virage conduite en Martinique (avec le soutien du SDFE, de la DGOM et du CGET) disponibles fin 2019,
- ⑩ la promotion de l'égalité professionnelle dans toutes ses dimensions et mise en œuvre de l'égalité salariale, au plus tard à l'horizon 2022, en mobilisant les dispositifs nationaux,

⑩ la promotion de l'égalité dans la vie politique et sociale, diffusion de la culture de l'égalité en luttant contre les stéréotypes et exemplarité de l'État. Il s'agira tout particulièrement de renforcer l'autonomie des femmes dans la vie quotidienne.

En complément, le projet partenarial de logement de conjoint violent, porté par l'Alefpa contribuera à l'effectivité des mesures d'éviction du conjoint violent afin de garantir le maintien de la victime et des enfants dans le logement familial.

<i>Participation des signataires</i>	
État	Collectivité territoriale de Martinique
0,97M€	1,17 M€

II - Investir dans les filières porteuses

La Martinique est confrontée à des défis structurels spécifiques ou propres aux régions ultra-périphériques (RUP) européennes qui limitent le développement de son économie.

Son éloignement vis-à-vis de l'ensemble européen et du territoire métropolitain pèse négativement sur la mobilité des facteurs travail, capital et bien, renchérissant les coûts de production. Par ailleurs, l'exiguïté du territoire et ses caractéristiques géographiques limitent les facteurs de production et diminuent la rentabilité des activités économiques. Enfin la sensibilité du territoire accrue aux chocs (catastrophes naturelles ou accès aux matières premières comme le pétrole notamment) s'ajoute aux difficultés d'éloignement et d'étroitesse du marché.

La fragilité de son tissu économique dans lequel cohabitent de grands groupes souvent en situation de monopole avec de très nombreuses TPE-PME est d'autant plus nette pour le tissu industriel où la micro-entreprise domine (77% des établissements n'avaient aucun salarié en 2010). L'ensemble de ces caractéristiques constitue des freins sérieux à la compétitivité des entreprises martiniquaises.

L'enjeu consiste donc à favoriser la création et la structuration de filières pour permettre un positionnement compétitif de la production martiniquaise sur le marché interne et le marché international.

Objectif 1 : Créer un écosystème favorable à la structuration des filières

Dans un contexte de forte densité de petites entreprises, et de vieillissement de la population des entrepreneurs, il s'agira de **favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs**. Ces actions portées par la CCIM, et soutenues par la CTM, l'État et la CMA porteront sur l'accès à des données économiques d'aide à la décision à travers la création d'un observatoire économique et l'accompagnement à la reprise - transmission des entreprises..

La recherche et l'innovation seront encouragées, s'appuyant sur l'excellence des équipes de chercheurs du territoire et des installations de niveau européen dans un environnement Caraïbe faiblement doté en équipements similaires. L'ambition portée est de faire de la Martinique l'une des principales implantations de recherche française et européenne dans la zone, notamment dans les domaines de la santé, de l'alimentation et des biotechnologies, de la biodiversité (terrestre et marine), des matériaux et énergies renouvelables et des éco-technologies.

Aussi le contrat de convergence et de transformation s'attachera t-il à soutenir des projets de recherche notamment dans le domaine de la valorisation du patrimoine scientifique, naturel et végétal, dans la suite des actions déjà menées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Il prévoit également la **structuration** de la recherche transdisciplinaire par la construction d'un bâtiment universitaire de recherche, en lien avec la collectivité, pour développer une compréhension plus globale de divers phénomènes et faire émerger de nouveaux domaines de recherches pour proposer des produits innovants, générateurs d'activité économique. Enfin, l'accompagnement des structures innovantes sera poursuivi par le soutien du dispositif de la Technopole porté par la CACEM.

Dans un contexte économique local atomisé, centré sur les services et porté essentiellement par des petites entreprises, la structuration des filières sera soutenue notamment par des actions collectives de promotion sur des thématiques stratégiques (coopération interentreprises, normalisation, certification, essais et qualité).

De même, l'économie martiniquaise se caractérise par une faible ouverture à l'international et un manque d'intégration avec les marchés régionaux voisins. Il s'agira donc d'accompagner les entreprises locales dans leurs démarches d'accès aux marchés régionaux et internationaux, en proposant des outils collectifs et individuels.

Enfin, ce développement à court terme des filières s'accompagnera d'une réflexion plus macro-économique par la recherche d'un nouveau modèle de production, dans une dynamique d'économie circulaire, d'autant plus pertinente dans un contexte d'insularité et de nécessité de sécuriser au mieux les approvisionnements.

Le développement de l'activité économique passe par la poursuite de la **modernisation du dialogue social** afin de créer les meilleures conditions possibles de travail pour les salariés et les entrepreneurs. Outre le soutien des actions régulières de l'ARACT déjà portées lors du précédent CPER, il sera proposé de promouvoir la médiation préventive.

<i>Participation des signataires</i>		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
2,49 M€ dont 0,520 M€ au profit de l'ARACT	2,79 M€	0,12 M€

Objectif 2 : Capitaliser sur l'agro-transformation

L'agriculture martiniquaise a été traditionnellement orientée vers les produits d'exportation, aujourd'hui menacés sur les marchés européens.

Rétablir sa souveraineté alimentaire en densifiant sa production et en valorisant la filière agro-alimentaire constitue ainsi un des défis majeurs que la Martinique doit s'attacher à relever. Il importe, pour se faire, de :

- ⑩ structurer la filière agricole,
- ⑩ développer la disponibilité des matières premières agricoles à des prix compétitifs,
- ⑩ développer des produits répondant aux tendances de consommation,
- ⑩ faciliter l'accès aux financements pour la modernisation de l'appareil de production,
- ⑩ adapter les outils de transformation et les process au contexte local.

Plusieurs propositions structurantes ont été formulées en réponse à ces enjeux, dans le cadre des Assises des outre-mer et des États généraux de l'alimentation. Elles visent à conforter la structuration de la filière agricole et d'agro-transformation par un soutien à la production et à la commercialisation des produits, l'accompagnement des niches porteuses et des filières nouvelles (café, cacao, produits mycologiques). Une attention particulière est portée en amont de la production (mise en place d'un schéma directeur de l'irrigation, accompagnement de la recherche fondamentale, création d'un pôle d'expérimentation agricole, d'une ferme tropicale intégrant une station expérimentale et un centre technologique de transformation) et en aval (chaîne logistique mutualisée, débouchés commerciaux à l'export de la production agricole).

Ces propositions constitueront la déclinaison opérationnelle du volet agricole du Livre Bleu. Elles seront, après consultation du comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) de la Martinique, remontées au ministère chargé de l'agriculture en vue des discussions pour leur prise en compte lors du prochain comité interministériel des outre-mer (CIOM).

Objectif 3 : Se tourner vers la mer

Les activités liées à la mer sont longtemps restées cantonnées à la pêche côtière, à une petite activité aquacole et au transport maritime.

Les propositions formulées visent à conforter ces activités traditionnelles suivant des logiques de durabilité et de compétitivité, tout en favorisant l'émergence de filières innovantes. Le contrat de convergence soutiendra ainsi :

- ⑩ l'aménagement et la rationalisation des zones portuaires pour en faire des zones d'activités économiques. Il s'agira d'accompagner le développement des ports et des zones d'activités associées, dans le prolongement des investissements du Grand Port Maritime prévus dans le CPER 2015-2020, dans le contexte de l'élargissement du canal de Panama et du dynamisme de la croisière,
- ⑩ le traitement des Bateaux Hors d'Usage (BHU), source de pollution pour les milieux marins,
- ⑩ le développement des compétences maritimes, en créant une plateforme réunissant les acteurs de la recherche, de l'innovation, de la formation et des entreprises de la filière bleue, qui aura vocation à rayonner dans la Caraïbe,
- ⑩ et la mise en œuvre d'actions de promotion du nautisme afin de créer une véritable attractivité économique et la réalisation d'équipements et de zones de mouillage organisé pour développer la plaisance.

Des propositions sont également formulées sur le développement d'une flotte de nouvelle génération pour répondre à la nécessité de reporter la pêche au large afin de faire face aux restrictions environnementales (chlordécone), sur la professionnalisation des marins-pêcheurs (centre de gestion et de ressources dédié) et sur l'implantation de l'aquaculture (création d'un centre technique aquacole). Ces propositions constitueront la déclinaison opérationnelle et seront transmises au ministère chargé de la pêche en vue des discussions pour leur prise en compte lors du prochain CIOM.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de	EPCI

	Martinique	
14,79 M€	16,74 M€	3,82 M€

Objectif 4 : S'engager dans le tourisme durable

Promouvoir les richesses variées et exceptionnelles du territoire et permettre aux Martiniquais ainsi qu'aux touristes d'y accéder participent au rayonnement de la Martinique et à son développement économique et culturel. Il apparaît donc indispensable de promouvoir un tourisme durable, respectueux de la protection et de la valorisation de ce patrimoine.

La **structuration de l'offre autour de filières d'excellence** sera soutenue par la valorisation du patrimoine culinaire et le développement d'une nouvelle filière touristique autour du Rhum, le « spiritourisme ».

Elle s'accompagnera de l'**amélioration de la compétitivité de l'offre touristique**, qui permettra à la Martinique de mieux se positionner dans un environnement concurrentiel local et international. Pour ce faire, la labellisation des produits touristiques vise à mieux identifier la destination Martinique sur l'échiquier touristique international, et l'amélioration de la qualité et du niveau de formation des managers du secteur permettra la montée en gamme de la filière.

Enfin le soutien à l'aménagement de structures qui valorisent les expressions artistiques et culturelles du territoire pour en faire un facteur d'attractivité sera recherché, qu'il s'agisse d'améliorations de structures existantes (golf, finalisation du sentier nord de Grande Randonnée, valorisation du patrimoine sous-marin de Saint Pierre) ou de nouveaux outils (promotion du savoir-faire artisanal martiniquais dans le Nord de l'île, et mise en valeur des « grands Hommes et des grands Sites »). Ces projets seront accompagnés par la réalisation de 3 opérations relatives à l'aménagement du territoire des communes du Nord, portées par Cap Nord, et financés par des fonds État locaux.

Ces actions seront complétées par le **développement d'espaces d'aménagement touristique (EAT)** dans le sud de la Martinique, qui bénéficieront du financement du fonds exceptionnel investissement, accompagnant ainsi l'essor du tourisme vert et la structuration de panels d'activités liés à la mer et au nautisme.

<i>Participation des signataires</i>		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
3,20M€	21,28 M€	0,33 M€

Objectif 5 : Développer le potentiel énergétique et maîtriser la demande énergétique

La Martinique, dans son schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE) approuvé en juin 2013, s'est engagée à atteindre dans sa consommation énergétique finale 56 % de production en énergies renouvelables en 2020, et 100% d'ici 2030.

La maîtrise de la demande en énergie et l'efficacité énergétique seront recherchées notamment à travers l'accompagnement et le soutien des acteurs économiques en matière de performance énergétique des bâtiments publics et privés, en neuf et en rénovation. Le secteur du bâtiment étant le 2nd consommateur d'énergie finale en Martinique, l'efficacité énergétique des bâtiments constitue en effet une préoccupation majeure pour notre territoire tant les enjeux économiques et environnementaux sont importants. Les efforts se concentreront en particulier sur la rénovation énergétique des bâtiments, la climatisation et la production d'eau chaude sanitaire ainsi que les systèmes d'éclairage. L'encouragement des démarches d'utilisation rationnelle de l'énergie auprès des entreprises et le soutien aux économies d'énergies au sein des collectivités compléteront ces actions.

La production d'énergie en Martinique est à 97 % d'origine fossile avec un niveau des émissions de gaz à effet de serre par habitant proche de la moyenne nationale. Si la Martinique possède un fort potentiel de développement des énergies renouvelables, qu'elles soient solaires, éoliennes, géothermiques ou de biomasse, les solutions de stockage et de production dans un territoire soumis au risque cyclonique nécessitent des efforts de recherche et d'innovation importants qui seront soutenus.

L'atteinte de l'autonomie énergétique suppose dès à présent d'envisager un développement harmonieux des mobilités électrique et hydrogène. Dans un premier temps, les projets expérimentaux de flottes captives hydrogènes et électriques, avec infrastructure de recharge à partir d'énergies renouvelables, associées à une démarche d'optimisation des déplacements seront privilégiés. Puis concomitamment à la pénétration des énergies renouvelables dans la production électrique, des schémas territoriaux de déploiement d'infrastructures de recharge seront définis puis mis en œuvre.

Enfin, il s'agira de renforcer les dynamiques de territorialisation en accompagnant les collectivités dans des démarches intégrées et exemplaires relevant des thématiques énergie et gaz à effet de serre, d'urbanisme, de mobilité durable.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
8 M€	8 M€

Pour répondre à l'ensemble des objectifs sur ce sujet, des financements seront mobilisés par la CRE au travers de la CSPE.

Les crédits contractualisés par l'ADEME ont vocation à permettre de conclure une convention pluriannuelle tripartites Etat/ADEME/collectivités (par avenant à la convention pluriannuelle 2015 – 2020 annexé au CPER).

Objectif 6 : Systématiser le numérique

Aujourd'hui, le numérique a pris une place prépondérante dans le quotidien des citoyens et des entreprises. Si la révolution numérique est bien ancrée en Martinique, la filière du numérique présente encore de fortes potentialités, aussi bien sur le territoire qu'à l'international, selon l'étude lancée en 2017 par la CCIM, la CTM et la Préfecture. Aussi, la promotion de la digitalisation des entreprises continuera-t-elle à être encouragée comme un facteur de compétitivité. L'innovation digitale relative

aux **usages et services** demandera à être soutenue par l'accompagnement d'actions collectives portées par les chambres consulaires, les groupements des acteurs du numérique et les collectivités. Ces différents projets, appuyés par des actions de promotion, soutiendront la filière en favorisant la création de nouveaux marchés aux entreprises du numérique.

La poursuite du développement des **outils numériques collectifs** vise à moderniser, simplifier et encourager l'utilisation du numérique dans les services publics (e-administration, e-culture, e-santé, e-éducation) tout en soutenant l'offre publique de médiation numérique, d'autant plus nécessaire au regard des familles et des jeunes socialement isolés, et du vieillissement de la société martiniquaise. Ces actions sont porteuses d'innovation et de partage d'information, à même de pouvoir répondre aux problématiques du territoire.

Ainsi le développement des nouveaux services et outils numériques renforce-t-il la modernisation et l'attractivité du territoire tout en assurant la continuité territoriale, à l'image du projet porté par CAPNORD sur 18 communes du nord de la Martinique,

Enfin la stratégie de déploiement des réseaux, et des usages et services sur le territoire fera l'objet d'un futur schéma numérique du territoire que l'État et la CTM souhaitent établir, en s'appuyant sur la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCORAN), sur le schéma directeur d'aménagement numérique (SDTAN), et sur le précédent schéma des usages et services (SDUS) dans un contexte de déploiement du Très Haut Débit par la fibre optique sur tout le territoire.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
2,10 M€	7,50 M€	0,72 M€

Objectif 7 : Dynamiser la filière BTP

La dynamisation de la filière BTP est un élément essentiel à l'évolution de l'activité économique du territoire. Elle repose sur l'amélioration de la visibilité économique de ce secteur, notamment en matière d'accès à la commande publique et à la mobilisation efficiente des moyens financiers et humains dans un territoire fortement exposé aux risques naturels. Pour ce faire, la création d'outils structurants (comme la Cellule économique Régionale de construction, le guide para- cyclonique, l'adaptation des Documents Techniques Unifiés) permettra de garantir la qualité des constructions. La valorisation du BTP martiniquais sera soutenue par une démarche de labellisation de l'artisanat, et la promotion des productions locales.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
0,18 M€	0,43 M€

Objectif 8 : Valoriser et protéger la biodiversité

Connaissance, gouvernance et stratégie

La Martinique est une réserve de biodiversité de premier plan, reconnue au niveau scientifique international. Cette biodiversité est cependant menacée à court terme, tant au niveau des écosystèmes terrestres que marins, en raison de l'anthropisation des espaces liée notamment au mitage urbain, et de dégradations liées tant aux phénomènes naturels qu'à l'action humaine.

Les espaces naturels de Martinique font l'objet d'un classement, d'une protection ou d'une gestion essentiellement au moyen des outils de la législation nationale. Pour compléter et améliorer ce dispositif de préservation, il conviendra de mener des études et inventaires des espèces présentes sur le territoire afin d'identifier les espèces menacées à protéger et lutter contre les espèces envahissantes.

Le contrat de convergence et de transformation soutiendra l'amélioration des connaissances de la biodiversité martiniquaise afin de mieux la préserver et la valoriser notamment sur le plan touristique. Il soutiendra des opérations de mise en valeur des sites naturels (Restauration de l'hydrologie de la forêt marécageuse du Galion et de la mangrove de l'Anse Bélune sur la commune de Trinité).

Le nouveau PNA pour le rétablissement de l'iguane des petites antilles (*Iguana delicatissima*) couvre la période 2018-2022 . LE PNA en faveur des tortues marines des Antilles Françaises porte sur 2018-2027

Le contrat soutiendra également l'ingénierie du Parc Naturel de Martinique, ainsi que la mise en œuvre de la charte du parc.

Projet de territoire

Le CCT soutiendra la démarche engagée en vue de l'inscription de la Montagne Pelée et des Pitons de la Martinique au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette inscription conférera à ce patrimoine naturel une valeur universelle et un prestige qui auront un effet incitatif sur la mise en œuvre de mesures de préservation, et auront des retombées potentiellement positives pour le développement du tourisme.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
1,61 M€	1,33 M€

Objectif 9 : Développer l'économie circulaire

Rattrapage structurel en matière de gestion des déchets

La mise à niveau des infrastructures et des services de collecte pour répondre aux besoins de gestion globale des déchets est l'une des priorités de la Martinique. La maîtrise du risque de pénurie d'exutoire ainsi que les investissements contribuant au respect des directives européennes et réduisant les risques de contentieux communautaires seront au cœur des opérations prioritaires dans le cadre de ce contrat de convergence. L'accompagnement aux changements de comportements (prévention, geste de tri) sera renforcée. Les stratégies devront être adaptées à des publics très différents, dont les degrés de conscientisation et de préparation au changement sont très hétérogènes. Elles devront notamment faire évoluer les représentations sociales fondamentales dans le passage à l'acte.

Transition vers une économie circulaire

Par ailleurs, au-delà des efforts de financement d'infrastructures, les signataires s'engageront à soutenir la mise en place de démarches plus amont, plus larges et de plus long terme permettant d'assurer une transition durable vers une économie circulaire. Cet engagement passera par le soutien des filières de valorisation locales et la prévention. Il s'agira notamment d'animer les démarches territoriales d'écologie industrielle, de mettre en place des filières de recyclage à haute valeur ajoutée et pertinentes en fonction des spécificités économiques de la région, de soutenir l'innovation par l'éco-conception de biens ou services ou enfin d'accompagner des réseaux locaux de réparation et réutilisation de produits, en lien notamment avec l'économie sociale et solidaire.

<i>Participation des signataires</i>	
État	Collectivité territoriale de Martinique
6,5 M€	6,5 M€

Les crédits contractualisés par l'ADEME ont vocation à permettre de conclure une convention pluriannuelle tripartites Etat/ADEME/collectivités (par avenant à la convention pluriannuelle 2015 – 2020 annexé au CPER).

Objectif 10 : Valoriser les sargasses

Le contrat de convergence et de transformation comporte un soutien financier, à engager sur les 3 premières années du contrat, au programme de valorisation des algues brunes des Sargasses. En effet, depuis 2014, la Martinique fait face à un phénomène d'échouage massif de ces algues, sans commune mesure avec ceux constatés en 2011. La gestion concertée entre la Préfecture, les services de l'État concernés, les collectivités et les établissements agricoles ont permis d'établir des solutions immédiates et provisoires de gestion de ces épisodes d'échouage. Au-delà de la poursuite de ces actions de prévention et de traitement des échouages des algues sur les côtes (pose de barrages,

chantiers d'insertion, équipements de ramassage, surveillance et études sanitaires et environnementales, aménagement sites de stockage...), il s'agira pour l'ADEME de financer les études et les investissements nécessaires à la mise en place de filières de valorisation (organique, énergétique, prétraitement) de cette matière organique dans une dynamique d'économie circulaire. Ce soutien financier se concrétisera notamment dans le cadre de l'AMI « Recherche » piloté par l'ANR, en partenariat avec la Région Guadeloupe et la Collectivité Territoriale de Martinique.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
2,4 M€	8 M€

Les crédits contractualisés par l'ADEME ont vocation à permettre de conclure une convention pluriannuelle tripartites Etat/ADEME/collectivités (par avenant à la convention pluriannuelle 2015 – 2020 annexée au CPER).

III - Attractivité et accessibilité du territoire

Objectif 1 : Augmenter la résilience face aux risques naturels

La Martinique est confrontée de manière permanente à de nombreux risques naturels : sismique, cyclonique, volcanique, mouvements de terrains, submersion marine et inondation. De plus, les effets du changement climatique risquent d'accentuer la vulnérabilité du territoire et d'aggraver le niveau actuel de plusieurs aléas. On observe par exemple déjà une élévation du niveau de la mer engendrant une érosion significative du trait de côte sur certaines portions du littoral ainsi qu'une pluviométrie plus abondante sur certaines périodes générant des dégâts lourds comme lors du glissement du Morne Calebasse en site urbain.

L'ensemble des occupants des franges littorales peuvent être concerné par les effets du recul du trait de côte et les risques de submersion. Face à cette problématique, des stratégies urbaines adaptées restent à concevoir. La commune du Prêcheur, dont plusieurs quartiers sont très proches du trait de côte et de surcroît menacée par les Lahars, est engagée dans une démarche expérimentale de relocalisation dans le cadre d'un appel à projet du ministère chargé de l'écologie. L'ingénierie de cette démarche sera accompagnée dans le cadre du CCT.

En matière de prévention du risque sismique, les actions sont menées dans le cadre du Plan Séisme Antilles dont la phase 2 a été lancée en conseil des ministres du 27 juillet 2016 avec l'ambition d'amplifier le rythme d'avancement des opérations de confortement parasismique. Il s'agit d'appuyer les communes (écoles), le SDIS, les bailleurs sociaux (logements sociaux) et la CTM (collèges et lycées) pour la réalisation d'opérations de confortement ou de construction parasismique. Le Gouvernement a souhaité donner une nouvelle impulsion au plan Séismes Antilles, en étroite concertation avec les collectivités territoriales des Antilles et les acteurs de la prévention du risque sismique. Outre la réduction de la vulnérabilité du bâti, il s'agira également d'accompagner les acteurs de l'aménagement et de la construction par des formations adaptées, de sensibiliser la population aux

risques sismiques et tsunami, et d'améliorer la connaissance de l'aléa, de la vulnérabilité et du risque. La mise en œuvre et l'efficacité du plan repose sur une responsabilité partagée de l'ensemble des acteurs : l'État, collectivités territoriales, professionnels de la construction, particuliers, entreprises, associations, organismes scientifiques.

Enfin, lors des Assises des outre-mer, les acteurs martiniquais ont souhaité que des travaux spécifiques puissent avoir lieu sur les risques de sécurité civile, dans le contexte de l'après IRMA qui avait frappé St-Martin quelques mois plus tôt. Plusieurs projets structurants ont ainsi émergé, dans une logique globale de gestion des risques et de coopération régionale. Ces projets ont vocation à s'articuler autour d'un pôle « risques » selon trois axes de développement : renforcer la culture des risques, en amont des crises ; améliorer la résilience des hommes et des territoires ; s'appuyer sur la recherche et l'innovation. Leur prise en compte sera étudiée dans le cadre de la préparation du plan d'action national risques naturels.

Le montant du FPRNM inscrit au CCT au titre des crédits contractualisés porte seulement sur la mise en œuvre de la seconde phase du plan séisme Antilles, conformément à la maquette financière et aux projets de fiches projet.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
29,01 M€	14,25 M€

Objectif 2 : Renforcer la lutte contre les trafics et améliorer la sécurité routière

Prévenir la délinquance

Les territoires français en Caraïbe sont au cœur d'une zone de transit de la drogue, étant à la fois une plateforme de rebond de la cocaïne produite en Amérique du Sud et un point d'entrée pour la résine de cannabis en Caraïbe. Le projet Iguana porté par l'antenne OCTRIS Caraïbe, vise à consolider un réseau de professionnels de la répression du trafic de stupéfiants dans la zone.

Améliorer la sécurité routière

La sécurité routière est un enjeu prioritaire de l'État au niveau national comme en Martinique. Ces dernières années, l'action collective ainsi que la responsabilisation des usagers ont été bénéfiques. Pour autant, des comportements inappropriés se manifestant par des vitesses excessives, l'alcoolémie ou encore le non port du casque, sont encore à l'origine d'accidents graves et de drames humains. C'est pourquoi la sensibilisation est au centre de l'action publique afin de lutter efficacement contre les comportements rencontrés.

Cette politique de sensibilisation s'appuiera d'une part sur la réalisation d'une étude psycho-sociologique visant à mettre en évidence les racines culturelles des comportements accidentogènes afin de pouvoir définir les solutions les plus adaptées. Elle s'appuiera d'autre part sur une communication innovante, ciblant notamment le jeune public et utilisant la voie numérique, en plaçant la population Martiniquaise dans la position d'acteur de sa sécurité routière.

Parallèlement, l'aménagement d'une piste de sports mécaniques permettant d'accueillir des engins motorisés (auto et moto) contribuera à cet objectif d'amélioration de la sécurité routière en associant au sein d'un même équipement, loisirs, compétition, formation et sensibilisation à la sécurité routière.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
0,2 M€	0,31 M€

Objectif 3 : Améliorer l'accessibilité du territoire

Améliorer l'offre de desserte aérienne

Le projet de construction d'un aérodrome sur le territoire de la commune de Basse-Pointe, dans le Nord de la Martinique, vise à désenclaver le Grand Nord de la MARTINIQUE, alliant à la fois le développement économique et la diversification des flux touristiques, la sécurité civile du territoire en cas de crise, et par extension, les activités d'affaires.

Il s'agit de proposer une alternative essentielle à l'unique aéroport de Martinique, au Lamentin, en cas de catastrophe naturelle qui pourrait rendre impraticable les pistes de l'aéroport. Il constitue un élément fondamental pour la sécurité et la sûreté en temps de gestion de crise et d'organisation des secours.

En proposant des pistes dédiées aux petits et moyens porteurs, cet équipement contribuera de surcroît à promouvoir l'aéronautique en Martinique, et constituera indéniablement un moteur économique ouvert vers les îles de la Caraïbe, dans une région à redynamiser.

Assurer le maillage numérique du territoire

Compte-tenu de l'effet d'entraînement induit par l'essor des technologies de l'information et de la communication en termes de gains de productivité directs (temps de transmission de l'information) et indirects (réorganisation du travail et des processus) sur l'ensemble des activités économiques, le déploiement du très-haut débit (THD) constitue une priorité économique pour la Martinique.

Le THD offre non seulement des perspectives d'amélioration de la productivité mais aussi un changement de paradigme entrepreneurial qui peut transformer les faiblesses structurelles du territoire (éloignement géographique) en avantages économiques pour nos entreprises (proximité des fuseaux horaires des États-Unis par exemple). En lançant le programme France Très Haut Débit décliné au niveau local par le Réseau d'Initiative Publique (RIP) de la collectivité territoriale, l'État et les collectivités offriront au territoire la possibilité de développer de nouveaux usages et services numériques, porteurs de croissance et d'emploi. Ce programme vise à achever la couverture de l'ensemble du territoire, qui ne serait pas déjà assurée par l'initiative privée.

Une des priorités du déploiement du THD sera de doter tous les établissements scolaires d'outils numériques. Les schémas directeurs d'informatisation des lycées et collèges définiront en complément la stratégie des collectivités relative à la maintenance informatique de ces établissements.

Valorisé dans le contrat de convergence et de transformation, le grand projet européen de déploiement du THD est financé à hauteur de 55 M€ par le PIA/FSN, 18,5 M€ par la CTM et 34,5 M€ par les fonds européens.

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
3 M€	8 M€

Objectif 4 : Dynamiser les ZAE et les centres-bourgs

Réhabiliter les ZAE

Les zones d'activité économique sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique d'activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire. Il s'agira dans un premier temps de compléter l'étude diagnostic déjà réalisée sur les ZAE publiques avec une approche privée. Cette actualisation, et en fonction des grandes filières à structurer ou à restructurer, devrait se décliner en un plan d'action de requalification assorti d'un plan de déplacement inter-entreprises. Cette démarche de réhabilitation permettra ainsi de proposer une offre attractive d'implantation aux entreprises tout en évitant la poursuite du processus d'artificialisation des sols généré par la création de nouvelles ZAE.

La répartition entre les 3 EPCI du montant contractualisé EPCI est indicative à ce stade, les montants par EPCI seront déterminés au fur et à mesure des projets retenus.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
2,5 M€	3 M€	2,5 M€

Accompagner l'aménagement durable dans les territoires

En dépit de la déprise démographique constatée ces dernières années, l'urbanisation de la Martinique reste marquée par une logique de diffusion urbaine, à travers l'extension des agglomérations d'une part et la poursuite des dynamiques de périurbanisation d'autre part. Dans le même temps, le vieillissement de la population, conjugués à une déprise marquée au Nord, une tendance à la métropolisation sur le centre et un mouvement de desserrement des ménages génère des besoins nouveaux en termes d'habitat, de services, de lieux de partage et de cohésion sociale.

L'aménagement durable de la Martinique passe par une reconquête de ses centres-villes et ses centres-bourgs. Cet objectif sera favorisé à travers trois priorités : il s'agira, en premier lieu,

d'accompagner l'ingénierie urbaine des communes engagées dans des projets globaux de revitalisation de leurs centres-villes, dans le cadre du programme national action cœur de ville ou dans d'autres dispositifs ; il s'agira, ensuite, à travers la mobilisation du fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU), de favoriser le recyclage foncier et les opérations préalables à la production de logements sociaux ; il s'agira, enfin, d'accompagner les projets d'aménagement et d'équipements publics des collectivités.

Ces projets de territoire seront menés en cohérence avec les actions de la politique de la ville conduites dans le cadre des contrats de ville et en lien avec le volet « Politique de la ville » des programmes européens (PO FEDER/FSE de la CTM et PO FSE de l'État).

Le soutien à des projets d'aménagement des centres bourgs devra s'inscrire en cohérence avec les prochaines orientations gouvernementales relatives à un programme en faveur de la revitalisation des centres des petites villes exerçant des fonctions de centralité qui sera piloté par l'ANCT.

Lors de la programmation des crédits et la sélection des projets, il conviendra de tenir compte des enjeux d'articulation entre le FNADT (BOP 112) et les dotations d'équipements des collectivités (DSIL et DETR).

Participation des signataires	
État	Collectivité territoriale de Martinique
1,51 M€	6,61 M€

Objectif 5 : Assurer la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement

Plan Eau DOM

Comme indiqué dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique, la diminution de l'impact des pollutions urbaines sur les milieux aquatiques passe par la poursuite de la mise aux normes de l'assainissement collectif (45 % du réseau), et par une action innovante en matière de mise aux normes de l'assainissement autonome (55 % du réseau).

L'assainissement collectif a bénéficié d'efforts importants de mises aux normes dans le cadre du précédent contrat, permettant de répondre pour partie aux risques les plus importants de contentieux européens au titre de l'application de la directive sur les eaux résiduaires urbaines. Toutefois, la conformité en matière d'équipements, et en particulier de raccordements, demeure, elle, insuffisante et nécessite des investissements importants, tant pour l'entretien des réseaux que pour le renouvellement des ouvrages.

S'agissant de l'eau potable, la priorité reste l'amélioration du rendement du réseau actuellement de 68% en moyenne. Toutefois, les prélèvements étant dépendants à 94 % des eaux superficielles, il faudra augmenter la part prélevée sur les eaux souterraines, pour s'affranchir en partie des risques

liés au carême, et avancer la réflexion sur la création d'une retenue et sur l'amélioration des transferts en eau.

Suite aux recommandations du Comité Interministériel de Modernisation de l'Action Publique et à l'Évaluation de la Politique de l'Eau et suite à un rapport sur les services publics d'eau et d'assainissement dans les DOM, diligenté par les Ministres de l'environnement et des outre-mer à une mission d'inspection, un plan d'actions a été mis en place pour accompagner, sur dix ans les collectivités d'outre-mer compétentes en matière d'eau potable et assainissement, le « Plan Eau DOM ». Pour la Martinique, un document stratégique, rédigé en collaboration avec les collectivités en charge de l'eau potable et de l'assainissement et l'Office de l'Eau de Martinique, le Contrat d'objectifs, a été approuvé le 14 décembre 2016 lors de la première conférence régionale des acteurs de l'eau.

L'intervention de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) en Martinique à hauteur de 6,4 M€, pourra être portée à un montant maximal de 10 M€ en cas de besoin d'interventions complémentaires. Ces interventions devront être inscrites dans le cadre du Plan Eau DOM et donc découler de la mise en œuvre d'une démarche de Contrat de progrès.

Les demandes exprimées au titre du plan Eau DOM seront acceptées après une instruction technique destinée à vérifier la viabilité technique des projets et suite à leur examen par les instances de décision respectives, selon les modalités en vigueur propres à l'AFB, et notamment en conformité avec son programme d'interventions.

Les montants mentionnés pour l'Agence française pour la biodiversité (AFB) sont inscrits, sous réserve des budgets votés par son Conseil d'administration et par celui du futur Office français de la biodiversité.

Outil de gouvernance de l'eau et de l'assainissement

Le plan Eau Dom s'accompagnera de la définition ou de la réactualisation d'outils de gouvernance de l'eau et de l'assainissement notamment la réalisation d'une étude de faisabilité des solutions adaptées pour mettre en place une gouvernance unique en matière de production et d'adduction d'eau potable et la mise en place d'un observatoire des coûts d'investissement et d'exploitation des réseaux d'eau et d'assainissement.

Participation des signataires		
État	Collectivité territoriale de Martinique	EPCI
6,48 M€	15,05 M€	12,24 M€

MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU CONTRAT

I - MISE EN ŒUVRE DU CCT

Pour l'État, au sein du SGAR, il est nommé un référent CCT, responsable de l'organisation de la mise en œuvre et du suivi du contrat de convergence et de transformation, chargé de l'animation et de la coordination des services des partenaires impliqués dans la gestion. Il sera le correspondant CCT du Ministère des Outre-mer et du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires.

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique et les 3 EPCI, un référent CCT sera également désigné.

Les signataires conviennent que des avenants au contrat de convergence et de transformation pourront être signés afin d'en adapter en tant que de besoin le contenu, le financement et les objectifs, de façon en particulier à ajuster si nécessaire la programmation du contrat sur les années 2021-2022, compte tenu des évolutions des PO post 2020. Ces révisions s'appuieront notamment sur les bilans d'exécution et sur les évaluations réalisées.

Gouvernance du contrat

Le Préfet et le Président du Conseil exécutif de Martinique mettent en place les instances de pilotage ainsi que des comités de programmation du CCT.

Le comité de suivi

Le Comité de Suivi du Contrat (CSC) est co-présidé par le Préfet et le Président du Conseil exécutif de Martinique. Il est composé d'élus, de représentants du monde socio-économique et de représentants des services des signataires dont les EPCI. Il pourra être élargi à des experts ou à des personnalités qualifiées. Il se réunit au moins une fois par an pour veiller à l'avancement du contrat et sera systématiquement consulté avant toute modification du contenu ou des conditions de mise en œuvre du contrat. Il valide le bilan annuel de l'exécution du contrat et veille à l'organisation de l'évaluation du CCT.

Les référents CCT de l'État et de la CTM sont en charge de la préparation du CSC. Pour faciliter la bonne articulation avec les fonds européens, le CSC et le Comité de Suivi Inter-fonds (CSI) pourront s'enchaîner.

Le comité de programmation

Le Comité de Programmation du Contrat (CPC) est co-présidé par le Préfet et le Président du Conseil exécutif de Martinique (ou leurs représentants). Il regroupe les services instructeurs tant de l'État que de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il se réunit au moins une fois par trimestre, en fonction des dossiers, pour la programmation des opérations du CCT. Le CPC peut être consulté exceptionnellement par écrit. L'ordre du jour est communiqué à l'ensemble des partenaires 15 jours avant la date du comité de programmation. Un état d'avancement du contrat est communiqué à chaque réunion du comité.

Les référents CCT de l'État et de la CTM sont en charge de la préparation du CPC.

Les dossiers présentés en CPC font l'objet au préalable d'une instruction par les services concernés, en fonction de la nature de l'opération ou de l'origine des crédits mobilisés. Les services instructeurs

sont également responsables du suivi financier des objectifs et sous-objectifs du contrat qui leur incombent et des saisies dans le Système d'information du CCT.

Le CPC pourra proposer la déprogrammation des opérations n'ayant fait l'objet d'aucun début d'exécution dans les 18 mois qui suivent la décision d'attribution de subvention.

Le comité technique

Le Comité Technique du Contrat (CTC) est co-présidé par un(e) représentant(e) du Préfet et un(e) représentant(e) du Président du Conseil exécutif de Martinique. Les référents CCT de l'État et de la CTM sont en charge de la préparation du CTC.

Il regroupe les services instructeurs tant de l'État que de la Collectivité Territoriale de Martinique, ainsi que d'autres services de l'État comme la DRFIP. Il vise à préparer le CPC en émettant pour chaque dossier présenté un avis favorable, réservé ou défavorable ou bien en ajournant le dossier pour une présentation ultérieure, sur la base des éléments présentés par le service instructeur.

Il se réunit systématiquement avant tout CPC. L'ordre du jour est communiqué à l'ensemble des partenaires 15 jours avant la date du comité technique.

L'engagement financier est assuré par les services gestionnaires de crédits. Les mandatements sont effectués par les gestionnaires de crédits au vu des certifications de service fait, effectuées par les services instructeurs

II - MODALITES DE SUIVI DU CCT

Outils de suivi des crédits contractualisés

Il s'agit de mesurer le taux d'exécution des financements de l'État, de la Collectivité Territoriale de Martinique et des EPCI ainsi que le niveau d'avancement des opérations. Le Préfet s'assure de l'implication régulière de l'ensemble des services et partenaires concernés par la bonne mise à jour des données, afin que les états fournis soient représentatifs de l'activité assurée par les différents services.

Bilan d'exécution annuel

Chaque année, un bilan quantitatif et qualitatif d'exécution du contrat de convergence et de transformation sera réalisé et partagé par l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du CSC, avec l'appui des EPCI pour les opérations qu'ils financent. Ce bilan de l'année N, réalisé l'année N+1, devra être transmis à la DGOM et au CGET avant le 30 juin de l'année N+1.

Ce bilan est alimenté par les informations transmises par les services instructeurs et par les éventuels comités de suivi thématiques qui seraient mis en place. Il doit analyser les résultats du bilan financier décliné par volet, objectif, sous-objectif ainsi que par BOP et présenter, sur le plan qualitatif, l'avancement des principales opérations du CCT.

Le bilan d'exécution annuel ne traite pas uniquement des crédits contractualisés, mais permet de rendre compte des engagements des autres financeurs et de l'avancement des crédits valorisés.

Éco-conditionnalité

Le principe d'éco-conditionnalité est un élément transversal d'appréciation de l'ensemble des projets du CCT. Il vise à accompagner la prise en compte de la dimension environnementale tant dans la sélection que dans la conception et la mise en œuvre des projets.

Des critères d'éco-conditionnalité ont ainsi été identifiés pour prévenir et diminuer les incidences environnementales prévisibles. Ces critères font partie des éléments d'appréciation des opérations qui seront retenues et mises en œuvre dans le cadre du contrat. L'annexe Eco-conditionnalité du CCT précise les critères d'éligibilité et de classification retenus pour la prise en compte des questions environnementales. Le service instructeur peut solliciter l'avis de la DEAL et/ou de l'ADEME quant à la prise en compte de ces critères par le porteur de projet.

Évaluation

L'évaluation du contrat portera sur la contribution des projets financés à l'atteinte des objectifs de réduction des écarts de développement avec l'Hexagone, en référence aux indicateurs fixés dans le plan de convergence et de transformation. Elle devra prendre en compte les 17 objectifs de développement durable, et plus particulièrement les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap et l'approche intégrée de l'égalité femmes-hommes (actions transversales et spécifiques) qui constituent également des principes horizontaux de mise en œuvre des fonds européens structurels et d'investissement.

L'État et la Collectivité Territoriale de Martinique définiront conjointement le champ de l'évaluation qui pourra porter sur un ou plusieurs volets thématiques, sur l'ensemble du contrat ou sur un thème transversal. Dans l'évaluation du contrat, l'éco-conditionnalité et ses effets observés pourront par ailleurs être pris en compte. Une évaluation commune avec celle des programmes européens pourra être retenue.

Il s'agira de s'appuyer sur le suivi régulier de l'exécution des programmes afin d'identifier les difficultés potentielles et effectives de mise en œuvre. L'évaluation du contexte et l'appréciation de la pertinence et de la plus-value du contrat par rapport à un environnement évolutif s'avéreront déterminantes pour une éventuelle révision ainsi que pour la préparation d'une nouvelle génération de contrat.

Le pilotage de l'évaluation du contrat sera assuré par le comité de suivi du contrat qui validera le plan prévisionnel d'évaluation en s'appuyant sur les orientations nationales et les objectifs locaux. Ce comité s'appuiera sur un responsable identifié au sein des services du SGAR en charge de la gestion opérationnelle des évaluations, en lien avec son homologue de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le financement de l'évaluation par l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique se fera à parité sur la durée du contrat.

REFERENTIEL D'ECO-CONDITIONNALITE

Utilisation des critères d'éco-conditionnalité

L'éco-conditionnalité est un dispositif global fixant les conditions d'éligibilité d'un projet au CCT mais aussi permettant de sélectionner préférentiellement les meilleurs projets du point de vue écologique ou de développement durable. Il permet donc soit de limiter voir d'éviter les incidences potentiellement négatives lorsque celles-ci sont contrastées ou incertaines, soit de maximiser les effets positifs. Les critères ci-après visent donc à améliorer la qualité des projets financés sur le plan du développement durable, mais également à faire réaliser des économies de fonctionnement par les maîtres d'ouvrage grâce à une meilleure conception de leurs projets (notion de coût global). L'éco-conditionnalité permet une première prise de conscience de l'éco-responsabilité chez des bénéficiaires de subventions attribuées via le CCT.

A noter que tout projet financé ou toute activité aidée au titre du CCT devra nécessairement respecter les réglementations applicables, notamment environnementales et ne saurait être en deçà des obligations réglementaires mêmes si celles-ci ne sont pas indiquées dans la grille d'éco-conditionnalité ci-après. Par ailleurs, les porteurs sont invités à préciser dans leur dossier, la compatibilité de leur projet avec les documents d'aménagement du territoire.

Les critères d'éco-conditionnalité sont de deux niveaux :

Niveau 1 - Éligibilité : Ces critères seront utilisés pour juger de l'éligibilité d'un projet au CCT et donc pour l'exclure s'il ne répond pas aux critères. Ces critères sont des conditions liées soit à l'environnement physique ou stratégique du projet (en zone PPA...), soit à l'atteinte d'une performance environnementale (gain en émissions de particules...), soit encore à l'utilisation d'une démarche d'étude spécifique (étude de la densité optimale...). Les critères d'éligibilité intégrés dans la grille d'éco-conditionnalité ci-après sont issus d'une réflexion nationale permettant de garantir une règle commune applicable à tous les territoires.

À noter cependant que pour les dispositifs d'aides éco-conditionnées intégrés au CCT, comme ceux de l'ADEME ou de différents appels à projets (PIA...), il conviendra d'utiliser les règlements d'éligibilité qui leur sont propres. Par ailleurs, pour les projets du volet d'aménagement urbain durable, il est demandé au porteur de projet d'intégrer dans sa démarche une réflexion sur les objectifs de développement durable, tels que définis par l'article L110.1-III du code de l'environnement, en relation avec la démarche intégrée recherchée (ce critère est rappelé dans la grille ci-après).

De plus l'inscription des projets présentés dans les démarches et les stratégies favorisant la transition énergétique et environnementale, et portées par la collectivité territoriale de Martinique et les EPCI permettra de les rendre éligibles au CCT.

Niveau 2 - Classification/dosage : Ces critères seront utilisés pour sélectionner préférentiellement les meilleurs projets du point de vue écologique ou de développement durable parmi les projets éligibles, ou pour majorer/minorer le taux d'aide selon les performances du projet et inciter ainsi à optimiser sa conception et sa réalisation.

En complément des critères de classification spécifiques à chacune des thématiques, et détaillés dans la grille ci-après, les porteurs sont invités à valoriser dans leur dossier les efforts ou contributions de leur projet au regard des critères transversaux suivants :

- ⑩ maîtrise foncière de l'emprise des projets ;
- ⑩ intégration paysagère dans l'environnement ;

- ⑩ prévention du risque inondation (notamment gestion des eaux pluviales) ;
- ⑩ gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau ;
- ⑩ performance et valorisation énergétique ;
- ⑩ adaptation au changement climatique ;
- ⑩ réduction, gestion et valorisation des déchets.

Par ailleurs, les porteurs de projet sont invités à s'appuyer sur les différents labels, certifications et normes définies au niveau du territoire, pour justifier de l'engagement de leur projet dans une démarche écoresponsable, respectueuse des milieux et de la biodiversité. Enfin les éco-conditionnalités définies dans le cadre des programmes opérationnels des fonds européens pourront se substituer aux critères détaillés ci-après, d'autant plus que le CCT intervient dans la plupart des cas en contrepartie des fonds structurels.

De manière opérationnelle, les appels à projet régionaux émis dans le cadre du CCT devront faire référence aux critères d'éco-conditionnalité du présent document. Il conviendra par ailleurs que chaque porteur de projet ou d'activité aidés au titre du CCT renseigne au mieux ces critères et afin de permettre d'en suivre l'application.

REFERENTIEL D'ECO-CONDITIONNALITE

Critères d'éco-conditionnalité

Axe	Objectifs	Critères d'éligibilité	Critères de classification
1- FAVORISER LE BIEN ETRE ET L'ÉPANOUISSEMENT	Objectif 1 : Améliorer l'intégration sociale et professionnelle des jeunes	<p>Attention particulière portée à la transition écologique ou à l'économie verte et l'économie sociale et solidaire dans le projet soutenu</p> <p>Prise en compte des métiers porteurs de la transition écologique et énergétique, ou ceux de l'économie sociale et solidaire</p> <p>Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques et thermiques.</p> <p>Desserte (existante ou programmée) du site par des transports en commun performants depuis les gares routières ou maritimes de proximité, ainsi que l'encouragement au développement des mobilités douces.</p>	<p>Articulation des services publics de l'orientation avec des dispositifs territoriaux de développement des filières et métiers de l'économie verte</p> <p>Existence d'actions spécifiques d'orientation de publics jeunes ou éloignés de l'emploi vers les filières et métiers de l'économie verte</p> <p>Existence de dispositifs spécifiques d'information et d'accompagnement des publics (salariés, jeunes) et des entreprises aux enjeux et compétences de la TEE</p> <p>Création de bâtiments à énergie positive et/ou production d'énergies renouvelables.</p> <p>Organisation performante de la mobilité autour du projet et/ou offre de services numériques limitant les déplacements.</p> <p>Recyclage des matériaux évacués et/ou utilisation de matériaux recyclés et/ou locaux.</p>
	Objectif 2 : Améliorer l'accès aux soins et à la prise en charge médico-sociale	<p>Raccordement à une source d'énergie renouvelable pouvant alimenter partiellement la structure ou les installations connexes</p> <p>Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques et thermiques.</p>	<p>Soin apporté aux aspects environnementaux et énergétiques et démarche intégrée</p>
	Objectif 3 : Favoriser l'accès à la culture et au sport	<p>Raccordement à une source d'énergie renouvelable ou d'alimentation en eaux de pluie pouvant alimenter partiellement la structure ou les installations connexes</p> <p>Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques, thermiques et d'économie d'eau.</p>	<p>Soin apporté aux aspects environnementaux et énergétiques et démarche intégrée</p>

	Objectif 4 : Favoriser l'accès au logement		Organisation performante de la mobilité autour du projet et/ou offre de services numériques limitant les déplacements.
2. INVESTIR DANS LES FILIERES PORTEUSES	Objectif 1 : Créer un écosystème favorable à la structuration des filières	<p>Volet de valorisation et de mutualisation des ressources et des synergies locales dans le projet</p> <p>Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques et thermiques ou d'une protection des milieux ou de la biodiversité.</p> <p>Attention particulière portée à la transition écologique ou à l'économie verte et l'économie sociale et solidaire dans le projet soutenu</p>	<p>Soutien aux filières économiques « vertes »</p> <p>Prise en compte des enjeux du développement durable dans le déroulement du projet (achat public durable, analyse en cycle de vie...)</p> <p>Travail particulier sur la qualité de l'air intérieur ou performance en matière de qualité de l'air rejeté par les installations</p> <p>Articulation des services publics de l'orientation avec des dispositifs territoriaux de développement des filières et métiers de l'économie verte.</p> <p>Existence d'actions spécifiques d'orientation de publics jeunes ou éloignés de l'emploi vers les filières et métiers de l'économie verte.</p> <p>Existence de dispositifs spécifiques d'information et d'accompagnement des publics (salariés, jeunes) et des entreprises aux enjeux et compétences de la TEE</p>
	Objectif 3 : Se tourner vers la mer	<p>Engagement du porteur de projet sur l'introduction de spécifications techniques, critères d'attribution et suivi de performance environnementale dans les pièces de marché de travaux (évitement et réduction des impacts sur les milieux, la biodiversité, la ressource en eau et la qualité de l'air, recyclage des matériaux évacués et utilisation de matériaux recyclés, organisation du chantier, proximité des fournisseurs).</p> <p>Engagement du porteur de projet sur l'introduction de clauses sociales adaptées dans les marchés.</p> <p>Recensement des améliorations environnementales et énergétiques, ou relevant de l'intermodalité et envisageables à l'occasion du</p>	<p>Qualité environnementale de la conception du projet</p> <p>Prise en compte des modes de gestion des investissements réalisés dans le projet</p>

	projet.	
Objectif 4 : S'engager dans le tourisme durable	<p>Volet de valorisation et de mutualisation des ressources et des synergies locales dans le projet</p> <p>Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques et thermiques ou d'une protection des milieux ou de la biodiversité.</p> <p>Attention particulière portée à la transition écologique ou à l'économie verte et l'économie sociale et solidaire dans le projet soutenu</p>	<p>Articulation des services publics de l'orientation avec des dispositifs territoriaux de développement des filières et métiers de l'économie verte.</p> <p>Existence d'actions spécifiques d'orientation de publics jeunes ou éloignés de l'emploi vers les filières et métiers de l'économie verte.</p>
Objectif 5 : Développer le potentiel énergétique	<p>Articulation avec le PRSE.</p> <p>Localisation du projet en zone PPA et évaluation ex-ante montrant un gain du point de vue des émissions de particules et ou NOx, pour les projets liés à l'amélioration de la qualité de l'air</p> <p>Prise en compte des critères spécifiques ADEME et PIA le cas échéant, pour les projets liés aux énergies renouvelables.</p> <p>Articulation avec les PRIS pour les projets liés à l'efficacité énergétique des bâtiments</p>	<p>Réalisation d'une étude par un prestataire.</p> <p>Performance énergétique visée.</p> <p>Labellisation environnementale.</p>
Objectif 6 : Systématiser le numérique	<p>Intégration dans la démarche d'étude d'une réflexion sur le développement durable.</p> <p>Démarche de conception du projet intégrant une concertation large</p> <p>Prise en compte approfondie de la sensibilité aux ondes électromagnétiques</p>	<p>Prise en compte des enjeux du développement durable dans le déroulement du projet (achat public durable, analyse en cycle de vie, ...).</p> <p>Respect de clauses sociales d'insertion.</p>
Objectif 7 : Dynamiser la filière BTP		
Objectif 8 : Valoriser et protéger la biodiversité	<p>Inscription dans les stratégies régionales (SRCE, SRCAE, SDAGE, PAMM).</p> <p>Mise en œuvre des plans de gestion d'espaces protégés ou des PNA ou des Conservatoires, le cas échéant.</p>	<p>Convergence avec la politique de biodiversité et de développement de l'économie verte</p> <p>Traitement des points noirs discontinuités identifiés par les SRCE.</p> <p>Grande attention portée sur le</p>

			choix des espèces introduites dans les milieux (lutte contre les espèces exotiques envahissantes)
	Objectif 9 : Développer l'économie circulaire	Diagnostic d'économie circulaire	<p>Volet gestion des biodéchets performant</p> <p>Valorisation énergétique et agricole des déchets en accord avec les objectifs du SRCAE et des PCET</p> <p>Convergence avec les politiques biodiversité, risques, changement climatique et de développement de l'économie verte.</p> <p>Valorisation des boues issues d'épuration des eaux usées et traitement des eaux potables</p>
	Objectif 10 : Valoriser les sargasses	Diagnostic d'économie circulaire	<p>Valorisation énergétique et agricole des déchets en accord avec les objectifs du SRCAE et des PCET</p> <p>Convergence avec les politiques biodiversité, risques, changement climatique et de développement de l'économie verte.</p>
3. ATTRACTIVITE ET ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE	Objectif 1 : Augmenter la résilience face aux risques naturels	<p>Compatibilité avec les objectifs du Plan Séisme Antilles, pour les projets liés au risque sismique</p> <p>Compatibilité avec les plans de gestion et stratégies locales (PGRI, SLGRI, SDAGE) et labels PAPI ou PSR, pour les projets liés au risque inondation</p>	<p>Priorité à la réduction de la vulnérabilité des bâtiments et infrastructures de gestion de crise, établissements scolaires publics, logements sociaux</p> <p>Efficience du projet, notamment coût optimal, au regard de la réduction du risque pour les personnes (la possibilité de renforcement parasismique des structures, par rapport à une démolition-reconstruction, doit être, sauf exception technique ou économique, privilégiée).</p>
	Objectif 2 : Renforcer la lutte contre les trafics et prévenir la délinquance		
	Objectif 3 : Améliorer	Intégration dans la démarche	Prise en compte des enjeux

l'accessibilité du territoire	<p>d'étude d'une réflexion sur le développement durable.</p> <p>Démarche de conception du projet intégrant une concertation large</p> <p>Prise en compte approfondie de la sensibilité aux ondes électromagnétiques</p>	<p>du développement durable dans le déroulement du projet (achat public durable, analyse en cycle de vie, ...).</p> <p>Respect de clauses sociales d'insertion.</p>
Objectif 4 : Dynamiser les ZAE et les centres-bourgs	<p>Engagement du porteur de projet à intégrer dans la conduite du projet, quel que soit son stade d'avancement, une démarche d'amélioration visant à intégrer les objectifs de développement durable, définis par l'article L 110.1-III du code de l'environnement.</p> <p>Critères des grilles thématiques correspondant à la nature du projet ou aux dispositifs nationaux dont il relève (ex : contrats de ville)</p>	<p>Existence d'une démarche de projet territorial de développement durable ou A21 sur le territoire de projet ou prise en compte des objectifs des documents de planification stratégique (SRCAE, PPA, SRADDT...).</p> <p>Qualités de la conception du projet : soin apporté aux aspects environnementaux et énergétiques, démarche intégrée (zones côtière, zone urbaine...).</p> <p>Application des principes ERC (éviter, réduire, compenser) dans l'élaboration des projets.</p>
Objectif 5 : Assurer la mise aux normes des réseaux d'eau et d'assainissement	<p>Compatibilité avec le SDAGE, le SDAEP et le SDAEU.</p>	<p>Rappel des exigences du SDAGE :</p> <p>Pour l'assainissement :</p> <p>A) Station d'épuration : mise en conformité à la directive ERU et/ou directive cadre sur l'eau ou réseau de transfert vers une autre station d'épuration conforme visant à supprimer une station non conforme</p> <p>B) Station d'épuration/poste : sécurisation électrique des ouvrages en cas de coupure ou défaillance électrique</p> <p>C) Extension de réseaux de collecte et des raccordements dans les secteurs où les stations d'épuration sont conformes et en sous charges</p> <p>D) Mise en place de filières de traitement des sous produits de l'assainissement</p> <p>Pour l'eau potable :</p> <p>A) Amélioration des rendements de réseaux</p> <p>B) Développement de</p>

			<p>ressources alternatives aux eaux de surfaces et de nouvelles ressources (eau souterraine, bassins réservoirs...)</p> <p>C)Sécurisation des infrastructures de production et de distribution de l'eau potable en matière d'énergie</p>
--	--	--	--

REFERENTIEL D'ECO-CONDITIONNALITE

Grille de conformité aux critères d'éco-conditionnalité

Afin de pouvoir analyser les engagements de porteurs de projet vis-à-vis de la protection de l'environnement pour un développement durable du territoire, une grille de respect des critères d'éco-conditionnalité devra être systématiquement jointe au dossier de demande d'aide au titre du CCT.

Ci-dessous un exemple de grille de conformité pour un projet lié à l'enseignement supérieur :

Grille de conformité aux critères d'éco-conditionnalité

Critère concerné	Engagement/Justification du porteur
Critère d'éligibilité 1 : Recherche d'une amélioration significative des performances énergétiques et thermiques.	
Critère d'éligibilité 2 : Desserte (existante ou programmée) du site par des transports en commun performants depuis les gares routières ou maritimes de proximité, ainsi que l'encouragement au développement des mobilités douces.	
Critère de classification 1 : Création de bâtiments à énergie positive et/ou production d'énergies renouvelables.	
Critère de classification 2 : Organisation performante de la mobilité autour du projet et/ou offre de services numériques limitant les déplacements.	
Critère de classification 3 : Recyclage des matériaux évacués et/ou utilisation de matériaux recyclés et/ou locaux.	
Critère transversal 1 : maîtrise foncière de l'emprise des projets	
Critère transversal 2 : intégration paysagère dans l'environnement	
Critère transversal 3 : prévention du risque inondation (notamment gestion des eaux pluviales)	

Critère transversal 4 : gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau	
Critère transversal 5 : performance et valorisation énergétique	
Critère transversal 6 : adaptation au changement climatique	
Critère transversal 7 : réduction, gestion et valorisation des déchets	
Compatibilité du projet avec les documents d'aménagement du territoire	
Principales conclusions de l'évaluation environnementale du projet si celle-ci a été réalisée	

ANNEXES

1 - Maquette financière

2 - Fiches Projets

3 - Projets Assises proposés au CIOM – volets agriculture alimentation et pêche aquaculture

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Juillet 2019 -

133

Contrat de convergence et de transformation Martinique 2019-2022
Maquette financière
Format Assises OM
VF du 27 juin 2019

							Crédits contractualisés					Crédits valorisés										
							Etat (programmes LOLF, opérateurs ou agences)		CTM	EPCI		Etat				CTM	EPCI		Autres partenaires		Fonds européens	
Libellé de l'opération	Correspondance maquette nationale	Référent Etat	Maître d'ouvrage	N° Projet Assises ou C pour projet CPER ou N pour nouveau projet	Localisation (CACEM, CAP NORD, CAESM, MQUE)	Montant total	Programme, opérateur ou agence concernés (à titre indicatif)	Montant	Montant	EPCI concerné	Montant	Programme, opérateur national ou agence nationale concernés (à titre indicatif)	Programme, opérateur déconcentré ou agence déconcentrée concernés (à titre indicatif)	(crédits nationaux)	(crédits déconcentrés)	Montant	EPCI concerné	Montant	Autre partenaire concerné	Montant	Programmes régionaux	Programmes nationaux
1- FAVORISER LE BIEN ÊTRE ET L'ÉPANOUISSEMENT						303 272 172		96 463 455	148 714 020		3 297 801			6 922 455	6 090 008	8 363 029		374 000		9 925 885	21 121 519	0
Objectif 1 : Améliorer l'intégration sociale et professionnelle des jeunes						215 324 495		82 395 455	119 775 211		0			3 523 836	0	6 313 029		280 000		1 215 250	1 821 714	0
Sous-objectif 1 : Moderniser les infrastructures d'enseignement	1.3.6 / 4.1					37 371 386		10 917 000	22 300 836		0			2 581 836	0	0		0		350 000	1 221 714	0
Opération 1 : Pôle universitaire de santé		RECTORAT	RECTORAT – CTM	C	CACEM	18 036 000	P 150	2 000 000	12 519 000													
							P 123	3 517 000														
Opération 2 : Université 2.0 ex projet CPER « Réhabilitation du campus de l'ESPE et du campus de de Schoelcher »		RECTORAT	RECTORAT/UA	C	CACEM	6 500 000	P 150	2 600 000	3 500 000													
							P 123	400 000														
Opération 3 : Internat de la réussite		RECTORAT	CTM	INVEST 4	CAP NORD	9 700 000	P 123	2 000 000	5 700 000			ANRU (PIA)		2 000 000								
Opération 4 : Carbet des sciences		DRRT	CTM	4.4.3	CACEM	3 135 386	P 123	400 000	581 836			ANRU		581 836					ADEME	350 000	1 221 714	
Sous-objectif 2 : Investir dans les compétences	5.3					163 094 080		69 070 080	94 024 000		0			0	0	0		0		0	0	0
Opération 1 : Opérations PIC			CTM	N	MQUE	163 094 080	P 103 (PIC)	69 070 080	94 024 000													
Sous-objectif 3 : Soutenir les organismes d'accompagnement	5.3					9 303 029		1 495 000	1 495 000		0			0	0	6 313 029		0		0	0	0
Opération 1 : Soutien action CARIF		DIECCTE	AGEFMA	C	MQUE	3 815 280	P 103 (HORS PIC)	680 000								2 455 280						
Opération 2 : Soutien des CRIS VAE		DIECCTE	AGEFMA	C	MQUE	2 082 327	P 103 (HORS PIC)	225 000	225 000							1 632 327						
Opération 3 : Soutien OREF		DIECCTE	AGEFMA	C	MQUE	3 165 422	P 103 (HORS PIC)	470 000	470 000							2 225 422						
Opération 4 : Centre ressources illettrisme		DIECCTE	AGEFMA	C	MQUE	240 000	P 103 (HORS PIC)	120 000	120 000													
Sous-objectif 4 : Soutenir les initiatives « jeunesse »	5.3					5 556 000		913 375	1 955 375		0			942 000	0	0	#VALEUR!	280 000		865 250	600 000	0
Opération 1 : Réseau pouce-pouce – plateforme de mobilité inclusive		DJSCS	Multiplés	4.3.2	CACEM	950 000	P 123	250 000	250 000										autofinancement et autres	450 000		
Opération 2 : Plateforme numérique d'information des jeunes		DJSCS	Asso Les Luminas	4.3.9	MQUE	442 000	P 123	180 000	180 000										autofinancement et autres	82 000		
Opération 3 : Soutien initiative des jeunes (PIJ)		DIECCTE	DIECCTE	1.1.3	MQUE	1 484 000			742 000			BOP 103 central (ASP)		742 000								
Opération 4 : Jeunes innovants repreneurs		DIECCTE	DIECCTE	1.1.3	MQUE	680 000			200 000			BOP 103 central (ASP)		200 000			CACEM	280 000				
Opération 5 : Identification, structuration et valorisation des organisations jeunesse		DJSCS	CDJ	4.3.13	MQUE	1 200 000	P 123	483 375	483 375											233 250		
Opération 6 : Bourse pour l'emploi		DIECCTE	Pôle Emploi	RS ; 1.1.6	MQUE	800 000			100 000										Pôle emploi	100 000	600 000	
Objectif 2 : Améliorer l'accès aux soins et à la prise en charge médico-sociale						24 587 008		1 000 000	5 060 000		0			0	6 006 008	0		40 000		5 136 000	7 345 000	0
Sous-objectif 1 : Améliorer l'accès aux soins	1.3.3					3 236 500		0	590 000		0			0	202 500	0		40 000		359 000	2 045 000	0
Opération 1 : Caribbean Cyclopedia		ARS	CTM	6.12	CACEM	2 187 500			312 500										INTERREG		1 875 000	
Opération 2 : Bus dentaire		ARS	ARS	4.1.5	MQUE	554 000			87 500				ARS	87 500					EPCI + CGSS + mutuelles	209 000	170 000	
Opération 3 : Taxi social		ARS	ARS	4.1.6	MQUE	270 000			115 000				ARS	115 000			CACEM / CAP NORD / CAESM	40 000				
Opération 4 : Prévention maladie et addictologie		ARS	CTM	N (CTM)	MQUE	225 000			75 000											150 000		
Sous-objectif 2 : Innover dans la prise en charge des personnes âgées	1.3.3					21 350 508		1 000 000	4 470 000		0			0	5 803 508	0		0		4 777 000	5 300 000	0
Opération 1 : Baluchonnage		ARS	ARS	4.2.4	MQUE	280 000			70 000				ARS			210 000						
Opération 2 : EHPAD à domicile (hors les murs)		ARS	CTM / ARS	4.2.3	MQUE	7 393 508			3 000 000				ARS		4 393 508							
Opération 3 : Réhabilitation de l'EHPAD Centre Emma Ventura du CHUM		ARS	CHUM	C	CACEM	12 677 000	P 123	1 000 000	1 000 000				ARS		1 200 000	0			CHUM et AFD	4 177 000	5 300 000	
Opération 4 : Hôpital du Carbet		ARS		C	CAP NORD	1 000 000			400 000											600 000		
Objectif 3 : Favoriser l'accès à la culture et au sport						58 300 669		12 868 000	21 368 809		3 297 801			3 186 619	0	2 050 000		0		3 574 635	11 954 805	0

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Juillet 2019 -

134

Contrat de convergence et de transformation Martinique 2019-2022
Maquette financière
Format Assises OM
VF du 27 juin 2019

		Sous-objectif 1 : Favoriser l'accès à la culture	1.3.4					32 889 669	#VALEUR!	3 868 000	12 884 309	0	3 297 801			2 786 619	0	0	0		237 635	9 815 305	0
		Infrastructures culturelles de premier plan					MQUE	23 304 470		2 598 000	9 770 069		3 297 801			965 767	0	0	0		68 040	6 584 793	0
		Opération 1 : Renovation saines ne spécifiques Lorrain, Marin, Prêcheur et celles du Domaine de Tivoli, du Parc des Floriales, du CDST et de l'Habitation Gradis	DAC	DAC	N		MQUE	800 000	P 131	150 000	650 000												
		Opération 2 : Musée des arts contemporains	DAC	CTM	N			4 183 000	P 131	183 000	4 000 000												
		Opération 3 : EMEA phases 1 et II mise en réseau des antennes	DAC	CTM	N			1 346 000	P 224	600 000	746 000												
		Opération 4 : Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) de St Pierre	DAC	ville de St Pierre				972 000						FEI		903 960				commune	68 040		
		Opération 5 : Recherche archéologique St Pierre	DAC	ville St Pierre	C		CAP NORD	80 000	P 123	15 000	65 000												
		Opération 6 : Rénovation bâtiments Gradis	DAC	CTM	C			840 000	P 119	420 000	420 000												
		Opération 7 : Centre d'interprétation de la culture amérindienne de Vivé au Lorrain – phase 1	DAC	CAPNORD	N		CAP NORD	12 983 470	P 123	450 000	3 493 069	CAP NORD	3 297 801	Fonds National de l'Archéologie Préventive		81 807						5 660 793	
		Opération 8 : Musée du père Pinchon	DAC	CTM	C		CACEM	2 100 000	P 119	780 000	396 000										924 000		
		Rénovation d'édifices patrimoniaux					CACEM	8 795 199		1 150 000	2 754 240	0			1 490 852	0	0	0		169 595	3 230 512	0	
		Opération 9 : Restauration de la cathédrale Saint-Louis de Fort de France	DAC	Fort de France	C		CACEM	1 183 652	P 175	300 000	300 000									57 380	526 272		
		Opération 10 : Restauration de la bibliothèque Schoelcher	DAC	CTM	C		CACEM	2 908 480	P 175	600 000	1 154 240										1 154 240		
		Opération 11 : Restauration du pavillon Bougenot	DAC	CTM	N		CACEM	1 000 000	P 175	150 000	300 000										550 000		
		Opération 12 : Galerie école du campus caribéen des arts	DAC	Campus caribéen des arts	N		CACEM	2 100 000	P 224	100 000	1 000 000										1 000 000		
		Opération 13 : Rénovation des ruines du Figuer	DAC	ville de St Pierre	N		CAP NORD	1 603 067						FEI		1 490 852				commune	112 215		
		Animation du territoire					MQUE	790 000		120 000	360 000	0			310 000	0	0	0		0	0	0	
		Opération 14 : Passeurs de mémoire	DAC	CTM	N (CTM)		MQUE	390 000		0	240 000			Centre National du Cinema		150 000							
		Opération 15 : Participation d'artistes locaux aux forums nationaux et internationaux	DAC	CTM				400 000	P 224	120 000	120 000			Institut Français		160 000							
		Sous-objectif 2 : Favoriser l'accès au sport	1.3.5					25 411 000		9 000 000	8 484 500	0				400 000	0	2 050 000	0		3 337 000	2 139 500	0
		Opération 1 : Création et rénovation des équipements sportifs		DJSCS	Multiplis	2.2.9, 2.2.10, 2.2.29, 2.3.6	MQUE	20 806 000	P 123-FEI	3 700 000	7 629 500									autofinancement	2 837 000	2 139 500	
		Opération 2 : Plateforme ressource sports et santé		DJSCS	DJSCS/ CTM	4.3.6	CACEM	4 605 000	P 123-FEI	800 000	855 000					400 000		2 050 000			500 000		
		Objectif 4 : Favoriser l'accès au logement						2 710 000	#VALEUR!	1 230 000	1 340 000	0				110 000	0	0		30 000	0	0	0
		Sous-objectif 1 : Favoriser l'accès au logement	1.1					2 710 000	#VALEUR!	1 230 000	1 340 000	0				110 000	0	0		30 000	0	0	0
		Opération 1 : Etude sur les besoins en logement en Martinique	DEAL	ADUAM et/ou EPFL	2.5.7		MQUE	60 000	P 123	30 000	30 000												
		Opération 2 : Mise en place d'un observatoire des loyers en Martinique	DEAL	ADIL Martinique	3.3.15		MQUE	250 000			110 000			P 135 « central » (montant à confirmer DEAL)		110 000				CACEM / CAP NORD / CAESM	30 000		
		Opération 3 : Création d'un GIP d'aide à la constitution des titres de propriété	DEAL	CTM	3.3.8		MQUE	2 400 000	P 123	1 200 000	1 200 000												
		Objectif 5 : Promouvoir l'égalité réelle Femmes-Hommes	5.1					2 350 000		970 000	1 170 000	0				102 000	84 000	0		24 000	0	0	0
		Sous-objectif 1 : Promouvoir l'égalité réelle Femmes – Hommes	1.1					2 350 000		970 000	1 170 000	0				102 000	84 000	0		24 000	0	0	0
		Opération 1 : Egalité entre les femmes et les hommes : prévention et lutte contre toutes les formes d'agissements et de violences sexistes et sexuelles; promotion de l'égalité professionnelle dans toutes ses dimensions et mise en œuvre de l'égalité salariale; diffusion de la culture de l'égalité		DRDF	DRDF, autres porteurs		MQUE	1 800 000	P 137	800 000	1 000 000												

		Opération 2 : Logement de conjoint violent		DIRCAB	ALEFPA	5.3.2	MQUE	550 000	P 123	170 000	170 000			FIPD (P 216)-SPIP	DJSCS	102 000	84 000		CACEM / CAP NORD / CAESM	24 000					
2. INVESTIR DANS LES FILIERES PORTEUSES																									
		Objectif 1 : Créer un écosystème favorable à la structuration des filières						8 326 716		2 489 680	2 791 257		120 000			214 939	0	0		0		2 237 000	473 840	0	
		Sous-objectif 1 : Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs	4.3					970 000		328 000	328 000		0			0	0	0		0		314 000	0	0	
		Opération 1 : Dispositif reprise-transmission CCIM		DIECCTE	CCIM	1.1.1, 1.1.5, 1.1.12	MQUE	570 000	P 123	228 000	228 000										CCI-CMA	114 000			
		Opération 2 : Observatoire économique CCIM		CM DEV ECO	CCIM	1.1.13; 2.1.12; 4.2.5	MQUE	400 000	P 123	100 000	100 000										CCI	200 000			
		Sous-objectif 2 : Accompagner la recherche et l'innovation	4.2					2 116 716		666 680	593 257		120 000			214 939	0	0		0		48 000	473 840	0	
		Opération 1 : Dispositif PAM'EcoEx		DRRT	PARM	2.1.8	MQUE	180 000	P 172	45 000	45 000										autofinancement	36 000	54 000		
		Opération 2 : Identifier et mobiliser les ressources biologiques du sol pour développer une agriculture plus durable		DRRT	CIRAD	N (Etat) + 6.14	MQUE	478 716	P 172	79 680	18 257			CIRAD		179 939							200 840		
		Opération 3 : Piles à Combustibles Microbiennes et Zones Humides		DRRT	A (Université des Antilles)	6.7	MQUE	193 000	P 172	64 000	59 000			Université des Antilles		35 000							35 000		
		Opération 4 : Creanov		DRRT	CACEM	C	CACEM	465 000	P 172	78 000	71 000	CACEM	120 000									12 000	184 000		
		Opération 5 : Construction du bâtiment de recherche transdisciplinaire		RECTORAT RT	Université des Antilles	N	CACEM	800 000	P 150	400 000	400 000														
		Sous-objectif 3 : Soutenir par des outils de structuration	4.3					4 200 000		975 000	1 350 000		0			0	0	0		0		1 875 000	0	0	
		Opération 1 : Soutenir la structuration de filières		CM DEV ECO	Multiples	C ; 2.1.7 ; 2.2.30	MQUE	3 000 000	P 123	750 000	750 000										autofinancement	1 500 000			
		Opération 2 : Etude de métabolisme territorial		ADEME	CTM	3.2.34.	MQUE	200 000	P 123	100 000	100 000														
		Opération 3 : Développement international des entreprises		CM DEV ECO	Multiples	C	MQUE	1 000 000	P 123	125 000	500 000										autofinancement	375 000			
		Sous-objectif 4 : Moderniser le dialogue social	5.4					1 040 000		520 000	520 000		0			0	0	0		0		0	0	0	
		Opération 1 : Laboratoire de dialogue social		DIECCTE	ARACT	DS01	MQUE	200 000	P 103 (HORS PIC)	100 000	100 000														
		Opération 2 : Modernisation du dialogue social		DIECCTE	ARACT	DS02	MQUE	200 000	P 103 (HORS PIC)	100 000	100 000														
		Opération 3 : Soutien action de l'ARACT		DIECCTE	ARACT	C	MQUE	640 000	P 103 (HORS PIC)	320 000	320 000														
		Objectif 3 : Se tourner vers la mer						70 675 000		14 790 000	16 740 000		3 820 000			3 600 000	0	0		0		12 355 000	19 370 000	0	
		Sous-objectif 1 : Mettre en place les outils de dynamisation	4.4					14 100 000		350 000	8 350 000		0			1 000 000	0	0		0		400 000	4 000 000	0	
		Opération 1 : Pôle Mer + Lycée de la mer + IEBM		DM	CTM/Rectorat/DM	2.2.28	CAP NORD	13 400 000	P 123	200 000	8 200 000			PIC + PIA		1 000 000							4 000 000		
		Opération 2 : Salon international du multicoque		DM	Cluster maritime	2.2.11	CACEM	700 000	P 123	150 000	150 000										autofinancement	400 000			
		Sous-objectif 2 : Accompagner les filières innovantes	4.4					730 000		130 000	400 000		0			200 000	0	0		0		0	0	0	
		Opération 1 : Elimination des bateaux hors d'usage (BHL)		DM	Conservatoire du littoral	2.2.25	MQUE	730 000	P 113	130 000	400 000			ODE		200 000									
		Sous-objectif 3 : Convertir les zones portuaires en zones économiques	2.1					55 845 000		14 310 000	7 990 000		3 820 000			2 400 000	0	0		0		11 955 000	15 370 000	0	
		Opération 1 : Création et modernisation d'équipements pour la plaisance (zones de mouillage, aménagement ports de plaisance)		DM	Multiples (CACEM, CAP NORD, CAESM, ville 3 îlets)	2.2.1, 2.2.2, 2.2.3, 2.2.6 et 2.2.7	MQUE	21 225 000	P 123	1 300 000	6 740 000	CACEM / CAESM / CAP NORD	3 820 000	FEI		2 400 000					autofinancement	885 000	6 080 000		
		Opération 2 : Etudes et ingénierie pour le développement du tourisme				2.2.12	MQUE	720 000	P 203	300 000	300 000										CMT/Pharo Marin/GPM	120 000			
		Opération 3 : Aménagements du Grand Port Maritime		DM	GPM	2.3.11; 2.3.12; 2.2.23; 2.2.24 + C + N	CACEM	33 900 000	P 203	12 710 000	950 000										autofinancement	10 950 000	9 290 000		
		Objectif 4 : S'engager dans le tourisme durable						54 224 285		3 197 500	21 280 227		330 000			2 650 000	475 000	0		0		4 162 717	22 128 841	0	
		Sous-objectif 1 : Convertir nos singularités en filière d'excellence	4.5					12 186 086		1 279 500	3 568 126		330 000			0	475 000	0		0		1 535 000	4 998 460	0	
		Opération 1 : Le Spiritouisme		CM DEV ECO	Multiples	2.3.4	MQUE	3 000 000	P 123	300 000	300 000										CODERUM	1 500 000	900 000		
		Opération 2 : La Cité des Goûts et des saveurs		COMM. DEV. ENT	CMA	3.3.2	CAESM	800 000	P 123	382 500	382 500										CMA	35 000			
		Opération 3 : Les Grands hommes et les grands sites		DAC	CTM	N (CTM)	MQUE	6 250 000	P 123	500 000	2 000 000												3 750 000		
		Opération 4 : Espace d'accueil de Saut Babin – Anjapa Boulton		CM DEV ECO	CAP NORD	N (CAP NORD)	CAP NORD	400 000			100 000	CAP NORD	80 000		DETR		100 000						120 000		
		Opération 5 : Création de belvédères et mise en sécurité de la route de Garamme		CM DEV ECO	CAP NORD	N (CAP NORD)	CAP NORD	550 000			275 000	CAP NORD	110 000		DETR		165 000								

annexe 1 - CCT972-maquette financière VF du 3 juiLLET 2019.ods

annexe 1 - CCT972-maquette financière VF du 3 juiLLET 2019.ods

Contrat de convergence et de transformation Martinique 2019-2022
Maquette financière
Format Assises OM
VF du 27 juin 2019

		Sous-objectif 1 : Plan Eau DOM	3.3					56 140 000		6 480 000	15 000 000		12 240 000			0	0	0		0		16 920 000	5 500 000	0
		Opération 1: Plan Eau DOM (3 contrats de progrès)		DEAL	CACEM / CAP NORD / CAESM	N (PED)	MQUE	56 140 000	AFB	6 480 000	15 000 000	CACEM / CAESM / CAP NORD	12 240 000							ODE	16 920 000	5 500 000		
		Sous-objectif 2 : Outil de gouvernance et de pilotage	3.3					580 200		0	48 000		0			0	136 000	0		0		396 200	0	0
		Opération 1 : Outils de gouvernance de l'eau et de l'assainissement		DEAL	CTM/EPCI	3.2.2 / 3.2.3 / 3.2.4 / 3.2.6	MQUE	580 200	AFB		48 000				AFB		136 000			ODE	396 200			
TOTAL								853 613 966		182 432 167	268 500 504		23 025 301			70 837 384	32 471 000	78 417 590		4 074 000		48 606 802	145 249 200	0

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juillet 2019 -

139

Contrat de convergence et de transformation Martinique 2019-2022
 Maquette financière
 Format Assises OM
 VF du 27 juin 2019

		(A)	ECART (A) – (B)		(B)	
		TOTAL des programmes du MANDAT	167 728 292	-14 703 875	TOTAL des programmes du CCT	182 432 167
Conditions de vie Outre-mer	123	123	23 333 332	-32 343	123	23 365 675
Amenagement du territoire	112	112	2 512 000	0	112	2 512 000
Culture, patrimoine	175	175-131-224	480 000	-1 723 990	175	1 050 000
					131	333 000
					224	820 000
Fonds Barriere (FPRNM)	181	181 (FPRNM)	28 873 332	0	181 (FPRNM)	28 873 332
		AFB	6 480 000	0	AFB	6 480 000
		ADEME	14 500 000	-2 400 000	ADEME	16 900 000
Paysages, eau et biodiversité	113	113-217	1 736 200	0	113	1 736 200
					217	0
Enseignement supérieur	150	150-231	5 000 000	0	150	5 000 000
					231	0
Recherche	172	172	266 680	0	172	266 680
Transports	203	203	13 010 000	0	203	13 010 000
Emploi	103	103 (HORS PIC)	1 666 668	-348 332	103 (HORS PIC)	2 015 000
Formation	103	103 (PIC)	69 070 080	0	103 (PIC)	69 070 080
Egalité femmes hommes	137	137	800 000	0	137	800 000
Sport		123-FEI (Sport)			123-FEI	4 500 000
		Agence nationale du sport			Agence nationale du sport	4 500 000
DGD « bibliothèques » (culture)	119				119	1 200 000
					Contrôle (+0)	0
Crédits valorisés						
agence régionale de santé	ARS				ARS	6 006 008
Fonds exceptionnel d'intervention	123				FEI	7 444 812
TOTAL contractualisé et valorisé						195 882 987

Contractualisé		Valorisé	Contractualisé et valorisé	
Total EPCI	23 025 301	4 074 000	27 099 301	
CACEM	3 760 000 Plan Eau 2 190 000 Plaisance 120 000 CREANOV 37 500 TIC filière et digitalisation 0 TIC – numérique au service 0 de l'action publique 1 000 000 ZAE	720 000,00 Politique de la ville 13 333,33 Taxi social 1/3 8 000,00 Logement c. violent 1/3 10 000,00 Observ loyers 1/3 2 900 000,00 Centres-bourgs 280 000,00 Jeunes innovants repreneurs		Delib 26 juin 19
Total	7 107 500	3 931 333,33	11 038 833	
CAPNORD	3 660 000 Plan Eau 1 600 000 Plaisance 4 027 801 (Culture, tourisme, TIC) 0 TIC filière et digitalisation 0 TIC – numérique au service 0 de l'action publique 1 000 000 ZAE	13 333,33 Taxi social 1/3 8 000,00 Logement c. violent 1/3 10 000,00 Observ loyers 1/3 40 000,00 Espèces envahissantes 1/2		delib du 21 mai 19
Total	10 287 801	71 333,33	10 359 134	
CAESM	4 820 000 Plan Eau 30 000 Plaisance 100 000 TIC filière et digitalisation 0 TIC - le numérique au 180 000 service de l'action publique 500 000 ZAE	13 333,33 Taxi social 1/3 8 000,00 Logement c. violent 1/3 10 000,00 Observ loyers 1/3 40 000,00 Espèces envahissantes 1/2		Delib 28 juin 19
Total	5 630 000	71 333,33	5 701 333	

CACEM et CAESM 137 500 TIC filière et digitalisation

CAESM 180 000 TIC - le numérique au service de l'action publique

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-1-1

"Construction du Pôle Universitaire de Santé (PUS)"

Résumé du projet :

Construction du pôle universitaire de santé afin d'offrir un meilleur cadre d'études aux futurs professionnels de la santé, pour accompagner le développement des formations aux métiers de la santé.

IDENTIFICATION :

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Education/enseignement supérieur/recherche

Priorité pour le territoire : Très prioritaire (opération en cours de réalisation)

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

État / Rectorat Martinique (maître d'ouvrage)

Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) / Direction générale adjointe Infrastructures et Equipements (maître d'ouvrage délégué)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- La Collectivité Territoriale de Martinique (partenaire financier et maître d'ouvrage)
- État / Rectorat

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le projet consiste à offrir un meilleur cadre d'études aux futurs professionnels de la santé, pour accompagner le développement des formations aux métiers de la santé dans les 3 DFA : en effet, le taux d'encadrement des personnels de santé par rapport à la population y est inférieur de 40 à 70 % aux ratios nationaux et européens selon les catégories et risque de s'aggraver compte tenu de la pyramide des âges de ces professionnels.

Cette action a déjà été engagée au précédent CPERD dans le cadre de sa révision à mi-parcours en septembre 2011. La phase études du Pôle Universitaire Santé a été lancée jusqu'au concours d'architecture. Il s'agit de poursuivre cette opération.

Le PUS a pour objectif d'accueillir, les étudiants actuellement disséminés sur plusieurs sites à Fort -de - France. Ce pôle améliorera sensiblement leurs conditions d'accueil, tant en termes de capacité –notoirement insuffisante- que de sécurité des bâtiments, en particulier du point de vue sismique. Il permettra la mutualisation des espaces entre les diverses formations (espace documentaire, aménagements extérieurs...) et avec le Centre hospitalier Universitaire Zobda Quitman (parking de 250 places).

Le projet libérera les espaces actuellement occupés par ces formations, notamment au sein du CHU, au profit des projets de restructuration et de mise aux normes, sismiques en particulier, de l'hôpital.

Il vise également à accompagner la nouvelle organisation qui découlera de la mise en place, dans les DFA, de l'Institut de Formation aux Métiers de la Santé, notamment en matière d'évolution des cursus. Il permet également de répondre au manque de surfaces de recherches au niveau du CHU alors même que la formation, à et par la recherche est une composante à part entière des études de médecine. Cette structure de recherche permettra également de développer des programmes de santé orientés vers la santé des populations caribéennes, très peu développés au niveau national.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le bâtiment, construit sur un terrain limitrophe du CHU, permet d'accueillir et de regrouper sur le même site, cédé à l'État par la Ville de Fort de France au titre de sa participation à l'opération, les entités suivantes : la 1ère année commune des professions de santé (PACES), l'institut de formation en soins infirmiers (IFSI), l'école des Sages Femmes, un espace documentaire hospitalo-universitaire, des espaces de recherche.

Ces réaménagements se feront tout en organisant le bâtiment de sorte d'être en mesure d'abriter des formations complémentaires (infirmiers de blocs opératoires, autres années de médecine...). Un traitement approfondi de 5 cibles environnementales est prévu : les procédés et produits de construction, la gestion de l'énergie en lien avec l'architecture bio climatique, le confort acoustique, le confort visuel et la qualité de l'eau.

Point d'avancement de l'opération en Septembre 2018

→ Réalisé :

- Notification marché de MOE: 6 janvier 2016
- APS: notifié le 23 mars 2016
- APD: date de remise de l'APD: 23 mai 2016
- APD: notification d'approbation 30 août 2016
- PRO remis le 7 novembre 2016
- Approbation PRO Début Janvier 2017
- Choix OPC de janvier au 20 juin 2017
- DCE finalisé fin juillet 2017

→ En cours :

- Instruction Permis de Construire en cours.
- Appel d'offres travaux: Juin 2018 à octobre 2018

→ A venir :

- Notifications de marchés et préparation de chantier: de novembre 2018 à janvier 2019
- Chantier: de février 2019 à janvier 2021

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

COÛT INITIAL DU PROJET INSCRIT AU CPER 2015-2020 (HT, en €) : 17, 267 M€ toutes dépenses confondues (Etudes + travaux)

COÛT INITIAL DU PROJET INSCRIT AU CPER 2015-2020 (TTC, en €) : 18,735 M€ toutes dépenses confondues (Etudes + travaux)

1- Mise à jour des besoins financiers faisant suite à l'évolution du programme des travaux du PUS

Préalablement, en phase Avant-Projet Sommaire (APS), l'estimation des travaux de l'opération a été de 14 300 000 €HT, soit 15 515 500 € TTC, portant le bilan de cette dernière à 20 000 000 Euros Toutes Dépenses Confondues (TDC) et Toutes Taxes Comprises (TTC). Ce montant comprend notamment les honoraires de Maîtrise d'œuvre, soit 1 430 000 € HT , 1 551 550 €TTC

La clé de répartition du financement est la suivante :

- Etat: 9 481 000 € (47,40%) (CPER 2007-2013 : 1 265 000 € / CPER 2015-2020 : 8 216 000 €)
- CTM: 10 519 000 € (52,60%)

Lors de la finalisation de la phase Avant Projet Définitif , APD (approuvé le 31 août 2016), les éléments suivants ont été ajoutés au programme de base et approuvés par la Maîtrise d'Ouvrage le 31 août 2016.

Il s'agit :

- De la fourniture et pose d'une installation photovoltaïque
- De la mise en œuvre de fondations spéciales
- Des réponses apportées aux demandes des utilisateurs

L'estimation des travaux résultante est de 15 073 853 € HT (juillet 2016), soit 16 355 130 € TTC

Le bilan global actualisé passe à 22 000 000 arrondis TTC et TDC, soit une différence de 2 000 000 € Phase DCE, l'appel d'offre n'étant pas encore lancé, il ne peut être communiqué le montant de l'estimation des travaux.

De ce qui précède, il est proposé une participation de l'Etat à hauteur du même taux que pour le financement de base, appliqué au différentiel de coût.

Ce qui donnerait la valeur suivante :

2 000 000 € x 47,40% soit 948 000 €

La part CTM serait de :

2 000 000 x 52,60 %, soit 1 052 000 €

1- Financement du premier équipement

La convention de maîtrise d'ouvrage de l'opération du Pôle Universitaire de Santé (PUS) n'intègre pas le financement de l'ensemble du mobilier mobile, c'est-à-dire le mobilier courant, le mobilier de bureau (y compris PC et petits onduleurs), le matériel scientifique des laboratoires de recherche, le standard et les postes téléphoniques.

Il est donc demandé à l'État un financement complémentaire à hauteur de 2 000 000 € pour le premier équipement (mobilier, serveurs, standard, téléphone, poste de travail informatique, matériel scientifique des laboratoires de recherche)

2- Bilan des besoins financiers complémentaires

	ETAT	CTM
Clé de répartition convention maîtrise d'ouvrage PUS	47,40 %	52,60 %
Evolution programme travaux suivant clé répartition	948 000 €	1 052 000 €
Financement premier équipement (hors convention maîtrise d'ouvrage)	2 000 000 €	-
TOTAL	2 948 000 €	1 052 000 €
Clé de répartition BOP Etat	MESR (BOP 150) : 57,19 %	MOM (BOP 123) : 42,81 %
	1 685 961,20 €	1 262 038,80 €

3- Bilan des consommations des CPER pour l'opération du PUS

CPER	Enveloppe contractualisée				AE				CP		
	ETAT	CTM	autres	TOTAL	Affectés	Engagés	%AE cons	Solde AE à reporter	Cons	% CP cons	Solde CP
2007-2013	1 265 000	0	0	1 265 000	1 265 000	1 265 000	100 %	0	1 165 000	92 %	100 000
2015-2020	8 216 000 (1)	10 519 000	0	18 735 000	4 698 753 (2)	4 698 753	0 %	3 517 247	0	0%	8 216 000
Total	9 481 000	15 519 000	0	20 000 000	5 963 753	5 963 753		3 517 247	1 165 000		8 316 000

(1) Pour rappel : la part Etat comprend :

- 3 517 000 € du MOM
 - 4 699 000 € du MESR
- Soit un total de 8 216 000 €

(1) 4 698 753 € = 3 790 753 € (déjà affecté) + 908 000 € (qui seront affectées courant nov 2018)

CPER EN COURS

PLAN DE FINANCEMENT CPER 2015-2020	Financeurs		Enveloppe
	ETAT		8 216 000 €
	CTM		10 519 000 €
	TOTAL		18 735 000 €

DEMANDE DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE

	Financeurs		Enveloppe
	ETAT		2 948 000 €
	CTM		1 052 000 €
	TOTAL		4 000 000 €

RECAPITULATIF (intègre la demande de financement complémentaire)

CONTRAT DE CONVERGENCE	Financeurs		Enveloppe
	ETAT		11 164 000 €
	CTM		11 571 000 €
	TOTAL		22 735 000 €

2019-2022		
-----------	--	--

COÛT DU PROJET INSCRIT AU CCT (TTC, en €) : 18 036 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût Etat BOP 150	Investissement					2 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût Etat BOP 123	Investissement					3 517 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					12 519 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					18 036 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de (voir tableaux de financement supra)
 ☐ Non

Durée totale de l'action : 3 ans (de 2019 à 2021)

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE	AE														

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1.1.1.3

"Internat de la réussite de Saint-Pierre"

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : INVEST 4

Thème

- Education/enseignement supérieur/recherche

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM
RECTORAT
ETAT/ANRU
UNION EUROPEENE

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Nord, souffre, plus que les autres zones de la Martinique, d'une fracture éducative

DESCRIPTIF DU PROJET

Il s'agit de réaliser un bâtiment qui permettra l'accueil de 80 internes du LPO Saint JAMES. Cet internat contribuera à promouvoir l'égalité de la formation sur un territoire où les difficultés d'accès accentuent le déséquilibre du territoire au détriment du Nord, peuplé de populations majoritairement plus défavorisées socialement que celles du Centre et du Sud de la Martinique

L'internat proposera, outre l'hébergement dans des conditions matérielles de bon niveau, des activités d'accompagnement scolaire et d'ouverture culturelle assurant la qualité du projet pédagogique et éducatif.

Réalisé en tenant compte des besoins scolaires des élèves, l'accent sera porté sur le suivi scolaire des élèves en lien avec les équipes pédagogiques et sur des actions d'information en matière de santé et d'orientation.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales

Mise en place d'un accompagnement individualisé favorable à la réussite scolaire.

Favoriser le développement culturel et social de la zone

Indicateurs d'évaluation :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 9 700 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					2 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					5 700 000 €
	Fonctionnement					
Coût ANRU – PIA (valorisé)	Investissement					2 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					9 700 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 24 mois de travaux (cf ci-après)

Échéancier :

JANVIER 2017 à JANVIER 2019

Mise au point initiale /accord des collectivités et de l'ANRU sur le projet global, le financement et détermination du site/

Réalisation des études pré-opérationnelles /finalisation foncière et préprogramme

Programme opérationnel : 24 MOIS

MARS 2019

Concours d'architecture et sélection des assistants au maître d'ouvrage

MAI 2019 à OCTOBRE 2019

Etudes de maîtrise d'œuvre y compris obtention du permis de construire et dossier de consultation des entreprises

OCTOBRE 2019 à MARS 2020

Choix des entreprises et marchés de travaux

MARS 2020 à MARS 2022

Travaux jusqu'à la livraison : 24 MOIS

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-1-4

"Construction du Carbet des Sciences"

Résumé du projet :

Réalisation des locaux administratifs fonctionnels et du centre de ressources du Carbet des Sciences, Centre de Culture Scientifique Technique, Industrielle (CCSTI) de la Martinique : espaces d'accueil du public, espace d'exposition modulable de 400 m², espace laboratoire de formation/expérimentation de 40 m², atelier de prototypage de 100 m² (FabLab), espaces de stockage des expositions.

Offrir un nouvel équipement culturel novateur et attractif aux habitants de la Martinique.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 4.4.3

Thème

■ Autre (à préciser) : **La Culture Scientifique Technique, Industrielle et de l'Innovation est transversale à l'ensemble des thèmes.**

Priorité pour le territoire :

La science et la technologie ont pris une telle importance dans nos sociétés développées qu'il n'est pas envisageable que les individus-citoyens n'aient pas accès à une information et une réflexion sur leur évolution et sur les multiples conséquences de leur développement.

Le développement et la diffusion de la culture scientifique, technique, industrielle et de l'innovation dans la Région Martinique et au-delà, est devenue primordiale aujourd'hui, véritable enjeu de démocratie face à la montée des scepticismes et des fausses informations.

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Le Carbet des Sciences, CCSTI de la Martinique a été créé en 1993, au fil des années, il a acquis de réelles compétences pour faire partager les savoirs et mettre en place une citoyenneté active sur les

problèmes scientifiques. Il a aussi développé un savoir-faire dans l'identification des questions qui préoccupent nos concitoyens et dans la réalisation d'outils de médiation pour rendre la connaissance scientifique plus accessible à tous.

Apporter l'information à nos concitoyens sur les sciences et les avancées de la Recherche en général avec un zoom sur la recherche Outre-Mer, leur présenter son apport pour la Martinique en particulier mais aussi pour la Région Caraïbe dans son ensemble à travers ses spécificités.

Nos savoir-faire (environ 40 000 bénéficiaires annuels) :

Conceptions muséographiques ; Création d'expositions interactives et/ou itinérantes ; Organisation et coordination d'événements ; Animations grand public

Le Carbet des Sciences se compose d'une équipe permanente de 10 personnes renforcée par 3 engagés de service civique.

5 CDI niveau Bac + 5 (Master 2)

2 CDI niveau Bac + 3 (Licence - BTS)

1 CDI niveau Bac (Animation scientifique / BAFA – CAE DOM formé en interne et titularisé)

2 CDD Niveau Bac + 3 et Bac + 5

A ce jour, plus de 70 étudiants ont été formés à la médiation scientifique en assurant pour le Carbet des Sciences des missions allant de quelques jours à plusieurs mois en complément de leurs études.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Mairie de Saint-Joseph : mise à disposition d'un terrain de 10 000 m² au lieu-dit croisée manioc en marge de l'éco-zone de Choco-Choisy.

PIA (Opérateur ANRU)

Collectivité territoriale de Martinique

Europe FEDER (Axe 9.2 Favoriser l'inclusion sociale par des équipements culturels)

ADEME

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Carbet des Sciences, CCSTI Martinique est aujourd'hui installé dans une maison située à «Bois du parc» sur la commune de Saint-Joseph. Cette villa, dont la destination première n'est pas l'activité professionnelle, est peu fonctionnelle et impose de nombreuses contraintes de fonctionnement (personnels sur deux niveaux dans des espaces devenus trop restreints transformés en bureaux, vétusté et humidité des lieux, nombreuses coupures électricité/internet...). **En outre, la vente de cette villa par la propriétaire induit un non renouvellement du bail professionnel du Carbet des Sciences qui arrivera à expiration en février 2020.**

Par ailleurs l'absence de surface d'exposition limite l'accueil du public et ne permet pas de développer pleinement les missions de centre de culture scientifique.

Toutefois, le dynamisme de l'équipe du Carbet des Sciences a tout de même permis un développement du public touché hors les murs qui est passé de 25 000 à 41 000 bénéficiaires de ses actions ces 10 dernières années (Chiffre 2017).

C'est à la fois ces contraintes et cette motivation, mais aussi la demande de la population martiniquaise, qui ont conduit le Carbet des Sciences à proposer un nouvel équipement culturel attractif pour les 17 000 habitants de Saint-Joseph... et pour tous les habitants de la Martinique.

Les avantages du projet :

- Un projet prêt à être lancé et pouvant être inauguré au premier semestre 2020. L'ensemble des études sont réalisées, le permis de construire est aujourd'hui purgé de tout recours et valable jusqu'en septembre 2020,

- Un projet très bien situé (accessible rapidement pour plus de 60 % des scolarisés et 50 % de la population martiniquaise) qui répond à un manque et à une demande bien réelle de la population,
- Programmation, études de sol, concours d'architecte, avant-projet sommaire, avant-projet détaillé, dossier de consultation des entreprises... sont réalisés.
- Un projet longuement mûri et bien programmé avec une équipe en place.
- Le carbet des sciences touche aujourd'hui plus de 40 000 personnes hors les murs sur des thématiques plus que jamais d'actualité (préservation de la biodiversité, maîtrise de l'énergie, démarche scientifique face aux fausses informations...).
- Un projet élu « bâtiment exemplaire » par l'ADEME et réfléchi pour ne pas engendrer de surcoût pour la collectivité territoriale qui soutient le Carbet des Sciences depuis 25 ans. L'équipe en place est en capacité de faire fonctionner la structure et l'augmentation des coûts de fonctionnement et d'entretien sera équilibrée par la billetterie et les offres de service de l'équipement. L'ADEME étudie actuellement l'éligibilité financière de certains postes de dépense.
- Un équipement qui s'inscrit dans la continuité dans la délégation de compétence de la culture scientifique, technique et industrielle de l'Etat vers le CTM (arrêté de juillet 2013). Ce bâtiment serait le « hub » de la dissémination de la CSTI au cœur du territoire dans le cadre d'une stratégie territoriale de la CSTI en Martinique.
- Le projet de construction du Carbet des Sciences s'inscrit dans la démarche « Caraïbe / Climat » qui vise à renforcer l'intégration régionale francophone et créolophone de la Caraïbe (notamment Haïti, Sainte Lucie et la Dominique) dans une approche d'assistance technique, de renforcement des compétences et de structuration d'un réseau d'acteurs sur les thématiques de la résilience climatique.
- Un bâtiment exemplaire (parasismique et anticyclonique) qui sera un laboratoire de l'adaptabilité au changement climatique et pourra fournir un espace central pour une cellule de crise ou refuge en cas de catastrophe majeure.

DESCRIPTIF DU PROJET

Réalisation des locaux administratifs fonctionnels et du centre de ressources du Carbet des Sciences, CCSTI de la Martinique

Réalisation de lieux d'accueil du public.

- Les espaces d'accueil du public (Accueil et Parkings visiteurs)
- Un espace d'exposition modulable de 400 m²
- Un espace laboratoire de formation/expérimentation de 40 m²
- Un atelier de prototypage de 100 m² (FabLab)
- Des espaces de stockage des expositions.

Un espace d'exposition modulable total de 400 m² (2 X 100 m² et 1 X 200 m²)

Ces salles seront dédiées aux expositions réalisées par le Carbet des Sciences.

Un espace de laboratoire de formation/expérimentation

Des ateliers techniques seront déclinés et différentes démonstrations seront proposées pour satisfaire toutes la curiosité, cela accompagné d'un médiateur scientifique.

Des formations spécifiques à la demande pourront être prodiguées afin de former des personnels spécialisés.

Un atelier de prototypage (FabLab)

Des activités ludo-pédagogiques animations et ateliers in situ.

Cet équipement offrira un panel d'ateliers scientifiques avec animateurs traitant de thèmes divers et variés, cette offre sera élargie et pourra aussi faire l'objet de demandes de réalisation spécifiques.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- Offrir un nouvel équipement culturel novateur et attractif pour les 17 000 habitants de St Joseph avant tout et les 380 000 habitants de la Martinique (Insee 2014). Par les services proposés, il participera à l'attractivité du territoire et pourra y attirer et y fidéliser des jeunes et de nouveaux résidents. Pour les

familles, il offrira un nouveau lieu de vie et de détente, tout en proposant des services éducatifs novateurs et innovants qui ne manqueront pas d'attiser et de satisfaire la curiosité de tous.

- Un pôle de convergence des acteurs de la Culture Scientifique et Technique : Toutes les réalisations du Carbet des Sciences, qu'il s'agisse de créations de nouvelles expositions ou d'atelier, d'animations ludo-pédagogique... se font en collaboration avec les acteurs et spécialistes du thème abordé. Les formes de collaborations sont diverses, et les partenaires sont tour à tour eux même acteurs de l'événement ou producteurs, relecteurs, correcteurs à travers les comités de pilotage et conseils scientifique mis en place.

- Hub de la dissémination de la CSTI au cœur du territoire, le Carbet des Sciences poursuivra son action en itinérance sur l'ensemble de la Martinique.

Indicateurs d'évaluation :

-->Mesure de l'activité :

- Fréquentation du site / Billetterie
- Nombre d'outils / expositions créés
- Nombre d'outils / expositions présentées
- Nombre de partenariats / événements mis en place et organisés

-->Mesure de l'efficacité et de l'impact :

- Évolution du nombre de personnes faisant appel aux services du Carbet des sciences
- Évolution du nombre de connexions sur le site Internet du Carbet des sciences
- % des connaissances réinvesties dans les visites
- Évolution du nombre d'interventions sur le terrain
- Evolution des inscriptions de martiniquais.e en filières scientifiques et techniques

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 135 386 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					581 836 €
	Fonctionnement					
Coût ANRU (valorisé)	Investissement					581 836 €
	Fonctionnement					
Coût ADEME (valorisé)	Investissement					350 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					1 221 714 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					3 135 386 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 24 mois

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-2-1

"Pacte d'Investissement dans les Compétences (PIC)"

IDENTIFICATION

Type de projet : Emploi

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DIECCTE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ETAT
CTM
CREFOP
OREF
Pôle emploi

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le document présenté au Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP) du 12 février 2019 en présence du haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, traduit l'adoption consensuelle d'orientations tout en laissant la porte ouverte à des évolutions en continu.

LE CONSTAT DÉJÀ PARTAGÉ SERA EN PERMANENCE RÉVISÉ ET COMPLÉTÉ

Les éléments de diagnostic et d'orientation font consensus

L'état des lieux et le diagnostic réalisé en 2018 a mis en évidence que le territoire bénéficiait d'une gouvernance quadripartite dynamique notamment via le CREFOP, de taux de décrochage et d'échec scolaires en baisse, d'une offre de formation relativement diversifiée, de financements disponibles, et du cadrage d'orientations contenues dans les documents stratégiques locaux (STDEII, CEP, CPER évoluant vers un «Contrat de convergence et de transformation» propre à l'outre-mer). Il a également mis en évidence
Service instructeur : DIECCTE

dence la quasi-absence de branches professionnelles, de très forts besoins en qualification et en savoirs de base, un taux anormalement élevé d'illettrisme, des risques d'illectronisme d'une population active vieillissante, des lacunes dans l'offre de formation et une transition numérique insuffisamment maîtrisée. Des enjeux partagés ont été dégagés de ces constats, notamment ceux du renforcement des exercices prospectifs, de l'adéquation des formations avec les besoins des entreprises, d'une plus grande professionnalisation des acteurs, de l'accès aux formations sur l'ensemble du territoire avec une attention particulière pour les publics les plus en difficulté.

L'année 2019 permettra d'enrichir en continu le recensement des besoins et des moyens d'y répondre

Le recours tout au long de la durée du Pacte à une ingénierie d'analyse des besoins en formation et en accompagnement et à une ingénierie de formation paraît indispensable à l'ensemble des partenaires. Ces besoins paraissent devoir être en permanence affinés et adaptés aux évolutions des attentes du tissu économique d'ici 2022, en même temps que l'effort d'imagination et d'innovation devra se maintenir. Ceci se traduira par l'élaboration d'outils partagés avec l'appui d'un consultant mobilisé dans le cadre d'un appel à projet et la création d'un espace d'évaluation en continu.

DESCRIPTIF DU PROJET

LES ORIENTATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ ADOPTÉES

Axe 1

L'*illettrisme*, l'*illectronisme* l'acquisition de *compétences transversales* sont les 3 domaines retenus pour actions. Ces dernières s'appuieront notamment sur 2 dispositifs propres à la Collectivité Territoriale de Martinique « Cap compétences » et « Atout inclusion » qui offrent des parcours d'acquisition de compétences et un accompagnement aux publics concernés. L'État mobilisera son dispositif en ligne en accès libre « Plateforme Compass » et assurera une promotion des formations dispensées dans le cadre de la « Grande école du numérique ».

Axe 2

Il s'agira d'inscrire les parcours d'accès la qualification dans le cadre d'une *approche par les compétences* notamment en développant l'alternance, la VAE et la reconnaissance des savoirs professionnels. Il s'agira aussi de *répondre aux besoins des métiers en tension*, et de *financer les parcours de formation prescrits par le STDEII et le contrat de convergence et de transformation*. Outre la mobilisation des outils communs (dispositif « passerelle », dispositifs d'accompagnement ou de mise en parcours de Pôle Emploi ou de la CTM), des actions innovantes pourraient offrir de nouvelles marges de manœuvre. L'adossement au STDEII conduira à privilégier l'économie bleue, le tourisme durable, le numérique et l'agro-environnement. Pôle Emploi, qui mène un travail sur les suites des parcours liés à la convention d'amorçage de 2018, sera particulièrement sollicité sur cet axe.

Axe 3

Le changement d'échelle sera recherché par la *mise en œuvre des outils d'accompagnement des mutations économiques pour la filière formation* (diagnostic territorial, GPEC, ADEC), et par des *actions de professionnalisation du réseau des accompagnateurs à la création d'entreprises*. La *remobilisation des personnes en situation de handicap* reposera sur le dispositif « Compétences clés » de la CTM pour les publics sourds et malentendants et sur la mise en place d'une structure destinée à lever les freins à l'entrée en formation des personnes en situation de handicap (« RHF »).

En outre, l'axe comprend un volet *structuration des différents territoires, qui reposera sur le lancement d'AAP* pour des formations de pointe ou innovantes, sur un suivi particulier du volet territoire des travaux des commissions du CREFOP, tout en veillant à l'articulation avec le STDEII.

Axe transverse

L'actualisation permanente du diagnostic sera confiée à l'un des groupes de travail du CREFOP, l'OREF fera l'acquisition d'un nouveau système d'information pour renforcer ses traitements statistiques, et le SPRO (« SPOT » à la Martinique) bénéficiera d'un nouveau portail. Le soutien au développement de l'ingénierie de formation et de l'innovation sera accompagné et intégré à la politique d'achat de formations, qui veillera à favoriser la modernisation et la contextualisation des contenus ainsi que les nouvelles approches péda-

gogiques. L'apprentissage fera l'objet d'une attention particulière. Une évaluation en continu de la mise en œuvre du Pacte sera réalisée par la DIECCTE de façon partenariale.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les objectifs visés :

- ⑩ adéquation des formations avec les besoins des entreprises,
- ⑩ une plus grande professionnalisation des acteurs,
- ⑩ accès aux formations sur l'ensemble du territoire avec une attention particulière pour les publics les plus en difficulté.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre de personnes bénéficiant du dispositif
- nombre de structures bénéficiant du dispositif
- taux de consommation des crédits dédiés

Indicateurs d'impact :

- évolution du taux de chômage
- évolution du taux de vacance d'emplois

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 163 094 080 €

La répartition de l'enveloppe des 69 millions d'euros de l'État sera inégale sur les 4 années: 12M€ en 2019, 20M€ en 2020 et 2021 et 17M€ en 2022. Cela permettra de construire les appels d'offres pluriannuel en 2019 avec une mise en œuvre massive en 2020 et 2021.

Globalement sur la durée du Pacte, la répartition entre les axes sera: 40 % pour l'Axe 1, 40% pour l'Axe 2, 10% pour l'Axe 3 et 10% pour l'axe transverse. Les conventions annuelles pourront adapter la répartition en fonction des besoins. Les Axes 1, 2 et 3 seront mis en œuvre à 40% par la CTM et 60% par Pôle emploi, comme dans la convention d'amorçage. L'axe transverse sera mis en œuvre à 40% par la CTM et 60% par l'Etat (DIECCTE) en partenariat.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 103 PIC	Investissement	12 000 000 €	20 000 000 €	20 000 000 €	17 070 080 €	69 070 080 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires CTM	Investissement					94 024 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					163 094 080 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

- ☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non
- Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16

Service instructeur : DIECCTE

Projet	AE																
--------	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-3-1

"Soutien action CARIF"

Résumé du projet : montant global : 3 815 280€

Dans la continuité du CPER 2015-2020, de soutenir les actions du CARIF (AGEFMA)
dans :

- L'accompagnement à la professionnalisation et à l'échange des bonnes pratiques des acteurs des réseaux de l'accueil-information-orientation et du champ emploi formation,
- L'information sur l'offre de formation,
- L'accompagnement des réseaux lors de la mise en place du service public de l'orientation.

IDENTIFICATION

Type de projet

☒ ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

☒ ☐ Développement économique/emploi/formation

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

AGEFMA -CARIF OREF de MARTINIQUE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivité Territoriale de Martinique

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La circulaire DGEFP N°2011-20 du 25 juillet 2011 relative à la mise en œuvre du pilotage des CARIF-OREF précise que les missions du CARIF sont de :

- Favoriser la formation tout au long de la vie par l'accès à l'information sur la formation professionnelle, sur les droits et les voies d'accès à la formation ;
- Apporter un appui aux réseaux d'informateurs locaux dans leurs missions d'information, d'orientation, d'insertion et de formation.

DESCRIPTIF DU PROJET

Ces activités s'organisent en 4 missions principales :

1) L'accompagnement à la professionnalisation et à l'échange des bonnes pratiques des acteurs des réseaux de l'accueil-information-orientation et du champ emploi formation

2) L'information sur l'offre de formation

Ses principes de recueil sont les suivants :

- Collecte des données sous un format unique homogène répondant à la norme LHEO et permettant notamment de connaître la disponibilité et les lieux des sessions relatifs aux formations achetées, y compris les places de formation en alternance ;
- Prescription en ligne par tous acheteurs publics intégrant les modalités financières de la prescription (Pôle emploi, missions locales...) ;
- Saisie et publication des listes de formation.

3) L'accompagnement des réseaux lors de la mise en place du service public de l'orientation

Les CARIF ont vocation à accompagner la professionnalisation des acteurs des structures des réseaux régionaux d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du service public de l'orientation SPRO qui comprend : l'orientation, la VAE, la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire.

4) La mise en place de parcours de professionnalisation individualisés alternant diverses modalités d'apprentissage :

- Des parcours classiques de professionnalisation, à travers une offre modulaire permettant le développement, voire la construction des compétences clés du métier ;
- Des ateliers de créativité, sous forme de séances courtes centrées sur les pratiques et la résolution de problèmes réels., fondées sur le principe de la co-construction ;
- Des rencontres expertes pour sensibiliser sur des problématiques ciblées et techniques ;
- Des classes virtuelles, formations menées en ligne et en direct entre un formateur et des apprenants éloignés géographiquement
- L'accès à des modules de formation en ligne via une plateforme

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

1. Favoriser l'accompagnement à la professionnalisation et à l'échange des bonnes pratiques des acteurs des réseaux de l'accueil-information-orientation et du champ emploi formation

Ces programmes visent à améliorer la qualité de l'orientation et de l'offre de formation professionnelle en perspective de la qualification et l'insertion durable des publics en recherche d'emploi.

Il s'agit particulièrement de :

- Proposer des programmes annuels de développement des compétences
- Accompagner la mise en œuvre de démarches qualité régionales ou nationales
- Mettre à disposition des outils d'élaboration, de suivi ou d'évaluation de parcours d'orientation et de qualification ;

2. Favoriser et faciliter l'accès à l'information sur la formation et sur les droits et voies d'accès à la formation

Il s'agira :

• **D'assurer la Gestion de la base de données Offres de formation « Se former en Martinique » :**

Cette action comprend le référencement de l'offre de formation continue et en apprentissage disponible sur le territoire Martinique. Ceci permettra :

- D'apporter une information lisible et actualisée,
- De fluidifier les prescriptions de formation,
- De faciliter la gestion des places disponibles en permettant notamment la prescription en ligne, notamment, pour faciliter le déploiement du Plan d'investissement dans les compétences

• **D'assurer la communication sur le droit à la formation et l'offre de formation disponible :**

Il s'agit d'assurer des campagnes d'information thématiques ou transversales favorisant l'appropriation par les citoyens du dispositif, ainsi que de communiquer régulièrement sur l'actualité de la formation.

3. Apporter un appui aux réseaux d'information locaux dans leurs missions d'informations, d'orientation d'insertion et de formation.

Cette mission consiste à :

- Assurer l'animation du réseau d'acteurs (Référénts PH, E2C, ...)
- Assurer la coordination de l'action des opérateurs
- Animer des réunions, des groupes de travail sur des thèmes spécifiques
- Recueillir, exploiter et restituer les données d'activités
- Valoriser, capitaliser et diffuser les bonnes pratiques

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de formations dispensées
- nombre d'actions de communication réalisées
- nombre de réunions du réseau

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 815 280 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement					680 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					680 000 €
Coût CTM (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					2 455 280 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					3 815 280 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de720 000 €... ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-3-2

"Soutien CRIS VAE"

Résumé du projet : montant global 2 082 327 €

Poursuivre, dans la continuité du CPER 2015-2020, le soutien du CRIS VAE, centre de ressources régional sur la valorisation des acquis de l'expérience (VAE).

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☒ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- ☒ Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

AGEFMA

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivité Territoriale de Martinique

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La circulaire DGEFP N°2011-20 du 25 juillet 2011 relative à la mise en œuvre du pilotage des CARIF-OREF précise que les missions du CARIF sont de :

- Favoriser la formation tout au long de la vie par l'accès à l'information sur la formation professionnelle, sur les droits et les voies d'accès à la formation ;
- Apporter un appui aux réseaux d'informateurs locaux dans leurs missions d'information, d'orientation, d'insertion et de formation.

DESCRIPTIF DU PROJET

La CRIS VAE est un centre de ressources régional sur la VAE. Elle assure trois missions principales:

1. Information, communication

- Produire une information adaptée au niveau régional sur les systèmes de validation et de certification
- Assurer par tous moyens adaptés la diffusion de cette information régulièrement actualisée (notamment en assurant l'alimentation du portail régional de la VAE financé par la DIECCTE)
- Informer les acteurs socio-économiques afin de les aider à intégrer la VAE dans la gestion des ressources humaines et dans les politiques territoriales d'emploi et d'insertion
- Conduire une campagne de communication et assurer la promotion du dispositif

2. Ressources

- Constituer une banque de ressources partagées sur la validation, contribuer à la formalisation et à la publication d'outils (guides, plaquettes..)
- Assurer la collecte et le traitement des données sur la base d'un protocole partagé par l'ensemble des acteurs (statistiques)

3 . Professionnalisation, animation

- ⑩ Assurer la professionnalisation des acteurs intervenant sur le champ de la VAE pour favoriser la qualité des prestations
- ⑩ Contribuer à l'animation du réseau régional des services certificateurs et financeurs et favoriser les échanges de bonnes pratiques et les actions communes (séminaires, rencontres...)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'animation du dispositif de VAE s'appuie sur :

1. La Charte qualité des espaces d'information sur la Validation des acquis de l'expérience
2. La charte de l'accompagnement VAE en Martinique qui comprend 7 « engagements qualité »
3. Le cahier des charges de l'habilitation « Réseau régional d'accompagnement VAE »

Elle porte sur plusieurs champs :

- L'information –conseil dans une optique de qualité de la prestation
- L'accompagnement dans une optique de qualité de la prestation
- Le financement
- La communication
- La mutualisation des données
- La professionnalisation des acteurs de la VAE
- Le suivi et la qualité en VAE

Dans ce cadre, différents types d'action sont prévus :

1. Mise en œuvre, suivi et professionnalisation des réseaux d'acteurs :
 - Habilitation des accompagnateurs VAE
 - Contribution à l'animation du réseau régional des services certificateurs et financeurs
 - Organisation d'échanges de bonnes pratiques et les actions communes (séminaires, rencontres...)
 -
2. Mise en œuvre de programmes de professionnalisation en fonction des profils des accompagnateurs (débutants, confirmés) permettant de :
 - Contribuer à développer la qualité des services en VAE
 - Favoriser l'acquisition de connaissances, de compétences, de méthodologies
 - Favoriser la construction d'outils et supports nécessaires à la prise et la tenue de la fonction (conseiller VAE, accompagnateur, animateur-chef de projet VAE...).
 - Contribuer à l'impulsion de démarches et dispositifs favorisant le développement de la QUALITE des services en VAE.
 - Construire une identité professionnelle commune aux différents réseaux
3. Information, communication :
 - Production d'une information adaptée au niveau régional sur les systèmes de validation et de certification (articulation entre le national et le régional)
 - Diffusion de l'information sur la VAE dans le cadre d'une stratégie de communication définie collégialement et favorisant l'accès du plus grand nombre au dispositif
 - Information des acteurs socio-économiques afin de les aider à intégrer la VAE dans la gestion des ressources humaines et dans les politiques territoriales d'emploi et d'insertion
4. Ressources :
 - Constitution d'une banque de ressources partagées sur la validation, contribuer à la formalisation et à la publication d'outils (guides, plaquettes..)
 - Organisation et animation de groupes de travail spécifiques : financement de la VAE, Communication, Validation
5. Suivi statistique, évaluation et contrôle de la conformité du service en lien avec le CREFOP dans le cadre des nouvelles obligations en matière de gestion et de suivi statistique des parcours de VAE

Indicateur d'évaluation :

- nombre de personnes accompagnées dans une VAE
- nombre de parutions dédiées
- nombre d'actions de communication

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 082 327 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement					225 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					225 000 €
Coût CTM (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					1 632 327 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					2 082 327 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de 225 000 € ☐ Non

Durée totale de l'action : Quatre ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	50000	55000	60000	60000												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-3-3

"Soutien de l'Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF)"

Résumé du projet : montant global = 3 165 422 €

Soutien de l'OREF dans ses trois missions :

- ⑩ Mission d'appui au CREFOP dans le cadre du suivi du CPRDFOP
- ⑩ Mission d'analyse sur le champ emploi-formation
- ⑩ Fourniture d'un corpus commun à des utilisateurs multiples

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- ☒ Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

AGEFMA -CARIF OREF de MARTINIQUE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivité Territoriale de Martinique

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La circulaire DGEFP N°2011-20 du 25 juillet 2011 relative à la mise en œuvre du pilotage des CARIF-OREF, précise que les OREF contribuent à l'observation, l'analyse et la prospective sur les évolutions de l'emploi, des compétences, des qualifications, de la formation et de la relation emploi-formation, ainsi que sur les évolutions des besoins et attentes des publics et ce, en prenant en compte les mutations économiques, démographiques et sociales. Ils doivent ainsi constituer pour les décideurs régionaux État et conseil régional, un appui et une aide indispensables à l'élaboration des politiques régionales de formation professionnelle.

DESCRIPTIF DU PROJET

Conformément à la circulaire DGEFP N°2011-20 du 25 juillet 2011, l'OREF assure les missions suivantes :

1. Mission d'appui au CREFOP dans le cadre du suivi du CPRDFOP

L'OREF apporte une plus-value comme lieu de rencontres et d'échanges entre tous les acteurs visés par la loi et comme lieu de synthèse et de capitalisation des études.

L'OREF peut également faire prospérer les outils statistiques de suivi des CPRDFOP

2. Mission d'analyse sur le champ emploi-formation

L'OREF, en coordination avec les services régionaux de l'État et de la CTM chargés du développement économique, participe à la mise en place d'une cartographie du lien emploi-formation (analyse territoriale des qualifications et des besoins de formation) afin d'éclairer les acteurs sur les évolutions prospectives de moyen terme et les besoins de formation prévisibles.

3. Fourniture d'un corpus commun à des utilisateurs multiples

L'OREF sera positionné comme assembleur des données régionales (diagnostic de base mis en circulation entre les acteurs).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'OREF contribue à l'observation, l'analyse et la prospective sur les évolutions de l'emploi, des compétences, des qualifications, de la formation et de la relation emploi-formation ainsi que sur les évolutions et attentes des publics, ceci en prenant en compte les mutations économiques, démographiques et sociales.

Il développe, pour le compte de ses financeurs :

- des analyses régionales et territoriales (démographie, emploi, marché du travail, formation initiale, insertion professionnelle des jeunes et formation continue). Il contribue par ce biais à l'alimentation du Portail Territorial de l'Orientation.
- des analyses sectorielles et de filières (CEP, ...), notamment dans le cadre du CPTDFOP, ou du Pacte d'investissement dans les compétences, en lien avec le STDEII, notamment. Dans ce cadre, il portera une attention particulière aux filières d'avenir identifiées par l'Etat et la CTM. Ces analyses doivent apporter les éclairages pertinents dans le cadre de l'accompagnement et de l'anticipation des mutations économiques et contribuer à l'élaboration de diagnostics dans la perspective d'actions de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences territoriale-GPECT ou d'actions de développement de l'emploi et des compétences - ADEC. Ces analyses doivent comporter une dimension prospective des métiers, des qualifications et des compétences en y intégrant les impacts des transitions numérique, écologique et énergétique.

Enfin, l'OREF constitue un instrument d'aide à la décision pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle dans une logique de construction de diagnostics partagés par les acteurs. Dans ce cadre, il :

- identifie et collecte les données disponibles en vue d'alimenter le tableau de bord du CPTDFOP et du Pacte d'investissement dans les compétences, avec pour objectif, l'information des acteurs du territoire, mais aussi le suivi et l'évaluation de ces documents stratégiques ;
- met en place les outils de back office (système d'information, bases de données,...) permettant le suivi des travaux.

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de productions (études, analyses etc.)
- réalisation d'une cartographie
- nombre d'outils statistiques produits

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 165 422 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement	95 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	470 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	95 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	470 000 €
Coût CTM (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	445 084 €	593 446 €	593 446 €	593 446 €	2 225 422 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	635 084 €	843 446 €	843 446 €	843 446 €	3 165 422 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☒ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-3-4
"Centre ressource illettrisme"

Résumé du projet : montant global 240 000 €

Financement du centre ressource illettrisme dans le prolongement du CPER 2015-2020

IDENTIFICATION

Type de projet

☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

☐ Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

AGEFMA

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivité Territoriale de Martinique

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La circulaire DGEFP N°2011-20 du 25 juillet 2011 relative à la mise en œuvre du pilotage des CARIF-OREF précise que les missions du CARIF sont de :

- Favoriser la formation tout au long de la vie par l'accès à l'information sur la formation professionnelle, sur les droits et les voies d'accès à la formation ;
- Apporter un appui aux réseaux d'informateurs locaux dans leurs missions d'information, d'orientation, d'insertion et de formation.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le Centre Ressources Illettrisme (CRI) s'inscrit dans le canevas national de l'ANLCI.

Sa mission d'intérêt général porte sur :

Service instructeur :

DIECCTE

- l'information pour tout public,
- l'animation et l'appui technique de tout acteur de la LCI (sensibilisation et professionnalisation)
- la capitalisation et la diffusion de ressources documentaires et pédagogiques
- l'appui à la Mission régionale de Prévention et de Lutte contre l'illettrisme

Il répond aux besoins d'**information**, de **professionnalisation**, et d'**ingénierie** de tout acteur intervenant dans le champ de l'accès aux savoirs de base ou de la langue française.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- Assurer, sous l'égide du Sous-Préfet à la Cohésion sociale, de l'ANLCI et du représentant de la CTM, la coordination des politiques de prévention et de lutte contre l'illettrisme
- Promouvoir la prévention et la lutte contre l'illettrisme auprès des institutions, des professionnels de la formation, de l'orientation, de l'insertion et de l'emploi
- Contribuer au déploiement d'une offre de formation de type « compétences clés », conforme au cadre européen des compétences clés
- Etre le relais des opérateurs de formation dans la mise en œuvre de leur programme de formation
- Assurer l'information des acteurs locaux sur l'actualité nationale et régionale de la lutte contre l'illettrisme
- Contribuer au développement d'une vision partagée de la définition de l'illettrisme
- Favoriser les rencontres et les échanges d'expériences autour de l'illettrisme et plus largement sur les opérations contribuant à la promotion de la lecture et de l'écriture
- Mettre à la disposition des professionnels les informations sur la prévention et la lutte contre l'illettrisme

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre de formations réalisées
- nombre de contacts avec les professionnels du secteur
- nombre d'actions réalisées

Indicateurs d'impact :

- évolution du taux d'illettrisme

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 240 000€

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 103 Hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	35 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	35 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
Coût total	Investissement					

	Fonctionnement	50 000 €	70 000 €	60 000 €	60 000 €	240 000 €
--	----------------	----------	----------	----------	----------	-----------

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de ...150 000 €..... ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	25.000	35.000	30.000	30.000												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-4-1

"Réseau Pouce-Pouce - Plateforme -Mobilité Inclusive"

Résumé du projet : montant global : 950 000 €

Le RÉSEAU POUCE POUCE, porte des solutions innovantes en matière de Mobilité pour favoriser et faciliter la mobilité, enjeu territorial majeur grâce à :

- ⑩ Une auto-école sociale pour la formation au Permis B avec des enseignantes à la conduite formées pour l'accueil de publics ayant des difficultés liées à l'apprentissage du code notamment et de la conduite,
- ⑩ Un Réseau de Taxi-Solidaire, véhicules de 9 places avec un chauffeur-accompagnateur et 1 à 2 jeunes volontaires du service civique pour accompagner les personnes, notamment les seniors,
- ⑩ Un espace d'information sur la Mobilité animé par une conseillère mobilité, donnant des informations à la fois sur les aides au permis, à l'acquisition d'un véhicule d'occasion, des renseignements sur les Réseaux de Transport, etc...
- ⑩ La mise en place progressive d'une plateforme de covoiturage entre particuliers,
- ⑩ La création d'une agence de location solidaire sur le Centre avec un parc total de 10 véhicules de 5 places.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 4.3.2

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Transports/infrastructures

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Réseau Pouce-Pouce, Porteurs multiples

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- Contrat de Ville du Lamentin
- Contrat de Ville de Fort-de-France
- Préfecture (FIPD)
- SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)
- CTM
- CAF
- CACEM
- DJSCS
- CCAS de Fort-de-France
- MARTINIQUE AUTOMOBILES
- EDF MARTINIQUE
- MISSION LOCALE DU CENTRE
- PLIE DE LA CACEM
-

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'identification des liens entre la mobilité et l'insertion sociale et professionnelle est relativement ancienne, puisqu'elle apparaît dès les années 1990 dans plusieurs documents.

An niveau National, Le Conseil national des transports publiait en 1991 un rapport sur les transports urbains et l'exclusion sociale et articulait pour la première fois le champ du social à celui du transport comme axe prioritaire au sein de la politique de lutte contre l'exclusion sociale par les transports urbains.

En 1993, la **Direction Interministérielle à la Ville** affirmait la nécessité de s'intéresser aux déplacements dans la politique de la ville, dans le cadre de la préparation des Contrats de Ville : les transports peuvent « contribuer à éviter la déchirure du tissu social par la vertu intégrative de leur présence, comme celle de l'ensemble des partenaires institutionnels travaillant sur les quartiers en difficultés ».

Ce constat des années 90 au niveau National, est encore plus d'actualité en Martinique en 2018.

S'il est vrai que les choses ont évolué avec l'arrivée du TCSP (Transport Collectif en Site Propre) qui offre une nouvelle dimension du transport sur le Centre de la Martinique, reliant deux communes (Lamentin et Fort-de-France) avec des gares positionnées aux frontières avec les Territoires, le Nord Atlantique et le Sud permettant une connexion des territoires, accouplé au RESEAU MOZAIK.

Dans la continuité, on note la naissance d'une autorité unique pour la gestion du transport en Martinique, « MARTINIQUE TRANSPORT » en Janvier 2017, par la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique).

Néanmoins, nos différentes expérimentations depuis 2010, montrent que la mobilité est un facteur majeur d'intégration sociale et professionnel.

En 2010, nous avons créé la première Auto-Ecole Sociale de la Martinique avec pour objectif le Permis B.

Puis en 2013, nous avons lancé une première plateforme mobilité dans le Sud de la Martinique, avec différents services, et notamment le Taxi Solidaire, avec le soutien du FEJ (Fonds d'Expérimentation de la Jeunesse) sur 2 ans.

Ces différents projets ont démontré leur impact et leur nécessité.

La problématique de l'accès aux services, à l'emploi et à la formation se pose pour les personnes les plus fragiles comme les personnes âgées, les personnes en situation de précarité et les jeunes pour qui l'accès à un véhicule individuel n'est pas toujours aisé. En effet, les personnes socialement et économiquement fragiles (absence ou faible revenu, monoparentalité, handicap...) sont davantage confrontées à des obstacles à la mobilité. Ces derniers participent à renforcer les inégalités sociales.

L'absence de permis, l'absence de véhicule ou de moyens de transport collectif, la possession d'un véhicule mais avec des réparations à faire ou des défauts de réglementations (contrôle technique pas à jour, défaut d'assurance), les difficultés d'apprentissage du code pour certains publics, la peur de certains à prendre les transports en commun ou à conduire, le manque de confiance en soi, le refus de bouger, le manque de moyens financiers pour assumer les coûts de déplacement (assurance, carburant, titres de transport) ont été cités comme autant de freins rencontrés par ces personnes qui ont déjà bénéficiées de nos actions.

Notre expérience, nous permet aujourd'hui d'avoir pu identifier 4 types de freins à la mobilité en Martinique :

⑩ **Psycho-sociaux** : stress dans les transports, peur de l'inconnu, craintes de l'échec dans l'apprentissage, difficultés à se projeter, manque de motivation...

⑩ **Cognitifs** : incapacité à s'orienter, méconnaissance des réseaux de transport et des aides..., difficultés d'apprentissage du code et de la conduite, méconnaissance du fonctionnement des transports en commun ou d'autres modes de transport alternatifs (covoiturage, autopartage)

⑩ **Matériels** : fréquences/horaires des transports en commun insuffisantes, absence d'un moyen de transport, manque de fiabilité du véhicule, absence d'assurance ou invalidité du contrôle technique...

⑩ **Financiers** : difficultés à financer le permis, les déplacements, l'achat et l'entretien d'un véhicule, la caution d'un véhicule en location, l'assurance d'un véhicule...

Certaines personnes ne peuvent rencontrer qu'un seul frein à la mobilité tandis que d'autres cumulent les freins. Les jeunes et les publics en insertion subissent des contraintes de mobilité importantes alors même qu'ils ne disposent que de faibles ressources financières, qu'ils peuvent rencontrer parfois des difficultés d'apprentissage et d'autonomie. Le plus souvent, plus une personne est fragile, plus elle est éloignée de la mobilité et plus elle est rétive au changement.

Ainsi les freins à la mobilité peuvent aboutir à des orientations scolaires par défaut, à des difficultés pour accéder à un emploi et une formation ou à s'y maintenir.

En tant qu'acteur de la mobilité, nous voulons agir pour une mobilité inclusive, une mobilité accessible à tous.

Pour cela, nous avons étudié des pistes pour lever ces freins, qui permettront de mettre en œuvre des solutions adaptés aux différents publics dans une démarche générale de long terme associant différents acteurs.

DESCRIPTIF DU PROJET

Depuis un certain nombre d'année, OPM agit dans le domaine de la mobilité, en innovant sur la Martinique par la mise en place d'une plateforme mobilité, offrant des services multiples à la population dans le cadre de leur insertion sociale et professionnelle.

Le **RESEAU POUCE POUCE**, porte des solutions innovantes en matière de Mobilité :

⑩ Une Auto-Ecole Sociale pour la formation au Permis B avec des enseignantes à la conduite formées pour l'accueil de publics ayant des difficultés liées à l'apprentissage du code notamment et de la conduite

⑩ Un Réseau de Taxi-Solidaire, véhicules de 9 places avec un chauffeur-accompagnateur et 1 à 2 jeunes volontaires du service civique pour accompagner les personnes, notamment les seniors

- ⑩ Un espace d'information sur la Mobilité animé par une conseillère mobilité, donnant des informations à la fois sur les aides au permis, à l'acquisition d'un véhicule d'occasion, des renseignements sur les Réseaux de Transport, etc...
- ⑩ La mise en place progressive d'une plateforme de covoiturage entre particuliers
- ⑩ La création d'une agence de location solidaire sur le Centre avec un parc total de 10 véhicules de 5 places

Le RESAU POUCE POUCE se veut être un Guichet unique pour le territoire de la Martinique, et jouera un rôle d'interface entre le public et les partenaires. Il a pour mission de permettre aux bénéficiaires d'acquérir les compétences et les moyens d'accéder à une mobilité autonome, grâce à des solutions complémentaires présentées ci-dessous :

ESPACE INFORMATION MOBILITE :

La plateforme proposerait un service de conseil et d'accompagnement à la mobilité qui compléterait le travail d'accompagnement social et professionnel déjà proposé par les professionnels de l'emploi et de l'insertion sur le territoire.

La conseillère mobilité s'appuiera sur trois outils pour réaliser sa mission par une présence sur l'ensemble du Département par la mise en place d'un bureau mobile pour effectuer le diagnostic et l'accompagnement nécessaire à chaque individu.

Ceci afin de construire ensemble un parcours mobilité à partir des besoins et des capacités de l'association et partenaires à y apporter une solution à court, moyen et long terme.

AUTO-ECOLE SOCIALE :

L'association dispose depuis 2010 d'un agrément d'Auto-école Sociale, située au Centre-Ville de Fort-de-France aux Terres Sainville.

Comme toute Auto-école, son but est d'amener à la réussite au permis ou encore à la reprise de la conduite avec 3 présentations au Code et à la Conduite.

La personne participe financièrement au permis à hauteur de 265 euros. Pour le Code spécifiquement à chaque présentation la personne devra s'acquitter de 15 euros soit 50% du prix du passage de l'examen.

Le statut d'Auto-Ecole Sociale, nous confère plusieurs spécificités :

- ⑩ Une pédagogie individualisée pour rendre accessible le permis au plus grand nombre
- ⑩ Des cours de code intensifs ou simple en fonction des capacités des personnes
- ⑩ Une délocalisation des lieux d'apprentissage
- ⑩ L'intervention d'autres acteurs pour l'animation d'ateliers pédagogiques (Nutrition – Initiation aux Premiers Gestes de Secours – Sensibilisation sur les Addictions
- ⑩ Des possibilités de financement du Permis variés (aides publiques, plan de formation et OPCA, auto financement, etc.)

Evoluant dans le domaine associatif, elle s'adresse aussi à un public qui se retrouve dans ses valeurs associatives.

Elle répond notamment aux personnes qui :

- ⑩ Ont besoin d'un apprentissage adapté à leurs capacités et éventuelles difficultés
- ⑩ Ont besoin de travailler des points particuliers dont peut dépendre la réussite de leur permis (gestion des émotions, sens de l'orientation...)

⑩ Recherchent à augmenter leurs chances de réussite sur une durée limitée et pouvant se libérer sur une journée et demi-journée

Nos cours sont dispensés par un personnel diplômé et ayant une pédagogie adaptée.

Chaque année, nous comptons accompagner au moins 40 à 50 personnes au Permis

RESEAU DE TAXI SOLIDAIRE :

Le Réseau de Taxi Solidaire couvre l'ensemble de la Martinique, ceci afin d'accompagner les tout public dans le cadre de déplacements ponctuels à un lieu de rendez-vous précis.

Pour accéder à ce dispositif, les personnes devront s'y inscrire via la conseillère mobilité de l'association et répondant à des critères spécifiques. Seules les personnes à jour de leur adhésion seront prises en charge, à raison de 5 euros pour l'année. Le cout du trajet Aller/Retour est de 1 euro.

L'accès à ce dispositif permettra de répondre à des besoins ponctuels, comme :

- ⑩ Accès à l'emploi : entretien d'embauche, formation, atelier d'accompagnement, etc.
- ⑩ Maintien en emploi ou en formation
- ⑩ Parcours de recherche d'emploi, d'insertion professionnelle et d'insertion sociale : Rendez-vous avec le conseiller d'insertion, le Pôle emploi, une assistante sociale...
- ⑩ Démarches administratives : CAF, Assurance Maladie, tribunaux, préfecture, etc.
- ⑩ Accès aux soins : centre de santé, médecins spécialistes, etc.
- ⑩ Accès aux loisirs et activités culturelles.
- ⑩ Effectuer ses courses alimentaires.

Pour assurer le transport, le parc sera composé 4 véhicules de 9 places et d'un véhicule de 5 places avec des chauffeurs-accompagnateur, réparti sur l'ensemble de la Martinique.

PLATEFORME DE COVOITURAGE SOLIDAIRE :

En métropole et partout ailleurs dans le monde, Le Covoiturage, ainsi que l'auto-stop constituent des solutions de mobilité pour tous.

Les avantages qu'ils présentent sont à l'origine de leur réussite actuelle : économie financière, convivialité, remplacement des transports en commun en zones non desservies.

Par la création de cette plateforme, nous souhaitons permettre à un conducteur de pouvoir faire la proposition de prendre des passagers qui souhaitent se rendre à la même destination que lui (ou sur son trajet).

En échange une rétribution pour partager les frais du déplacement ou sous autre forme de services (jardinage – repassage – garde d'enfant – etc...)

Pour mettre en relation l'offre et la demande, nous allons offrir deux supports :

- ⑩ Une permanence téléphonique avec un système informatique d'enregistrement des demandes de déplacement et des offres de prise en charge, permettra à la conseillère mobilité de mettre en relation les personnes.
- ⑩ Une Plateforme numérique, permettant en s'identifiant de proposer ou de réserver une offre de covoiturage par un accès 24h/24 et 7jours/7.

La création de ces deux systèmes de réservation permet à tous d'en bénéficier, notamment les seniors ou les personnes n'ayant pas d'outils informatiques ou de connexion internet.

AGENCES DE LOCATION SOLIDAIRE :

Pour les personnes qui souhaitent plus de liberté dans leur déplacement et les familles, nous allons proposer des locations temporaires de véhicules légers de 5 places.

5 agences seront implantées sur la Martinique de manière progressive, avec des modalités de prêt fixés dans un esprit de solidarité et d'accessibilité, notamment grâce au soutien de partenaires privés qui partagent nos valeurs :

- ⑩ Tarifs réduits
- ⑩ Caution non encaissée (chèque)
- ⑩ Espèces et chèques acceptés
- ⑩ Prêt aux jeunes conducteurs
- ⑩ Assurance au nom de L'association
- ⑩ Fourniture du matériel de sécurité si nécessaire (Sièges BB et Enfant)

Le cout de la location est de 6 €/jour, avec une caution de 200€ et le permis B et une pièce d'identité en cours de validité et le Permis de Conduire.

La Durée varie d'une journée à un mois maximum.

Pour bénéficier de la location, Il sera demandé à la personne de fournir :

- ⑩ Le document justifiant l'objet du déplacement (contrat, RDV, attestation de formation, etc.)
- ⑩ Le cas échéant, l'attestation Pôle Emploi ou de minima social
- ⑩ Document spécifique pour les intérimaires

Pour les familles, qui souhaitent partager des loisirs avec leurs enfants (mer – rivière et autres) aucun justificatif n'est nécessaire.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les Objectifs fixés :

- ⑩ Favoriser l'accès à l'autonomie et la mobilité des personnes en valorisant les ressources du territoire et en proposant des réponses individualisées pour l'accès et le maintien dans l'emploi et dans la formation des personnes
- ⑩ Apporter une réponse à visée pédagogique aux problèmes de mobilité, complémentaire aux aides financières et outils d'aide à la mobilité existants
- ⑩ Coordonner et animer des partenariats pour apporter des solutions innovantes répondant aux besoins spécifiques non couverts (maillage et besoins des publics)

LES PUBLICS CIBLES :

Le public prioritaire : Toute personne en situation d'insertion sociale et professionnelle et de précarité (jeunes suivis par les missions locales, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, bénéficiaires des PLIE, les apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, les personnes en contrat de travail précaire, les bénéficiaires du RSA et des minimas sociaux, les salariés d'ateliers et chantiers d'insertion).

Autres publics : Tout public résidant en Martinique et rencontrant des difficultés de déplacement ponctuelles (Seniors -)

TERRITOIRE : Les services seront proposés/déclinés sur l'ensemble de la Martinique.

RESULTATS ATTENDUS :

- ⑩ Amélioration de la mobilité des jeunes et des personnes en recherche d'emploi et de formation
- ⑩ Développement de l'employabilité des personnes
- ⑩ Développement de la coopération entre les acteurs intervenants sur les questions de mobilité sur le Centre de la Martinique et améliorer la visibilité des outils existants
- ⑩ Aide à la décision et sécurisation de l'accès aux aides
- ⑩ Structuration d'une offre de mobilité adaptée aux besoins (maillage, besoins sociaux)

INDICATEURS D'EVALUATION :

QUANTITATIFS				QUALITATIFS
	Objectifs prévisionnels (à définir en fonction du projet)			
	A1	A2	A3	
Indicateurs de résultats				
Nombre des demandes/sollicitations de la Plateforme	200	300	400	Satisfaction des usagers (prescripteurs et bénéficiaires)
Nombre de personnes ayant bénéficié d'un bilan mobilité	150	180	200	Caractéristiques des réponses apportées aux demandes des usagers
Nombre de personnes ayant bénéficié d'un conseil en mobilité	200	300	400	Identification des besoins des usagers satisfaits par la plateforme et non satisfaits
Nombre et typologie des bénéficiaires (QPV, statut, âge)	200	150	320	Coordination et valorisation des services et des aides existants
Nombre de bénéficiaire ayant accédé à un service d'aide à la mobilité existant sur le territoire (location solidaire, auto-école sociale, etc) et à autres aides auprès de partenaires	150	240	310	Sécurisation des parcours mobilité
Nombre de participants ayant bénéficié d'une action de formation (ateliers mobilité)	100	150	200	
Nombre de personne ayant obtenu le permis et/ou un véhicule grâce à l'accompagnement de la plateforme	60	140	200	
Nombre de consultations de la plateforme numérique de covoiturage	100	300	500	

Nombre de partenaires impliqués dans le projet ou dans l'information du public	10	15	20	
Nombre de professionnels accompagnant informés sur les services de la plateforme	10	20	25	
Nombre d'actions d'aide à la mobilité impulsées sur le territoire	1	2	3	
Nombre de personnes ayant accédé à un emploi, une formation grâce à ces services (sortie positive)	90	150	200	
Indicateurs de réalisation				
Validation du bilan mobilité par les partenaires				Couverture du territoire
Validation de l'offre de formation				Calendrier de réalisation
Nombre de bilans mobilités réalisés				
Nombre d'ateliers mobilités réalisés				
Mise en ligne d'un site internet				
Nombre de véhicules mis à la location				
Nombre de réunions d'information				
Nombre de partenaires				
Indicateurs d'impact				
Diminution du nombre de refus de proposition d'emploi/de formation pour raison de non mobilité : amélioration de l'accessibilité des emplois et formation				Amélioration de l'autonomie des personnes et de leur mobilité sur la Martinique
Nombre de territoire touché				Amélioration de la visibilité de l'offre (aides à la mobilité, transport en commun, etc)
				Amélioration de l'accessibilité du territoire
				Amélioration de la qualification des personnes

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 950 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					50 000 €
	Fonctionnement					200 000 €
Coût CTM	Investissement					50 000 €
	Fonctionnement					200 000 €
Auto- financement	Investissement					90 000 €
	Fonctionnement					360 000 €
Coût total	Investissement					190 000 €
	Fonctionnement					760 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-4-2

"Plateforme numérique d'information des jeunes"

Résumé projet : montant global 442 000 €

L'objectif de la plateforme numérique d'information «LunimaTV» est de mettre en avant les jeunes qui réussissent dans différents domaines avec des portraits de jeunes dynamiques, de start-up innovantes ... Ce portail destiné en priorité aux 15-35 ans regroupe tous les contenus sur les dispositifs et politiques développés à l'attention des lycéens, étudiants, apprentis, stagiaires et jeunes actifs.

L'objectif est de doter la Martinique d'une plateforme numérique d'information afin de permettre aux institutions de communiquer sur leurs offres, les services, les dispositifs d'accompagnements pour les 15-35 ans. Il s'agit d'informer les jeunes par les jeunes eux-mêmes, tout en bénéficiant de l'encadrement des institutions, des écoles, des professionnels et des techniciens. Le projet permettra, par ailleurs, de mettre en activité les jeunes les plus exclus du marché de l'emploi dans tous les champs d'activités qui se rapprochent de ce secteur,

La Martinique, constitue pour cela un formidable territoire d'expérimentation pour cette initiative, car c'est le seul département de France, où il n'existe plus de centre d'information et de documentation jeunesse (CRIJ).

IDENTIFICATION

Type de projet

☒ **Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation**

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 4.3.9

Thème

- ☒ Culture
- ☒ Jeunesse/sport/vie associative
- ☒ Numérique

Priorité pour le territoire :1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Association Les Luminas

Service instructeur : DJSCS

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CAF/ CTM /DJSCS/ DIECCTE (projet ESS 2017)/
Martinique la 1ère
FEJ (2016/2018)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Alors que la masse d'informations diffusées en Martinique est disponible pour tous il s'avère qu'une partie des jeunes se trouve toujours exclue. Cette exclusion aboutit à des difficultés d'accès aux droits et à leur mobilisation.

Certains d'entre eux n'arrivent, ni à identifier l'instance administrative compétente par rapport à leur cas, ni non plus à saisir la (ou les) procédure(s) à accomplir, encore moins le code et les opérations à effectuer. Cette difficulté ne révèle pas qu'un simple problème d'agencement de dispositif ou de communication technique mais questionne les outils ou les supports de communication utilisés.

Cela entraîne une distance qui complexifie relativement, l'accès aux droits liés à leur citoyenneté.

Une distance à accomplir qui exige des compétences particulières que tous ne maîtrisent pas.

Afin de garantir la diffusion d'une information fiable et accessible au plus grand nombre en l'absence de centre d'information des jeunes nous proposons de : créer un portail via une application et une Web dédié aux jeunes et à leur entourage .

De plus, l'évolution des modes de consommations conduit les jeunes à se détourner de plus en plus des médias traditionnels vers les plateformes numériques.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'objectif de la «LunimaTV» est justement de mettre en avant les jeunes qui réussissent dans différents domaines de manière plus récurrente, avec des portraits de jeunes dynamiques, de start-up innovantes ... Ce portail destiné en priorité aux 15-35 ans regroupe tous les contenus sur les dispositifs et politiques développés à l'attention des lycéens, étudiants, apprentis, stagiaires et jeunes actifs.

L'objectif est de doter la Martinique d'une plateforme numérique d'information afin de permettre aux institutions de communiquer sur leurs offres, les services, les dispositifs d'accompagnements pour les 15-35 ans. Il s'agit d'informer les jeunes par les jeunes eux-mêmes, tout en bénéficiant de l'encadrement des institutions, des écoles, des professionnels et des techniciens. Le projet permettra, par ailleurs, de mettre en activité les jeunes les plus exclus du marché de l'emploi dans tous les champs d'activités qui se rapprochent de ce secteur,

La Martinique, constitue pour cela un formidable territoire d'expérimentation pour cette initiative, car c'est le seul département de France, où il n'existe plus de centre d'information et de documentation jeunesse (CRIJ).

Animer une page Facebook pour les jeunes qui relaie les actualités proposées sur le portail, mais aussi les bons-plans, les jeux concours, les activités de loisirs...

Créer une plateforme de service des jeunes à l'instar de la boussole des jeunes.

En Martinique, de nombreux jeunes n'ont pas recours aux droits et aux services qu'il pourrait pourtant mobiliser à cause de la multiplicité de dispositifs et le nombre importants d'interlocuteurs. L'identification de possibles leviers d'action pour lutter contre cet état de fait a fait émerger le projet d'une boussole des droits, dès 2014 en métropole (devenue la « Boussole des jeunes »).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- Relayer l'information jeunesse
- Rendre les jeunes acteurs de leur informations
- Créer une informations adaptées
- Donner des exemples de réussites
- Apporter des des informations pertinentes et nécessaires
- Éduquer au civisme et à la citoyenneté à travers les vidéos
- Insérer des jeunes sortis du système éducatif
- Proposer des stages et formations aux jeunes
- Créer des vocations

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de vues sur internet
- Nombre de partenariats passés
- Nombre de téléchargement de l'application
- Nombre de vidéos d'information jeunesse
- Nombre d'initiatives accompagnées
- Nombre fans sur les réseaux
- Nombre de vues sur internet

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 442 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					77 000 €
	Fonctionnement					103 000 €
Coût CTM	Investissement					77 000 €
	Fonctionnement					103 000 €
Coût auto- financement	Investissement					37 500 €
	Fonctionnement					44 500 €

Coût total	Investissement					191 500 €
	Fonctionnement					250 500 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Dans l'idéal l'action n'a pas de

fin

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

"Soutien à l'initiative des jeunes : Projet Initiative Jeune (PIJ) "

Augmenter le nombre de bénéficiaire du PIJ pour le porter à environ 70 par an et d'accroître l'âge maximum des bénéficiaires à 35 ans pour les aider à créer ou reprendre une entreprise.
De plus, nous proposons d'étendre le dispositif aux anciens bénéficiaires d'un contrat aidé (à condition de déposer une demande au plus tard un an après la fin de leur contrat).

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) :	O	Si oui, n° du Projet Assises :	1.1.3
-------------------------------	---	---------------------------------------	-------

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 3

RESPONSABLE DU PROJET

DIECCTE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, Technopole, Chambres consulaires, CDC, Martinique développement, IMA

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Actuellement, les bénéficiaires du dispositif PIJ sont les jeunes âgés de 18 à 30 ans, inscrits comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires de minima sociaux, de nationalité française ou étrangère en situation régulière qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise dont le siège et l'établissement principal sont situés dans un département d'Outre-mer (mis en place en 2001 par la loi orientation pour l'Outremer - LOOM).

Les bénéficiaires d'emploi en situation d'invalidité ont été recensés en 2001 par la

Nous constatons que les porteurs de projet PIJ sont généralement proches de la trentaine.

Le PIJ est aujourd'hui essentiellement une aide à la création mais il peut également servir à financer des reprises, celles-ci vont se développer en Martinique du fait du vieillissement démographique ; les jeunes vont pouvoir porter ces projets a fortiori si des incitations financières existent.

Le montant de la subvention de l'État a fortement diminué (passant d'environ 500 000 euros en 2011 / 2012 à environ 110 000 euros en 2017) comme le nombre de bénéficiaires (passant de plus de 300 en 2001 à seulement 31 en 2017) alors que la demande pour ce dispositif est toujours croissante et que les différents partenaires reconnaissent le dispositif comme efficace, créant de l'emploi et de l'activité et permettant *l'émergence d'entreprises innovantes et durables*. En effet, le taux de survie des PIJ à trois ans est de 80%.

Les jeunes PIJ sont le plus souvent demandeurs d'emploi sans indemnisation (environ 90%) et l'aide PIJ s'avère essentielle au début de leur activité (près de 90% des jeunes postulants au PIJ déclarent ne pas pouvoir démarrer leur activité sans cette aide, notamment car cet apport en fond propre permet d'engager les premiers investissements et parfois de solliciter des prêts bancaires). La mesure PIJ démontre tout son intérêt en permettant réellement à un jeune porteur de projet dans un contexte chômage des jeunes relativement important en Martinique, d'accéder à l'emploi par la création d'entreprise.

Les bénéficiaires du PIJ sont le plus souvent des jeunes qui après une phase d'activité sans déclaration vont officialiser leur structure juridiquement afin de pouvoir prétendre au PIJ (c'est une des conditions d'éligibilité). La réduction du nombre de bénéficiaires du PIJ est un risque important de voir ces jeunes se maintenir dans l'activité non déclarée.

Le taux de
lequel l'ent
de plus par
proches de
Le PIJ est
à financer
vieillesse
incitations :
Pour ces
bénéficiair
De plus, no
(à condition
Le montan
euros en 20
(passant de
dispositif
dispositif c
d'entrepris
80%.
Les jeunes
90%) et l'a
postulants
notamment
parfois de
permettant
relativemer
Pour accor
dynamisme
pour le por
Les bénéfic
déclaration
(c'est une c
un risque ir

DESCRIPTIF DU PROJET

Pour accompagner au mieux ces jeunes, l'insertion dans le monde du travail et le dynamisme économique de l'île nous proposons ***d'augmenter le nombre de bénéficiaire pour le porter à environ 70 par an et d'accroître l'âge maximum des bénéficiaires à 35 ans.***

De plus, nous proposons d'étendre le dispositif aux anciens bénéficiaires d'un contrat aidé (à condition de déposer une demande au plus tard un an après la fin de leur contrat).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de bénéficiaires de PIJ (objectif = 70 par an)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 484 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants : coût par PIJ est de 5 300 euros, soit 371 000 € / an.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP : 103 central (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	185 500 €	185 500 €	185 500 €	185 500 €	742 000 €
Coût CTM :	Investissement					
	Fonctionnement	185 500 €	185 500 €	185 500 €	185 500 €	742 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	371 000 €	371 000 €	371 000 €	371 000 €	1 484 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet AE	53 000	106 000	106 000	106 000	53 000	106 000	106 000	106 000	53 000	106 000	106 000	106 000	53 000	106 000	106 000	106 000

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-4-4

**"Jeunes Innovants Repreneurs (JIR)
soutien à l'initiative de l'innovation dans l'entrepreneuriat des jeunes"**

Résumé du projet : montant global 400 000 €

Création d'une prime à l'encouragement à la reprise innovante par des jeunes à hauteur de 10 000 euros pour les jeunes présentant des dossiers de reprise les plus innovants, porteurs et durables en Martinique.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 1.1.3

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DIECCTE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, Technopole, Chambres consulaires, CDC, Martinique développement, IMA

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique se caractérise par un faible taux de cession-transmission et les jeunes innovants ont plus tendance à créer qu'à reprendre.

Le nombre de reprise est particulièrement faible et peu lisible –les reprises de fait sont juridiquement souvent déclarées comme des « créations »- en Martinique (BPCE L'observatoire). Pourtant, les raisons démographiques poussent à penser que les cessions vont se développer, à condition de gagner en structuration, du fait notamment du vieillissement démographique et l'émigration importante des 20-35 ans sans perspectives de retour (Insee Analyses Martinique, numéro 10, 2016).

DESCRIPTIF DU PROJET

Afin de valoriser la reprise et l'innovation nous proposons de créer une prime ***à l'encouragement à la reprise innovante par des jeunes*** aidant à hauteur de 10 000 euros, les jeunes présentant des dossiers de reprise les plus innovants, porteurs et durables en Martinique.

Le critère essentiel de sélection des primés serait l'aspect innovant du secteur et/ou des modalités de la reprise et sa capacité à créer des emplois.

C'est une aide de soutien à l'initiative individuelle permettant l'insertion professionnelle mais également le dynamisme économique.

Modalités de versement de la prime:

- Une avance au démarrage : 5000 euros
- Un soutien au développement : 5000 euros après une année d'activité sur la base du respect des engagements (innovation, modernisation des processus de production, durabilité, emplois, etc.).

Public concerné : Les « jeunes » de 18 à 35 ans sans emploi, les anciens bénéficiaires d'un contrat aidé (doivent déposer une demande au plus tard un an après la fin de leur contrat), ou salariés de l'entreprise visée par la reprise.

Forme juridique : La prime serait ouverte aux différentes formes juridiques d'entreprises. Sont exclues les créations d'association.

La DIECCTE sera le service instructeur du dispositif.

Ce dispositif serait une vitrine de l'innovation dans l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes permettant par la mise en lumière des « jeunes innovants », la promotion de la reprise sur le territoire comme forme d'entreprendre et une incitation à l'innovation dans le cadre d'une reprise.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de primes versées

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 103 central (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
Coût CTM :	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	400 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE	30 000	30 000	40 000		30 000	30 000	40 000		30 000	30 000	40 000		30 000	30 000	40 000

INDICATEURS

TERRITOIRE

FICHE PROJET n° 1-1-4-5

**"CDJ - Identification, structuration et valorisation
des organisations de jeunesse de Martinique"**

Résumé du projet : montant global 1 200 000 €

Développer un tiers-lieu d'une surface d'au moins 500 m2 dédié à la valorisation et à la construction de la jeunesse martiniquaise autour de trois axes :

- ⑩ Espace snacking : carte 100% péyi, promotion de jeunes talent culinaires;
 - ⑩ Espace accompagnement : formations, séminaires, centre de ressources;
 - ⑩ Espace animation : ateliers coworking collectifs, an ti kozé, réunions d'information jeunesse.
- Devenir le lieu de référence de la jeunesse martiniquaise ;
 - Développer des espaces d'expression et de promotion des initiatives/talents des jeunes martiniquais;
 - Créer le 1er réseau des organisations de jeunesse martiniquaises;
 - Accompagner au moins 30% des jeunes porteurs de projets d'engagement qui nous sollicitent.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 4.3.13

Thème

- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Comité Collégial CDJ MARTINIQUE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Partenariats validés : LA PREFECTURE / DJSCS / CAF MARTINIQUE / CACEM / ESPACE SUD / CREDIT MUTUEL / RECTORAT / AMPI / ORGANISATIONS DE JEUNESSE LOCALES /
Partenariats en cours : CTM / CAP NORD / MINISTERE DES OUTREMERS / RESEAU SJEC DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE / GROUPE PIERRE MARIE CURIE / MEDIAS LOCAUX / ARS
Partenariats à actionner : AUTRE SERVICES DE L'ETAT / FONDATION PARFAIT / FONDATION DE FRANCE / SOCIETE CIVILE / AUTRES GROUPES PRIVES / CONTACT ENTREPRISES / MEDEF

Service instructeur : DJSCS

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Marché potentiel : 85 537 jeunes en Martinique de 16-35 ans

Contexte :

- ⑩ Manque d'épanouissement des jeunes (16-35 ans) au sein du territoire;
- ⑩ Peu d'espaces fédérateurs et adaptés aux attentes de la jeunesse ;
- ⑩ Manque de valorisation de l'engagement et des initiatives des jeunes.

DESCRIPTIF DU PROJET

Développer un tiers-lieu d'une surface au moins 500 m2 dédié à la valorisation et à la construction de la jeunesse martiniquaise déclinées en trois axes :

- ⑩ Espace snacking : carte 100% péyi, promotion de jeunes talent culinaires;
- ⑩ Espace accompagnement : formations, séminaires, centre de ressources;
- ⑩ Espace animation : ateliers coworking collectifs, an ti kozé, réunions d'information jeunesse.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

- ⑩ Devenir le lieu de référence de la jeunesse martiniquaise ;
- ⑩ Développer des espaces d'expression et de promotion des initiatives/talents des jeunes martiniquais;
- ⑩ Créer le 1er réseau des organisations de jeunesse martiniquaises;
- ⑩ Accompagner au moins 30% des jeunes porteurs de projets d'engagement qui nous sollicitent.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de jeunes ayant adhéré aux valeurs et au projet
- Nombre de jeunes ayant fréquenté l'espace
- Nombre de porteurs de projets accompagnés
- Questionnaires, commentaires réseaux sociaux et évaluations orales
- Retombées médiatiques et politiques

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 200 000 €

Structure prévisionnelle des coûts

Investissement : Achat ou rénovation du local, matériel informatique, mobilier de bureau, de salon et de décoration, équipements de cuisine, dotations aux amortissements.

Fonctionnement : Rémunération des salariés/intervenants; matériel pédagogique ; internet ; abonnement téléphonique, frais de déplacement et de missions des salariés, achats des denrées alimentaires , maintenance des équipements, frais d'animation/formation et de missions des bénévoles, charges courantes, location ou remboursement du crédit

		Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					161 125 €
	Fonctionnement					322 250 €
Coût CTM	Investissement					161 125 €
	Fonctionnement					322 250 €
Coût Partenaires	Investissement					77 750 €
	Fonctionnement					155 500 €
Coût total	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					800 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-1-4-6

"Bourse pour l'emploi"

Résumé : montant global 800 000 €

Identifier les offres d'emploi non pourvues ou difficiles à pourvoir et les regrouper dans un guichet unique. Permettra d'apporter des solutions aux employeurs, en développant les compétences des demandeurs d'emploi et en mobilisant l'ensemble des opérateurs en matière de placement (Pole emploi, Mission locale, Cap emploi,..)

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** R5 ; 1.1.6

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Pôle emploi

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Organisations patronales, Chambres consulaires, Missions locales, Cap emploi
OPCA et centres de formation

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Identifier les offres d'emploi non pourvues ou difficiles à pourvoir et apporter des solutions aux employeurs en développant les compétences des demandeurs d'emploi

Centraliser les offres difficiles à pourvoir dans un guichet unique qui offrira un service d'accompagnement en mobilisant l'ensemble des opérateurs en matière de placement (Pole emploi, Mission locale, Cap emploi,..)

Recueillir l'adhésion des entreprises.

DESCRIPTIF DU PROJET

Choix d'une structure référente pour accueillir et piloter cette bourse pour l'emploi.

Création d'une plateforme numérique d'enregistrement des offres d'emploi difficiles à pourvoir et de promotion des dispositifs d'aide et d'accompagnement aux recrutements existant sur le territoire.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'offres d'emploi déposées sur la Bourse de l'emploi
- Nombre d'offres d'emploi satisfaites

Indicateurs d'impact :

- Taux de chômage

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 800 000 €

3 ETP et communication.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût Pôle Emploi (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût Europe FSE	Investissement					
	Fonctionnement	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	800 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet AE		200000				200000				200000				200000		

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-1-1

"Cycloton Caraïbes"

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 6.12

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les maladies cardio-vasculaires ainsi que le cancer sont parmi les principales causes de décès dans le monde et particulièrement dans notre continent Caraïbe.

DESCRIPTIF DU PROJET

Caribbean Cyclotron Corporation For Health (C34H) a pour objectif **d'améliorer la prise en charge précoce des patients atteints de cancer, par le développement de la médecine nucléaire au sein de la Caraïbe et de la Guyane**. Pour ce faire, la Martinique a investi 11 millions d'euros dans l'acquisition d'un cyclotron, technologie aujourd'hui innovante et incontournable pour améliorer le traitement des cancers et des maladies cardio-vasculaires. Cet appareil permet de produire des traceurs pour le dépistage des cancers via la Tomographie à Emission de Positons (TEP).

Il faut aujourd'hui construire le réseau nécessaire à l'opérationnalité de cet outil sur toute la Caraïbe.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

C34H vise la construction d'un cadre de partenariat à la fois technique, médical, scientifique, logistique pour le traitement notamment du cancer, entre les infrastructures de santé de la zone géographique concernée (Caraïbe et Guyane).

Indicateurs :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 187 500 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					312 500 €
Coût UE (Interreg)	Investissement					
	Fonctionnement					1 875 000 €

Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					2 187 500 €

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-1-2

"Améliorer l'offre en soins dentaires avec la mise en place d'un Bus Dentaire"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 4.1.5

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : Cette action est prioritaire pour la Martinique, compte-tenu d'une part du taux de précarité élevé, ayant pour conséquence un renoncement aux soins dentaires par ces populations les plus fragiles, et d'autre part, en raison du vieillissement de la population entraînant une augmentation du nombre de patients susceptibles d'avoir recours aux soins dentaires. Pour rappel, les seniors martiniquais de plus de 60 ans représenteront 36% de la population totale en 2020 (23% en métropole) et 40% en 2040 (26% dans l'hexagone).

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ARS, divers

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités Territoriales (CTM, EPCI, Communes)

Assurance Maladie (CGSS)

ETAT

Mutuelles

Europe

Autres Partenaires : Ordre des chirurgiens dentistes, URPS chirurgiens dentistes

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Avec une densité en chirurgiens-dentistes de 42/100000 ha, l'offre en soins bucco-dentaires en Martinique est en deçà de celle proposée en France métropolitaine (53 / 100 000 ha). De plus la répartition de ces

professionnels sur l'île se fait de manière inégale avec des zones, comme le centre caraïbe, avec une densité proche de celle de la France métropolitaine et des zones, comme le nord caraïbe, avec une très faible densité. Dix des 34 communes de Martinique sont d'ailleurs classées en zone déficitaire voire très déficitaire en offre de soins dentaires,

L'égal accès aux soins pour toute la population étant une des priorités du plan d'accès aux soins, il est nécessaire de proposer des solutions alternatives permettant de projeter des professionnels de santé, au plus près de la population. L'offre de soins, au niveau de la santé bucco-dentaire, peut être améliorée sur la base de cette projection de professionnels, notamment au bénéfice des personnes âgées et des populations les plus précaires qui, faute de moyens, de couverture sociale et de moyens de transport ont peu ou pas du tout accès à cette offre de soins.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à la mise en œuvre d'un BUS DENTAIRE, comme il en existe déjà dans certaines régions métropolitaines (notamment en Ile-de-France), pouvant proposer des soins d'urgence, des opérations de prévention voire de dépistage. Ce bus a pour vocation de proposer, dans un premier temps, des permanences dans les communes les plus sous-denses en chirurgiens-dentistes.

Les actions proposées seront principales destinées aux populations les plus précaires (bénéficiant de la CMU entre autre) et aux personnes âgées. Ce Bus pourrait également être mis à disposition des résidents des établissements médico-sociaux, qui du fait de leur mobilité réduite n'ont qu'un accès limité à l'offre de soins bucco-dentaire. Or, ces résidents en EMS présentent une santé bucco-dentaire plutôt mauvaise; elle peut cependant être considérablement améliorée grâce à des examens réguliers et une bonne hygiène buccale effectuée avec l'aide du personnel soignant.

Un appel à projet sera lancé auprès d'opérateurs susceptibles d'assurer cette mission, comme les centres de santé dentaire déjà en activité.

Les patients, notamment des EMS pourront prendre RDV via une plateforme téléphonique dédiée, en fonction du jour et de la localisation du BUS. Il pourra assurer des permanences, directement dans les EMS en fonction du nombre de patients à consulter.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

- Faciliter l'accès à la prévention bucco-dentaire pour les personnes les plus fragiles, notamment les résidents des établissements médicaux sociaux,
- Apporter une offre de soins de qualité, répondant aux besoins de santé de la population du territoire,
- Diminuer le nombre de patients renonçant aux soins dentaires pour des raisons financières ou d'accessibilité.

Indicateurs :

- nombre de patients pris en charge

COÛT DU PROJET (en €) : 554 000 €

(pour l'acquisition, l'équipement et 3 années de fonctionnement)

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État ARS (valorisé)	Investissement	50 000 €				50 000 €
	Fonctionnement		12 500 €	12 500 €	12 500 €	37 500 €
Coût CTM	Investissement	50 000 €				50 000 €
	Fonctionnement		12 500 €	12 500 €	12 500 €	37 500 €
Coût Partenaires : EPCI / CGSS / mutuelles	Investissement	77 000 €				77 000 €
	Fonctionnement		44 000 €	44 000 €	44 000 €	132 000 €
Coût FEDER	Investissement	170 000 €				170 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	347 000 €				347 000 €
	Fonctionnement		69 000 €	69 000 €	69 000 €	207 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans (2019 – 2022)

2019 - (sous réserve de l'obtention des financements) : appel à projet / identification d'un porteur

2020 – mise en service du BUS

2021-2022 – Évaluation du dispositif en 2022,

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-1-3

"Développer le concept de Taxi-social"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 4.1.6

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : L'offre de soins dans le nord de la Martinique est limitée en raison du faible nombre de médecins, notamment généralistes. Cette situation crée une inégalité d'accès aux soins, notamment pour les personnes les plus modestes ainsi que pour les personnes âgées. Il est donc prioritaire de développer un dispositif permettant aux patients de pouvoir accéder aux structures de santé dans des délais raisonnables.

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ARS, collectivités, autres

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Partenaires

- Collectivités Territoriales (CTM, EPCI, Communes)
- Assurance Maladie (CGSS)
- État

Autres Partenaires : représentants des transporteurs privés

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Certaines communes étant dépourvues de médecins, les patients doivent se rendre dans les communes limitrophes pour se faire soigner. Cette situation est aggravée par des réseaux de transports en commun peu opérationnels notamment pour les trajets intercommunaux, en particulier dans certains secteurs

géographiques (Grand Nord). De plus, les personnes âgées ou en grande précarités, ne disposent pas de véhicules personnels leur permettant de se déplacer facilement. Elles sont tributaires des voisins, des amis, de proches disposants d'un moyen de locomotion, mais qui ne sont pas toujours disponible ne serait-ce que pour emmener ces personnes à une consultation médicale.

L'utilisation de taxis privés n'est pas toujours envisageable pour des personnes aux revenus très modestes. Cette situation contribue à augmenter le sentiment d'isolement et d'inégalité d'accès aux soins dont souffrent ces populations du Nord.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet de « Taxi-social » vise à mettre à disposition des personnes les plus isolées et/ou avec des moyens de déplacement limités, un service de transport à coût modéré, leur permettant, notamment de se rendre à une consultation médicale ou à la pharmacie.

Les véhicules dédiés à ce service pourront être commandés grâce à une plate-forme de réservation téléphonique qui sera mise à disposition des personnes souhaitant faire appel à ce service. Les taxis devront être opérationnels de 7h00 à 17h00 tous les jours de semaine et le samedi matin.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

- Permettre un accès facilité aux services de soins, pour les personnes en situation de précarité,
- Offrir un service à coût modéré pour les personnes en difficultés sociale et/ou les personnes âgées

Indicateurs

- nombre de patients transportés

COÛT DU PROJET (en €) : 270 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

Phase 1: 60 000 € -

- Acquisition matériels :
- 2 véhicules légers : 50 000 €
- Mise en place d'une plate-forme téléphonique (en lien avec la communauté de communes - CAP Nord) 10 000 € (équipement téléphonique / mobiliers)

Phase 2: 70 000 € (par an sur 3 ans)

- Frais annuels de fonctionnement (durée 3 ans)
- 2 ETP – chauffeurs (45 000 € / an)
- 1 ETP de secrétariat (pour les réservation) 20 000 € brut
- Frais d'assurance, d'essence : 3000 €
- Frais de gestion : 2000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État ARS (valorisé)	Investissement					30 000 €
	Fonctionnement					85 000 €
Coût CTM	Investissement					30 000 €
	Fonctionnement					85 000 €
Coût EPCI	Investissement					
	Fonctionnement					40 000 €
Coût total	Investissement					60 000 €
	Fonctionnement					210 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans (2019 – 2022)

2019 : (sous réserve de l'obtention des financements) appel à projet / identification d'un porteur

2020 : mise en service du dispositif

2021-2022 : Évaluation du dispositif en 2022,

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-1-4
"Prévention maladie et addictologie"

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : **N** **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- ☐ Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ARS

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique est concernée par les maladies ou des contextes favorisant des pathologies particulières telles que le diabète, l'hyper-tension, l'obésité, les maladies cardiovasculaire.

Elle connaît également des phénomènes liés à l'addictologie, la santé mentale et environnementale
Il importe de mettre en place un plan d'action tout public permettant d'apporter des premières réponses à ce questionnement.

DESCRIPTIF DU PROJET

Ce programme s'articule autour de 3 axes :

- La prévention tout public : organisation de permanences prévention santé sur l'ensemble du territoire sur les sites dédiés, avec un médecin de santé publique. Ces permanences viseront le grand public et plus particulièrement les publics qui relèvent de la compétence CTM,
- la prévention des enfants : un programme spécifique serait dédié aux enfants de l'aide sociale à l'enfance, dans les PMI et en milieu scolaire ,
- la lutte contre la sédentarité : permettra mettre à disposition des actions d'accompagnement et des équipements sportifs pour tous publics.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

Indicateurs d'évaluation :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 225 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP :	Investissement					
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					75 000 €
Coût partenaires	Investissement					
	Fonctionnement					150 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					225 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE
FICHE PROJET n° 1-2-2-1 "Baluchonnage"
IDENTIFICATION
Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : 4.2.4**

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : oui compte tenu du vieillissement de la population et le besoin de disposer de solutions innovantes favorisant le maintien à domicile. Ainsi le dispositif permet la mise en place d'un service d'accueil de nuit permettant de remplacer l'aidant.

DETAIL DU PROJET
RESPONSABLE DU PROJET

L'association les ailes des anges, lauréate de l'appel à projet soutien de l'économie sociale et solidaire décerné par le ministère des outre-mer en 2016, a obtenu le soutien financier de l'ARS afin de lancer l'expérimentation « la bulle d'air nocturne » sur l'ensemble du territoire.

Il s'agit de proposer un service permettant au proche aidant de profiter d'un répit pendant une ou plusieurs nuits. Ainsi, un baluchonneur se déplace sur le lieu de vie de la personne aidée afin que ses habitudes de vie ne soient pas perturbées. Avant de programmer la garde de nuit, une équipe de l'association rencontre les bénéficiaires (aidant/aidé) pour connaître l'environnement, évaluer le besoin et les difficultés. Pendant toute la durée de la prise en charge, le baluchonneur dispose d'une plateforme téléphonique H24 de relais en cas de difficulté. La garde de nuit de 18h à 06h00 peut être complétée par une garde de jour si besoin, de plus un accompagnement mensuel peut être proposé à un proche aidant afin de lui permettre de prendre des vacances. Cette expérimentation destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus, a débuté en janvier 2017.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ARS : Un financement était apporté en 2017 via le fonds d'intervention régional et pour 2018-2019, dans le cadre de notre feuille de route régionale concernant le PAERPA (Personnes Agées en Risque de Perte d'Autonomie).

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Expérimentation qui permet le maintien à domicile des personnes âgées et de soulager les aidants.

Cette action s'articule avec le développement des actions et des dispositifs en faveur des personnes âgées à domicile : accueil de jour, plateforme de répit, développement de services coordonnés de soins et d'accompagnement à domicile type SPASAD, développement d'actions de prévention en lien avec la CTM dans le cadre de la conférence des financeurs, projet EHPAD hors les murs....

Il convient de stabiliser le modèle économique et d'étudier la possibilité de pérenniser cette expérimentation. En effet, ces dispositifs permettant le maintien à domicile doivent être développés et articulés sur le territoire avec les dispositifs existants. Il est nécessaire de démontrer l'intérêt social mais aussi d'évaluer le coût médico économique afin de pouvoir le développer et le faire rentrer dans des dispositifs de droit commun accessibles à tous.

DESCRIPTIF DU PROJET

Permettre de mettre à domicile des aidants professionnels permettant le maintien à son domicile de la personne âgée tout en proposant également des solutions de répit pour les aidants naturels ainsi l'association propose un service d'accueil de nuit permettant de remplacer l'aidant. L'objectif principal est de permettre à l'aidant de bénéficier d'un moment de répit tout en ayant la garantie d'une prise en charge de son parent sur son lieu de vie habituel.

Le financement apporté permet de financer 60 % des nuitées pour des personnes âgées de plus de 65 ans sur les territoires Nord en priorité compte tenu de l'absence de structure type EHPAD.

Pour garantir une prise en charge qualitative et sécurisée des bénéficiaires, l'association s'engage à former les « balluchonneurs » aux gestes et secours d'urgence, à l'utilisation des outils de repérage de la fragilité de la personne âgée et leur apporter des connaissances sur les maladies neurodégénératives.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

- ⑩ Prévenir l'épuisement de l'aidant, lui permettre de s'absenter du domicile,
- ⑩ Permettre le maintien des habitudes de vie,
- ⑩ Proposer un accompagnement adapté, personnalisé, individualisé à l'utilisateur.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de personnes âgées maintenues à domicile et/ou nombre d'aidants accompagnés,
- Nombre de nuitées prises en charge,
- Nombre de personnes âgées de 75 à 85 ans ayant bénéficié du dispositif.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 280 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État ARS (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	52 500 €	52 500 €	52 500 €	52 500 €	210 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	70 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	70 000 €	70 000 €	70 000 €	70 000 €	280 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x Non

Durée totale de l'action :
QUATRE ANS

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-2-2

"EHPAD hors les murs"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 4.2.3

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : priorité absolue compte tenu du vieillissement de la population et la nécessité d'innover en matière d'accompagnement des personnes âgées.

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ARS

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

La Collectivité Territoriale (CTM) est en compétence conjointe sur ce projet avec l'ARS et la réflexion menée en partenariat a permis la publication des 2 appels à projets en octobre 2018 pour 60 places.

Par ailleurs, l'ARS Martinique s'est inscrite dès 2017 dans le cadre de l'expérimentation PAERPA (Personnes Agées en Risque de Perte d'Autonomie) et à ce titre, le projet d'EHPAD hors les murs a été inscrit comme prioritaire pour le territoire. Ainsi, nous disposons de crédits fléchés sur ces deux appels à projets à hauteur de 395 410 € sur la durée de l'expérimentation.

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

En 2040, 40 % des martiniquais auront plus de 60 ans contre 31 % en France métropolitaine. Par ailleurs, la Martinique connaît un vieillissement accéléré de la population par le fait de la diminution régulière de la part des moins de 20 ans.

Autre constat, la Martinique manque de structures accueillant des personnes âgées dépendantes. Le taux d'équipement en EHPAD est de 41,4 pour 1 000 habitants de 75 ans et plus alors qu'il est de 101,4 en France métropolitaine. Il s'agit d'un défi pour l'ARS et la CTM quant au développement indispensable de structures ou de dispositifs d'accompagnement pour les personnes âgées.

Des freins à prendre en compte :

- œ le coût de l'immobilier
- œ la précarité accrue notamment sur le territoire Nord déjà dépourvu de structures d'accueil.

Aussi, la réflexion sur le développement des solutions innovantes d'accompagnement à domicile de la personne âgée est une nécessité et un enjeu majeur pour la CTM et l'ARS.

DESCRIPTIF DU PROJET

Il s'agit de développer un modèle innovant concernant la prise en charge des personnes en perte d'autonomie. Une étude en 2016 a démontré l'intérêt des acteurs sur ce dispositif notamment en :

- ⑩ respectant le « rester chez soi »
- ⑩ dispositif qui permet d'aller au delà des réponses existantes à domicile
- ⑩ prévention des hospitalisations et meilleure accompagnement des retours
- ⑩ réponse à l'enjeu de coordination autour de la personne en perte d'autonomie et une fluidification du parcours
- ⑩ lutte contre l'isolement social
- ⑩ un soutien aux aidants

L'expérimentation lancée par un appel à projet CTM/ARS revêt deux formes : l'extension d'un EHPAD classique vers le domicile et la création d'une plateforme multi-services. La ou les structures expérimentales doivent être positionnées sur les territoires manquant de structures notamment nord atlantique et nord caraïbes et sur le territoire centre sur une extension d'EHPAD pour avoir l'expérimentation sur l'urbain.

L'ARS et la CTM ont lancé en octobre 2018 deux appels à projets :

- ⑩ une structure expérimentale de 30 places sur le territoire du Nord de la Martinique sous forme de plateforme de services
- ⑩ une structure expérimentale de 30 places sur le territoire du centre sous forme d'extension d'EHPAD.

L'objet est d'amener l'ensemble des services d'un EHPAD à domicile en coordonnant les interventions et en sécurisant le domicile si nécessaire. La personne âgée reste à son domicile bénéficiant selon son état de dépendance des services dont elle bénéficierait en EHPAD : soins infirmiers, kinésithérapie, hôtellerie, restauration, mais aussi la sécurisation de son domicile à travers des outils tels que la domotique et enfin un volet important consacré au maintien et développement des activités favorisant le lien social (activités sportives, participation aux activités des EHPAD ou associations, sorties,...)

Le modèle économique a été pensé différemment puisque nous sortons du schéma classique de la tarification avec un croisement du versement d'une dotation globale par l'ARS et le financement de l'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) par la CTM.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'objectif est de diversifier l'offre et de penser l'EHPAD de demain ; les réflexions nationales dans le cadre de la concertation grand âge et autonomie vont dans ce sens.

Indicateurs d'évaluation :

nombre de personnes âgées maintenues à domicile

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 7 393 508 €

Les coûts estimatifs du projet sur 4 années (durée de l'expérimentation) sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État ARS, PAERPA, FIR (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement	1 098 377 €	1 098 377 €	1 098 377 €	1 098 377 €	4 393 508 €
Coût CTM (APA)	Investissement					
	Fonctionnement	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	3 000 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					7 393 508 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x Non

Durée totale de l'action : 2019-2022
expérimentation sur trois années de 2019 à 2022

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												T1 6
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	
Projet	Mise en œuv re		Évaluati on de l'expéri mentatio n													

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-2-2-3

"Réhabilitation de l'EHPAD Centre Emma Ventura"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : haute 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CHUM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

L'AFD pourra être un acteur dans le montage du projet en lien avec le CHUM et les autorités de tarification que sont l'ARS et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique connaît un vieillissement accéléré de la population par le fait de la diminution régulière de la part des moins de 20 ans, à laquelle s'ajoute une augmentation du nombre de personnes de 60 ans et plus. En 2040, 40% des martiniquais auront plus de 60 ans contre 31% en France métropolitaine.

Avec un taux d'équipement inférieur au taux national, Le Centre Emma Ventura est la structure la plus importante en termes de nombres de places :

- ✓ 275 lits d'EHPAD (sur les 1695 places existantes),
- ✓ 90 lits d'USLD dont 8 lits identifiés de soins palliatifs gériatriques.

Un vieillissement accru en Martinique, avec une absence de filière gériatrique complète au CHUM représente un enjeu pour le territoire de structuration et de développement d'un véritable pôle de compétence gérontologique.

Le CEV dispose d'une situation privilégiée centrale avec une expertise gérontologique et une structure recours pour les autorités de tarification pour des patients « difficiles ».

Face aux enjeux du vieillissement, et compte tenu de la place du CHUM dans l'offre sur le territoire, et de ses plateaux techniques, il convient d'aller vers une structure intégrant la notion de parcours pour la personne âgée. Ce projet d'un centre gérontologique de référence permet de répondre au parcours patient dans toutes ses dimensions :

- ⑩ volet prévention par le développement à terme de consultations de prévention (évaluation gériatrique standardisée, prévention dentaire, ophtalmo, etc.),
- ⑩ solutions intermédiaires entre EHPAD/USLD et domicile permettant de retarder l'entrée en institution, donner du répit aux familles et faire une transition plus harmonieuse lorsque l'institutionnalisation devient nécessaire (développement de l'hébergement temporaire, hôpital de jour, PASA, accueil de jour, ...),
- ⑩ volet réadaptation avec un Service de Suite et de Réadaptation,
- ⑩ volet institutionnalisation : quand l'entrée devient nécessaire, avoir une solution quelque soit l'état de santé.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet global du Centre Emma Ventura du CHUM porte sur l'amélioration de l'offre pour les personnes âgées sur le territoire par la création à terme d'un gérontopôle, pôle d'excellence gériatrique.

Ce projet présenté est réalisé sur deux phases :

1. Confortement sismique du bâtiment principal, réhabilitation et remise aux normes et études gérontopole comprenant :

- La réhabilitation entamée depuis 2014 avec un projet inscrit au titre du CPER 2015-2020 qui porte sur le confortement sismique, les travaux de sécurité et de mises aux normes, la réfection des unités de soins, la réfection des espaces de vie communs, les façades extérieures et de l'acquisition d'équipements et matériel,
- ⑩ Les études de faisabilité, de programmation, de concours et de conception du pôle d'excellence gériatrique qui vise également l'installation d'autres activités en lien avec la gérontologie.

2. La Restructuration du site et création d'un gérontopôle comprenant :

- ⑩ La démolition-reconstruction des bâtiments vétustes existants sur le site
- ⑩ L'humanisation des chambres d'hébergement (transformation des chambres à 4 lits en chambres individuelles avec WC intégré)
- ⑩ La création d'unités nouvelles d'hébergement sur le site pour compenser le capacitaire perdu dans la restructuration des ailes d'hébergement et satisfaire le capacitaire cible du site
- ⑩ Les aménagements paysagers du site et la création de jardins récréatifs
- ⑩ La libération d'emprises en vue de la phase n°3 du projet non incluse dans la présente opération (construction de bâtiments complémentaires pour accueillir les activités nouvelles au-delà de la capacité d'accueil déjà mobilisé)

La mise en place d'un tel dispositif permettrait à la fois de positionner le pôle de gériatrie et gérontologie comme centre référent de l'expertise gériatrique qui en serait le socle organisationnel et qui fédérerait tous les acteurs du champ de la gérontologie incluant la Collectivité Territoriale, les structures de formation, les libéraux, les associations de prévention, les représentants des usagers

Les missions du Gérontopôle seraient de:

- ⑩ Permettre l'accès au diagnostic et à l'expertise pour toute la population âgée ;
- ⑩ Développer la promotion de la santé et la prévention ;
- ⑩ Développer la recherche et l'enseignement et les formations continues.

L'axe recherche a toute sa place sur un gérontopôle. Même si de nombreuses avancées scientifiques ont été faites, il n'existe pas encore de traitements pharmacologiques permettant de soigner la Maladie d'Alzheimer. Toutefois, des approches non-pharmacologiques telles les activités cognitives socialisantes et l'activité physique (AP), ont montré de bons effets sur la santé des personnes qui en pratiquaient. Bien que les essais cliniques contrôlés et randomisés montrent peu de preuves évidentes que la pratique d'AP améliore les fonctions cognitives chez les personnes atteintes de troubles neurocognitifs majeurs, les bénéfices sur les capacités physiques, les troubles psycho-comportementaux, sur le ralentissement du déclin fonctionnel et la qualité de vie, ont plus souvent été retrouvés ; le développement des recherches dans cette voie permettrait de proposer une nouvelle approche dans la prise en charge de cette maladie.

Le Centre Emma Ventura, de par sa genèse, son emplacement géographique central, l'offre existante et les ressources en présence déjà acquises à la cause gérontologique paraît approprié pour accueillir ce gérontopôle.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

Réhabilitation et remise aux normes du Centre Emma Ventura ainsi que l'étude en vue de la création du pôle d'excellence gériatrique à horizon 2024, afin d'offrir à la population âgée, un centre permettant en un lieu unique regroupant l'ensemble des services : accueil, information, consultations mémoire, plateau technique mais aussi hébergement EHPAD, accueil de jour, SSR, hôpital de jour,....

L'objectif étant de disposer d'une filière efficiente et performante répondant aux besoins de la population âgée (prévention, repérage fragilités, expertise...).

Indicateurs :

Nombre de chambres rénovées

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 12 677 000 €

Les plans de financements prévisionnels sont définis comme suit :

(Le coût global s'élève à 41,28 M€, mais seule la phase 1 "Confortement sismique du bâtiment principal, réhabilitation et remise aux normes et études gérontopole" est financée par le CCT)

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût État ARS (valorisé)	Investissement					1 200 000 €
	Fonctionnement					
Coût CHUM et AFD	Investissement					4 177 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					5 300 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					12 677 000 €
	Fonctionnement					

Structures	Confortement sismique	Réhabilitation CEV	Etudes GERONTOPOLE (faisabilité, programmation, AMO, concours MOE)	Coût total
ARS (Plan Aide à l'Investissement)		1 200 000,00 €		1 200 000 €
État BOP 123		1 000 000 €		1 000 000 €
CTM (subvention d'investissement)		1 000 000 €		1 000 000 €
FEDER (axe 5-3)	2 200 000 €			2 200 000 €
FEDER (axe 9-1)		2 700 000 €	400 000 €	3 100 000 €
CHUM Pret AFD	3 300 000 €	277 000,00 €	600 000 €	4 177 000 €

TOTAL	5 500 000 €	6 177 000 €	1 000 000€	12 677 000 €
--------------	--------------------	--------------------	-------------------	---------------------

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

- ☐ oui, en totalité,
 ☒ oui, à hauteur de M€ (soit phase 1 partielle uniquement)
 ☐ Non

Durée totale de l'action : 5 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	Fin 2022
-RENOVATION -RAVALEMENT -SECURISATION : SSI -REMPLACEMENT COLONNE MONTANTE -CONFORTEMENT	Consultation Pour : -Bureau de Controle Technique -MOE -SPS	Rédactions : CCTP/plan -DCE -Consultation des entreprises -Négociation -Rapport d'Analyse -Notification	Début Travaux	Fin Travaux et mise en service
Etudes Conception Gérontopole	Lancement marché de AMOA	Mission AMOA et rendu du PTD fin 2020		

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°1-2-2-4

"Sécurisation et réhabilitation du Centre Hospitalier Nord Caraïbe du Carbet"

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

■ Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire : C'est une priorité pour le Territoire. Le CHNC est le principal Etablissement de Rééducation intervenant à la fois au niveau des enfants, des adultes et des personnes âgées. Il reçoit également des patients venant de la Guadeloupe, de la Guyane ainsi que des Petites Antilles.

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Centre Hospitalier Nord Caraïbe.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

La CTM et L'État dans le cadre du Contrat de Convergence
L'ARS
La CDC

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Ce projet concerne le Centre Hospitalier décomposé en trois sites :

- Le site du Carbet, centre de médecine préventive et de rééducation fonctionnelle,
- Le site de Saint-Pierre dédié aux poly-pathologies des personnes âgées dépendantes,
- Le site du Prêcheur, un EHPAD, accueillant une unité dédiée aux personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Le site de Saint-Pierre a été réhabilité en 2000 et nécessite quelques travaux de maintenance et d'adaptation et de sécurisation. Le site du Prêcheur, bénéficie d'un nouvel emplacement depuis 2012, dans le cadre d'un partenariat avec société Ozanam.

Le rapport Barat d'Octobre 2008 reconnaît que le site est doté d'un plateau technique de qualité, mais que le matériel est vieillissant.

Le taux de vétusté des bâtiments (48%) et celui des équipements (95%) est tel qu'il oblige à renvoyer les patients à leur domicile lors de grosses intempéries (pluies, cyclones).

C'est donc un établissement qui nécessite des investissements pour la rénovation de ses équipements afin de prendre en charge à minima la patientèle dans des conditions de sécurité et de qualité.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet initial se décompose en 10 sous projets pour un coût total de 2 ,080 M€ et portant principalement sur la sécurisation et l'amélioration des conditions d'accueil de la patientèle.

Le projet phase 1, qui doit faire l'inscription au CCT 2019-2020 se compose de trois sous projets, pour un coût total de 1,050 M€ :

- Sous projet I : Accessibilité du site du Carbet aux personnes et patients handicapés. Coût :300 000 euros
- Sous projet II : Réhabilitation intérieure UF 1 et 2. Coût 450 000 euros.
- Sous projet III : Réhabilitation extérieure (UF 5 ,6,7 et niveau Atrium) coût 300 000 euros

Ce projet s'inscrit dans un cadre plus global de confortement parasismique, sur laquelle la CDC interviendrait en ingénierie financière et technique.

Il a vocation à terme à accueillir du public en temps de crise naturelle.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs :

- Mettre en place un site hospitalier permettant de recevoir la patientèle dans des conditions de sureté, de sécurité et de salubrité
- Protéger les patients et les personnels des nuisances consécutives aux phénomènes cycloniques et aux fortes intempéries
- Offrir à la population Nord-Caraïbe un lieu permettant de recevoir des clients en temps d'intempéries (cyclones, tremblements de terre...

Indicateurs d'évaluation :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 000 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût CTM	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 2 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-1

" Réhabilitation de salles de spectacles Lorrain, Marin, Prêcheur et celles du Domaine de Tivoli, du Parc des Floralies, du CDST et de l'Habitation Gradis "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DAC - CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

Ministère de l'Éducation Nationale

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique est particulièrement sous-équipée en salles de spectacle et autres espaces de travail pour les équipes artistiques du spectacle vivant. En conséquence, la population du Nord de l'île comme du Sud reste réellement éloignée de l'offre de spectacles.

Une étude réalisée par un professionnel de la scénographie et de la sécurité, a facilité l'identification des salles de spectacles disséminées sur le territoire dont l'état ne permet pas aujourd'hui d'effectuer un travail de programmation, en vue d'établir un état des travaux à effectuer pour une remise aux normes de sécurité propice à les rendre accessibles au public et aux artistes dans des conditions normales de travail et de représentation.

DESCRIPTIF DU PROJET

Plusieurs salles de spectacles ont été retenues : Lorrain, Prêcheur, Marin, Fort de France (Domaine de Tivoli), Trois Ilets (Parc des Floralies), Saint-Pierre (CDST) et Basse-Pointe (Habitation Gradis).

Deux options ont été étudiées :

- une mise aux normes liées à la sécurité du public et des artistes : évacuation incendie, électricité, gradinage adapté, etc...
- ⑩ une réhabilitation complète des espaces.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Cette démarche qui procède d'un aménagement du territoire, indispensable à la Martinique, permet de pallier la carence de lieux de diffusion et/ou de résidences d'artistes, au moins en partie, favorise les rencontres entre la population et les artistes et augmente les possibilités d'actions d'éducation artistique et culturelle en communes.

Indicateurs :

- fréquentation en nombre
- prise en compte des personnes en situation de handicap
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 800 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 131	Investissement					150 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires CTM	Investissement					650 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					800 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16

Projet	AE																
--------	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-10

" Restauration de la Bibliothèque Schoelcher "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA culture jeunesse et sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Restaurer le bâtiment de la Bibliothèque Schoelcher en relation avec l'architecte des bâtiments de France (bâtiment classé MH).

DESCRIPTIF DU PROJET

La bibliothèque Schoelcher a subi de nombreux dommages lors du cyclone DEAN en 2007 qui n'ont jamais été réparés et qui au fur et à mesure, portent atteintes au bâtiment (peinture dégradée, vitraux cassés, motifs sculptés abîmés, etc ,.. Il y a urgence à mettre en œuvre la réhabilitation de ce bâtiment emblématique qui est le plus visité à Fort-de-France.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- taux de fréquentation
- prise en compte des personnes en situation de handicap

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 908 480 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 175	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					1 154 240 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					1 154 240 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					2 908 480 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☒ oui, en totalité,
 ☐ oui, à hauteur de
 ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-11

" Restauration du Pavillon Bougenot "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture jeunesse sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Pavillon Bougenot est l'antenne documentation de la Bibliothèque Schoelcher

DESCRIPTIF DU PROJET

Le Pavillon Bougenot a subi de nombreuses dégradations depuis des années (fuite dans la toiture, plancher dégradé, sortie de secours inexistante, balustrade fragile), qu'il faudrait réparer car représentant l'une des trois belles maisons bourgeoises subsistant au centre-ville et très photographiée par les visiteurs.

D'autre part, le public déficient visuel est accueilli actuellement à l'étage de ce pavillon, ce qui pose d'énormes problèmes de sécurité pour ces personnes porteuses de handicaps. Il faut en urgence leur construire un accueil adéquat, notamment pour cette structure au niveau des Antilles.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Restaurer le Pavillon Bougenot et aménager une construction modulaire dans les jardins pour y accueillir le public déficient visuel.

Indicateurs d'évaluation :

- taux de fréquentation
- prise en compte des personnes en situation de handicap

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 175	Investissement					150 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					300 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					550 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-12

" Galerie Ecole du Campus Caribéen des Arts "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture jeunesse sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Ouverture d'une galerie au sein de l'école supérieure d'arts de Martinique pouvant recevoir des expositions d'œuvres et d'objets d'art, à savoir une salle étanche ayant des surfaces adaptées et équipées, un éclairage approprié et disposant d'une température constante pour une bonne tenue des œuvres exposées.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'ouverture d'une galerie au sein de l'école supérieure d'arts de Martinique est aujourd'hui plus qu'envisageable.

Service instructeur : DAC

Cette ouverture s'effectuerait dans le cadre d'un projet de développement maîtrisé, afin de garantir au dit projet toutes ses chances de réussite. Une observation objective de la première année d'existence constituerait un ensemble de fondements concrets permettant de réajuster, éventuellement, son fonctionnement et son statut.

Il conviendrait de débiter modestement ce projet de galerie-école, en fonction de la capacité financière de l'établissement et des partenaires mobilisés, dans un espace qui réponde aux pré-requis minimum d'un lieu pouvant recevoir des expositions d'œuvres et d'objets d'art, à savoir une salle étanche ayant des surfaces adaptées et équipées, un éclairage approprié et disposant d'une température constante pour une bonne tenue des œuvres exposées.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 100 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 224	Investissement					100 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					2 100 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-14

" Passeurs de mémoire "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture jeunesse sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

CTM : comité martiniquais du tourisme

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Trésors nationaux vivants ; réaliser une série de « docu-fictions » en relation avec notre patrimoine culturel et immatériel en vue d'une télédiffusion et d'un archivage scrupuleux.

DESRIPTIF DU PROJET

Patrimoine culturel et immatériel (PCI), série d'émissions télévisées.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de réalisations
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 390 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État CNC (valorisé)	Investissement					150 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					240 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					390 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-15
" Participation d'artistes locaux aux forums nationaux et internationaux "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture jeunesse et sports

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

CMT : Comité Martiniquais du Tourisme

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

DESCRIPTIF DU PROJET

Permettre à un groupe de professionnels constitué d'artistes et de producteurs d'avoir un stand sur ces salons afin d'y réaliser des showcases.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Service instructeur : DAC

nombre de participation d'artistes (H/F)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 224	Investissement					120 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					120 000 €
	Fonctionnement					
Coût État Institut français	Investissement					160 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-2
" Musée des Arts Contemporains "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : Appellation « Bâtiment de France »

Ministère de l'Éducation Nationale

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

DESCRIPTIF DU PROJET

Ce projet concerne la création du Musée des Arts Contemporains dans les locaux de l'ancien palais de justice appartenant à la CTM. Ce site, situé au centre-ville de Fort-de-France est stratégique considérant notamment des critères d'accessibilité multimodale et d'originalité compte tenu de son inscription au titre des monuments historiques.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- fréquentation en nombre
- prise en compte des personnes en situation de handicap
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 4 183 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 131	Investissement					183 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires CTM	Investissement					4 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					4 183 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-3

" EMEA Phases I et II mise en réseau des antennes "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

Ministère de l'Éducation Nationale

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Équipement et aménagement des locaux : le projet EMEA accompagnera les structures qui dispensent l'enseignement de la musique mais aussi du théâtre, cours dramatique, interprétation, contes, art de la parole, puis de la danse.

DESRIPTIF DU PROJET

Ces enseignements sont déjà structurés par la scène nationale de Tropiques Atrium et certaines écoles proposent les modules d'initiation au théâtre (le CREAM : Centre Robertin d'Enseignement Artistique et Musical, le SERMAC, A'ZWEL, KORZEMO....).

Ce dispositif connaîtra une extension aux autres associations réparties sur tout le territoire. Ainsi, on recense une vingtaine d'écoles en Martinique qui pourront aussi rejoindre le dispositif.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de fréquentation femmes/hommes
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 346 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 224	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					746 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					1 346 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-4

" Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) de Saint-Pierre "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Ville de Saint-Pierre

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

Ministère de l'Éducation Nationale

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le CIAP est un équipement culturel de proximité ayant pour objectif la sensibilisation, l'information et la formation de tous les publics à l'architecture et au patrimoine de la ville. Créé en articulation avec les autres équipements culturels de la collectivité, il contribue au maillage culturel du territoire.

DESCRIPTIF DU PROJET

La ville de Saint-Pierre dispose du label « ville d'art et d'histoire » depuis 1990 (première commune des outre-mer). Dans le cadre du renouvellement de ce label et de la nouvelle convention décennale signée en 2018, la ville de saint-Pierre s'engage à mettre en œuvre un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine.

Lieu de médiation et de pédagogie, il s'adresse aux habitants de la ville et de la région, mais également aux touristes francophones ou non. Point de départ des visites guidées de Saint-Pierre, le futur CIAP constituera un espace privilégié de rencontres et d'échanges didactiques et pédagogiques. Une exposition permanente, des expositions temporaires, un centre de documentation, des ateliers pédagogiques, des conférences et autres animations, permettront aux visiteurs d'enrichir leurs connaissances architecturales, urbanistiques et paysagères de la ville.

Le choix de la ville de Saint-Pierre est d'installer le CIAP à la villa Sainte-Anne, au cœur du quartier du centre. Située à proximité du musée Frank A. Perret, la villa est une des premières maisons bâties lors de la reconstruction de la ville entre 1926 et 1927.

La proposition d'aménagement repose sur l'utilisation du bâtiment principal constitué de deux maisons mitoyennes disposant de salles qui accueilleront les expositions permanentes et temporaires sur une surface de 248 m² accueillera le centre de documentation, les ateliers, les conférences et autres réunions. Un espace cours de 126 m² sera conservé et réhabilité afin d'y proposer des activités pédagogiques et animations en plein-air.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- fréquentation en nombre
- prise en compte des personnes en situation de handicap
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 972 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123 (FEI)	Investissement					903 960 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires ville de Saint- Pierre	Investissement					68 040 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					972 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-5

" Recherche archéologique à Saint-Pierre "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Ville de Saint-Pierre

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »

Ministère de l'Éducation Nationale

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Projet prioritaire pour l'État. La ville de Saint-Pierre constitue un objet archéologique unique qui s'offre à la recherche archéologique et historique. Cette opération vise à promouvoir la politique de préservation, de restauration et de mise en valeur des richesses patrimoniales de la Martinique.

DESCRIPTIF DU PROJET

Les actions de recherches archéologiques à Saint-Pierre feront l'objet d'un programme mis en œuvre au travers du projet d'accompagnement de la RHI (résorption de l'habitat insalubre) du Fort, poursuivant les objectifs suivants :

- améliorer la prise en compte du patrimoine archéologique dans l'opération de RHI du Fort ;
- disposer d'un bilan patrimonial dans l'amélioration de la qualité du projet de recomposition urbaine de Saint-Pierre.

Le programme de recherche archéologique à Saint-Pierre sera réalisé par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 80 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement					15 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires CTM	Investissement					65 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					80 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-6

" Rénovation des bâtiments de l'Habitation Gradis "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture
- Tourisme
- Education/enseignement supérieur/recherche
- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture jeunesse et sport

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le développement de l'offre culturelle dans les zones rurales de notre pays est l'un des axes forts que s'est fixé la CTM.

L'habitation GRADIS, nouveau centre culturel du grand Nord, bastion de l'émancipation des populations et théâtre de luttes syndicales, sera un lieu de mémoire unique sur ce territoire. La CTM entend fédérer l'ensemble des communes de ce territoire qui compose le Cap Nord autour d'un projet intitulé « Développement des arts et de la culture en milieu rural » et qui s'articule suivant 7 axes majeurs et s'adresse à des publics divers.

Cependant le projet principal souhaité par le président du Conseil exécutif concerne un rendez-vous de la Martinique avec elle-même par le prisme de l'histoire.

- 1- « **La saison des jeunes pousses** » : cette action a pour vocation de sensibiliser le jeune public des écoles maternelle et élémentaires aux offres et aux pratiques artistiques dans notre pays.
- 2- **La mise en place d'une labellisation « ARTISTIK LEKOL »** : il s'agira de récompenser les établissements scolaires qui auront incité, le plus leurs élèves à prendre part aux activités de type éducatif, proposé par le centre culturel GRADIS.
- 3- « **Les jardins artistiques** » :
 - Accueil d'œuvres monumentales réalisées par des plasticiens de Martinique, de la Caraïbe ou autres ...
 - Jardins éphémères : réalisés par les jeunes publics encadrés par des artistes plasticiens professionnels – travaux : espace d'accueil à réaliser.
 - « Chemin des aromatiques » Dispositif spécifique en direction des enfants du Nord atlantique frappés de surdité.
- 4- **Les ateliers d'apprentissage de langues** : trois langues ont été retenues : l'anglais, le tamoul et la langue des signes.
- 5- **Dans les offres de GRADIS**, des « résidences de création » et des « accueils studio » sont envisagés dès 2018.
- 6- **Le « Théâtre en verdure »** : il s'agit d'utiliser les jardins de GRADIS comme espaces circonscrits dans l'élaboration du projet artistique, en les y intégrant comme décors naturels sans autre apport majeur d'éléments de décor. Action réservée aux conteurs dès 2018.
- 7- **la gastronomie**

DESCRIPTIF DU PROJET

Aménagement des éclairages pour près de 7 hectares de surfaces du site ; travaux de sécurisation des postes électriques et d'électrification, travaux de nettoyage du site en vue de récupération d'éléments des anciennes usines (machines, cuves, ect...) enfouis sous la végétation et autres déchets... ; aménagement paysager du site ; travaux de sécurisation du site (très important) ; travaux à réaliser sur la maison principale (espace administratif) ; travaux à réaliser pour la délimitation et l'aménagement technique et mobilier de l'espace d'accueil et de mise en monstration des spectacles invités (plateaux, chapiteaux, gradins, loges et matériels audio et de luminarisation, ; travaux de mise aux normes pour l'accueil des personnes à mobilité réduite ; aménagement de la bibliothèque avec étagères et des vitrines.

Focus sur la bibliothèque :

Le projet de mise à disposition en direction des publics scolarisés du Nord Atlantique d'une bibliothèque spécifique (ouvrages spécialisés dans les domaines des arts, de la culture, de l'environnement et de la biodiversité flore et faune de la région Nord) fait partie des objectifs visés par le centre culturel de Gradis.

La Bibliothèque est une nécessité absolue, non seulement pour les publics scolarisés et leurs encadrants enseignants, mais également à disposition des artistes eux-mêmes dans le cadre des résidences qui ont débuté, enfin, dans le cadre du projet global du centre culturel Gradis eu égard aux axes tels que :

- le Chemin des aromatiques : en direction des publics des malentendants ;
- le théâtre en verdure : avec l'implication de la flore et de la faune comme éléments de décors ;
- les jardins éphémères : constructions d'œuvres à partir des matériaux naturels extraits de l'environnement immédiat du site Gradis et des jardins environnants.

Pour la mobilisation des crédits sur le P119, le Préfet s'assurera, en lien avec la DAC, de l'adéquation des opérations concernées avec les objectifs et les règles de fonctionnement du concours particulier relatif aux bibliothèques créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Ce projet entend démocratiser la diffusion artistique par la création d'un centre consacré à la pratique de la musique, de la danse, du théâtre, de l'artisanat d'art et de l'audiovisuel. Une démocratisation qui passe notamment par l'accessibilité géographique et stylistique.

Indicateurs d'évaluation :

- fréquentation en nombre
- prise en compte des personnes en situation de handicap
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 840 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 119	Investissement					420 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires CTM	Investissement					420 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					840 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☒ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-1-7

" Centre d'interprétation de la culture amérindienne de Vivé au Lorrain "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CAP Nord Martinique
DGA culture jeunesse sport CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (partenaire financier)
CMT Comité martiniquais du tourisme

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le centre d'animation et d'interprétation de la culture amérindienne de Vivé au Lorrain constitue un projet majeur et structurant en particulier pour le Nord Atlantique de la Martinique. Ce projet à la fois identitaire et touristique, permettra à terme de valoriser le patrimoine amérindien de l'ère saladoïde ancien (de -300 avant J.-C. À 400 après J.-C.). La richesse de ce patrimoine a été avérée scientifiquement par les archéologues, lors de la réalisation des fouilles archéologiques. Ces fouilles ont notamment permis de révéler des objets semi-intacts, ainsi qu'une présence et une densité de vestiges amérindiennes inexistantes dans le reste du bassin caribéen et des Amériques.

Cette opération d'aménagement a connu de très nombreuses difficultés techniques au regard des contraintes archéologiques, administratives et techniques inhérentes au site. Aujourd'hui, le projet rentre dans sa phase opérationnelle avec l'obtention du permis de construire en fin 2018 et la publication des marchés de travaux. Le démarrage des travaux est programmé pour le 1^{er} trimestre 2020.

Des demandes de financement pour la réalisation des travaux ont été déposées pour la réalisation des travaux est fixé à 27 397 318€. Après analyse technique, un phasage avec une ouverture partielle en 2021 du site est possible pour un montant de 12 983 470€.

DESCRIPTIF DU PROJET

La phase 1 des travaux comprend les aménagements extérieurs et paysagers, le bestiaire, le campement des chercheurs, les locaux techniques, le village amérindien, le jardin des imaginaires, l'artisanat et la pédagogie, les scénographies et le parking.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de visite du site
- nombre d'emplois créés (directs et indirects)
- prise en compte des personnes en situation de handicap

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 12 983 470 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement					450 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					3 493 069 €
	Fonctionnement					
Coût Cap Nord	Investissement					3 297 801 €
	Fonctionnement					
Coût État (Fonds national de l'archéologie préventive)(v alorisé)	Investissement					81 807 € (valorisé)
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					5 660 793 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					12 983 470 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°1-3-1-8

" Muséographie, scénographie et aménagement du Musée du Père PINCHON "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire :

Le Musée du Père Pinchon, nouveau lieu culturel, aura une triple mission :

1. La principale sera un gros plan sur la vie du Père Pinchon , à travers la mise en valeur muséographique de ses collections en vue de les faire connaître au grand public et de les mettre à la disposition des chercheurs ;
2. La seconde est de créer un lieu culturel vivant, véritable centre d'interprétation, donnant toutes les clefs pour une meilleure sensibilisation à la préservation de la faune et de la flore martiniquaise ;
3. Fort de ses collections et de sa bibliothèque scientifique, d'être un pôle de recherche à rayonnement caribéen et international, en relation avec les universités, les instituts de recherches et les organismes de protection de la nature. Il faut encore le signaler, la collection du Père Pinchon est actuellement la plus complète de toutes les petites Antilles.

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport – Direction des musées, domaines et sites

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État
Europe

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Problématiques liées à la conservation de l'environnement, du patrimoine naturel de la Martinique et de la valorisation de la biodiversité.

Recherches scientifiques à portée internationale (bibliothèque scientifique) ; lieu d'échanges pour les chercheurs.

DESCRIPTIF DU PROJET

Aménagement de la salle d'exposition principale avec les différents dioramas correspondant aux milieux naturels : réalisation et installation des vitrines (mise en place de la scénographie).

Mobiliers et multimédias dans les salles annexes.

Aménagement de la bibliothèque

Focus sur la bibliothèque

La bibliothèque scientifique du Père Pinchon est l'un des points forts des collections

En effet, classée par thèmes, elle comprend de nombreux ouvrages dont des éditions anciennes du 18^{ème} et 19^{ème} siècle concernant l'ichtyologie (poissons), l'entomologie (insectes), les mollusques, la zoologie, la géographie, la géologie, l'ornithologie (oiseaux), les reptiles et amphibiens, l'archéologie, la littérature, la botanique, les coquillages, les champignons, les crustacés etc.. en totalité plus de 2 000 ouvrages. Elle comprend aussi une importante collection de revues scientifiques (2248) dont certaines du début du siècle comptant des revues sur les Antilles.

Père Pinchon était aussi un correspondant du Museum d'histoire naturelle de Paris : le musée possède ainsi plus de 1300 lettres relatives à ses échanges avec de nombreux scientifiques de la Caraïbe, des Etats Unis, et de France.

Les carnets de voyages ainsi que les cours d'histoire naturelle, les conférences données par le Père Pinchon ont été identifiés et rangés.

Photographe infatigable, Père Pinchon a photographié une grande partie de ses collections, s'est fait accompagner sur le terrain par des photographes comme Marcel Bon Saint Come ou Lois Hayot qui ont laissé des témoignages concernant son travail de recherche. La bibliothèque compte actuellement plus de 3 300 photos, qui se sont enrichies, il y a 2 ans de plus de 2 500 photos couleur du photographe Grégory Guida portant sur l'histoire naturelle de Martinique et Guadeloupe.

Une bibliothèque de grande valeur qui sera donc ouverte aux chercheurs et aux étudiants faisant ainsi de la Martinique un lieu de référence pour les Petites Antilles.

Pour la mobilisation des crédits sur le P119, le Préfet s'assurera, en lien avec la DAC, de l'adéquation des opérations concernées avec les objectifs et les règles de fonctionnement du concours particulier relatif aux bibliothèques créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

- Valoriser la biodiversité
- Sensibiliser les résidents à la culture et les inciter ainsi que les touristes à une visite physique des établissements
- Augmenter le nombre de visiteurs notamment chez les touristes

Indicateurs d'évaluation :

- fréquentation en nombre ;
- prise en compte des personnes en situation de handicap ;
- nombre d'emplois créés (directs et indirects).

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 100 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 119	Investissement					780 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					924 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					396 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					2 100 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de 780 000€ ☐ Non

Durée totale de l'action :
24 mois 2019-220

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°1-3-1-9

" Restauration de la cathédrale Saint-Louis de Fort-de-France "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture
- Tourisme

Priorité pour le territoire :

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Ville de Fort-de-France

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Etat
Ministère de la culture : appellation « Bâtiment de France »
CTM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Monument historique, le massif d'entrée ainsi que l'aménagement du parvis constitue la dernière tranche de travaux pour les extérieurs.

Celle-ci se décomposerait en 3 phases : l'installation du chantier, la dépose de la flèche et la restauration des façades et la repose de la flèche (phase 2) et l'aménagement du parvis (phase 3).

Ce projet est considéré incontournable, car il permettra de valoriser le patrimoine culturel du centre-ville en améliorant l'environnement esthétique et le cadre de vie tant du point de vue touristique que pour créer aux yeux de la population locale une image valorisante de son patrimoine.

DESCRIPTIF DU PROJET

La cathédrale Saint-Louis est en cours de restauration pour sa partie extérieure. A la suite de la restauration des bas-côtés, les travaux suivants furent la terminaison des extérieurs de la cathédrale à savoir, restauration du transept et de la couverture de la nef, la réhabilitation du chevet et des sacristies réalisés sur le PO 2007-2013.

Le massif d'entrée ainsi que l'aménagement du parvis constitue la dernière tranche de travaux pour les extérieurs.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Les indicateurs d'évaluation :

- prise en compte des personnes en situation de handicap
- taux de fréquentation

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 183 652 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 175	Investissement					300 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					300 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					526 272 €
	Fonctionnement					
Coût autre partenaire	Investissement					57 380 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					1 183 652 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16

Projet	AE																
--------	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-3-2 -1

fiche CADRE SPORT

" Rénovation des équipements sportifs"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projets stratégiques et structurants exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.9, 2.2.10, 2.2.29, 2.3.6

Thème

- Culture
- Tourisme
- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 1 -

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Etat, opérateurs et agences
CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport
Collectivités locales
Communes
Clubs, Associations

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Etat, opérateurs et agences
CMT
Communes, Clubs, Associations

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Il est important de valoriser le sport en tant que secteur à forte valeur ajoutée et pourvoyeur d'emplois. Il est donc impératif de mettre tous les atouts naturels en avant, la mer par exemple et ses plans d'eau qui permettent d'organiser des compétitions de standing international, la nature qui offre des paysages et des

spots intéressants pour les courses à pied, les sportifs de haut niveau, les événements sportifs traditionnels. L'entretien et la rénovation des infrastructures existantes restent primordiaux.

DESCRIPTIF DU PROJET

Cette fiche cadre détaille une première programmation qui a été d'ores et déjà identifiée et qui sera complétée par la suite. Les projets pour lesquels l'Agence du sport sera sollicitée ne sont présentés dans cette fiche qu'à titre indicatif.

- **Plan de développement de la voile et des sports nautiques** : Dresser un diagnostic de la situation des centres nautiques de la Martinique afin d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de modernisation. Généraliser par la même l'offre de la pratique de la voile à l'école, du primaire jusqu'à l'université et créer des sections « maritimes » dans certains collèges.

- **Espace d'entraînement pour le sport de haut niveau** : Doit être construit au lycée la Jetée du François. Il a pour but d'accompagner et d'assurer l'excellence au double niveau national et régional autour du handball martiniquais et antillais. Cet équipement permettra l'installation du pôle espoir antillais excellence handball masculin. Il comprendra 2 terrains couverts, une salle de musculation, des vestiaires, un terrain pour les pratiques beach, un terrain en gazon. Éventuellement aussi un mur d'escalade et une piste de 100 m.

- **Accompagnement personnalisé des sportifs de haut niveau originaires des Antilles** : Il s'agit d'accompagner les sportifs de haut niveau dans la réussite des projets olympiques, sur les olympiades 2020-2024 et de favoriser leur insertion professionnelle à court et moyen terme.

- **Programmation des événements sportifs majeurs** : Mise en place d'un calendrier des principaux événements sportifs afin de favoriser les échanges internationaux, les retours sur investissement, la montée en gamme des principales manifestations de la Martinique et faire émerger une véritable filière liée au tourisme sportif. Par exemple le tour cycliste, des yoles rondes, surf pro, Martinik cup, les jeux des îles....

- **Rénovation du stade Desclieux à Fort-de-France** : Il s'agit de reconstruire l'ensemble des vestiaires, sanitaires pour un meilleur accueil des élèves. Couvrir le plateau sportif attenant au hall et changer le revêtement de la pelouse synthétique.

- **Réfection de l'éclairage du terrain d'honneur et réhabilitation du complexe sportif au stade Louis Achille de Fort de France** : Mise en conformité et de sécurité des supports et de l'éclairage du terrain d'honneur. S'agissant du complexe sportif, il y a la réfection générale du gymnase thématique ; rénovation du hall Donatien ; réfection du revêtement du terrain synthétique et enfin la rénovation de la piste et de la couverture des plateaux sportifs.

- **Création de la base nautique du port de Basse-Pointe** : Ce centre serait un moyen de développement économique, utile pour retisser le lien social dans une zone d'emploi sinistrée.

- **Rénovation du centre de ligue de tennis de Martinique** : Démolition, étanchéité, faux plafond, électricité, plomberie, revêtement sols et murs, climatisation, couverture de 2 cours de tennis, construction de 3 cours de tennis complémentaires découverts et 1 cour de beach tennis et rénovation des surfaces de jeu des 5 cours set du club house, peinture et clôture.

- **Réhabilitation du hall des sports « Louis Joseph » de Ducos**
- **Rénovation des plateaux sportifs des cités scolaires**

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation

- Fréquentation en nombre Femmes / Hommes ;
- Fréquentation en nombre de personnes à mobilité réduite (PMA) ; puis F / H ;
- Nombre d'emplois créés (direct et indirect)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 20 806 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123 FEI	Investissement					3 700 000 €
	Fonctionnement					
Coût État Agence nationale du sport	Investissement					4 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					7 629 500 €
	Fonctionnement					
Coût Autofinancement	Investissement					2 837 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					2 139 500 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					20 806 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non
Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

TERRITOIRE : MARTINIQUE

FICHE PROJET n°1-3-2-2

" Plateforme ressource sports et santé "

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Thème

- Jeunesse/sport/vie associative
- Santé/protection sociale

Priorité pour le territoire :

1. Promotion des activités physiques et sportives pour la population martiniquaise dans un but de santé.

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM/ Institut Martiniquais du Sport (IMS).

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DJSCS (Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Martinique)
Agence Régionale de santé (ARS) Martinique
Caisse Générale de sécurité (CGSS) Martinique
Centre Hospitalier Universitaire (CHUM) Martinique
Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

- Une région à forte densité de population : 390 252 habitants au 1^{er} janvier 2017, 2^{ème} région la plus dense de France
- Un vieillissement marqué : DOM le plus âgé avec 18 % de personnes ≥ 60 ans mais la Martinique sera, selon les projections de l'INSEE, au 5^{ème} rang des régions les plus âgées en 2030 (34 % de personnes ≥ 60 ans pour une population totale de 427 000 habitants)

- Un contexte économique et social à améliorer : un taux de chômage élevé, deux fois plus de ménages pauvres qu'au niveau national, une forte proportion d'allocataires de minima sociaux et de bénéficiaires de la CMU

avec des problèmes de santé spécifiques :

- hypertension artérielle, accidents vasculaires cérébraux, diabète, problèmes de santé mentale, certains cancers, certaines addictions, infection à VIH, drépanocytose

- ce projet s'inscrit dans une politique globale de santé publique prenant en compte la prévention sous différentes formes (primaire, secondaire et tertiaire), en mettant en œuvre un véritable réseau sport santé bien être, en **s'appuyant** sur les recommandations du Plan National Nutrition Santé **et des Orientations stratégiques issues du Livre Blanc sur le Sport Martiniquais (2016-2021)**, **et en associant** le mouvement sportif avec le soutien des institutions et des Collectivités Territoriales ;

Ce projet est donc d'un enjeu majeur pour notre territoire.

DESCRIPTIF DU PROJET

La plateforme sera organisée autour de 3 pôles :

- **une maison sport santé** (centre médico- sportif) pour l'évaluation des sportifs de haut niveau ou de loisirs, des porteurs de maladies chroniques, de sédentaires en utilisant en tant que de besoins des moyens mobiles pour aller au plus près de la population ;
- **un pôle dédié à la prévention et la communication en sport santé et activité physique et sportive ;**
- **un pôle formation, accompagnement, recherche et développement**, centre expert et de ressources pour la prévention primaire par les APS au service des usagers.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Les objectifs visés :

- ☐ Lutter contre toute forme de sédentarité, lutter contre les pathologies au travail et en sport et lutter par l'activité physique contre les maladies chroniques ;
- Soutenir le développement du sport de compétition martiniquais par une médecine du sport plus présente et accessible ;
- Fédérer sur un même site, l'Institut Martiniquais du Sport (IMS), toutes les stratégies dans les domaines du sport de haut niveau, du sport santé et activités physiques déployées actuellement par les différents partenaires concernés (Collectivités, État, réseau associatif, monde du travail, etc..) ;
- ☐ Faire travailler en cohérence, au bénéfice des martiniquais, toutes les ressources locales et offrir sur le même site l'approche sanitaire (CHUM) et préventive par les activités physiques et sportives ;
- ☐ Faire perdurer les acquis du Centre d'évaluation Sanitaire et Sportif (CESS) et son expérience de 21 ans d'évaluation de la condition physique des martiniquais.

Indicateurs d'évaluation

- Fréquentation en nombre Femmes / Hommes ;
- Fréquentation en nombre de personnes à mobilité réduite (PMA) ; puis F / H ;
- Nombre d'emplois créés (direct et indirect)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 4 605 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123 FEI /Agence du sport	Investissement					800 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					855 000 €
	Fonctionnement					
Coût État (valorisé)	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM (valorisé)	Investissement					2 050 000 €
	Fonctionnement					
Coût Autofinancement	Investissement					500 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					4 605 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ANS

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-4-1-1

"Etude sur les besoins en logements en Martinique"

Résumé du projet :

L'étude a pour objectif de projeter, pour les dix prochaines années, l'évolution de la demande de logements, d'établir la géographie des zones touchées par la vacance, d'apprécier l'état des logements vacants et leur adéquation aux demandes exprimées et d'éclairer les choix de la puissance publique dans le nécessaire arbitrage entre la construction neuve et la réhabilitation.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : **O** **Si oui, n° du Projet Assises :** **2.5.7**

Thème

■ **Logement/foncier**

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ADUAM et/ou EPFL

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DEAL
CACEM
CAESM
CAP NORD
CTM
INSEE
ANIL
SEBTPAM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le plan Logement Martinique signé en mars 2015 n'a pas pris en compte de manière explicite le contexte démographique particulier de l'île.

La Martinique a perdu près de 19 000 habitants entre 2007 et 2018 les projections de l'Insee font état d'une nouvelle diminution comprise entre 30 000 et 50 000 individus (selon les hypothèses), à l'horizon 2030. Ce déclin démographique s'accompagne d'un important vieillissement de la population. La politique du logement doit pouvoir intégrer ces paramètres.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'étude se propose, en collaboration avec l'Insee et l'Aduam (Agence d'urbanisme) et au moyen d'investigations sur le terrain :

- de projeter, pour les dix prochaines années, l'évolution de la demande de logements, compte tenu de l'évolution du nombre et de la structure de la population ;
- d'établir la géographie des zones touchées par la vacance ;
- d'apprécier l'état des logements vacants et leur adéquation aux demandes exprimées ;
- d'éclairer les choix de la puissance publique dans le nécessaire arbitrage entre la construction neuve et la réhabilitation

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation : Etude réalisée : OUI / NON

Indicateurs d'impact : Nombre de logements réhabilités ou construits par an (sur la période 2021-2022)

Objectif du Plan logement outre-mer 2018-2020 : 9.000 logements construits ou réhabilités / an

Démarrage envisagé en Juin 2019

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 60 000 € relatifs aux études

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (BOP 123)	Investissement					30 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires (CTM)	Investissement					30 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	30 000 €	30 000 €			60 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 2 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022										
Projet	30 K€	30 K€												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-4-1-2

"Mise en place d'un observatoire des loyers en Martinique"

Résumé du projet :

Le projet consiste à mettre en place un observatoire local des loyers conforme au cahier des charges national élaboré par l'ANIL sur le périmètre CACEM puis sur les autres EPCI, à organiser la collecte de données (enquêtes notamment) et à analyser ces données.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.3.15

Thème

■ Logement/foncier

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ADIL Martinique

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DEAL
CACEM
CAESM
CAP NORD
INSEE
ANIL

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les loyers sont réputés élevés en Martinique, toutefois aucune étude ne permet d'étayer ce constat. Une connaissance plus fine des loyers pratiqués permettra de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre dans le

secteur du logement, et permettra d'affiner localement les loyers pratiqués dans le parc social et conventionné.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à :

- ⑩ mettre en place un observatoire local des loyers conforme au cahier des charges national élaboré par l'ANIL sur le périmètre CACEM puis sur les autres EPCI
- ⑩ organiser la collecte de données
- ⑩ collecter les données (enquêtes notamment)
- ⑩ analyser ces données.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- ⑩ Mise en place de l'observatoire
- ⑩ Collecte des données en 2019 sur la CACEM
- ⑩ Collecte des données en 2020 sur la CAESM et CAP Nord.

Indicateurs d'évaluation :

- Observatoire mis en place OUI/NON
- Taux d'effort net en logement

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 250 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : Installation : 50 000 €
- Phase 2 : Fonctionnement de l'observatoire, collecte, analyse : 200 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (BOP 135 central / valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					110 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					110 000 €
Coût EPCI	Investissement					
	Fonctionnement					30 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	40 000 €	80 000 €	80 000 €	250 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-4-1-3

"Création d'un groupement d'intérêt public (GIP) d'aide à la constitution des titres de propriété"

Résumé du projet :

L'article 35 de la loi 2009-594 du 27 mai 2009 sur le développement économique des outre-mer modifiée prévoit la mise en place d'une procédure de titrement. L'assemblée de Martinique a délibéré pour la création d'un GIP Titrement le 19 décembre 2017.

Le projet consiste à créer le GIP, à l'installer et à en lancer le fonctionnement. Il aura pour mission : l'instauration d'une structure en charge de la maîtrise de la procédure de titrement, la mise en place d'un fichier numérisé, l'information des publics concernés.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.3.6

Thème

- Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- Logement/foncier

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Association des Maires de Martinique
Chambre des Notaires Antilles-Guyane
Préfecture (DRFIP, DEAL)
Ordre des géomètres experts
CAF
Bailleurs sociaux

Service instructeur : DEAL / SLVD

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Environ 35 % des martiniquais (118 500) sont concernés par l'absence de titres de propriété. Les biens non titrés ne peuvent être ni cédés, ni loués, ni hypothéqués. La mise en valeur économique et patrimoniale ainsi que l'entretien des biens concernés s'en trouvent limités.

L'article 35 de la loi 2009-594 du 27 mai 2009 sur le développement économique des outre-mer modifiée prévoit la mise en place d'une procédure de titrement.

L'assemblée de Martinique a délibéré pour la création d'un GIP Titrement le 19 décembre 2017.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à créer le GIP, à l'installer et à en lancer le fonctionnement.

Le GIP aura pour mission :

- ⑩ l'instauration d'une structure en charge de la maîtrise de la procédure de titrement,
- ⑩ la mise en place d'un fichier numérisé,
- ⑩ l'information des publics concernés

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- ⑩ Désignation d'un préfigurateur du GIP
- ⑩ Installation du GIP Titrement et définition du mode de fonctionnement
- ⑩ Reconstitution des titres de propriété

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation : Mise en place du GIP (Oui/Non)

Indicateurs d'impact : Nombre de titres de propriétés reconstitués (à horizon 2022)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 2 400 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : Installation du GIP
- Phase 2 : Fonctionnement

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût Etat (BOP 123)	Investissement					
	Fonctionnement					1 200 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					1 200 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					2 400 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°1-5-1-1

"Égalité réelle entre les Femmes et les Hommes"

Résumé du Projet :

Ce projet vise à prévenir et lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, à favoriser l'égalité professionnelle et l'autonomie de celles-ci et à promouvoir la culture de l'égalité.

Les actions financées viseront à renforcer la prévention et la **lutte contre les violences** sexistes et sexuelles que subissent les femmes en Martinique. Les acteurs et actrices du réseau local insistent sur la nécessité d'améliorer la protection des victimes de violences conjugales, intrafamiliales, sexistes et sexuelles, et de maintenir la sensibilisation de toute la population à travers une campagne de communication. Par ailleurs, en dehors des financements du programme dédié, il s'agira de renforcer la condamnation des agresseurs.

Par ailleurs, les politiques publiques menées viseront à parfaire d'une part, **l'entrepreneuriat** des femmes et d'autre part leur **autonomie**, en leur assurant de meilleures conditions de vie et notamment, la facilitation de leur accès aux responsabilités économiques, sociales et politiques, la meilleure répartition des tâches familiales, l'amélioration de leur prise en charge médico-sociale, et une optimisation de leur accès au transport ou aux services numériques.

Enfin, les actions menées viseront à parfaire la **sensibilisation** de toute la population à travers une campagne de communication sur la culture égalité, relayée sur les réseaux sociaux.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

■ Égalité femmes-hommes

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DRDFE Martinique, CTM, collectivités, associations, fondations

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- CTM (*et satellites*)
- Services (*Déconcentrés et satellites*) de l'État
- Caisse des Dépôts & Consignation (CDC) => Banque Publique d'Investissement (BPI)
- ✓ Réseau associatif + fondations, etc.
- ✓ Communes en géographie Politique de la Ville
- ✓ Intercommunalités

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Malgré des actions de fond volontaristes et soutenues, **les violences sexuelles et sexistes augmentent encore régulièrement en Martinique**, beaucoup plus que sur le territoire national.

Pour ce qui est du contexte, **les espaces d'écoute, d'accueil et d'orientation peuvent encore largement améliorer la** satisfaction des besoins et attentes de celles-ci. Ces espaces et numéros d'accueil d'urgence ne fonctionnent pas 24 h/24 ni 7 j/7. Le parcours de sortie de la **prostitution** n'a concerné à ce jour qu'une situation. La promotion de l'accès aux droits par différentes **campagnes de sensibilisation**, l'accompagnement des victimes et de leurs enfants, la lutte contre les stéréotypes sexistes et la récurrence doivent s'intensifier. Enfin, il manque encore une **dynamique régulière d'enquêtes et d'évaluation** genrées des données locales, en sus de celles relatives aux violences, pour permettre une meilleure adéquation des politiques publiques à mettre en place. « *Les mathématiques font partie des éléments factuels permettant de rendre visible l'invisible* ».

La dynamique instaurée par l'ex-PAREF (Plan d'action régional pour l'entrepreneuriat des femmes) a considérablement ralenti, pour des raisons conjoncturelles. La coordination des actions pour un accompagnement durable des femmes créatrices et entrepreneures, le soutien aux associations formant et sensibilisant à la promotion de l'autonomie et de l'accès des femmes aux responsabilités, sont des enjeux cruciaux pour le succès de ce plan qui devrait évoluer en Plan d'Actions **Territorial pour l'Entrepreneuriat des femmes** (PATEF).

Les freins à la mobilité et à l'autonomie des femmes ne doivent pas être sous évalués. Ainsi, « *La lutte contre la fracture numérique est essentielle car les transitions numériques s'accélèrent. A tout âge, l'acquisition d'une culture et compétences numériques n'a jamais été aussi essentielle pour devenir citoyen.ne de la société numérique* ». Malheureusement, les femmes sont trop souvent en décalage, victimes de préjugés inconscients.

D'autre part, le transport est la pierre angulaire indispensable à toute émancipation des femmes, après la contrainte des tâches domestiques et familiales, étant pris en considération le taux de précarité et le nombre important de foyers monoparentaux dirigés par des femmes. Un effort pourrait être renouvelé s'agissant de **l'aide à la mobilité** ;

Par ailleurs, les **problématiques de santé publique** affectant les femmes sont à prendre en considération en tant que freins entravant substantiellement leur meilleure évolution sociétale. Vu les risques encourus, il s'agit d'une priorité.

Pour finir, et afin d'accompagner le **dialogue social** et la mise en œuvre de la loi pour assurer l'égalité professionnelle, pour mieux **mailler les collaborations** relatives à l'égalité, pour aussi renforcer le **réseau associatif**, premier contributeur et levier du développement de la **culture de l'égalité**. ; il reste à planifier une forte action de **communication pour la promotion de cette culture de l'égalité** entre les femmes et les hommes.

DESCRIPTIF DU PROJET

Les projets financés viseront à :

1-ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES DANS LEUR DROITS :

- renforçant l'assistance financière** en fonctionnement et en investissement aux lieux d'écoute, d'accueil et d'orientation, aux lieux d'accueil de jour, aux centres d'information et autres antennes faisant fonction de lieu d'accueil et d'écoute, au sein des associations locales.
- poursuivre la montée en action de l'**Observatoire des Violences** faites aux femmes de Martinique, le déploiement du **parcours de sortie de la prostitution** et le déploiement annuel de la **campagne de lutte contre les violences faites aux femmes**.
- exploiter les données chiffrées recueillies par les LEAO et assimilés pour mesurer un **indice de satisfaction des femmes** accompagnées.
- lancer une **étude bilan et prospective de faisabilité pour l'optimisation des plates-formes d'urgence existantes** afin de disposer d'une réponse locale et professionnelle, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, aux urgences d'écoute, d'orientation, d'accompagnement.

2-PRODUIRE DES DONNÉES CHIFFRÉES GENRÉES REGULIERES LOCALES A DIFFUSER : EN DEVELOPPANT UN TISSU ECONOMIQUE D'EXPERT.E.S OU DE PROFESSIONNEL.LE.S DE LA PRODUCTION PERMANENTE DE STATISTIQUES SUR :

Les problématiques :

- a) de l'égalité
- b) des violences
- c) des discriminations sexuelles et sexistes
- d) de santé (endométrioses, AVC,
- e) etc)

- élaborer un suivi (rapport d'évaluation, enquêtes diverses), de statistiques genrées à analyser régulièrement pour parfaire ou réadapter les leviers de correction de nos politiques publiques locales, accompagnées, le cas échéant, de campagnes de communication

-éditer un **état des lieux annuel de l'égalité réelle en Martinique**.

3-ACCOMPAGNER DURABLEMENT L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES :

- promouvoir l'exemplarité et la diffusion des **bonnes pratiques**
- stimuler le **Réseau de femmes d'influence des Outre-mer** cité dans le Livre Bleu issu des Assises des Outre-mer. Au sein de ce réseau mixte, ces personnes seraient des ambassadeurs et ambassadrices de tous les secteurs d'activités à améliorer
- renforcer le réseau d'accompagnement** pour lever les freins
- planifier des actions de communication grand public** pendant trois ans, sur ces éléments.

4-PROGRESSER DANS L'AUTONOMIE DES FEMMES DE LEURS DÉPLACEMENTS ET DE LEUR ACCÈS A LA VIE CITOYENNE :

- déployer des outils novateurs dans cet objectif, en particulier : le « **pass transport/permis** » pour aider à la mobilité et le « **pass culture numérique** » pour lutter contre illettrisme et la fracture numérique.
- développer et exploiter les résultats de marches exploratoires** aux abords des arrêts du TCSP, gares de transports en communs et autres lieux publics.
- poursuivre l'**accompagnement des acteurs** et actrices de terrain qui portent des projets variés de promotion de la mobilité et de l'entrepreneuriat des femmes, en particulier dans l'économie numérique.

5-ACCOMPAGNER LES POLITIQUES PUBLIQUES PRENANT EN COMPTE LES RISQUES DE SANTE SPECIFIQUES AUX FEMMES

Plusieurs domaines sont concernés :

- La lutte contre l'obésité et le surpoids des femmes
- Un meilleur maillage du territoire en faveur d'un repérage affiné (alerte et suivi notamment par des évaluations régulières),
- Une prise en charge médicale améliorée, à tarif abordable
- Un accompagnement durable à l'éducation alimentaire
- Une sensibilisation accrue de la population
- Le déploiement de structure sportive de proximité
- L'attribution de facilités pour développer la pratique sportive (bons, prestations intégrées, etc)

Un accent particulier pourra être porté sur l'**accompagnement à la réalisation du contrat d'objectifs pluriannuel des EICCF et CREPSS.**

6-SENSIBILISER L'ENSEMBLE DE LA POPULATION A TRAVERS UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION DURABLE SUR LA CULTURE DE L'ÉGALITÉ :

- Déployer à grande échelle cette initiative sur les réseaux sociaux et moyens de communication
- Impliquer les un.e et les autres à la culture égalitaire y compris de façon ludique en portant l'accent sur l'approche systémique
- Illustrer la déconstruction des stéréotypes à partir d'éléments parlants (ex : partage des tâches domestiques et familiales)
- Promouvoir la mixité des filières et des métiers (bien-fondé des équipes mixtes ; booster l'attractivité des filières désertées tant par les femmes que les hommes, expliquer les facilités d'accès et d'accompagnement, etc.), l'accompagnement du dialogue social en vue

7-SOUTENIR LES PROJETS DE FORMATION ET SENSIBILISATION A LA CULTURE DE L'ÉGALITÉ :

- accroître** la coordination les structures et institutions participant à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles : renforcer les moyens financiers (voire d'aide au déploiement de nouvelles sources de financement ; accompagnement au montage de dossiers, viser les fondations, pratiquer le crowdfunding, etc), humains (nombre + en montée en compétence), logistiques (aide à la dotation de mobilier et matériel moderne dont des outils de communication interactifs performants). Il faut également accompagner au regroupement d'association, géographiquement et par la mutualisation des compétences.

Cette action implique la mobilisation du réseau des accompagnateurs de Martinique Développement à la CTM.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

	Objectifs			
	2019	2020	2021	2022
Existence d'une réponse à l'urgence 24h/24 en heure locale				X
Nombre de réponses des associations locales à des appels à projets locaux et /ou nationaux	D	C	B	A
Nombre de chantiers de travaux d'équipement et/ou d'adaptation programmés et/ou réalisés suite aux marches sur le réseau des transports en commun	X	1	2	3
Nombre d'entreprises dirigées par les femmes en hausse		C	B	A
Évaluation annuelle par audits des campagnes	x	B	B+	A

COÛT TOTAL DU PROJET (HT, en €) 1 800 000

		2019	2020	2021	2022	Coût total
ETAT (BOP 137)	Investissement					
	Fonctionnement	200 000,00 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	800 000 €
CTM	Investissement	92 500 €	102 500 €	102 500 €	102 500 €	400 000 €
	Fonctionnement	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €
Coût total	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement*					1 400 000 €

Il se décline en plusieurs thématiques :

VIOLENCES (HT, en €) : 1 272 000		2019	2020	2021	2022	Coût total
ETAT	Investissement					
	Fonctionnement	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €

CTM	Investissement	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	72 000 €
	Fonctionnement	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €
Coût total	Investissement					672 000 €
	Fonctionnement*					600 000 €

AUTONOMIE (HT, en €) : 338 000		2019	2020	2021	2022	Coût total
ETAT	Investissement					
	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	40 000 €
CTM	Investissement	74 500 €	74 500 €	74 500 €	74 500 €	298 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					338 000 €
	Fonctionnement*					

CULTURE DE L'EGALITE (HT, en €) : 190 000		2019	2020	2021	2022	Coût total
ETAT	Investissement					
	Fonctionnement	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €
CTM	Investissement	0 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	30 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					190 000 €
	Fonctionnement*					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de 98 000€ (BOP 123) ☐ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 1-5-1-2

**"Projet de logement accompagné du conjoint violent
en pré et post sentenciel"**

Résumé du Projet :

Afin d'assurer l'effectivité des mesures d'éviction du conjoint violent et de garantir le maintien de la victime et des enfants dans le logement familial sans modifier leurs conditions habituelles de vie, il est essentiel de prévoir la création d'un dispositif d'hébergement pour les auteurs de violences au sein du couple.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 5.3.2

Thème

- Sécurité

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

L'association ALEFPA

Elle gère en Martinique **un pôle hébergement logement** disposant de :

- un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) accueillant prioritairement des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants, d'une capacité d'accueil de 35 places ;
- une maison-relais d'une capacité de 16 places logeant des femmes isolées ;
- deux résidences d'accueil accueillant des hommes et des femmes présentant des handicaps psychiques (capacités 40 places) ;
- 15 logements en Allocation Logement Temporaire (ALT).

Elle gère également un **pôle socio-judiciaire** comprenant :

- un espace de rencontre parents-enfants ;
- un dispositif d'intervention-judiciaire pour auteurs de violences conjugales et auteurs d'infractions sexuelles ;
- un poste d'intervenante sociale ayant en charge l'accompagnement pour les victimes de violences conjugales ayant porté plainte en zone gendarmerie ;
- un poste de référente territoriale violences conjugales en vue de l'accompagnement des bénéficiaires du dispositif Téléphone Grave Danger (TGD) ;
- un dispositif d'aide psychologique aux victimes (femmes et enfants) de violences ;
- un service d'enquêtes rapides d'orientation pénale.

Ainsi, la mise en œuvre de ces actions a permis à l'association de constituer une expertise sur les questions de violences intrafamiliales et la protection des victimes.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

SOLIHA, l'Agence immobilière Sociale, FIPD, SPIP, CACEM, CAP NORD, ESPACE SUD, DJSCS

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Comme tous les départements et territoires d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), la Martinique est particulièrement touchée par le phénomène des violences intrafamiliales : 2,1 victimes pour mille habitants là où la métropole en dénombre 1,5 pour mille habitants. Au cours de l'année écoulée, ce sont encore deux femmes qui ont perdu la vie en Martinique à la suite de violences au sein du couple. Le tissu institutionnel et associatif se mobilise sur cette question et plusieurs dispositifs ont déjà pu voir le jour (Téléphone Grave Danger, stage de responsabilisation pour les auteurs de violences conjugales, hébergement pour la prise en charge des victimes, intervenants sociaux dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie, etc...).

Le protocole concernant l'éviction du conjoint violent est à renforcer dans le cadre de mesures surtout **pré** et post sentencielles.

Afin d'assurer l'effectivité des mesures d'éviction du conjoint violent et de garantir le maintien de la victime et des enfants dans le logement familial sans modifier leurs conditions habituelles de vie, il est essentiel de prévoir le renforcement du dispositif d'hébergement pour les auteurs de violences au sein du couple. En effet, les relais familiaux existants ne permettent pas d'assurer l'éloignement de l'ensemble des auteurs de violences au sein du couple lorsqu'un tel éloignement est sollicité par les autorités judiciaires.

Ce projet vise également à prévenir la récidive des condamnés détenus pour des faits de violences au sein du couple, sortant d'incarcération sans possibilité d'hébergement dans la sphère familiale.

La promiscuité sociale induite par la configuration géographique du territoire insulaire de la Martinique rend d'autant plus nécessaire le renforcement de ce dispositif d'hébergement pour les auteurs de violences au sein du couple.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet de logement accompagné du conjoint violent a vocation à s'appliquer pour les prévenus ou condamnés pour des faits de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, de harcèlement ou de menaces, lorsque les faits sont commis par l'actuel ou ancien conjoint, partenaire ou concubin de la victime.

Il concerne les personnes faisant l'objet d'une mesure d'éviction du conjoint violent, ordonnée dans le cadre d'une mesure de contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve, ainsi que les personnes bénéficiant d'un aménagement de peine pour ce type d'infraction, dès lors que les intéressés n'ont pas de solution alternative d'hébergement.

Le dispositif allocation logement temporaire suppose que les personnes orientées soient en capacité :

- de payer la redevance, ce qui implique des revenus disponibles (mêmes faibles) ;
- d'occuper le logement de façon autonome : gestion de la vie quotidienne, préparation des repas, gestion du budget... ;
- de respecter les règles de vie sociale : nuisances sonores, relations de voisinage, etc. ;
- d'accueillir le cas échéant les enfants dans le cadre du droit de visite.

De ce fait, l'orientation doit être préparée en amont pour évaluer ces capacités et ne pas mettre en échec la prise en charge.

Dans le cadre pré-sentenciel, une enquête rapide d'orientation pénale diligentée par l'ALEFPA sera sollicitée par le ministère public pour apprécier la faisabilité du projet de logement accompagné. L'ALEFPA prendra attache auprès du service intégré d'accueil et d'hébergement (SIAO).

Dans le cadre post-sentenciel, le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) instruira les demandes de logement des condamnés pour les faits de violences conjugales sur le logiciel du SIAO.

Mise en œuvre

• **Le logement**

Les logements proposés font partie du parc immobilier que l'ALEFPA pôle socio-judiciaire propose de mobiliser en partenariat avec SOLIHA, l'Agence immobilière Sociale. Ce parc comporte 15 logements de type T2 en allocation logement temporaire réservés au dispositif d'éviction du conjoint violent.

Les logements seront localisés comme suit : 3 à Trinité, 4 au Lamentin, 1 au Robert, 3 à Sainte-Marie, 2 au Vauclîn et 2 à Rivière-Salée.

L'action sera déployée dans les communautés d'agglomérations suivantes :

- CAP NORD : 07 logements
- CACEM : 04 logements
- ESPACE SUD : 04 logements.

La durée du séjour en allocation logement temporaire est de six mois, éventuellement renouvelable une fois. Elle pourrait être prolongée, sur propositions des professionnels, compte-tenu du niveau de gravité des drames que vivent trop fréquemment ces familles qui devront se reconstruire souvent très lentement.

• **L'accompagnement**

En parallèle de l'hébergement, l'ALEFPA assurera l'accompagnement socio-éducatif des personnes hébergées dans le cadre de ce dispositif.

Les auteurs de violences au sein du couple ont besoin d'un cadre et d'un accompagnement leur permettant de retrouver les outils nécessaires pour mieux se positionner dans les rapports sociaux au sein du couple, à la maîtrise de soi, au contrôle de la violence, au respect des dispositions législatives en vigueur en matière de violences au sein du couple, et à mieux exercer leur parentalité le cas échéant.

En cohérence avec les partenaires mobilisés, le pôle socio-judiciaire de l'ALEFPA interviendra dans les domaines suivants :

- la remobilisation des compétences sociales : prise en charge par la personne de sa santé (physique et psychique) et de son hygiène, organisation de la vie quotidienne, maintien ou restauration des liens familiaux et soutien à la parentalité, développement de la vie sociale, culturelle et sportive ;
- l'exercice des droits et devoirs de citoyen : régularisation des situations administratives, référence à la loi et à la justice en concertation étroite avec le SPIP le cas échéant ;
- l'accès au logement autonome : gestion du budget, recherche ou consolidation d'une formation ou d'un emploi, recherche de logement.

L'accompagnement social proposé par l'ALEFPA est assuré par un travailleur social à mi-temps recruté pour le projet en lien avec les partenaires :

- Le SPIP dans le cadre post-sentenciel ;
- POLE EMPLOI pour l'accompagnement vers l'emploi ;
- Les services sociaux de droit commun pour l'accès aux droits ;
- Le Service Intégra d'Accueil et d'Hébergement (SIAO) pour préparer la sortie du dispositif et l'accès au logement (la possibilité de faire glisser les baux au nom des occupants sera un des moyens de faciliter cet accès).

L'évaluation de l'action se fera selon les modalités suivantes :

- dans le cadre pré-sentenciel : le travailleur social référent remet au contrôleur judiciaire un rapport d'évolution avant la comparution du prévenu devant la juridiction de jugement.
- dans le cadre post-sentenciel : le SPIP réalise un diagnostic préparatoire à l'orientation, il définit un projet personnalisé d'accompagnement. L'ALEFPA dresse un bilan intermédiaire de la situation de chaque personne après trois mois d'accompagnement puis une évaluation finale en sortie du dispositif.

S'agissant des victimes, l'ALEFPA assurera leur information sur l'effectivité de la prise en charge du conjoint violent et leur proposera une aide psychologique. Lorsqu'un Téléphone Grave Danger sera octroyé, l'ALEFPA assurera l'articulation avec ce dispositif.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

nombre d'hommes logés :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 550 000 €

		2019	2020	2021	2022	Coût total
Coût État (BOP 123)	Investissement					
	Fonctionnement					170 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					170 000 €
Coût FIPD (BOP 216) – SPIP (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					102 000 €
Coût État (DJSCS)	Investissement					
	Fonctionnement					84 000 €
EPCI	Investissement					
	Fonctionnement					24 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					550 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-10

"Lutte contre les sargasses en Martinique"

Résumé du projet :

Il s'agit de mettre en œuvre une stratégie globale autour de 5 axes :

A - Compréhension et prévision du phénomène

B – Mise en œuvre de techniques de collectes adaptées aux littoraux antillais

C - aménagement DES ACCES et des sites pérennes de stockage

D- Développer des process de valorisation dans une dynamique d'économie circulaire

E- Caractérisation des impacts

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Thème

- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

État et collectivités locales

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Acteurs de l'environnement, de la santé et du déchet (CTM, Préfecture, DEAL, DM, DAAF, ARS, ADEME, Collectivités locales et territoriales)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les côtes des Antilles, notamment la Martinique et la Guadeloupe, subissent des échouages de sargasses (macro-algues brunes) de manière irrégulière depuis 2011. En 2014-2015, comme en 2018, le phénomène ne s'est quasiment pas interrompu. Depuis le début de l'année 2018, 93 000 t de matières sèches ont été collectées.

L'origine du développement de ces algues échouées est en cours d'étude et probablement lié aux changements globaux (température des océans, évolution des courants, charge en nutriments des grands fleuves équatoriaux...). Ce phénomène, prenant naissance dans la zone de recirculation nord équatoriale de la région des Caraïbes, affecte également de nombreux pays de la Caraïbe, insulaire ou non. Les sargasses suivent une boucle de circulation Atlantique, entre une zone d'accumulation au large du Brésil (zone de rétroflexion du courant Nord Brésilien) et le golfe de Guinée en Afrique où des échouages sont aussi constatés et touche l'Afrique très largement.

Les impacts liés à l'échouage de ces algues sont de plusieurs ordres :

- Ecologiques/environnementaux,
- Sanitaires,
- Economiques.

Les bancs de Sargasse en mer ont néanmoins un rôle écologique très important. Ils servent de nurserie pour de nombreuses espèces ainsi que de Dispositif de Concentration de Poisson. Cela exclut leur ramassage au large et contraint à un ramassage sur les plages ou en proche côtier une fois seulement l'échouage inévitable.

L'Etat et des collectivités territoriales se sont mobilisés sur ce sujet, avec le déploiement de moyens pour le ramassage des algues.

Depuis la crise 2018 (février), les services et opérateurs de l'Etat concernés (Préfecture, DEAL, DM, ARS, ADEME, Douanes, Gendarmerie, Forces Armées) sont mobilisés au sein d'une cellule de crise pilotée par le Préfet de la zone de défense Antilles (le Préfet de Martinique) et coordonnée par l'état-major interministériel de zone. L'Etat contribue aussi au ramassage des algues en subventionnant du matériel pour les communes et communautés d'agglomérations et en mobilisant les entreprises en situation de crise (sous la forme de réquisitions). L'ADEME a apporté son soutien à des tests de collecte et valorisation, et évalue l'ensemble des techniques de collecte grâce à une prestation du bureau d'études SAFEGE.

Ces conclusions et le retour d'expérience montrent la nécessité d'intervenir auprès de plusieurs axes.

DESCRIPTIF DU PROJET

A - COMPRÉHENSION ET PRÉVISION DU PHÉNOMÈNE

Malgré les réflexions entamées, les études locales antérieures et les échantillonnages réalisés lors de campagnes océanographiques, il apparaît indispensable d'améliorer sensiblement la compréhension de l'origine et de la dynamique à long terme d'un phénomène dont les conséquences affectent aujourd'hui plusieurs états caribéens, mais dont les causes, potentiellement liés à des dérèglements globaux, revêtent une dimension mondiale.

Dans une logique d'anticipation, la DEAL, en lien avec la Préfecture, propose des éléments cartographiques croisant différentes données, dont l'observation satellitaire. La consolidation de ces éléments permettrait de prioriser les interventions lorsque le risque survient, notamment dans l'utilisation la plus pertinente des moyens humains et matériels à disposition.

B – MISE EN ŒUVRE DE TECHNIQUES DE COLLECTES ADAPTÉES AUX LITTORAUX ANTILLAIS

Cette action territoriale doit s'accompagner d'une réflexion avec l'ensemble des acteurs de la collecte (communes, EPCI, Etat), afin de veiller à la bonne articulation des moyens de prévention, de collecte, mais aussi de transport. La priorisation et le suivi des chantiers de collecte sont également indispensables.

De plus, le retour d'expérience des appels à projets de l'ADEME avec subventions attribuées à des entreprises, montre une faible concrétisation des projets de collecte, faute de marchés permettant aux entreprises de rentabiliser leurs investissements. De même, la mobilisation au coup par coup via des bons de commandes ou des réquisitions par l'Etat ne permet pas une bonne maîtrise des prestations (qualité, coûts, adaptation des engins, gestion de chantier, ...).

C - AMÉNAGEMENT DES ACCES ET DES SITES PÉRENNES DE STOCKAGE

Certains sites régulièrement exposés présentent des difficultés d'accès pour les engins. Des aménagements sont nécessaires afin de déployer plus facilement les solutions de collecte pour lesquels la logistique d'évacuation des algues paraît actuellement compliquée.

Le contexte d'urgence actuel ne saurait faire oublier le statut non caractérisé des algues collectées (teneur en métaux lourds et chlrodécone très variable en fonction du lieu de ramassage) et les risques de contamination des sols sur lesquelles elles sont stockées ou des produits.

Il convient de choisir des sites de stockage présentant le moins de risques d'impact environnementaux et sanitaires (éloignement des cours d'eau, des habitations, ex sites de décharges par exemple). La DEAL est mobilisée sur le sujet et conseille les communes.

D- DÉVELOPPER DES PROCESS DE VALORISATION DANS UNE DYNAMIQUE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

90% des algues collectées sont actuellement stockées sans valorisation. Il convient de privilégier les solutions permettant de traiter de gros volumes à court terme, en améliorant les unités de traitement existantes. Une unité de compostage en Martinique (Holdex) va prochainement augmenter largement ses capacités pour produire un compost normé, cette unité produit déjà du compostage avec un faible pourcentage de sargasses. Des essais sur des procédés innovants à plus forte valeur ajoutée seront aussi nécessaires.

E- CARACTERISATION DES IMPACTS

Des études doivent être mises en œuvre pour améliorer la compréhension des impacts du phénomène mais aussi de la collecte et du stockage : sur les écosystèmes (biocénoses marines, forêts littorales, sols, érosion littorale...), sur la santé et sur l'économie. Ces études permettront d'orienter les politiques de gestion des échouages. Une réflexion prospective peut aussi être menée sur l'évolution de l'aménagement du littoral et des activités économiques à proximité des sites fréquemment impactés.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

A - COMPRÉHENSION ET PRÉVISION DU PHÉNOMÈNE

Objectif : Engager un ou plusieurs programmes de recherche multidisciplinaires de portée internationale

Plusieurs enjeux scientifiques sont à investiguer, entre autres: la biologie, l'écotoxicité de l'algue, la biogéographie des sargasses et des espèces associées, la dynamique spatiale et temporelle des radeaux à partir des données satellites, l'estimation de leur trajectoire à l'aide de modèles de circulation océanique, déterminer le rôle des apports fluviaux de l'Amazone et de l'Orénoque.

Objectif : Définir et mettre en œuvre un dispositif de prévision et d'alerte des échouages

Le dispositif doit pouvoir fournir des services quotidiens (en temps de crise) pour le suivi des radeaux de sargasses via des niveaux de services renforcés, s'appuyant sur le traitement de données satellites.

Une plateforme destinée à la diffusion des prévisions sera mise en place et alimentée régulièrement.

Un volet Recherche et Développement (sur les courants, sur le traitement des images satellites, la mobilisation de nouvelles sources de données) permettra une amélioration des prévisions et l'évaluation régulière des produits fournis.

Il conviendra également de maintenir le réseau expérimental de surveillance du littoral par caméras mis en place par le BRGM, sous financement initial de l'ADEME et la DEAL, fournissant des informations en temps réel sur les échouages. Il permet également de confirmer et d'améliorer les prévisions émises.

B – MISE EN ŒUVRE DE TECHNIQUES DE COLLECTES ADAPTÉES AUX LITTORAUX ANTILLAIS

Objectif : Collecter avant que les algues ne se décomposent, au plus tard 48 heures après leur échouage, en mobilisant les techniques les plus efficaces en termes de coûts, impacts environnementaux, délai de réactivité, pour chaque configuration d'échouage

Préalablement, une gouvernance territoriale devra être installée associant l'ensemble des échelons de décision et d'intervention (communes, EPCI, CTM, ETAT). Une convention multipartite précisant les engagements de chacun (humains, techniques, financiers) sera élaborée.

Un marché à bon de commandes d'acquisition et d'exploitation passé sur trois ans avec des entreprises permettra de prendre le relais des communes en cas d'échouages massifs ou de palier à l'indisponibilité de matériel en cas d'échouages plus modérés, tout en :

- stimulant le secteur privé ,
- formalisant les besoins et les engagements des prestataires au travers de cahiers des charges,
- garantissant la bonne utilisation et le bon entretien du matériel.

Le retour d'expérience montre la pertinence de déployer en amont des sites les plus complexes à traiter des solutions de barrages. Ce déploiement peut être accompagné de dispositif de collecte des algues ainsi déviées ou bloquée pour une meilleure efficacité des barrages.

Nous prolongerons également le développement et l'évaluation de nouvelles méthodes de collecte, notamment en proche côtier.

C - AMÉNAGEMENT DES ACCES ET DES SITES PÉRENNES DE STOCKAGE

Objectif : Définir et mettre en œuvre un schéma territorial des sites de stockage

Afin de faciliter l'intervention rapide par des engins de collecte et de transport, les accès aux sites seront entretenus. De nouveaux accès peuvent être créés (piste ou bande de roulement en front de littoral, rampes d'accès, de circulation, des espaces de manœuvre et de pose de benne) pour les sites les plus touchés, sous réserve de leur faisabilité (technique et/ou environnementale).

Une fois les résultats de l'étude DEAL sur les conditions de stockage actuelles connus et les résultats du projet de recherche Eco3Sar sur l'éco-toxicité des algues, il conviendra d'aménager des plateformes de stockage ou de pré-compostage de proximité. De premières plateformes tests pourront d'ores et déjà être aménagées et servir de support à l'étude. Ces plateformes de proximité sont nécessaires en cas de saturation des installations existantes lors d'échouages massifs, ou en cas de collecte de sargasses présentant trop d'indésirables pour être compostées. Ces plateformes pourraient aussi servir pour le stockage, voire pré-compostage, de déchets verts en cas de cyclones.

D- DÉVELOPPER DES PROCESS DE VALORISATION DANS UNE DYNAMIQUE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Objectif : Soutenir de nouveaux projets de valorisation

Une fois les résultats de l'étude sur l'écotoxicité des sargasses connus, nous accompagnerons la création de nouvelles plateformes de compostage. Nous approfondirons également la valorisation énergétique des algues, ainsi que tous nouveaux projets de valorisation (ex. charbon actif...).

E- CARACTERISATION DES IMPACTS

Objectif : Caractériser les impacts liés aux échouages de sargasses sur la santé

Pérenniser le financement du fonctionnement des réseaux de capteurs et investir la question du suivi long terme des populations.

Objectif : Mettre en place des études et un suivi environnemental des sites impactés

Des études, mise en place de protocole de suivi, et analyses dans le temps pourront être menées sur les sites d'échouages (et à proximité), de barrages, mais aussi sur les sites de stockage afin de caractériser les impacts, que cela soit sur la dynamiques des populations (ressources halieutiques, biocénoses...), la contamination des milieux et des organismes, les évolutions morpho-sédimentaires,...

Objectif : Anticiper la mutation des activités proches des sites les plus impactés

Il conviendra de mener une réflexion, voir des études, sur les impacts sociétaux liés aux échouages : impacts économiques, sociologiques mais aussi avoir une vision prospective sur l'aménagement du territoire. L'AFD peut être associée à cette démarche.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre de sites de stockage aménagés
- Capacité de valorisation soutenue (T/an)

Indicateurs d'impact :

- Tonnage d'algues collectées (T)
- % de valorisation (% Tonnage collecté/Tonnage valorisé)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 26 400 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État (ADEME)	Investissement					2 400 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					8 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût État (ADEME) valorisé	Investissement					8 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût Fonds européens..	Investissement					8 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					26 400 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-1-1

"Dispositif reprise/transmission d'entreprises"

Résumé du projet : montant global : 570 000 €

Dynamiser la reprise/transmission d'entreprises à la Martinique afin de contribuer à enrayer la disparition d'entreprises et d'emplois, faute d'un marché transparent de la reprise et d'un accompagnement identifié et adapté aux cédants et aux repreneurs. Ce projet passera par des actions de sensibilisation auprès des entrepreneurs et repreneurs potentiels et par la mise en place d'un lieu d'échange permettant à l'offre et la demande de mieux se rencontrer.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 1.1.1, 1.1.5, 1.1.12

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CCIM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CMA

DIECCTE, experts de la transmission (experts-comptables, notaires, fiscalistes)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

En Martinique, un état des lieux réalisé en 2013 avait permis de noter :

- Une forte densité d'entreprises, en majorité des entreprises unipersonnelles (76 % de l'effectif en Martinique contre 67% dans l'hexagone) ;
- Un taux de cession brut de PME et ETI de 2,3% vs 5,5 % en France ;

Service instructeur : DIECCTE

- Un taux de disparition de PME et ETI de 3,6 % contre 2,3% en France ;
- Un vieillissement de la population des dirigeants de + de 60 ans (17,2%) et de + de 66 ans (9,4%) ;
- Une augmentation rapide des dirigeants de plus de 60 ans.

A l'échelle nationale, 42 % des responsables de TPE/PME déclarent que les coûts trop importants des conseils extérieurs sont un « frein important » à la cession (source : CSA 2017). Le Rapport DOMBRE-COSTE insiste sur cette barrière à l'entrée, a fortiori pour les TPE, qui doivent « acquitter un coût de conseil et d'intermédiation proportionnellement plus élevé que les grandes entreprises ».

L'opération vise à dynamiser la reprise/transmission d'entreprises à la Martinique afin de contribuer à enrayer la disparition d'entreprises et d'emplois, faute d'un marché transparent de la reprise et d'un accompagnement identifiée et adapté aux cédants et aux repreneurs. La sensibilisation à la reprise comme mode d'entreprendre et à la nécessité pour les chefs d'entreprise d'envisager la cession et de la préparer est également un enjeu important.

DESCRIPTIF DU PROJET

- Mise en place un lieu d'échanges d'offres et d'opportunités afin de permettre à l'offre et à la demande de se rencontrer plus facilement : adhésion des chambres consulaires à l'une des plateformes déjà existantes dans les réseaux respectifs (BNOA, bourse des CCI, ou Transentreprise qui est une bourse commune CMA-CCI) ;
- Constitution de fiches techniques pour l'information des cédants et repreneurs ;
- Campagne d'information à destination des chefs d'entreprise ciblés selon l'âge et le secteur d'activité ;
- Campagne d'information et d'incitation à la reprise d'entreprises à destination des jeunes créateurs, jeunes diplômés, personnes en reconversion ;
- Formation et accompagnement spécifique des cédants et repreneurs durant toutes les étapes du processus de transmission.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Augmenter le taux de cession et abaisser le taux de disparition d'entreprises afin de converger vers les résultats observés en Métropole.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nb formations réalisées
- nb de campagnes de communication réalisées
- nb d'entreprises contactées

Indicateurs d'impact :

- nb d'entreprises reprises ou cédées
- évolution du taux de cession
- évolution du taux de disparition

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 570 000 €

Les coûts estimatifs annuels du projet sont les suivants :

- 2 ETP chargés dédiés (communication, promotion, contact de terrain auprès des cédants, phoning, organisation des conférences, animation de séances d'informations, prédiagnostic, conventions avec des partenaires experts afin qu'ils puissent intervenir sur une « bourse », traitement des données -consulaires,

CFE, Bodacc, etc. afin de produire un baromètre local de la transmission-reprise) : 50 000 x 2 = 100 000 euros

- Adhésion Bourse cédants-repreneurs et coût de formation du personnel consulaire référent = 3 500 euros

- Diffusion de l'information à travers un guide local du cédant et du repreneur (baromètre, promotion de la bourse, présentation de l'offre dédiée sur le territoire) : maquette, impression et diffusion = 6 500 euros.

- Campagne de communication promotion de l'offre de service et des événements (bannière web, kakemono, flyer, publications média, vidéos témoignage de cédants et repreneurs, etc.) = 30 000 euros la première année et 20 000 euros les suivantes

- Conférenciers pour assurer des ateliers et/ou formations à la cession et à la reprise : 10 000 euros

		2019	2020	2021	2022	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement	60 000 €	56 000 €	56 000 €	56 000 €	228 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	60 000 €	56 000 €	56 000 €	56 000 €	228 000 €
Coût Partenaires	Investissement					
	Fonctionnement	30 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	114 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	150 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	570 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non
Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	60K €	56K €	56K €	56K €												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-1-1-2
Observatoire économique CCIM

Résumé du projet :

Coût total = 400 000 €

Consiste en la création d'un Observatoire économique auprès de la CCI visant à collecter et diffuser rapidement des données économiques, a priori non couvertes par les organismes publics, auprès des entreprises martiniquaises. Il englobe dorénavant les projets parallèles, portés dans le cadre des assises, de structures consacrées à la Silver économie et à la consommation alimentaire.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 1.1.13 ; 2.1.12 ; 2.4.2 ; 4.2.5

Thème

- Agriculture/pêche
- Développement économique/emploi/formation
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CCIM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

INSEE ; IEDOM, Pôle emploi, DIECCTE, Douanes, CMT

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

En Martinique plusieurs structures sont sources ou productrices d'informations économiques (Insee, Iedom, Douanes, Pôle-emploi, Dieccte, etc...). Cependant tous les champs de l'économie martiniquaise ne sont pas couverts, les délais de diffusion de l'information sont parfois longs, et certaines données ne sont pas actualisées. Les entreprises locales expriment un réel besoin de lisibilité de l'économie.

Face à ce constat, la CCI Martinique souhaite se doter d'un observatoire économique qui viendrait en complémentarité de l'offre de producteurs de données tels que l'Insee ou l'Iedom.

DESCRIPTIF DU PROJET

Cet outil a pour objectif de produire de la statistique et des études sur les domaines/sujets non couverts par les autres organismes producteurs d'informations statistiques. Les indicateurs, études et analyses prospectives sur notre économie qui seront réalisés seront nécessaires aux chefs d'entreprise et aux décideurs économiques.

L'observatoire économique devra permettre :

- de compléter le système d'information économique avec des données fiables, d'avoir des données disponibles et régulières à l'attention des élus ;
- de rendre accessibles des éléments d'éclairage pour les entreprises et les acteurs socio –économiques (données gratuites et payantes) ;
- de disposer d'un outil d'aide à la décision mutualisée.

Ajout des fiches assises n°2.1.12 et 4.2.5

* A travers des études ciblées, l'observatoire économique couvrira également le champ de l'analyse de consommation intérieure, notamment alimentaire, à destination du public :

- Statistiques d'évolution de la production agroalimentaire locale et de la part de marché vis-à-vis de l'importation,
- Evolution des prix,
- Evolution des modes de consommation individuelle et collective et des modes d'achat (magasins d'alimentation, consommation hors domicile, restauration collective, achats par internet, circuits courts...),
- Qualité nutritionnelle des aliments,
- Opportunités d'innovation et de valorisation de productions locales à forte valeur ajoutée.

* Il veillera par ailleurs à consacrer des enquêtes et à collecter des données relatives au développement de la Silver économie :

- Evaluer l'impact social et économique du vieillissement de la population,
- Sensibiliser les chefs d'entreprises aux opportunités commerciales que représente la silver économie,
- Permettre aux entreprises de créer de la valeur avec une offre de produits et services (à travers de nouveaux produits, ou l'adaptation produits).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation

Indicateur de réalisation :

- nombre d'études produites

Indicateurs d'impact :

- taux de satisfaction du tissu économique

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût Etat BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement					100 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					100 000 €
Autofinancement et partenaires privés	Investissement					
	Fonctionnement					200 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					400 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2.1.2.1

"Dispositif PAM'EcoEx"

Résumé du projet :

Poursuivre un dispositif de soutien à l'émergence d'une filière de production de plantes et créer des produits innovants dans le secteur des extraits de plantes de la pharmacopée.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 2.1.8

Thème

- Agriculture/pêche
- Développement économique/emploi/formation
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : Oui, exploitation de la biodiversité du territoire pour développer une filière économique

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

PARM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

A compléter en précisant si partenariat financier ou autre
CTM, PNRM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le PARM s'investit dans la connaissance des potentialités des plantes aromatiques et médicinales (PAM) de Martinique depuis 2008, et ce dans le but d'impulser le développement d'activités économiques par la création de valeur ajoutée.

Un programme de recherche fondamentale et de développement, le projet PAMVAL (financé par la Région et le FEDER) s'est déroulé sur la période 2012-2015. Dans le cadre de ce projet, les extraits d'une sélection de 24 plantes ont été caractérisés. Leurs compositions chimiques et leurs activités biologiques ont été étudiées. Un lien objectif entre composition et bénéfice pour la santé humaine a été établi. Des pistes de valorisations ont été mises à jour et les premiers développements de produits innovants ont été réalisés.

Les technologies d'éco-extraction constituent actuellement une opportunité pour la valorisation de ces extraits de plantes et sont très étudiées. De nombreux programmes de recherche et de nouveaux développements émergent.

Dans ce contexte, une plateforme d'éco-extraction a été mise en place au PARM en 2015 et permet aujourd'hui de structurer un service d'accompagnement spécifique à la valorisation d'extraits de plantes sur le territoire. Les technologies d'extraction par ultrasons et par micro-ondes, ainsi que la turbo distillation sont aujourd'hui fonctionnelles pour atteindre cet objectif. Par ailleurs, dans le cadre de ce projet, l'équipe du Pôle R&D a testé ces nouvelles technologies d'extraction et peut préconiser des conditions de faisabilité technico-économiques viables pour la valorisation de ces extraits sur des axes porteurs tels que : le segment de marché des cosmétiques, des compléments alimentaires et des produits alimentaires.

L'action en cours :

Le engagé en 2015 au titre du CPER 2014-2020 consiste en la mise en place d'un accompagnement spécifique d'entreprises en approche incubation de projets au sein des activités du PARM. Cofinancé par l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

Son objectif finalisé est :

- ⑩ De favoriser la concrétisation de projets de recherche innovation vers la création d'activités nouvelles dans le secteur de l'agro transformation et des extraits de plantes,
- ⑩ D'activer le transfert de technologie au bénéfice des entreprises engagées dans la valorisation d'extraits de plantes.

Le PARM a lancé en février 2017 un premier appel à manifestation d'intérêt visant à sélectionner six entreprises sur une période de deux années. L'enjeu est d'engager une coopération entre ces entreprises et le PARM à l'appui d'une convention de transfert de technologie qui intègre un volet Accueil et un volet Transfert de technologie au bénéfice de l'entreprise.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'action proposée :

Poursuivre et amplifier ce dispositif durablement afin de soutenir l'émergence d'une filière de production de plantes et créer des produits innovants dans le secteur des extraits de plantes de la pharmacopée.

La poursuite du déploiement de ce dispositif vise plusieurs niveaux d'objectifs finalisés :

- Approfondir les connaissances des extraits d'une sélection de sept plantes à haut potentiel pour leur mise en œuvre opérationnelle sur les segments de marchés porteurs tels que celui du complément alimentaire, de l'ingrédient cosmétique ou alimentaire.
- ⑩ Etablir les conditions de faisabilité technico économique d'éco extraits de cette plantes pour des applications diversifiées,
- Collaborer avec une sélection de 6 à 8 entreprises (au-delà de celles déjà sélectionnées par le PARM en 2017) pour assurer le transfert de technologie des connaissances appliquées au sein de leurs unités de production et favoriser ainsi l'innovation dans ce secteur.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les retombées attendues :

- La démarche d'assistance étroite aux projets innovants favorisera le transfert de technologie et de connaissances (pour l'appropriation des résultats de la recherche développement) du domaine des extraits de plantes au niveau des TPE-PME du territoire : une sélection d'entreprises bénéficiera d'un accueil personnalisé et d'une assistance pour la conduite de son projet innovant adaptés aux besoins.
- Le projet renforcera la dynamique du territoire en termes d'accompagnement de l'innovation dans au niveau d'une filière émergente, celles des plantes de la pharmacopée,

- Le projet renforcera les liens entre recherche publique et monde économique sur notre territoire avec la concrétisation de projets d'entreprises innovantes à court terme et l'émergence d'une filière stratégique nouvelle (Plantes de la pharmacopée)

Indicateurs d'évaluation :

Les indicateurs de suivi potentiels (IMPACT ATTENDUS DU PROJET) :

- Nombre de (Partenariats) contrats cadre d'accueil et transfert de technologie signé avec des TPE et PME,
- Nombre d'éco extraits de plantes de la pharmacopée étudiés pour du développement avec les TPE et PME,
- Nombre de journées d'accueil de TPE et PME /an pour des essais de développement sur la plateforme Eco extraction du PARM.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 180 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : 120 000 €
- Phase 2 : 60 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 172	Investissement					
	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €		45 000 €
Coût Partenaires CTM	Investissement					
	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €		45 000 €
Autofinancement	Investissement					
	Fonctionnement	12 000 €	12 000 €	12 000 €		36 000 €
FEADER	Investissement					
	Fonctionnement	18 000 €	18 000 €	18 000 €		54 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	60 000 €	60 000 €	60 000 €		180 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ? non

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non
Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2.1.2.2

**"Identifier et mobiliser les ressources biologiques du sol
pour développer une agriculture plus durable"**

Résumé du projet :

Promouvoir l'utilisation de nouvelles pratiques agricoles issues de la **valorisation des ressources biologique du sol**. Ces pratiques se veulent transversales sur l'ensemble des cultures de Martinique et se basent sur la valorisation des débris végétaux par lombricompostage et l'utilisation de plantes à fort potentiel symbiotique pour maximiser la fixation symbiotique et la mycorhization.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Agriculture/pêche
- Eau/assainissement/déchets
- Education/enseignement supérieur/recherche
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CIRAD

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Partenaire financé par le projet : Station d'Expérimentation en Agroécologie (SEA)

Autres partenaires :

- Parc Naturel Régional de Martinique (PNRM)
- ONF-Martinique
- Amadou Bâ, Université des Antilles

- Samuel W. James The University of Iowa
- Lise Dupont, Université Paris-Créteil
- Laure Hannibal, IRD - CAEC

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les sols abritent une diversité inestimable d'organismes allant de la macrofaune du sol (invertébrés > 2 mm) jusqu'aux microorganismes tels que les bactéries ou les champignons qui représentent une biomasse vivante considérable dans le sol.

Cette biodiversité joue un rôle primordial dans le fonctionnement biologique du sol en remplissant de nombreux services écosystémiques tels que le recyclage des éléments minéraux et leur meilleure assimilation par les plantes, la fixation symbiotique de l'azote atmosphérique, l'amélioration de la structure physique du sol mais aussi la régulation des ravageurs telluriques. Parmi ces organismes, certains groupes fonctionnels présentent un intérêt considérable pour développer une agriculture basée sur l'utilisation des processus écologiques naturels (agroécologie). Chez les microorganismes, les bactéries symbiotiques fixatrices d'azote (Rhizobia) et les champignons mycorhiziens, permettent d'améliorer significativement la nutrition et la santé des plantes cultivées. D'autre part, chez la macrofaune du sol, les vers de terre, véritables ingénieurs de l'écosystème, peuvent modifier les propriétés physico-chimiques de leur environnement et ainsi créer des conditions de croissance favorables pour les plantes.

Malgré ce réel potentiel, la biologie des sols de Martinique reste encore très peu étudiée. Pourtant le contexte climatique (zone tropicale humide) et la situation de la Martinique dans le hotspot de biodiversité des îles de la Caraïbes, suggèrent que les sols de l'île renferment une forte biodiversité.

Ainsi, de nombreuses espèces de plantes autochtones appartiennent à la famille des Légumineuses (Fabacées) dont la plupart ont la capacité à fixer l'azote atmosphérique grâce à leur association symbiotique avec les Rhizobia. Or, très peu de connaissances existent sur la diversité des souches de rhizobium associées à ces légumineuses locales de même que sur leur aptitude à fixer l'azote de l'air. La majorité des genres botaniques autochtones, quels que soient leur famille d'appartenance, sont également associés à des mycorhizes, champignons symbiotiques connus pour améliorer la nutrition minérale des plantes et leur tolérance aux pathogènes. De par leur meilleure adaptation aux milieux et aux sols de Martinique par rapport aux espèces exotiques, l'introduction au sein des agrosystèmes de ces espèces autochtones à haut potentiel symbiotique devrait pouvoir améliorer sensiblement le fonctionnement biologique des sols cultivés dans un objectif de production durable à faible apport d'engrais chimiques. Si l'utilisation de plantes de service de couverture herbacées, généralement exotiques, ont montré leur efficacité dans la gestion de l'enherbement en s'affranchissant des herbicides, elle reste dépendante d'un approvisionnement extérieur relativement onéreux et irrégulier. Par ailleurs, en plus des plantes de couverture herbacées, l'introduction d'arbres autochtones au sein ou en bordure (haies) de parcelles cultivées au sein de systèmes agroforestiers reste sous-exploitée alors que leur haut potentiel symbiotique et leur capacité à remobiliser les éléments profonds du sol en surface pourraient avoir un impact majeur dans la productivité durable des cultures.

Avec un taux d'endémisme proche de 60 %, la faune des vers de terre des îles des Petites Antilles présente une réelle particularité biologique. A l'instar de la Guadeloupe qui compte plus de 28 espèces de vers de terre dont 13 sont endémiques de l'île, la Martinique renferme également une forte diversité de vers de terre. En Martinique aucune étude scientifique complète sur les vers de terre n'a pour le moment été menée mais une récente mission (menée conjointement par le CIRAD et l'Université de l'Iowa) a permis de faire état de la présence de 27 espèces. Ces premiers résultats nous montrent que la diversité des vers de Martinique suit un schéma similaire à la faune de Guadeloupe avec un fort taux d'endémisme et une forte diversité de vers de terre épigés du genre *Dichogaster*. Ces espèces de vers de terre natives sont pour la plupart épigées et occupent des habitats aériens comme par exemple des réservoirs des broméliacées ou des accumulations de matière organique morte. Ce mode de vie « hors sol » est très original et laisse penser que ces espèces pourraient être utilisées en lombriculture. Les vers épigés de Guadeloupe ainsi que ceux collectés en Martinique partagent plusieurs traits d'histoire de vie originaux : (1) une taille moyenne, (2) un corps fortement pigmenté et ils peuvent atteindre des (3) fortes densités de population dans les broméliacées (plus de 10 individus par plante). Enfin, le trait le plus important de la biologie de ces espèces est (4) leur capacité à se nourrir exclusivement de matière organique morte. Cette caractéristique est un trait fonctionnel original

chez les vers de terre. En effet, la plupart des espèces de vers ont besoin de mélanger dans leur régime alimentaire de la matière organique morte à du sol minéral. L'ensemble de ces caractéristiques biologiques font que ces vers de terre sont de très bon candidats pour être utilisés en lombriculture.

L'agriculture en Martinique est aujourd'hui très dépendante des intrants de synthèse. Cela pose deux problèmes principaux qui sont : le respect de l'environnement (pollution locale et émissions de CO₂) et la dépendance de l'agriculture et de la production alimentaire au commerce international pour l'importation des intrants. Il devient donc urgent d'identifier et de mobiliser les ressources biologiques autochtones disponibles dans les différents agroécosystèmes de Martinique afin d'introduire de la diversité dans les systèmes de culture. Ce projet visera à décrire la diversité fonctionnelle des organismes du sol et à tester la contribution des symbioses plante-microorganismes et des lombricomposts dans la productivité durable de différents types d'agrosystèmes.

DESCRIPTIF DU PROJET

Axe 1 : identifier et caractériser les ressources biologiques du sol dans les différents agroécosystèmes de Martinique.

Faire l'inventaire de la biodiversité des espèces auxiliaires jouant un rôle clef dans le maintien de la fertilité des sols. Un focus sera fait sur les microorganismes symbiotiques des plantes et les espèces de vers de terre endémiques de la Martinique.

1 - Les microorganismes symbiotiques

Il s'agira de caractériser la diversité et le fonctionnement des symbioses associées à une sélection de légumineuses autochtones (espèces herbacées et arbres) à introduire en tant que plantes de service au sein de systèmes de cultures soumis à un mode de gestion agro-écologique durable adapté au contexte Caribéen. Outre leurs activités assainissantes (ex. Crotalaires) et leur rôle de contrôle du développement des adventices, les plantes de services fixatrices d'azote, lorsqu'elles sont cultivées en rotation (jachère) ou en association avec des plantes d'intérêt non-fixatrices d'azote, ont la propriété d'améliorer la fertilité des sols et de transférer des nutriments (notamment l'azote) au moyen des réseaux mycorhiziens. L'objectif du projet est (i) de caractériser les **bactéries fixatrices d'azote** et les **champignons mycorhiziens** partagés entre légumineuses et plantes de culture, (ii) **d'évaluer les transferts de nutriments** des plantes de services fixatrices d'azote à des plantes d'intérêt agronomique non-fixatrices, (iii) d'évaluer **l'amélioration du bilan azoté** du sol par incorporation d'azote fixé, (iv) d'évaluer la compétition et la complémentarité entre plantes de l'agrosystème pour l'acquisition de ressources aériennes ou souterraines (contrôle de populations végétales indésirables, baisse de rendement, efficacité d'utilisation des ressources).

Principales tâches :

- Choix des légumineuses locales à tester ;
- Enquête **nodulaire** ;
- Potentiel **mycorhizogène** (mycorhizes à arbuscules) des sols et des plantes ;
- **Caractérisation moléculaire** des microorganismes symbiotiques associés aux légumineuses locales de service choisies (rhizobia et champignons mycorhiziens) ;
- **Caractérisation fonctionnelle des rhizobia** associés *in vitro* : potentiel fixateur d'azote, capacité à solubiliser / mobiliser le phosphore, autres propriétés PGPR (plant growth promoting rhizobacteria) ;
- Evaluation du **potentiel fixateur d'azote** des espèces de légumineuses *in situ* (utilisation des méthodes de dilution isotopique et d'abondance naturelle en ¹⁵N ; mesure de l'activité de la nitrogénase par la méthode ARA) ;
- Quantification de l'efficacité de la symbiose et du bénéfice pour la culture associée, **transfert d'azote fixé** par les légumineuses aux non-légumineuses (par méthodes isotopiques) ;
- **Bilan fertilité** avec analyses physico-chimiques du sol ;

2 - Biodiversité des vers de terre de Martinique

Un inventaire le plus exhaustif possible des espèces des milieux naturels et cultivés de l'île sera entrepris. Une attention particulière sera portée aux milieux naturels de la Martinique (Pitons et montagne Pelée, forêts mésophile du sud) où il est plus probable de retrouver des espèces de vers de terre endémiques natives pouvant être utilisées en lombriculture.

Principales tâches :

- **Prospection des Micro-habitats** où vivent les vers (accumulation de MO sur dalle rocheuse, aisselle des Broméliacées, Accumulation de MO à l'aisselle des feuilles de palmier, etc.) dans différents milieux de l'île (milieux naturels, paturages, vergers etc.).
- **Description des espèces nouvelles** : pour chaque morpho-espèce collectée environ plusieurs spécimens seront conservés dans l'alcool à 95° afin de faire des études morphologiques ainsi que du Barcoding moléculaire.
- Une espèce sera choisie pour servir de modèle afin d'étudier la **connectivité entre les milieux cultivés et les aires protégées**. Afin d'étudier la structure spatiale des populations, des marqueurs moléculaires de type SNPs (Single nucleotide polymorphism) vont être caractérisés par RADseq (Restriction – site associated DNA sequencing) puis génotypés chez l'ensemble des individus. L'analyse des données se fera à l'aide d'approches de génétique du paysage (e.g. Dupont et al. 2017).

Axe 2 : mobiliser les ressources biologiques du sol

L'objectif de cet axe est d'étudier des pratiques culturales novatrices qui mobilisent les ressources biologiques locales afin de les introduire dans les systèmes de culture pour maximiser les processus écologiques et remplacer progressivement les intrants de synthèse.

1. Utilisation de plantes autochtones inoculées à partir de souche de microorganismes locales

Les connaissances acquises lors de la première étape de caractérisation et sélection de souches microbiennes d'une part et la mise au point de techniques d'inoculation microbienne d'autre part, permettront de proposer des itinéraires techniques privilégiant l'utilisation de souches microbiennes ayant une forte diversité fonctionnelle des symbioses et des **associations symbiotiques plantes-microorganismes performantes** et adaptées.

Les connaissances acquises sur la **structure des communautés de microorganismes symbiotiques** seront confrontées aux autres données pluridisciplinaires disponibles pour étudier d'éventuelles relations, notamment vis à vis de la santé des plantes (résistances aux pathogènes), fertilité et productivité des sols, etc.

Principales tâches :

- Sélection de **couples symbiotiques performants** et adaptés ;
- Mise au point d'itinéraires techniques relatifs à **l'inoculation des plantes** par les microorganismes symbiotiques (rhizobium, mycorhizes) : **formulation et support des inoculums**, mode d'inoculation en **pépinière** (arbres) ou en serre (herbacées de couverture).
- Conception et mise au point de **systèmes de culture** intégrant les légumineuses compagnes (herbacées de couverture ou arbres) ;
- Compétition ou complémentarité entre plantes de l'agrosystème pour l'acquisition de ressources du milieu.

1. Production et évaluation agronomique de lombricompost provenant d'espèces endémiques de vers de terre

L'objectif est d'évaluer la possibilité d'utiliser les espèces de vers de terre endémiques pour produire du lombricompost. Cela permettra de valoriser la biodiversité locale en évitant de disséminer les espèces de vers de terre potentiellement invasives qui sont actuellement utilisées en lombriculture. Par ailleurs, une

production intensive de vers en conditions contrôlées permettra de fournir aux agriculteurs intéressés une quantité de vers de terre suffisante pour lancer leur propre unité de lombriculture.

- **Test d'acclimations** des vers aux conditions de culture. Différentes espèces (5 maximum) seront acclimatées en chambre de culture. Lors de cette étape, la capacité des vers à se nourrir d'un mélange de déchets verts disponibles localement sera étudié ainsi que leur tolérance à des fortes températures durant un temps limité (40°C pendant 12h).
- **Etude du cycle biologique** des espèces pour déterminer les conditions de culture optimales. Cette étape permettra de récolter des informations sur la durée du cycle, le **taux de croissance**, la production de biomasse et la fécondité de plusieurs espèces. Cette étape permettra également de déterminer la **température** et le **taux d'humidité optimal** pour la croissance de chaque espèce.
- Les espèces ayant la plus forte multiplication et étant les plus simples à multiplier seront sélectionnées pour **lancer une production de masse** destinée à produire des quantités suffisantes pour ensemer des tas de lombricompost de l'ordre du m³.
- Installation d'une infrastructure au SEA permettant de faciliter les travaux d'entretien et d'optimiser le processus de lombricompostage. Installation d'une ombrière pour protéger de l'ensoleillement et d'aspenseurs pour maintenir un taux d'humidité constant.
- **Caractérisation biochimique** des différents lombricomposts produits en vue de leur homologation (norme NFU 44-051).
- Essais de **croissance de plantes** sur les différents lombricomposts produits

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'objectif général du projet est de promouvoir l'utilisation de nouvelles pratiques agricoles issues de la valorisation des ressources biologique du sol. Ces pratiques se veulent transversales sur l'ensemble des cultures de Martinique et se basent sur la valorisation des débris végétaux par lombricompostage et l'utilisation de plantes à fort potentiel symbiotique pour maximiser la fixation symbiotique et la mycorhization. Ces techniques seront détaillées lors d'une journée technique avec des agriculteurs ainsi que par le biais de différents supports de communication :

- Guide de reconnaissance des principales espèces de vers de terre,
- Guide technique de la lombriculture en Martinique,
- Publication scientifique décrivant les espèces nouvelles de vers de terre,
- Publication décrivant les souches nouvelles de rhizobia,
- Fiche technique permettant d'identifier et de multiplier facilement les arbres à fort potentiel symbiotique en vue de les introduire sur l'exploitation (dans les haies ou comme arbre d'ombrage).

Indicateurs d'évaluation

Indicateur de réalisation :

- ⑩ Résultats scientifiques en lien avec l'équipement scientifique acquis :

Indicateur d'impact :

- ⑩ Nombres de Publication(s) acceptées
- ⑩ Thèses soutenues ou lancées
- ⑩ Prix ou distinction(s) pour les travaux de recherche
- ⑩ Nombre de Post-doc ou CDD

- ⑩ Nombre de chercheurs invités
- ⑩ Innovation / Transfert
- ↘ Contrats partenariaux
- ↘ Nombre de CIFRE
- ↘ Nombre de Brevets
- ↘ Nombre de Licences
- ⑩ Création de start-up
- ⑩ Contrat Public-privé
- ⑩ Emergence de structures labellisées (type PFT, CDT, CRT...)
- ⑩ communication et vulgarisation, dissémination vers la société (CSTI)
- ↘ Conférences
- ↘ Séminaires
- ↘ Fête de la science

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 478 716

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 172	Investissement	38 000 €	20 840 €	20 840 €		79 680 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	7 668 €	10 589 €			18 257 €
Coût FEDER	Investissement		50 840 €	50 000 €		100 840 €
	Fonctionnement		50 000 €	50 000 €		100 000 €
Coût CIRAD	Investissement					
	Fonctionnement	59 979 €	59 979 €	59 981 €		179 939 €
Coût total	Investissement	38 000 €	71 680 €	70 840 €		180 520 €
	Fonctionnement	67 647 €	120 568 €	109 981 €		298 196 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 2 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16

Projet	AE																
--------	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2.1.2.4

"CREANOV"

Résumé du projet :

L'accélérateur CREANOV constitue un dispositif au sein de la Technopole (CACEM) ayant pour objet d'accompagner la maturation des projets de création d'entreprise innovante de toute la Martinique en prenant en compte les différents aspects.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CACEM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Technopole de Martinique met en œuvre depuis 25 ans un programme d'actions complet visant à stimuler la création d'entreprises innovantes par la sensibilisation et la détection des projets sur le territoire. Ces programmes ont permis de faire émerger et de dimensionner de nombreux projets concrets de créations d'entreprises innovantes en Martinique.

L'objectif de cette action est de poursuivre et d'accélérer le développement de l'esprit entrepreneurial, et de développer l'exploitation économique de l'innovation en optimisant les actions menées par la structure. En 2018, La Technopole a poursuivi ses actions de sensibilisation et de détection de projets innovants notamment auprès des jeunes au travers son partenariat avec l'Université des Antilles et ses interventions.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'accélérateur CREANOV constitue un dispositif au sein de la Technopole ayant pour objet d'accompagner la maturation des projets de création d'entreprise innovante sous différents aspects. Le renforcement des services d'accompagnement de la Technopole par la mise en place du dispositif CREANOV vise notamment à :

- ☐ Favoriser la concrétisation de projet dans des domaines émergents d'activité visés par la stratégie de spécialisation intelligente du territoire comme : les écotechnologies, les biotechnologies, l'édition de logiciels, l'innovation sociale ;
- ☐ Adapter l'accompagnement aux nouveaux modes d'innovation s'appuyant sur des prestations de design, développements informatiques, de Lean management, co-conception ;
- ☐ Sensibiliser et former à l'entrepreneuriat innovant ;
- ☐ Aider à valuer la viabilité potentielle et réelle d'un concept d'entreprise innovante ;
- ☐ Contribuer à la maturation technologique et marketo-économique ;
- ☐ Aider à formaliser un premier business plan ;
- ☐ Améliorer l'évaluation du risque global technologique et économique ;
- ☐ Préparer et fournir les outils au porteur de projet pour qu'il intègre progressivement une dimension entrepreneuriale.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de projets détectés
- nombre d'entreprises incubées
- nombre d'entreprises innovantes créées
- nombre de projets issus de laboratoires transférés en produits d'entreprise innovante

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 465 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 172	Investissement					
	Fonctionnement					78 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					71 000 €
Coût CACEM	Investissement					
	Fonctionnement					120 000 €
Coût Autres partenaires	Investissement					
	Fonctionnement					12 000 €
Coût FEDER	Investissement					
	Fonctionnement					184 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					465 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ? OUI

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de ...23 336 € ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-3-1

"Soutenir la structuration de filières"

Résumé du projet

Coût total = 3 M€

Correspond à la ligne 631 du CPER 2015-2020 (1,3M€ Etat engagés à fin 2018) : consiste en la création d'une ligne similaire mobilisable afin d'aider la création de clusters et associations réunissant les acteurs d'une filière sur le territoire.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : 2.1.7 , 2.2.30**

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Multiples porteurs

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique présente un tissu économique atomisé, centré sur les services. La taille restreinte du marché local favorise la prédominance d'un tissu d'entreprises individuelles et de petites entreprises. Près de 85 % de la valeur ajoutée est produite par le secteur tertiaire et 80 % des établissements comptent entre 0 et 10 salariés.

DESCRIPTIF DU PROJET

Les actions collectives de filières visent à renforcer le tissu économique local à travers des actions de promotion sur les thématiques stratégiques (coopération interentreprises, normalisation, certification, essais et qualité) afin de répondre aux besoins communs à plusieurs entreprises. Elles se matérialisent par des prestations collectives de conseil, de formation, d'échanges et de diffusion des bonnes pratiques. Les financements fléchés permettent la prise en charge des frais de pilotage, d'animation et d'administration de la structure mais également les coûts d'études, le développement d'outils collectifs (outils numériques, action commerciale, RH, plateforme partenariale...)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Cette opération vise à la mise en place d'opérations ponctuelles de coopération permettant d'améliorer l'environnement économique d'un groupe d'entreprises. Il s'agit de faciliter et développer l'activité économique de filières pour soutenir le développement de produits ou de services, d'assurer le correct approvisionnement du territoire par la mise en œuvre d'actions communes, et de favoriser les mutualisations.

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de filières intégrées
- taux d'entreprises impliquées dans les clusters

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement					750 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					750 000 €
Coût Autofinancement.	Investissement					
	Fonctionnement					1 500 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					3 000 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-3-2
"Etude de métabolisme territorial"

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 3.2.34

Thème

- ☐ Agriculture/pêche
- ☐ Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- ☐ Culture
- ☐ Développement économique/emploi/formation
- ☐ Tourisme
- ☐ Eau/assainissement/déchets
- ☐ Education/enseignement supérieur/recherche
- ☐ Energie
- ☐ Environnement/biodiversité
- ☐ Jeunesse/sport/vie associative
- ☐ Logement/foncier
- ☐ Numérique
- ☐ Santé/protection sociale
- ☐ Sécurité
- ☐ Transports/infrastructures
- ☐ Égalité femmes-hommes
- ☐ Autre (à préciser)

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ETAT

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'impact environnemental de l'organisation mondiale de la production est tel qu'il impose de passer à un modèle circulaire reposant sur la création de boucles fermées et durables de valeurs.

Cette nouvelle orientation est d'importance pour des pays comme la Martinique, à dimension et à ressources réduites, et où l'organisation de la production repose sur des flux d'import-export de/vers des marchés très éloignés, générant un déficit écologique structurel.

Par ailleurs, dans un contexte insulaire où les acteurs économiques ont intérêt à sécuriser leur approvisionnement, la création de boucles de production, privilégiant la valorisation rationalisée de la ressource sur place, est une piste à privilégier.

DESCRIPTIF DU PROJET

La connaissance des flux d'énergie et de matériaux est un préalable essentiel s'il l'on souhaite construire des boucles fermées de production.

L'étude de métabolisme territorial, qui s'appuie sur l'analyse des flux physiques au sein d'un territoire, répond à cet enjeu. La compréhension des flux sortants (émissions, déchets, produits finis) et des flux entrants (stocks et variations), permettra de déduire et de vérifier la faisabilité de nouvelles boucles de valeurs à (re) créer, en mettant en exergue **les nouvelles filières circulaires à créer**

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectif(s) :

L'objectif est de mettre en place les outils pour créer un nouvel environnement favorisant l'émergence de nouvelles boucles de valeurs ajoutées

Indicateurs d'évaluation :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 200 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : XX M€

- Phase 2 : XX M€

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement					100 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					100 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					200 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-3-3

"Développement international des entreprises"

Résumé du projet

Coût total = 1000 000 €

Correspond à la ligne 621 du CPER 2015-2020 (100 000 € Etat engagés à fin 2018) : consiste en la création d'une ligne similaire mobilisable afin d'aider les entreprises à démarcher à l'export, participer à des salons dans la Caraïbe, en Floride et donner de la visibilité internationale aux produits martiniquais.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☒ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- ☒ Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Multiples porteurs

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le positionnement et les performances de la Martinique à l'international sont peu lisibles. L'image essentiellement passive est relayée dans les médias au gré des événements négatifs (événements climatiques, risques sanitaires) ou d'événements plus heureux (sportifs, culturels...).

L'image est par ailleurs altérée, vieillissante et floue, avec une absence de lisibilité économique.

Cette situation constitue un frein aux échanges commerciaux et aux opportunités d'affaires entre la Martinique et les pays voisins.

La Martinique doit faire face par ailleurs à une difficulté de pénétration des marchés européens et internationaux, due à une diminution progressive des dispositifs de protection commerciale.

DESCRIPTIF DU PROJET

Il s'agira notamment de mesures individuelles pour accompagner le développement à l'international des entreprises : dispositif technique et financier pour susciter les démarches à l'export, la prospection de nouveaux marchés, les formations spécifiques à l'international, l'embauche à l'international...

Des outils d'accompagnement collectifs seront également mis en œuvre pour développer les échanges avec l'extérieur, favoriser l'introduction des entreprises martiniquaises vers ces marchés partenaires, et donner de la lisibilité internationale au produit martiniquais (actions de marketing territorial, actions de promotion et de valorisation collective, structures fédératives, plateforme numérique à l'export, guide numérique d'affaires...).

Ce projet devrait pouvoir s'inscrire en cohérence avec les orientations consignées dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens de Business France signé avec l'État sur la période 2018-2022. Celui-ci prévoit une intervention territorialisée renforcée de l'opérateur notamment dans les DROM portant à la fois sur l'internationalisation des entreprises et des territoires (Export et Invest).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'objectif est de permettre aux entreprises martiniquaises d'améliorer leur positionnement sur les marchés de la Caraïbe et à l'international.

Il s'agit également de renforcer l'action des acteurs publics et privés pour améliorer l'attractivité et la lisibilité de la Martinique à l'international.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre d'entreprises accompagnées
- nombre d'actions financées

Indicateurs d'impact :

- Evolution des exportations

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement					125 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					500 000 €
Autofinancement.	Investissement					
	Fonctionnement					375 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					1 000 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-4-1

"Laboratoire du dialogue social"

Résumé du projet : montant global 200 000 €

L'Association des Médiateurs Conciliateurs de Martinique a été créée suite aux événements de 2009 et depuis elle intervient en binôme de bénévoles, un employeur et un salarié, lors de conflits sociaux dans les entreprises à la demande des employeurs et des grévistes

L'objectif du projet est de former de nouveaux médiateurs-conciliateurs et d'élargir le périmètre d'action vers la médiation préventive. Il s'appuie sur la pratique des agents du ministère du travail du Québec qui sera adaptée au contexte réglementaire et socio-historique de la Martinique : formation, échanges, rencontres ...

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : Oui

Si oui, n° du Projet Assises : DS01

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Association régionale d'amélioration des conditions de travail (ARACT) ou Association des Médiateurs Conciliateurs de Martinique

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (DIECCTE), CTM, Partenaires sociaux (organisations patronales et syndicats de salariés)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Fragilité sociale due à l'histoire, à l'insularité, à l'exiguïté et l'interdépendance des entreprises,
Haut niveau de conflictualité dans les entreprises
Faiblesse de la négociation de branche et d'entreprise

L'Association des Médiateurs Conciliateurs de Martinique a été créée suite aux événements de 2009 et depuis elle intervient en binôme de bénévoles, un employeur et un salarié, lors de conflits sociaux dans les entreprises à la demande des employeurs et des grévistes. Les intervenants bénévoles sont formés aux pratiques de négociation, à l'analyse des situations. Ils connaissent le contexte martiniquais et l'histoire des relations sociales. Leurs valeurs et principes d'action sont inscrits dans un guide qui évolue au fur et à mesure de la pratique et des situations rencontrées.

Un arrêté préfectoral fixe la liste des médiateurs-conciliateurs. Ils exercent une mission de régulation sociale dans les entreprises.

Fort de leur expérience et des observations de terrains, l'association propose d'intervenir en amont des conflits, ce qui nécessite une formation complémentaire pour les médiateurs-conciliateurs.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'objet du présent projet est de former de nouveaux médiateurs-conciliateurs et d'élargir le périmètre d'action vers la médiation préventive. Il s'appuie sur l'échange de bonnes pratiques avec des partenaires extérieurs et l'adaptation au contexte réglementaire et socio-historique de la Martinique.

Les actions du laboratoire du dialogue social nécessitant un financement seront des formations, des échanges et rencontres, une valorisation des techniques, un observatoire, des séminaires locaux avec des représentants des entreprises locales.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Former des médiateurs-conciliateurs, organiser des séminaires de rencontres et de réflexion sur le thème du dialogue social.

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de séminaires et d'actions de formation organisés
- nombre de participants.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 200 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût CTM :	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE	50 000				50 000				50 000				50 000		

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2 -1-4-2
"Modernisation du dialogue social"

Résumé du projet : montant global 200 000 €

Former et accompagner les représentants patronaux et salariés à la négociation pour promouvoir, structurer des relations sociales de meilleure qualité.

Faciliter les négociations entre les partenaires sociaux en les faisant travailler ensemble sur des projets communs à travers des actions de formation, des séminaires.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : Oui

Si oui, n° du Projet Assises : DS02

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Association régionale d'amélioration des conditions de travail (ARACT)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (DIECCTE), CTM, Agence nationale d'amélioration des conditions de travail (ANACT), Partenaires sociaux (organisations patronales et syndicats de salariés)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Fragilité sociale due à l'histoire, à l'insularité, à l'exiguïté et l'interdépendance des entreprises,
Haut niveau de conflictualité dans les entreprises
Faiblesse de la négociation de branche et d'entreprise

DESCRIPTIF DU PROJET

L'objet du présent projet est de former et d'accompagner les représentants patronaux et salariés à la négociation pour promouvoir, structurer des relations sociales de meilleure qualité :

- faire évoluer les pratiques managériales
- améliorer la qualité de vie au travail des salariés et dirigeants des TPE
- contribuer à faire progresser la négociation sur l'égalité professionnelle
- mettre en œuvre de façon concertée le nouveau cadre de la négociation collective prévu par le code du travail en application des ordonnances de septembre 2017

Les actions nécessitant un financement seront des formations, une valorisation des travaux, un observatoire de la négociation collective, des séminaires locaux avec des représentants des entreprises locales.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Faciliter les négociations entre les partenaires sociaux en les faisant travailler ensemble sur des projets communs à travers des actions de formation, des séminaires.

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de séminaires et d'actions de formation organisés
- nombre de participants d'organisations patronales et de syndicats de salariés.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 200 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : 200 000€

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût CTM :	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE	50 000				50 000				50 000				50 000		

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-1-4-3
"Soutien actions de l'ARACT"

Résumé du projet : montant global : 640 000 €

L'amélioration des conditions de travail constituent un levier, non seulement pour le bien-être des salariés mais également pour l'attractivité des emplois et des territoires et pour la performance des entreprises.

Réalisation d'études, de diagnostics et d'accompagnements individuels ou collectifs, en entreprise, sur les branches...

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Développement économique/emploi/formation

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Association régionale d'amélioration des conditions de travail (ARACT)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (DIECCTE), CTM, Partenaires sociaux (organisations patronales et syndicats de salariés), FSE, Agence nationale d'amélioration des conditions de travail (ANACT)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'amélioration des conditions de travail constituent un levier, non seulement pour le bien-être des salariés mais également pour l'attractivité des emplois et des territoires et pour la performance des entreprises.

L'expertise et les méthodes de l'ARACT peuvent être mobilisées sur une large palette de projets à la convergence des problématiques du travail et de l'emploi.

Le réseau ANACT-ARACT intervient dans la mise en œuvre de politiques publiques en application du

Décret 2015-968 du 31/07/2015.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'ARACT met en œuvre un programme d'action pluriannuel comportant les priorités suivantes:

- La mise en œuvre du plan régional (territorial en Martinique) de santé au travail, notamment la promotion de la qualité de vie au travail dans les TPE-PME,
- L'accompagnement des TPE-PME à la conduite d'un dialogue social de qualité,
- La promotion de l'égalité professionnelle au sein des organisations de travail,
- Le positionnement sur les enjeux de transformations du travail liées au numérique et aux nouvelles formes d'activité,
- Une approche large et ouverte des conditions de travail en lien avec les problématiques de qualité de l'emploi, de développement des compétences et de performance des entreprises.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Réalisation d'études, de diagnostics et d'accompagnements individuels ou collectifs, en entreprise, de branches.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de diagnostics en entreprise
- Nombre d'accompagnement individuel ou collectif.
- Nombre d'accompagnement de branches d'activités
- Nombre d'études

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 640 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 103 hors PIC	Investissement					
	Fonctionnement	80 000 €	80000 €	80 000 €	80 000,00 €	320 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	80 000,00 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €	320 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €	640 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☒ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet																
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE	160 000				160 000				160 000				160 000		

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-3-1-1
**"Pôle Mer : Un nouvel institut de formation
et une mise en réseau des acteurs »**

Résumé du projet :

Il existe à la Martinique une offre historique en matière de formation et de recherche dans le domaine maritime ; néanmoins, celle-ci reste encore incomplète, largement perfectible et dispersée entre plusieurs établissements de formation publics et privés.

Le projet d'un coût total de 13,4M€ sur 4 ans, vise à créer un lycée de la mer/maritime regroupant l'offre de formation aux métiers de la mer et un institut de l'économie bleue et de la mer réunissant le lycée de la mer, les instituts de recherche, les clusters du secteur et qui aura vocation à être labellisée « campus des métiers et des qualifications ».

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.28**

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Education / enseignement supérieur/recherche

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM
DM - Rectorat

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DM, SGAR (DRRT), DAAF, DIECCTE, DJSCS
UA
Clusters (maritime, GAT Caraïbes), associations professionnelles (CRPMEM, MYA...) établissements d'enseignement, CCIM, ligue de voile.

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'économie bleue qui regroupe plusieurs filières (de production primaire, d'industrie et de services) constitue un des leviers du développement économique de la Martinique. Il est nécessaire de fournir aux entreprises de ces filières les compétences nécessaires à leur croissance et un écosystème propice à leur développement (durable).

Il existe à la Martinique une offre historique en matière de formation et de recherche dans le domaine maritime ; néanmoins, celle-ci reste encore incomplète, largement perfectible et dispersée entre plusieurs établissements de formation publics et privés, ce qui n'est pas gage de lisibilité. Par ailleurs, les métiers de ces filières (exercés à terre ou en mer) ne sont pas encore bien connus et valorisés et

sont en tension ce qui, faute de suffisamment de ressources locales, oblige à faire venir de la main d'œuvre de l'hexagone. Quant à la recherche dans le domaine maritime, elle n'est pas suffisamment étoffée ni connectée avec les besoins du territoire et des entreprises.

Il est donc apparu opportun de créer dans des délais les plus brefs possibles :

- ☐ Une offre élargie de formation aux métiers de la mer
- ☐ un pôle mer réunissant les différents centres de formation, les instituts de recherche, les clusters du secteur et qui aura vocation à être labellisée « campus des métiers et des qualifications ».

DESCRIPTIF DU PROJET

- ☐ Créer un **institut de formation** réunissant les formations proposées aujourd'hui dans le domaine maritime (formation de navigants et autres métiers « à terre ») et capable de concevoir et d'offrir de nouvelles formations (BTS notamment), pour certaines filières, par alternance.
- ☐ Créer un **Pôle Mer** pour créer des ponts entre les centres de recherche, de formation et les entreprises du secteur maritime en capacité d'apporter des services à ses membres.

1) Un institut de formation (dont le statut juridique reste à définir) réunir dans un seul établissement les formations aux métiers de la mer en réponse aux besoins des filières (nautisme, pêche, transport maritime, logistique et portuaire, aquaculture, réparation navale). Les formations seraient réalisées par pôles :

- / pôle pêche, aquaculture, transport
- / pôle logistique et portuaire
- / pôle nautisme/réparation navale

L'offre de formation de chacun de ces pôles sera évaluée et les besoins complémentaires seront évalués. Ce lycée sera doté d'internats, d'ateliers, de navires écoles, de simulateurs utilisables par l'ensemble des élèves... Les différents sites et pôles devront répondre aux normes en vigueur (notamment parasismiques).

2) Le pôle Mer (forme juridique à définir type GIP mais qui pourrait être associative dans un premier temps) formera un réseau et sera constitué par une structure « tête de réseau » (à créer). Ce réseau sera composé des structures suivantes :

- ☐ instituts de recherche dans le secteur maritime : UA, IFREMER
- ☐ Le lycée de la mer (EFPMA/NERIS/ALIKER)
- ☐ d'autres lycées : autres lycées techniques EN par ex Bellefontaine ; structures de formation professionnelle continue ; lycée et CFA agricole (aquaculture), structures de formation basées en Guyane et Guadeloupe
- ☐ structures professionnelles partenaires : CCIM, CRPMEM, Cluster maritime, Cluster GAT Caraïbe
- ☐ autres partenaires: RSMA , missions locales, ligues sportives (de voile) , établissements publics (GPMM, PNM, ADEME...)

Il exercera certaines fonctions **en propre** :

- ☐ L'échange entre partenaires (recherche/formation/entreprises)
- ☐ L'orientation ;

- ☐ La recherche : centraliser et répertorier les travaux universitaires existants sur l'économie bleue à l'échelle de la Caraïbe, permettre l'organisation de rencontres, de conférences universitaires et la communication autour des travaux ;
- ☐ L'information : centre de ressources sur l'économie bleue (mise à jour par exemple de l'état de l'existant du document stratégique du bassin des Antilles)
- ☐ les Missions pédagogiques : Formation des enseignants (du réseau et hors réseau). Évaluation pédagogique du lycée de la mer...
- ☐ La coopération : il favorisera les partenariats et les échanges entre structures du réseau et hors réseau (centres de formation hors du département) notamment à l'échelle régionale
- ☐ l'audit : proposer à ses partenaires des audits autour des compétences de l'IEBM
- ☐ la communication : offrir une interface (type site WEB) de recensement claire et efficace

Il réalisera certains projets **pour le compte de** ses membres :

- ☐ Il soutiendra l'action des clusters dans les domaines de la communication, de l'insertion professionnelle, de la formation et de l'emploi.
- ☐ Il mettra en place de l'ingénierie de formation
- ☐ ...

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Création d'une chaîne de valeur complète :

- (Formation : accroître l'offre de formation (ou l'accessibilité aux formations) aux métiers de la mer en tension (nouvelles offres formation dont des formations en alternance, renforcement des capacités d'hébergement pour les étudiant et lycéens). Connecter la formation aux besoins des entreprises (GPEC).
- (Recherche/innovation : établir une programmation locale de la recherche et susciter des travaux ou outils (fermes aquacoles expérimentales...) répondant au diagnostic territorial établi en amont. Assurer le transfert vers les entreprises et soutenir l'innovation.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

Nombre de membres mis en réseau dans le cadre du Pôle de Martinique

Indicateurs d'impact :

Nombre de jeunes formés dans les métiers de la mer en formation initiale
Nombre de jeunes formés dans les métiers de la mer en formation continue
Nombre de jeunes formés dans les métiers de la mer en apprentissage

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 13 400 000 €

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 13 400 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					200 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					7 200 000 €
	Fonctionnement					1 000 000 €
Coût État PIC+PIA (valorisé)	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					4 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					12 400 000 €
	Fonctionnement					1 000 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	0,45	0,25	0,25	0,25												

MARTINIQUE

**FICHE PROJET n°2-3-1-2
"Salon international du multicoque"**

Résumé :

Les entreprises du nautisme en Martinique sont peu identifiées à l'international dans ce secteur alors que la Martinique est une des premières place pour la vente de multicoque d'occasion au monde. L'organisation d'un salon est aujourd'hui nécessaire pour accroître leur visibilité sur le marché local, caribéen et international, mais aussi pour valoriser leurs expertises techniques et leurs offres de services et capter de nouveaux marchés.

Le projet d'un coût de 0,7 M€ de dépenses de fonctionnement en 4 ans, dont 150 K€ de part Etat, ambitionne de recourir à un prestataire capable de monter le salon sur le site central du port de plaisance de l'étang z'abricot (Fort de France), de le valoriser et de chercher des partenaires. Il s'agit d'aider le démarrage de cette action qui est destinée à se reproduire chaque année ou tous les deux ans.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.11

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Cluster maritime martiniquais

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DM
CTM
CACEM
Comité Martiniquais du Tourisme

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les études conduites au cours des dernières années ont montré que les entreprises du nautisme en Martinique sont dynamiques et engagées dans l'amélioration constante de la qualité de leurs services. En revanche, leur taille modeste ne leur permet pas de porter seules leur développement. Un grand salon est essentiel pour accroître leur visibilité sur le marché local, caribéen et international, mais aussi pour valoriser leurs expertises techniques et leurs offres de services et capter de nouveaux marchés.

La Martinique, paradoxalement peu identifiée à l'international dans ce secteur, est l'une des plus grandes bases de catamaran des Antilles et une des premières place pour la vente de multicoque d'occasion au monde. L'objectif est de réer un « rendez-vous » annuel, vitrine des entreprises du nautisme de Martinique (et de Guadeloupe) et un véritable centre d'affaires.

DESCRIPTIF DU PROJET

Il s'agit d'aider les professionnels et le Cluster à organiser un salon nautique à flot sur le site central du port de plaisance de l'étang z'abricot (Fort de France). Il s'agit de financer un prestataire capable de monter le salon, de le valoriser et de chercher des partenaires financiers notamment). Il s'agit d'aider le démarrage de cette action qui est destinée à se reproduire chaque année ou tous les deux ans.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- ☐ Consolider la Martinique comme place de vente de navires de plaisance
- ☐ Valoriser l'industrie nautique française
- ☐ Faire découvrir la destination Martinique et valoriser le secteur du nautisme martiniquais
- ☐ Consolider les entreprises martiniquaises et les ouvrir à l'international
- ☐ Créer des emplois et contribuer à développer la Marina de l'étang z'abricot.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

Nombre de salons réalisés
Nombre d'entrées par salon

Indicateurs d'impact :

Nombre de locations de navires pour des croisières au départ de la Martinique/an
Nombre de ventes de navires de plaisance réalisées/an

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 700 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût État Bop : 123	Investissement					
	Fonctionnement					150 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					150 000 €
Coût (autofinancement)	Investissement					
	Fonctionnement					400 000 €
Coût total	Investissement					

	Fonctionnement					700 000 €
--	----------------	--	--	--	--	------------------

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x Non

Durée totale de l'action : une fois sur la période

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-3-2-1

"Élimination des bateaux hors d'usage"

Résumé :

Il existe aujourd'hui plus de 350 bateaux hors d'usage (BHU) en Martinique sur le littoral et dans les ports. Ce stock est, chaque année, alimenté par de nouvelles épaves sur une moyenne d'une unité par mois. L'enjeu environnemental est fort (fuites d'huiles ou autre liquides c, dégradation de matières polluantes, encombrement des mangroves, nuisances visuelles, etc).

Il s'agit de traiter le stock d'épaves présentes sur le domaine public maritime. Les opérations en cours et à venir sont également suivies par l'ADEME dans le but d'établir un plan déchet spécifique. Le projet consiste à faire intervenir des entreprises (avec des clauses d'insertion) en capacité de déconstruire progressivement le stock d'épaves présentes sur le littoral et les ports martiniquais. Cette action avec sa phase maritime et sa phase terrestre (tri des déchets, mise en décharge) fera appel à des compétences locales.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.25

Thème

- Eau/assainissement/déchets
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM (ports de pêche)
GPMM (port de commerce)
Commune, EPCI (ports de plaisance)
Conservatoire du littoral
Parc marin

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DM, Office de l'eau

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Il existe aujourd'hui plus de 350 bateaux hors d'usage (BHU) de plaisance, de pêche, de commerce en Martinique sur le littoral et dans les ports. Ce stock est, chaque année, alimenté par de nouvelles épaves qui apparaissent suite à des événements climatiques majeurs (cyclone) ou suite à des abandons. Hors événement

cyclonique, le stock d'épaves augmente en moyenne d'une unité par mois. L'enjeu environnemental est fort puisque les BHU sont sources de pollution pour le milieu marin (fuites d'huiles ou autre liquides, dégradation de matières polluantes, encombrement des mangroves, nuisances visuelles, etc).

Il s'agit de traiter le stock d'épaves présentes sur le domaine public maritime tant naturel (notamment dans la mangrove) que dans les ports (avec la gêne et les risques que cela comprend notamment en cas d'alerte cyclonique). Les opérations en cours et à venir sont également suivies par l'ADEME dans le but d'établir un plan déchet spécifique de traitement des navires hors d'usage en Martinique. Ce plan facilitera le déploiement de la REP (responsabilité élargie du producteur) sur le territoire martiniquais.

L'action a d'ores et déjà débuté avec l'attribution d'une subvention de 150 000 € accordée par l'État au Conservatoire du littoral et abondé par la CTM notamment ; le marché est en cours de notification.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à faire intervenir des entreprises (avec des clauses d'insertion) en capacité de déconstruire progressivement le stock d'épaves présentes sur le littoral et les ports martiniquais. Cette action avec sa phase maritime et sa phase terrestre (tri des déchets, mise en décharge) fera appel à des compétences locales (scaphandrier, remorquage, entreprises de dépollution), entreprises ou associations. Il s'agira aussi d'étudier la possibilité d'immerger certains navires après dépollution à des fins touristiques (spots de plongée) et écologiques (récifs artificiels).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- ⑩ Valorisation du domaine public maritime naturel et portuaire et gestion des « trous à cyclone » (libérer ces sites pour accueillir les navires en cas d'alerte cyclonique).
- ⑩ Protection de l'environnement marin et développement du tourisme nautique (attractivité des sites retrouvée après dépollution).
- ⑩ Améliorer la sécurité maritime (certaines épaves immergées constituent des obstacles à la navigation)
- ⑩ développement de l'emploi

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation : Nombre d'épaves enlevées

Indicateurs d'impact : Volume de matériaux valorisés par l'opérateur agréé (épaves et navires livrés au centre de traitement)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 730 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Coût total
Coût État BOP : 113	Investissement					
	Fonctionnement					130 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					400 000 €
Coût ODE (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					200 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					730 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-3-3-1

**"Création et modernisation d'équipements portuaires
pour la plaisance (ports et zones de mouillage)"**

Résumé :

A l'échelle de l'arc antillais, la plaisance est une activité en pleine croissance dont le développement pérenne est conditionné par la quantité et la qualité des infrastructures portuaires et de mouillage. À ce jour, la Martinique dispose de moins de 3000 anneaux répartis au sein de six ports de plaisance. Il n'existe qu'une seule zone de mouillage organisée en fonctionnement dont la capacité est de 125 places. La location, l'entretien et la réparation de navires de plaisance engendre plus de 900 emplois, répartis au sein de 260 entreprises pour un chiffre d'affaires généré supérieur à 63 millions d'euros.

Le projet consiste à créer ou moderniser des équipements dédiés et à développer les capacités d'accueil de navires de plaisance par la modernisation des ports existants et la création de zones de mouillage organisé offrant des services aux plaisanciers, en développant une réelle logique d'interface terre/mer. Les besoins de financement des projets retenus dans cette fiche sont actuellement évalués à 20,86 M€ en 4 ans, dont 1,3 M€ de part Etat, en investissement sur 4 ports de plaisance.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.1, 2.2.2, 2.2.3, 2.2.6 et 2.2.7

Thème

- Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme
- Environnement/biodiversité
- Sécurité
- Transports/infrastructures

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CAP Nord, CAESM, CACEM, Communes

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DM, CTM, Parc Marin,

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

A l'échelle de l'arc antillais, la plaisance est une activité en pleine croissance dont le développement pérenne est conditionné par la quantité et la qualité des infrastructures portuaires et de mouillage. De par la proximité géographique d'une offre portuaire concurrente et montant en gamme, ainsi que par la nature mouvante de l'activité, il est aujourd'hui nécessaire de construire un réel maillage d'équipements de plaisance de qualité afin de développer l'itinérance et augmenter la durée des escales des plaisanciers sur le territoire martiniquais, tout en améliorant l'impact environnemental de la pratique. Les zones de mouillage et les ports de plaisance sont les points nodaux d'une filière dont les retombées économiques et touristiques sont aujourd'hui cruciales pour une partie du territoire martiniquais, et qui offre encore de réelles perspectives de développement à l'échelle de l'ensemble du territoire. L'investissement dans ces équipements favorisant l'escale de navires de plaisance est le préalable au développement de l'ensemble de la filière nautique mais également au positionnement de la Martinique comme destination nautique incontournable de l'arc antillais.

À ce jour, la Martinique dispose de moins de 3000 anneaux répartis au sein de six ports de plaisance. Il n'existe qu'une seule zone de mouillage organisée en fonctionnement dont la capacité est de 125 places. La location, l'entretien et la réparation de navires de plaisance engendre plus de 900 emplois, répartis au sein de 260 entreprises pour un chiffre d'affaires généré supérieur à 63 millions d'euros.

DESRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à créer ou moderniser des équipements dédiés à l'accueil de navire de plaisance, en respectant les logiques de complémentarité entre les équipements, de maillage territorial et d'insertion environnementale de l'activité. Il s'agit de développer les capacités d'accueil de navire de plaisance par :

- l'extension, l'optimisation et la modernisation des ports de plaisance existants
- la création de zones de mouillage organisé offrant des services aux plaisanciers et connectées au territoire en développant une réelle logique d'interface terre/mer

Ces équipements sont complémentaires par nature. Leur développement poursuit deux logiques, le développement économique du territoire, et la préservation de l'environnement marin.

A ce jour, les projets prioritaires et réalisables dans le cadre de la durée du contrat sont les suivants :

- **Création de zones de mouillage organisé sur les communes de Saint Pierre**, ainsi que des infrastructures d'accueil à terre (sanitaires, capitainerie, cale de mise à l'eau, ponton avitaillement, etc). Il participe à améliorer l'itinérance nautique autour de la Martinique en proposant un aménagement plaisancier dans le nord Caraïbe.

Maître d'ouvrage : Cap Nord.

- **Modernisation et développement des capacités d'accueil des navires de plaisance sur la Commune des Trois-Ilets**. Le projet consiste en la modernisation de la marina de la pointe du bout, la définition et l'organisation de 5 zones de mouillage et la réorganisation du transport de passagers (création d'une gare maritime et d'un poste d'avitaillement au trou Etienne) et la reconstruction du ponton du Bakoua.

Maître d'ouvrage : Ville des Trois-Ilets

- **Mise en place d'une gestion optimisée des mouillages aux Anses d'Arlets**

- Acquisition d'un logiciel dédié et maintenance
- Étude préalable à la création d'un wifi maritime
- Optimisation du plan d'eau et de l'activité

Maître d'ouvrage : CAESM

- **Extension du port de l'Etang Z'Abriots**

➤ 2019 : Mise en place de la structure de gestion et passation des contrats de travaux des projets d'extension et démarrage des travaux

● 2020 : Achèvement des travaux d'extension, mise en œuvre des aménagements de mouillage, offre d'accueil portée à 1500 places.

Maître d'Ouvrage : CACEM

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Protéger l'environnement marin en régulant le mouillage

Faire de la Martinique une destination nautique

Augmenter la capacité d'accueil des plaisanciers

Contribuer à la réorganisation du transport maritime (gare maritime)

Capter la Grande Plaisance

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

Nombre d'anneaux nouveaux

Nombre de ZMEL mises en place

Indicateurs d'impact :

Nombre d'emplois créés

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants

Création de zones de mouillage organisé sur les communes de Saint Pierre :

CT : 8 M€

CTM 2,8 M€

CAP Nord : 1,6 M€

FEDER : 3,6 M€

Modernisation et développement des capacités d'accueil des navires de plaisance sur la Commune des Trois-Ilets :

CT : 7,32M€

Etat : 2,44M€

CTM : 2,70M€

CAESM : 1, 295 M€

Commune : 0,585 M€

Privé : 0,3M€

Mise en place d'une gestion optimisée des mouillages aux Anses d'Arlet

CT : 0,05 M€

Etat : 0,02 M€

CAESM : 0,03 M€

Extension du port de l'Étang Z'Abriots :

CT : 6,2 M€

Etat : 1,24 M€

FEDER : 2,48 M€

CTM : 1,24 M€

CACEM : 1,24 M€

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 20 860 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					1 300 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					6 740 000 €
	Fonctionnement					
Coût EPCI	Investissement					3 455 000 €
	Fonctionnement					
Coût État (BOP 123 FEI) (valorisé)	Investissement					2 400 000 €
	Fonctionnement					
Coût autofinancement	Investissement					885 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					6 080 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					20 860 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-3-3-2

"Études et ingénierie pour le développement du nautisme"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.2.12

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, EPCI, Communes, socio-professionnels, GPM, CMT, Ligue de voile

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique est devenue en un peu plus d'une décennie une place incontournable de la filière nautique antillaise, notamment pour la location, l'entretien et la réparation de navires de plaisance. Ce segment d'activité représente environ 260 entreprises pour environ 1000 emplois sur le territoire.

Mais au-delà de la plaisance, la Martinique possède de nombreux atouts nautiques qui ont permis le développement d'un très grand nombre de pratiques (ex : 50 000 entrées de navires de plaisance sur le territoire, 100 000 plongées/an, 5000 kite-surfeurs/an) ainsi que le développement de nouvelles clientèles, comme la Grande Plaisance. Ces marchés et activités restent néanmoins à conforter, structurer et valoriser.

DESCRIPTIF DU PROJET

Malgré son poids économique, une croissance régulière au cours de la dernière décennie et de réels atouts, la filière nautique en Martinique doit faire face à plusieurs défis afin de réellement devenir une activité structurante pour le territoire :

– Structurer la filière et l'affirmation d'une réelle destination nautique

- Réaliser la nécessaire transition écologique du nautisme en organisant les pratiques nautiques tout en garantissant l'accès à la mer,
- Augmenter la disponibilité et la qualité de l'offre nautique, en lien avec les collectivités fin de conquérir de nouvelles clientèles (notamment, les touristes de séjour, la clientèle locale, la grande plaisance, croisiéristes) tout en restant compétitif
- Développer la formation et la pratique nautique pour le plus grand nombre,
- Maintenir nos atouts compétitifs en confortant les compétences techniques des entreprises du nautisme.

Afin de tendre vers une affirmation ainsi qu'une mise en cohérence des projets nautiques du territoire, un accompagnement spécifique est nécessaire. Pour ce faire, la réalisation d'études est primordiale, notamment en vue de la mise en place d'un schéma directeur de développement du nautisme, d'un plan de modernisation des centres nautiques ou encore d'études préalables à investissements.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les projets financés dans le cadre de cette action doivent contribuer à :

- ⑩ renforcer l'attractivité de la destination nautique Martinique
- ⑩ fédérer les acteurs de la filière nautique autour d'un projet territorial, partagé entre les entreprises, les associations fédérant le secteur (notamment le Cluster maritime), les collectivités territoriales et l'État,
- ⑩ développer des pratiques nautiques respectueuses de l'environnement qui valorisent le patrimoine naturel et culturel martiniquais

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

Nombre d'études réalisées

Nombre de schémas réalisés

Indicateurs d'impact :

Nombre de licenciés en sport nautiques

Nombre de place d'accueil pour les navires

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 720 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 203	Investissement					
	Fonctionnement	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	300 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	300 000 €
Coût Partenaires	Investissement					
	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	180 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000 €	720 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 24 mois

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet																



**GRAND PORT MARITIME
DE LA MARTINIQUE**

Quai de l'Hydrobase
97200 Fort-de-France
Tél.: 0596 59 00 00
Fax: 0596 71 35 73
Site Internet : www.martinique.port.fr

**PREFET DE LA
MARTINIQUE**

14 Janvier 2019

Contrat de convergence 2019, Suite des travaux des Assises des Outre-Mer 2018 & redéploiement du CPER 2014

Le Grand Port Maritime de la Martinique propose d'inscrire au contrat de convergence les projets portuaires et maritimes structurants à fort enjeux socio-économique, avec d'une part les trois projets retenus aux Assises des Outre-Mer (Croisière durable, Bassin de Radoub et Carénage de Plaisance) mais aussi les opérations clefs du CPER 2014 (Modernisation du terminal conteneurs, entrepôts logistiques et transition énergétique de l'hydrobase).

Ces projets sont réalisables dans le cadre (et le calendrier) du contrat de convergence, et dans l'assiette financière initialement allouée au CPER 2014 (crédits Etat de 13,860M€). Ces fonds restent cependant insuffisants à assurer la soutenabilité financière du projet stratégique 2019 du GPMLM en cours d'élaboration (et qui devra intégrer les grandes problématiques portuaires dans un contexte de changement climatique).



2 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

Projets CPER & CONVERGENCE du GPMLM									
OPERATION	Travaux	Montant des opérations en KE	% ETAT	Part ETAT	Antérieur	2 018		2 019	
						Demande AE transmises Sept 2018 et reportées début 2019	Autorisation AE	Demande AE en préparation pour envoi Janvier 2019	Convergence
Opération 641	Modernisation terminal conteneurs	12 000 000	36%	4 270 000	-	570 000	-	700 000	3 000 000
	modernisation portique 2018	1 900 000	30%	570 000	-	570 000	-	-	-
	modernisation portique 2019	2 100 000	33%	700 000	-	-	-	700 000	-
	modernisation infrastructures 2020	8 000 000	38%	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000
Opération 642	Entrepôts logistiques	3 300 000	43%	1 419 000	-	210 000	-	-	1 209 000
	Entrepôts logistiques 1	300 000	70%	210 000	-	210 000	-	-	-
	Entrepôts logistiques 2	3 000 000	40%	1 209 000	-	-	-	-	1 209 000
Opération 643	Aménagement bassin radoub	3 000 000	54%	1 625 000	450 000	400 000	-	-	775 000
	modernisation étape 1	900 000	50%	450 000	450 000	-	-	-	-
	modernisation étape 2	550 000	73%	400 000	-	400 000	-	-	-
	modernisation étape 3	550 000	50%	275 000	-	-	-	-	275 000
	modernisation étape 4	1 000 000	50%	500 000	-	-	-	-	500 000
Opération 644	Hydrobase transition énergétique	2 600 000	40%	1 040 000	400 000	-	-	-	640 000
	transition énergétique étape 1	300 000	40%	120 000	400 000	-	-	-	-
		700 000	40%	280 000	-	-	-	-	-
	transition énergétique étape 2	300 000	40%	120 000	-	-	-	-	120 000
Opération 645	Appontement carriers St Pierre et terminal granulates pointe des carrières	1 300 000	40%	520 000	-	-	-	-	520 000
		500 000	43%	212 500	-	-	-	-	212 500
Opération 647	Appontement Reynold Robert	100 000	43%	42 500	-	-	-	-	42 500
Opération 647	Croisière durable	12 400 000	39%	4 789 000	-	639 000	-	150 000	4 000 000
	Croisière durable étape 1	900 000	71%	639 000	-	639 000	-	-	-
	Croisière durable étape 2	500 000	30%	150 000	-	-	-	150 000	-
	Croisière durable étape 3	2 000 000	30%	600 000	-	-	-	-	600 000
Opération 647	Croisière durable étape 4	3 000 000	30%	900 000	-	-	-	-	900 000
	Croisière durable étape 5	2 500 000	50%	1 250 000	-	-	-	-	1 250 000
	Croisière durable étape 6	1 000 000	50%	500 000	-	-	-	-	500 000
	Croisière durable étape 7	2 500 000	30%	750 000	-	-	-	-	750 000
Opération 661	Promotion des activités de nautisme à travers la création d'un pôle mer	2 200 000	21%	462 000	-	-	-	30 000	432 000
		36 100 000		13 860 000	850 000	1 819 000	880 000	10 311 000	13 860 000

BATIR UNE OFFRE DURABLE POUR LA CROISIÈRE (opération 647)

Le projet Croisière Ville-Port, sous sa dénomination « Bâtir une offre durable pour la croisière » a fait l'objet d'une présentation à l'Elysée lors de la cérémonie de clôture des Assises de l'Outre-Mer, le 28 Juin 2018, auprès des Ministères des Transport, Outre-Mer, et Cohésion des Territoires, du SG Mer, de l'AFD et de la CDC.

Au vu des retours très positifs de ces rencontres au niveau national, des entretiens réalisés mais également du soutien de la Collectivité Territoriale de la Martinique et de la Préfecture de la Martinique, le Grand Port Maritime a poursuivi la réflexion engagée en vue de construire un plan d'actions robuste et soutenable financièrement.

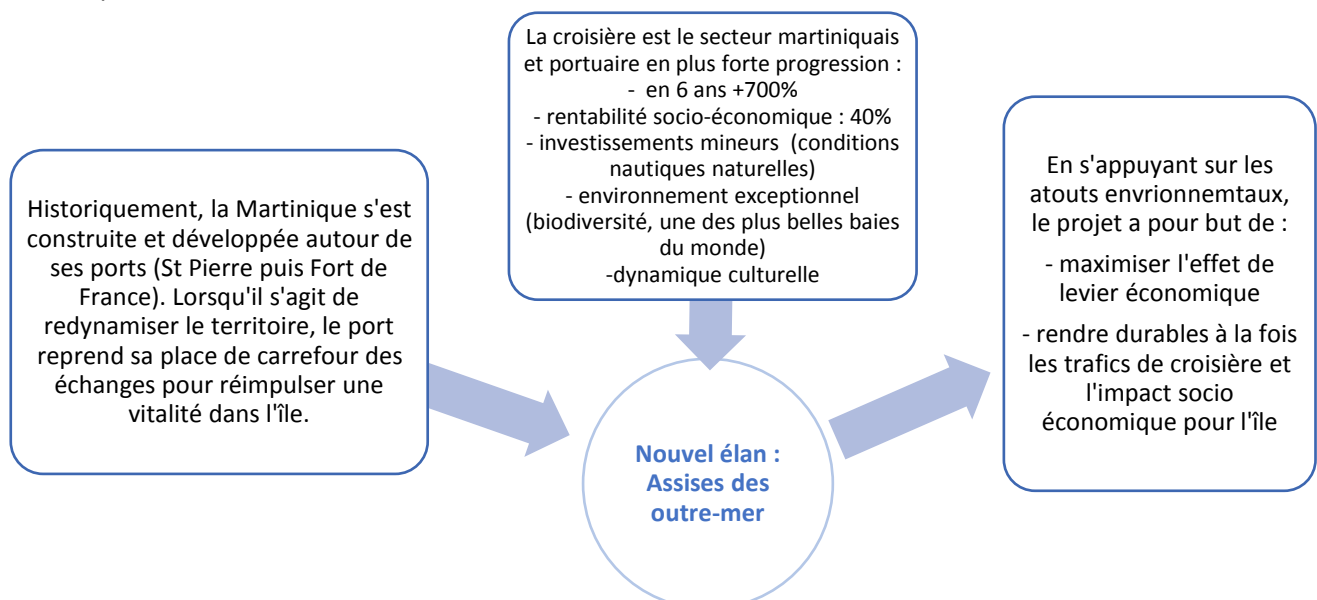
Par ailleurs, la nomination du Grand Port Maritime de la Martinique par le Seatrade Cruise Awards dans la catégorie « Port de l'Année », encourage le port à poursuivre ses actions concrètes engagées pour développer l'activité croisière par l'amélioration de la qualité de ses infrastructures et de ses prestations.

1. Enjeux, objectifs et méthodologie

Historiquement, l'activité sociale et économique s'est développée autour des ports en Martinique.

Le port de Fort-de-France bénéficie de conditions naturelles exceptionnelles. Situé dans l'une des plus belles du monde (par sa biodiversité notamment), il dispose naturellement d'une profondeur d'eau permettant aux plus grands navires de naviguer et d'accoster.

La croisière est l'activité économique en plus forte progression dans l'île (700% en 6 ans) et les retombées socio-économiques pour l'île sont très élevées (40%). Pour autant, ce marché très concurrentiel dans la caraïbe, évolue en permanence (ce qui nécessite des réponses rapides et adaptables), et pourrait jouer un effet de levier encore plus important pour la vitalité économique Martiniquaise.

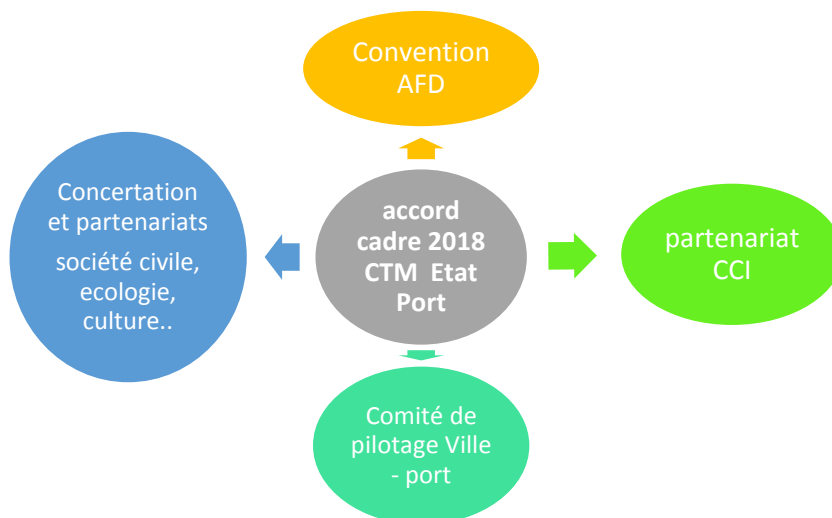


4 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

Le projet « Bâtir une offre durable pour la croisière » a donc pour but de rendre durable à la fois les trafics de croisière en développant les atouts environnementaux, mais aussi et surtout l'impact socio-économique maximisé pour l'île. Il s'agira de diriger le traitement quotidien des croisiéristes vers des développements environnementaux, humains et économiques de long terme.



La mise en œuvre de ce projet nécessite une collaboration active, matérialisée par un accord cadre Collectivité Territoriale de Martinique – Etat – Grand Port Maritime qui sera la matrice de partenariats bilatéraux (AFD, Cluster maritime, CCI, etc.) avec des plans d'actions annuels.



La croisière durable s'organise autour de quelques principes forts :

- un effet de taille : des quais à agrandir, des espaces d'accueil (des croisiéristes et des activités des martiniquais) à élargir pour accompagner l'augmentation des trafics

5 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

- des investissements nécessairement respectueux de l'environnement, mis en œuvre dans des délais très courts (pour répondre aux à-coups du marché de la croisière) et de préférence modulables
- des critères d'évaluation basés sur les effets de levier à long terme
- la coopération avec les autres ports de la Caraïbe, et/ou la définition de modèles de développement reproductibles

Plan d'actions 2018-2019 :

Actions	Acteurs	Cadre
Augmentation des capacités d'accueil des grands navires et renforcement des postes d'amarrage par pieux <i>(solution moins couteuse et moins impactante d'un point de vue environnemental qu'un quai)</i>	- GPMLM : maitrise d'ouvrage (6M€) ✓ Financement : fonds verts AFD et redéploiement de crédits État	Accord cadre Etat-GPMLM Avenant à la convention de partenariat AFD-GPMLM
Mise en place d'îlots en structure légère et écologique, pour les animations culturelles	- GPMLM : maitrise d'ouvrage	Partenariat avec les associations culturelles et sportives
Promotion de l'offre touristique	Comité martiniquais du tourisme	Partenariat
Installation de starts up sur le port	Starts up	Convention Martinique Tech pour la transformation digitale du port
Études de consommation énergétique de la croisière, cartographie des fonds sous-marins	- GPMLM : maitrise d'ouvrage ✓ Co-financement avec l'AFD, et travail avec les associations environnementales	Avenant à la convention de partenariat AFD-GPMLM Partenariat avec les associations environnementales
Promotion auprès des touristes de l'installation d'entreprises innovantes ou en télétravail en Martinique	Experts et professionnels du secteur tertiaire (la carte de création des entreprises suit la carte des lieux de vacances)	Partenariats avec le cluster maritime et la CCI
Adaptation des interfaces Ville-Port	Groupe de pilotage Ville-Port du Conseil de Surveillance	Demande de convention avec la ville et/ou la région

6 / 11 *Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer*

2. **Soutenabilité financière**

Le programme complet des opérations confirme les données de la fiche projet et reste contenu dans une enveloppe initialement estimée à 32,5M€ dont 12,4M€ sont nécessaires au contrat de convergence.

Le programme court-terme 2018-2019 regroupe les opérations déjà engagées (animations culturelles, amélioration du niveau de service, mise en valeur du terminal et des interfaces avec la ville) pour un montant de 1,4M€ dont 639k€ ont déjà fait l'objet de demandes d'AE en 2018 auprès du Ministère des Transports afin d'obtenir la mise en place des crédits nécessaires dans des délais acceptables.

Le programme proposé au contrat de convergence s'attache à:

- Augmenter les capacités d'amarrage pour les grands navires à la Pointe Simon (2M€)
- Ainsi qu'au terminal tête de ligne des Tourelles (3M€)
- Et sur les sites touristiques de Saint-Pierre et des Anses d'Arlet (2,5M€)
- Améliorer l'accueil des passagers dans le cadre des interfaces ville/port (1M€)
- Engager la modernisation de la gare des Tourelles (2,5M€).

MODERNISATION DU TERMINAL CONTENEURS (opération 641) & DEVELOPPEMENT DE LA LOGISTIQUE PORTUAIRE (opération 642)

1. Une stratégie de modernisation des infrastructures pour soutenir le développement des trafics et de la logistique portuaire

La création du Grand Port Maritime de la Martinique et la stratégie nationale portuaire outre-mer répondent aux exigences de performance et de compétitivité qu'impose l'évolution rapide du commerce maritime de la zone caraïbe. Le GPMLM s'est donc saisi de la nécessité d'agrandir le domaine et d'allonger les quais sur la Pointe des grives, pour impulser une dynamique d'intégration du projet portuaire dans l'économie martiniquaise.

Les enjeux du projet ont fait l'objet de nombreux échanges lors des séances du Conseil de Surveillance qui a pu confirmer que l'extension répondait :

- aux besoins actuels du marché de transbordement (volet 1),
- aux évolutions du trafic dans la Caraïbe (volet 2),
- et aux besoins de développement économique de la zone industrielle portuaire (volet 3).

Le GPMLM a ainsi mis en œuvre un programme ambitieux au terminal conteneurs de la Pointe des Grives selon une feuille de route précise. Le projet a été phasé pour construire par étapes, en limitant les risques pour l'établissement, et en fonction des besoins réels et évolutions effectives du marché, une organisation spatiale, axée autour de la maîtrise des voies d'accès maritime et terrestre et de la mise à disposition d'espaces opérationnels pour les acteurs portuaires.

Le volet 1 (extension est) opérationnel fin 2016 avec 3 ha additionnels de terre-pleins permet d'augmenter la capacité portuaire pour répondre aux demandes actuelles du marché du transbordement régional. Bénéficiant d'un investissement élevé des partenaires publics, et en particulier de l'Etat, le projet a été réalisé pour un coût total inférieur aux estimations.

L'infrastructure portuaire se modernise rapidement pour accueillir des navires de plus grande taille. C'est l'objet du volet 2 qui intègre un allongement du quai principal de 150 m et une augmentation de la surface de terre-pleins de 2 ha. L'acquisition d'un 4^{ème} portique est envisagée dès lors que le trafic le nécessitera.

Le développement de la filière logistique et l'accompagnement au développement industriel par l'aménagement et l'optimisation de la desserte de l'arrière du terminal conteneurs constitue l'objectif majeur du volet 3, avec des enjeux d'optimisation des coûts d'approvisionnement, de rationalisation des flux et de réduction des émissions de CO2.

Ces dernières années ont vu se confirmer cette tendance avec en particulier la mise en place d'une nouvelle ligne spécialisée entre Rouen et la Martinique, le remplacement des principaux navires desservant l'île par des navires de plus grande taille (+30% en capacité), l'élargissement de la desserte

8 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

depuis les ports de Rotterdam ou d'Anvers, et enfin une évolution positive au dernier trimestre des flux de transbordement sur la Caraïbe sud et le nord de l'Amérique du sud qui sont traités par le GPMLM.

Enfin, les études socio-économiques détaillées menée par le cabinet MLTC pour le compte de l'AFD montrent un bilan très positif pour la collectivité. Avec une VAN de 159 M€ et un TRI de 23%, les améliorations des infrastructures et des équipements prévus rentabilisent donc d'un point de vue socio-économique, l'investissement réalisé, même dans les scénarii les plus prudents présentant une progression limitée des trafics.

2- Un deuxième volet pour adapter les infrastructures aux évolutions du trafic maritime

Le volet 2 du projet d'extension de la Pointe des Grives a pour objectif d'allonger les quais pour les adapter aux nouvelles données du trafic (plus de navires et des navires de plus grande taille) mis en place par les clients du port et en particulier par l'armateur de référence qui a participé à l'élaboration du cahier des charges depuis Aout 2013.

Le volet 2 des extensions de la Pointe des Grives consiste donc en l'extension du quai principal, afin de permettre le traitement de navires, de type Panamax (longueur variant de 270 m à 300 m). Une extension de quai de 120 m et la réalisation d'un terre-plein adapté aux besoins en zones de stockage à haute valeur ajoutée (zone reefer) sont ainsi programmés.

En parallèle des travaux nécessaires sur les infrastructures, et dès 2015, Le Grand Port Maritime de La Martinique a engagé une réflexion poussée avec son Conseil de Surveillance et son Conseil de Développement autour du positionnement du Port face aux enjeux de la modernisation de la manutention portuaire.

Les débats ont porté plus particulièrement sur les enjeux, les freins et les facteurs clés de réussite du programme de modernisation de la manutention dont l'ambition partagée était de renforcer la coordination des investissements, de sécuriser les relations contractuelles, et de mettre en place des leviers de compétitivité en s'appuyant sur la modernisation des opérations de manutention.

Ainsi, Le Grand Port Maritime a élaboré une feuille de route s'articulant autour de 4 axes :

- 1- Développer la desserte, les trafics et ajuster les moyens nécessaires
- 2- Améliorer la fiabilité du terminal
- 3- Offrir une meilleure visibilité aux opérateurs

La démarche s'est poursuivie grâce à une forte implication des acteurs présents sur le terminal :

Les trafics ont évolué de façon très significative avec notamment la mise en place de nouvelles dessertes caribéennes, une forte augmentation de la taille des navires (+30%) et l'élargissement des dessertes européennes ainsi qu'une forte croissance des volumes transbordés (+200%).

9 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

Les programmes d'investissements ont été menés conformément aux engagements pris, aussi bien sur les infrastructures (sûreté, sécurité, extension et modernisation des terres pleins), que sur les outillages publics (modernisation des portiques) ou privés (achat et rénovation des cavaliers, système informatique) pour soutenir les augmentations des trafics et d'activité.

La fiabilité et la souplesse de fonctionnement ont été améliorées par la mise en place d'accords de manutention. Aucun dysfonctionnement majeur n'est à déplorer depuis fin 2014, même si les acteurs restent vigilants.



3- Soutenabilité financière de l'opération 641 – modernisation terminal conteneurs

Le programme court-terme 2018-2019 regroupe les opérations déjà engagées relatives à la modernisation des outillages portiques pour un montant de 4M€ dont 570k€ ont déjà fait l'objet de

10 / 11 Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer

demandes d'AE en 2018 auprès du Ministère des Transports afin d'obtenir la mise en place des crédits nécessaires dans des délais acceptables.

Le Ministère des Transport a validé fin 2018, le principe de redéployer les crédits initialement prévus pour les outillages portiques au profit des infrastructures pour un montant de 3M€ dans le cadre du contrat de convergence. Par ailleurs la Collectivité Territoriale instruit début 2019 une augmentation du financement européen de 13 à 16M€. L'action combinée de l'Etat et de la CTM permettant ainsi d'engager le projet sur l'année 2019.

3- Soutenabilité financière de l'opération 642 – entrepôts logistiques

Le programme court-terme 2018-2019 regroupe les opérations déjà engagées en études pour un montant de 300k€ dont 210k€ ont déjà fait l'objet de demandes d'AE en 2018 auprès du Ministère des Transports afin d'obtenir la mise en place des crédits nécessaires dans des délais acceptables.

Les travaux d'aménagement nécessaires, qui sont un préalable à la mise en place des entrepôts de logistiques sont proposés au contrat de convergence pour un montant de 3M€ dont 1,2M€ de crédits Etat. Avec 8M€ d'investissements privés pour les entrepôts et outillages logistiques, cette opération présente un fort effet de levier financier.

11 / 11 *Information – Contrat de convergence et Assises des Outre-Mer*

AMENAGEMENT DU BASSIN DE RADOUB (opération 643)

Le bassin de Radoub, qui reste l'un des très rare outil de réparation navale dans la caraïbe, permet d'engager en Martinique l'émergence d'un pôle de réparation navale incontournable, générateur de nombreux emplois et de nouvelle filière professionnelle. Pour asseoir le positionnement de la Martinique dans la réparation navale, le GPMLM a ainsi lancé la construction d'un village de réparation navale attenant à la forme et qui a pour objectifs de fournir aux professionnels du secteur un espace à proximité de la forme afin de pouvoir y travailler. L'implantation d'activité permettra de donner aux armateurs des prestations globales et intégrées répondant à leurs attentes lors des arrêts techniques.

Le programme court-terme 2018-2019 fait suite aux premiers travaux du CPER (900k€), et regroupe les opérations déjà engagées dans la construction du village et la modernisation des terres pleins pour un montant de 550k€ dont 400k€ ont déjà fait l'objet de demandes d'AE en 2018 auprès du Ministère des Transports afin d'obtenir la mise en place des crédits nécessaires dans des délais acceptables.

Les travaux d'aménagement, VRD et réseaux sont proposés au contrat de convergence pour un montant de 1,55M€ dont 775k€ de crédits Etat.

Ces fonds resteront cependant insuffisant au regard des besoins croissants en investissements de renouvellement nécessaires vu l'état du bassin. La problématique de soutenabilité des investissements industriels qui a été abordée avec le ministère des Transports et l'APE fera l'objet de réflexions approfondies dans le cadre de l'élaboration du projet stratégique 2019. Les besoins de la marine nationale (pour l'exécution des arrêts techniques et pour sécuriser les moyens de secours lors des épisodes cycloniques) seront intégrés aux analyses.

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-4-1-1

"Spiritourisme"

Résumé :

Le projet consiste en la création d'une filière touristique dédiée au rhum de la Martinique. Les actions comprendront notamment des mesures d'harmonisation et d'amélioration de l'accueil et de la structuration des parcours de découverte : restaurations de site, signalétique, création d'outils numériques dédiés.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.3.4

Thème

- Culture
- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CODERUM : Comité Martiniquais de Défense et d'Organisation du Marché du Rhum

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Autres acteurs de la filière Canne-Sucre-Rhum :

- o SDAORAM : Syndicat de Défense de l'Appellation d'Origine Contrôlée Rhum Agricole Martinique
- o SICA-CANNE UNION : Syndicat de planteurs

Acteurs publics :

- o Etat, Collectivité territoriale de la Martinique, Comité Martiniquais du Tourisme, EPCI & Office de Tourisme Communautaire

Groupeement d'acteurs :

- o ZILEA (cluster des professionnels du tourisme),

o CMM (Cluster Maritime Martinique)

Chambres consulaires :

- o Chambre du Commerce & de l'Industrie de la Martinique
- o Chambre des Métiers et de l'Artisanat
- o Chambre d'Agriculture

Autres acteurs :

- o SAMAC (Aéroport de Fort-de-France)
- o Grand port maritime de la Martinique,
- o ATOUT FRANCE

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique possède un atout d'envergure à travers le seul rhum AOC au monde. Les acteurs de la filière souhaitent capitaliser sur cette richesse afin de développer une nouvelle offre touristique : le spiritourisme ;

A l'instar de la route des whiskys en Ecosse, l'ambition consiste à développer un écosystème intégré permettant d'inscrire dans la future route des rhums martiniquaise, reliant les distilleries du territoire, l'ensemble des secteurs d'activité du tourisme : hôtellerie, restauration, transports, découvertes et activités.

DESCRIPTIF DU PROJET

Développer une offre touristique en Martinique autour des univers du Rhum d'Appellation d'Origine Contrôlée MARTINIQUE :

• Elaboration d'un parcours des distilleries sur l'ensemble du territoire :

- o Mise en parcours des distilleries et sites remarquables de l'univers du Rhum en Martinique
- o Mise en place d'une signalétique spécifique des sites et du parcours
- o Mise en place du site web, développement de l'application numérique mobile (géo-repérage des sites, géo-fencing,...)
- o Diversification des thématiques et des activités autour du parcours : ballades en vélo, randonnées, rallyes...
- o Redynamisation et adaptation des sites publics : musée de la canne, écomusée,...
- o Restauration des sites remarquables et du patrimoine liés au Rhum et à son histoire
- Amélioration de la qualité et harmonisation de l'accueil tout au long du parcours :
- o Elaboration d'une charte d'accueil
- o Elaboration d'un label adapté au « Spiritourisme » et mise en conformité des acteurs du parcours
- o Formation des acteurs et mise en conformité

Développer une stratégie de marque conjointe Territoriale – Rhum AOC Martinique et repositionnement de la marque Martinique sur les nouveaux segments ciblés : clientèle d'affaire, « Empty Nester », Séniors actifs, Prescripteurs (barmen, œnologues, passionnés), à l'international :

• Etudes de Marché :

- o Analyses qualitative et quantitative de la clientèle actuelle de la destination Martinique

- o Analyse prospective des segments de marché cibles du « Spiritourisme » : tailles des segments, profils, motifs de venue et critères de satisfaction

• Promotion de la destination Martinique et de l'univers du Rhum AOC comme facteur de différenciation et de motif de venue spécifique des clientèles ciblées :

- o Renforcement du marché existant (France, Belgique)
- o Ouverture de nouveaux marchés, en lien avec l'ouverture de nouvelles lignes aériennes : Allemagne, Etats-Unis, Canada, Argentine
- Animations et événements :

- o Développement du mois du Rhum
- o Accueil de concours internationaux, e.g Spirit-Selection 2020
- o Référencement dans les guides gastronomiques, e.g. Guide International du Rhum Gault & Millau
- Mobilisation de l'écosystème de la filière Canne-Sucre-Rhum
 - Développement des offres de services et de produits connexes :
 - o Mobilisation des acteurs de l'hôtellerie et de la restauration/gastronomie :
 - § Amélioration qualitative de l'offre de séjour et développement d'offres de séjour « Spiritourisme »
 - § Création de bars, de corners et de décors spécifiques « Rhum AOC Martinique » au sein des établissements
 - § Formation/sensibilisation : connaissance du produit « Rhum AOC Martinique », histoire, culture, mixologie
 - o Mobilisation des acteurs du transport : ports commerciaux (croisières), aéroport, et port maritime, transports publics & privés
 - § Aménagement des points d'entrée sur le territoire
 - § Organisation de la pénétration du territoire depuis les portes d'entrée du territoire
 - o Mobilisation des acteurs de l'artisanat et de l'agriculture :
 - § Développement et promotion de produits associés : liqueurs, pâtisseries, mets, recettes culinaires...
 - § Développement et promotion de produits artisanaux et d'artisanat d'arts associés et scénographiques
 - Développement de l'offre de services connexes :
 - o Formation des guides des tour operators, réceptifs aux spécificités du « Rhum AOC Martinique »
 - o Création et formation d'une communauté de guides « Spiritourisme » indépendants reconnus

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre d'entreprises accompagnées
- nombre d'actions financées

Indicateurs d'impact :

- chiffre d'affaires de la filière
- nombre d'emplois créés (H/F)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année...	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement	100 000 €	100 000 €	100 000 €		300 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	100 000 €	100 000 €	100 000 €		300 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement	300 000 €	300 000 €	300 000 €		900 000 €
	Fonctionnement					
Coût CODERUM	Investissement	500 000 €	500 000 €	500 000 €		1 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €		3 000 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-4-1-2

"Création de la Cité du goût et des saveurs"

Résumé du Projet :

Dans le cadre de ses projets de développement économique du secteur de l'artisanat en Martinique, la Chambre des métiers et de l'artisanat souhaite développer La Cité du Goût et des Saveurs. Le but est de faire connaître la gastronomie auprès du grand public, des collectivités et des entreprises et de développer les filières liées à l'alimentaire. Organisée sous forme d'ateliers culinaires, la cité a pour ambition de promouvoir le savoir-faire de l'artisanat en matière de gastronomie. Par ce dispositif, il s'agit de valoriser les produits du terroir et transmettre un art culinaire auprès de tous les publics.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.3.2

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Martinique (CMA)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- Etat (Préfecture, DDAF, ARS, Rectorat, etc.)
- Collectivité Territoriale de Martinique
- Organisations Professionnelles (alimentaire, chefs cuisiniers Madin'INC, CODERUM, Valcacao, etc.)
- EPCI et Communautés de communes
- MLI, Pôle Emploi,
- CMT

- Partenaires privés (mutuelles, équipementiers...)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Dans le cadre de ses projets de développement économique du secteur de l'artisanat en Martinique, la CMA souhaite développer La Cité du Goût et des Saveurs.

Le but est de faire connaître la gastronomie auprès du grand public, des collectivités et des entreprises et de développer les filières liées à l'alimentaire. Organisée sous forme d'ateliers culinaires, la cité a pour ambition de promouvoir le savoir-faire de l'artisanat en matière de gastronomie.

Par ce dispositif, il s'agit de valoriser les produits du terroir et transmettre un art culinaire auprès de tous les publics.

DESCRIPTIF DU PROJET

La « Cité du goût et des saveurs » s'attache à promouvoir une certaine idée de l'alimentation, de la cuisine et de la gastronomie basée à la fois sur la reconnaissance, la valorisation et la transmission des savoir-faire, ainsi que sur la promotion des produits de qualité auprès du grand public, des collectivités et des entreprises.

La « Cité du goût et des saveurs » est un projet ambitieux et structurant de la CMA qui a plusieurs objectifs :

- promouvoir les métiers de bouche et de l'alimentation, et la gastronomie des Antilles,
- montrer l'exemplarité en développant à la fois la formation (l'apprentissage et la formation continue) et le secteur économique du territoire,
- structurer la filière alimentaire en la modernisant et en créant des liens entre les différents secteurs (producteur, transformateur, consommateur),
- développer le tourisme en proposant des activités culinaires et le spiritourisme (en bénéficiant de la proximité des hôtels du sud),
- intégrer les questions de santé, de médecine douce, du patrimoine phytothérapique dans les activités culinaires et contribuer au « bien manger » pour une meilleure santé du public.

Les premières étapes de sa mise en œuvre sur notre territoire consistent à :

- fédérer les acteurs du territoire autour du projet et recenser les besoins ;
- définir le concept spécifique à la Martinique et son cahier des charges (contraintes, ressources, conditions de réussite, etc.) ;
- mener des études sur les filières pour proposer des formations sur mesure aux entreprises artisanales.

Les cibles visées par le projet : apprentis, professionnels, particuliers, collectivités et touristes, les élus de la CMA ambitionnent de moderniser et redynamiser le secteur de l'alimentation.

Fonctionnement de la « Cité du goût et des saveurs » :

La Cité du Goût et des Saveurs proposera des **ateliers culinaires** (où chacun peut découvrir, s'initier aux techniques du patrimoine culinaire, cuisiner avec un chef, déguster des plats réalisés soi-même, la gastronomie locale ou internationale), des **conférences**, des **animations**, des **ateliers scolaires**, des **expositions**, de l'**accompagnement aux entreprises**.

Elle mettra également en place des actions de **sensibilisation** du public et de la jeunesse au « bien-manger » en valorisant la recherche et l'utilisation de produits locaux et de qualité.

Ses trois missions

1 - Promouvoir l'artisanat alimentaire auprès du grand public. Véritable interface entre les professionnels et le grand public, elle propose une médiation par :

- des animations culinaires :

- ✓ ateliers cuisine et spiritueux (grand public, entreprises, touristes, clients hôteliers ...) ;
 - ✓ ateliers jeunesse (collégiens, etc.) ;
 - ✓ ateliers bien-être et nutrition, conférences nutrition santé ;
 - ✓ ateliers de valorisation des produits du terroir.
- la création de :
 - ✓ guides culinaires ;
 - ✓ fiches recettes ;
 - ✓ supports pédagogiques, etc.

2 - Accompagner et aider au développement des entreprises et filières artisanales alimentaires du territoire (cuisiniers, poissonniers, boulangers, pâtisseries, charcutiers, bouchers, traiteurs...) :

- actions collectives métiers ;
- suivi technique des entreprises artisanales alimentaires ;
- coordination ou participation à des actions internationales, concours, formation de professionnels et étudiants de la caraïbes à la cuisine locale.

3 - Former les professionnels du secteur de l'alimentation :

- aux techniques culinaires ;
- à l'équilibre alimentaire des seniors, des enfants âgés de 6 mois à 3 ans, des scolaires, des sportifs... ;
- à l'évolution de la cuisine collective en tenant compte des questions de nutrition et de qualité des matières premières.

Le service de la « Cité du goût et des saveurs » de la CMA :

- une cellule d'accompagnement des entreprises artisanales du secteur alimentaire : actions collectives métiers, conseil individuel, formation continue, structuration des filières...
- un pôle d'animation, de promotion, de sensibilisation et d'éducation alimentaire au service de l'artisanat et du territoire ; le dispositif est voué à termes, à s'autofinancer par l'organisation d'ateliers et formations ;

Pour mettre en œuvre la Cité du Goût et des Saveurs, la CMA doit s'engager dans la rénovation d'un plateau technique situé sur le site du Centre de Formation d'Apprentis de Rivière Salée. Un projet de rénovation du plateau technique a été présenté à monsieur le secrétaire général pour l'investissement lors de la visite du site, organisée le 7 février 2019.

Création d'un plateau technique multi-activités :

- Formations continues techniques pour les professionnels (boulangers, boucher, charcutier traiteur...)
- Formations techniques des jeunes (mobile et fixe)
- Animations culinaires pour le grand public et ateliers pour les scolaires
- Démonstrations culinaires (amphi culinaire)
- Fabrications de vidéos culinaires, mooc, formations à distance (cuisine connecté)...

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

	Objectifs			
	2019	2020	2021	2022
création d'un plateau technique		1		
nbre d'ateliers cuisine et spiritueux		15	20	30
nbre d'ateliers jeunesse	10	12	15	20
nbre d'ateliers et conférences bien-être et nutrition santé	4	2	4	2

nbre d'ateliers-formation de valorisation des produits du terroir	10	10	15	15
outils de communication	Guide ; fiches ; supports pédagogiques ; étude filières			

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 800 000 € correspondant à la phase Investissement.

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1(investissement) : 800 000 €
- Phase 2 (animation) : 552 500 €

		2019	2020	2021	2022	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					382 500 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					382 500 €
	Fonctionnement					
Coût CMA	Investissement					35 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					800 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de x **Non**

Durée totale de l'action : 4 ans (2019-2021) ; animation pérenne, autofinancée par les recettes des activités mises en place.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-1-3

"Les grands hommes et les grands sites"

Résumé :

Mettre en valeur les « Grands Hommes » et les sites qui ont pu être habités ou occupés par ces grands hommes (patrimoine bâti, mobilier, immatériel...). Un travail de recensement et de classement, soutenu par une démarche de mise en cohérence des différentes labellisations (« Ville et pays d'Art et d'Histoire », « Jardins Remarquables », « Maisons des Illustres », musées), permettra d'entamer un processus de labellisation des sites historiques ou culturels à repérer, à préserver, à valoriser.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Culture
- Tourisme

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités publiques
Acteurs socio-professionnels

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

DESCRIPTIF DU PROJET

Mettre en valeur les « Grands Hommes » et les sites qui ont pu être habités ou être occupés par ces grands hommes (patrimoine bâti, mobilier, immatériel...). Un travail de recensement et de classement, soutenu par une démarche de mise en cohérence des différentes labellisations (« Ville et pays d'Art et d'Histoire », « Jardins Remarquables », « Maisons des Illustres », musées), permettra d'entamer un processus de labellisation des sites historiques ou culturels à repérer, à préserver, à valoriser.

La Pagerie

La finalité consiste à construire à partir de l'existant à la Pagerie un véritable pôle territorial à partir duquel une dynamique culturelle d'ensemble pourra être conduite par la Collectivité Territoriale de Martinique. Ce projet se construira autour des orientations stratégiques suivantes :

- Constitution d'une organisation unique regroupant les trois espaces
- Amélioration des espaces environnants de la Pagerie
- Renforcement et amélioration de l'esthétique muséographique
- Conception et mise en œuvre d'une nouvelle offre d'animation multi site et multisectorielle.
- Création d'une offre marchande et culturelle de produits annexes

Définition et initialisation d'une stratégie de recherche, de communication externe et de coopération extérieure.

Un groupe d'experts associant sociologues, historiens, géographes, artistes, économistes...constituera le Comité de Pilotage qui suivra l'évolution des travaux.

Résidence Les Tourelles

La Résidence des Tourelles a été construite en 1902. Elle fait partie de l'histoire administrative de la Martinique puisque le Gouverneur Félix EBOUÉ y a séjourné de 1932 à 1934. La résidence fait donc partie intégrante du paysage de la route de Didier.

Les travaux consisteraient à la réhabilitation de la résidence principale afin de redonner à cet édifice la configuration architecturale initiale.

Période de réalisation : 2019 et 2020

Villa Les Bosquets

Cet ensemble immobilier qui a hébergé le roi Béhanzin du Dahomey, fait partie des grandes maisons qui se trouvent autour de la fontaine Gueydon, celle-ci étant inscrite depuis le 21 décembre 2009 au titre des Monuments Historiques.

La demande de protection au titre des Monuments Historiques de cet ensemble immobilier a été faite compte tenu de son architecture et de son intérêt historique afin qu'elle réponde à une vocation culturelle et patrimoniale.

Les travaux consisteraient à la réhabilitation de la résidence principale afin de redonner à cet édifice la configuration architecturale initiale.

Période de réalisation : 2019 et 2020

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Tirer parti du potentiel du patrimoine à dimension touristique par la mise en place d'une stratégie offensive de protection et de valorisation.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de visiteurs

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 6 250 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 :

- Phase 2 :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					500 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					2 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					3 750 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					6 250 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

**FICHE PROJET n° 2-4-1-4
"Espace d'accueil de Saut Babin - Ajoupa Bouillon"**

Résumé :

Le projet consiste en l'aménagement touristique (passerelle, bancs, tables d'orientation, carbets de restauration) d'un site organisé autour d'une chute d'eau.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Tourisme

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- Ville de l'Ajoupa Bouillon
- Collectivité Territoriale de Martinique
- Office National des Forêts
- Association « Tchimbé Raid »

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'aire concernée se situe sur les territoires de l'Ajoupa Bouillon et du Lorrain. Elle est traversée par la Rivière Capot, frontière naturelle entre ces deux communes à cet endroit.

L'accès principal et historique se fait depuis l'Ajoupa Bouillon par le quartier Grande Savane au lieu-dit-dit Vieux Cacao.

L'accès par le Lorrain, moins connu, s'effectue depuis le Morne Capot ou depuis la Pyrogue, correspondant au sentier GR.

La descente vers la chute était autrefois aménagée et sécurisée. Les marches étaient réalisées en bambou en rappel à une pratique locale. Les habitants, à l'époque, qui allaient travailler dans les champs déposaient des bambous pour traverser la rivière. Les gardes-corps et mains courantes ont disparu, alors que certaines portions de ce sentier s'avèrent particulièrement glissantes.

Une passerelle temporaire était installée lors des raids, aujourd'hui une simple corde est installée en amont direct de la cascade le jour de la course pour faciliter la traversée.

Aujourd'hui, l'ensemble du site est laissé en état de quasi abandon. Il a été par ailleurs fermé par arrêté municipal. Aucun équipement de sécurité n'existe aux abords de la rivière et de la cascade. Les risques de chutes sont réels.

ENTRÉE ET ACCÈS DU SITE

Officiellement fermé, l'accès au site s'effectue par des terrains privés. Il est emprunté pour rejoindre les sentiers de la crête du Cournan et de Sainte Cécile et encore par quelques irréductibles amoureux du Saut Babin.

L'entrée du site n'est pas aménagée et aucune indication n'existe sur place. Une petite plaque peu visible est disposée le long du chemin. Elle est régulièrement nettoyée.

Aucun stationnement n'est organisé officiellement. Les véhicules peuvent se garer sur le débord de route de la voie communale qui traverse le quartier de Grande Savane et conduit à Vieux Cacao.



Paysages

Le site offre un cadre paysager forestier autour d'un élément naturel majeur, la Rivière et son Saut. L'ambiance est particulièrement fraîche, reposante et attractive.

Le site est organisé sur deux niveaux avec la présence de la cascade et de petites gorges situées en fond du Vallon.

La partie haute de la cascade correspond à la zone amont. Elle offre un cadre d'accueil agréable en bord de rivière. La baignade à cet endroit sera clairement identifiée comme dangereuse et interdite, en raison de la force du courant et de la proximité immédiate de la chute d'eau et des parois rocheuses à proximité.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'objectif de cette opération consiste à mettre en place deux belvédères aux abords du site classé et d'écarter l'accès. Cet aménagement est inscrit dans le plan de gestion du site classé et fait partie des projets de mise en valeur des abords du site classé et du futur périmètre UNESCO. Le nord de la Martinique recèle d'une histoire riche, de l'occupation des Caraïbes à l'arrivée des colons européens. Ces phases historiques ne sont perceptibles que sur certains sites. Or, certaines vues sont l'occasion d'expliquer les évolutions paysagères, comme le permet depuis la Garenne, une vue plongeante sur l'anse Céron. L'installation de belvédères permettrait de donner des clefs d'interprétation du paysage et de montrer l'évolution des lieux où la végétation a aujourd'hui repris ses droits.

La partie basse de la cascade est plus calme et donc plus propice à la baignade. Le bassin est relativement large et profond d'environ 2 m. Il permet de nager en remontant les gorges. Il est possible depuis ce bassin de voir la cascade.

En remontant la rivière on peut se rapprocher de la chute et la contempler pleinement. Ce parcours aquatique ne présente pas de danger particulier à condition de ne pas s'engager sous la chute.

Seuls des personnes averties s'autoriseront à plonger depuis le haut de la cascade.

LES ENJEUX

Ils sont de trois ordres :

1/ Environnementaux :

L'accès et le cœur du site dans une zone naturelle relativement (abords de rivière et de zone de forêt humide).

L'accès principal en rive gauche se situe en Espaces Boisés Classés, ce qui implique de rester la naturalité forestière de la zone. L'aménagement du site sera pensé sans artificialiser et changer la destination du site. Seules des structures légères et intégrées minimisant l'impact sur le milieu seront réalisées sur ce site.

2/ Paysagers

Le site offre au visiteur un cadre naturel forestier frais non loin du bourg de la Commune. Cette naturalité du Saut Babin représente son identité et son caractère particulier. L'aménagement sera réalisé de manière à préserver cette ambiance.

3/ Touristiques, économiques et Sociaux :

L'attractivité est un enjeu majeur pour le Nord de la Martinique. Aménager un site touristique qui préserve aussi l'environnement est un atout pour le territoire.

DESCRIPTIF DU PROJET

PROGRAMME OPÉRATIONNEL :

1 - ACCÈS ET ENTRÉE DU SITE

L'entrée du site est une bande enherbée assez large. Tout l'enjeu consistera à matérialiser celle-ci sans occasionner de gêne, ni de conflit avec les riverains.

Ainsi, un panneau d'accueil sera implanté en bord de route au niveau des premiers stationnements afin d'informer les visiteurs des caractéristiques du site. Il s'agit du premier élément d'informations relatif au site.

L'entrée piétonne sera matérialisée par un « **Totem** » ou **porte d'entrée** portant le nom du site avec un rappel culturel ou artistique afin d'orienter les visiteurs depuis la zone de stationnement bord de route.

Cette structure permettra de donner un cachet au site ainsi que de rendre le départ attrayant et visible.



2 - SENTIERS

Le cheminement sur le site de Saut Babin peut être différencié en trois zones :

***Chemin d'accès au niveau de la zone d'habitations** d'environ 130m : cette partie relativement plane et aisée permet d'accéder à un premier carbet prévu en lisière de forêt qui pourrait accueillir un point de vente de produits valorisant l'activité agricole, agroforestière ou artisanale du quartier.

***Sentier forestier d'accès à la rivière du Capot** (environ 160m) : ce tronçon qui présente un fort dénivelé, dont la pente peut atteindre 70 %, nécessite un travail de mise en sécurité important :

- terrassement et confortement de l'assise du sentier et des talus forestiers
- fourniture et pose de marches en bois
- pose de corde, insérée sur poteaux bois pour l'aide à la progression
- réalisation de revers d'eau pour limiter l'érosion.

***Cheminement de découverte dans le site aménagé** (environ 370m) : ce parcours relativement court permettrait aux visiteurs de marcher aux abords immédiats du Saut babin et de découvrir le milieu naturel riche (paysages, vues, faune et flore).

De plus, il s'avère nécessaire de réaliser un important travail d'élagage afin de mettre en lumière ce parcours et ainsi d'offrir un cadre sécurisé aux visiteurs.

Un autre point important doit être intégré pour faciliter le cheminement sur le site.

Un balisage peinture «homologué» sera mis en place afin de faciliter l'orientation du public en toute sécurité.

Afin d'optimiser ce balisage parfois insuffisant, il est proposé, à l'instar de ce qui se fait sur l'ensemble des sentiers de la Martinique, de mettre place des bornes de jalonnement qui intègrent une information directionnelle et informative.

Ces bornes en matériau durable (plastique recyclé) moins sensibles au climat tropical et à la dégradation dans le temps que le bois, seront implantées aux croisements et lieux stratégiques. Des pictogrammes directionnels et informatifs en stratimage seront apposés dessus afin d'orienter le visiteur.

3- ESPACES D'ACCUEIL

La configuration du site incluant la présence de gorges avec des parois rocheuses, d'une cascade, de bassins, associée au risque de montée des eaux de la rivière en période de pluie, nécessite la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions relatives à la sécurité des personnes.

Par conséquent la canalisation du flux de visiteurs devra être organisée afin de répartir les visiteurs sur l'ensemble du site, au travers de cheminements et de rambardes de sécurité présentes aux endroits dangereux, notamment aux abords de la cascade et des gorges.

Ce dispositif devra être doublé par une signalétique informative et explicative sous forme de pupitres, afin de rappeler les règles de sécurité et de bonne conduite.

Ces pupitres seront situés à proximité des carbets amont et aval décrits ci-dessous.

Ainsi, l'organisation spatiale des structures d'accueil sera la suivante :

- - L'entrée de site intégrant le panneau d'accueil, le «totem» ainsi qu'un carbet «accueil» à l'entrée de la forêt (activité commerciale et point d'information) avec trois pans fermés, présentoir.

-Deux espaces de détente principaux :

* **Zone amont du saut** composée de deux carbets à deck composite* avec table-banc à proximité de la passerelle et de la rivière.

* **Zone aval du saut** correspondant à la zone de baignade et intégrant un carbet à deck composite* avec table-banc et un banc proche de la zone de baignade.



Exemple de carbet «vente» ONF



Exemple de banc ONF



Exemple de carbet «détente» avec table banc ONF

Ref E-PU-110-XX
Quantité
H : 110
Poteaux : 9 x 9

4 – PASSERELLE SUSPENDUE

Suite à la visite de l'entreprise CAN Caraïbes et après avoir consulté le bureau d'études spécialisé en ancrages, il n'apparaît pas possible d'envisager la réalisation d'une passerelle monobloc auto-portée, car, sans possibilité d'accès avec un engin, le transport des pièces (trop lourdes) ne sera pas possible.

Une passerelle himalayenne, suspendue, du type de celle montée au Lorrain à Vivé, reste la solution. Le site étant rocheux, les corps morts béton seraient remplacés par des ancrages forés dans la matrice rocheuse. Les éléments, modulaires, seraient définis au préalable pour pouvoir être bardés manuellement.

Il n'en reste pas moins nécessaire de créer un layon d'accès, le plus rectiligne possible, car tout doit être transporté manuellement (machine de forage, barres d'ancrages, ciment pour le scellement de ces derniers, structures métalliques, câbles, etc.).



Les conditions d'accès à la zone de travaux, sans dénaturer le site par la création de cette piste, engendrera un coût supplémentaire pour l'installation de l'équipement. Toutefois la préservation de la naturalité du site sera garantie. Si cette condition est remplie, le budget intégrera le coût de l'étude technique, du dimensionnement des ancrages et de la pose de la passerelle.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

La commune de l'Ajoupa bouillon est connue pour ses sites d'eau magnifique :

- * Les gorges de la falaise,
- * Le Saut Dany,
- * Et le Saut Babin.

Ce dernier site est emblématique du Nord, car très connu du grand public. Il se situe sur la rivière Capot. On y accède par un sentier dont l'accès est relativement abrupt (187 marches) qui traverse un espace boisé dominant la rivière Capot.

Au bout de la descente, on découvre une chute qui tombe dans un canyon d'une dizaine de mètres de profondeur et de 4 mètres de large, à droite duquel on trouve une succession de bassins.

De l'autre côté de la rivière Capot, on est sur le territoire de la ville du Lorrain (Morne Capot).

Durant de nombreuses années, le Saut Babin était un site incontournable dans le Nord. Un guide de la Commune précise qu'il lui est arrivé d'accompagner, au plus fort de son succès, par mois de cent visiteurs par semaine répartis en plusieurs groupes.

A l'occasion des grands trails comme le Tchimbé Raid, une dérogation d'accès est délivrée et la trace est empruntée. La traversée de la Rivière se fait grâce à une corde préalablement installée.

Des passionnés en quête de lieux sauvages et de baignade continuent de s'y rendre bravant les interdits, attirés qu'ils sont par le caractère envoûtant de l'endroit.

Eu égard à l'intérêt du site qui ne faiblit pas, la Communauté d'Agglomération du Pays Nord de la Martinique et la Ville de l'Ajoupa Bouillon souhaitent sa réouverture dans des conditions de sécurité et d'accueil optimisées.

Cette volonté cadre parfaitement avec les ambitions de Cap Nord qui a fait de la valorisation du patrimoine naturel un des leviers de son développement. A ce jour, le paysage a été le support de nombreux projets : points de vue, aire d'accueil, sentier de randonnées et de découverte.

Dans ce cadre d'actions l'aménagement du Saut Babin, de ses accès et abords est une véritable valeur ajoutée.

Pour La communauté d'Agglomération du Pays Nord de la Martinique et la Ville de l'Ajoupa Bouillon, le saut Babin réaménagé est vu comme un outil de redynamisation de l'activité touristique.

Dans le même temps, il s'agit aussi d'assurer la sécurité des personnes qui continuent de visiter le site et qui, nous l'espérons seront plus nombreuses, après travaux.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte de la sécurisation
- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte du respect du site naturel

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de visiteurs

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût CTM	Investissement	100 000 €				100 000 €
	Fonctionnement					
Coût État BOP 119 DETR (valorisé)	Investissement	100 000 €				100 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement	120 000 €				120 000 €
	Fonctionnement					
Coût CAP Nord	Investissement	80 000 €				80 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	400 000 €				400 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non
Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	X															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-4-1-5

"Création de belvédères et mise en sécurité de la route de la Garanne"

Résumé :

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de Gestion du Site Classé de la Montagne Pelée. Consiste en la création de 2 belvédères et de la réfection de la route, qui est actuellement en mauvais état :
- Mise en sécurité avec l'installation de glissières en bois,
- Création d'espaces de croisements et de retournement.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Tourisme

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de Gestion du Site Classé de la Montagne Pelée. Les partenaires : - l'État par l'intermédiaire de la DEAL (partenariat financier et technique)
- le Conservatoire du Littoral (partenariat technique)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Montagne Pelée est une entité paysagère identitaire de la Martinique, un relief marquant avec une végétation étagée qui lui est propre. Du fait de ses qualités paysagères remarquables, la Montagne Pelée est depuis 1996 protégée sur ses versants nord ouest par un site classé. Depuis 2010, le site est doté d'un plan de gestion ayant pour objectifs la préservation et la valorisation de ces milieux remarquables. Il comprend donc

de nombreuses actions, qui se déclinent du cœur du site jusqu'aux bourgs qui l'encadrent. Sa stratégie globale a pour but de mettre en valeur ce vaste ensemble naturel et de le repositionner au sein des communes de Prêcheur et Grand Rivière en tant qu'une richesse locale, source d'attractivité.

Depuis janvier 2018 CAP Nord Martinique est en charge de l'animation du site classé et de la réalisation des aménagements de valorisation aux abords et à l'entrée du site.

C'est dans ce cadre que CAP Nord souhaite requalifier la route de la Garanne. Située à l'entrée du site classé, cette route de crête offre aux visiteurs une vue panoramique sur l'ensemble de l'anse Céron et de l'anse Belleville. La route dévoile également des panoramas sur la Montagne Pelée, le cœur du site classé et les sommets de pitons inaccessibles en randonnée. C'est un itinéraire très emprunté, à la fois par les agriculteurs de la commune, mais aussi par les touristes.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'objectif de cette opération consiste à mettre en place deux belvédères aux abords du site classé et d'en sécuriser l'accès. Cet aménagement est inscrit dans le plan de gestion du site classé et fait partie des projets de mise en valeur des abords du site classé et du futur périmètre UNESCO. Le nord de la Martinique recèle d'une histoire riche, de l'occupation des Caraïbes à l'arrivée des colons européens. Ces phases historiques ne sont perceptibles que sur certains sites. Or, certaines vues sont l'occasion d'expliquer les évolutions paysagères, comme le permet depuis la Garanne, une vue plongeante sur l'anse Céron. L'installation de belvédères permettrait de donner des clefs d'interprétation du paysage et de montrer l'évolution des lieux, où la végétation a aujourd'hui repris ses droits.

Afin de faire profiter de ces vues exceptionnelles, la route de la Garanne nécessite également des aménagements pour une meilleure accessibilité aux points de vue :

- ⑩ Réfection de la route, qui est actuellement en mauvais état
- ⑩ Mise en sécurité avec l'installation de glissières en bois
- ⑩ Création d'espaces de croisements et de retournement

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les objectifs de cette opération sont :

- ⑩ développer et requalifier cet axe de découverte pour les touristes, avec des points de vue remarquables sur les espaces naturels et agricoles du Nord de la Martinique,
- ⑩ assurer son accessibilité et sa mise en sécurité.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte de la sécurisation
- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte du respect du site naturel

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de visiteurs

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 550 000€

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût Partenaires CTM	Investissement	75 000 €	200 000 €			275 000 €
	Fonctionnement					
Coût État BOP 119 DETR (valorisé)	Investissement	45 000 €	120 000 €			165 000 €
	Fonctionnement					
Coût CAP Nord Martinique	Investissement	30 000 €	80 000 €			110 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	150 000 €	400 000 €			550 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :
6 mois

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	Engagement et réalisation															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-1-6

"Création d'une place publique en front de mer à Grand Rivière"

Résumé du projet

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de Gestion du Site Classé de la Montagne Pelée. Il consiste à créer une place en front de mer, en continuité de l'aménagement du nouveau port programmé par la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette place sera pourvue d'une signalétique et d'un mobilier en cohérence avec les matériaux indiqués par la charte signalétique du site classé.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- Tourisme

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de Gestion du Site Classé de la Montagne Pelée.
Les partenaires : - l'État par l'intermédiaire de la DEAL (partenariat financier et technique)
- le Conservatoire Du Littoral (partenariat technique)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Montagne Pelée est une entité paysagère identitaire de la Martinique, un relief marquant avec une végétation étagée qui lui est propre. Du fait de ses qualités paysagères remarquables, la Montagne Pelée est depuis 1996 protégée sur ses versants nord ouest par un site classé. Depuis 2010, le site est doté d'un plan de gestion ayant pour objectifs la préservation et la valorisation de ces milieux remarquables. Il comprend donc

de nombreuses actions, qui se déclinent du cœur du site jusqu'aux bourgs qui l'encadrent. Sa stratégie globale a pour but de mettre en valeur ce vaste ensemble naturel et de le repositionner au sein des communes de Prêcheur et Grand Rivière en tant qu'une richesse locale, source d'attractivité.

Depuis janvier 2018 CAP Nord Martinique est en charge de l'animation du site classé et de la réalisation des aménagements de valorisation aux abords et à l'entrée du site.

A Grand'Rivière, l'arrivée sur le site classé est située à la jonction entre le centre bourg et l'ancien petit port de pêche. Ce dernier constitue actuellement un délaissé en bord de mer, utilisé comme un espace de stationnement désordonné. Cette « porte d'entrée » sur le site classé mérite d'être requalifiée, et présente une opportunité afin de réaménager le bord de mer en un espace public de qualité.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à créer une place en front de mer, en continuité de l'aménagement du nouveau port, programmé par la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette place sera pourvue d'une signalétique et d'un mobilier en cohérence avec les matériaux indiqués par la charte signalétique du site classé (acier corten). L'authenticité des lieux sera conservée en intégrant à l'aménagement les cheminements piétonniers, les escaliers et les terrasses, ainsi que les surfaces pavées. Le dénivelé entre l'entrée du site classé et le bord de mer sera mis à profit afin de conserver une vaste ouverture sur le large et de créer un espace de contemplation surplombant l'ancien port.

L'espace de stationnement sera également réorganisé et ombragé par des plantations.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

La place devra à la fois servir **d'articulation** entre l'entrée du site classé, l'accès à la plage Sinaï et l'ancien petit port.

Elle devra donc permettre :

- ⑩ d'offrir un point de vue sur le bord de mer et les falaises du Nord de la Martinique
- ⑩ de rendre lisible l'accès au site classé depuis le bourg,
- ⑩ de signaler les accès aux différents sentiers situés autour du bourg (Fond Moulin, Prêcheur, Beauséjour, Grande-Rivière, Malakoff),
- ⑩ de participer à la requalification du bord de mer de Grand'Rivière.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte du respect du site naturel

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de visiteurs
- nombre d'emplois créés
- nombre d'entreprises bénéficiant des travaux

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 700 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût Partenaires CTM	Investissement	20 000 €	330 000 €			350 000 €
	Fonctionnement					
Coût CAP Nord Martinique	Investissement	8 000 €	132 000 €			140 000 €
	Fonctionnement					
Coût État BOP 119 DETR (valorisé)	Investissement	12 000 €	198 000 €			210 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	40 000 €	660 000 €			700 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :
10 mois

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	Engagement et travail															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-1-9

"Finalisation du sentier nord de grande randonnée"

Résumé :

Le projet consiste en la réalisation de la 2ème tranche du sentier nord de Grande randonnée (GR) : 77 km entre FDF et Le Prêcheur par la Montagne pelée. Il comprend l'ouverture de 4 nouveaux tracés : débroussaillage, terrassements / confortements des assises, mise en place du mobilier bois nécessaire et de la signalétique directionnelle et informative spécifique GR sur tout le tracé.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les Annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres des solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) :

N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Tourisme
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Collectivité Territoriale de Martinique

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Europe, Etat et CAP Nord

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Contexte :

La loi du 22 juillet 1983 confie aux Départements la responsabilité de l'élaboration du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée Pédestre (PDIPR). C'est dans l'exercice de cette compétence que l'ex-Département (CTM aujourd'hui) a décidé de créer en 2007 le 1^{er} GR de la Martinique.

Enjeux :

Ce GR vise à promouvoir la découverte de la biodiversité et des paysages remarquables du Nord de la Martinique d'une part et la pratique d'un sport nature de renommée nationale d'autre part, à travers un itinéraire de randonnée labellisé, c'est-à-dire conciliant attractivité touristique, sportive et préservation des espaces naturels traversés.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le linéaire du GR® M1, d'environ 77 km, permettra de parcourir en cinq jours (5 tronçons) le nord intérieur et côtier de la Martinique, de Fort de France au Prêcheur, en traversant les territoires des communes de Schoelcher, Case-Pilote, Bellefontaine, Morne-Vert, Fonds-Saint -Denis, Morne-Rouge, Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Macouba et Grand-Rivière.

Considéré comme un parcours de haute montagne, il nécessite une très bonne condition physique, une bonne pratique, des aptitudes à la marche en terrain accidenté et s'adresse donc à des randonneurs expérimentés.

L'itinéraire de ce GR emprunte :

- 9 sentiers déjà existants : Absalon – Savane Saint –Cyr, Savane Saint Cyr – Morne Rose, Caplet –Fonds saint Denis, Champflore par le col Yang Ting, Crête du Cournan, l'Aileron de la Pelée par Trianon (Ajoupa-Bouillon), la Montagne Pelée par l'Aileron, Montagne Pelée par Grand Rivière et Prêcheur – Grand Rivière.
- 4 nouveaux tracés (à titre indicatif) : de Morne Rose (Bellefontaine) à Caplet (Morne-Vert), de Fonds Saint Denis à Champflore (Morne Rouge), de la Crête du Cournan à Bouteillé (Ajoupa Bouillon) et de Charmette (Grand Rivière) au bourg de Grand Rivière.

Les travaux à réaliser comprennent essentiellement l'ouverture des 4 nouveaux tracés ainsi que le débroussaillage, les terrassements/confortements des assises, la mise en place du mobilier bois nécessaire et de la signalétique directionnelle et informative spécifique GR sur tout le tracé.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Les objectifs poursuivis sont :

- Développer la randonnée pédestre aussi bien comme loisirs que pratique sportive,
- Plus globalement, valoriser le patrimoine naturel de la Martinique, tout en le préservant (favoriser durablement le tourisme vert, le sport nature + activités économiques connexes tels que l'hébergement et la restauration)

Indicateurs d'évaluation :

- Suivi annuel du maintien des critères techniques du GR
- Taux de fréquentation annuelle du GR

COUT DU PROJET (HT, en €) : 486 086 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

Phase 1 : 284 612 € HT (déjà réalisée)

Phase 2 : 486 086 € HT

Financement : sous-mesure 6.4.1 FEDER (47% FEDER, 95% maximum de financement public plafonnés à 1 M€). (+ Coût de l'entretien annuel : 220 000 €)

		Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					97 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					160 626 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					228 460 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					486 086 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 6 mois

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	Engagement réalisation et															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-2-1

"Le Bachelor Tourisme ECG"

Résumé :

Le projet consiste en la création d'un Bachelor spécialisé en Tourisme accessible avec un Bac+2. Partenariat noué avec l'ESC Troyes, mise en œuvre prévue à la rentrée 2019.

Il vise à améliorer la qualité et le niveau de formation des managers du secteur touristique martiniquais afin de permettre la montée en gamme de la filière.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : OUI **Si oui, n° du Projet Assises :** 2.3.20

Thème

- Culture
- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme
- Education/enseignement supérieur/recherche

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CCIM – Ecole de commerce et de gestion

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Etat, CTM, Fonds européens (FSE)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le secteur du Tourisme et des loisirs mérite mieux qu'un simple programme de fin d'études. Ceci est d'autant plus vrai dans une zone géographique économiquement tournée vers l'accueil des visiteurs et les échanges avec d'autres pays. La mise en place de formations de haut niveau, adaptées aux problématiques locales, régionales voire internationales serait un atout indéniable pour faire face au cruel problème du développement du Tourisme dans notre île.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le Bachelor en tourisme formera des managers « nouvelle génération » capables de mettre en œuvre des stratégies permettant de rivaliser avec l'offre touristique accrue et de plus en plus compétitive des îles voisines.

Outil international de développement et de performance économique il permettra l'acquisition de compétences fondamentales personnelles, opérationnelles, en gestion et en management stratégique afin de créer des stratèges familiarisés aux normes et standards internationaux.

Cette formation s'adresse à des jeunes titulaires d'un bac+2 dans le domaine du tourisme ou à des professionnels du tourisme ayant besoin de qualifier leur professionnalisme ou d'évoluer à l'ère du numérique, particulièrement important dans les métiers du tourisme. Il s'agit de donner aux professionnels du secteur, la garantie d'avoir localement un personnel formé et performant.

Il s'agit pour eux de :

- pérenniser les activités existantes
- améliorer et élargir l'offre produit-service en gagnant en qualité
- permettre à de nouveaux acteurs économiques de s'installer. De nouvelles opportunités de créations d'entreprises (start-up) intégrant le numérique favoriserait la création d'emplois qualifiés.
- atteindre de nouvelles cibles de clientèle à forte valeur ajoutée.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

A l'issue du cycle, les managers sont capables de :

- Construire une stratégie gagnante en tenant compte du marché de l'entreprise et de son environnement ;
- Manager efficacement le personnel en tenant compte des réalités locales;
- Définir et mettre en œuvre une politique commerciale en fonction des atouts et des moyens financiers, humains, techniques de l'entreprise ;
- Calculer le coût de revient des produits ou services et connaître leur rentabilité ;
- Créer de nouvelles offres et les développer

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre de personnes bénéficiant de la formation
- répartition femmes/hommes de la promotion

Indicateurs d'impact :

- personnes inactives engagées dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation
- personnes suivant des études ou une formation au terme de leur participation
- personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation
- personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 230 000€

Etude d'opportunité et partenariats étrangers = 35 000 €

Mise en œuvre du programme pour un groupe de 20 personnes dès la rentrée 2019 (enseignement, conception maquette pédagogique, déplacements, projets tutorés etc..) = 195 000€.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement					
	Fonctionnement					23 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					23 000 €
Coût Europe FSE	Investissement					
	Fonctionnement					138 000 €
Autofinancement	Investissement					
	Fonctionnement					46 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					230 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :
1 an

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-2-2

"La labellisation des produits touristiques"

Résumé :

L'objectif est de repositionner le produit touristique martiniquais et la Destination Martinique sur l'échiquier touristique international afin de mieux les identifier.

Cette opération prendra la forme d'un audit de filière ou d'un audit produit, qui permettra d'identifier les dysfonctionnements de la filière et les déficiences du produit. Il devrait se décliner en un plan global de requalification intégrant une approche économique, une approche managériale, la prise en compte des enjeux environnementaux

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

■ Tourisme

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État, socio-professionnels

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les produits touristiques de la Martinique souffrent d'une faible visibilité sur le marché international. Ils ne se sont pas ajustés aux nombreuses mutations qui caractérisent ce marché (nouveaux segments de clientèle, poids du numérique dans la commercialisation, mutations environnementales...) et ne répondent plus ni à la demande de la clientèle internationale, et ni aux exigences d'un développement durable.

DESCRIPTIF DU PROJET

Cette opération prendra la forme d'un audit de filière ou d'un audit produit, qui permettra d'identifier les dysfonctionnements de la filière et les déficiences du produit. Il devrait se décliner en un plan global de requalification intégrant une approche économique, une approche managériale, la prise en compte des enjeux environnementaux.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'objectif est de repositionner le produit touristique martiniquais et la Destination Martinique sur l'échiquier touristique international.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'études réalisées
- Création du label

Indicateurs d'impact :

- Nombre de touristes
- Evolution de l'indicateur de satisfaction du CMT

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 700 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement					200 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					500 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					700 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	0,20	0,2	0,2	0,2												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-2-3

"Valorisation du patrimoine archéologique sous-marin"

Résumé :

En Martinique, il existe des très nombreuses épaves maritimes, parmi lesquelles les plus connues sont situées à St Pierre. La première phase du projet vise à mettre en place des projets de recherche d'archives sur l'Histoire et l'ARChéologie MARitimes des Petites Antilles (HARCMAR) et de séminaires, en complément des recherches en archéologie maritime sur le terrain. La deuxième partie du projet vise à mettre en place des thèses de recherche à l'université des antilles, puis de valoriser le patrimoine archéologique sous-marin et les résultats des recherches et thèses. Le coût de l'opération est estimé à 600k€ en 4 ans, dont 145k€ de part État.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 2.2.13

Thème

- Culture
■ Tourisme

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

UA AIHP GEODE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DM
DRASSM
FEDER
Parc Naturel Marin de la Martinique

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'Histoire de la Martinique s'est écrite en grande partie par les arrivées successives de peuples venues de la mer. Elle est ainsi très liée à la mer et il existe des très nombreuses épaves maritimes, parmi lesquelles les plus connues sont situées à St Pierre.

L'enjeu est d'explorer ces vestiges de l'histoire, aujourd'hui peu connus.

DESCRIPTIF DU PROJET

1/ La première phase du projet vise à mettre en place des projets de **recherche** d'archives sur l'Histoire et l'ARChéologie MARitimes des Petites Antilles (HARCMAR), sur les thèmes suivants :

- Les fréquentations maritimes à la période coloniale ;
- Les gens de mers aux Antilles à travers le temps ;
- La violence en mer aux Antilles ;
- L'arsenal de Fort-Royal / Fort-de-France XVIIe-XIXe siècles.

Les archives sont situées à Aix-en-Provence ; Paris, Londres, Amérique du Nord, Fort-de-France, Gourbeyre. En complément, des Recherches en archéologie maritime sur le terrain (sondages et fouilles archéologiques) seront effectuées en Guadeloupe / Martinique / Autres îles des Petites Antilles, sur les sites suivants :

- 2019 - Saint-Pierre, Sainte-Luce (sous réserve)(Martinique)
- 2019 - Les Saintes (Guadeloupe)
- 2020 - La Trinité (Martinique)
- 2021 - Saint-Vincent ou Sainte Lucie ou Dominique (site à définir)

Ces recherches pourront aboutir à des projets de **séminaires** d'études internationales sur les fréquentations maritimes et l'archéologie sous-marine à Fort-de-France / Schoelcher :

- 2019 : Les fréquentations économiques maritimes XVIIe – XIX siècle
- 2021 : Les migrations et les déplacements de personnes XVIIe-XIXe siècle
- 2023 : État des lieux en archéologie maritime aux Petites Antilles

2/ La deuxième partie du projet vise à mettre en place des **thèses** de recherche à l'université des antilles :

a/ Les risques maritimes à la Martinique au XIXe siècle, M. Robyns, direction J.-P. Sainton, J.-S. Guibert (en cours, bourse doctorale UA), de 2019 à 2021.

b/ Les fréquentations maritimes antillaises : approche archéologique et historique (XVIIe - mi XIXe). Caractérisation d'un espace nautique à travers l'exemple de la Martinique (dates, candidat et direction à préciser)

3/ La troisième partie du projet vise à **valoriser le patrimoine archéologique** sous-marin et les résultats des recherches et thèses avec :

- Une **exposition** présentant un état des lieux des recherches aux Antilles (Martinique Guadeloupe) et itinérante (Martinique et Guadeloupe) 2022-2023.
- La réalisation d'un catalogue d'exposition
- La conservation et la restauration du mobilier archéologique ciblé
- La réalisation d'une carte interactive sur les principaux sites archéologiques sous-marins (précolombiens / coloniaux)
- Couverture 3D d'une épave de la baie de Saint-Pierre (Prestations et recrutement chargé de mission)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Améliorer les connaissances en archéologie sous-marine en Martinique et dans les petites Antilles
Diffuser les connaissances et valoriser le patrimoine archéologique sous-marin

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de séminaires d'information réalisés

Nombre d'expositions faites

Nombre de thèses réalisées

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 600 000 €

1/ HARC MAR : besoin estimé à 300 K€

Financement : CCT

2/ Deux thèses (3 ans) = 180 K€.

Financement : UA (bourse école doctorale, bourse de thèse de la CTM)

3/ Valorisation du patrimoine (restauration et conservation mobilier archéologique sous-marin = 40 K€ et exposition = 80 K€).

Financement : CCT

		2019	2020	2021	2022	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					145 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					145 000 €
	Fonctionnement					
Autofinancement UA	Investissement					225 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					85 000 €
Coût total	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-2-4

"Modernisation du golf des Trois-Ilets"

Résumé du projet :

Remettre à niveau du Golf départemental construit en 1976 et redynamiser la pratique pour en faire un attrait touristique. Favoriser la redynamisation des activités du Golf international de la Martinique et son complexe pluridisciplinaire (Club de tennis, école de danse, club house, restaurant).

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : INVEST 2

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme
- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport / Direction des Sports et de la Jeunesse
CTM / DGA Equipements et Infrastructures / Direction des bâtiments

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (partenariat financier)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La gestion de ce site qui s'étend sur 63 hectares a été confiée jusqu'en novembre 2009 à des exploitants privés. Depuis, suite à la liquidation de l'exploitant SMART GOLF Sarl, une reprise en régie a été mise en œuvre.

Il reste que les nombreuses manifestations météorologiques (2004-2007-2009) ont occasionné des dégâts importants aux infrastructures qui n'ont pu encore être tous réparés. Le parcours n'offre donc pas encore, malgré les efforts, la même qualité de jeu.

La préservation et la modernisation de ce patrimoine passe par des opérations lourdes de grosses réparations.

DESCRIPTIF DU PROJET

Remettre à niveau du Golf départemental construit en 1976.

Favoriser la redynamisation des activités du Golf international de la Martinique et son complexe pluridisciplinaire (Club de tennis, école de danse, club house, restaurant)

Donner à ce site son caractère d'outil incontournable du développement touristique et des loisirs, par la pratique d'un sport.

Actuellement, gestion en REGIE DIRECTE. La gestion devra passer sous Délégation de Service Public.

Cette réhabilitation s'articulera sur 5 strates :

- ⑩ Irrigation et arrosage du parcours
- ⑩ Création d'un parking complémentaire de 120 places.
- ⑩ Aménagement de 6 passerelles.
- ⑩ Embellissement des abords
- ⑩ Création de Retenues d'eau collinaire

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte du respect du site naturel

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre d'utilisateurs
- nombre d'emplois créés
- nombre d'entreprises bénéficiant des travaux

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 9 500 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 études : 0,3M€
- Phase 2 travaux et aménagement: 9,2 M€

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					5 100 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe FEDER	Investissement					3 800 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					9 500 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

Travaux en cours. Finalisation en 2022.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-4-2-5

"Hippodrome Maurice BRUERE-DAWSON au Lamentin"

Résumé :

Ce projet consisterait à développer l'offre touristique et le sport hippique sur le territoire, qui offrirait un rayonnement aussi bien caribéen que national.

Il comprend :

- l'aménagement d'un parking de 1 100 places ;
- la rénovation des pistes (drainage et reprofilage) et des écuries ;
- la couverture des files d'attente entrée Hippodrome ;
- l'aménagement d'un parcours santé.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : INVEST 3

Thème

- Tourisme
- Jeunesse/sport/vie associative

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM / DGA Culture Jeunesse et Sport / Direction des Sports et de la Jeunesse
CTM / DGA Equipements et Infrastructures / Direction des bâtiments

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État (partenariat financier)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Après une première tranche de travaux (réalisation de la tribune d'Honneur de 1000 places assises avec des bureaux pour l'exploitant, rénovation partielle des écuries et des voies d'accès, aménagement du parc d'exposition), les travaux ont été interrompus suite à un manque de financement pour la mise en œuvre d'autres réalisations.

Aussi quelques projets du gestionnaire du site qui n'ont pas pu aboutir, il s'agit de :

- l'aménagement d'un restaurant panoramique,
- l'aménagement d'un jardin écologique avec parcours de découverte et d'un centre équestre,
- l'implantation d'un mini-golf sur une partie de l'anneau central

Ces projets n'ont pu être menés à termes pour couvrir l'offre touristique et développer le sport hippique sur le territoire. L'enjeu demeure son rayonnement aussi bien caribéen que national.

DESCRIPTIF DU PROJET

Travaux de réhabilitation consistant en:

- ⑩ l'aménagement d'un Parking de 1 100 places ;
- ⑩ la Rénovation des pistes (drainage et reprofilage);
- ⑩ la Rénovation des écuries ;
- ⑩ couverture files d'attente entrée Hippodrome, etc...
- ⑩ l'aménagement d'un parcours santé.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de visiteurs
- nombre d'emplois créés
- nombre d'entreprises bénéficiant des travaux

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 9 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					5 550 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					2850 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					9 000 000 €

	Fonctionnement					
--	----------------	--	--	--	--	--

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Travaux entamés devant s'achever pour la prochaine saison

touristique.....
.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

Fin des travaux 2022

MARTINIQUE

**FICHE PROJET n°2-4-3-1+2+3
"Les espaces d'aménagements touristiques (EAT)"**

Résumé :

Le projet consiste en la réalisation de 3 espaces d'aménagement touristique (2 à Sainte-Anne et 2 au Vauclin).

L'objectif est d'augmenter l'attractivité touristique des villes concernées en offrant une offre d'hébergement, de services et d'activités liées notamment à la mer.

Le contenu de cette action vise à mettre à disposition des investisseurs potentiels des espaces équipés, aménagés et viabilisés, pour l'accueil d'équipements hôteliers, para hôteliers, de services, de structures d'animations et d'installations de loisirs liées à la mer à des fins de détente, de pratique de sports de pleine nature, de sports nautiques.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ **Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation**

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Tourisme
- **Environnement/biodiversité**
- Autre (à préciser) Aménagement du territoire

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Ville du Vauclin, Ville de Sainte-Anne,
Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État - CTM – EUROPE - COMMUNES - Communautés d'agglomération - Opérateurs techniques (SEM, SPL), autres partenaires

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les orientations pour le tourisme en matière d'aménagement du territoire résultent des réflexions menées lors de l'élaboration du SAR/SMVM et du SDAT.

Les toutes premières études de faisabilité réalisées par l'Ex Région, ont mis en exergue un très grand besoin d'assistance des communes, dans le domaine de l'ingénierie de montage de projet.

Aujourd'hui dans le cadre de la définition des stratégies de structuration de l'offre touristique de ces territoires, la Collectivité Territoriale de Martinique, la CTM vient en accompagnement des collectivités par des mesures d'assistance à maîtrise d'ouvrage, et d'appui aux études techniques de programmation, de conception et de maîtrise d'œuvre, afin de favoriser le montage et le portage opérationnel des projets, par les communes.

DESCRIPTIF DU PROJET

Plusieurs projets communaux ont pour vocation à être accompagnés prioritairement :

- L'aménagement des 2 EAT et des espaces ludiques de Petit Macabou et de Pointe Faula (ville du Vauclin)
- L'aménagement de l'EAT et des espaces ludiques de Pointe du Marin et des Salines (ville de Sainte-Anne)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

L'ensemble de ces démarches de territoire vise à augmenter l'attractivité touristique des villes concernées en offrant une offre d'hébergement, de services et d'activités liées notamment à la mer.

Le contenu de cette action vise à mettre à disposition des investisseurs potentiels des espaces équipés et aménagés et viabilisés, pour l'accueil d'équipements hôteliers, para hôteliers, de services, de structures d'animations et d'installations de loisirs liées à la mer à des fins de détente de pratique de sports de pleine nature, de sports nautiques...

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte du respect des sites naturels

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de visiteurs
- évolution du taux de satisfaction des visiteurs
- nombre d'emplois créés
- nombre d'entreprises bénéficiant des travaux

Les coûts estimatifs des différents projets sont les suivants :

1) L'EAT et l'espace ludique de Petit Macabou du Vauclin : aménagement de la voie d'accès

L'objectif de cette opération consiste à aménager et viabiliser la voie actuelle depuis la RN6 qui n'est pas revêtue, sur une longueur de 2 Km.

Le parti d'aménagement retenu prévoit donc :

- L'amélioration des conditions de circulation des usagers de la route et piétons
- Favoriser les modes de circulation douce (cycliste et équestre) sécurisé

- La reprise d'un réseau d'assainissement pluvial
- La mise en place d'un éclairage public
- Des aménagements paysagers
- Réalisation des travaux de viabilisation

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 5 400 000€

2) L'EAT et l'espace ludique de la Pointe Faula au Vauclin : aménagements touristiques et créations d'espaces ludiques liés à la mer

L'objectif de cette opération vise à bâtir pour le site, une image touristique autour des thématiques de l'eau, du sport des loisirs et de l'environnement.

Le parti d'aménagement retenu prévoit notamment:

- La réalisation de 3 terrains de Beach volley,
- La réhabilitation du poste de secours,
- Le reprofilage et le ré ensablement de la plage conformément aux recommandations émises par la DEAL,
- La construction d'un kiosque,
- La construction d'un bâtiment d'accueil, stockage sanitaire de plage de 100m² surmonté de panneaux photovoltaïques, et doté d'un récupérateur d'eau de pluie,
- La création d'un parcours santé, et d'aires de pique-nique
- La réhabilitation de la voie d'accès principale
- La réhabilitation de la voirie de contournement
- Les parkings pour la desserte et l'accessibilité au site

COÛT ESTIMATIF DU PROJET (HT, en €) : 6 000 000€

3) L'EAT et l'espace ludique de Pointe du Marin à Sainte-Anne : création d'une liaison littorale entre le bourg et la Pointe Marin

Le front de mer entre la Pointe Marin et le Bourg a bénéficié de premiers travaux d'aménagement avec la création d'un cheminement destiné aux piétons et aux véhicules d'urgence permettant de relier les deux espaces. A terme, il s'agit de proposer l'aménagement d'une promenade sécurisée, agréable et animée.

Principes de base :

- La promenade de 400ml, sera protégée contre la houle par des enrochements
- Cette promenade aménagée (petit mobilier urbain) et sécurisée (éclairage) sera animée ponctuellement avec des espaces sportifs ou des espaces de vente ambulante.
- A ces extrémités deux pontons d'amarrage pour bateaux seront réalisés.
- La promenade sera prolongée jusqu'à la place de la mairie pour garantir la continuité dans les cheminements, relier les différents espaces de rassemblement et créer ainsi un parcours de la plage à la ville.
- Elle ne sera pas accessible aux véhicules sauf de secours et véhicules d'entretien.
- L'aménagement du front de mer sera construit sur remblais de la base nautique jusqu'à l'appontement de transport de passagers (400 ml) ; Un aménagement de qualité pourra être envisagé face à la mairie sur 60 ml, de type terrasse solarium en platelage bois.

L'objectif de cette voie le long de la plage et de la falaise du cimetière est de :

- Créer un lien pratique, agréable et fonctionnel pour un grand type de public depuis le club MED, la plage de la Pointe Marin puis jusqu'au bourg...et inversement.
- La rendre circulaire pour les services d'entretien et de secours, il sera aussi prévu des emplacements réservés pour les voitures (sans groupe électrogènes) de vente ambulante
- Offrir des espaces de halte détente et de sport
- La promenade de 400ml, sera protégée contre la houle par des enrochements

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 5 048 101 €

4) L'EAT de Ste Anne- Extension du camping de la Pointe Marin

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 4 860 098 €

COÛT TOTAL DU PROJET GLOBAL (HT, en €) : 21 308 199 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- EAT Petit Macabou, VAUCLIN : 5 400 000 €
- EAT Pointe Faula : 6 000 000 €
- EAT de Ste Anne, liaison littorale : 5 048 101 €
- EAT de Ste Anne, extension du camping : 4 860 098 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût CTM	Investissement					6 044 101 €
	Fonctionnement					
Coût Etat BOP 123 FEI (valorisé)	Investissement					2 650 000 €
	Fonctionnement					
Coût Communes	Investissement					2 356 717 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					10 257 381 €
	Fonctionnement					0
Coût total	Investissement					21 308 199 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ **Non**

Durée totale de l'action : 4 années

Déclinaison du projet : se référer aux tableaux ci-dessus

Déclinaison du projet	2019																
Projet																	

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-4-3-4
**"Développement d'un pôle économique des métiers et de l'artisanat
dans le Nord de la Martinique"**

Résumé du Projet :

En partenariat avec les élus locaux, la Chambre des métiers et de l'artisanat souhaite s'investir dans la réalisation d'un pôle économique des métiers et de l'Artisanat, au profit des entreprises de la région Nord. Cependant, la performance de ce pôle nécessite aujourd'hui sa modernisation. La ville de Sainte-Marie soutenant le projet, a accordé à la CMA le permis de construire afin de rénover le site.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Tourisme

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Martinique (CMA)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- Etat
- Collectivité Territoriale de Martinique
- Organisations Professionnelles et structures d'accompagnement des entreprises (CCI, Martinique Développement, BPI, CDC, Etc.)
- Mairie de Sainte Marie, SEMA Ste Marie, Communautés d'agglomération (Cap Nord Martinique) et Communautés de communes
- MLI, Pôle Emploi

- CMT
- Partenaires privés

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

L'accompagnement du dynamisme de l'artisanat nécessite un développement de structures adaptées répondant avec pertinence et rapidité aux sollicitations des chefs d'entreprises afin de mûrir et mettre en œuvre leurs projets. Dans ce cadre, la CMA a la volonté de créer un environnement favorable à la création d'emplois durables, au développement de conditions favorables à l'éclosion de nouveaux projets, à la transmission d'entreprises, à l'anticipation des marchés, à la gestion de l'environnement avec rigueur et innovation, car il constitue une des richesses pour l'avenir : autant de défis par lesquels l'artisanat est particulièrement concerné !

Dans le nord de la Martinique, à l'entrée de Sainte Marie, dans la zone d'activité, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Martinique dispose d'un espace de 900m² aujourd'hui sous utilisé.

DESCRIPTIF DU PROJET

En partenariat avec les élus locaux, la CMA souhaite s'investir dans la réalisation d'un pôle économique des métiers et de l'Artisanat, au profit des entreprises de la région Nord. Cependant, la performance de ce pôle nécessite aujourd'hui sa modernisation. La mairie de Sainte-Marie, soutenant le projet, a accordé à la CMA le permis de construire afin de rénover ce site.

Le projet qui est proposé est innovant à plusieurs titres ; en effet, cet espace permettra :

- à des entreprises artisanales de qualité d'être visibles et de développer leurs marchés sur la zone Nord (environ 9 entreprises),
- de proposer en un même lieu, des productions locales et artisanales pour les touristes se déplaçant dans le nord,
- de créer un espace de formation notamment dans les métiers de l'artisanat,
- de créer une antenne de la CMA pour l'accompagnement des porteurs de projets dans l'artisanat (jeunes, demandeurs d'emplois, chefs d'entreprises, etc.), en partenariat avec d'autres structures d'accompagnement,
- d'assurer l'égalité des chances et l'accès à l'emploi pour tout un public éloigné de Fort-de-France
- d'ouvrir un restaurant, qui pourrait présenter des plats locaux, dans une zone où aucune restauration n'est disponible.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Ce projet vise donc trois objectifs :

1. le développement de l'emploi et la formation professionnelle
2. le développement économique (et le tourisme)
3. l'aménagement du territoire Nord de la Martinique

Indicateurs d'évaluation :

Nombre d'artisans reçus

Nombre d'artisans accompagnés

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 700 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : XX M€

- Phase 2 : XX M€

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					350 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					350 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					700 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

FICHE PROJET n° 2-5

"Transition énergétique en Martinique"

Fiche-cadre relative aux mesures d'accompagnement permettant aux projets décrits dans la PPE d'être déployés sur le territoire, et aux projets émergents d'être accompagnés jusqu'à leur réalisation, selon trois volets :

B - ENERGIES RENOUVELABLES

C - PROJETS TERRITORIAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) :	O	Si oui, n° du Projet Assises :	3.1.8 / 3.1.11 / 3.1.18 / 3.1.16 / 3.1.5
-------------------------------	---	---------------------------------------	---

Thème

- ## ■ Energie

Priorité pour le territoire : La transition énergétique est une priorité importante pour le territoire, défini comme Zone Non Interconnectée (ZNI).

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ADEME, CTM, Autres

Lors des assises des outre mer, 13 projets relatifs à l'énergie ont été formalisés. Des fiches descriptives sont disponibles pour chacun d'eux, et ont été remontées. Les responsables sont divers, mais l'ADEME été désignée pour assurer un suivi global de ces opérations, sachant que la CTM dispose de l'habilitation énergie.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Acteurs de l'énergie (CTM, ADEME, SMEM, EDF, AFD, SENR)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique, territoire insulaire, fait partie des zones non interconnectées (ZNI) qui ne bénéficient pas d'un maillage continental. Les moyens de production actuels sont majoritairement des moteurs thermiques au coût de production élevé.

La production électrique de la Martinique est fortement liée aux énergies fossiles, puisqu'elle dépend à 93 % du pétrole importé. L'électricité est produite principalement par des centrales au fioul très émettrices de gaz à effet de serre (en Martinique la production d'électricité émet en moyenne 800 kg de CO₂/ MWh).

De plus, le transport contribue pour près de 61,5% à la dépense énergétique finale régionale, représente environ 37% des émissions de gaz à effet de serre (CO₂) et est à l'origine de l'émission de polluants atmosphériques dangereux pour la santé. Le transport de voyageurs, notamment en voiture particulière, est prépondérant.

DESCRIPTIF DU PROJET

Fédérer les énergies et simplifier les procédures pour que les projets décrits dans la PPE soient déployés sur le territoire, et que les projets émergents soient accompagnés jusqu'à leur réalisation.

Nécessité de coupler la problématique déchets et énergie pour valoriser des déchets tout en produisant de l'électricité.

A - MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE

Afin d'atteindre l'autonomie énergétique de l'île en 2030, il est nécessaire de développer davantage l'efficacité énergétique des installations et équipements car l'ensemble de cette demande ne saurait être couverte par les EnR. La maîtrise de l'énergie est le défi majeur de la transition énergétique notamment en Martinique car elle revêt des enjeux environnementaux mais également économiques et sociaux. Dans la continuité de la gouvernance actuelle et conformément aux préconisations de la CRE, les acteurs institutionnels de l'énergie accompagnés du fournisseur historique ont établi un cadre territorial de compensation contribuant à donner de l'ampleur aux diverses dynamiques initiées en matière d'efficacité énergétique.

B - ENERGIES RENOUVELABLES

Comme la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies renouvelables, est un levier fort, pour réduire de manière significative sa dépendance énergétique et ses émissions de gaz à effet de serre.

Le SRCAE et la Loi de Transition énergétique fixe des objectifs ambitieux : 50% d'ENR en 2020 et l'autonomie énergétique à l'horizon 2030. Ces objectifs sont retranscrits dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), en cours de révision.

L'augmentation à rythme soutenu des énergies renouvelables pose la question de leur intégration sur le réseau d'électricité martiniquais. En effet, si les énergies renouvelables thermiques n'ont pas d'incidence sur le réseau électrique, le caractère intermittent de certaines énergies renouvelables électriques (photovoltaïque, éolien) implique un effort particulier pour accompagner leur développement ainsi que la mobilisation de moyens humains et financiers.

C - PROJETS TERRITORIAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La mobilisation et la coordination des acteurs du territoire représentent la «clé de voûte» pour la réussite de la transition énergétique et la définition d'objectifs communs.

L'article 1 de la loi de la Transition Energétique promeut l'émergence de territoires à énergie positive qui favorisent l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sobriété énergétique et le déploiement des énergies renouvelables.

Le territoire dispose d'acteurs pertinents en mesure d'intégrer des démarches exemplaires servant la transition énergétique. Cette déclinaison territoriale est un gage d'efficacité pour tenir les engagements territoriaux en termes de développement durable.

Sur cette période, l'Etat et la CTM viseront au déploiement de démarches intégrées, ambitieuses et cohérentes autour des enjeux du développement durable, en mobilisant les moyens humains et financiers nécessaires.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

A - MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE

Objectif : Permettre d'engager au cours de la période une diminution de la consommation énergétique, compatible avec les objectifs de l'autonomie énergétique à l'horizon 2030.

1) La performance énergétique des bâtiments publics et privés en neuf et en rénovation

Dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la CTM, en accord avec les politiques existantes, notamment le *Plan Logement Outre-Mer*, seront déployées des actions renforcées en matière :

- d'analyse des outils réglementaires existants pour une adaptation cohérente à la réalité et aux enjeux du territoire, dans le neuf comme dans l'existant,
- d'accompagnement de proximité des particuliers,
- de montée en compétences des professionnels du secteur (Plateaux techniques de formation, Animation de la filière, développement du RGE...),
- de lutte contre la précarité énergétique,
- de soutien au passage à l'acte de rénovation,
- de soutien à la démonstration de solutions techniques innovantes.

Le soutien à la rénovation des logements sociaux et la construction de logements sociaux exemplaires est également intégré à ce chapitre.

2) L'efficacité énergétique des acteurs économiques

Le contrat de convergence encourage les entreprises à engager une démarche d'utilisation rationnelle de l'énergie, passant par :

- des aides à la décision (diagnostic, étude de faisabilité),
- l'accompagnement à la montée en compétences (information, animation, formation,...),
- la mise en place de systèmes de gestion énergétique,
- la mise en œuvre de politique de gestion de la mobilité et d'émergence de nouveaux services,
- l'investissement dans des procédés plus sobres et plus propres,
- la mise en œuvre du Système de Management de l'Energie (ISO 50 001),
- la valorisation ou la récupération d'énergie,
- la réduction des consommations d'énergie (climatisation, éclairage...) couplée à une amélioration du confort.

Une attention particulière est portée à la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles et à leur suivi dans le temps.

3) Les économies d'énergies au sein des collectivités

Les collectivités martiniquaises pourront être accompagnées pour déployer sur leur territoire des initiatives en matière :

- de management de l'énergie,
- de montée en compétences,

- de réduction des consommations énergétiques,
- d'éclairage public et des plateaux sportifs et stades,
- de rénovation exemplaire du parc bâti public,
- de modes de déplacements durables et de nouveaux services à la mobilité.

Les acteurs du tertiaire public ou non lucratif sont également concernés par ces actions.

Ce volet pourra soutenir, par exemple, les projets suivants :

- ⑩ Rénovation énergétique de Bâtiments Communaux
- ⑩ Rénovation de l'Éclairage Public
- ↘ Éclairage des Stades & structures sportives
- ⑩ L'accompagnement des Plateformes de Rénovation Énergétique de l'Habitat.
- ⑩ Appel à Projet Territorial dédié à la rénovation énergétique
- ⑩ Mise en place de point relais territoriaux dédiés à la Maîtrise De l'Energie
- ⑩ Soutien à la filière Chauffe-eau solaire, notamment sur le volet « précarité énergétique » ...

B - ENERGIES RENOUVELABLES

Objectif : Augmenter la part des ENR dans le mix énergétique en vue de l'autonomie énergétique à l'horizon 2030 (objectif SRCAE) avec les contraintes propres à un territoire insulaire, en cohérence avec les objectifs de la PPE aux différentes échéances

Pour la chaleur renouvelable, il s'agira de poursuivre et d'amplifier le soutien aux projets en modulant les règles d'éligibilité pour une optimisation de l'usage des fonds dédiés, en améliorant leur complémentarité et leur combinaison avec les autres fonds publics et financiers (FEDER...).

Pour l'électricité renouvelable, il s'agira principalement de :

- Soutenir la production d'électricité renouvelable et son intégration sur le réseau électrique martiniquais,
- Soutenir les opérations exemplaires et innovantes de production d'électricité renouvelable,
- Soutenir les technologies innovantes en matière de stockage d'énergie et de réseau intelligent permettant d'accompagner l'intégration des énergies renouvelables intermittentes,
- Accompagner le programme d'exploration géothermique en Martinique.

Ce volet pourra soutenir, par exemple, les projets suivants :

- ⑩ Appel A Projet dédié à l'Autoconsommation :
- ↘ Collective
- ↘ Individuelle
- ⑩ Projet de développement de la Géothermie
- ⑩ Appel A projet dédié à l'hydroélectricité
- ⑩ Tout type de projet vertueux relatifs aux modes de stockage des EnR ...

C - PROJETS TERRITORIAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Objectif : Renforcer la dynamique de territorialisation en termes de :

- **Lutte contre le changement climatique par la réduction des gaz à effet de serre.**
- **Développement local et territorial adoptant des modes de consommation, de production industrielle, de mobilité et d'aménagement écoresponsables.**
- **Déploiement des stratégies d'adaptation au changement climatique.**

Il s'agit de favoriser les changements de comportement grâce à la consolidation de moyens d'observer les origines et les conséquences des différents impacts environnementaux sur le territoire (énergie, déchets ...) et du changement climatique. Il conviendra d'informer et de conseiller tous les acteurs. Le développement d'outils et de compétences favorisera la prise de décisions.

Objectif : Encourager les démarches transverses répondant aux engagements territoriaux fixés dans le cadre de la Transition Energétique.

Dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la CTM, en accord avec la loi de la Transition Energétique, seront déployées des actions renforcées en matière d'accompagnement des collectivités sur des démarches intégrées et exemplaires relevant des thématiques énergie et gaz à effet de serre, d'urbanisme, de mobilité durable.

Objectif : Accompagner un développement harmonieux des mobilités électrique et hydrogène

Dans un premier temps, les projets expérimentaux destinés flottes captives hydrogènes et électriques, avec infrastructure de recharge à partir d'énergies renouvelables, associées à une démarche d'optimisation des déplacements seront privilégiés. Puis concomitamment à la pénétration des EnR dans la production électrique, des schémas territoriaux de déploiement d'infrastructures de recharge seront définis puis mis en œuvre.

Ce volet pourra soutenir, par exemple, les projets suivants :

- ⑩ Mise en place D'un éco-quartier
- ⑩ Accompagnement à l'exemplarité des Collectivités
- ⑩ Création d'un Institut dédié à la thématique
- ⑩ Projets de coopération nationale, caribéenne, européenne et internationale sur la transition énergétique ...

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Puissance mise à disposition par les projets ENR soutenus (MW)
- kWh économisés grâce aux projets soutenus (kWh)

Indicateurs d'impact :

- Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergies primaires (%)
- Taux de dépendance énergétique (%)
- Consommation d'énergie (primaire et finale) par habitant (GWh/hab)
- Emissions de CO2 par habitant (TeqCO2/hab)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 16 M€, hors CSPE.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (ADEME)	Investissement					8 M€
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					8 M€
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					16 M€
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☒ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 2016 - 2020.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-6-1-1

"Développement de la filière et accompagnement à la digitalisation"

Résumé du projet :

Cette fiche est une fiche cadre (fiche mesure multi-porteurs) recensant l'ensemble des projets contribuant au développement de la filière et accompagnement à la digitalisation.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Numérique

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM, Martinique Développement
Autres porteurs de projets

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État
CACEM, CAESM
Chambres consulaires
Privés (associations / groupement d'entreprises)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Etude filière lancée par CCIM / CTM / PREF en 2017 présentant diagnostic et plan d'actions.
Secteur en expansion.

Service instructeur : CM numérique

Plusieurs suggestions d'action dont création de tiers-lieux dédiés au numérique / augmenter visibilité des actions-acteurs sur le territoire et à l'international (événements) / inciter les entreprises à la digitalisation.

Mandat de négociation (volet cohésion des territoires) : numérique en faveur des entreprises.

DESCRIPTIF DU PROJET

Ce projet consiste à mener plusieurs actions visant à dynamiser le secteur porteur que représente le numérique.

D'une part il s'agit de soutenir les actions collectives portées par les associations ou groupements des acteurs du digital, ou par les collectivités à travers :

- la mise en œuvre d'un ou plusieurs tiers lieux

Le renforcement et la modernisation des espaces numériques (espaces publics EPN, ou espaces associatifs) pourra faire l'objet de financement afin de :

- réaliser des travaux d'aménagement du lieu pour « héberger » dans les règles de l'art des formations pour le public,
- faire l'acquisition de mobiliers,
- faire l'acquisition de matériels informatiques,
- communiquer sur leurs offres de services,
- définir de nouvelles stratégies ou plan d'actions en fonction de nouveaux besoins des publics.

Dans le cas d'une création d'une nouvelle structure, ce financement permettrait, en plus, de prendre en charge une partie des coûts d'amorçage de cette structure (acquisition de matériels spécifiques, autres postes à préciser). Le soutien à des projets relatifs à des tiers lieux devra s'inscrire en cohérence avec les orientations gouvernementales relatives au nouveau dispositif " Nouveaux lieux, nouveaux liens".

Le numérique étant un vecteur d'insertion sociale et professionnelle, ces acteurs de la diffusion de la culture digitale seront notamment aidés dans le cadre d'actions d'accompagnement spécifiques envers les femmes, quelle que soit leur situation: femmes en insertion, femmes isolées ou éloignées, femmes en milieu professionnel.

- les plans d'action des associations d'entreprises (forums techniques et de R&D, participation à des salons caribéens, représentation à Miami)

- leurs actions d'aide à la création de start-up, comme par exemple **le projet ITSB – I'm The Startup Boss**) qui s'adresse aux étudiants et dont la 2ème édition, forte du succès de la 1ère. Ce concours de détection d'idées innovantes et d'accompagnement à leur maturation doit se maintenir sur le territoire.

Ces actions de soutien des startup et des entreprises numériques sont aussi portées par les acteurs publics, notamment via **des appels à projets lancés par la CTM** (AAP e- santé, ou événement BigUp for StartUp qui s'est déroulé en décembre 2018 sur la thématique Food Tech - agro-transformation) qui devront pour un meilleur impact être cofinancés par l'Etat afin de proposer les taux d'aide maximum encadrés par les régimes d'aides aux entreprises; ou **le programme d'incubation et d'accompagnement en cours de définition par la CCIM dans son espace Arobase, en partenariat avec le Crédit agricole qui lance son nouveau concept Village by CA** en 2019 (déjà décliné sur le territoire national), ces deux espaces visant à accueillir des entreprises innovantes.

- la création et l'animation de Fablab, tels que **le Fablab de la Chambre des métiers dédié à l'artisanat** prévu au CFA de Rivière-Salée.

- un label French Tech Martinique /Guadeloupe.

En complément des actions de visibilité et de promotion sont en cours, tels que l'espace dédié au numérique au sein du salon OSE organisé par la CTM en janvier 2019, et qui avait déjà fait ses preuves il y a deux ans. Une nouvelle thématique doit être mise en avant sur le territoire, il s'agit de **la réalité virtuelle**.

D'autres événements seront déclinés dans les 4 ans.

Ces différentes actions visent à soutenir la filière et favoriser un impact économique à travers l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises du numérique.

Une autre source de développement économique de ce secteur est la promotion de la digitalisation des entreprises traditionnelles via :

- la création d'un **parcours d'accompagnement technique et financier pour les entreprises martiniquaises** (*projet assises*) en 4 étapes :

- (1) Créer un réseau d'accompagnateurs à la digitalisation (Chambres consulaires, EPCI, ...)
- (2) Agréer des prestataires (entreprises numériques) couvrant les différents besoins possibles (solutions réseau-cloud-sécurité / solutions compta-RH-ERP / solutions sites internet-e-commerce / solutions innovantes ou spécifiques filières)
- (3) Etablir une formation initiale (acculturation) à destination des entrepreneurs en fonction de l'évaluation du besoin
- (4) Mettre en place un chèque numérique. Ce dispositif financier a été voté par la CTM (de 5 à 10 000 €) et doit se déployer à partir de début 2019,

□ **le projet de chambre numérique porté par la CMA**. La chambre se modernise actuellement tant sur le plan de l'accueil physique que des outils d'accompagnement de ses membres et notamment en simplifier l'accès. L'impact de ce projet est de monter en puissance sur la digitalisation de ces secteurs, pour lesquels des programmes de formation numérique sont déjà en place et fortement plébiscités,

- les **salons « Commerce connecté » organisés par la CCIM** (*projet assises*), visant à faire connaître les solutions techniques adaptées au commerce. Ces salons ont démarré fin 2018 (un sur le Centre, un au Sud-Marin, un autre à venir dans le Nord). Ils seront renouvelés avec des ateliers / conférences qui évoluent au fil des nouvelles solutions et outils,

⑩ tout autre projet ou étude visant à développer un ou plusieurs secteurs par leur transformation numérique.

En conclusion, cette fiche projet vise toute action à vocation de structurer, animer, développer les acteurs et la filière du numérique

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- Nb de tiers-lieux créés / Nb d'entreprises hébergées ou accompagnées
- Nb de start-up aidées / Nb d'entreprises innovantes aidées
- Nb d'événements / salons
- Nb d'entreprises aidées (avec ou sans le chèque numérique)
- Emplois créés

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 3 637 500

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 112	Investissement					600 000 €
	Fonctionnement					
Coût État BOP 123	Investissement					500 000 €
	Fonctionnement					
Coût .CTM	Investissement					2 200 000 €
	Fonctionnement					
Coût EPCI (CACEM et CAESM)						137 500 €
Coût partenaires (auto-financement)						200 000 €
Coût total	Investissement					3 637 500 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, x oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-6-2-1

"Le numérique au service de l'action publique"

Résumé du projet :

Cette fiche est une fiche cadre (fiche mesure multi-porteurs) recensant plusieurs projets contribuant au développement du numérique pour de meilleurs services publics tels que :
e-administration / e-culture (musées et bibliothèques) / e-santé / e-éducation / SIG (système d'information géographique) / médiation numérique / gouvernance (nouveau schéma directeur numérique)

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- Numérique

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Multi-porteurs

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État / ARS / Rectorat
CTM
CAESM
Chambres consulaires

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

AP 2022 (action publique 2022) ; Priorité du gouvernement :

- favoriser la dématérialisation
- utilisation du numérique pour un meilleur suivi des politiques publiques

DESCRIPTIF DU PROJET

Action 1 e-administration

Seront soutenus les projets visant à utiliser les TIC comme vecteur de développement et de cohésion sociale auprès des citoyens. Il s'agit également de simplifier la vie des citoyens grâce aux nouveaux usages offerts par le numérique.

L'ouverture des données publiques aux citoyens ouvre des perspectives de création de valeurs dans tous les secteurs de l'économie Martiniquaise. En effet, la circulation et la réappropriation des données tendent à engager l'amélioration des processus publics et industriels voire même leur transformation. **Les plateformes numériques OPEN DATA de la CTM et de la CCIM** mettront à disposition des citoyens les données produites par l'ensemble de la puissance publique martiniquaise ainsi que des services numériques exploitant ces données.

Des outils tels que les bornes d'accès aux services publics se développent.

La croissante complexité de la société rend la performance individuelle peu pertinente face aux défis qu'elle doit relever. Et à ce jour, les initiatives qui répondent le mieux aux grands enjeux sociétaux sont celles qui exploitent l'intelligence collective, s'appuyant sur la force de la multitude. Usagers, citoyens et entreprises doivent coopérer ensemble pour mieux répondre aux problématiques du territoire et faire des communes de Martinique des **Smart city**.

D'autres typologies de projets ont été identifiées:

- Archivage électronique
- Places wifi
- Plateforme d'appui à la gestion des politiques publiques, telles que **la plate-forme d'information sur les métiers et l'emploi en Martinique portée par l'AGEFMA** ou **la plate-forme d'appui à la gestion des risques**.

Action 2 e-culture

Le numérique est un outil, un moyen mis au service d'une politique d'accès et de diffusion de la culture développée en direction des publics. Les services culturels proposés aux publics doivent tenir compte des nouveaux besoins qui sont l'expression de pratiques profondément modifiées par la révolution numérique avec l'arrivée de la télévision numérique, la musique et la vidéo en streaming, les réseaux sociaux, le e-commerce : livres numériques, espaces numériques in situ, outils de médiation numérique – bornes multimédias, e-services, sites et portails, etc..., sont aujourd'hui des outils incontournables pour les bibliothèques (notamment le projet de **Mise en réseau des bibliothèques de l'Espace Sud**), les musées (notamment le projet de **Musées numériques porté par la CTM**), les sites, les domaines et les archives.

L'outil numérique doit aussi être envisagé comme l'opportunité de diversifier l'offre culturelle et de la rendre plus attractive vis-à-vis des publics « connectés », en particulier les plus jeunes sur lesquels pèse un fort enjeu éducatif, des publics « empêchés », handicapés, personnes âgées, des travailleurs actifs, indisponibles aux horaires d'ouverture des services. C'est aussi l'opportunité de développer le potentiel touristique des services culturels, d'en faire des outils et des équipements au service du développement économique et de l'inclusion sociale.

Action 3 e-santé

La e-santé se définit comme « *les services du numérique au service du bien-être de la personne* ». Elle se définit également comme « *l'utilisation des outils de production, de transmission, de gestion et de partage d'informations numériques au bénéfice des pratiques tant médicales que médico-sociales* ».

L'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme l'une des réponses au défi de préserver un système de santé égalitaire et solidaire, représente un axe de développement de l'Union européenne.

Cette politique liste trois grands axes de développement :

- **L'éducation thérapeutique du patient** : être informé sur son état de santé et son traitement n'est pas seulement un droit, c'est également un moyen de mieux se soigner ;
- **L'efficience** : les TIC peuvent permettre d'éviter les déplacements superflus, les redondances d'examen par faute d'information sur l'état de santé d'un patient, de mieux gérer l'orientation des malades... toutes ces petites améliorations qui rendent de grands services au système de soin en évitant le gaspillage ;
- **L'innovation** : continuer la recherche pour améliorer l'apport du numérique à la santé, tout en soutenant un secteur créateur d'emplois.

On peut citer les projets suivants en cours de mise en œuvre sur le territoire:

- **e-prescription dans le cadre des SNAC**
- **EHPAD à domicile (2 projets secteur centre 30 places et secteur nord 30 places)**
- **Equipement des EHPAD en télémedecine**
- **M@dificat (prise en charge de plaies des membres inférieurs)**
- **Mise à niveau et d'harmonisation des SI des ESMS**

Action 4 e-éducation

Cette opération vise à favoriser la réussite scolaire des élèves, collégiens et lycéens à travers la mise à la disposition d'équipes pédagogiques et d'outils d'information et de formation, modernes et performants.

Elle permettra également de rationaliser les coûts et les relations des collectivités avec les EPLE (Établissements Publics Locaux d'Enseignement) à travers l'utilisation d'outils de communication et de dématérialisation des échanges.

La modernisation numérique des établissements scolaires par des travaux d'infrastructure, l'acquisition de matériels pédagogiques (valises mobiles, équipements individuels mobiles, tableaux interactifs, etc) ainsi que la montée en compétence des enseignants sur de nouvelles ressources pédagogiques, est une priorité pour la Martinique. Tous les établissements scolaires du territoire ont été identifiés comme prioritaires par le projet de déploiement du THD. Les schémas directeurs d'informatisation des lycées et collèges (SDIL et SDIC) définissent la stratégie des collectivités sur le périmètre de la maintenance informatique de ces établissements.

Il s'agit également de déployer un **Espace Numérique de Travail (ENT) académique** au sein de ces établissements ainsi que des **actions de promotion du numérique** (semaine annuelle du numérique à l'école qui devient les « Rendez-vous du numérique éducatif ») auprès des élèves et étudiants.

Le rectorat veillera à des actions de promotion particulièrement tournées vers le public des jeunes filles (sensibilisation aux métiers / débouchés du numérique, ateliers / concours dans les établissements, etc) afin de les inciter à s'orienter vers ses filières, car le taux de représentation des femmes est faible dans les parcours de formation, ainsi que dans les métiers en général, liés au numérique.

Action 5 SIG

La diffusion de l'information géographique au plus grand nombre est un moyen permettant l'émergence d'une intelligence collective afin de mieux répondre aux problématiques du territoire. La sphère publique et privée pourrait se saisir de l'information géographique mise à disposition sur un portail par les institutions, la même utilisée pour mettre en œuvre les politiques publiques répondant aux défis du territoire.

- Recrutement
- Acquisition de données
- Communication : Journée de l'Information Graphique

Action 6 médiation numérique

Compte tenu de la nécessité grandissante de la population à maîtriser les outils numériques pour accéder notamment aux services publics en ligne, la mesure pourra financer des projets permettant l'augmentation de l'offre publique de médiation numérique. L'objectif est de former les publics, faire émerger de nouvelles structures d'accompagnement et d'acculturation aux nouveaux outils numériques.

La CTM envisage une refonte de l'offre de médiation numérique, à travers la mise en place d'une équipe mobile de 5 médiateurs experts.

Action 7 gouvernance et stratégie (nouveau schéma directeur numérique)

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etat souhaitent réaliser le schéma numérique du territoire qui comprendra d'une part une stratégie et d'autre part sa mise en œuvre opérationnelle. Il s'appuiera notamment sur les éléments réglementaires de la stratégie de cohérence régional d'aménagement numérique (SCORAN) et le schéma directeur d'aménagement numérique (SDTAN) qui, conformément à l'article L.1425-2 du Code général des collectivités territoriales, recense les infrastructures et réseaux de communication électroniques existants, identifie les zones qu'ils desservent et présente une stratégie de développement de ces réseaux.

Ce schéma a également pour vocation de comporter une stratégie de développement des usages et services numériques. Il vise à favoriser l'équilibre de l'offre de services numériques sur le territoire ainsi que la mise en place de ressources mutualisées, publiques et privées y compris en matière de médiation numérique.

En résumé, le schéma numérique de Martinique viendra mettre à jour les 2 schémas directeurs : SDTAN et SDUS réalisés en 2012 ainsi que la SCORAN. Ainsi, le schéma numérique de Martinique a vocation à être la fusion de :

- SCORAN
- SDTAN
- SDUS

D'autre part, afin de suivre les avancées des travaux et les impacts des politiques en matière de numérique, la mesure pourra accompagner le financement d'un observatoire (études).

En conclusion, cette fiche projet vise toute action à vocation de moderniser, simplifier, développer l'utilisation du numérique dans les services publics et au public.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de démarches de simplification menées

Nombre d'offres de médiation numérique déployées

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 5 480 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP :112	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					
Coût État BOP : 123	Investissement					400 000€
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					4 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût EPCI (CAESM)	Investissement					180 000 €
	Fonctionnement					

Coût Partenaires (auto-financement)						500 000 €
Coût total	Investissement					5 480 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°2-6-2-2

**"Modernisation de l'informatisation intercommunale
avec création de services publics numériques"**

Résumé du projet :

Infrastructures (serveurs) et logiciels métiers pour développement de services publics web au profit des 18 communes du Nord.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Numérique
- Autre (à préciser) Attractivité du territoire

Priorité pour le territoire :

Optimiser la gestion des communes membres par l'administration électronique
Faciliter la vie quotidienne des citoyens

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CAP NORD

Direction Logistique et Systèmes d'Information Numérique – Service Informatique et Technologies de l'Information et de la communication – Nicole NESTORET

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

18 communes du périmètre communautaire
Caisse d'Allocations Familiales

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Nord de la Martinique souffre d'un manque d'attractivité, d'un enclavement et d'un déséquilibre territorial. A cela s'ajoute un besoin d'interactivité et d'échanges, d'autant qu'il existe peu de services à la population. De plus, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont en nombre très restreint et, la couverture Haut Débit reste insuffisante.

Le développement des nouveaux services et usages numériques doit être l'un des vecteurs forts de la modernisation et de l'attractivité du territoire.

La communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, la compétence facultative « **Informatique et Technologies de l'Information et de la Communication** ».

A l'ère du digital, le projet de mandature de CAP Nord Martinique prévoit de renforcer l'innovation et le numérique sur le territoire dans le but de faire émerger de nouveaux services et usages dans le quotidien des administrations, des entreprises et des citoyens.

« *e-Nord* » est la traduction opérationnelle du projet de mandature en matière d'innovation et de numérique. Ce projet transversal tient compte des nouveaux usages émanant des organismes publics (avec la généralisation de la dématérialisation), des entreprises (en plaçant l'innovation et le numérique au cœur de leur développement) et des usagers (avec l'essor des services en ligne).

Il est en phase avec le programme action publique 2022 lancé par le Gouvernement.

DESCRIPTIF DU PROJET

CAP Nord Martinique mène un Plan Informatique global et cohérent en accord avec les besoins des 18 municipalités et leurs établissements publics locaux autonomes (Bibliothèques et Médiathèques, Caisses des écoles, Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale et Crèches municipales), et tenant compte de l'évolution technologique afin mettre en œuvre un système d'information performant.

Ce plan informatique intercommunal entend assurer la continuité territoriale, moderniser le fonctionnement des administrations du territoire, créer de nouveaux services tout en simplifiant les démarches des administrés, et en innovant dans la relation avec le citoyen.

Il s'agit d'une dynamique de Systèmes d'Information uniforme sur tout le territoire, orientée vers l'administration électronique (travail en collaboration et en réseau, dématérialisation des transmissions entre services et partenaires), et ouverte vers des télé-services (services publics en ligne et par application mobile).

A ce titre, l'informatisation Intercommunale accompagne la transition numérique des communes et se caractérise par des actions coordonnées au service des collectivités membres de l'agglomération et de leurs établissements publics annexes à travers :

- La fourniture de logiciels métiers et de l'infrastructure serveurs (serveurs physiques et machines virtuelles, onduleurs et médias de sauvegarde et de protection des serveurs, logiciels de sécurité des systèmes, modems, routeurs, matériels actifs d'interconnexion et de transmission de données, ...),
- Le développement et exploitation de solutions intercommunales d'information, d'échange, de services et usages en ligne (application mobile, portail web guichet unique, ...),
- La gestion et les infrastructures de communication et d'interconnexion entre les communes et l'agglomération (interconnexion par liaisons Internet),
- L'apport d'une ingénierie technique pour conseiller et aider les communes dans le cadre de leur compétence informatique propre.

Depuis 2015, CAP Nord a souhaité déployer sur le territoire un ensemble de logiciels visant à moderniser l'environnement de travail des agents des services des collectivités du Nord et apporter de nouveaux services aux citoyens.

L'acquisition des logiciels de gestion du patrimoine et des services techniques (OpenGST), des cimetières (ETERNITE), de l'état-civil (SIECLE), des services de police municipale (YPOLICE), de l'action sociale (eConcept), des activités scolaires et périscolaires (YENFANCE) visent à optimiser l'activité des services concernés et améliorer la traçabilité et le suivi des demandes ainsi que le reporting auprès des décideurs.

L'amélioration de la qualité du service rendu à l'utilisateur est placée au cœur du plan informatique intercommunal et vise à réduire le temps d'attente, diminuer les demandes répétées de pièces justificatives, limiter les déplacements des usagers et proposer une accessibilité aux services 24h/24 et 7j/7.

Avec le guichet unique numérique (interfacé à terme avec tous les logiciels métiers mentionnés ci-dessus) les administrés pourront accéder à un ensemble de télé services. Grâce à cette nouvelle plateforme web, les usagers du Nord pourront effectuer sans se déplacer toutes leurs démarches en ligne (affaires scolaires et activités périscolaires, réservation de salle ou d'équipements, demandes d'actes en conformité avec le protocole de dématérialisation des données de l'état civil, paiement en ligne, accès à la cartographie des cimetières, réservation de composteurs, ...). Les communes du périmètre communautaire ont également adhéré au dispositif COMEDEC permettant les échanges d'actes d'état civil avec les notaires.

Enfin, depuis 2018 CAP Nord fait évoluer son infrastructure serveur et mène des opérations de remplacement du parc vieillissant avec les dernières technologies en matière de matériel, en donnant la priorité à la virtualisation et la sécurité.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Le Plan Informatique Intercommunal répond aux objectifs suivants :

- Optimiser la gestion des communes membres par l'administration électronique en modernisant le fonctionnement des collectivités et en s'appuyant sur la dématérialisation,
- Faciliter la vie quotidienne des citoyens en les rapprochant des administrations par le biais des services en ligne et en leur donnant accès aux richesses naturelles et patrimoniales ainsi qu'aux animations du territoire.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de formations réalisées, nombre de personnes formées, nombre de démarches en ligne, volume de demandes effectuées en ligne
- Taux de satisfaction des administrés
- Fréquentation des plateformes guichet unique et portail famille

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 1 900 000

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP : 123	Investissement					200 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					300 000 €
	Fonctionnement					
Coût CAP Nord	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					1 900 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :
6 années depuis 2015

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-6-2-3

"Projet numérique des campus"

Résumé du projet :

La généralisation de l'utilisation du numérique au sein de l'université des Antilles pour **l'accès sur ses campus ou à distance à l'ensemble de son offre de formation** (délivrée à partir de la Guadeloupe ou de la Martinique) est une action stratégique, qui permet de valoriser et d'optimiser les investissements publics déjà réalisés dans ce domaine. Pour ce faire, **une reconfiguration des locaux** avec les outils numériques adaptées ainsi que le **redimensionnement des infrastructures techniques de support** s'impose.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 2.4.7

Thème

- Education/enseignement supérieur/recherche
- Numérique

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Responsable du projet : Le président de l'Université des Antilles

Opérateur Interne : Direction des Systèmes d'Informations et du Numérique de l'UA

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Partenariat financier : CTM, Europe FEDER

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le numérique fourni de réelles solutions de contournement de nombreux handicaps dont souffrent les territoires insulaires comme la Martinique : l'éloignement, les coûts de déplacement, l'offre de formation limitée, le déclin de l'attractivité vis-à-vis des jeunes.

L'ayant bien pris en compte, l'université des Antilles a été amenée à développer deux types d'atouts pour la Martinique :

- Des expériences réussies en matière d'utilisation du numérique pour l'enrichissement de son offre de formation (ex : Cours de médecine en visioconférence, diplômes en ligne Master FLE, ...).
- Une participation active au renforcement de la qualité de la connectivité du territoire en hébergeant dans son actuel DATACENTER des infrastructures permettant :
 - L'interconnexion de l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche implantés dans l'île,
 - L'interconnexion de lycées, de collèges, avec le réseau académique RIME (partenariat UA, CTM, Académie),
 - et de manière générale l'interconnexion de l'ensemble des habitants de la Martinique via l'hébergement du MARTINIX (Nœud d'interconnexion des opérateurs internet présent en Martinique).

Aujourd'hui, la généralisation en son sein des bonnes pratiques en matière d'utilisation du numérique pour la formation peut contribuer à atténuer significativement certains des handicaps cités. Les autres handicaps peuvent aussi être limités en continuant à valoriser les partenariats déjà bâtis autour de l'université et de son infrastructure. Il convient de les renforcer et de les étendre à des acteurs privés dans le cadre de la recherche d'économies d'échelles et d'optimisation des moyens mis à disposition du territoire.

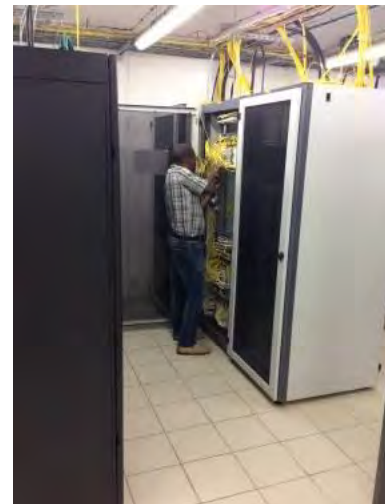
DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet comprend 3 axes qui seront développés de façon concomitante afin d'atteindre les objectifs opérationnels recherchés :

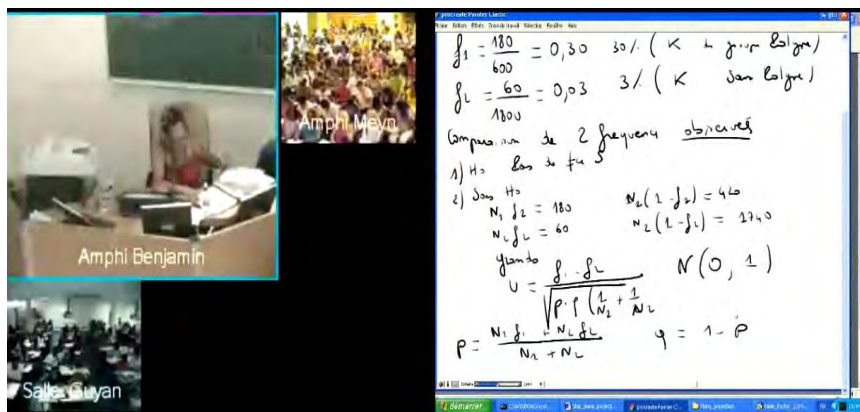
- Équipements numériques pour la modernisation des enseignements,
- Amélioration de la mise en réseau des campus et inter-campus de Martinique,
- Aménagement d'un DATACENTER et des ressources de traitement ouvert aux partenariats territoriaux.

Équipements numériques pour la modernisation des enseignements :

la reconfiguration interne de l'aménagement d'une grande partie des locaux d'enseignement sera réalisée dans le but de fournir les meilleures conditions d'accès ou de **production** d'enseignement **présentiels** ou **à distance**.



Il s'agit aussi de pouvoir généraliser l'accès aux nouvelles démarches de « pédagogie active » qui favorisent les interactions avec les apprenants et le travail en petits groupes.



Amélioration de la mise en réseau des campus et inter-campus de Martinique

La très forte augmentation des flux de télécommunication ainsi générée entre les campus ou bien entre l'université et les étudiants (qui pourront être chez eux où ailleurs dans le monde), rend nécessaire le renforcement des

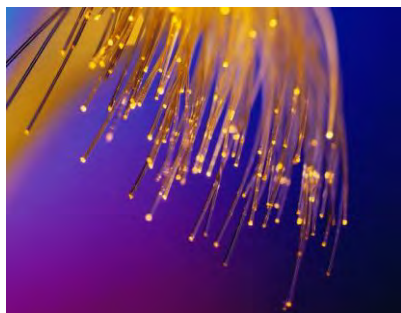
débits ainsi que la maîtrise qu'a l'Université des caractéristiques techniques des liaisons de télécommunication utilisées. L'accent sera mis sur le recours aux « fibres noires ».

Aménagement d'un DATACENTER et des ressources de traitement ouvert aux partenariats territoriaux

Le pilotage à distance, le stockage des contenus, et la mise à disposition sur des plateformes en ligne, amènent à augmenter la capacité de traitement des ressources serveurs de l'établissement. Confronté aux limites du local actuel utilisé comme DATACENTER, l'université construira un nouvel espace



d'hébergement capable d'accompagner la montée en puissance de ses besoins, mais aussi ceux de ses partenaires actuels et à venir. Vu sa localisation géographique sur le site de Schoelcher, son emplacement stratégique, non loin du lieu d'atterrissage du nouveau câble sous-marin qui dessert la Martinique, lui permettra d'être une installation publique phare, ouverte au secteur privé.



OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Offrir un moyen de contourner de nombreux handicaps dont souffre de manière générale la Martinique, et plus particulièrement vis-à-vis de l'offre de formation supérieure (l'éloignement, les coûts de déplacement, l'offre de formation limitée, le déclin de l'attractivité vis-à-vis des jeunes).

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de formations supérieures rendues accessibles en Martinique
- Nombre d'étudiants formés grâce au numérique
- Evolution de la qualité perçue des enseignements existants
- Nombre d'étudiants ayant pu bénéficier d'un enseignement à distance.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 4 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État	Investissement					
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					1 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					2 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût UA	Investissement					500 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					4 000 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de **X Non**

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-7-1-1

"BTP / CERC (Cellule Économique Régionale de la Construction)"

Résumé du projet :

Le projet vise 3 objectifs :

- Garantir la résistance du bâti pour la protection de la population en créant un guide para cyclonique pour la construction aux Antilles et en adaptant les Documents Techniques Unifiés et, si besoin, de la réglementation,
- Valoriser le BTP : en créant un programme de labellisation de l'artisanat du BTP, en valorisant et promouvant les produits BTP fabriqués et transformés en Martinique,
- Développer la mise en accessibilité des services, en accompagnant les communes pour l'accessibilité des établissements recevant du public.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : **O** **Si oui, n° du Projet Assises :** **2.5.6 / 2.5.8 / 2.5.9**

Thème

- Autre (à préciser) : **BTP, Construction**

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CERC / SEBTPAM / COBATY

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- ⑩ CTM pour le portage des actions à caractère modifications législatives, l'accessibilité des établissements recevant du public (partenariat financier) et l'aspect formation ;
- ⑩ Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique pour le pilotage du programme de labellisation de l'artisanat du BTP et l'aspect formation ;
- ⑩ COBATY Martinique ou la Cellule Économique Régionale de la Construction CERC pour la création d'un guide para cyclonique pour la construction aux Antilles et l'adaptation des Documents Techniques Unifiés ;
- ⑩ AMPI pour la valorisation et promotion des produits BTP fabriqués et transformés en Martinique ;
- ⑩ Préfecture pour le maintien d'un haut niveau d'appui aux communes pour la protection contre les risques naturels majeurs ;
- ⑩ les différentes fédérations / associations du bâtiment pour le volet connaissance du milieu de la construction et celles représentant les personnes en situation de handicap pour l'accessibilité aux ERP.

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La qualité de la construction porte des enjeux multiples, tels que garantir une sécurité, un confort, une accessibilité des bâtiments aux usagers et d'organiser la filière du BTP pour maintenir son marché.

Par ailleurs, la réglementation actuelle ne permet pas forcément de garantir un niveau de sécurité minimal lors d'un cyclone notamment. Sur ce dernier sujet, il convient de développer une réflexion sur les façons de concevoir pour se prémunir du risque cyclonique.

Dans ce cadre, parler de qualité construction c'est évidemment parler du respect des normes et des pratiques de mise en œuvre mais aussi résilience du bâti face à des événements exceptionnels sur un territoire particulièrement contraint. L'exemple de la reconstruction de Saint-Martin doit interpeller et il devient urgent de mettre la construction au centre des stratégies d'aménagement. Cela doit s'accompagner par une nouvelle posture, sur les normes, leur mise en œuvre sur un territoire comme la Martinique, afin de protéger la population et de faire de la Martinique un territoire d'excellence en la matière.

Sur le volet accessibilité, là aussi l'enjeu est important : la Martinique sera dans 20 ans le territoire le plus âgé de France et il importe, plus qu'ailleurs, dès maintenant de nous y préparer. Dans ce cadre, des engagements doivent être mis en œuvre afin de rattraper le retard conséquent du territoire sur le sujet de l'accessibilité des ERP.

DESRIPTIF DU PROJET

Sur le sujet de la qualité construction, plusieurs projets peuvent être portés de front :

Résilience de la construction

Pour la Martinique, la protection de la population vis-à-vis des risques naturels tels que les séismes et les cyclones est au cœur de notre priorité. Il faut s'assurer de l'existence de locaux à vocation d'abris d'urgence qui soient pérennes. Un appui technique et opérationnel sera apporté aux communes pour s'assurer du bon état de ces abris. Il s'agira également d'amplifier la capacité de mobilisation des fonds publics en rendant éligibles les diagnostics et travaux liés à l'amiante dans les plans de financement et en donnant la possibilité de passer par un portage public ou privé pour réaliser ces opérations. De plus, un guide sur la construction para-cyclonique sera développé pour informer les professionnels sur les principes de dimensionnement et de construction à développer pour pallier la réglementation qui est apparue comme inadaptée face au risque cyclonique. De plus, l'encadrement du marché du BTP passe par l'établissement de normes établies par les professionnels. La plupart de ces normes sont définies au niveau national et prennent peu en compte le contexte ultra-marin. Un travail d'adaptation des normes aux contraintes de Martinique est nécessaire pour s'adapter et permettre l'innovation.

Labellisation

La valorisation du marché du BTP de Martinique est importante pour maintenir et développer l'activité économique de ce secteur. De nombreux outils existent ou ont été créés. Il convient de valoriser l'expérience et les savoirs-faire locaux. La Chambre de Métiers propose de créer un label spécifique pour l'artisanat.

L'objectif est d'identifier le type de label reconnu par l'État à créer et d'accompagner les artisans à l'obtenir pour les valoriser. Ce projet sera mené en 4 étapes :

- ⑩ Mener une étude pour identifier un label reconnu par l'état qui s'adapterait aux spécificités locales (environnement, risques majeurs, psychologie d'entreprises...)
- ⑩ Création d'un réseau de cabinets conseils ayant pour objet d'accompagner les artisans du BTP dans leur parcours de labellisation
- ⑩ Mettre en place un parcours de labellisation : formation des acteurs aux spécificités du label, audit des entreprises, identification des pistes de progression des organisations et mise en place des préconisations
- ⑩ Mise en place par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Martinique d'un plan de communication sur le label avec la mise en exergue des acteurs inscrits dans la démarche (site internet, revues...)"

De même, une valorisation des productions du BTP fabriquées et transformées en Martinique sera portée par l'AMPI. Son objectif est de créer un guide numérique qui recense les produits créés sur l'île pour aider les décideurs à choisir ces produits selon leurs besoins. Il s'agit de donner de la visibilité aux productions locales.

Accessibilité

Enfin, la qualité de la construction consiste également à garantir un accès équitable aux services et commerces. La CTM propose de financer les communes pour leur permettre de réaliser les travaux d'accessibilité aux personnes handicapées de leurs établissements recevant du public (ERP). Ce financement se ferait via la création d'un fonds dédié à l'accessibilité.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Garantir la résistance du bâti pour la protection de la population :

- ⑩ Maintenir un haut niveau d'appui aux communes pour la protection contre les risques naturels majeurs
- ⑩ Création d'un guide para cyclonique pour la construction aux Antilles
- ⑩ Adaptation des Documents Techniques Unifiés et, si besoin, de la réglementation.

Valoriser le BTP : artisanat et productions

- ⑩ Programme de labellisation de l'artisanat du BTP
- ⑩ Valorisation et promotion des produits BTP fabriqués et transformés en Martinique

Développer la mise en accessibilité des services

- ⑩ Accompagner les communes pour l'accessibilité des établissements recevant du public

* Fonctionnement de la CERC (1) - fiche Assises 2.5.6

* Guide paracyclonique (2) – fiche Assises 2.5.8

* Adaptation des DTU (3) – fiche Assises R16 2.5.9

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

-Publication trimestrielle par la CERC du bulletin de conjoncture sur la filière construction : OUI/NON – -
Mise en œuvre du projet "Commission Locale DTU (Documents Techniques Unifiés) Martinique" dans le cadre du financement PACTE (Programme d'Action pour la qualité de la Construction et la Transition Énergétique)

-Réalisation d'une étude pour définir un label spécifique pour l'artisanat (dans le BTP) : OUI/NON

Indicateurs d'impact :

-Taux d'établissements recevant du public (ERP) déclarés conformes aux règles d'accessibilité

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 860 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût Etat BOP 123	Investissement					
	Fonctionnement					180 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					430 000 €
Coût Etat BOP 135 (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					250 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					860 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-1-1

"Inventaire permanent et spatialisé de la biodiversité martiniquaise"

Résumé du projet :

Le projet consiste à mettre en place des démarches d'inventaire permanent de la biodiversité pour sa prise en compte dans l'aménagement du territoire.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.22

Thème

- **Environnement/biodiversité**

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

OMB (Observatoire Marin de la Biodiversité)

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

PNM, ONF, CBMq, Martinique Entomologie, Carouge

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement et le développement du territoire, il est nécessaire d'améliorer le porter à connaissance des données sur la biodiversité.

C'est un objectif majeur que s'est fixé l'Observatoire Martiniquais de la Biodiversité.

Pour cela, il faut développer massivement la création de données d'observations naturalistes dont la restitution sera ensuite assurée par les outils en cours de développement à l'OMB.

La démarche envisagée est la suivante :

- Initier la réalisation d'Atlas chorologiques de la biodiversité (atlas de la flore, atlas des oiseaux, atlas des reptiles, des poissons d'eau douce)
- Développer la connaissance, la description et la cartographie des habitats naturels

- Développer les bases de données d'observations naturalistes en ligne (type Karunati – projet OMB en cours)
- Développer les réseaux sentinelles (PNM)
- Développer les sciences participatives
- Appuyer la formation de spécialistes locaux de certains groupes (botanistes, entomologistes, mycologues)

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à mettre en place des démarches d'inventaire permanent de la biodiversité pour sa prise en compte dans l'aménagement du territoire.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Créer et mutualiser de la donnée naturaliste en développant les inventaires spatialisés de la biodiversité à l'échelle de toute la Martinique et pour tous les groupes.

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre d'atlas réalisés,
- Nombre de cartographie d'habitats naturels
- Nombre de bases de données d'observations naturalistes en ligne
- Etat d'avancement d'une approche écosystémique

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 160 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat BOP 113	Investissement	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	80 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	80 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

TERRITOIRE : Martinique

FICHE PROJET n° 2-8-1-2
"Restauration de la mangrove"

Résumé du projet :

Le projet consiste à restaurer l'hydrologie de la forêt marécageuse du Galion, ainsi que la mangrove de l'Anse Bélune (commune de Trinité).

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.25

Thème

- **Environnement/biodiversité**

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Conservatoire du littoral

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ONF, DEAL, Cap Nord (Contrat de Rivière du Galion), PNM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les mangroves subissent une pression anthropique importante, principalement du fait de l'urbanisation. On constate notamment une dégradation et un « grignotage » en arrière mangrove. Or, les mangroves jouent un rôle essentiel d'épuration des eaux, de protection du littoral et de nurserie. L'objectif du projet est de les protéger et de les restaurer.

DESCRIPTIF DU PROJET

Restaurer l'hydrologie de la forêt marécageuse du Galion :

La forêt marécageuse du Galion sur la commune de Trinité est le plus grand massif de forêt à *Pterocarpus* de la Martinique. Ce massif est traversé par un remblai qui supporte la route nationale et qui est percé de 2 buses de faibles diamètres. Les nombreux embâcles produits lors des épisodes de dépressions tropicales bouchent les buses. Il en résulte une déconnexion hydrologique entre les parties amont et aval qui pose à moyen terme des problèmes pour la survie et le maintien de cette forêt.

Restaurer la mangrove de l'Anse Bélune :

Ce massif de mangrove sur la commune de Trinité a été sévèrement endommagé entre 2005 et 2014-15. Une partie autrefois boisée a laissé la place à une grande étendue d'eau où subsistent quelques troncs morts en chandelle de palétuviers. Cet « étang bois-sec » est nettement visible sur la route qui mène au village de Tartane, à Trinité et a un fort impact paysager.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Forêt marécageuse du Galion :

- Restaurer l'hydrologie de la forêt marécageuse :
 - mener une étude précise de la circulation actuelle de l'eau entre les deux massifs et le canal qui rejoint la mer
 - redimensionner l'ouvrage hydraulique au niveau de la RN1
- Restaurer la trame verte pour assurer la connectivité du massif avec d'autres massifs boisés
- Gérer les lisières de manière à favoriser les espèces d'intérêt, assurer des transitions « douces » et former des zones tampons grâce à ces lisières
- Délimiter clairement le périmètre de la forêt sur le site pour dissuader les impacts (coupes, élevage, décharge) sur le milieu
- Nettoyer les macro-déchets présents dans les lisières de la forêt
- Mettre en place une solution de traitement des eaux pluviales de la ZAC du Bac

Mangrove de l'Anse Bélune :

- Caractériser le site, notamment sur les paramètres hydrologiques et pédologiques historiques (carottes pédologiques) et actuels (salinité du sol, nutriments)
- Définir un écosystème cible auquel le processus de restauration doit mener
- Planifier les actions à mener pour transformer progressivement le site actuel en l'écosystème cible défini

Le démarrage du projet est envisagé en 2019.

Indicateurs d'évaluation :

- Réalisation des travaux de rétablissement de l'hydrologie de la forêt marécageuse du Galion (OUI/NON)
- Validation d'un programme de travaux de restauration de la mangrove de l'Anse Bélune (OUI/NON)
- Mise en place d'un traitement des eaux pluviales de la zone du BAC (OUI/NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 240 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat (BOP 113)	Investissement	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	240 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-1-3

Plans nationaux d'Action (PNA) tortues marines et iguanes des Petites Antilles

Résumé du projet :

Cette opération accompagnera la mise en œuvre des PNA tortues marines et iguanes des Petites Antilles, suite à leur reconduite en 2017 pour une durée de 10 ans sur les territoires de la Guadeloupe, de Saint-Martin et de la Martinique.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, EPCI, PNRM, ONF, CBMq, CdL, PNMM, associations, gardes du littoral et réserves, guides de randonnées, comité des pêches, pépiniéristes professionnels...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Un Plan National d'Actions (PNA) participe à l'objectif national de stopper la perte de la biodiversité en définissant les actions nécessaires pour la conservation des espèces protégées et menacées.

Initiés et pilotés par les Directions de l'Environnement, de l'aménagement et du Logement (DEAL), les PNA sont construits et mis en œuvre dans la concertation avec l'ensemble des partenaires qui agissent sur le terrain : Etat, collectivités, acteurs socioprofessionnels, ...

Les PNA relatifs aux tortues marines des petites Antilles et à l'iguane des petites Antilles sont arrivés à échéance en 2016.

Face aux menaces encore nombreuses sur ces espèces et au constat de leur statut de conservation défavorable, le Conseil national de la protection de la Nature et le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ont validé leur reconduite pour une durée de 10 ans sur les territoires de la Guadeloupe, de Saint-Martin et de la Martinique.

DESCRIPTIF DU PROJET

Cette opération accompagnera la mise en œuvre des PNA tortues marines et iguanes des Petites Antilles.

Les 5 espèces de tortues marines fréquentant les eaux martiniquaises sont concernées par le PNA.

L'iguane endémique des petites Antilles est un des reptiles terrestres les plus menacés au monde. Aux Antilles françaises, cette population s'est fortement réduite au cours des dernières décennies, principalement en raison de la progression exponentielle de l'Iguane commun (espèce exotique) et de la destruction, la fragmentation de ses habitats (forêt sèche et littorale).

La conciliation des exigences économiques avec la préservation de ce patrimoine naturel exceptionnel permettra un développement exemplaire et durable des Antilles Françaises. C'est dans ce sens que des outils stratégiques et opérationnels comme les Plans Nationaux d'Actions sont mis en œuvre.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- Identification des sous-populations de tortues, leur aire de répartition et la détermination de leur statut de conservation : OUI/NON
- Mise en place d'actions de limitation de l'impact des menaces (notamment nouvelles : prédation des pontes et des jeunes émergents par les mangoustes, gestion des dépôts de sargasses sur les plages de ponte, augmentation du niveau des océans - submersion des plages et aggravation du phénomène d'érosion) OUI/NON
- Evolution des effectifs de tortues marines et iguanes des petites Antilles

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 600 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat BOP 113	Investissement	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	400 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022											
Projet															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-1-4

**"Connaissance du patrimoine, préservation des espèces,
gouvernance et stratégie pour la biodiversité"**

Résumé du projet :

Cette opération accompagnera la mise en place de la trame verte et bleue (SRB et SRCE) et la subvention au Conservatoire Botanique de la Martinique

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, EPCI, PNM, ONF, CBMq, CdL, PNMM, associations, gardes du littoral et réserves, guides de randonnées, comité des pêches, pépiniéristes professionnels...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La préservation de la biodiversité répond à des engagements internationaux (CDB de Rio 1992, Convention de Carthagène, Ramsar, CITES ...), nationaux (Stratégie Nationale pour la Biodiversité 2011-2020, plan

Biodiversité) et locaux (Stratégie locale et régionale pour la biodiversité), dont cette opération devra tenir compte pour répondre à un triple enjeu : patrimonial, politique et économique.

Cette opération s'attachera ainsi à améliorer les connaissances et la préservation de la biodiversité terrestre augmenter les données disponibles, protéger les espèces floristiques en danger d'extinction ainsi que leurs écosystèmes, mettre en œuvre des mesures de protection ou de gestion comme les plans nationaux d'actions pour ces espèces ainsi que des plans de lutte contre les espèces invasives.

DESCRIPTIF DU PROJET

Cette opération accompagnera :

- ⑩ La mise en place de la trame verte et bleue (SRB et SRCE)
- ⑩ la subvention au CBMq (Conservatoire botanique de la Martinique)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Cette opération répond à 5 objectifs pour la préservation de la biodiversité :

- ⑩ l'**amélioration de la connaissance** ;
- ⑩ la mise en place d'**actions de protection des espèces et des espaces** dont la lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;
- ⑩ la mise en œuvre de la **trame verte et bleue** (TVB), notamment la restauration des fonctionnalités écologiques des milieux ;
- ⑩ la **valorisation durable de la biodiversité** ;
- ⑩ la **gouvernance** et la mise en place d'une stratégie de préservation.

Indicateurs d'évaluation :

- Mise en œuvre de la trame verte et bleue : OUI/NON,
- Nombre d'études de connaissance des espèces endémiques et autochtones réalisées par le CMBq
- Espèces exotiques envahissantes

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 225 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat BOP 113	Investissement					
	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
Coût Partenaires (CTM)	Investissement					
	Fonctionnement	25 000 €				25 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	75 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	225 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-1-5

"Soutien à l'ingénierie et appui au Parc Naturel de Martinique"

Résumé du projet :

Ce projet consiste en un soutien d'ingénierie au Parc naturel de Martinique, en vue de définir des plans d'action concertés, d'améliorer l'accueil sur les sites, de les protéger et de les valoriser.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

PARC NATUREL DE MARTINIQUE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, EPCI, PNRM, ONF, CBMq, CdL, PNMM, associations, gardes du littoral et réserves, guides de randonnées, comité des pêches, pépiniéristes professionnels...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La Martinique possède des paysages exceptionnels reconnus au niveau national : sites classés ou inscrits ou reconnus localement comme espaces naturels sensibles. Ce projet a vocation à aider au fonctionnement du parc naturel de Martinique, à la mise en œuvre de la charte du parc.

Il s'agit donc de construire un projet de territoire autour d'un patrimoine exceptionnel (enjeux économiques), de mettre en place des démarches concertées (optimiser les moyens), de soutenir la préservation contre l'artificialisation du territoire et la lutte contre les constructions illicites.

L'objectif de cette opération est donc de définir des plans d'action concertés, d'améliorer l'accueil sur les sites, de les protéger et de les valoriser.

DESCRIPTIF DU PROJET

Ce projet comprend un soutien d'ingénierie au Parc naturel de Martinique.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Cette opération répond à des objectifs pour la préservation de la biodiversité :

- ⑩ la **valorisation durable de la biodiversité** ;
- ⑩ la **gouvernance** et la mise en place d'une stratégie de préservation.

Indicateurs d'évaluation :

- Taux de boisement,
- Ecosystèmes peu anthropisés,
- Etat de conservation des habitats naturels

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 960 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût Etat BOP 113	Investissement					
	Fonctionnement	120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	480 000 €
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement	120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	480 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	960 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de 500 000 € ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet	0,24 M€	0,24 M€	0,24 M€	0,24 M€												

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-1-6

"Lutte contre les EEE (Espèces Exotiques envahissantes)"

Résumé du projet :

Le projet consiste à mettre en place un plan de gestion et de lutte contre la prolifération des espèces invasives et de valorisation des espèces autochtones.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.23

Thème

- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, EPCI, PNRM, ONF, CBMq, CdL, PNMM, associations, gardes du littoral et réserves, guides de randonnées, comité des pêches, pépiniéristes professionnels...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le développement des espèces exotiques envahissantes est une des causes principales de l'érosion de la biodiversité, en particulier dans les contextes insulaires tels que la Martinique.

Il convient de mettre en œuvre tous les volets (prévention, information, lutte) pour enrayer ce fléau.

Un plan de lutte contre l'iguane commun est déjà en cours de rédaction (ONCFS). Le poisson-lion fait également l'objet de mesures de gestion (OMMM). Le PNRM coordonne des actions de lutte contre les rats sur la Réserve Naturelle Nationale des Ilets de Sainte-Anne et de la Caravelle.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à mettre en place un plan de gestion et de lutte contre la prolifération des espèces invasives et valorisation des espèces autochtones.

Le plan d'actions consiste à

- ⑩ Élaborer des listes d'espèces envahissantes préoccupantes dans le cadre de la mise en œuvre du règlement européen sur les EEE (n°1143/2014 du 22 octobre 2014),
- ⑩ Interdire certains usages (introduction sur le territoire, commerce, détention...) par la mise en place prochainement d'une nouvelle réglementation locale,
- ⑩ Envisager des actions de lutte (stratégie, mise en œuvre, évaluation de l'efficacité) pour les espèces déjà présentes dans le milieu naturel,
- ⑩ Prioriser les espèces exotiques en fonction de leur impact potentiel, définir une stratégie de lutte pour chaque espèce et trouver le/les opérateur(s) capables de la mettre en œuvre.
- ⑩ Mettre en place un groupe de travail permanent sur les EEE, développer la détection précoce et la lutte précoce

Un volet complémentaire consiste à :

- ⑩ communiquer auprès des collectivités pour les sensibiliser aux espèces adaptées à chaque type d'aménagement. Les informer sur les conséquences liées à l'utilisation de plantes allochtones (EEE, uniformisation des paysages tropicaux...)
- ⑩ obtenir l'engagement des collectivités à adapter les cahiers des charges liés aux aménagements urbains et périurbains de façon à interdire l'usage d'espèces allochtones,
- ⑩ prendre en compte l'utilisation préférentielle des espèces indigènes dans les chartes paysagères
- ⑩ favoriser la production locale d'espèces autochtones pour satisfaire la demande

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- ⑩ Gérer les espèces exotiques envahissantes (EEE) qui ont, ou qui sont susceptibles d'avoir, un impact sur l'environnement de la Martinique.
- ⑩ Mettre en place des plans d'actions sur les espèces invasives qui posent les problèmes majeurs en distinguant les actions à mettre en place d'urgence et la mise en œuvre d'une stratégie globale sur les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE)

Indicateurs d'évaluation :

- Listes des espèces envahissantes préoccupantes (OUI/NON)
- Mise en œuvre des plans d'actions sur les espèces invasives (OUI/NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 566 200 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat BOP 113	Investissement	41 550 €	41 550 €	41 550 €	41 550 €	166 200 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
	Fonctionnement					
Coût (CAP NORD / CAESM)	Investissement	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	80 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	120 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	141 550 €	141 550 €	141 550 €	141 550 €	566 200 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022											
Projet															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-2-1

"Opération Grand Site de Sainte-Anne – Phase Etude"

Résumé du projet :

Le territoire qui s'étend des Salines à la Baie des Anglais (2 273 ha) a été classé en 2013 au titre de la loi sur les paysages. La plage des Salines, plage emblématique de l'île, reçoit plus d'1 million de visiteurs par an, ce qui dégrade irrémédiablement le site. Le projet consiste à mettre en place l'Opération Grand Site, qui est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété et soumis à une forte fréquentation.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.24

Thème

- Tourisme
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Commune de Sainte-Anne

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

- DEAL
- CAESM
- PNRM
- ONF
- Conservatoire du Littoral
- Ensemble des acteurs du territoire(Commerçants, agriculteurs, pêcheurs, riverains, offices de tourisme...)
- *le futur gestionnaire, à identifier,*

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Contexte

Le territoire qui s'étend des Salines à la Baie des Anglais (2 273 ha) a été classé en 2013 au titre de la loi sur les paysages.

La plage des salines, plage emblématique de l'île, reçoit plus d'1 million de visiteurs par an, ce qui dégrade irrémédiablement le site.

L'OGS est la démarche que propose l'État aux collectivités territoriales pour **répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété et soumis à une forte fréquentation.**

Enjeux

- maintenir une dynamique en assurant l'animation du projet
- mettre en place la structure gestionnaire (au choix : collectivité, regroupement de collectivités, syndicat mixte, ...) pour porter le projet
- contractualiser l'engagement des différents partenaires (convention, convention/cadre,...)
- mettre en place un comité de suivi
- mettre en œuvre des actions validées par le comité de pilotage
- assurer l'évaluation continue

DESCRIPTIF DU PROJET

La démarche OGS concertée se déroule en 2 phases :

Phase 1 d'étude comprenant :

- un diagnostic du territoire,
- l'élaboration d'une stratégie en fonction des enjeux identifiés,
- la définition d'actions concrètes à mettre en œuvre qui devront **entre autres** permettre de traiter les enjeux paysagers et d'accueil du public (stationnements, circulations douces,...) mais aussi de favoriser la restauration paysagère et écologique du site, de mener des actions d'informations, de communication, d'animation, mais aussi d'appuis aux filières économiques contribuant à la préservation du site,...

Phase 2 de mise en œuvre

Actuellement, la stratégie est validée par le Comité de pilotage de l'OGS et la définition de fiches actions est en cours.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs

- Restaurer la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site ;
- Améliorer la qualité de la visite grâce notamment des aménagements adaptés ;
- Favoriser le développement socio-économique local dans le respect des habitants.

Indicateurs d'évaluation :

- Mise en œuvre du programme d'actions validé : OUI/NON

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 60 000 €

- Pour la phase d'étude, qui est en cours de finalisation : 60 000 €

- Pour la Phase de mise en œuvre, les financements sont encore à définir (FEDER, Collectivités, État).

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- Phase 1 : assurer l'animation du l'OGS 25 000 € / an (recrutement d'un chargé de mission par le parc naturel de Martinique)
- Phase 2 : mettre en œuvre du programme d'actions validé

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat	Investissement					
	Fonctionnement					
Coût Partenaires (CTM)	Investissement					60 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					60 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :
4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-8-2-2

Inscription sur la liste du Patrimoine mondial UNESCO des Aires volcaniques et forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique - Mise en oeuvre du plan d'actions

Résumé du projet :

Le projet vise à la reconnaissance de la Valeur Universelle Exceptionnelle (VUE) du bien naturel constitué par les aires volcaniques et forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique, puis à la mise en oeuvre un plan de gestion.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.27

Thème

- Tourisme
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Parc Naturel de Martinique

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CTM, DEAL, Cap Nord, CACEM, Communes (18)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Patrimoine Mondial, ou Patrimoine de l'Humanité, désigne un ensemble de biens qui présentent une valeur universelle exceptionnelle justifiant leur inscription sur une liste établie par le Comité du Patrimoine Mondial de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

L'UNESCO encourage l'identification, la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel à travers le monde, considéré comme ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité. Cela fait l'objet d'un traité international intitulé « Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel », adopté par l'UNESCO en 1972.

L'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial confère :

- ⑩ L'appartenance à une communauté internationale qui sauvegarde et valorise les Biens d'importance universelle,
- ⑩ Un prestige qui joue un rôle de catalyseur dans la sensibilisation à la préservation du patrimoine,
- ⑩ Une augmentation de l'attractivité touristique et donc des retombées économiques,
- ⑩ Une assistance pour réparer les dommages causés au Bien.

Le projet vise donc la reconnaissance de la Valeur Universelle Exceptionnelle (VUE) du bien naturel constitué par les aires volcaniques et forestières de la Martinique puis à mettre en œuvre un plan de gestion.

Le bien présente donc des **atouts majeurs** pour l'inscription :

- Bien naturel (peu au patrimoine mondial qui compte 1007 biens inscrits dont seulement 197 naturels et 31 mixtes)
- Situé dans une des zones prioritaires pour le classement du Patrimoine mondial
- la Martinique figure dans les carences du patrimoine mondial (hot spot de biodiversité) et parmi les 100 aires les plus irremplaçables au monde

DESCRIPTIF DU PROJET

Le périmètre pressenti comprend :

- le cœur de bien qui contient les caractères de la VUE, et doit répondre aux exigences de la politique du patrimoine mondial à savoir l'intégrité, la protection et une bonne gestion
- la zone tampon qui doit permettre entre autres d'assurer l'intégrité du bien,
- le cadre distant qui s'étend au-delà de la zone tampon et comprend les points de vue, les pôles d'accueil stratégiques,...

Ce périmètre s'étend autour de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord qui disposent de protections locales fortes (site classé, réserve biologique intégrale) et concentrent les 2 critères naturels choisis :

- ⑩ le critère VIII « Géologie » : La montagne Pelée, Volcan iconique ayant servi la science, le Mont Conil, les Pitons du Nord uniques au monde avec les Pitons de Sainte Lucie
- ⑩ le critère X « biodiversité » : le bien se situe dans les grandes écorégions prioritaires pour la conservation de la biodiversité et dispose :
 - X des continuités de végétation et diversité d'habitats forestiers dans un état de conservation exceptionnel de la mer jusqu'au sommet
 - d'une importante palette de types forestiers des Petites Antilles
 - d'une diversité botanique et un taux d'endémisme remarquables
 - des espèces endémiques et emblématiques au niveau de la faune (matoutou falaise, colibri à tête bleue, oriole,...)

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Le bien est déjà inscrit sur la liste indicative de la France (avril 2014). Les critères de volcanologie (VIII) et de biodiversité (X) ont été validés par le CNBFPM (Comité National des Biens Français du Patrimoine

Mondial) en octobre 2016. Le PNM présente son dossier au CNBFPM le 23 octobre 2018 en vue du dépôt de dossier en janvier 2019 ou janvier 2020.

Les objectifs du projet sont de pouvoir contribuer à la mise en œuvre du plan de gestion prévu au dossier.

Indicateurs d'évaluation :

- Validation d'un plan de gestion (OUI/NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 380 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat (BOP 113)	Investissement	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	60 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement	95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €	380 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 2-9

"Économie circulaire en Martinique"

Résumé du projet :

Fiche-cadre relative aux mesures d'accompagnement et de soutien permettant aux projets décrits dans le plan déchets d'être déployés sur le territoire, et aux projets émergents d'être accompagnés jusqu'à leur réalisation, selon deux volets :

A - RATTRAPAGE STRUCTUREL EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

B - TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE MARTINICAISE

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 2.1.17 / 2.1.19 / 2.1.20 / 3.2.10 / 3.2.11 / 3.2.12 / 3.2.19 / 2;1.10 / 2.5.5 / 3.1.6 / 3.2.14 / 3.2.8

Thème

- Eau/assainissement/déchets
- Environnement/biodiversité

Priorité pour le territoire : Le développement de l'économie circulaire et la réduction de mise en décharge est une priorité importante pour le territoire, non continental.

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ADEME, CTM, SMTVD, Autres

Lors des assises des outre-mer, 13 projets relatifs à la gestion des déchets ont été formalisés. Des fiches descriptives sont disponibles pour chacun d'eux, et ont été remontées. Les responsables sont divers, mais la

ADEME a été désignée pour assurer un suivi global de ces opérations, sachant que la CTM dispose de l'habilitation en matière de planification déchets.

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Acteurs de la gestion des déchets (CTM, EPCI, SMTVD, ADEME, filières REP, acteurs privés du traitement de déchets)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

En 2016, ce sont **201 832 tonnes de déchets ménagers et assimilés** non dangereux et non inertes qui ont été collectés en Martinique, ce qui représente une production moyenne de **523 Kg/an/hab.**

Le gisement de déchets d'activités économiques est estimé à **environ 169 300 tonnes**, et le gisement global BTP de 270 000 tonnes par an, dont **228 000 tonnes de déchets inertes** (84 % du gisement).

Des politiques de prévention de la production de déchets sont en place depuis 2009, essentiellement mise en œuvre par les collectivités.

Concernant les filières de responsabilité élargie du producteur, les différents éco-organismes se sont regroupés pour mettre en place une plateforme d'échange au niveau des Antilles et de la Guyane.

La Martinique doit réduire fortement sa mise en décharge et améliorer l'efficacité du tri et traitement, selon les objectifs et échéances de la LTECV.

DESCRIPTIF DU PROJET

Fédérer les énergies et simplifier les procédures pour que les projets décrits dans le plan déchets soient déployés sur le territoire, et que les projets émergents soient accompagnés jusqu'à leur réalisation. Nécessité de coupler la problématique déchets et énergie pour valoriser des déchets tout en produisant de l'électricité.

A - RATTRAPAGE STRUCTUREL EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

Même si la Martinique, comparativement à d'autres départements ou territoires d'outre-mer est plutôt bien dotée en termes d'équipements structurants : 11 déchèteries, l'ISDND, l'incinérateur de Fort de France, l'unité de méthanisation du Robert, un centre de tri d'emballages, plusieurs plateformes de compostage ou co-compostage de déchets verts et de boues de stations d'épuration, un centre de traitement et de stockage des déchets du BTP au Lamentin, un centre de regroupement des déchets dangereux, des filières de prétraitement pour certaines filières à Responsabilité Élargie au Producteur (VHU, pneus, DEEE...) et pour certaines catégories de déchets des entreprises..., il n'en résulte pas moins que le territoire est régulièrement en pénurie d'exutoire, que le niveau d'équipement en déchèterie n'est que de 50% et que de nombreuses filières ne sont pas encore opérationnelles sur le territoire ne permettant pas aux entreprises, voire aux collectivités de gérer certains déchets dans des conditions acceptables (sous-produits animaux, certains déchets d'entreprises...).

Le tri des déchets est également en retard, certes en matière d'équipements, mais plus en matière de geste de tri, nécessitant de toujours mobiliser la population pour augmenter les taux de recyclage. La prévention reste nécessaire pour réduire les tonnages à gérer.

B - TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE MARTINICAISE

La production de déchets, si elle ne peut être évitée, doit permettre autant que faire se peut, la création de richesse sur le territoire. Le réemploi, la réutilisation doivent être développés afin de retarder la création du déchet.

Concernant le recyclage, la Martinique exporte l'essentiel des déchets triés. Pour autant, les déchets des uns peuvent être les matières premières des autres et certaines filières pourraient être créées pour façonner des produits à partir de matières premières issues des déchets, en substitution à des produits d'importation. Il convient d'optimiser les filières de traitement et/ou de valorisation des déchets et de créer celles qui n'existent pas afin de pouvoir répondre aux besoins du territoire. Dans ce cadre, un soutien ponctuel aux opérations de résorption des stocks dans le cadre du montage des filières peut être envisagé.

Au-delà du volet « déchets : recyclage, réemploi, réparation, réutilisation » de l'économie circulaire, les objectifs sont de développer les autres volets de l'économie circulaire tels que l'approvisionnement durable, l'écoconception, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable tant au niveau des achats que de l'usage.

La Collectivité Territoriale de Martinique, l'Etat et l'ADEME ont élaboré une stratégie régionale d'économie circulaire. Des appels à projets périodiques sont lancés afin de stimuler les acteurs du territoire. La mobilisation et la coordination des acteurs du territoire représentent la « clé de voute » pour la réussite de la transition énergétique et écologique et la définition d'objectifs communs.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Taux de recyclage ou valorisation avec les seuils définis dans le plan unique déchets aux différentes échéances.

A - RATTRAPAGE STRUCTUREL EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

Objectif : Assurer la conformité de territoire vis-à-vis de la réglementation, notamment européenne

Il s'agira principalement de :

- Finaliser la révision des plans de gestion des déchets (déchets dangereux, déchets du BTP) et de les fusionner,
- Accompagner les équipements prévus dans ce(s) plan(s),
- Développer et de moderniser les unités de traitement des déchets déjà existantes dans un objectif de mise à niveau technique par rapport aux nouveaux enjeux industriels et économiques nationaux,
- Promouvoir et accompagner de nouvelles filières de prétraitement et/ou de valorisation des déchets dont le territoire n'est pas encore pourvu ...

B - TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE MARTINICAISE

Objectif : Contribuer au développement de l'économie circulaire et optimiser la consommation et la gestion des ressources

Les actions envisagées sont donc multiples et complémentaires :

- Poursuivre le soutien à la prévention des déchets et à l'écoconception,
- Soutien aux initiatives de réemploi et de réutilisation,
- Soutien aux opérations de transformation des déchets en matières premières secondaires et/ou en nouveau produit,
- Résorption des dépôts sauvages ou des stocks, dans le cadre de la mise en place de filières,
- Accompagner le changement de comportement (communication, sensibilisation, études...)
- Soutien aux projets territoriaux exemplaires.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre de déchetteries créées
- Nouvelles installations de tri créées dans l'année
- Nouvelles capacités de valorisation matière et énergie créées dans l'année en t/an

Indicateurs d'impact :

- Production annuelle de déchets ménagers et assimilés (kg / hab / an)
- Taux de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière (recyclage et organique) (%)
- Taux de valorisation matière des déchets du BTP (recyclage et remblaiement de carrière)
- Quantités de Déchets Dangereux collectés
- Quantités annuelles et taux de collecte en déchetteries de déchets ménagers et assimilés.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 13 M€ estimés

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (ADEME)	Investissement					6,5 M€
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					6,5 M€
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					13 M€
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-1-1-1

"Conception et construction de quartiers adaptés aux risques naturels, dont les risques littoraux et pouvant accueillir des sinistrés climatiques"

Résumé du projet :

Sur la commune du Prêcheur, le projet consiste à préparer les conditions pour développer un nouveau quartier résilient aux risques. Il s'agit de préparer et d'accompagner la construction d'une école-refuge, de proposer des solutions d'habitat attractives pour les populations exposées, de commencer l'aménagement et la viabilisation des sites d'habitat futurs, de proposer des aménagements pour éviter l'installation de nouvelles populations dans les quartiers menacés tout en réalisant un travail de mémoire sur cet espace, et de capitaliser sur cette expérimentation pour en reproduire la démarche.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.3.2

Thème

- Collectivités (financement, appui à l'ingénierie, questions institutionnelles)
- Logement/foncier

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Commune du Prêcheur

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

PUCA (DGALN)
DEAL (SLVD, SREC, SPEB)
CTM (FRAFU)

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

À l'échelle mondiale, certaines populations sont fortement menacées ou d'ores et déjà touchées de manière massive et dramatique par le changement climatique. L'ensemble des occupants des franges littorales peuvent être concernés par les effets du recul du trait de côte et les risques de submersion. Face à cette problématique, un appel à idées « Imaginer le littoral de demain » a été lancé par le Ministère en charge du développement durable en 2015, visant à faire émerger des stratégies innovantes et des nouvelles modalités d'intervention pour le réaménagement des zones côtières dans une logique d'expérimentation.

La commune littorale du Prêcheur, dont plusieurs quartiers sont très proches du trait de côte, a accueilli cette mission en 2015-2016. La mission a proposé l'édification de petites unités urbaines en haut de chaque morne dominant composé de trois entités : un équipement public-refuge, des groupes d'habitat pouvant inclure plusieurs typologies en privilégiant l'individuel ou l'individuel groupés, et pouvant intégrer des activités, de l'artisanat, des jardins partagés...

Par ailleurs, le lahar subi en janvier 2018, a confirmé le nécessaire déplacement, à terme, de plusieurs centaines d'habitants, notamment dans le quartier des Abymes.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à entamer cette relocalisation, en commençant par dédoubler le tissu urbain sur un quartier bien défini (cf. illustration), dans une démarche de coproduction avec les habitants et les acteurs locaux.

Il est proposé d'entamer la conception et la construction de l'école-refuge, tout en travaillant sur le déplacement de l'habitat avec les habitants.

L'idée est de rendre attractive la solution de déplacement des populations concernées : les besoins des populations concernées seront prises en compte pour proposer des solutions de relogement adaptées. En particulier, au-delà de la simple relocalisation des constructions, le projet comportera une part d'innovation dans la construction, basée sur les fondements de la culture architecturale antillaise et la diversification des techniques constructives (notamment pour valoriser les ressources locales).



OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Préparer les conditions pour développer d'un nouveau quartier résilient aux risques :

- ⑩ préparer et accompagner la construction d'une école-refuge,
- ⑩ proposer des solutions d'habitat attractives pour les populations exposées,
- ⑩ commencer l'aménagement et la viabilisation des sites d'habitat futurs,
- ⑩ proposer des aménagements pour éviter l'installation de nouvelles populations dans les quartiers menacés tout en réalisant un travail de mémoire sur cet espace,
- ⑩ capitaliser sur cette expérimentation pour en reproduire la démarche.

Indicateurs d'évaluation :

- Capacité d'accueil de la nouvelle école (nombre d'élèves)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 725 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

- La phase 1(étude et AMO école-refuge, étude habitat) est déjà réalisée. Le projet consiste à réaliser la phase 2 : **aménagement foncier, viabilisation, études opérationnelles : 725 000 €**

		Année 1(2018)	Année 2 (2019)	Année 3 (2020)	Année 4 (2021)	Coût total 2019-2021
Coût État (P 123)	Investissement					120 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires (CTM)	Investissement					180 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					375 000 €
	Fonctionnement					
Coût Ville	Investissement					50 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					725 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-1-1-2

"Amélioration de la résilience des bâtiments publics face aux risque sismique"

Résumé du projet :

Les établissements d'enseignement actuellement ciblés par le plan séisme Antilles ne pouvant convenir pour de longues durées d'hébergement, il conviendrait de renforcer également d'autres bâtiments municipaux en capacités d'accueillir une population relativement nombreuse, gymnases par exemple, ou un PC de crise, bâtiment municipal par exemple. Seront également ciblés les bâtiments appartenant à la CTM et pouvant constituer, en cas de risques, d'abris d'urgence pour la population.

Le projet vise à établir un inventaire de l'existant (locaux à vocation d'abris d'urgence, PC, ...), et mettre en place un plan de confortements parasismiques et paracycloniques afin de disposer à terme, dans chaque commune de bâtiments résistants en mesure d'accueillir des populations en situation de crise.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 5.1.13

Thème

- **Sécurité**
- Autre (à préciser) : **BTP, Construction**

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL Martinique – Service Risques, Energie, Climat
CTM, collectivités, divers porteurs

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités, Préfecture, CTM, ...

Service instructeur : DEAL / SREC + CTM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La qualité de la construction porte des enjeux multiples, tels que garantir une sécurité, un confort, une accessibilité des bâtiments aux usagers et d'organiser la filière du BTP pour maintenir son marché.

Par ailleurs, la réglementation actuelle ne permet pas forcément de garantir un niveau de sécurité minimal lors d'un cyclone notamment. Sur ce dernier sujet, il convient de développer une réflexion sur les façons de concevoir pour se prémunir du risque cyclonique.

Dans ce cadre, parler de qualité construction c'est évidemment parler du respect des normes et des pratiques de mise en œuvre mais aussi résilience du bâti face à des événements exceptionnels sur un territoire particulièrement contraint. L'exemple de la reconstruction de Saint-Martin doit interpeller et il devient urgent de mettre la construction au centre des stratégies d'aménagement. Cela doit s'accompagner par une nouvelle posture, sur les normes, leur mise en œuvre sur un territoire comme la Martinique, afin de protéger la population et de faire de la Martinique un territoire d'excellence en la matière.

DESCRIPTIF DU PROJET

Pour la Martinique, la protection de la population vis-à-vis des risques naturels tels que les séismes et les cyclones est au cœur de notre priorité. Il faut s'assurer de l'existence de locaux à vocation d'abris d'urgence qui soient pérennes. Un appui technique et opérationnel sera apporté aux communes pour s'assurer du bon état de ces abris.

Compte-tenu de la faible résilience actuelle des communes (manque d'hébergements d'urgence et de PC de crise parasismiques et paracyclonique), lancer un inventaire de l'existant et mettre en place un plan de confortements parasismiques et paracycloniques visant à disposer, à terme, dans chaque commune de bâtiments résistants en mesure d'accueillir des populations en situation de crise.

Les établissements d'enseignement actuellement ciblés par le plan séisme Antilles ne pouvant convenir pour de longues durées d'hébergement, il conviendrait de renforcer également d'autres bâtiments municipaux en capacités d'accueillir une population relativement nombreuse, gymnases par exemple, ou un PC de crise, bâtiment municipal par exemple.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

- Etablir un inventaire de l'existant (locaux à vocation d'abris d'urgence, PC, ...)
- Mettre en place un plan de confortements parasismiques et paracycloniques visant à disposer, à terme, dans chaque commune de bâtiments résistants en mesure d'accueillir des populations en situation de crise

Indicateurs d'évaluation :

- Inventaire des bâtiments de l'État réalisé (OUI/NON)
- Plan de confortement parasismique et paracyclonique réalisé (OUI/NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 12 100 000 €

Coût études préalables sur les bâtiments de l'Etat : 50 000 €

Coût études préalables sur les bâtiments communaux : 50 000 €

Coût des travaux de confortement parasismiques : 12 000 000 € (dont 5 M€ financés par FPRNM sur 3 ans)

Les coûts estimatifs des projets listés ci-avant sont repris dans le tableau synthétique joint en annexe.

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 723 et FPRNM (valorisés)	Investissement					12 050 000 € (valorisés)
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					50 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					12 100 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-1-1-3

"Amélioration de la résilience du territoire grâce au plan séisme Antilles"

Résumé du projet :

Le projet consiste à mettre en œuvre la phase 2 du plan Séisme Antilles afin de :

- Protéger les bâtiments contre les effets d'un séisme majeur,
- Protéger les élèves pendant leur scolarité,
- Améliorer la résilience du bâti en Martinique,
- Créer des lieux pouvant servir de refuge au plus près des populations,
- Soutenir l'activité du secteur du BTP.

Il s'agit d'appuyer les communes (écoles), le SDIS, les bailleurs sociaux (logements sociaux) et la CTM (collèges et lycées) pour la réalisation d'opérations de confortement ou de construction parasismique.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

- Sécurité
- Autre (à préciser) : **BTP, Construction**

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL – SREC et CTM

Collectivités locales, bailleurs sociaux, SDIS,...

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Communes (écoles primaires et maternelles), CTM (collèges et lycées), Collectivités, Préfecture, bailleurs sociaux, SDIS,...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La phase 2 du PSA a été lancée en conseil des ministres du 27 juillet 2016 avec l'ambition d'amplifier le rythme d'avancement des opérations de confortement parasismique.

Le Gouvernement a souhaité donner une nouvelle impulsion au plan Séismes Antilles, en étroite concertation avec les collectivités territoriales des Antilles et les acteurs de la prévention du risque sismique.

Pour la période 2016-2020, l'État prévoit de mobiliser 450 millions d'euros, soit une augmentation de 30 % par rapport à la première phase du plan. Ces crédits seront mobilisés prioritairement pour les travaux de confortement ou de reconstruction des bâtiments les plus exposés au risque.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à mettre en œuvre la phase 2 du plan Séisme Antilles afin de

- Protéger les bâtiments contre les effets d'un séisme majeur,
- Protéger les élèves pendant leur scolarité,
- Améliorer la résilience du bâti en Martinique,
- Créer des lieux pouvant servir de refuge au plus près des populations,
- Soutenir l'activité du secteur du BTP.

Il s'agit d'appuyer les communes, le SDIS, les bailleurs sociaux et la CTM pour la réalisation d'opérations de confortement ou de construction parasismique.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

- Nombre de bâtiments confortés (établissements scolaires, logements, bâtiments stratégiques)

Plan de financement :

- ⑩ 62 M€ environ dont CTM 14 M€ et Etat : 28,8 M€
- ⑩ 60 % du FPRNM et de l'État pour les écoles, collèges et lycées
- ⑩ 6,5 million d'euros par an du FPRNM pour les SDIS et logements sociaux
- ⑩ 40 % du FEDER et CTM sans plafond pour les écoles, collèges et lycées

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 60 473 332 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (FPRNM)	Investissement					28 873 332 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					14 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					17 600 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					60 473 332 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité

☒ oui

☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-1-1-4

**"Etude de marché pour un ensemble architectural
de type salle de confinement dans des édifices publics et privés"**

Résumé du projet :

Le projet consiste en la réalisation d'une étude de faisabilité préalable et d'opportunité pour la conception et la fabrication de salles de confinement en cas de risque majeur de type séisme et ce notamment dans les bâtiments publics.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : 5.1.19**

Thème

- **Sécurité**
- Autre (à préciser) : **BTP, Construction**

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

SEKIRIT'LI

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités, Préfecture, CTM, ...

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La qualité de la construction porte des enjeux multiples, tels que garantir une sécurité, un confort, une accessibilité des bâtiments aux usagers et d'organiser la filière du BTP pour maintenir son marché.

Par ailleurs, la réglementation actuelle ne permet pas forcément de garantir un niveau de sécurité minimal lors d'un cyclone notamment. Sur ce dernier sujet, il convient de développer une réflexion sur les façons de concevoir pour se prémunir du risque cyclonique.

Dans ce cadre, parler de qualité construction c'est évidemment parler du respect des normes et des pratiques de mise en œuvre mais aussi résilience du bâti face à des événements exceptionnels sur un territoire particulièrement contraint. L'exemple de la reconstruction de Saint-Martin doit interpeller et il devient urgent de mettre la construction au centre des stratégies d'aménagement. Cela doit s'accompagner par une nouvelle posture, sur les normes, leur mise en œuvre sur un territoire comme la Martinique, afin de protéger la population et de faire de la Martinique un territoire d'excellence en la matière.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à développer, concevoir et fabriquer des salles de confinement en cas de risque majeur de type séisme et ce notamment dans les bâtiments publics.

Ces salles se comporteraient comme des îlots de survie au sein desquels les individus pourraient se réfugier en cas de survenue de risque majeur.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

- ⑩ Etude de faisabilité préalable et d'opportunité nécessaire avant toute décision de mise en œuvre

Indicateurs d'évaluation :

- Etude de faisabilité réalisée (OUI/NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 40 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (BOP 123)	Investissement					20 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					20 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					40 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

- ☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°3-2-1-1

TITRE
"IGUANA"

Résumé du Projet :

Le projet Iguana est un projet de coopération technique opérationnelle régionale. Il s'agit d'utiliser le caractère interministériel de l'antenne OCRTIS Caraïbe afin de consolider un réseau de professionnels de la répression du trafic de stupéfiants dans la zone.

- A travers ce réseau, animer des réunions sur des cibles d'intérêt régional impactant plusieurs pays par leurs activités criminelles.
- Forger ensemble un diagnostic partagé de l'état de la menace, afin d'y répondre.
- Renforcer le travail commun à travers des exercices ou des échanges de personnels.
- Actions concrètes dans les pays ciblés, séminaires d'échange, production de rapports.

IDENTIFICATION

Type de projet

- ☐ Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation
- ☐ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »
- ☐ Proposition de modification législative ou réglementaire

Projet Assises (O/N) : O

Si oui, n° du Projet Assises : 5.3.3

Thème

- Sécurité

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

A compléter

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

A compléter en précisant si partenariat financier ou autre

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les territoires français en Caraïbe sont au coeur d'une zone de transit de la drogue. Les connexions logistiques et les mouvements de marchandises, de personnes et de capitaux, entre ces territoires et la métropole, sont autant de paramètres déterminants pour les organisateurs de trafic de stupéfiants. Ces îles forment à la fois une plateforme de rebond pour la cocaïne produite en Amérique du sud mais aussi un point d'entrée pour la résine de cannabis en Caraïbe. Ces deux produits sont au centre d'un processus de troc. Enfin la mer délimite les frontières tout en créant un espace de circulation pour les produits de contrebandes. L'économie souterraine des pays de la zone sont intimement connectées.

DESCRIPTIF DU PROJET

Solution: Le projet Iguana est un projet de coopération technique opérationnelle régionale. Il s'agit d'utiliser le caractère interministériel de l'antenne OCRTIS Caraïbe afin de consolider un réseau de professionnels de la répression du trafic de stupéfiants dans la zone.

- A travers ce réseau, animer des réunions sur des cibles d'intérêt régional impactant plusieurs pays par leurs activités criminelles.
- Forger ensemble un diagnostic partagé de l'état de la menace, afin d'y répondre.
- Renforcer le travail commun à travers des exercices ou des échanges de personnels.
- Actions concrètes dans les pays ciblés, séminaires d'échange, production de rapports.

Portée: un plan stratégique et opérationnel, piloté au plus près du terrain pour concrétiser l'échange d'information opérationnelle par des résultats tangibles en matière d'interceptions maritimes, de démantèlement de réseaux à travers nos enquêtes et obtenir une image toujours plus fidèle de l'état du trafic dans la zone. Au bénéfice des populations et d'état en souffrance, comme la Dominique, fortement impactée par le passage des cyclones et dont le territoire pourrait ouvrir des perspectives aux trafiquants. Avec l'implication de tous les acteurs de la zone.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Montage : Sur une durée de trois ans afin d'assurer la continuité dans l'action, pour un montant de 225 000 € sur cette période, avec l'appui logistique du CIFAD sur Fort de France et l'implication des ASI, de nos partenaires étrangers des pays cibles, des services impliqués dans l'AEM.

Indicateurs d'évaluation :

COÛT DU PROJET (HT, en €) 160 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (valorisé)	Investissement					160 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires	Investissement					
	Fonctionnement					
Coût	Investissement					
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					160 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-2-2-1

**"Réaliser une étude psycho-sociologique
afin de bien comprendre les comportements accidentogènes**

Résumé du projet :

Le projet consiste à réaliser une étude permettant de mettre en évidence les causes racines des comportements accidentogènes afin de définir les solutions les plus adaptés.
Les derniers éléments d'étude psycho-sociologiques datent de 2006 et ne sont donc plus d'actualité ne prenant pas en compte les mutations sociétales de la société martiniquaise.
Il s'agit de mieux comprendre les origines afin d'apporter les réponses appropriées notamment en termes de communication autour de la sécurité routière.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : 5.2.1**

Thème

- Sécurité

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ETAT

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités, Préfecture, CTM, ...
Acteurs de la sécurité routière

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La sécurité routière est un enjeu prioritaire de l'État au niveau national, mais aussi en Martinique.

Ces dernières années, l'action collective ainsi que la responsabilisation des usagers ont été bénéfiques. Pour autant, des comportements inappropriés se manifestant par des vitesses excessives, l'alcoolémie ou encore le non port du casque, sont encore à l'origine d'accidents graves et de drames humains.

C'est pourquoi la sensibilisation est au centre de l'action publique afin de lutter efficacement contre les comportements rencontrés.

La Martinique s'est dotée en 2016 d'un document général d'orientation fixant le cadre stratégique de l'action de l'Etat et de ses partenaires.

Pour une mise en œuvre efficace de la politique de sensibilisation, une connaissance approfondie des problématiques comportementales s'impose.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à réaliser une étude permettant de mettre en évidence les causes racines des comportements accidentogènes afin de définir les solutions les plus adaptées.

Les derniers éléments d'étude psycho-sociologiques datent de 2006 et ne sont donc plus d'actualité ne prenant pas en compte les mutations sociétales de la société martiniquaise.

Il s'agit de mieux comprendre les origines afin d'apporter les réponses appropriées notamment en termes de communication autour de la sécurité routière.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

⑩ Etude de faisabilité préalable et d'opportunité nécessaire avant toute décision de mise en œuvre

Indicateurs d'évaluation :

- Etude réalisée : OUI/NON

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 120 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (BOP 207)	Investissement					60 000 € (valorisés)
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					60 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					120 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-2-2-2

**"Lancer des actions innovantes de prévention et de sensibilisation
en matière de sécurité routière"**

Résumé du projet :

Le projet consiste à lancer des actions innovantes de prévention et sensibilisation à la sécurité routière, notamment des actions à destination du jeune public par voie numérique ayant pour objectif de définir un CONCEPT/MESSAGE innovant en matière de sécurité routière.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : **O** **Si oui, n° du Projet Assises : 5.2.4 et 5.2.5**

Thème

■ **Sécurité**

Priorité pour le territoire : 2

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

DEAL

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Collectivités, Préfecture, CTM, ...
Acteurs de la sécurité routière

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

La sécurité routière est un enjeu prioritaire de l'Etat au niveau national, mais aussi en Martinique.

Ces dernières années, l'action collective ainsi que la responsabilisation des usagers ont été bénéfiques. Pour autant, des comportements inappropriés se manifestant par des vitesses excessives, l'alcoolémie ou encore le non port du casque, sont encore à l'origine d'accidents graves et de drames humains.

C'est pourquoi la sensibilisation est au centre de l'action publique afin de lutter efficacement contre les comportements rencontrés.

La Martinique s'est dotée en 2016 d'un document général d'orientation fixant le cadre stratégique de l'action de l'Etat et de ses partenaires. La mise en oeuvre efficace de la politique de sensibilisation s'appuie notamment sur des démarches innovantes au plan de la communication.

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet consiste à lancer des actions innovantes de prévention et sensibilisation à la sécurité routière, notamment des actions à destination du jeune public par voie numérique ayant pour objectif de définir un CONCEPT/MESSAGE innovant en matière de sécurité routière.

Le concept serait de « donner la main » à la population Martiniquaise comme étant le propre acteur de sa sécurité routière. Les jeunes sont la cible principale en matière de communication.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Il s'agira de réaliser sur une période courte de 12 mois un ensemble d'actions :

- ⑩ Salon de la sécurité routière,
- ⑩ Identifier des ambassadeurs locaux de la sécurité routière,
- ⑩ Election du « roi/reine » de la sécurité routière,
- ⑩ Campagne de communication coordonnée sur les réseaux sociaux par une agence spécialisée,
- ⑩ Organisation d'un jeu-concours autour de la sécurité routière à destination du grand public.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- nombre d'actions soutenues
- nombre d'ambassadeurs locaux de la sécurité routière mis en place

Indicateurs d'impact :

- évolution du nombre de décès sur la période du CCT 2019-2022 (%)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 207 (valorisés)	Investissement					350 000 € (valorisés)
	Fonctionnement					
Coût Partenaires (CTM)	Investissement					50 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-2-2-3

"Réalisation d'une piste de sport mécanique à Carrère au Lamentin"

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) :

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Jeunesse/sport/vie associative
- Sécurité

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Collectivité Territoriale de Martinique

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Etat, CACEM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le projet consiste en l'aménagement d'une piste de sports mécaniques permettant d'accueillir des engins motorisés (auto et moto) pour des départs-arrêts.

Dans une optique d'amélioration de la sécurité routière, cet équipement sera à la fois un espace de loisirs, de compétition, de formation et de sensibilisation à la sécurité routière.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'aménagement comprend :

- ⑩ La construction en enrobé d'une piste d'environ 800 m de long et 12m de large en ligne droite, avec raquette de retournement,
- ⑩ La réalisation d'une zone d'accueil des spectateurs de type bute engazonnée et d'une zone de stationnement,
- ⑩ La mise en place d'un grillage entre la zone spectateurs et la piste,
- ⑩ La mise en place d'un dispositif de retenue de type glissière métallique de sécurité de part et d'autre de la piste,
- ⑩ La mise en place d'une protection avec des matériaux absorbant les chocs le long de ces dispositifs de retenue,
- ⑩ La réalisation d'une clôture autour de l'ensemble du site,
- ⑩ La réfection en béton de l'accès existant.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Améliorer la sécurité routière, diminuer le taux d'accident des motos.

Indicateurs d'évaluation :

- Etudes préalables réalisées : OUI/NON

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 400 000 €

Les coûts estimatifs du projet global sont les suivants :

- Phase études : 0,4 M€ HT
- Phase travaux : 5,25 M€ HT (PM), hors CCT

Le CCT accompagnera uniquement la phase « études ».

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État (BOP 123)	Investissement					200 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					200 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					400 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

Etudes : 12 mois

Travaux : 4 mois

Déclinaison du projet	2018	2019	2020	2021	

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	0,02	0,03	5,7													

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-3-1-1

"Construction d'un aérodrome à Basse-Pointe"

Résumé du projet :

Le projet vise à construire un aérodrome sur le territoire de la commune de Basse-Pointe, dans le Nord de la Martinique, dans le triple objectif de :

- proposer une alternative à l'aéroport du Lamentin
- redynamiser le Nord de la Martinique
- repositionner le Nord de la Martinique à l'échelle du territoire.

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises : INVEST 5**

Thème

- Transports/infrastructures

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Le Nord de la MARTINIQUE demeure peu peuplé comparativement aux régions Centre et Sud de l'île, avec de surcroît un recul démographique annuel de l'ordre de -1,1% depuis une dizaine, et dont les prévisions n'annoncent pas une inversion de la tendance pour les prochaines années.

Service instructeur : CTM

Ainsi cette partie de la Martinique Nord doit faire face à des défis humains et économiques : défis humains liés au renforcement de son attractivité ; et défis économiques liés à une inévitable remise en question de la culture de la banane et des métiers de la pêche et une diversification des activités d'affaires.

Une contribution essentielle à l'aéronautique en Martinique

Il est important de signaler que mis à part le site du LAMENTIN (aéroport actuel), sur toute la MARTINIQUE, seule la zone de BASSE-POINTE présente les caractéristiques permettant d'implanter une piste pour l'aviation générale.

La MARTINIQUE dispose ainsi d'un unique aéroport ouvert à la circulation publique : celui de FORT-DE-FRANCE/LE LAMENTIN (aéroport Aime CESAIRE).

Des écoles de pilotage y sont présentes, tandis que les petits, moyens, et gros porteurs commerciaux cohabitent en se partageant les pistes.

Ainsi un aérodrome sur le territoire de BASSE-POINTE proposera des pistes dédiées aux petits et moyens porteurs, mais qui seront également exploitables par les aéroclubs et écoles de pilotage, et par d'autres activités aéroportuaires et aéronautiques, telles celles autour de l'hélicoptère, la haute-volte, le parachutisme, etc..

Un élément fondamental pour la sécurité et la sûreté

Les installations de la plate-forme aéroportuaire du LAMENTIN (unique aéroport de la Martinique) sont situées sur des terrains en grande partie instables. À ce titre, une part importante des pistes a été construite sur des terrains transformés en polders (asséchés et purges des couches de sol de qualité médiocre) ainsi gagnés sur la mangrove à l'aide de remblais.

Or selon le PPR de la ville, ces terrains seraient particulièrement exposés au phénomène de liquéfaction des sols provoqué par le séisme.

Selon les spécialistes, en présence de séismes de forte intensité, seule une partie des pistes et autres installations seraient exploitables.

Il en ressort que dans une telle situation, l'acheminement des secours et l'éventuelle évacuation des sinistres ne pourraient se réaliser au mieux, qu'avec des appareils militaires ou civils nécessitant une courte distance de décollage et d'atterrissage.

Dans ce contexte, un aérodrome sur le territoire de BASSE-POINTE constitue une alternative d'atterrissage et de décollage dans la gestion de crise et l'organisation de secours.

Situé en outre dans le Grand Nord de l'île, cet aérodrome se trouve particulièrement bien positionné pour intervenir en présence de toute autre catastrophe naturelle. En effet, le réseau routier dans ce secteur est relativement fragile et sinueux, recevant régulièrement des glissements de terrain volumineux.

Un aérodrome se présente de toute évidence comme une infrastructure de taille en termes de sûreté et de sécurité du territoire.

DESCRIPTIF DU PROJET

Ce projet qui bénéficie d'un consensus politique, est inscrit au Schéma d'Aménagement Régional.

Il vise à désenclaver le Grand Nord de la MARTINIQUE, allié à la fois le développement économique et la diversification des flux touristiques, la sécurité civile du territoire en cas de crise, et par extension, les activités d'affaires.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

PROPOSER UNE ALTERNATIVE À L'AÉROPORT DU LAMENTIN

- o Donner la possibilité aux petits et moyens porteurs de pouvoir manœuvrer sur une piste qui leur sera dédiée.
- o Proposer une piste de déroutement en cas de catastrophe naturelle rendant impraticable la piste de l'aéroport du LAMENTIN.

REDYNAMISER LE NORD DE LA MARTINIQUE

- o Développer un tourisme tourné vers les activités et loisirs aéronautiques.
- o Renforcer l'attractivité des activités culturelles et de tourisme de découverte, autour de l'aérodrome.
- o Développer le tourisme aéronautique vers les îles de la Caraïbe.
- o Créer un pôle d'échanges économiques afin de diversifier l'activité économique (actuellement essentiellement rurale), en misant sur les atouts d'une région riche de son histoire et de ses potentialités naturelles et culturelles.

REPOSITIONNER LE NORD DE LA MARTINIQUE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE

- o Promouvoir des projets d'envergure liés à l'aérodrome, portés à l'échelle de la MARTINIQUE.
- o Promouvoir et démocratiser les activités aéroportuaires (aéroclubs, écoles de pilotage, services de location ou vente d'avions et hélicoptères, ...) et aéronautiques, parachutisme, ULM, vol à voile, haute voltige, ...).
- o Favoriser les échanges économiques avec la Caraïbe : échanges économiques liés aux spécificités et niches économiques locales des îles de la Caraïbe (exploitation par transport aériens de produits endémiques à chacune de ces îles : fruits de mer, artisanat, matériaux de construction, ...).

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'atterrissage annuel

Indicateurs d'impact :

- Nombre de création d'entreprises liées à l'aérodrome

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 16 000 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					3 000 000,00 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					8 000 000,00 €
	Fonctionnement					
Coût Europe	Investissement					5 000 000,00 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					16 000 000,00 €
	Fonctionnement					

Durée totale de l'action :

Service instructeur : CTM

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-3-2-1

"Martinique Très Haut Débit"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Numérique

Priorité pour le territoire :

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État, Europe

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

En Martinique, les services numériques sont, aujourd'hui, principalement proposés sur la base du réseau téléphonique établi dans les années 1970, constitué des paires de cuivre sur lesquels les opérateurs proposent depuis le début des années 2000 des services internet dits à haut débit (ADSL).

Le support cuivre atteint ses limites et n'est plus en mesure de supporter durablement l'évolution continue des services de communications électroniques. Une nouvelle rupture technologique est en marche, elle se nomme « très haut débit ». Elle substitue au support cuivre (délivrant le *haut débit*) le support en fibre optique (délivrant le *très haut débit*).

Dans le contexte de libéralisation du secteur des communications électroniques, le déploiement de ces réseaux très haut débit en fibre optique ne sera que partiellement assuré par les opérateurs privés.

Ainsi, dans le contexte réglementaire et institutionnel actuel, le déploiement de ces infrastructures d'avenir, en dehors des principales zones agglomérées, passe par l'initiative publique des collectivités locales avec le soutien financier de l'Etat et de l'Europe.

De la stratégie retenue dans le *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)* de la Martinique voté en novembre 2013 découle le projet MARTINIQUE TRES HAUT DEBIT.

DESCRIPTIF DU PROJET

I. Description du projet FTTH (Fibre jusqu'à l'abonné)

Les déploiements de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représentent un enjeu industriel et financier significatif. Il s'agit pour la Collectivité Territoriale de la Martinique de prévoir le déploiement d'une infrastructure de desserte structurante caractérisée par :

- Environ 94 365 prises à construire, en dehors de Fort-de-France et Schœlcher qui font l'objet d'une initiative privée par l'opérateur ORANGE et des zones câblées par SFR/NUMERICABLE ;
- Un investissement global public, pour la desserte en fibre optique du territoire, d'environ 183 175 212 € (Grand Projet Européen) ;
- Un réseau de près de 4 500 kilomètres à déployer.

L'objectif du projet public MARTINIQUE TRES HAUT DEBIT est de cibler la couverture à horizon 2022, de l'ensemble des foyers et entreprises martiniquais en Très Haut Débit en fibre optique (FTTH) jusqu'à l'abonné.

II. Construction du réseau Très Haut Débit

La Collectivité Territoriale de Martinique a attribué un marché de Conception-réalisation d'une infrastructure de communications électroniques à très haut débit (FTTH : fibre optique à l'abonné) sur le territoire de la Martinique en dehors des zones d'investissement privé (Fort-de-France et Schœlcher) au groupement ORANGE SA/CONSTRUCTEL, le 12 juin 2017. Par ailleurs, ce groupement s'est engagé à consacrer 94 631 heures de travail, à l'insertion sociale et professionnelle.

Les prestations sont les suivantes :

- La réalisation des études de conception préparatoires à la construction du Réseau ;
- La construction et l'aménagement des sites techniques d'hébergement du Réseau ;
- La construction des liens et nœuds optiques constitutifs du Réseau ;
- La remise de la documentation technique utile, qualifiant totalement les biens établis dans le cadre du marché, et permettant une exploitation directe par le futur Exploitant du Réseau.

III. Investissement privé

Le projet concerne l'ensemble du territoire martiniquais en dehors des villes de Fort-de-France et Schœlcher qui font l'objet d'une initiative privée par l'opérateur Orange pour une couverture totale en fibre optique d'ici 2020.

Les réseaux câblés déployés sur le territoire, bien qu'étant fragmentés et ne couvrant jamais en totalité le territoire d'une commune, sont considérés comme des réseaux très haut débit. La CTM ne pourra donc pas effectuer de déploiement en fibre optique sur les zones câblées.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

- Population couverte en THD en 2022 : 100 %

- Nombre d'emplois créés

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 183 175 212

Plan de financement tenant compte des recettes prévisionnelles du Projet

Investissements totaux	Montant	Financements	Montant
Premier établissement du réseau - Desserte - éligibles	130 241 403 €	FSN	43 850 000
Premier établissement du réseau - Collecte - éligibles	1 950 000 €	FSN - composante raccorde-ments	6 700 000
Raccordements - éligibles	16 172 650 €	FEDER	34 500 000
Raccordements - non éligibles	13 966 273 €	CTM	23 301 829
Investissements complémentaires - non éligibles	20 844 886 €	Revenus du projet nets des charges d'exploitation (dont charges financières)	74 823 383
Total	183 175 212 €	Total	183 175 212 €
dont éligible	148 364 053 €		

Sources de financement	Coûts éligibles	%	Coûts non - éligibles	%	Coûts totaux	%
FEDER	34 500 000	23%	0 €	0%	34 500 000 €	19%
FSN	43 850 000	29,55 %	0 €	0%	43 850 000	24 %
FSN - composante raccorde-ments	6 700 000	4,70 %	0,00 €	8%	6 700 000	3,30 %
CTM	20 395 684	13,75 %	2 906 145	0%	23 301 829	12,70 %
Revenus du projet nets des charges d'exploitation (dont charges financières)	42 918 369 €	29%	31 905 014 €	92%	74 823 383 €	41%
Total	148 364 053 €	100%	34 811 159 €	100%	183 175 212 €	100%

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

X oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :

25 ans (durée de la DSP d'affermage SFR COLLECTIVITES)

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-4-1-1
"Revitalisation des zones d'activité"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : OUI

Si oui, n° du Projet Assises : 3.3.16

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Transports/infrastructures

Priorité pour le territoire : 3

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

Établissements Publics de Coopération Intercommunale

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

ETAT, CTM, UE

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les zones d'activité sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique d'activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire.

DESCRIPTIF DU PROJET

Il s'agira dans un premier temps de compléter l'étude diagnostic déjà réalisée sur les ZAE publiques avec une approche privée. Cette actualisation, et en fonction des grandes filières à structurer ou à restructurer, devrait se décliner en un plan d'action de requalification assorti d'un plan de déplacement inter-entreprises.

Cette requalification doit être mise en perspective avec la double dynamique d'aménagement du territoire et de développement d'activités complémentaires sur l'ensemble du territoire, pour accompagner **la mise en place du Parc d'Activités économiques ou d'espaces thématiques dédiés.**

Cette action se fera en intégrant la double dynamique d'aménagement du territoire et de complémentarité par filière, avec la prise en compte notamment de :

- la valorisation des énergies renouvelables.
- les problématiques de l'énergie et du climat, des déchets, de la pollution, des déplacements, de l'eau, de la biodiversité et des paysages, la prise en compte de la résilience des infrastructures aux risques majeurs
- la valorisation de l'artisanat : les artisans d'art, les artistes, les restaurateurs, pâtisseries, traiteurs, glaciers,
- l'agro-transformation pour la valorisation de la pharmacopée, de la cosmétique, la gestion des déchets agricoles.

Il appartient aux EPCI de définir dans un premier temps un diagnostic territorial des ZAE dont ils ont en charge la gestion, afin de prioriser les actions à entreprendre. Sur cette base, il conviendra de déposer au fil de l'eau les dossiers de demande de subvention individuels ayant vocation à émarger sur cette ligne.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Objectifs visés : réhabilitation des ZAE dont les thématiques relèvent de l'agro-industrie, des énergies renouvelables et des activités en lien avec les filières identifiées dans le STDEII.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- prise en compte du handicap
- prise en compte de l'impact social des travaux
- prise en compte de l'impact environnemental

Indicateurs d'impact :

Par ZAE :

- évolution du nombre de visiteurs
- évolution du taux de satisfaction des visiteurs
- nombre d'emplois créés
- nombre d'entreprises implantées
- **chiffres d'affaires générés**

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 10 500 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année	Coût total
Coût État BOP 123	Investissement					2 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					3 000 000 €
	Fonctionnement					
Coût EPCI	Investissement					2 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût FEDER	Investissement					2 500 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					10 500 000 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action :

.....

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n°3-4-2-1
"Aménagement des centres-bourgs et amélioration du cadre de vie"

IDENTIFICATION

Type de projet

■ **Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation**

Projet Assises (O/N) : OUI

Si oui, n° du Projet Assises : 3.3.3

Thème

- Logement/foncier
- Autre (à préciser) Aménagement urbain

Priorité pour le territoire : 1

DETAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ETAT - DEAL - Collectivité Territoriale de Martinique – EPCI - COMMUNES

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

État – Communautés d’agglomération – communes – CAF – ODE – EPF MARTINIQUE - opérateurs techniques en charge de l’aménagement - SEM

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Les caractéristiques des centres bourgs martiniquais et les contraintes du milieu naturel confrontées aux perspectives d’accroissement démographique et aux besoins de développement des activités économiques, mettent en évidence le risque d’inadéquation prochaine de l’armature urbaine actuelle et plaident ainsi pour un rééquilibrage avec un resserrement de l’habitat vers les zones urbaines, renversant la tendance au mitage et à l’habitat diffus.

Face aux évolutions internes à cet espace mises en exergue par le SAR, (dépeuplement des centres-villes, urbanisation accélérée de la périphérie), se pose la problématique de l’évolution du modèle urbain passant

par la reconquête des centres-villes regroupant au centre, les fonctions administratives et financières avec des synergies certaines, par l'habitat et les services de proximité.

Les différentes études et diagnostics portant sur les centres-bourgs martiniquais attestent, dans de nombreux cas, d'une dévalorisation de ces espaces. Plusieurs facteurs s'influençant les uns les autres sont autant d'indices d'une situation qui se dégrade : vacance très importante, dégradation voire insalubrité de nombreux logements, fermeture de commerces, augmentation des dents creuses, diminution et fort vieillissement de la population.

Cette perte d'attractivité des bourgs est préjudiciable à l'ensemble de la Martinique dans la mesure où l'implantation de nouveaux logements et activité en périphérie ou dans les quartiers participent à une dédensification de la trame urbaine et à un mitage des espaces naturels, forestiers et agricoles.

La nécessité de ce rééquilibrage passe par le renforcement des pôles urbains existants ou présentant un potentiel de développement réel.

La revitalisation des centre-bourgs ne répond donc pas seulement à des objectifs de résorption de la vacance résidentielle ou commerciale et de l'insalubrité mais aussi à la structuration d'une armature urbaine dense organisée autour de pôle de centralité et d'attractivité.

DESCRIPTIF DU PROJET

Les nouvelles dispositions législatives du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique disposent que « les opérations de revitalisation des territoires ont pour objet la mise en œuvre de projets global de territoire destinés à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain des centres-bourg pour améliorer leur attractivité, lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux ainsi que contre l'habitat indigne, réhabiliter l'immobilier de loisir, valoriser le patrimoine bâti et réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable ».

Par ailleurs, pour son plan de revitalisation des centres-villes le gouvernement a retenu 222 villes réparties sur l'ensemble du territoire national dont 2 villes pour la Martinique (Fort-de-France et le Lamentin), programme baptisé « Action cœur de Ville » (instruction aux Préfets du 10 janvier 2018).

Le soutien à des projets d'aménagement des centres bourgs devra s'inscrire en cohérence avec les prochaines orientations gouvernementales relatives à un programme en faveur de la revitalisation des centres des petites villes exerçant des fonctions de centralité qui sera piloté par l'ANCT.

Tout en poursuivant les dynamiques initiées dans le cadre du CPER 2015-2020, les projets qui seront financés sur cet axe au titre du programme 112 s'inscriront en lien avec les orientations de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT).

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'EVALUATION

Ce projet vise à soutenir les actions suivantes :

1. **L'ingénierie urbaine :**

- ⑩ Assistance administrative, technique et financière au montage des projets et des dossiers de financement pour accompagner les porteurs de projet.
- ⑩ Etudes de faisabilité, pré opérationnelles et opérationnelles d'aménagement.

- Conduite de projet, pilotage et suivi animation des études AMI centre-bourg de la ville de Saint-Pierre (conception d'une charte, conception/réalisation d'une signalétique culturelle, patrimoniale et commerciale, réalisation d'une étude de déplacement urbain.) OPAH...;
- Interventions à caractère économique, social et environnemental, privilégiant l'approche environnementale de l'urbanisme pour l'accompagnement des projets

1. **Opérations d'aménagement liées à l'habitat :**

- ⑩ Financement des études pré-opérationnelles de projet d'aménagement dans les centres urbains et autres études pour la mise en place de politiques foncières
- ⑩ Acquisitions foncières pré-opérationnelles dans les centres urbains et quartiers structurés en vue de renforcer le renouvellement urbain
- ⑩ Travaux de réhabilitation ou de création d'équipements publics structurants, (équipements sportifs, sociaux ou culturels de proximité, et d'espaces publics concourant à l'amélioration de la vie des habitants et à leur intégration).
- Travaux de création et de réfection des équipements primaires structurants et équipements de viabilisation secondaire (voiries de désenclavement et de piétonisation...).

- Création d'équipements de proximité innovants (ex : jardins collectifs)
- Actions visant à lutter notamment contre l'habitat insalubre et indigne via les dispositifs de requalification de l'habitat dégradé, les opérations de rénovation urbaine, et de requalification des îlots anciens dégradés et de la résorption de l'habitat insalubre
- Interventions sur habitat, portant sur l'amélioration et la construction de logements neufs dans les quartiers avec des aides directes aux opérateurs sociaux

1. **Autres opérations d'aménagement urbain :**

- ⑩ Aménagements et infrastructures de proximité concourant à la revitalisation et à l'attractivité des centres-bourgs, (requalification de façade, d'espaces publics, petites infrastructures, opérations de voirie favorisant la circulation et les modes de déplacement doux ...), prioritairement sur les territoires sélectionnés (exemple : 8 communes du Nord de la Martinique, inscrites dans le cadre de la convention de territoire mise en œuvre par la CTM) ;
- ⑩ Opérations menées dans le cadre du nouveau programme de rénovation urbaine NPNRU
- ⑩ Opérations menées dans le cadre du programme d'action cœur de ville par la ville du Lamentin
- Opérations relevant du périmètre des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville, instrument territorialisé intégré ITI pour les villes de Fort de France, Lamentin Robert et Sainte-Marie
- ⑩ Financement d'opérations d'aménagement exemplaires (éco quartiers)
- ⑩ Actions de rénovation du patrimoine architectural ou urbain inscrit ou classé

1. **Actions à caractère économiques :**

- ⑩ Reconversion de friches urbaines en équipements à vocation économique et/ou sociale
- ⑩ Création et réhabilitation de lieux de chalandises
- ⑩ Aide au déménagement d'activité dans le cadre de travaux de démolition du bâti dégradé
- ⑩ Programme de management commercial des centres bourgs
- Mise en œuvre des dispositifs d'animation commerciale du territoire concerné
- ⑩ Actions de redynamisation de l'artisanat et du commerce dans les centres-bourgs, prioritairement sur les territoires sélectionnés au titre de l'AMI « centres-bourgs », mais aussi dans le cadre d'un rééquilibrage territorial plus large en faveur des communes du Nord de la Martinique.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Nombre de friches urbaines reconverties

- Nombre de logements réhabilités

Indicateurs d'impact :

- Evolution de la proportion de sols artificialisés (%)
- Evolution du taux de vacance des logements (à l'échelle de la Martinique / à l'échelle des communes ayant bénéficié d'actions relevant de la mesure du CCT)
- Evolution du taux de vacance des commerces ((à l'échelle de la Martinique / à l'échelle des communes ayant bénéficié d'actions relevant de la mesure du CCT)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 19 024 000 €

		Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Coût total
Coût État BOP 112	Investissement					1 512 000 €
Coût CTM	Investissement					6 512 000 €
Coût État (BOP 123-LBU valorisé)	Investissement					5 000 000 €
Coût Autres partenaires	Investissement					1 000 000 €
Coût Europe	Investissement					5 000 000 €
Coût total	Investissement					19 024 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☒ oui, à hauteur de 15 600 000 Durée totale de l'action : 4 années

Déclinaison du projet	2019																
Projet																	

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-4-2-2

"Ingénierie de la politique de la ville"

IDENTIFICATION

Type de projet

- Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation

Projet Assises (O/N) : N

Si oui, n° du Projet Assises :

Thème

- Développement économique/emploi/formation
- Jeunesse/sport/vie associative
- Numérique

Priorité pour le territoire : 1

DÉTAIL DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

État, Le Lamentin, Fort-de-France, Le Robert, Sainte-Marie

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Villes en contrat de ville : **le Lamentin, Fort-de-France, le Robert, Sainte-Marie**
Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique
Cap Nord

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Cette opération s'inscrit dans le cadre des contrats de ville et en lien avec le volet « Politique de la ville » des programmes européens (PO FEDER/FSE de la CTM et PO FSE de l'État).

Les domaines d'intervention de la politique de la ville sont nombreux (insertion, éducation, santé, développement économique, lutte contre la récidive...) et les réponses à construire pour améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires sont complexes. De ce fait, la mise en œuvre de la politique de la ville nécessite une ingénierie adaptée et pérenne, c'est-à-dire tout au long de la durée des contrats de ville, pour permettre la réalisation de diagnostics et la co-construction des actions.

Sur le CPER 2015-2020, nous avons prévu le déploiement de personnes ressources compétentes en matière de conduite de projets dans les quatre communes concernées.

Ainsi, depuis une année, la ville du Lamentin a recruté un chargé de mission qui gère les problématiques liées à l'urbain et au développement économique. La ville de Fort-de-France a engagé le processus de recrutement d'un manager de centre-ville pour accompagner le développement économique du centre-ville. Enfin, les villes du Robert et de Sainte-Marie vont bientôt recruter chacune un(e) chargé(e) de mission pour animer l'atelier santé ville et le contrat local de santé.

Ces 4 chefs de projets qui sont progressivement recrutés grâce aux moyens du Contrat, des villes et de leurs partenaires, contribuent à renforcer l'animation et le pilotage du contrat de ville pour un meilleur impact de la politique de la ville dans les quartiers prioritaires.

DESCRIPTIF DU PROJET

- Déploiement de chefs de projets territoriaux et thématiques dans les 4 communes en politique de la ville (Fort-de-France, le Lamentin, le Robert et Sainte-Marie),
- Soutien à l'ingénierie et à la conduite de projets (contrat de ville, Plan « Action Cœur de Ville »...),
- Assistance technique (expertise, qualification, formation),
- Études pour permettre la compréhension des enjeux territoriaux.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Cette action vise à accroître l'efficacité de la politique de la ville par le renforcement du pilotage des quatre contrats de ville.

Indicateurs d'évaluation

Quantitatifs :

- Nombre de chargés de projet recrutés ou affectés aux contrats de ville
- Nombre d'actions pilotées par les chargés de projet

Qualitatifs :

- Amélioration de l'animation et du pilotage du contrat de ville

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 6 900 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût CTM	Investissement					
	Fonctionnement					100 000 €
Coût Etat BOP 147 (valorisé)	Investissement					
	Fonctionnement					6 800 000 €
Coût total	Investissement					
	Fonctionnement					6 900 000 €

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☐ Non

Durée totale de l'action :
4 ans

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16
Projet	AE															

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-5-1-1

**"Déclinaison du Plan Eau Dom :
Accompagnement à la mise en œuvre des trois contrats de progrès CACEM – CAESM – CAPNM"**

Résumé du projet :

Le projet consiste à accompagner partiellement sur la durée du contrat de convergence le plan Eau DOM d'un coût total de 217 M€. Il est proposé un accompagnement de 56,14 M€ pour la période 2019-2022. A noter pour l'instant que seul le contrat de progrès avec la CACEM est signé.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ **Projet stratégique et structurant exigeant un financement par des crédits nationaux et ayant vocation à intégrer la contractualisation.**

Projet Assises (O/N) : N **Si oui, n° du Projet Assises :**

Thème

■ **Eau/assainissement/déchets**

Priorité pour le territoire : 1

La mise en œuvre du plan Eau DOM est une priorité pour le territoire.

DÉTAILS DU PROJET

RESPONSABLES DU PROJET

DEAL, EPCI, ODE

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

Le Plan Eau Martinique s'articule autour d'une équipe projet composée de la DEAL et de l'ODE.

Un comité des financeurs et de suivi est chargé d'accompagner la mise en œuvre du Plan Eau Martinique et de formuler des avis et propositions pour le financement des actions inscrites dans les contrats de progrès, et de rendre compte à la Conférence Régionale des Acteurs de l'Eau de l'avancement des mesures prises pour la mise en œuvre du plan eau.

Le comité des financeurs et de suivi est composé de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'Office de l'Eau, de l'Agence Française de Développement, de la Caisse des Dépôts, de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie et de l'Agence Régionale de Santé.

La mise en œuvre du Plan Eau Martinique, et notamment sa déclinaison en contrats de progrès destinés à améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur, mobilise les élus et équipes techniques des 3 Communautés d'Agglomération de la Martinique.

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

Suite aux recommandations du Comité Interministériel de Modernisation de l'Action Publique et à l'Évaluation de la Politique de l'Eau, la conférence environnementale a acté la nécessité d'agir de façon spécifique dans les départements et collectivités d'outre-mer, pour y améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, en préconisant l'élaboration d'un plan pluriannuel pour améliorer la gouvernance de l'eau dans les territoires concernés, renforcer l'ingénierie, et consolider le financement des projets structurants.

Un rapport sur les services publics d'eau et d'assainissement dans les DOMS, diligenté par les Ministres de l'environnement et des outre-mer à une mission d'inspection, a conduit à engager un plan d'actions, par accompagnement sur dix ans, des collectivités compétentes en matière d'eau potable et assainissement qui se structure autour de 4 principes directeurs.

Pour la Martinique, le plan d'actions s'articule autour d'une Conférence Régionale des Acteurs de l'Eau, co-présidée par le Préfet de Martinique et le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, et d'une équipe projet en charge de la mise en œuvre et du suivi des principes arrêtés par les acteurs concernés.

Un document stratégique, rédigé en collaboration avec les collectivités en charge de l'eau potable et de l'assainissement et l'Office de l'Eau de Martinique, a été approuvé le 14 décembre 2016 lors de la première conférence régionale des acteurs de l'eau.

Les orientations stratégiques, pour la mise en œuvre du plan d'actions martiniquais concernent :

OS 1 : Le renforcement de la gouvernance des collectivités compétentes en matière d'eau potable et d'assainissement ;

OS 2 : Le renforcement des capacités techniques et financières pour assurer la qualité et la soutenabilité des services de production, de distribution de l'eau potable et de traitement des effluents ;

OS 3 : La redéfinition des priorités techniques en améliorant les services d'eau potable et en développant l'entretien et la maintenance des installations d'assainissement.

DESCRIPTIF DU PROJET

L'élaboration des contrats de progrès pour la mise en œuvre du Plan Eau Martinique :

L'objectif de ce nouveau mode de contractualisation, entre les financeurs et les autorités organisatrices, vise à permettre à ces dernières de renforcer leurs capacités d'action tout en améliorant de manière pérenne la qualité du service rendu à l'utilisateur.

Les Contrats de progrès sont avant tout des contrats d'objectifs, non pas parce qu'ils vont permettre une évaluation des performances des services et des organisations, mais bien plus parce qu'ils représentent un outil de pilotage des moyens déployés pour améliorer résolument la qualité du service.

Le contenu du Contrat de Progrès est par ailleurs, par conception, proportionné à la nature des enjeux, techniques, économiques, sociaux et environnementaux auxquels doivent répondre les Collectivités compétentes dans le cadre de leurs missions de service public.

Ces contrats, élaborés par les Communautés d'Agglomération, ambitionnent de définir les objectifs et moyens dédiés (plan d'investissement et de renforcement des capacités) pour l'évolution favorable des performances techniques et financières des services d'eau et d'assainissement, avec comme priorité, de mobiliser les autorités organisatrices pour une gestion visant à améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur.

Préalablement à la rédaction du Contrat de Progrès, un diagnostic partagé entre les services est réalisé et constitue le point de départ du travail d'élaboration conduisant à la définition des actions à mettre en œuvre et la séquence de temps nécessaire à leur réalisation effective.

Après avoir rappelé le contexte technique et administratif dans lequel les services publics d'eau et d'assainissement s'exécutent, les contrats précisent les relations entre les collectivités compétentes et la Conférence Régionale des Acteurs de l'Eau, actant d'engagements réciproques liant les parties et fixant ensuite les objectifs et les performances et/ou marqueurs de progrès à atteindre par le service, en décrivant les outils, tels que les indicateurs, qui permettront d'évaluer les moyens mis en œuvre pour l'atteinte des objectifs.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Pour la Martinique, si le contrat de progrès de la CACEM a été signé le 11 avril 2018, pour Cap Nord et Espace Sud les contrats sont toujours en cours de finalisation, compte tenu notamment des difficultés rencontrées pour l'élaboration de trajectoires financières soutenables.

Indicateurs d'évaluation :

Les indicateurs d'évaluation seront issus de chacun des trois contrats de progrès et doivent permettre de mesurer l'état d'avancement des contrats.

Indicateur de réalisation :

- Signature des 3 contrats de progrès : OUI/NON,
- Equipe projet en place : OUI/NON
- Organisation de 2 conférences régionales des acteurs de l'eau par an : OUI/NON
- Mise en place d'un comité des financeurs : OUI/NON

Indicateurs d'impact :

- Rendement des réseaux d'eau potable (%)
- Conformité des dispositifs d'assainissement (OUI/NON)

Besoins estimés pour l'exécution des 3 contrats de progrès pour une durée de 5 années (2019/2023) (en M€) :

Contrat progrès	AEP	AC	ANC	total
CACEM	37	29	0,6	66,6
CAESM	64	21	0,5	85,5
CAP Nord	38	26	0,9	64,9
Total	139	76	2	217

Conditions d'examen des demandes à l'AFB :

Les demandes exprimées au titre du plan Eau DOM seront acceptées après une instruction technique destinée à vérifier la viabilité technique des projets et suite à leur examen par les instances de décision respectives, selon les modalités en vigueur propres à l'établissement, et notamment en conformité avec son programme d'interventions.

Les montants mentionnés pour l'Agence française pour la biodiversité (AFB) sont inscrits, sous réserve des budgets votés par son Conseil d'administration et par celui du futur Office français de la biodiversité.

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 56 140 000 €

Les coûts estimatifs du projet sont les suivants :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4.	Coût total
Coût Etat (contractualisé AFB)					6 480 000 €
Coût CTM					15 000 000 €
Coût partenaires (CACEM)					3 760 000 €
Coût partenaires (CAESM)					4 820 000 €
Coût partenaires (CAPNORD)					3 660 000 €
Coût Partenaires (ODE)					16 920 000 €
Coût Partenaires (FEDER)					5 500 000 €
Coût total					56 140 000 €

Durée totale de l'action :

La durée d'exécution des actions contractualisées dans le 3 contrats de progrès est de 5 années, période renouvelable pour une durée identique, en fonction du niveau d'avancement du plan d'actions retenu pour l'amélioration du service rendu à l'utilisateur.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																

MARTINIQUE

FICHE PROJET n° 3-5-2-1

"Outils de gouvernance de l'eau et de l'assainissement"

Résumé du projet :

Cette fiche-cadre regroupe 4 projets des Assises constituant des outils de gouvernance et d'aide au pilotage de la politique de l'eau et de l'assainissement en Martinique :

- la réalisation d'une étude de faisabilité des solutions adaptées pour mettre en place une gouvernance unique en matière de production et d'adduction d'eau potable
- la réalisation d'une étude pour mettre à jour et mieux calculer les données permettant d'expliciter le prix de l'Eau en Martinique
- l'élaboration d'un modèle de gestion durable et équitable de la ressource en eau
- la mise en place d'un observatoire des coûts des travaux sur l'eau.

IDENTIFICATION

Type de projet

■ Autre projet, méritant de figurer dans les annexes territoriales du Livre Bleu et pouvant faire l'objet d'une présentation devant les investisseurs institutionnels ou privés lors de « rencontres de solutions et de la transformation »

Projet Assises (O/N) : O **Si oui, n° du Projet Assises :** 3.2.2 / 3.2.3 / 3.2.4 / 3.2.6

Thème

■ Eau/assainissement/déchets

Priorité pour le territoire : 2

DÉTAILS DU PROJET

RESPONSABLE DU PROJET

ODE / EPCI / CTM

AUTRES ACTEURS INSTITUTIONNELS/PARTENAIRES

CEB, AFD, CDC, CTM, AFB, DEAL

DIAGNOSTIC, CONTEXTE ET ENJEUX

1. Gouvernance unique de l'eau

Le SDAGE 2016/2021 précise qu'une gestion unique de l'eau à l'échelle de la Martinique doit être mise en place et que les objectifs sont de favoriser l'interconnexion et la solidarité inter bassin, améliorer la gestion, l'utilisation et la mutualisation des ressources et faciliter la mise en place d'investissements coordonnés (notamment dans le domaine de l'assainissement).

2. Expliciter les prix de l'eau en Martinique

Aujourd'hui, l'observatoire des prix de l'eau (au sein de l'observatoire de l'eau) publie annuellement un analyse statistique. Cependant, il faudrait compléter ces données d'une analyse qualitative, non réalisée.

L'étude de COGITE commandée par l'OPMR (Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus) a montré des limites. Il serait souhaitable - 4 ans après - de fournir un complément plus approfondi sur les derniers exercices disponibles.

3. Modèle martiniquais de gestion durable et équitable de la ressource en eau

Ce projet constitue la mesure n°1 du programme de mesures associé au SDAGE 2016-2021

4. Mise en place d'un observatoire des coûts des travaux sur l'eau :

La DCE exige la mise en place d'observatoire des coûts de travaux dans chaque bassin. En Martinique le SDAGE prévoit (disposition I-D-6) la mise en place au sein de l'observatoire de l'eau (porté par l'Office) d'un observatoire des coûts de travaux sur l'eau en Martinique.

Objectif(s) :

Disposer de coûts de référence pour les travaux sur l'eau en Martinique

Optimiser la dépense publique pour le renouvellement et le développement des infrastructures d'eau et des travaux d'entretien, d'aménagement et de restauration des milieux aquatiques.

Permettre une meilleure analyse des demandes d'investissements

améliorer l'estimation de la mise en œuvre du SDAGE

DESCRIPTIF DU PROJET

1. Gouvernance unique de l'Eau

Le projet consiste à réaliser une étude de faisabilité des solutions adaptées afin de tendre vers une gouvernance unique en matière de production et d'adduction d'eau potable.

Une réflexion est actuellement en cours avec les EPCI et l'état d'avancement sur leur volonté à mutualiser.

2. Expliciter les prix de l'eau en Martinique

Le projet consiste à réaliser une étude permettant d'expliciter le prix de l'Eau en Martinique.

Il s'agit de poursuivre l'étude menée par le cabinet COGITE sur la période 2009-2014 pour intégrer les exercices 2015, 2016 et 2017 d'une part, et d'autre part essayer de détailler davantage la décomposition des coûts notamment au travers d'entretien avec les directeurs financiers des différentes structures.

3. Modèle martiniquais de gestion durable et équitable de la ressource en eau

Le projet consiste à élaborer un modèle de gestion durable et équitable de la ressource en eau, destiné à

- garantir les différents usages en particulier la continuité de l'AEP (Approvisionnement en Eau potable) dans le respect de l'environnement (débits minimum biologiques),
- disposer d'un outil d'aide à la décision pour prioriser les investissements en matière d'infrastructures de production et d'adduction primaire d'eau potable ainsi que les prises d'eau,
- optimiser les dépenses de fonctionnement,
- permettre une mutualisation progressive de la gestion et de l'amortissement des infrastructures de production d'AEP,
- s'adapter au changement climatique.

4. Mise en place d'un observatoire des coûts des travaux sur l'eau :

Le projet consiste à mettre en place un observatoire des coûts des travaux sur l'eau en Martinique.

Cet observatoire permettra de

- disposer de coûts de référence pour les travaux sur l'eau en Martinique,
- d'optimiser la dépense publique pour le renouvellement et le développement des infrastructures d'eau et des travaux d'entretien, d'aménagement et de restauration des milieux aquatiques,
- de permettre une meilleure analyse des demandes d'investissements
- et d'améliorer l'estimation de la mise en œuvre du SDAGE.

OBJECTIFS VISES PAR LE PROJET ET INDICATEURS D'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur de réalisation :

- Etude de faisabilité d'une gouvernance unique de l'eau réalisée (OUI/NON)
- Etude destinée à expliciter le prix de l'eau en Martinique réalisée (OUI/NON)
- Mise en place d'un observatoire des coûts des travaux sur l'eau (OUI / NON)

Indicateurs d'impact : /

- Mise en place d'une gouvernance unique de l'eau (OUI / NON)

COÛT DU PROJET (HT, en €) : 580 200 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût total
Coût Etat (AFB valorisé)	Investissement					136 000 €
	Fonctionnement					
Coût Partenaires (ODE)	Investissement					396 200 €
	Fonctionnement					
Coût CTM	Investissement					48 000 €
	Fonctionnement					
Coût total	Investissement					580 200 €
	Fonctionnement					

Les financements prévus figurent-ils déjà au CPER en cours ?

☐ oui, en totalité, ☐ oui, à hauteur de ☒ Non

Durée totale de l'action : 4 ans.

Déclinaison du projet	2019	2020	2021	2022												
Projet																



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190718-19-287-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-287-1

PORTANT AUTORISATION D'ÉLARGIR LE CHALAND DES OBJETS PROPOSÉS À LA VENTE DE LA BOUTIQUE DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE PRÉCOLOMBIENNE ET DE PRÉHISTOIRE DÉFINITION DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Catherine CONCONNE), Joachim BOUQUETY (procuration à Belfort BIROTA), Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 15 juillet 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 16 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'application de la marge bénéficiaire suivante pour la vente des nouveaux objets à la boutique du Musée d'Archéologie Précolombienne et de Préhistoire :

- Pour les articles achetés jusqu'à neuf euros (9 €), la marge bénéficiaire est fixée à 25%,
- Pour les articles achetés entre dix euros (10 €) et vingt euros (20 €), la marge bénéficiaire est fixée à 20%,
- Pour les articles achetés au-delà de vingt euros (20 €), la marge bénéficiaire est fixée à 10 %.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190718-19-288-1-DE
Date de télétransmission : 10/10/2019
Date de réception préfecture : 10/10/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 OCT. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-288-1

PRENANT ACTE DE LA TENUE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS STRATÉGIQUES SUR LE PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MARTINIQUE (PADDMA)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Catherine CONCONNE), Joachim BOUQUETY (procuration à Belfort BIROTA), Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code minier ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-541-1 du 14 novembre 2017 portant lancement de la procédure d'élaboration du plan d'aménagement et de développement durable de Martinique (PADDMA) pour la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 10 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 8 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Affaires juridiques et Textes et la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement Durable, Environnement, Énergie, Risques Naturels et Technologiques et la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 15 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 15 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la tenue du débat d'orientations stratégiques sur le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA).

ARTICLE 2 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique demandent que les pistes d'orientations mentionnées dans le rapport soumis à débat, soient enrichies des observations et suggestions formulées en séance, notamment, s'agissant des enjeux relatifs à la santé publique, aux solidarités, aux risques majeurs...

ARTICLE 3 : L'Assemblée de Martinique souhaite que quinze (15) conseillers à l'Assemblée soient membres de la Commission d'Élaboration du PADDMA (CEPADD), et associés aux travaux d'élaboration du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 37 voix pour, 0 voix contre, 8 abstentions et 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-289-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-289-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE L'AGENCE DES 50 PAS GÉOMÉTRIQUES, LA VILLE DE SCHOELCHER, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil général de Martinique n°CP/1019-15 du 19 novembre 2015 portant Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental (APID) – Convention de co-maîtrise d'ouvrage d'Assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation de l'aménagement du front de mer de Fond Lahaye entre le Département, l'Agence des 50 Pas et la ville de Schoelcher ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-177-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant officialisation de l'appellation APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial) en remplacement de l'appellation APID (Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental) ;

Vu la délibération de la CACEM n°01.00007/2018 du 07 février 2018 portant validation de principe de la participation de la CACEM au financement de l'Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) de Fond Lahaye ;

Vu la délibération de la Ville de Schoelcher 2018-03-017 du 27 mars 2018 portant Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) de Fond Lahaye : modification du plan de financement ;

Vu la délibération de la Ville de Schoelcher 2019-01-013 du 26 février 2019 portant APIT de Fond Lahaye – Digue de protection en mer : actualisation du plan de financement ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Economie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Considérant les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus de la Ville de Schoelcher, n'ont pas pris part au vote;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, relative à la réalisation de l'aménagement du front de mer et de l'APIT de Fond Lahaye, entre la Collectivité Territoriale de Martinique, l'Agence des 50 Pas Géométriques, la CACEM et la Ville de Schoelcher.

ARTICLE 2 : Sont autorisés les travaux de réalisation des superstructures à hauteur d'un million cent vingt mille deux cent quatre-vingt dix-sept euros (1 120 297,00 € HT) (hors études).

ARTICLE 3 : La convention mentionnée à l'article 1 prend effet à compter de sa signature par les co-maîtres d'ouvrage et prend fin à l'achèvement de la mission de chacun des maîtres d'ouvrage désignés à l'article 1.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-290-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-290-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ
PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2014) DE L'OPÉRATION
« TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA PELOUSE DU STADE DE TARTANE »
VERS L'OPÉRATION « CRÉATION D'UN PARC DE JEUX ET DE LOISIRS À BEAUSÉJOUR »**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 portant attribution d'une subvention à la Ville de Trinité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de

la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de réaffectation de subvention formulée par la Ville de Trinité ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus de la Ville de Trinité, n'ont pas pris part, ni assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Trinité une subvention d'un montant de neuf mille neuf cent quatre-vingt quatre euros (9 984,00 €) pour l'opération de « Création d'un parc de jeux et de loisirs à Beauséjour ».

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 correspond à la réaffectation de 46,78 % de la subvention de 21 342,75 € allouée par la délibération n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 susvisée, pour l'opération de « Travaux de rénovation de la pelouse du stade de Tartane » au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2014 .

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190621-19-291-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-291-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ
PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2012 ET 2014) DES OPÉRATIONS
DE « TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE CONDUITE D'EAUX PLUVIALES POUR LA
PROTECTION DU TERRAIN DE FOOTBALL DE TARTANE » ET
DE « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA RUE DU FALL JAUNE CONTRE LES INTEMPÉRIES »
VERS L'OPÉRATION DE « CRÉATION D'UNE MINI BASE NAUTIQUE À L'AUTRE BORD »**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1561-29 du 23 juillet 2013 portant attribution d'une subvention à la Ville de Trinité ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 portant attribution d'une subvention à la Ville de Trinité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de réaffectation de subvention formulée par la Ville de Trinité ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Energie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus de la Ville de Trinité, n'ont pas pris part, ni assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Trinité une subvention d'un montant de soixante dix mille euros (70 000,00 €), pour l'opération de «Création d'une mini base nautique à l'Autre bord».

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 correspond à la réaffectation :

- d'une part, de la subvention de 17 419,35 € allouée par la délibération n°13-1561-29 du 23 juillet 2013 susvisée, pour l'opération de « Travaux de remplacement d'une conduite d'eaux pluviales pour la protection du terrain de football de Tartane », au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2012 ;
- d'autre part, de 52 580,65 € représentant 40,75 % de la subvention de 129 032,26 € allouée par la délibération n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 susvisée, pour l'opération de « Travaux de réfection de la rue du Fall jaune contre les intempéries au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2014 ». Le reliquat de ladite subvention sera réaffectée à une autre opération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-292-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-292-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ
PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC 2012 ET 2014) DES OPÉRATIONS
DE « RÉALISATION DE CHEMINS COMMUNAUX EN ENROBÉS »,
DE « TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA PELOUSE DU STADE DE TARTANE »
ET DE « TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ DU PLAN D'EAU DE BAINADE DE COSMY »
VERS L'OPÉRATION DE « CRÉATION D'UN BOULODROME À BEAUSÉJOUR »**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1561-29 du 23 juillet 2013 portant attribution de subvention à la Ville de Trinité ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 portant attribution de subvention à la Ville de Trinité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de réaffectation de subvention formulée par la Ville de Trinité ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus de la Ville de Trinité, n'ont pas pris part, ni assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Trinité une subvention d'un montant de cent vingt six mille euros (126 000,00 €), pour l'opération de «Création d'un boulodrome pour compétitions internationales ».

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 correspond à la réaffectation :

- d'une part, de la subvention de 64 516,13 € allouée par la délibération n°13-1561-29 du 23 juillet 2013 susvisée, pour l'opération de « Réalisation de chemins communaux en enrobés » au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2012 ;
- d'autre part, de 10 068,87 € représentant 47,18 % de la subvention de 21 342,75 € allouée par la délibération n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 susvisée, pour l'opération de « Travaux de rénovation de la pelouse du stade de Tartane » au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2014 ;
- enfin, de la subvention de 51 415, 00 € allouée par la délibération n°15-1529-29 du 24 septembre 2015 susvisée, pour l'opération de « Travaux de mise en sécurité du plan d'eau de baignade de Cosmy » au titre du programme ACTC (ex ACRC) 2014.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-294-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-294-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES-D'ARLET
PAR RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR
« L'ACQUISITION DES PARCELLES A N°34 DE 4550 M², N°38 DE 3740 M² ET N°168 DE 99 090 M²
(CONSORTS MARINE)» VERS « L'ACQUISITION DE LA PARCELLE I 447 DE 104M²
(IMMEUBLE CONSORTS TELUOB) »**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 12-1835-1 du 17 décembre 2012 portant octroi d'une subvention à la Ville des Anses-d'Arlet au titre du programme ex ACRC 2011 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-486-2 du 19 décembre 2017 portant Aide de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Communes (ACTC) à la Ville des Anses-d'Arlet ;
Vu la demande de réaffectation de subvention formulée par la Ville des Anses-d'Arlet ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus de la Ville des Anses-d'Arlet, n'ont pas pris part, ni assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville des Anses-d'Arlet une subvention complémentaire d'un montant de cent trente neuf mille six cent cinq euros quatre vingt dix centimes (139 605,90 €), pour l'« acquisition d'une parcelle I 447 de 104 m² (Immeuble consorts TELUOB) (ACTC 2016) ».

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 correspond à la réaffectation de la subvention de 139 605,90 € allouée par la délibération n° 12-1835-1 du 17 décembre 2012 susvisée, pour l'« acquisition des parcelles A n° 34 de 4550 m², n°38 de 3740 m² et n°168 de 99 090 m² (Consorts MARINE) » (Ex ACRC 2011).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-295-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-295-1

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 3, ALINÉA 2, PAGE 3
DE LA CONVENTION ACTC N° 16-335-7/25-02 PORTANT ATTRIBUTION
À LA VILLE DE SAINTE-ANNE D'UNE SUBVENTION POUR L'OPÉRATION DE
« TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES CANTINES SCOLAIRES DES ÉCOLES DE BARRIÈRE LA
CROIX ET CAP FERRÉ »**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-335-7 du 23 novembre 2016 portant octroi de subventions à la Ville de Sainte-Anne au titre de l'aide du Conseil Régional aux Communes – programme 2015 ;

Vu la demande de la Ville de Sainte-Anne en date du 31 octobre 2017 ;

Vu la convention ACTC n° 16-335-7/25-02 signée le 24 août 2018 entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Ville de Sainte-Anne ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, de l'Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Equipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Article 3, Alinéa 2, Page 3 de la convention ACTC n° 16-335-7/25-02 susvisée, est modifié comme suit :

« La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique s'élève à 150 000,00 € (cent cinquante mille euros) représentant 32,53 % de la dépense subventionnable retenue, soit 461 040,00 € HT. »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la convention n°16-335-7/25-02 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-296-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-296-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq cent mille euros (500 000 euros) à la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER), pour le financement de son plan de développement au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au bénéficiaire suivant des modalités définies dans une convention conclue entre les parties.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et signer tout acte inhérent à l'opération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-297-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-297-1

PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSÉE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de la Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition des mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Education, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation. le 15 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le renouvellement de la convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Institut d'Etudes Politiques de Paris - Sciences Po.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 1 et tout acte y afférent et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-298-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-298-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS ET DES PROJETS DU PÔLE UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention d'un montant d'un million deux cent vingt-cinq mille quatre cents euros (1 225 400 €) à l'Université des Antilles, pour la réalisation du programme d'actions et des projets du Pôle Universitaire de Martinique au titre de l'année 2019, répartie comme suit :

- Six cent trente mille neuf cents euros (630 900 €) au titre du fonctionnement,
- Cinq cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (594 500 €) au titre de l'investissement.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au chapitre 932 pour le fonctionnement et au chapitre 902 pour l'investissement, et est versée selon les modalités fixées dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-300-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-300-1

PORTANT RAPPORT ANNUEL SUR LES DÉPENSES CONSACRÉES AUX AIDES D'ÉTAT EN 2018 PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS GROUPEMENTS

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le Règlement (UE) N° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu l'instruction NOR : TERB1903810N du 14 février 2019, de la direction générale des collectivités locales (DGCL), relative à la mise en oeuvre de l'article L.1511-1 du code général des collectivités territoriales : rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2018 par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-73-1 portant refonte des aides aux entreprises ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive, en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux Entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du Rapport annuel du Président du Conseil Exécutif de Martinique, relatif aux dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2018 par les collectivités territoriales et leurs groupements sur le territoire de la Martinique.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

RAPPORT
À
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU 18 JUILLET 2019

RAPPORT N°14

**RAPPORT ANNUEL SUR LES DÉPENSES CONSACRÉES AUX
AIDES D'ÉTAT EN 2018 PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET LEURS GROUPEMENTS - RECENSEMENT DES « AIDES D'ÉTAT »
MANDATÉES AUX ENTREPRISES EN 2018**

I - INTRODUCTION

La loi NOTRe N°2015-991 du 07 août 2015 a confié aux régions la rédaction d'un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur leurs territoires en année n-1. Ce rapport doit donner lieu à un débat devant l'Assemblée de la Collectivité territoriale de Martinique.

Il est élaboré sur la base, d'une part, du recensement des aides d'Etat versées par la C.T.M elle-même (versement direct ou par le biais d'opérateurs intermédiaires pour son compte), et d'autre part, des déclarations des collectivités locales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du territoire martiniquais.

Ce document répond aux exigences de contenu fixées par l'instruction du Ministère de l'Intérieur (*réf. NOR : TERB1903810N*), émise par la Direction générale des collectivités locales et publiée le **14 février 2019**.

Pour l'année 2018 :

- Le total des aides mandatées aux entreprises, sur le fondement de **régimes notifiés ou exemptés**, s'élève à **59.941.955 €**. Ces aides sont exclusivement mandatées par la C.T.M (1^{er} onglet du tableau). Elles se composent pour l'essentiel d'aides attribuées dans le cadre du programme opérationnel et/ou issues du dispositif territorial d'aides aux entreprises ;
- Le total des **aides individuelles** mandatées s'élève à **1.350.000 €**. Elles concernent essentiellement le secteur agricole et relèvent du cadre propre mis en place par la Collectivité territoriale de Martinique.

**RECENSEMENT ANNUEL DES AIDES ET REGIMES D'AIDES MIS EN ŒUVRE EN
MARTINIQUE**

I – RAPPEL DU CADRE GENERAL DU RECENSEMENT ANNUEL DES AIDES D'ETAT

A) Le cadre général du recensement des aides d'Etat

L'article L.1511-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi NOTRe du 07 août 2015, prévoit, notamment dans son premier alinéa, l'élaboration, par les régions, d'un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur leur territoire. Ce rapport doit être transmis au représentant de l'Etat avant le 31 mai 2019.

Dans ce cadre, une instruction référencée NOR : TERB1903810N relative à la mise en œuvre de l'article L1511-1 du CGCT – *rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2018 par les collectivités territoriales et leurs groupements* – a été publiée le 14 février 2019.

Cette instruction fixe la date butoir de la remontée des informations des régions à l'Etat au 31 mai 2019.

L'article L. 1511-1 du CGTC prévoit que les informations relatives aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en année N-1 par les collectivités territoriales et leurs groupements soient transmises aux régions avant le 30 mars de chaque année.

Par ailleurs, conformément à la réglementation européenne relative à l'encadrement des financements des services d'intérêt économique généraux (SIEG) – réf. « Paquet Almunia », en vigueur depuis le 31 janvier 2012, les Etats membres de l'Union européenne ont l'obligation d'établir tous les deux ans un rapport sur l'application de la décision et de l'encadrement concernant les compensations versées par les collectivités publiques pour le financement d'activités constitutives de SIEG. Les régions coordonnent également ce recensement qui s'adresse à l'ensemble des collectivités et EPCI du territoire régional.

A cet effet, une instruction NOR INTB1804672N concernant les obligations de rapport sur l'application, par les collectivités territoriales, du droit de l'Union européenne relatif aux aides publiques octroyées aux entreprises chargées de la gestion d'un Service d'intérêt économique général (SIEG) a été publiée le 07 mars 2018 par le Ministère de l'Intérieur. Elle fixe la date de remontée des informations à l'Etat au 30 juin de l'année N.

B) Les modalités et le contenu du recensement annuel des aides d'Etat en 2018

L'instruction réf. NOR : TERB1903810N du 14 février 2019 précise les modalités de réalisation ainsi que le périmètre du rapport annuel. La commande porte sur le recensement des aides versées en 2018, à savoir les montants mandatés pour chaque collectivité.

Les éléments réclamés ont été uniformisés pour tous les types d'aides (aides sur régimes notifiés ou exemptés, et aides individuelles), c'est-à-dire : montant nominal des aides versées, et le cas échéant pour certaines formes d'aides, l'équivalent subvention brut (ESB) et le nombre de bénéficiaires.

L'instruction précise également que le montant reporté inclut aussi le montant des cofinancements sur fonds européens.

Elle apporte deux nouveautés majeures, à savoir :

- L'exclusion des aides versées au titre du régime de minimis. Ne sont donc recensées que les aides versées sur la base de régimes notifiés ou exemptés (les régimes d'aides exemptés en faveur des œuvres audiovisuelles faisant l'objet d'un onglet spécifique dans le tableau de recensement de l'Etat), ainsi que des versements d'aides individuelles autorisées par la Commission européenne visant une entreprise ou un projet spécifique de développement économique (aides ad hoc) ;
- L'affichage du pourcentage de l'aide de la Collectivité, et/ou EPCI qui est cofinancée. Cela permet d'identifier les régimes bénéficiant d'un cofinancement sur fonds européens et d'évaluer ce qu'ils représentent par rapport à l'ensemble des aides d'Etat.

II - BILAN QUANTITATIF ET QUALITATIF DU RECENSEMENT DES AIDES D'ETAT 2018, EN MARTINIQUE

A) - Bilan quantitatif : une méthode pour un recensement le plus exhaustif possible

La Collectivité territoriale de Martinique a mis en œuvre cette organisation à partir de cette année 2019. Afin de donner une plus grande légitimité à cette démarche et faciliter le retour des informations, la méthode arrêtée s'est traduite par :

- La nomination d'un chargé de mission dédié à la coordination et à l'élaboration du bilan ;
- Une saisine formalisée par courrier en date du 11 février 2019 aux 34 collectivités locales et aux 3 EPCI du territoire ;
- Une note interne datée du 30 janvier 2019, adressée aux DGA et Directeurs de la Collectivité territoriale de Martinique précisant la démarche et les supports de collecte de données servant de base à la rédaction du rapport ;
- Un mail daté du 4 février 2019 de demande de transmission des montants des aides mandatées en 2018 et des rappels électroniques et téléphoniques auprès des référents identifiés et concernées par le versement d'aides d'Etat ;
- Un recensement facilité, pour tous les acteurs, grâce à un accès dématérialisé aux documents types (modèle joint à l'instruction - site internet DGCL) - à transmettre à la C.T.M. par voie électronique ;

Au 25 avril 2019, les contributions reçues proviennent de :

- 2 EPCI, sur 3 (CACEM et ESPACE SUD),
- 3 communes,
- La Direction du développement économique et de l'emploi (CTM),
- La direction de l'environnement et de l'énergie (CTM),
- La Direction des fonds européens (CTM).

B) Bilan qualitatif des aides et régimes d'aides

Il ressort de ce recensement que les aides d'Etat sont principalement mises en œuvre par la Collectivité territoriale de Martinique et les EPCI :

- 3 communes ont déclaré qu'elles n'ont pas mandaté de subventions en 2018,
- 1 EPCI (Espace Sud) a déclaré qu'elle n'a pas mandaté de subventions en 2018,
- 1 EPCI (la CACEM) a déclaré qu'elle n'a mandaté que des aides de minimis. Ces aides sont exclues de l'exercice de recensement 2018.

Au niveau de la CTM, trois directions ont complété le tableau des aides mandatées aux entreprises en 2018, à savoir :

- La Direction du développement économique et de l'emploi (DGA Attractivité),
- La Direction de l'environnement et de l'énergie (DGA Attractivité),
- La Direction des fonds européens.

1^{er} ONGLET - LES REGIMES D'AIDES NOTIFIES OU EXEMPTES

Il convient de signaler que des lignes ont été ajoutées au tableau demandé à la suite des régimes en vigueur déjà listés, correspondant à des aides mandatées sur la base d'autres régimes que ceux mentionnés dans le tableau de la DGCL. Il s'agit de :

- AFR (immobilier d'entreprise « zone AFR »)
- PME (actions collectives)
- AGRICULTURE (Régimes d'aide SA 41735 - SA 39677 - SA 50388 - SA 40957)
- TRANSPORT (Régime d'aide SA39297)
- AEROPORT (Régime d'aide à l'investissement des petits et moyens aéroport français SA38937) ;
- SIEG (Service d'intérêt économique - subventions - FEDER- PO FEDER - FSE)

2^{ème} ONGLET - LES AIDES INDIVIDUELLES

Il s'agit du recensement des aides ad hoc ne s'inscrivant pas dans un régime prédéterminé, autorisées par la Commission européenne et visant une entreprise ou un projet de développement économique en particulier.

III - COMMENTAIRES

Au vu du recensement présenté dans les tableaux (onglet 1 et 2) ci-joint, le total des aides versées déclarées en 2018 se répartit comme suit :

1) Régimes des aides notifiées ou exemptées (1^{er} onglet du tableur Excel)

Le total des aides mandatées aux entreprises en 2018 s'élève à **59.941.955 €, pour 360 bénéficiaires.**

2) Les aides individuelles (3^{ème} onglet Tableau Excel)

Le total des aides individuelles mandatées et déclarées en 2018 s'élève à **1.350.000 € pour 49 bénéficiaires**

L'intervention financière de la Collectivité Territoriale de Martinique reste prépondérante dans le total des aides mandatées. Ce constat est en cohérence avec le rôle de chef de file de la Collectivité territoriale de Martinique en matière de développement économique. Cet état est confirmé et renforcé depuis la loi NOTRe qui rappelle que la CTM est seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition, sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Parmi les aides mandatées déclarées en 2018, les montants les plus importants concernent les régimes suivants, par ordre d'importance :

- SIEG :	23.225.178 €
- Régime AFR (subventions) :	13.973.119 €
- Régime RDI (Aéroport) :	9.322.888 €
- Régime (Transport) :	7.360.395 €
- Environnement :	3.978.625 €
- Agriculture :	1 083.651 €
- Sauvetage et restructuration :	428.892 €
- Régime PME (subventions - Fret) :	354.648 €
- Régime PME (actions collectives) :	127.008 €
- Régime RDI (forme d'aides diverses) :	87.551 €

S'agissant des fonds européens, les régimes concernés sont, par ordre d'importance, en montants mandatés :

1^{ER} ONGLET

- SIEG :	23.225.178 €
- Régime RDI (aéroport) :	9.322.888 €
- Régime AFR (subventions) :	8.042.394 €
- Transport :	7.360.000 €
- Environnement :	3.978.625 €
- Régime PME :	354.648 €
- Régime RDI (R1D subventions) :	87.551 €

IV - CONCLUSION

Au-delà du caractère obligatoire de ce recensement, cet exercice permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de mieux connaître l'ampleur de son action en matière d'aides économiques sur son territoire, mais aussi la réalité des interventions des autres collectivités locales (communes et EPCI).

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du développement économique définie par la loi NOTRe du 7 août 2015, la CTM est la seule compétente, suivant les orientations définies dans le Schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation(STDEII), pour définir les régimes d'aides aux entreprises.

Enfin, il convient de préciser que l'exercice de recensement annuel s'appliquant exclusivement aux aides mandatées, les effets de ces évolutions pourront être analysés au travers des rapports des années à venir.

Le Conseil exécutif, réuni le 27 juin 2019, a émis un avis favorable pour la transmission de ce dossier à l'Assemblée de Martinique.

Vous êtes invités à prendre acte de la présentation du Rapport annuel du Président du Conseil Exécutif de Martinique sur les dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2018 par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, chers collègues de bien vouloir en délibérer.

- 2 JUL. 2019

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Alfred MARIE-JEANNE



0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total			Régions			Départements			Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf			
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)				
AFR	Régime cadre exempté relatif aux aides à finalité régionale (RGEC)	AFR - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.39252	du 01/07/2014 au 31/12/2020	12 638 221	-	275	12 638 221,24		275							0	RGEC 65/2014 - art. 13 et suivants et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	Remplace le régime X 68/2008 applicable jusqu'au 30/06/2014. Le montant déclaré inclut les subventions mandatées en 2018 cofinancées par la CTM et l'U.E., à savoir 8.042.394 euros pour 36 bénéficiaires. Tx moyen de cofinancement 38 %
AFR	Régime cadre exempté relatif aux aides à finalité régionale (RGEC)	AFR - prêt et avance récupérable	régime exempté	SA.39252	du 01/07/2014 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 13 et suivants et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	Remplace le régime X 68/2008 applicable jusqu'au 30/06/2014
AFR	Régime cadre exempté relatif aux aides à finalité régionale (RGEC)	AFR - garanties	régime exempté	SA.39252	du 01/07/2014 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 13 et suivants et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	Remplace le régime X 68/2008 applicable jusqu'au 30/06/2014
PME	Régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME (RGEC)	PME (RGEC) - Subventions	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME (RGEC)	PME (RGEC) - Bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME (RGEC)	PME (RGEC) - avances récupérables	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME (RGEC)	PME (RGEC) - Prêts à taux réduits	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME (RGEC)	PME (RGEC) - Garanties	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides aux services de conseil en faveur des PME et d'aide - Subventions	Conseils aux PME (RGEC) - Subventions	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides aux services de conseil en faveur des PME - Bonifications d'intérêts	Conseils aux PME (RGEC) - Bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides aux services de conseil en faveur des PME - Avances récupérables	Conseils aux PME (RGEC) - avances récupérables	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides aux services de conseil en faveur des PME - Prêts à taux réduits	Conseils aux PME (RGEC) - Prêts à taux réduits	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides aux services de conseil en faveur des PME - Garanties	Conseils aux PME (RGEC) - Garanties	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à la participation des PME aux foires - Subventions	Foires (RGEC) - Subventions	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	354 648	-	2	354 648,10		2							1	RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014. Feder et CTM 50 %
PME	Régime cadre d'aides à la participation des PME aux foires - Bonifications d'intérêts	Foires (RGEC) - Bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à la participation des PME aux foires - Avances récupérables	Foires (RGEC) - avances récupérables	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements		Nb bénéf	Communes et groupements		Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)				
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)			
PME	Régime cadre d'aides à la participation des PME aux foires - Prêts à taux réduits	Foires (RGEC) - Prêts à taux réduits	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à la participation des PME aux foires - Garanties	Foires (RGEC) - Garanties	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME - subventions	innovation PME - subventions	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME - bonifications d'intérêts	innovation PME - bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME - avances récupérables	innovation PME - avances récupérables	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME - prêts à taux réduit	innovation PME - prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME - garanties	innovation PME - garanties	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des jeunes pousses - subventions	jeunes pousses - subventions	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des jeunes pousses - bonifications d'intérêts	jeunes pousses - bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des jeunes pousses - avances récupérables	jeunes pousses - avances récupérables	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des jeunes pousses - prêts à taux réduit	jeunes pousses - prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
PME	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des jeunes pousses - garanties	jeunes pousses - garanties	régime exempté	SA.40453	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 17 et suivants	Remplace les régimes X 65/2008 et X 66/2008 applicables jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cade d'aides au financement du risque des PME (RGEC)	financement risque PME - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides au financement du risque des PME (RGEC)	financement risque PME - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides au financement du risque des PME (RGEC)	financement risque PME - garanties	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides au financement du risque des PME (RGEC)	financement risque PME - investissement en capital	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides au financement du risque des PME (RGEC)	financement risque PME - exemption ou avantage fiscal	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des jeunes pousses (RGEC)	financement risque jeunes pousses - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements		Nb bénéf	Communes et groupements		Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)				
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)			
FINANCEMENT PME	Régime cade d'aides en faveur des jeunes pousses (RGEC)	financement risque jeunes pousses - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des jeunes pousses (RGEC)	financement risque jeunes pousses - garanties	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des jeunes pousses (RGEC)	financement risque jeunes pousses - investissement en capital	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des jeunes pousses (RGEC)	financement risque jeunes pousses - exemption ou avantage fiscal	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME (RGEC)	plateforme négociation PME - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cade d'aides en faveur des plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME (RGEC)	plateforme négociation PME - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME (RGEC)	plateforme négociation PME - garanties	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME (RGEC)	plateforme négociation PME - investissement en capital	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides en faveur des plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME (RGEC)	plateforme négociation PME - exemption ou avantage fiscal	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides couvrant les coûts de prospection (RGEC)	coûts prospection PME - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides couvrant les coûts de prospection (RGEC)	coûts prospection PME - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cade d'aides couvrant les coûts de prospection (RGEC)	coûts prospection PME - garanties	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cade d'aides couvrant les coûts de prospection (RGEC)	coûts prospection - investissement en capital	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FINANCEMENT PME	Régime cadre d'aides couvrant les coûts de prospection (RGEC)	coûts prospection - exemption ou avantage fiscal	régime exempté	SA.40390	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 21 et suivants	Remplace le régime X 59/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
Capital investissement	Adaptation et prolongation du regime cadre en capital investissement N629-2007	Capital Investissement régional	régime notifié	N 415/2010	31/12/2015	-	-	0											
RDI	Régime cadre d'aides aux projets de recherche et de développement (RGEC)	Recherche fondamentale- subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014

[illegible]

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Régions			Départements			Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations	
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)					Nb bénéf
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Nb bénéf	Montant nominal des aides versées (en euros)		Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Nb bénéf				
RDI	Régime cadre d'aides aux projets de recherche et de développement (RGEC)	Etudes de faisabilité-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020															
RDI	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche (RGEC)	infrastructures recherche-subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche (RGEC)	infrastructures recherche-bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche (RGEC)	infrastructures recherche-avances récupérables	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche (RGEC)	infrastructures recherche-prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche (RGEC)	infrastructures recherche-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur des pôles d'innovation (RGEC)	pôles d'innovation-subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur des pôles d'innovation (RGEC)	pôles d'innovation-bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur des pôles d'innovation (RGEC)	pôles d'innovation-avances récupérables	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur des pôles d'innovation (RGEC)	pôles d'innovation-prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur des pôles d'innovation (RGEC)	pôles d'innovation-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME (RGEC)	innovation PME-subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME (RGEC)	innovation PME-bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME (RGEC)	innovation PME-avances récupérables	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME (RGEC)	innovation PME-prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à l'innovation en faveur des PME (RGEC)	innovation PME-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation (RGEC)	innovation procédé et organisation-subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation (RGEC)	innovation procédé et organisation bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements			Nb bénéf	Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)							
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Montant nominal des aides versées (en euros)		Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)					
RDI	Régime cadre d'aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation (RGEC)	innovation procédé et organisation-avances récupérables	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation (RGEC)	innovation procédé et organisation-prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation (RGEC)	innovation procédé et organisation-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à la recherche et au développement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (RGEC)	R&D pêche et aquaculture-subventions	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à la recherche et au développement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (RGEC)	R&D pêche et aquaculture-bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à la recherche et au développement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (RGEC)	R&D pêche et aquaculture-avances récupérables	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à la recherche et au développement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (RGEC)	R&D pêche et aquaculture-prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
RDI	Régime cadre d'aides à la recherche et au développement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (RGEC)	R&D pêche et aquaculture-garanties	régime exempté	SA.40391	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 25 et suivants	Remplace le régime X 60/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'embauche de travailleurs défavorisés sous forme de subventions salariales (RGEC)	embauche travailleurs défavorisés - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'embauche de travailleurs défavorisés sous forme de subventions salariales (RGEC)	embauche travailleurs défavorisés - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'embauche de travailleurs défavorisés sous forme de subventions salariales (RGEC)	embauche travailleurs défavorisés - garanties	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'emploi de travailleurs handicapés sous forme de subventions salariales (RGEC)	emploi travailleurs handicapés - Subventions et bonifications d'intérêt	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'emploi de travailleurs handicapés sous forme de subventions salariales (RGEC)	emploi travailleurs handicapés - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014	

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total			Régions			Départements			Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf			
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)				
EMPLOI	Régime cadre d'aides à l'emploi de travailleurs handicapés sous forme de subventions salariales (RGEC)	emploi travailleurs handicapés - garanties	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs handicapés - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs handicapés - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs handicapés - garanties	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs défavorisés - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs défavorisés - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
EMPLOI	Régime cadre d'aides destinées à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés (RGEC)	compensation surcoût emploi travailleurs défavorisés - garanties	régime exempté	SA 40208	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 32 et suivants	Remplace le régime X 61/2008 applicable jusqu'au 31/12/2014
FORMATION	Régime cadre d'aides à la formation (RGEC)	Formation - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40207	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 31	Remplace le X 64/2008.
FORMATION	Régime cadre d'aides à la formation (RGEC)	Formation - garanties	régime exempté	SA.40207	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 31	Remplace le X 64/2008.
FORMATION	Régime cadre d'aides à la formation (RGEC)	Formation - avances remboursables et prêts	régime exempté	SA.40207	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 31	Remplace le X 64/2008.
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE (RGEC)	dépassement normes communautaires - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements			Nb bénéf	Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)							
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Montant nominal des aides versées (en euros)		Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)					
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE (RGEC)	dépassement normes communautaires - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE (RGEC)	dépassement normes communautaires - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'UE (RGEC)	adaptation anticipée normes UE - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'UE (RGEC)	adaptation anticipée normes UE - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'UE (RGEC)	adaptation anticipée normes UE - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique (RGEC)	efficacité énergétique - Subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	285 694	-	1	285 693,89		1						0	RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008 Part FEDER (36 %)		
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique (RGEC)	efficacité énergétique - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique (RGEC)	efficacité énergétique - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments (RGEC)	efficacité énergétique des bâtiments - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	814 334	-	2	814 334,44		2								RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments (RGEC)	efficacité énergétique des bâtiments - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008	

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total			Régions			Départements			Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf			
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)				
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments (RGEC)	efficacité énergétique des bâtiments - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement (RGEC)	cogénération à haut rendement - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement (RGEC)	cogénération à haut rendement - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement (RGEC)	cogénération à haut rendement - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RGEC)	énergie renouvelable - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	2 448 549	-	2	2 448 549,39		2							0	RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008 Part Feder et CTM (36 %)
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RGEC)	énergie renouvelable - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (RGEC)	énergie renouvelable - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de sites contaminés (RGEC)	sites contaminés - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de sites contaminés (RGEC)	sites contaminés - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur de sites contaminés (RGEC)	sites contaminés - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces (RGEC)	réseaux de chaleur et de froid efficace - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	430 048	-	1	430 048,17		1							1	RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008 Part Feder et CTM (51 %)
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces (RGEC)	réseaux de chaleur et de froid efficace - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces (RGEC)	réseaux de chaleur et de froid efficace - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets (RGEC)	recyclage et réemploi des déchets - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements		Nb bénéf	Communes et groupements		Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)				
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)			
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets (RGEC)	recyclage et réemploi des déchets - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets (RGEC)	recyclage et réemploi des déchets - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques (RGEC)	infrastructures énergétiques - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétique (RGEC)	infrastructures énergétiques - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétique (RGEC)	infrastructures énergétiques - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aux études environnementales (RGEC)	études environnementales - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aux études environnementales (RGEC)	études environnementales - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
ENVIRONNEMENT	Régime cadre d'aides aux études environnementales (RGEC)	études environnementales - garanties	régime exempté	SA.40405	du 01/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 36 et suivants	Remplace le régime X 63/2008
CULTURE	régime cadre d'aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période (RGEC) - subventions	culture et conservation du patrimoine - subventions	régime exempté	SA.42681	du 10/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 53	
CULTURE	régime cadre d'aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période (RGEC) - bonifications d'intérêts	culture et conservation du patrimoine - bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.42681	du 10/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 53	
CULTURE	régime cadre d'aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période (RGEC) - prêts à taux réduit	culture et conservation du patrimoine - prêts à taux réduit	régime exempté	SA.42681	du 10/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 53	
CULTURE	régime cadre d'aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période (RGEC) - avances récupérables	culture et conservation du patrimoine - avances récupérables	régime exempté	SA.42681	du 10/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 53	
CULTURE	régime cadre d'aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période (RGEC) - garanties	culture et conservation du patrimoine - garanties	régime exempté	SA.42681	du 10/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 53	

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements		Nb bénéf	Communes et groupements		Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)				
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)	Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)						
INFRASTRUCTURES LOCALES	Régime cadre d'aides à l'investissements en faveur des infrastructures locales (RGEC)	infrastructures locales - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40206	du 5/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 56	
INFRASTRUCTURES LOCALES	Régime cadre d'aides à l'investissements en faveur des infrastructures locales (RGEC)	infrastructures locales - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40206	du 5/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 56	
INFRASTRUCTURES LOCALES	Régime cadre d'aides à l'investissements en faveur des infrastructures locales (RGEC)	infrastructures locales - garanties	régime exempté	SA.40206	du 5/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 56	
INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Régime cadre d'aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles (RGEC)	infrastructures sportives et récréatives-subventions	régime exempté	SA.48740	du 10/09/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 55	
INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Régime cadre d'aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles (RGEC)	infrastructures sportives et récréatives-bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.48740	du 10/09/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 55	
INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Régime cadre d'aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles (RGEC)	infrastructures sportives et récréatives- prêts à taux réduit	régime exempté	SA.48740	du 10/09/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 55	
INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Régime cadre d'aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles (RGEC)	infrastructures sportives et récréatives-avances récupérables	régime exempté	SA.48740	du 10/09/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 55	
INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Régime cadre d'aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles (RGEC)	infrastructures sportives et récréatives-garanties	régime exempté	SA.48740	du 10/09/2015 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 55	
CALAMITES NATURELLES	Régime d'aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles (RGEC)	Calamités naturelles - subventions et bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40424	du 17/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 50	Remplace les régimes N 61/2003 et 31/2004
CALAMITES NATURELLES	Régime d'aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles (RGEC)	Calamités naturelles - prêts et avances récupérables	régime exempté	SA.40424	du 17/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 50	Remplace les régimes N 61/2003 et 31/2004
CALAMITES NATURELLES	Régime d'aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles (RGEC)	Calamités naturelles - garanties	régime exempté	SA.40424	du 17/12/2014 au 31/12/2020	-	-	0										RGEC 651/2014 - art. 50	Remplace les régimes N 61/2003 et 31/2004

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total			Régions			Départements			Communes et groupements			Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf	Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)		Nb bénéf			
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)				
SAUVETAGE ET RESTRUCTURATION	Régime d'aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté	PME en difficulté - subventions	régime notifié	SA.41259	du 17/07/2015 au 31/12/2020	428 892	-	7	428 891,90		7								LD sauvetage et restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31/07/2014	Remplace le régime SA.37165 applicable jusqu'au 31/12/2004 qui prolongeait le régime N 386/2007
SAUVETAGE ET RESTRUCTURATION	Régime d'aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté	PME en difficulté - bonifications d'intérêts	régime notifié	SA.41259	du 17/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0											LD sauvetage et restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31/07/2014	Remplace le régime SA.37165 applicable jusqu'au 31/12/2004 qui prolongeait le régime N 386/2007
SAUVETAGE ET RESTRUCTURATION	Régime d'aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté	PME en difficulté - prêts à taux réduit	régime notifié	SA.41259	du 17/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0											LD sauvetage et restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31/07/2014	Remplace le régime SA.37165 applicable jusqu'au 31/12/2004 qui prolongeait le régime N 386/2007
SAUVETAGE ET RESTRUCTURATION	Régime d'aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté	PME en difficulté - avances récupérables	régime notifié	SA.41259	du 17/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0											LD sauvetage et restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31/07/2014	Remplace le régime SA.37165 applicable jusqu'au 31/12/2004 qui prolongeait le régime N 386/2007
SAUVETAGE ET RESTRUCTURATION	Régime d'aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté	PME en difficulté - garanties	régime notifié	SA.41259	du 17/07/2015 au 31/12/2020	-	-	0											LD sauvetage et restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31/07/2014	Remplace le régime SA.37165 applicable jusqu'au 31/12/2004 qui prolongeait le régime N 386/2007
AIDES INDIVIDUELLES A CARACTERE SOCIAL	Aide à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique territoriale	Aide à la protection sociale complémentaire	régime notifié	N 495/2010	10/11/2017	-	-	0											107-2 TFUE	
COOPERATION TERRITORIALE EUROPEENNE	Régime d'aides couvrant les coûts de coopération dans le cadre de projets de coopération territoriale européenne (RGEC)	CTE - subventions	régime exempté	SA.40646	du 16/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 20 et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	
COOPERATION TERRITORIALE EUROPEENNE	Régime d'aides couvrant les coûts de coopération dans le cadre de projets de coopération territoriale européenne (RGEC)	CTE - bonifications d'intérêts	régime exempté	SA.40646	du 16/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 20 et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	
COOPERATION TERRITORIALE EUROPEENNE	Régime d'aides couvrant les coûts de coopération dans le cadre de projets de coopération territoriale européenne (RGEC)	CTE - prêts à taux réduit	régime exempté	SA.40646	du 16/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 20 et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	
COOPERATION TERRITORIALE EUROPEENNE	Régime d'aides couvrant les coûts de coopération dans le cadre de projets de coopération territoriale européenne (RGEC)	CTE - avances récupérables	régime exempté	SA.40646	du 16/01/2015 au 31/12/2020	-	-	0											RGEC 65/2014 - art. 20 et décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones AFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME	

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

0	Intitulé	Forme de l'aide	Type	Référence	Durée	Total		Nb bénéf	Régions		Nb bénéf	Départements		Nb bénéf	Communes et groupements		Nb bénéf	Taux de cofinancement	Base juridique	Observations
						Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)			Montant des aides versées incluant les cofinancements sur fonds européens (en euros)					
						Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)		Montant nominal des aides versées (en euros)	Equivalent subvention brut (ESB) des aides versées sous forme de prêts, avances récupérables et garanties (en euros)				
AFR	Aides à l'investissement immobilier accordées aux entreprises par les CT et leur groupements	immobilier d'entreprise "zone AFR"	régime exempté	XR 154/2007	31/12/2013	1 334 897	-	1	1 334 896,94		1,00									
PME	Aides aux actions collectives	Actions collectives	régime notifié	E1/90NN120/9	01/01/2014	127 008	-	2	127 008,00		2,00									
AGRICULTURE	Aides aux investissementsdes grandes entreprises actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles	Subventions	régime notifié	SA 41735	01/10/2015 au 31/12/2020	840 630	-	1	840 630,10		1,00									
AGRICULTURE	Aides aux actions de promotion des produits agricoles	Subventions	régime notifié	SA 39677	23/06//2015 au 31/12/2020	27 924	-	3	27 923,79		3,00									
AGRICULTURE	Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire	Subventions	régime otifié	SA 50388	19/0122015 au 31/12/2020	10 900	-	1	10 899,79		1,00									
AGRICULTURE	Aide à la recherche et au développement dans le secteur agricole et forestier pour la période 2015/2020	Subventions	régime exempté	SA 40957	19/05/2015 au 31/12/2020	204 198	-	2	204 197,81		2,00									
TRANSPORT	Régime-cadre relatif aux mesures de soutien au transport (compensation des surcoûts de transport et aide au transport des déchets dangereux)	compensation des surcoûts de transport (aide au fret) - subventions	régime exempté	SA 39297	du 01/07/2014 au 31/12/2020	6 512 941	-	38	6 512 940,86		38,00							35%		Part Feder
TRANSPORT	Régime-cadre relatif aux mesures de soutien au transport (compensation des surcoûts de transport et aide au transport des déchets dangereux)	Aide au transport des déchets dangereux - Subvention	régime eempté	SA 39297	du 01/07/2014 au 31/12/2020	847 453	-	3	847 453,32		3,00							45%		Part Feder

[illegible]

Annexe n°1, 1er onglet

Régimes d'aides
(Liste non exhaustive à compléter)

[illegible]

Annexe n°1, 3ème onglet

[illegible]



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-301-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-301-1

RÉVISION DE LA TARIFICATION DE LA PRESTATION DE PORTAGE DE REPAS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Madame Marie-France TOUL, vice-présidente de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Général n°CG/54-95 du 27 juin 1995 portant cadre d'habilitation au titre de l'aide sociale des services de portage de repas à domicile ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le tarif unitaire des repas servis aux bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de l'aide sociale est fixé à huit euros (8,00 €).

ARTICLE 2 : Le reste à charge des bénéficiaires est déterminé comme suit :

- Pour l'APA à partir du taux issu de leur plan d'aide,
- Pour l'aide sociale, conformément au tableau ci-dessous.

Prix unitaire	Plafond mensuel de ressources (*)		Participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) (60%)	Reste à charge du bénéficiaire (40 %)
8,00€	Personne seule 868,20 €	Ménage 1 347,88 €	4,80 €	3,20 €

(*) Plafond d'attribution de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

ARTICLE 3 : Ce tarif est applicable à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle la présente délibération est rendue exécutoire.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 934 et 9343 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-302-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-302-1

RÉVISION DE LA TARIFICATION DES SERVICES D'AIDE MÉNAGÈRE HABILITÉS À INTERVENIR AU PROFIT DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Madame Marie-France TOUL, vice-présidente de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n°CP/137-11 du 17 février 2011 portant révision du tarif horaire départemental d'aide ménagère au titre de l'aide sociale exercice 2011 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la circulaire CNAV n°2018-26 du 20 novembre 2018 relative aux montants des paramètres financiers des prestations d'action sociale servies à compter du 1^{er} janvier 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le tarif horaire de la prestation d'aide-ménagère est indexé sur celui fourni par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) pour les assurés sociaux, pour l'année 2019 et les années suivantes.

ARTICLE 2 : Le tarif horaire de la prestation d'aide-ménagère est fixé à vingt euros quatre-vingt centimes (20,80 €) à compter de 2019.

ARTICLE 3 : La participation des bénéficiaires est portée à deux euros huit centimes de l'heure (2,08 €/heure).

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-303-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2019
Date de réception préfecture : 30/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **30 AOUT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-303-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE (UDAF 972) POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 15 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt-dix mille euros (90 000,00 €) à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique (UDAF 972), pour la réalisation de son programme d'activités au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-304-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-304-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES (S.A.V.) GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une participation financière d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000,00 €) à la CROIX ROUGE FRANCAISE au titre des dépenses de fonctionnement du Service d'Aide aux Victimes (S.A.V.), au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-305-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-305-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €) à la Case Sociale des Outre-Mer (CSDOM), pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 60 % dès que la présente est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées pour la réalisation du programme d'actions 2019, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-306-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **2 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-306-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POINT SERVICES AUX PARTICULIERS POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 ET DU PROJET « BIEN BONJOU »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille cinq cents euros (7 500 €) à l'association Point Services aux Particuliers, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2018 et la mise en place du projet « Bien Bonjou » en faveur des personnes âgées.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Point Services Aux Particuliers.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, des 18 et 19 juillet 2019 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-307-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-307-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « COLLÈGE DE CARDIOLOGIE DE LA MARTINIQUE » POUR L'ORGANISATION DES 24^{ÈMES} JOURNÉES CARIBÉENNES DE CARDIOLOGIE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 15 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association « Collège de Cardiologie de la Martinique » pour l'organisation des 24^{ÈMES} Journées Caribéennes de Cardiologie les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier des « 24^{èmes} Journées Caribéennes de Cardiologie », datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190902-19-308-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-308-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTÈ POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 15 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association Clowns Doktè pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 60 % dès que la présente est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées pour la réalisation du programme d'actions 2019, datés, signés et certifiés conformes par la Présidente de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-309-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-309-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PASSERELLE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association PASSERELLE, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 60 % dès que la présente est rendue exécutoire
- Le solde sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées pour la réalisation du programme d'actions 2019, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-310-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-310-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT COOPÉRATIF DE MARTINIQUE POUR LA PROMOTION DES PERSONNES INADAPTÉES ET HANDICAPÉES (GCMPIH) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 11 juillet 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 15 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre-vingt-quinze mille euros (95 000,00 €) au Groupement Coopératif de Martinique pour la Promotion des personnes Inadaptées et Handicapées (GCMPIH), pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-311-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE :

- 2 SEP. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-311-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE LA CARAVANE DE L'UNITÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Insertion, économie sociale et solidaire le 15 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à l'association MADIN'JEUNES AMBITION, pour la campagne de «La Caravane de l'unité », au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association MADIN'JEUNES AMBITION.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





2^E RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-312-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-312-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ALLO HÉBERGE-MOI POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROJET INTITULÉ « RÉHABILITE TOÎT »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Insertion, économie sociale et solidaire le 15 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) à l'association ALLO HÉBERGE-MOI, pour la mise en place de son projet intitulé « Réhabilite toît ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association ALLO HÉBERGE-MOI.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-313-1-DE
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-313-1

PORTANT VERSEMENT DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À LA VILLE DU GROS-MORNE AU TITRE DU CONTRAT DE PROGRÈS, APRÈS REQUALIFICATION DE LA NATURE DES CHANTIERS D'INSERTION ET ADOPTION D'UN NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 14-1734-1 du 25 novembre 2014 portant mise en place d'un Contrat de Progrès avec les communes pour 2014-2017 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-133-1 du 03 février 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville du Gros-Morne dans le cadre du Contrat de Progrès, notamment son article 3 relatif à deux chantiers d'insertion et un chantier de proximité au titre du volet pour la lutte contre l'exclusion ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville du Gros-Morne n°2019/05 du 26 février 2019 relative aux chantiers d'insertion – aide au financement de la part communale par le biais du Contrat de Progrès ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Insertion, économie sociale et solidaire le 15 juillet 2019 ;
Considérant que Monsieur Gilbert COUTURIER, Conseiller à l'Assemblée de Martinique et Maire du Gros-Morne, n'a pas pris part, ni assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et la Ville du Gros-Morne, ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM verse sa participation financière à hauteur de trois cent mille euros (300 000 €), à un chantier de proximité et deux chantiers d'insertion, mis en place par la Ville du Gros-Morne.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont effectuées conformément aux dispositions prévues dans la convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que tout acte y afférent et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





**CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A LA VILLE DU GROS-MORNE AU TITRE DU CONTRAT DE PROGRES
APRES REQUALIFICATION DE LA NATURE DES CHANTIERS D'INSERTION
ET ADOPTION D'UN NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT ENTERINE PAR
DELIBERATION MUNICIPALE DU 26 FEVRIER 2019**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n° 14-1734-1 du 25 Novembre 2014 portant mise en place d'un contrat de progrès avec les communes pour la période 2014-2017,
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-133-1 du 03 février 2015, portant octroi d'une subvention à la ville du Gros-Morne dans le cadre du Contrat de Progrès pour la réalisation de 2 chantiers d'insertion et un chantier de proximité au titre du volet pour la lutte contre l'exclusion,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 février 2019,
Vu la décision de l'Assemblée de Martinique, portant autorisation d'établir une convention au titre du Contrat de Progrès après requalification de la nature des chantiers d'insertion et adoption d'un nouveau plan de financement entériné par délibération municipale du 26 février 2019,*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-
JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

La ville du Gros-Morne

Représentée par, Monsieur Gilbert COUTURIER, habilité à représenter les co-
contractants en sa qualité de Maire,
ayant son siège social sis Hôtel de ville- 2 rue Schœlcher- 97213 Gros-Morne
Dénommée ci-après le Partenaire.

PREAMBULE

Le présent Contrat de progrès a pour objectif d'accompagner la commune de Sainte-
Luce dans sa démarche d'amélioration du cadre de vie de ses administrés, de cohésion
sociale et de prévention de l'exclusion en approuvant la mise en place de 3 actions
sous forme de chantiers de proximité et d'ACI :

- un chantier de proximité visant la création de 100 maisons individuelles
- un chantier d'insertion pour la réhabilitation des jardins du Gros-Morne et la
pérennisation du patrimoine culturel et botanique de la Martinique
- un chantier d'insertion pour l'embellissement des entrées et sites dégradés
de la ville

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM
apporte son soutien aux activités de la ville du Gros-Morne au vu de la délibération
municipale du 26 février 2019 qui requalifie la nature des chantiers d'insertion en
tenant compte des besoins existants et entérine un nouveau plan de financement qui
est le suivant :

INTITULE ACTIONS	FINANCEURS	MONTANT	TOTAL
ACTION 1 : Chantier de proximité Réparation de 100 maisons individuelles	<ul style="list-style-type: none">• Commune• CTM	40 000 € 100 000 €	140 000 €
ACTION 2 : Réhabilitation des jardins du Gros-Morne et pérennisation du patrimoine culturel et botanique de la Martinique	<ul style="list-style-type: none">• Commune• CTM	40 000 € 100 000 €	140 000 €
ACTION 3 : Embellissement des entrées et sites dégradés de la ville du Gros-Morne ACI : Carreleur Mosaïste	<ul style="list-style-type: none">• Commune• CTM	40 000 € 100 000 €	140 000 €
			420 000 €

il convient de préciser qu'en ce qui concerne l'action 3 : ACI Carreleur Mosaïste pour l'embellissement des entrées et sites dégradés de la ville, l'association CAID PATRIMOINE retenue par la ville pour la réalisation du projet a reçu une subvention d'un montant de total de cent mille cinq cents euros (100 500 €) pour la mise en œuvre de cet ACI, par arrêté délibéré n° 17-685-1 du 04/07/2017.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du projet de réalisation de ces 3 chantiers.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de trois cent mille euros (300 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de 300 000 € (trois cent mille euros) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 50% du montant global de la subvention soit, cent cinquante mille euros (150 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.
- Le solde cent cinquante mille euros (150 000 €) au vu :
 - du procès-verbal de réception des travaux de l'ensemble des chantiers
 - d'une attestation visée du comptable de la collectivité, récapitulant par dépenses et par bénéficiaires les mandatements effectués pour la réalisation de des chantiers,
 - le rapport final d'exécution des travaux.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de « la ville du Gros-Morne » auprès du TRESOR PUBLIC.

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
45159	00005	3D430000000	83

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard six (6) mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,

- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. À cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise

- en œuvre des politiques publiques portées par la C.T.M. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
 - l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à
En quatre exemplaires originaux.

Le

Le Maire de la ville du Gros-Morne

Le Président du Conseil
Exécutif de la Collectivité
Territoriale de Martinique

Gilbert COUTURIER

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

TECHNIQUE ET FINANCIERE

Informations attendues pour le volet lutte contre l'exclusion et la précarité

- Intitulé de l'opération
- Objectif du chantier
- Durée du chantier d'insertion
- Nombre de bénéficiaires
- Mission des salariés en insertion
- Modalités de l'encadrement (encadrant technique, accompagnateur social professionnel ?)
- Formation(s) proposée(s) dans le cadre du chantier d'insertion (individuelle ou collective)
- Nombre d'heures de formation
- Moyens nécessaires

ANNEXE 2

TECHNIQUE ET FINANCIERE

Informations attendues pour le volet dispositif contractuel et soutien aux projets communaux d'intérêts majeurs.

- Délibération du conseil municipal approuvant l'opération avec le plan de financement
- Note de présentation faisant figurer les objectifs du projet
- Echancier de réalisation
- Plan de financement
- Descriptif détaillé
- Devis estimatif
- Plan de situation
- RIB



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-314-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-314-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-132-1 DU 03 FÉVRIER 2015 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-LUCE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROGRÈS

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 14-1734-1 du 25 novembre 2014 portant mise en place d'un Contrat de Progrès avec les communes pour 2014-2017 ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-132-1 du 3 février 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Sainte-Luce dans le cadre du Contrat de Progrès ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Insertion économie sociale et solidaire le 15 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 3 de la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-132-1 du 3 février 2015, susvisée est modifiée comme suit :

« Une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) est accordée en autorisation de programme à la Ville de Sainte-Luce au titre de la lutte contre l'exclusion et la précarité pour la mise en place d'une épicerie sociale.

Cette somme est imputée au chapitre 904 420 article 204412 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies dans une convention. »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n° 15-132-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019. //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-315-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-315-1

PORTANT TAUX DE PROMOTION (RATIOS POUR AVANCEMENT DE GRADE) DES EFFECTIFS TITULAIRES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, particulièrement son article 49 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-552-1 du 20 décembre 2018 portant taux de promotion (ratios pour l'avancement de grade) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;
Vu l'avis du Comité Technique de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 30 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique fixe les taux de promotion (ratios pour les avancements de grade) des agents titulaires ainsi qu'il suit :

CATEGORIE C	Ratios Maxi
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	40%
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	100%
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	35%
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT	35%
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2EME CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT	51%
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	100%
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%
AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	60%
AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%

CATEGORIE B	Ratios Maxi
REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	90%
REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	75%
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	90%
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	90%
TECHNICIEN PARA-MEDICAL DE CLASSE SUPERIEURE	10%
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PRINCIPAL	10%
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS PRINCIPAL	50%
ASSISTANT CONSERVATION PATRIMOINE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	100%

ASSISTANT CONSERVATION PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	90%
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	90%
EDUCATEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	100%
EDUCATEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	100%

CATEGORIE A	Ratios Maxi
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	60%
ATTACHE PRINCIPAL	90%
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	60%
INGENIEUR PRINCIPAL	20%
MEDECIN HORS CLASSE	50%
MEDECIN DE 1ERE CLASSE	50%
PSYCHOLOGUE HORS CLASSE	30%
PUERICULTRICE HORS-CLASSE	20%
PUERICULTRICE DE CLASSE SUPERIEURE	20%
SAGE FEMME HORS CLASSE	30%
INFIRMIER EN SOINS GENERAUX HORS CLASSE	20%
INFIRMIER EN SOINS GENERAUX DE CLASSE SUPERIEURE	10%
CONSEILLER SOCIO-EDUCATIF DE CLASSE SUPERIEURE	20%
DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE DE 1ERE CATEGORIE	30%
PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HORS CLASSE	50%
CONSERVATEUR EN CHEF DU PATRIMOINE	40%
CONSERVATEUR EN CHEF DE BIBLIOTHEQUES	40%
ATTACHE DE CONSERVATION PRINCIPAL DU PATRIMOINE	50%
BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	50%
CONSEILLER PRINCIPAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	40%

ARTICLE 2 : Ces ratios peuvent être modifiés d'une année sur l'autre en fonction des possibilités de nomination et des besoins de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération se substitue à la délibération n°18-552-1 du 20 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-316-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE :

- 2 SEP. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-316-1

PORTANT MISE EN OEUVRE DES PARCOURS PROFESSIONNELS, CARRIÈRES ET RÉMUNÉRATIONS (PPCR) POUR LES CADRES D'EMPLOIS DES ASSISTANTS SOCIO-ÉDUCATIFS (ASE) ET ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS (EJE)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, particulièrement son article 49 ;

Vu l'article 148 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 relatif à la modernisation des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations et à l'avenir de la fonction publique ;

Vu le décret n°2016-1372 du 12 octobre 2016 relatif à la mise en oeuvre du protocole relatif aux Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) et à l'avenir de la fonction publique concernant notamment les cadres d'emplois de la filière sociale ;

Vu le décret n°2017-901 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs ;

Vu le décret n°2017-902 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des solidarités ;
Considérant les besoins des services, le reclassement des agents titulaires de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) suite au protocole relatif aux PPCR, et des agents contractuels dans le nouveau cadre d'emplois ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les cadres d'emplois des assistants socio-éducatifs et des éducateurs de jeunes enfants suite au protocole relatif aux Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR), et conformément aux deux décrets susvisés sont modifiés comme suit :

ANCIEN GRADE	CATEGORIE	NOMBRE DE POSTES	INDICE BRUT	NOUVEAU GRADE APRES PPCR	CATEGORIE	NOMBRE DE POSTES	INDICE BRUT
Assistant socio-éducatif principal	B	106	455 -707	Assistant socio-éducatif 1ère classe	A	108	458 -712
Assistant socio-éducatif	B	102	389 -638	Assistant socio-éducatif de 2nde classe	A	107	404 - 642
Educateurs jeunes enfants	B	16	389 -638	Educateurs jeunes enfants de 2nde classe	A	16	404 - 642

ARTICLE 2 : Le tableau des emplois et des effectifs de la Collectivité est mis à jour en conséquence.

ARTICLE 3 : La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-317-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **23 AOÛT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-317-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE
3 296 803,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS DE TYPE PLS SITUÉS 33-39
AVENUE JEAN JAURES, QUARTIER TERRES SAINVILLE À FORT-DE-FRANCE**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM ;

Vu le contrat de prêt n°93641 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de trois millions deux cent quatre-vingt seize mille huit cent trois euros (3 296 803 €) souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 93641, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 20 logements de type PLS, situés 33-39 avenue Jean Jaurès, quartier Terres Sainville à Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 93641

Entre

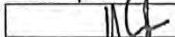
SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0050-PR0058 V2.18, page 1/25
Contrat de prêt n° 93641 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


1/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après Indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRO050-PRO058 V2 18 page 2/25
Contrat de prêt n° 93641 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0088 V2.18 page 3/25
Contrat de prêt n° 93641 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération JAURES - FORT DE FRANCE, Parc social public, Construction de 20 logements situés 33-39 Avenue Jean JAURES 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions deux-cent-quatre-vingt-seize mille huit-cent-trois euros (3 296 803,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2017, d'un montant d'un million trois-cent-vingt mille cent-vingt-quatre euros (1 320 124,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2017, d'un montant d'un million neuf-cent-soixante-seize mille six-cent-soixante-dix-neuf euros (1 976 679,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE


Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les Intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

h

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/25



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

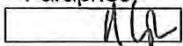
Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **25/05/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes,

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
8/25



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

Paraphes

4

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0088 V2.18 page 10/25
Contrat de prêt n° 93541 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes,

10/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS		
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5285623	5285622		
Montant de la Ligne du Prêt	1 320 124 €	1 976 679 €		
Commission d'instruction	790 €	1 180 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,81 %	1,81 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,81 %	1,81 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index de préfinancement	1,06 %	1,06 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81 %	1,81 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	1,06 %	1,06 %		
Taux d'intérêt ²	1,81 %	1,81 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		

Paraphes

4

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Phase d'amortissement (suite)			
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

PR0090-PR0068 V2.18, page 12/25
Contrat de prêt n° 93641 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

h

12/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

▪ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/25



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE - 19/25



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/25



www.groupecaisseadesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

23/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes,

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

24/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 MARS 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


OZANAM
Groupe ActionLogement
BP 7220 - 97274 SCHÉLCHER CEDEX
Pointe de Jaham - 97233 SCHÉLCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Le, 7 Mars 2019

Pour la Caisse des Dépôts,


Civilité : Mlle

Nom / Prénom

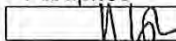
Qualité : Directrice Régionale Adjointe

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Paraphes



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 296 803 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction 20 logements sociaux de type PLS, 33-39 avenue Jean Jaurès, quartier Terres Sainville sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE HUIT CENT TROIS EUROS (3 296 803,00€) destiné à la construction de 20 logements de type PLS situés 33-39 avenue Jean Jaurès, quartier Terres Sainville sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	CPLS	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017
Identifiant de la ligne du prêt	5285623	5285622
Montant de la ligne du prêt	1 320 124 €	1 976 679 €
Commission d'instruction	790€	1 180€
Durée de la période	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,81%	1,81%
TEG de la ligne du prêt	1,81%	1,81%
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06 %	1,06 %
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81%	1,81%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement		
Durée	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %
Taux d'intérêt	1,81%	1,81%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-318-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-318-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT
TOTAL DE 7 645 335,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 69 LOGEMENTS
(55 LLS ET 14 LLTS) RÉSIDENCE LE PAVÉ, BOULEVARD PASTEUR QUARTIER CROZANVILLE
À FORT-DE-FRANCE**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM ;

Vu le contrat de prêt n°95280 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de sept millions six cent quarante cinq mille trois cent trente cinq euros (7 645 335,00 €) souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 95280, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 69 logements dont 55 LLS et 14 LLTS, résidence Le Pavé, boulevard Pasteur quartier Crozanville, Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 95280

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0050-PR0058 V2.202 page 1/24
Contrat de prêt n° 95280 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

2/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

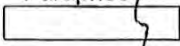
SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V2.20.2 page 3/24
Contrat de prêt n° 95280 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CROZANVILLE - FORT DE FRANCE, Parc social public, Acquisition en VEFA de 69 logements situés BOULEVARD PASTEUR 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept millions six-cent-quarante-cinq mille trois-cent-trente-cinq euros (7 645 335,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million quatre-cent-vingt-et-un mille deux-cent-soixante-dix euros (1 421 270,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six millions deux-cent-vingt-quatre mille soixante-cinq euros (6 224 065,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

4/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

PRO090-PRO069 V2 20.2 page 7/24
Contrat de prêt n° 95280 Emprunteur n° 000205749

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
7/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **09/07/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
 - soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR039-PR039 V2 202 page 1024
Contrat de prêt n° 55260 Emprunteur n° 00005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

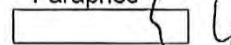
Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5227652	5227653		
Montant de la Ligne du Prêt	1 421 270 €	6 224 065 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX 2017 page 12/24
Contrat de prêt n° 55280 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

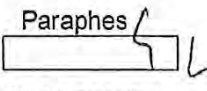
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

PR0090-PR0068 V2.20.2 page 13/24
Contrat de prêt n° 95260 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes 
13/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

▪ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La dite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

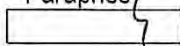


caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

PROJSC-PROJSC V2.202 page 17/24
Contrat de prêt n° 55280 Emprunteur n° 000205749

Paraphes /  17/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

PR0090-PR0058 V2 20_2 page 18/24
Contrat de prêt n° 95280 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
19/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.20.2 page 20/24
Contrat de prêt n° 95280 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

PR0090-PR0068 V2.20.2 page 22/24
Contrat de prêt n° 95390 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes/


22/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
23/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 AVR. 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHCELCHER CEDEX
Pointe de Jahan - 97233 SCHCELCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Le, 9 avril 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial

Paraphes

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 7 645 335 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 69 logements (55 LLS et 14 LLTS), résidence LE PAVE situés boulevard Pasteur – quartier Crozanville, sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de SEPT MILLIONS SIX CENT QUARANTE CINQ MILLE TROIS CENT TRENTE CINQ EUROS (7 645 335,00 €) destiné à la construction de 69 logements (55 LLS et 14 LLTS), résidence LE PAVE situés boulevard Pasteur - quartier Crozanville, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	PLAI	PLUS
Identifiant de la ligne du prêt	5227652	5227653
Montant de la ligne du prêt	1 421 270 €	6 224 065 €
Commission d'instruction	0€	0€
Durée de la période	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55%	1,35%
TEG de la ligne du prêt	0,55%	1,35%
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	-0,2%	0,6%
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55%	1,35%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement		
Durée	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	-0,2 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-319-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-319-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT
TOTAL DE 880 513,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE
12 LOGEMENTS DONT 5 LLS ET 7 LLTS RÉSIDENCE ARMANTINE ROUTE DE
REDOUTE – QUARTIER DESAIX À FORT-DE-FRANCE
ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-54-1 DU 09 FÉVRIER 2017**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM ;

Vu le contrat de prêt n°95803 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-54-1 du 9 février 2017 est annulée.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de huit cent quatre-vingt mille cinq cent treize euros (880 513 €) souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 95803, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 12 logements sociaux dont 5 LLS et 7 LLTS, situés route de Redoute, quartier Desaix à Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 95803

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.20.2 page 1/24
Contrat de prêt n° 95803 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

G

1/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

2/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0090-PR0068 V2.202 page 3/24
Contrat de prêt n° 95803 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération DESAIX REDOUTE - FORT DE FRANCE, Parc social public, Acquisition en VEFA de 12 logements situés ROUTE DE REDOUTE 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-quatre-vingts mille cinq-cent-treize euros (880 513,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-soixante-seize mille neuf-cent-quatre-vingt-dix euros (476 990,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-trois mille cinq-cent-vingt-trois euros (403 523,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

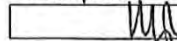
Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités Internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

PRO050-PRO058 V2.20.2 page 7/24
Contrat de prêt n° 95303 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **24/07/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
8/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5299195	5299194		
Montant de la Ligne du Prêt	476 990 €	403 523 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0050-PR0058 V2.20.2 page 12/24
Contrat de prêt n° 55903 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) Indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 16 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

PR0090-PROCES V2.20.2, page 17/24
Contrat de prêt n° 55603 Emprunteur n° 002205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

h

17/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

h

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

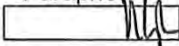
17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

PR0090-PR0068 V2 20.2 page 19/24
Contrat de prêt n° 55805 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

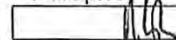
Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

h

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES
Tél : 05 96 72 84 00
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
21/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

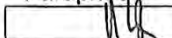
Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

23/24



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 AVR. 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : *M*

Nom / Prénom :

Qualité : *Directeur Général*

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, *24 Avril 2019*

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : *Mme*

Nom / Prénom

Qualité : *Directrice régionale adjointe*

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHCELCHER CEDEX
Pointe de Jaham - 97233 SCHCELCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37

Directeur Général

Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
24/24

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 880 513,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 12 logements (5 LLS et 7 LLTS), résidence Armantine route de Redoute – quartier Desaix, sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de HUIT CENT QUATRE VINGT MILLE CINQ CENT TREIZE EUROS (880 513,00 €) destiné à la construction de 12 logements (5 LLS et 7 LLTS), résidence Armantine route de Redoute – quartier Desaix, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	PLAI	PLUS
Identifiant de la ligne du prêt	5299195	5299194
Montant de la ligne du prêt	476 990 €	403 523 €
Commission d'instruction	0€	0€
Durée de la période	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55%	1,35%
TEG de la ligne du prêt	0,55%	1,35%
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	-0,2%	0,6%
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55%	1,35%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement		
Durée	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	-0,2 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-320-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-320-1

PORTANT MISE À JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER SUITE À LA PUBLICATION DE LA DÉCISION UE N°2019/664 DU 15 AVRIL 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision n° 2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n° 940/214/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des douanes ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont validées les modifications portées au tarif général d'octroi de mer, sur les importations et les livraisons réalisées en Martinique, fixant les taux d'octroi de mer applicables aux marchandises nommément désignées, destinées aux producteurs régulièrement déclarés.

ARTICLE 2 : Ce tarif comprend les évolutions issues des modifications portées à la Décision UE n°940/2014 du 17 décembre 2014, par la Décision n°2019/664 UE du 15 avril 2019 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises pour les différentiels autorisés par le Conseil des Communautés Européennes.

ARTICLE 3 : Les biens concernés par cette modification sont repris en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication.

En cas de modification de positions tarifaires par l'Union Européenne, le présent tarif est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle décision.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
040310	Yoghourts, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao					
04031011	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses ≤ 3%	20	2,5	0	2,5	C
04031013	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 3% mais ≤ 6%	20	2,5	0	2,5	C
04031019	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 6%	20	2,5	0	2,5	C
04031031	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses ≤ 3%	20	2,5	0	2,5	C
04031033	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 3% mais ≤ 6%	20	2,5	0	2,5	C
04031039	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 6%	20	2,5	0	2,5	C
04031051	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses ≤ 1,5%	20	2,5	0	2,5	C
04031053	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses > 1,5% mais ≤ 27%	20	2,5	0	2,5	C
04031059	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses > 27%	20	2,5	0	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
04031091	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses ≤ 3% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)	20	2,5	0	2,5	C
04031093	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses > 3% mais ≤ 6% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)	20	2,5	0	2,5	C
04031099	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses > 6% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)	20	2,5	0	2,5	C
0706	Carottes, navets, betteraves à salade, salsifis, céleris-raves, radis et racines comestibles simil., à l'état frais ou réfrigéré					
07061000	Carottes et navets, à l'état frais ou réfrigéré	20	2,5	0	2,5	B
07069010	Céleris-raves, à l'état frais ou réfrigéré	20	2,5	0	2,5	B
07069030	Raifort Cochlearia armoracia, à l'état frais ou réfrigéré	20	2,5	0	2,5	B
07069090	Betteraves à salade, salsifis, radis et racines comestibles simil., à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des carottes, des navets, des céleris-raves et du raifort)	20	2,5	0	2,5	B
07093000	Aubergines, à l'état frais ou réfrigéré	10	2,5	0	2,5	A
07094000	Céleris, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des céleris-raves)	10	2,5	0	2,5	A
07096010	Piments doux ou poivrons, à l'état frais ou réfrigéré	20	2,5	0	2,5	B
07096091	Piments du genre Capsicum, à l'état frais ou réfrigéré, destinés à la fabrication de la capsicine ou de teintures d'oléorésines de Capsicum	20	2,5	0	2,5	B
07096095	Piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, à l'état frais ou réfrigéré, destinés à la fabrication industrielle d'huiles essentielles ou de résinoïdes	20	2,5	0	2,5	B

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Diférentiel A = 10% B = 20% C= 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
07096099	Piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des piments doux ou poivrons ainsi que des piments destinés à la fabrication de la capsicine, de teintures d'oléorésines de Capsicum, d'huiles essentielles ou de résinoïdes)	20	2,5	0	2,5	B
07099390	Citrouilles, courges et calebasses [Cucurbita spp.], à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des courgettes)	10	2,5	0	2,5	A
0710	Légumes, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés					
07101000	Pommes de terre, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées	5	2,5	0	2,5	B
07102100	Pois Pisum sativum, écosés ou non, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	7	2,5	0	2,5	B
07102200	Haricots Vigna spp., Phaseolus spp., écosés ou non, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	5	2,5	0	2,5	B
07102900	Légumes à cosse, écosés ou non, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés (à lexcl. des pois Pisum sativum et des haricots Vigna spp., Phaseolus spp.)	5	2,5	0	2,5	B
07103000	Épinards, tétragones [épinards de Nouvelle-Zélande] et arroches [épinards géants], non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	7	2,5	0	2,5	B
07104000	Maïs doux, non cuit ou cuit à l'eau ou à la vapeur, congelé	7	2,5	0	2,5	B
07108010	Olives, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées	7	2,5	0	2,5	B
07108051	Piments doux ou poivrons, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	7	2,5	0	2,5	B
07108059	Piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés (à lexcl. des piments doux et des poivrons)	7	2,5	0	2,5	B
07108061	Champignons du genre Agaricus, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	7	2,5	0	2,5	B
07108069	Champignons, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés (à lexcl. des champignons du genre Agaricus)	7	2,5	0	2,5	B
07108070	Tomates, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées	7	2,5	0	2,5	B
07108080	Artichauts, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	7	2,5	0	2,5	B
07108085	Asperges, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées	7	2,5	0	2,5	B

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
07108095	Légumes, non cuits ou cuits à leau ou à la vapeur, congelés (à lexcl. des pommes de terre, des légumes à cosse, des épinards, des tétragones [épinards de Nouvelle-Zélande], des arroches [épinards géants], du maïs doux, des olives, des piments du genre "Capsicum" ou du genre "Pimenta", des champignons, des tomates, des artichauts et des asperges)	5	2,5	0	2,5	B
0714	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules simil. à haute teneur en fécule ou en inuline, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets; moelle de sagoutier					
07141000	Racines de manioc, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même débitées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets	15	2,5	5	2,5	A
07142010	Patates douces, fraîches, entières, destinées à la consommation humaine	15	2,5	5	2,5	A
07142090	Patates douces, fraîches réfrigérées, congelées ou séchées, même débitées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets (à lexcl. des patates douces, fraîches, entières, destinées à la consommation humaine)	15	2,5	5	2,5	A
07143000	Ignames [Dioscorea spp.], fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même coupées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets	15	2,5	5	2,5	A
07144000	Colocases [Colocasia spp.], fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même coupées en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets	15	2,5	5	2,5	A
07145000	Yautias [Xanthosoma spp.], frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets	15	2,5	5	2,5	A
07149020	Racines darrow-root et de salep et racines et tubercules similaires à haute teneur en fécule, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérées sous forme de pellets (à lexcl. des racines de manioc, des patates douces, des ignames, des colocases et des yautias)	15	2,5	5	2,5	A

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Diférentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
07149090	Topinambours et racines et tubercules simil. à haute teneur en inuline, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets ainsi que moelle de sagoutier (à l'excl. des racines de manioc, des patates douces, des ignames, des colocases, des yautias, des racines d'arrow-root et de salep et des racines et tubercules similaires à haute teneur en féculé)	15	2,5	5	2,5	A
08043000	Ananas, frais ou secs	20	2,5	0	2,5	B
08044000	Avocats, frais ou secs	10	2,5	0	2,5	A
0805	Agrumes, frais ou secs					
08051022	Oranges navel, fraîches ou sèches	20	2,5	0	2,5	B
08051024	Oranges blanches, fraîches	20	2,5	0	2,5	B
08051028	Oranges douces, fraîches (à lexcl. des oranges navel et des oranges blanches)	20	2,5	0	2,5	B
08051080	Oranges (à lexcl. des oranges douces et fraîches)	20	2,5	0	2,5	B
08052110	Satsumas, fraîches ou sèches	20	2,5	0	2,5	B
08052190	Mandarines (y compris les tangerines), fraîches ou sèches (à lexcl. des satsumas)	20	2,5	0	2,5	B
08052200	Clémentines, fraîches ou sèches	20	2,5	0	2,5	B
08052900	Wilkins et hybrides similaires dagrumes, frais ou secs	20	2,5	0	2,5	B
08054000	Pamplemousses et pomelos, frais ou secs	20	2,5	0	2,5	B
08055010	Citrons "Citrus limon, Citrus limonum", frais ou secs	20	2,5	0	2,5	B
08055090	Limes "Citrus aurantifolia, Citrus latifolia", fraîches ou sèches	20	2,5	0	2,5	B
08059000	Agrumes, frais ou secs (à lexcl. des oranges, des citrons "Citrus limon, Citrus limonum", des limes "Citrus aurantifolia, Citrus latifolia", des pamplemousses, des pomelos, des mandarines - y.c. les tangerines et les satsumas -, des clémentines, des wilkins et des hybrides simil. dagrumes)	20	2,5	0	2,5	B

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
220421	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool (à l'excl. des vins mousseux); moûts de raisins dont la fermentation a été empêchée ou arrêtée par addition d'alcool, en récipients d'une contenance <= 2 l					
22042106	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon champignon maintenu à l'aide d'attaches ou de liens, d'une contenance <= 2 l; vins autrement présentés, en récipients d'une contenance <= 2 l et ayant, à la température de 20°C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution >= 1 bar, mais < 3 bar (à l'excl. des vins mousseux), avec appellation d'origine protégée (AOP)	30	2,5	2	2,5	C
22042107	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon champignon maintenu à l'aide d'attaches ou de liens, d'une contenance <= 2 l; vins autrement présentés, en récipients d'une contenance <= 2 l et ayant, à la température de 20°C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution >= 1 bar, mais < 3 bar (à l'excl. des vins mousseux), avec indication géographique protégée (IGP)	30	2,5	2	2,5	C
22042108	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon champignon maintenu à l'aide d'attaches ou de liens, d'une contenance <= 2 l; vins autrement présentés, en récipients d'une contenance <= 2 l et ayant, à la température de 20°C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution >= 1 bar, mais < 3 bar (à l'excl. des vins mousseux), de cépages sans AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042109	Autres vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon champignon maintenu à l'aide d'attaches ou de liens, d'une contenance <= 2 l; vins autrement présentés, en récipients d'une contenance <= 2 l et ayant, à la température de 20°C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution >= 1 bar, mais < 3 bar (à l'excl. des vins mousseux et vins de cépages)	30	2,5	2	2,5	C
22042111	Vins blancs d'Alsace, en récipients d'une contenance <= 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C= 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042112	Vins blancs de Bordeaux, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042113	Vins blancs de Bourgogne, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042117	Vins blancs du Val de Loire, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042118	Vins blancs de Moselle [Mosel], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042119	Vins blancs du Palatinat [Pfalz], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042122	Vins blancs de Hesse rhénane [Rheinhessen], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042123	Vins blancs de Tokaj [p.ex. Aszu, Szamorodni, Máslás, Fordítás], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042124	Vins blancs du Latium [Lazio], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042126	Vins blancs de Toscane [Toscana], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042127	Vins blancs du Trentin [Trentino], du Haut-Adige [Alto Adige] et du Frioul [Friuli], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042128	Vins blancs de Vénétie [Veneto], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Diférentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042131	Vins blancs de Sicile [Sicilia], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042132	Vins blancs de qualité dits "Vinho Verde", produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042134	Vins blancs de Penedés, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042136	Vins blancs de la Rioja, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042137	Vins blancs de Valencia, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042138	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants, du Vinho Verde et des vins d'Alsace, de Bordeaux, de Bourgogne, du Val de Loire, de Moselle, du Palatinat, de Hesse rhénane, de Tokaj, du Latium, de Toscane, du Trentin, du Haut-Adige, du Frioul, de Vénétie, de Sicile, de Penedés, de la Rioja et de Valencia)	30	2,5	2	2,5	C
22042142	Vins de Bordeaux, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042143	Vins de Bourgogne, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042144	Vins du Beaujolais, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042146	Vins de la Vallée du Rhône, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042147	Vins du Languedoc-Roussillon, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042148	Vins du Val de Loire, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042161	Vins de Sicile [Sicilia], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042162	Vins du Piémont [Piemonte], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042166	Vins de Toscane [Toscana], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042167	Vins du Trentin [Trentino] et du Haut-Adige [Alto Adige], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042168	Vins de Vénétie [Veneto], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042169	Vins du Dão, de la Bairrada et du Douro, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042171	Vins de Navarra, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042174	Vins de Penedés, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042176	Vins de la Rioja, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042177	Vins de Valdepeñas, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042178	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins blancs et des vins de Bordeaux, de Bourgogne, du Beaujolais, de la Vallée du Rhône, du Languedoc-Roussillon, du Val de Loire, du Piémont, de Toscane, du Trentin, du Haut-Adige, de Vénétie, du Dão, de la Bairrada, du Douro, de Navarra, de Penedés, de la Rioja et de Valdepeñas)	30	2,5	2	2,5	C
22042179	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à lexcl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042180	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042181	Vins blancs de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042182	Vins de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042183	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, et des vins de cépages)	30	2,5	2	2,5	C
22042184	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, des vins de cépages et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042185	Vin de Madère et moscatel de Setúbal, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042186	Vins de Xérès, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042187	Vin de Marsala, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042188	Vin de Samos et muscat de Lemnos, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042189	Vin de Porto, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	2	2,5	C
22042190	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP (à l'excl. des vins de Porto, de Samos, de muscat de Lemnos, de Marsala, de Madère et de Xérès ainsi que du moscatel de Setúbal)	30	2,5	2	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042191	Vins sans AOP et IGP, produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol	30	2,5	2	2,5	C
22042193	Vins blancs non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, avec AOP ou IGP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042194	Vins non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, avec AOP ou IGP (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042195	Vins blancs de cépages sans AOP et IGP, non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	2	2,5	C
22042196	Vins de cépages sans AOP et IGP, non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
22042197	Vins blancs non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, et des vins de cépages)	30	2,5	2	2,5	C
22042198	Vins non produits dans IUE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, des vins de cépages et des vins blancs)	30	2,5	2	2,5	C
220429	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, et moûts de raisins dont la fermentation a été empêchée ou arrêtée par addition d'alcool, en récipients d'une contenance > 2 l (à l'excl. des vins mousseux)					
22042910	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon champignon maintenu à l'aide d'attaches ou de liens, d'une contenance > 10 l; vins autrement présentés, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant, à la température de 20°C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution ≥ 1 bar, mais < 3 bar (à l'excl. des vins mousseux)	30	2,5	30	2,5	
22042922	Vins de Bordeaux, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Diférentiel A = 10% B = 20% C= 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042923	Vins de Bourgogne, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042924	Vins du Beaujolais, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042926	Vins de la Vallée du Rhône, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042927	Vins du Languedoc-Roussillon, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042928	Vins du Val de Loire, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042932	Vins du Piémont (Piemonte), en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042938	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins de Bordeaux, de Bourgogne, du Beaujolais, de la Vallée du Rhône, du Languedoc-Roussillon, du Val de Loire et du Piémont)	30	2,5	30	2,5	
22042978	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins blancs et des vins de Bordeaux, de Bourgogne, du Beaujolais, de la Vallée du Rhône, du Languedoc-Roussillon, du Val de Loire et du Piémont)	30	2,5	30	2,5	
22042979	Vins blancs de raisins frais, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042980	Vins de raisins frais, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
22042981	Vins blancs de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042982	Vins de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
22042983	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, et des vins de cépages)	30	2,5	30	2,5	
22042984	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, des vins de cépages et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
22042985	Vin de Madère et moscatel de Setúbal, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	30	2,5	
22042986	Vins de Xérès, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	30	2,5	
22042988	Vin de Samos et muscat de Lemnos, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP	30	2,5	30	2,5	
22042990	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP (à l'excl. des vins de Samos, de muscat de Lemnos, de Madère et de Xérès ainsi que du moscatel de Setúbal)	30	2,5	30	2,5	

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
22042991	Vins sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol	30	2,5	30	2,5	
22042993	Vins blancs non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, avec AOP ou IGP (à lexcl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042994	Vins non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, avec AOP ou IGP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
22042995	Vins blancs de cépages sans AOP et IGP, non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l (à lexcl. des vins mousseux et des vins pétillants)	30	2,5	30	2,5	
22042996	Vins de cépages sans AOP et IGP, non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
22042997	Vins blancs non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, et des vins de cépages)	30	2,5	30	2,5	
22042998	Vins non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l (à l'excl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins AOP et IGP, des vins de cépages et des vins blancs)	30	2,5	30	2,5	
39076100	Poly[éthylène téréphtalate] sous formes primaires, d'un indice de viscosité >= 78 ml/g	20	2,5	0	2,5	B
3925	Articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, n.d.a.					
39251000	Réservoirs, foudres, cuves et récipients analogues, en matières plastiques, d'une contenance > 300 l	30	2,5	0	2,5	C
39252000	Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, en matières plastiques	30	2,5	0	2,5	C
39253000	Volets, stores, y.c. les stores vénitiens, et articles simil., et leurs parties, en matières plastiques (à lexcl. des accessoires et garnitures)	30	2,5	0	2,5	C
39259010	Accessoires et garnitures destinés à être fixés à demeure aux portes, fenêtres, escaliers, murs ou autres parties de bâtiment, en matières plastiques	30	2,5	0	2,5	C
39259020	Profilés et chemins de câbles pour canalisations électriques, en matières plastiques	30	2,5	0	2,5	C

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
39259080	Éléments structuraux utilisés pour la construction des sols, murs, cloisons, plafonds, toits, etc., gouttières et accessoires, rambardes, balustrades, rampes et barrières simil., rayonnages de grandes dimensions destinés à être montés et fixés à demeure dans les magasins, ateliers, entrepôts, etc., motifs décoratifs architecturaux, p.ex. cannelures, coupoles, colombiers, et autres articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, n.d.a.	30	2,5	0	2,5	C
7113	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux (sauf > 100 ans)					
71131100	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en argent, même revêtu, plaqué ou doublé d'autres métaux précieux (sauf > 100 ans)	20	2,5	0	2,5	B
71131900	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux (sauf > 100 ans)	20	2,5	0	2,5	B
71132000	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en plaqués ou doublés de métaux précieux sur métaux communs (sauf > 100 ans)	20	2,5	0	2,5	B
7117	Bijouterie de fantaisie					
71171100	Boutons de manchettes et boutons simil., en métaux communs, même argentés, dorés ou platinés	20	2,5	0	2,5	B
71171900	Bijouterie de fantaisie en métaux communs, même argentés, dorés ou platinés (à excl. des boutons de manchettes et des boutons simil.)	20	2,5	0	2,5	B
71179000	Bijouterie de fantaisie (autre qu'en métaux communs, même argentés, dorés ou platinés)	20	2,5	0	2,5	B
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)	10	2,5	0	2,5	A

ANNEXE DELIBERATION N° 19-320-1
ACTUALISATION DES TARIFS SUITE DECISION UE 940/214/UE DU 15 AVRIL 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES	IMPORTATION		PRODUCTION		Différentiel A = 10% B = 20% C = 30%
		Taux OM	Taux OMR	Taux OMI	Taux OMIR	
841919	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)					
84191900	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)	20	2,5	0	2,5	B
9406	Constructions préfabriquées, même incomplètes ou non encore montées					
94061000	Constructions préfabriquées, même incomplètes ou non assemblées, exclusivement ou principalement en bois	20	2,5	0	2,5	B
94069010	Résidences mobiles, même incomplètes ou non assemblées	20	2,5	0	2,5	B
94069031	Serres préfabriquées, même incomplètes ou non assemblées, réalisées exclusivement ou principalement en fer ou en acier	20	2,5	0	2,5	B
94069038	Constructions préfabriquées, même incomplètes ou non assemblées, réalisées exclusivement ou principalement en fer ou en acier (à l'excl. des résidences mobiles et des serres)	20	2,5	0	2,5	B
94069090	Constructions préfabriquées, même incomplètes ou non assemblées (à l'excl. des résidences mobiles et autres qu'exclusivement ou principalement en bois, fer ou acier)	20	2,5	0	2,5	B



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-321-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-321-1

PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-320-1 du 19 juillet 2019 portant actualisation des tarifs d'octroi de mer de la Martinique suite à la publication de la Décision (UE) n°2019/664 du 15 avril 2019 modifiant la Décision n°940/2014/UE relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section A (Agriculture, sylviculture et pêche) de la NAF.

ARTICLE 2 : Les produits repris en annexe bénéficient d'une franchise de l'octroi de mer (OM) sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes les preuves utiles pour déterminer que l'activité, pour laquelle elle sollicite une exonération, relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

ANNEXE DELIBERATION N°19-321-1
PORTANT EXTENSION DES EXONERATIONS DE LA SECTION A DE LA NAF

Code NC8	Désignation	Observation
31010000	Engrais d'origine animale ou végétale, même mélangés entre eux ou traités chimiquement; engrais résultant du mélange ou du traitement chimique de produits d'origine animale ou végétale (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut ≤ 10 kg)	
39172390	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du chlorure de vinyle (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	
39249000	Articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques (à l'excl. de la vaisselle et des articles pour usages sanitaires ou hygiéniques tels que baignoires, douches, lavabos, bidets, réservoirs de chasse, cuvettes d'aisance, leurs sièges et couvercles, etc.)	
39251000	Réservoirs, foudres, cuves et récipients analogues, en matières plastiques, d'une contenance > 300 l	Taux réduit 10%
44151010	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages simil., en bois	
59100000	Courroies transporteuses ou de transmission en matières textiles, même imprégnées, enduites, recouvertes de matière plastique ou stratifiées avec de la matière plastique ou renforcées de métal ou d'autres matières (sauf produits d'une épaisseur < 3 mm, présentés en longueur indéterminée ou découpés en longueur, courroies consistant en tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés avec du caoutchouc ou bien fabriquées au moyen de fils ou ficelles préalablement imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc)	
70109043	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $> 0,33$ l mais < 1 l	
70109045	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $\geq 0,15$ l mais $\leq 0,33$ l	
70109047	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $< 0,15$ l	

ANNEXE DELIBERATION N°19-321-1
PORTANT EXTENSION DES EXONERATIONS DE LA SECTION A DE LA NAF

Code NC8	Désignation	Observation
73083000	Portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles ainsi que leurs seuils, en fer ou en acier	
73089051	Panneaux multiplis constitués de deux parements en tôle nervurée en fer ou en aciers et d'une âme isolante	
73089098	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à lexcl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matériel déchaudage, de coffrage, détançonnement ou dérayage, et les produits principalement en tôle)	Taux réduit 15%
73090030	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, avec revêtement intérieur ou calorifuge, d'une contenance > 300 l (sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
74111010	Tubes et tuyaux en cuivre affiné, droits	
74121000	Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, p.ex.), en cuivre affiné	
76101000	Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, en aluminium (sauf pièces de garnissage)	
76109090	Constructions et parties de constructions, en aluminium, n.d.a., ainsi que tôles, barres, profilés, tubes, tuyaux et simil., en aluminium, travaillés en vue de la construction, n.d.a. (sauf constructions préfabriquées du n° 9406, portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, et sauf ponts et éléments de ponts, tours et pylônes)	
83099090	Bouchons [y.c. les bouchons à pas de vis et les bouchons-verseurs], couvercles, capsules pour bouteilles, bondes filetées, plaques de bondes, scellés et autres accessoires emballage, en métaux communs (sauf bouchons-couronnes, capsules de bouchage ou de surbouchage en plomb, capsules de bouchage ou de surbouchage en aluminium, dun diamètre > 21 mm)	

ANNEXE DELIBERATION N°19-321-1
PORTANT EXTENSION DES EXONERATIONS DE LA SECTION A DE LA NAF

Code NC8	Désignation	Observation
84021990	Chaudières à vapeur, y.c. les chaudières mixtes (autres que les chaudières aquatubulaires et les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84137081	Pompes pour liquides, centrifuges, monocellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton; pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale)	
84144090	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, débit par minute > 2 m³	
84145935	Ventilateurs centrifuges (sauf ventilateurs de table, de sol, muraux, plafonniers, de toitures ou de fenêtres, à moteur électrique incorporé, d'une puissance ≤125W, ainsi que les ventilateurs du type utilisé exclusivement ou principalement pour les microprocesseurs de refroidissement, les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information ou leurs unités)	
84159000	Parties de machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité de l'air, n.d.a.	
84185090	Meubles frigorifiques à groupe frigorifique ou évaporateur incorporé (sauf réfrigérateurs et congélateurs-conservateurs combinés à portes extérieures séparées, réfrigérateurs ménagers, meubles vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques)	
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)	
84189910	Évaporateurs et condenseurs pour machines de production du froid (autres que pour appareils ménagers)	
84189990	Parties de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs du type armoire et du type coffre et d'autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, parties de pompes à chaleur, n.d.a.	

ANNEXE DELIBERATION N°19-321-1
PORTANT EXTENSION DES EXONERATIONS DE LA SECTION A DE LA NAF

Code NC8	Désignation	Observation
84238180	Appareils et instruments de pesage, d'une portée ≤ 30 kg (à lexcl. des balances à pesage électronique, des balances sensibles à un poids de 50 mg ou moins, des pèse-personnes, balances de ménage, balances à pesage continu sur transporteurs et sauf balances et bascules ensacheuses ou doseuses et autres balances servant à peser des poids constants)	
84238220	Appareils et instruments de pesage, d'une portée > 30 kg mais ≤ 5000 kg, à pesage électronique (à lexcl. de ceux pour le pesage de véhicules automobiles, des pèse-personnes, bascules à pesage continu sur transporteurs, bascules à pesées constantes et balances et bascules ensacheuses ou doseuses)	
85015220	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 750 W mais ≤ 7,5 kW	
85021200	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression --d'une puissance excédant 75KVA mais n'excédant pas 375KVA	
85371098	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension ≤ 1000 V (autres que les appareils de commutation pour la téléphonie et la télégraphie par fil, les armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information, les appareils de commande à mémoire programmable, ainsi que les dispositifs de commande tactile (dénommés écrans tactiles) sans capacité d'affichage, destinés à être incorporés dans des appareils d'affichage et fonctionnant en détectant et en localisant la pression appliquée sur la surface d'affichage)	
85395000	Lampes et tubes à diodes émettrices de lumière (LED)	
85444991	Fils et câbles électriques, pour tension ≤ 1000 V, diamètre de brin > 0,51 mm, sans pièces de connexion, n.d.a.	
90329000	Parties et accessoires des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques, n.d.a.	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-321-2-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-321-2

PORTANT ANNULATION DE L'EXONÉRATION CONSENTIE POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84186900 AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR C DE LA NAF

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-318-1 du 27 septembre 2018 portant exonération de la taxe d'octroi de mer pour les opérateurs de la section C de la NAF ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-320-1 du 19 juillet 2019 portant actualisation des tarifs d'octroi de mer de la Martinique suite à la publication de la Décision (UE) n°2019/664 du 15 avril 2019 modifiant la Décision n°940/2014/UE relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les produits référencés sous la nomenclature douanière 84186900 (*Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)*) du tarif des douanes, sont retirés de la liste des biens exonérés à l'importation pour les opérateurs relevant du secteur C de la NAF (Industries manufacturières).

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente décision qui prend effet dès la publication du présent acte est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 2 : Les taux applicables sont ceux repris au tarif général d'octroi de mer de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-321-3-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-321-3

PORTANT ANNULATION DE L'EXONÉRATION CONSENTIE POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84186900 AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR D DE LA NAF

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-367-1 du 27 septembre 2018 portant exonération de la taxe d'octroi de mer pour les opérateurs de la section D de la NAF ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-320-1 du 19 juillet 2019 portant actualisation des tarifs d'octroi de mer de la Martinique suite à la publication de la Décision (UE) n°2019/664 du 15 avril 2019 modifiant la Décision n°940/2014/UE relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les produits, référencés sous la nomenclature douanière 84186900 (*Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)* du tarif des douanes, sont retirés de la liste des biens exonérés à l'importation pour les opérateurs relevant du secteur D de la NAF (Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné).

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente décision qui prend effet dès la publication du présent acte est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 2 : Les taux applicables sont ceux repris au tarif général d'octroi de mer de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-322-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **19 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-322-1

PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision n° 2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n° 940/214/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 27 septembre 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation du produit figurant à l'article 2 et destiné exclusivement aux entreprises relevant de la section C (industries manufacturières) de la NAF.

ARTICLE 2 : Le bien visé par cette exonération à l'importation est désigné comme suit :

Code NC8	Désignation
72139110	Fil machine du type utilisé pour armature du béton, lisse, en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, de section circulaire d'un diamètre < 14 mm

ARTICLE 3 : Ce produit bénéficie d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes les preuves utiles pour déterminer que l'activité, pour laquelle elle sollicite une exonération, relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Le Président

Claude LISE
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-323-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-323-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR L'IMPORTATION DU BIEN RÉFÉRENCÉ SOUS LA NOMENCLATURE 84263000 ET DESTINÉ AUX OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS DE SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS PAR EAU

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et la réduction de l'octroi de mer régional pour le bien référencé en article 2 destiné exclusivement aux opérateurs relevant du code NAF 5222Z (Services auxiliaires des transports par eau).

ARTICLE 2 : Le bien visé par cette exonération à l'importation est désigné comme suit :

Code NC8	Désignation
84263000	Grues sur portiques

ARTICLE 3 : Ce produit bénéficie d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-324-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-324-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-517-1 du 20 décembre 2017 portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les importations de matières premières et de biens d'équipement destinés aux activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-528-1 du 20 décembre 2018, portant modification de la liste des biens exonérés dans la délibération n°17-517-1 du 20 décembre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 16 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le bien référencé sous la nomenclature 65050090 repris en annexe de la délibération 18-528-1 du 20 décembre 2018 est conformément libellé comme suit :

« Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, de feutre ou d'autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis (à l'excl. de ceux en feutre de poils ou de laine et poils, et des articles pour carnaval ou pour animaux, articles ayant le caractère de jouets, casquettes, képis et coiffures simil. comportant une visière.. »

ARTICLE 2 : Ce produit bénéficie d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT-DE-FRANCE CÉDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-325-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-325-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL AGRI CANNE POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 34,6 HA RAMENÉS À 22,65 HA EN 2019 ET AUTRES INVESTISSEMENTS RMAR040118DA0970165 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 31 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 28 juin 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quarante et un mille deux cent quatre-vingt seize euros soixante et un centimes (41 296,61 €), soit 55,25% du coût total éligible de 74 745,00 €, est attribuée à la «SARL AGRI CANNE - Plantation de canne à sucre sur 34,6 ha ramenés à 22,65 ha en 2019 et autres investissements - RMAR040118DA0970165».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de sept mille deux cent quatre-vingt sept euros soixante-quatre centimes (7 287,64 €), est attribuée à la «SARL AGRI CANNE - Plantation de canne à sucre sur 34,6 ha ramenés à 22,65 ha en 2019 et autres investissements - RMAR040118DA0970165».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-326-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-326-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « BONARD RENAUD GAOUSSOU CRÉATION D'UNE EXPLOITATION EN POLYCLTURE ÉLEVAGE PORCIN DE PLEIN AIR AVEC UNE COMPOSANTE VISITE ET RESTAURATION À LA FERME (JA) - RMAR040118DA0970117 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 2 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 28 juin 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent huit mille deux cent vingt-sept euros trente-quatre centimes (108 227,34 €), soit 67,41% du coût total éligible de 160 562,56 €, est attribuée à « BONARD Renaud Gaoussou - Création d'une exploitation en polyculture élevage porcin de plein air avec une composante visite et restauration à la ferme (JA) - RMAR040118DA0970117 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix-neuf mille quatre-vingt-dix-huit euros quatre-vingt-quinze centimes (19 098,95 €), est attribuée à « BONARD Renaud Gaoussou - Création d'une exploitation en polyculture élevage porcin de plein air avec une composante visite et restauration à la ferme (JA) - RMAR040118DA0970117 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-327-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-327-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L' «EARL MIELLERIE MANIBA POUR LA CRÉATION DE GÎTES RURAUX ET GÎTES D'EXPOSITION - RMAR060418CT0970020 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 20 octobre 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 mai 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent neuf mille cinq cent vingt-quatre euros quatre-vingt centimes (109 524,80 €), soit 55% du coût total éligible de 199 136,00€, est attribuée à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix-neuf mille neuf cent treize euros soixante centimes (19 913,60 €), est attribuée à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-328-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **19 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-328-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « ANTILLES VITRO PLANTS – PROJET DE MISE AU POINT D'UNE NOUVELLE VARIÉTÉ DE BANANE CAVENDISH : LA ADI – N° MQ0007513 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA 40 391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 11 décembre 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 28 juin 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de neuf cent trente-neuf mille six cent soixante-quatorze euros (939 674,00 €), soit 60% de l'assiette éligible est attribuée à « ANTILLES VITRO PLANTS – « Projet de mise au point d'une nouvelle variété de banane Cavendish : la ADI – n° MQ0007513 ».

Le coût total éligible de l'opération représente un million cinq cent soixante-six mille cent vingt-quatre euros quatre-vingt-dix-neuf centimes (1 566 124,99 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à huit cent soixante et un mille trois cent soixante-huit euros (861 368,00 €), soit 55% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à soixante-dix-huit mille trois cent six euros (78 306,00 €), soit 5% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 30% en crédits de paiement 2019
- 35% en crédits de paiement 2020
- 35% en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-329-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-329-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE – AU TITRE DE L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE ET ACHAT D'ÉQUIPEMENTS NAUTIQUES - N° MQ0016058 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
Vu l'approbation du Programme Opérationnel FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.48740 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 5 décembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 28 juin 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de six cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (690 625,00 €), soit 65% de l'assiette éligible, est attribuée à la « COMMUNE DE SAINTE-ANNE – Réhabilitation du centre nautique et achat d'équipements nautiques - MQ0016058 ».

Le coût total éligible de l'opération représente un million soixante-deux mille cinq cents euros (1 062 500,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à cinq cent soixante-treize mille sept cent cinquante euros (573 750,00 €) soit 54% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, qui s'élève à cent seize mille huit cent soixante-quinze euros (116 875,00 €) soit 11% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2019
- 50% en crédit de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-330-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-330-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 À LA « SARL TRAITEMENT ET TRANSPORT DES DÉCHETS D'ASSAINISSEMENT (2TDA) - POUR LA CRÉATION DE PLATEFORMES INNOVANTES DE TRAITEMENT DES MATIÈRES DE VIDANGE ET DES BOUES DE MICRO-STEP – MQ0000900 »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
Vu l'approbation du Programme Opérationnel FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 17 mars 2015 par la SARL « TRAITEMENT ET TRANSPORT DES DECHETS D'ASSAINISSEMENT (2TDA) » ;
Vu la notification du Comité de Programmation Stratégique des Fonds Communautaires du 25 septembre 2015 ;
Vu la demande de complément d'aide enregistrée le 13 avril 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 28 juin 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide complémentaire d'un montant de soixante-seize mille quatre cent soixante-trois euros (76 463,00 €), est attribuée à la « SARL TRAITEMENT ET TRANSPORT DES DECHETS D'ASSAINISSEMENT (2TDA) », au titre de l'opération « création de plateformes innovantes de traitement des matières de vidange et des boues de micro-step – MQ0000900 », portant la participation totale du FEDER à sept cent soixante-dix-huit mille trois cent trente-deux euros (778 332,00 €).

Le coût total éligible de l'opération représente deux millions quarante-six mille quatre cent quarante euros soixante-et-un centime (2 046 440,61 euros) au lieu d'un million huit cent vingt-quatre mille trois-cent quatre-vingt-six euros cinquante-six centimes (1 824 386,56 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le dépense correspondante à la subvention complémentaire est imputée, pour la part FEDER, qui s'élève à soixante-seize mille quatre cent soixante-trois euros (76 463,00 €), au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédits de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-331-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-331-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LES ENTREPRISES ENFRASYS, LEE, GETELEC POUR DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DYNAMIQUE AUX USAGERS

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission d'Appel d'offres le 29 mai 2019 ;

Considérant les travaux supplémentaires réalisés dans le cadre de la mise en place d'un système d'information dynamique aux usagers ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique et les entreprises ENFRASYS, LEE, GETELEC de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose,

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et les entreprises ENFRASYS, LEE, GETELEC, ayant pour objet le dédommagement des travaux supplémentaires réalisés dans le cadre de la mise en place d'un système d'information dynamique aux usagers.

ARTICLE 2 : Les entreprises ENFRASYS, LEE, GETELEC perçoivent, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quarante-deux mille six cent quatre vingt euros toutes taxes comprises (42 680 € TTC).

Cette indemnité est répartie comme suit :

- Pour la société ENFRASYS, la somme de cinq mille deux cent soixante euros (5 260 € TTC)
- Pour la société LEE, la somme de trois mille cent quarante euros (3 140 € TTC)
- Pour la société GETELEC, la somme de trente quatre mille deux cent quatre vingt euros (34 280 € TTC)

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-332-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-332-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES (BRGM) POUR LE VERSEMENT D'UN SOLDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATIONS GÉOTHERMIQUES

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération CR n°12-150-1 du 1^{er} mars 2012 portant participation régionale à la réalisation de travaux complémentaires d'exploitations géothermiques réalisés par le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (BRGM) ;

Vu la délibération CR n°15-360-1 du 10 mars 2015 portant autorisation de signer une convention transactionnelle avec le BRGM ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la convention n°12-150-1 signée le 31 juillet 2012 relative à la réalisation de travaux complémentaires d'exploitations géothermiques par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission d'Appel d'offre du 12 Juin 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle relative à la réalisation de travaux complémentaires d'exploitations géothermiques, avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), ayant pour objet le versement du solde des subventions attribuées conformément à la convention n°12-1501, susvisée.

ARTICLE 2 : Le BRGM percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, la somme de cent soixante-quatorze mille sept cent soixante-neuf euros soixante-cinq centimes hors taxes (174 769,65 HT), soit cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent quatre-vingt-onze euros soixante-huit centimes toutes taxes comprises (195 991,68 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention transactionnelle ainsi que tout acte y afférent et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-333-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-333-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE N° DU
PORTANT ADAPTATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI N° 2018-771 DU 5 SEPTEMBRE 2018
POUR LA LIBERTÉ DE CHOISIR SON AVENIR PROFESSIONNEL AUX COLLECTIVITÉS
D'OUTRE-MER RÉGIÉS PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION ET À SAINT-BARTHÉLÉMY,
À SAINT-MARTIN ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution et à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la saisine par le Représentant de l'État dans la Collectivité en date du 03 juillet 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et des Textes le 12 juillet 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet d'ordonnance portant adaptation des dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018, pour la liberté de choisir son avenir professionnel aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution et à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les observations, émanant des professionnels lors de l'examen du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel et du projet de décret relatif à la gestion des contributions de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin et reprises par l'Assemblée de Martinique alors consultée au titre de l'article L. 7252-2 CGCT, ont été prises en compte dans ce projet d'ordonnance.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 2 abstentions, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-334-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-334-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DECRET N° DU RELATIF AUX BUDGETS CARBONE NATIONAUX ET À LA STRATÉGIE NATIONALE BAS-CARBONE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la saisine par le Représentant de l'État dans la Collectivité en date du 02 juillet 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Affaires juridiques et des Textes et la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 12 juillet 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de décret relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone.

Elle relève que toutes les émissions de CO² ne sont pas prises en compte puisque l'article D. 222-1-A du code de l'environnement exclut les émissions liées aux liaisons internationales aériennes et maritimes.

Elle souligne la nécessité d'avoir des informations actualisées, précises et complètes, dans le cadre d'une collecte de données performante, pour permettre un inventaire exhaustif, une évaluation pertinente ainsi qu'une déclinaison territoriale précise.

Elle précise qu'il est nécessaire d'insister sur l'accompagnement devant la nécessité d'une transition écologique et ce, en raison de l'impact indéniable sur la santé et sur l'environnement.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-335-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-335-1

PORTANT MODIFICATION DE LA MISE EN OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PORTES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TITRE DU PO FEDER 2014-2020

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ;

Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu les Lignes directrices de la Commission Européenne, relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques, (2014/C 19/4) du 22 janvier 2014 ;

Vu le règlement général d'exemption par catégorie 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime exempté SA 40390 sur l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) au financement ;

Vu le règlement de minimis 1407/2013 du 18 décembre 2013 ;

Vu le règlement portant dispositions communes (UE) n°1303/2013 ;

Vu la communication n°2016/C 262/01 du 19 juillet 2016 de la Commission relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
Vu la communication n°2016/C 276/01 du 29 juillet 2016 de la Commission « Guide d'orientation à l'intention des États membres, relatif à la sélection des organismes chargés de la mise en oeuvre des instruments financiers ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-374-1 du 12 octobre 2017 portant prise de participation au capital de la société par actions simplifiée (S.A.S) capital-investissement, destinée à mettre en oeuvre les instruments de capital-investissement en faveur des entreprises et soumise au régime des sociétés de capital-risque ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-273-1 du 21 novembre 2018 portant création d'un Fonds de fonds JEREMIE, destiné à mettre en oeuvre les instruments financiers de la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre du PO FEDER 2014-2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 16 juillet 2019 ;
Considérant les procédures en vigueur pour mettre en place l'outil Fonds de fonds JEREMIE, et la nécessité de rendre opérationnel au plus tôt, le Fonds de prêts d'honneur ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adoptée la proposition de modification des conditions de mise en oeuvre des instruments financiers portés par la Collectivité Territoriale de Martinique selon l'organisation et la maquette financière jointes en annexe.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre en Conseil Exécutif, toutes les mesures et décisions nécessaires à la formalisation et à la mise en oeuvre de cette décision en procédant le cas échéant à une reventilation des masses financières quand celles-ci se révéleraient nécessaires.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe

Maquette financière des instruments financiers de la CTM

Les instruments financiers de la CTM éligibles à la sous-mesure 3-2-1 « Environnement financier des entreprises » du PO 2014-2020 sont réparties sur 2 opérations comme suit :

- 1 Fonds de fonds JEREMIE constitué des instruments financiers de capital-investissement et des instruments de garantie. Le coût total de l'opération est estimé à **26,28 Millions €** avec le plan de financement prévisionnel suivant :
 - 15,005 Millions € de FEDER ;
 - 8,87 Millions € de la CTM ;
 - 2,4 Millions € de Fonds privés ;

- Fonds de prêt d'honneur d'un coût total de l'opération estimé à **3,81 Millions €** avec le plan de financement prévisionnel suivant :
 - 1,265 Millions € de CTM ;
 - 2,395 Millions € de FEDER ;
 - 0,15 Millions € de Fonds privés ;

La mise en œuvre des 2 opérations pourra donner lieu en cas de nécessité à des réajustements financiers.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-336-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-336-1

PORTANT ADOPTION DU BILAN D'EXÉCUTION 2017-2018 DE LA CONVENTION D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION 2017-2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion 2017-2019 signée le 27 avril 2017 ;

Vu l'Avenant financier de la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion 2017-2019 signé le 11 octobre 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le Bilan d'exécution 2017-2018 de la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion 2017-2019.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Fort-de-France, le 2 juillet 2019

Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion 2017-2019

BILAN D'EXECUTION

1. LES ACTIONS PREVUES PAR LA LOI

En vertu de la loi RSA de 2008, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), en sa qualité de chef de file de la conduite des politiques d'insertion, est responsable de l'orientation, de l'accompagnement et de la réorientation des bénéficiaires du RSA vers un parcours d'insertion adapté à leurs besoins.

- **L'orientation des bénéficiaires du rSa**

2017 : 6 300

2018 : 6 520

- **L'accompagnement des bénéficiaires du rSa incluant la signature de contrats d'engagements réciproques :**

2017 : 3 150

2018 : 3 315

- **La réorientation des bénéficiaires du rSa**

Dossiers des bénéficiaires du rSa traités en équipe pluridisciplinaire :

2017 : 38

2018 : 171

- **Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) :**

Il s'agit d'une opération en voie de finalisation.

Pour construire son PTI en application de la délibération n° 18-13-1 du 8 février 2018 portant mise en œuvre de l'action visant à amener des allocataires du rSa et des jeunes majeurs vers l'emploi, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a décidé de recourir à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

Le Comité de Pilotage (COPIL) destiné à lancer les travaux confiés au Cabinet ENEIS Conseil (AMO), a été installé le 14 septembre 2018.

La démarche retenue a été présentée le 3 décembre 2018 en réunion du comité de pilotage.

A l'instar du Programme d'Insertion (PDI) 2019 de la CTM cofinancé par le FSE, le premier PTI de Martinique 2019-2021 porte les ambitions de la politique territoriale d'accompagnement social et professionnel. C'est également le document de référence. Il formalise le rôle et l'engagement des principaux partenaires institutionnels et autres acteurs intéressés à contribuer à l'atteinte des objectifs majeurs de la construction d'une politique d'insertion renouvelée.

La restitution des travaux, la présentation du PTI et la validation des orientations et pistes d'actions à retenir ont été actées le 25 juin 2019.

- **La signature d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) relative aux contrats aidés et aux contrats à durée déterminée d'insertion du secteur de l'insertion par l'activité économique.**

MOBILISATIONS D'AIDES AUX POSTES (CAOM 2017 et 2018)

MOBILISATIONS D'AIDES AUX POSTES en faveur de l'insertion des Brsa dans les secteurs non marchand et de l'IAE	CAOM 2017 N° CV 30-11-17- 0878 (Délibération Assemblée Martinique n° 17-196-1 du 19-5- 17)		CAOM 2018 N° CV 24.07.18 - 0529 (Délibération Assemblée Martinique n° 18-259-1 du 21-6- 18)	
	Objectif	Prescriptions cofinancées par la CTM (sur la base d'une contribution mensuelle de 88 % du rSa socle)	Objectif	Prescriptions cofinancées par la CTM (sur la base d'une contribution mensuelle de 88 % du rSa socle)
CUI-CAE	350	2.016.084 €		
CUI-PEC			300	1.454.455 €
CDDI (ETP)	350	1.977.990 €	500	2.424.100 €
		3.994.074 €		3.878.555 €

La publication tardive de l'arrêté préfectoral a constitué chaque année (2017 et 2018) un véritable obstacle à la réalisation des objectifs contractuels.

2017

La dépense prévisionnelle de la CTM au titre de la CAOM 2017 s'est élevée à trois millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille soixante-quatorze euros (3.994.074 €).

La CAOM 2017 signée le 26 juin 2017, prévoyait un effectif de 500 contrats aidés.

Pour couvrir les besoins – 150 postes supplémentaires – dans les collèges, sur demande du PCE, le Préfet de Martinique, par courrier du 6 novembre 2017, a accepté de ramener le nombre des contrats aidés de 500 à 350.

EXECUTION ANNUELLE DES CUI-CAE 2017

CAOM	Effectif prévu	Dossiers reçus	Dossiers instruits	Initiaux réalisés	Renouvellements réalisés	Dossiers en attente de validation	Reste à réaliser sur la CAOM
2017	350	288	261	132	129	0	89

Cette initiative de la CTM lui a permis de faire face aux besoins des EPLE en matière d'emplois aidés.

Un avenant à la CAOM 2017 a donc formalisé cette compensation et modifié la contribution au financement des aides aux postes délivrées par la CTM et l'Etat passant de deux millions huit cent vingt mille sept cents euros (2.825.700 €) à un million quatre cent cinquante-quatre mille quatre cent cinquante-cinq euros (1 454 455 €).

2018

Les Parcours Emploi Compétences (PEC)

Au titre de la CAOM 2018, la dépense prévisionnelle de la CTM s'est élevée à trois millions huit cent soixante-dix-huit mille cinq cent cinquante-cinq euros (3.878.555 €).

Les négociations engagées avec l'Etat se sont concrétisées le 19 juillet 2018 par la signature de la Convention annuelle d'objectifs et de Moyens (CAOM) relative aux Parcours Emploi Compétences (CUI-PEC) et aides aux postes IAE sur des CDDI.

L'arrêté préfectoral du 12 avril 2018 a été publié le 14 du même mois.

EXECUTION PHYSIQUE DE LA CAOM 2018

PRESCRIPTIONS PEC					
OBJECTIF	AUTORISATIONS PCE	CONTRATS CUI-PEC VALIDES			
		TOTAL AU 31-03-19	REALISES AU 31-12-18	INITIAUX	RENOUVELLEMENTS
300	168	149	99	10	139

L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

Le prévisionnel de 300 postes en équivalent temps plein (ETP) sous forme de CDDI, en ACI, EI et ETTI, dans le secteur de l'insertion par l'activité économique, a été augmenté à 500 postes au titre de la contribution de la CTM à l'enlèvement des sargasses en Martinique.

IAE - Récapitulatif des aides versées aux SIAE de 2016 à 2018

	2017	2018	Cumul
Nbre Brsa	435	537	972
Nbre Nbrsa	117	235	352
Total	552	772	1324
Aide au démarrage	48 000	140 000	188 000
Aide au fonctionnement	350 000	737 500	1 087 500
ASPF Brsa	1 738 000	2 461 500	4 199 500
ASPF Nbrsa	292 500	477 500	770 000
Total soutien SIAE	2 428 500	3 816 500	6 245 000
Aide Tête de réseau	170 000	100 000	270 000
Aide aux poste d'insertion	1 977 990	2 424 100	4 402 090
Total général	4 576 490	6 340 600	10 917 090

Dispositif cadre relatif a la contribution de la CTM à la mise en œuvre des emplois d'avenir 2017

Par délibération **18-427.1** du 31 octobre 2018, la CTM a acté sa participation aux financements de l'aide aux postes alloués par l'Etat aux employeurs de salariés en EAV au titre de l'année 2017 pour 286 contrats pour un montant total de **2 310 994 €** sur la base du **SMIC**.

2. - LES ACTIONS AU TITRE DU RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LES ACTEURS (Collectivités Territoriales, Associations de quartier, Pôle Emploi, CCAS, Missions locales, Services sociaux).

- **Le recours régulier aux clauses d'insertion dans les marchés publics pilotés par la CTM**

La CTM s'est attachée à déployer les clauses d'insertion dans ses marchés en faveur des publics en insertion.

Données quantitatives disponibles pour le bilan final de la Convention.

- **La mobilisation d'un réseau d'entreprises associées aux actions d'insertion menées sur le territoire**

Données quantitatives disponibles pour le bilan final.

3. - LES ACTIONS SUPPLEMENTAIRES REPONDANT A DES PRIORITES NATIONALES OU TERRITORIALES

- **Le renforcement du lien social des jeunes de 18 à 30 ans**

Cette action est en cours de mise en place.

- **L'Aide Individuelle à la Reprise d'Activité (AIRA)**

Dans le cadre de la CAPI (Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion) signée entre l'Etat et la CTM, une aide financière individuelle, subsidiaire et ponctuelle dénommée « Aide Individuelle à la Reprise d'Activité - A.I.R.A. » relative à l'accompagnement social et professionnel des publics éloignés de l'emploi a été mise en place.

Elle est destinée à favoriser la reprise ou le maintien en activité des publics bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) et de l'Allocation Adulte Handicapé.

Elle répond à des critères d'attribution liés à la reprise d'activité, à l'entrée en formation et à la création d'activité.

Elle peut être mobilisée dans les 3 champs d'intervention suivants :

- Mobilité (frais de transport collectif et individuel, permis de conduire),
- Frais de garde d'enfants (crèche, accueil de loisirs, garderie périscolaire),
- Aide plafonnée à la reprise d'activité.

Le postulant peut y prétendre une fois sur une période de 12 mois consécutifs, dès la reconnaissance effective du fait générateur qui y donne droit.

Signé le 9 août 2018, le règlement intérieur de la CTM détermine les règles propres à l'AIRA ainsi que ses conditions d'attribution et de versement sur le territoire de la Martinique.

Par convention signée le 21 novembre 2018, l'ASP assure pour le compte de la CTM le paiement de l'AIRA et a mis à sa disposition le logiciel de gestion de l'aide « SERAPIS » depuis le 8 novembre 2018.

Une campagne de promotion interne et externe de la mesure a été lancée fin 2018. Malgré le démarrage tardif de l'opération, 78% des dossiers instruits ont fait l'objet de bons à payer (décision d'attribution).

- **La Promotion et l'Accompagnement des bénéficiaires des épiceries solidaires, boutiques et ateliers solidaires,**

Au titre des années 2017 et 2018, l'Association Des Consommateurs du François (ADCF) gérant une épicerie solidaire a reçu, par arrêté délibéré n° 18-792-1 du 19 juillet 2018, une somme totale de Quatre-vingt mille euros (80 000€).

- **Le déploiement du dispositif Ecole, Famille, Quartier (EFQ),**

Mis en œuvre dès 2007 face à l'ampleur de l'abandon scolaire observée en Martinique, le dispositif « Ecole Famille Quartier (EFQ) » organise la prise en charge globale des difficultés de scolarisation, de comportement et d'apprentissage rencontrées par des élèves de 6^{ème} signalés par les chefs d'établissement et leur équipe pédagogique.

L'accompagnement proposé aux élèves débute en 6^{ème} et se poursuit jusqu'à la fin du premier trimestre de 5^{ème}. Il est assuré par une équipe pluridisciplinaire d'assistants socio-éducatifs rattachés aux collèges partenaires.

La mise en œuvre par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) de ce dispositif de prévention en matière d'aide sociale à l'enfance et la famille s'appuie ainsi sur des partenariats formalisés avec l'Éducation Nationale, les familles et les associations de proximité.




Les interventions auprès des élèves collèges participants ont pour but de favoriser l'acquisition des compétences sociales et civiques nécessaires à la vie scolaire et citoyenne, d'aider les élèves à développer leur autonomie et leur esprit d'initiative, de contrecarrer les effets de la stigmatisation et de résoudre les difficultés cognitives ou éducatives qui interfèrent avec la scolarité. Pour ce faire, une étroite collaboration avec ces collèges est mise en place avec un référent désigné par chaque chef d'établissement.




Auprès de la famille de l'enfant suivi par le dispositif, l'équipe de travailleurs socioéducatifs de la CTM traitent les problématiques sociales qui peuvent perturber la fonction parentale. Elle instaure ou restaure la communication Parents/Ecole. Ces professionnels s'attachent également à redynamiser le ou les parents dans leur rôle auprès de leur enfant-élève. Ils repositionnent le parent en tant que partenaire clef de l'école, autour du projet scolaire de l'enfant.

Après avoir réalisé un diagnostic territorial, le dispositif EFQ s'appuie sur l'environnement de vie de l'enfant afin d'instaurer un partenariat avec les collectivités, les personnes ou associations de proximité pouvant contribuer à l'épanouissement intellectuel, culturel et sportif de l'enfant.

Il s'agit de créer les conditions favorables à une optimisation de l'assimilation des apprentissages chez les élèves et in fine l'amélioration de leurs résultats scolaires

9

		 UNION EUROPEENNE	Cette opération est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel FSE Martinique 2014-2020	
DISPOSITIF ECOLE FAMILLE QUARTIER - ACTIONS 2017				
Etablissement Scolaire	Intitulé prestation	Prestataire	Coût	Effectif
Euzhan Palcy - Gros-Morne	Atelier de rééducation alimentaire	Atelier de Médélice by Martinique Gastronomie	922,25 €	15
Montant des dépenses			922,25 €	

		 UNION EUROPEENNE	Cette opération est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel FSE Martinique 2014-2020	
Etablissement Scolaire	Intitulé prestation	Prestataire	Coût	Effectif
Paul Symphor - Le Robert	Soutien scolaire	ALCES	7 280,00 €	10
Les Trois-Ilets	Soutien scolaire	PROGRESS CARIB	5 148,00 €	22
Dillon II	Soutien scolaire	SOUTIEN PERFECTIONNEMENT EXCEL	7 040,00 €	10
Roger Castendet	Soutien scolaire	SOUTIEN PERFECTIONNEMENT EXCEL	7 040,00 €	10
Edouard Glissant	Soutien scolaire	APPRENDRE ET REUSSIR	2 500,00 €	6
Cassien Sainte-Claire	Soutien scolaire	JMJ FORMATION	5 791,50 €	12
Trinité Beauséjour	Soutien scolaire	ALCES	6 552,00 €	9
Emmanuel Salles - Sainte-marie	Soutien scolaire	ALCES	4 368,00 €	6
Jacqueline Julius - Godissard	Soutien scolaire	ALCES	8 736,00 €	12
Terreville	Soutien scolaire	ALCES	9 464,00 €	13
Jean Emile Adenet - François	Soutien scolaire	PHIMATH	2 308,00 €	10
Isidore Pelage - Sainte-Anne	Soutien scolaire	2AF	2 460,00 €	10
Louis Delgrès - Saint- Pierre	Soutien scolaire	E.I.R.L APRES L'ECOLE	6 900,00 €	17
Louis Delgrès - Saint- Pierre	Sortie éducative	AUTOCARD PENNONT	480,00 €	25
Louis Delgrès Saint-Pierre	Sortie éducative	PARC NATUREL REGIONAL MARTINIQUE	60,00 €	25
Louis Delgrès Saint-Pierre	Sortie éducative	TAXI CAP	100,00 €	25
Montant des dépenses			76 227,50 €	

AIDE INDIVIDUELLE DE RETOUR A L'EMPLOI
DOSSIER AIRA AU 1ER TRIMESTRE 2019

le 29/03/19

FAP



DGA Solidarité
DESSI/SAI

Montant de l'enveloppe 300 000 €

DOSSIERS RECUS	DOSSIERS INSTRUITS	TOTAL DEMANDE	DOSSIERS ACCORDES	TOTAL ACCORDE	DOSSIERS PAYES	TOTAL PAYE PAR L'ASP
331	247	89403,97	207	71355,97	117	43 388



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-337-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-337-1

PORTANT CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC EXPLOITATION ET COMMERCIALISATION DU RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE LA MARTINIQUE AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 RELATIF A LA CREATION DE LA SOCIETE SFR FTTH ET AU CHANGEMENT D'ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ MARTINIQUE THD ET À LA SUBSTITUTION DES GARANTIES

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 notamment son article 36-4-b relatif aux contrats de concession ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2473-1 du 19 novembre 2015 portant lancement de la procédure de Délégation de Service Public en affermage pour l'exploitation et la commercialisation du réseau FTTH de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-309-1 du 28 juillet 2017 portant sur le choix de la société attributaire de la Délégation de Service Public pour l'exploitation technique et commerciale du réseau FTTH et l'approbation de la convention de Délégation de Service Public ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - C530137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la Convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques très haut débit de la Martinique, signée le 29 septembre 2017 ;
Vu le courrier en date du 7 décembre 2018, de la société SFR ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer l'avenant n°1 à la Convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques très haut débit de la Martinique, conclu avec la société SFR FTTH.

ARTICLE 2 : Cet avenant n°1, joint en annexe, a pour objet :

- d'acter la dissolution de la société SFR Collectivités et la création de la société SFR FTTH,
- d'autoriser le changement d'actionnariat, la société ALTICE devenant actionnaire majoritaire,
- d'autoriser la substitution des garanties découlant du changement d'actionnariat.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



**Délégation de service public
relative à l'exploitation et la
commercialisation
du réseau de communications électroniques
très Haut débit de la Martinique**

Convention de délégation de service public

Avenant n°1

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Entre les soussignés :

La Collectivités Territoriale de Martinique, rue Gaston Defferre-CS 30137-97201 Fort de France Cedex, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé le « **Délégant** » ou la « **CTM** ».

D'une part,

Et

Martinique THD,

Société par actions simplifiée à associé unique, anonyme au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé au ZI la Jambette Fort de France 97200 Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Fort de France sous le n° 834647729 (2018 B221) représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Délégataire** ».

D'autre part.

La Collectivité Territoriale de Martinique et le Délégataire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « **Partie(s)** ».

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Il est préalablement exposé ce qui suit :

1. La Collectivité Territoriale de la Martinique et SFR Collectivités ont signé le 29 septembre 2017 une convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques très haut débit de la Martinique (ci-après la « Convention »). Cette Convention a été notifiée le 12 Octobre 2017.

2. Conformément aux dispositions de l'article 3.1 de la Convention, SFR Collectivités a constitué le 1er février 2018 une société *ad hoc*, dénommée Martinique THD, dédiée à l'exécution de la Convention. Cette société s'est substituée à SFR Collectivités.

Par un courrier en date du 7 décembre 2018, la société SFR Collectivités et sa maison-mère, la société SFR, ont informé la CTM de leur souhait de procéder à une dissolution de la société SFR Collectivités et de la création de la société SFR FTTH, dont l'actionnaire majoritaire serait la société ALTICE, maison mère de la société SFR.

Conformément au troisième alinéa de l'article 3.3 de la Convention et au regard de l'article 36-4-b du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, le Délégué a sollicité l'accord préalable et exprès de la CTM pour modifier la détention du capital social et du contrôle du Délégué.

En conséquence, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de convenir du changement d'actionnariat de la société Martinique THD.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS MODIFIEES

Article 2.1 : modification de l'article 3.1 de la Convention

Les alinéas 10 et 11 de l'article 3.1 de la Convention sont supprimés.

Article 2.2 : modification de l'article 3.1 de la Convention

L'alinéa 1 de l'article 3.2.1.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Déléataire constitue auprès de la société SFR FTTH au profit du Délégant, un cautionnement maison mère à première demande solidaire conforme aux articles 2288 et suivants du code civil. Le montant de ce cautionnement devra être conforme à ce qui est prévu à l'annexe 4 ».

Article 2.3 : modification de l'article 3.2.2.2 de la Convention

L'alinéa 1 de l'article 3.2.2.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Déléataire constitue auprès de la société SFR FTTH au profit du Délégant, un cautionnement à première demande solidaire conforme aux articles 2288 et suivants du code civil. Le montant de ce cautionnement devra être conforme à ce qui est prévu à l'annexe 4 ».

Article 2.4 : modification de l'article 3.2.3. de la Convention

L'alinéa 1 de l'article 3.2.3. de la Convention est modifié comme suit :

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

« Le Délégataire constitue auprès de la société SFR FttH au profit du Délégant, un cautionnement à première demande solidaire d'un montant de 1.000.000 euros et conforme aux articles 2288 et suivants du code civil ».

Article 2.5 : modification de l'article 3.2.5. de la Convention

L'alinéa 1 de l'article 3.2.5. de la Convention est modifié comme suit :

« Afin d'assurer le Délégant contre toute rupture de continuité du service public, la société SFR FttH s'engage, pendant toute la durée de la Convention, à se substituer à la société *ad hoc* en cas de défaillance de celle-ci dans l'exécution de ses obligations ».

Article 3 : Substitution des garanties

Les annexes suivantes sont supprimées et remplacées par les documents figurant en annexe du présent avenant :

- L'annexe 4.2, intitulée «garantie à première demande relative à la construction du réseau (raccordements) » est supprimée et remplacée par la garantie figurant en annexe à la présente garantie ;
- L'annexe 4.4, intitulée « acte de cautionnement solidaire (cautionnement maison mère) » est supprimée et remplacée par l'acte de cautionnement figurant en annexe au présent avenant ;
- L'annexe 4.5, intitulée « Garantie Maison-mère à première demande relative au gros entretien renouvellement », est supprimée et remplacée par la garantie figurant en annexe au présent avenant ;
- L'annexe 4.6, intitulée « lettre d'engagement » est supprimée et remplacée par la lettre d'engagement figurant en annexe au présent avenant ;
- L'annexe 5, intitulée « Garantie de substitution » est supprimée et remplacée par la garantie figurant en annexe au présent avenant.

Article 4 : Prise d'effet et durée

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Le présent avenant entre en vigueur à compter de la date de sa notification par la CTM au Déléataire après accomplissement des formalités liées au contrôle de légalité.

Article 5 : Validité

Les dispositions de la Convention qui ne sont pas modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur et s'appliquent à ce dernier. En cas de contradiction, les termes du présent avenant l'emportent sur les termes du contrat initial.

Article 7 : Annexes

Sont annexées au présent Avenant les annexes suivantes :

- Annexe 1 :
 - Annexe 4.2 à la convention initiale modifiée, intitulée « garantie à première demande relative à la construction du réseau (raccordements) »;
 - Annexe 4.4 à la convention initiale modifiée, intitulée « acte de cautionnement solidaire (cautionnement maison mère) »;
 - Annexe 4.5 à la convention initiale modifiée, intitulée « Garantie Maison-mère à première demande relative au gros entretien renouvellement »;
 - Annexe 4.6 à la convention initiale modifiée, intitulée « lettre d'engagement » est supprimée et remplacée par la lettre d'engagement ;
 - Annexe 5 à la convention initiale modifiée, intitulée « Garantie de substitution ».

* * *

A Fort de France, le

En deux (2) exemplaires originaux,

Pour la CTM Le président	Pour le Déléataire, Monsieur Lionel RECORBET Président

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Agissant en vertu de la délibération n° XX	Agissant en qualité de Président

Annexe 1

Garantie maison-mère à première demande relative à la construction du réseau (raccordement)

ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE (CAUTIONNEMENT MAISON MERE)

EMIS PAR :

La soussignée **SFR FTTH**, société anonyme au capital de 1 697 010 052 euros, dont le siège social est situé au 124 Boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 844 717 587, représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Ci-après dénommée le « **Garant** »,

EN FAVEUR DE :

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), sis Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique Rue Gaston Defferre – Cluny CS 30137, MQ-97201 Fort-de-France,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

(A) La Collectivité Territoriale de la Martinique a lancé une procédure d'appel d'offres pour permettre l'exploitation et la commercialisation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit sur le territoire de la Martinique par le biais d'une convention de délégation de service public,

(B) SFR Collectivités a participé à cette procédure et remis une offre en vue d'être désigné délégataire de service public,

(C) Après étude des offres remises à la Collectivité Territoriale de la Martinique, celle-ci a décidé de retenir l'offre de SFR Collectivité et une convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Martinique a été signée par SFR Collectivités et la Collectivité Territoriale de la Martinique (la « **Convention de DSP** »),

(D) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, une société *ad hoc* a été constituée et s'est substituée à la société SFR Collectivités pour l'exécution de la Convention de DSP (le « **Débiteur** »),

(E) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, la société *ad hoc* a informé la Collectivité Territoriale de la Martinique de procéder à la modification de son actionnariat.

(F) Conformément à l'article 3.2.1.2 de la Convention de DSP, la présente garantie maison mère doit être remise au Bénéficiaire (le « **Cautionnement** ») ayant pour objet de garantir la bonne exécution des Obligations de Construction Garanties.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. ETENDUE DU CAUTIONNEMENT

1.1. Par les présentes et conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du Code civil, le Garant se constitue irrévocablement caution personnelle et solidaire à l'égard du Bénéficiaire de toutes les obligations de faire ou de payer une somme d'argent à la charge du Débiteur au titre des Obligations de Construction Garanties, tels que ce terme et ces obligations sont définis dans la

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Convention de DSP, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de cinq cent mille euros (500 000 €).

1.2. Le Garant déclare avoir une parfaite connaissance de la Convention de DSP pour l'avoir négociée et signée avant que le Débiteur ne se substitue à lui et pour en avoir reçu une copie à jour à la date de signature du Cautionnement.

1.3. Le Garant renonce irrévocablement et expressément au bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du Code civil et, en cas de pluralité de cautions, au bénéfice de division prévu à l'article 2303 du Code civil.

1.4. Le Garant renonce expressément à invoquer tout droit à compensation dans le cas où il détiendrait ou estimerait détenir une créance quelconque contre le Bénéficiaire, conformément à l'article 1294 du Code civil.

1.5. Le Garant reconnaît irrévocablement par les présentes que ses obligations au titre du Cautionnement ne seront pas affectées, même en cas de survenance de l'un quelconque des événements suivants :

1.5.1. la modification affectant la situation juridique ou financière du Bénéficiaire, du Garant ou du Débiteur, notamment en cas de changement de forme juridique ou de la personnalité juridique pour quelque raison que ce soit, en cas de réalisation d'une fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine ou toute autre restructuration même si cela conduit à la création d'une personne morale nouvelle, y compris pour les créances nées postérieurement auxdites opérations ;

1.5.2. la modification ou la disparition des liens existants ou susceptibles d'exister entre le Garant et le Débiteur ;

1.5.3. l'ouverture d'une procédure collective, de toute procédure visée au Livre VI du Code de commerce ou de toute procédure équivalente ayant un effet similaire dans toute autre juridiction que la France, à l'encontre du Garant, du Débiteur ou du Bénéficiaire, sous réserve de la loi applicable.

2. MODALITES D'APPEL DU CAUTIONNEMENT

2.1. Tout appel du Cautionnement par le Bénéficiaire prendra la forme d'une notification comportant une demande de paiement adressée à la suite d'une défaillance du Débiteur à l'égard du Bénéficiaire (une « **Notification d'Appel du Cautionnement** ») accompagnée d'une copie de la mise en demeure adressée par le Bénéficiaire au Débiteur mentionnant les obligations inexécutées par le Débiteur vis-à-vis du Bénéficiaire au titre des Obligations de Construction Garanties, laquelle est restée infructueuse dans les conditions et délais fixés par la Convention de DSP.

2.2. Le Garant déclare s'engager à payer à première demande au Bénéficiaire, conformément à l'article 2.1, tout montant demandé par le Bénéficiaire jusqu'à concurrence d'un montant maximum de

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

cinq cent mille euros (500 000 €) dès lors qu'il aura reçu une Demande de Paiement notifiée au plus tard à 23h59 (heure de Paris) le jour de la Date d'Expiration, et ce même si le paiement correspondant est susceptible d'intervenir après la Date d'Expiration.

2.3. Toute somme due par le Garant en vertu du Cautionnement sera versée sur le compte bancaire dont les références seront indiquées par le Bénéficiaire dans la Notification d'Appel du Cautionnement.

2.4. A réception d'une Notification d'Appel du Cautionnement, le Bénéficiaire est en droit d'obtenir le paiement par le Garant de toute somme effectivement due par le Débiteur au titre des Obligations de Construction Garanties.

2.5. Le Garant s'engage envers le Bénéficiaire à lui verser les sommes dues et impayées par le Débiteur, dans les quarante-cinq (45) jours calendaires de la réception par le Garant de la Notification d'Appel du Cautionnement envoyée par le Bénéficiaire, conformément aux instructions y figurant (la « **Date Ultime de Paiement** ») et conformément aux dispositions de la Convention de DSP.

2.6. Toute somme due par le Garant au titre du Cautionnement et impayée à la Date Ultime de Paiement portera de plein droit intérêts à compter de la Date Ultime de Paiement jusqu'à la date de paiement effectif, à trois fois le taux d'intérêt légal.

2.7. Le Bénéficiaire pourra appeler le Cautionnement en une ou plusieurs fois dans la limite du montant maximum de cinq cent mille euros (500 000 €). En cas de paiement partiel, le Cautionnement restera valable jusqu'à son terme pour le solde, chaque paiement effectué par le Garant en vertu des présentes venant en déduction de son engagement.

2.8. Le Garant s'engage également, dans les mêmes conditions et dans les mêmes délais, *mutatis mutandis*, à satisfaire en lieu et place du Débiteur, ni plus ni moins, aux obligations de faire inexécutées au titre des Obligations de Construction Garanties.

3. NOTIFICATIONS

3.1. Moyens de notifications

A l'exception de toute Notification d'Appel du Cautionnement qui devra être adressée sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception conformément à la Convention de DSP, toute notification, demande ou communication pouvant ou devant être faite en exécution du Cautionnement pourra être faite par télécopie, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les notifications seront effectives dès réception aux adresses ou numéros de télécopie ci-dessous.

Toute communication effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sera réputée avoir été reçue à la date de la première présentation de la lettre recommandée. Toute communication effectuée par télécopie sera réputée avoir été reçue le jour de la transmission si ce jour est un jour ouvré et si elle a été transmise avant 18h00 ou, à défaut, le jour ouvré suivant. Toute communication par lettre remise en mains propres sera réputée avoir été reçue à la date de la remise.

3.2. Adresses aux fins de notifications

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Les adresses des parties au Cautionnement seront celles qui sont mentionnées en première page du Cautionnement ou toute autre adresse qui aurait été notifiée conformément au présent article 3 avec un délai de préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

4. DUREE

4.1. Le Cautionnement entre en vigueur à la date de substitution du Débiteur pour une durée de cinq (5) ans.

4.2. En tout état de cause, elle sera libérée de plein droit et en totalité à la date d'apurement des comptes de la Convention de DSP en cas d'expiration de la Convention de DSP pour quelque cause que ce soit.

4.3. De convention expresse entre les Parties, si la Convention de DSP prend fin avant la réception de l'ensemble des Obligations de Construction Garanties, tel que ce terme est défini à l'article 3.2.1 de la Convention de DSP, et levée des éventuelles réserves, le présent Cautionnement ne produira plus d'effet à l'égard du Bénéficiaire une fois que l'apurement des comptes sera intervenu entre le Bénéficiaire et le Débiteur.

5. DECLARATIONS

Le Garant effectue les déclarations suivantes au profit du Bénéficiaire :

5.1. le Garant est une société de droit français valablement constituée sous forme de société anonyme et existant valablement au regard du droit français ;

5.2. le Garant a le pouvoir et la capacité de signer le Cautionnement et d'exécuter les obligations qui en découlent ;

5.3. le Garant déclare connaître parfaitement, à la date de signature des présentes, la situation financière, juridique, fiscale et comptable du Débiteur et sa solvabilité, et notamment ses besoins financiers, la nature de ses engagements et l'utilisation qui en est faite ou en sera faite.

5.4. toutes les autorisations nécessaires à la signature et à l'exécution des obligations qui découlent pour le Garant du Cautionnement ont été valablement obtenues ;

5.5. la signature du Cautionnement ne requiert aucune autorisation d'aucune autorité compétente (notamment quant à sa validité ou son exécution) qui n'ait été préalablement obtenue ;

5.6. le Cautionnement constitue un engagement licite, valable et opposable du Garant pouvant être exécuté conformément à chacun de ses termes ;

5.7. la signature et l'exécution par le Garant du Cautionnement est conforme à son intérêt social et n'est pas contraire et ne contrevient à aucune loi, réglementation ou décision judiciaire ou administrative s'imposant au Garant, à aucune stipulation des statuts du Garant ou à aucun engagement contractuel, accord, acte ou tout autre arrangement liant le Garant ;

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

5.8. le Garant n'est pas en état de cessation des paiements et n'a pas fait l'objet depuis sa constitution d'une procédure de dissolution, de cessation d'exploitation, de sauvegarde, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (ou toute autre procédure relevant du Livre VI du code de commerce).

6. DROIT APPLICABLE – TRIBUNAUX COMPETENTS

6.1. Le Cautionnement est soumis au droit français.

6.2. Tout litige relatif à l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du Cautionnement sera soumis à la compétence du tribunal compétent dans le ressort du siège du Bénéficiaire, étant entendu que le Bénéficiaire pourra également engager toute action à l'encontre du Garant devant tout autre tribunal compétent aux fins de demander la mise en œuvre de mesures conservatoires ou d'exécution.

Fait à Courbevoie
Le 1^{er} mars 2019
En deux exemplaires

Garantie maison-mère à première demande relative à l'exploitation du réseau

ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE (CAUTIONNEMENT MAISON MERE)

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

EMIS PAR :

La soussignée **SFR FTTH**, société anonyme au capital de 1 697 010 052 euros, dont le siège social est situé au 124 Boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 844 717 587, représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Garant** »,

EN FAVEUR DE :

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), dont le siège est situé sis Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique Rue Gaston Defferre – Cluny CS 30137, MQ-97201 Fort-de-France, ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** ».

ETANT PREALABLEMET EXPOSE QUE :

(A) La Collectivité Territoriale de la Martinique a lancé une procédure d'appel d'offres pour permettre l'exploitation et la commercialisation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit sur le territoire de la Martinique par le biais d'une convention de délégation de service public,

(B) SFR Collectivités a participé à cette procédure et remis une offre en vue d'être désigné délégataire de service public,

(C) Après étude des offres remises à la Collectivité Territoriale de la Martinique, celle-ci a décidé de retenir l'offre de SFR Collectivité et une convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Martinique a été signée le [DATE] par SFR Collectivités et la Collectivité Territoriale de la Martinique (la « **Convention de DSP** »),

(D) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, une société *ad hoc* a été constituée et s'est substituée à la société SFR Collectivités pour l'exécution de la Convention de DSP (le « **Débiteur** »),

(E) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, la société *ad hoc* a informé la Collectivité Territoriale de la Martinique de procéder à la modification de son actionnariat.

(F) Conformément à l'article 3.2.2.2 de la Convention de DSP, la présente garantie maison mère doit être remise au Bénéficiaire (le « **Cautionnement** ») ayant pour objet de garantir la bonne exécution des Obligations d'Exploitation Garanties.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

1. ETENDUE DU CAUTIONNEMENT

1.1. Par les présentes et conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du Code civil, le Garant se constitue irrévocablement caution personnelle et solidaire à l'égard du Bénéficiaire de toutes les obligations de faire ou de payer une somme d'argent à la charge du Débiteur au titre des Obligations d'Exploitation Garanties, tels que ce terme et ces obligations sont définies dans la Convention de DSP, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 €).

1.2. Le Garant déclare avoir une parfaite connaissance de la Convention de DSP pour l'avoir négociée et signée avant que le Débiteur ne se substitue à lui et pour en avoir reçu une copie à jour à la date de signature du Cautionnement.

1.3. Le Garant renonce irrévocablement et expressément au bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du Code civil et, en cas de pluralité de cautions, au bénéfice de division prévu à l'article 2303 du Code civil.

1.4. Le Garant renonce expressément à invoquer tout droit à compensation dans le cas où il détiendrait ou estimerait détenir une créance quelconque contre le Bénéficiaire, conformément à l'article 1294 du Code civil.

1.5. Le Garant reconnaît irrévocablement par les présentes que ses obligations au titre du Cautionnement ne seront pas affectées, même en cas de survenance de l'un quelconque des événements suivants :

1.5.1. la modification affectant la situation juridique ou financière du Bénéficiaire, du Garant ou du Débiteur, notamment en cas de changement de forme juridique ou de la personnalité juridique pour quelque raison que ce soit, en cas de réalisation d'une fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine ou toute autre restructuration même si cela conduit à la création d'une personne morale nouvelle, y compris pour les créances nées postérieurement auxdites opérations ;

1.5.2. la modification ou la disparition des liens existants ou susceptibles d'exister entre le Garant et le Débiteur ;

1.5.3. l'ouverture d'une procédure collective, de toute procédure visée au Livre VI du Code de commerce ou de toute procédure équivalente ayant un effet similaire dans toute autre juridiction que la France, à l'encontre du Garant, du Débiteur ou du Bénéficiaire, sous réserve de la loi applicable.

2. MODALITES D'APPEL DU CAUTIONNEMENT

2.1. Tout appel du Cautionnement par le Bénéficiaire prendra la forme d'une notification comportant une demande de paiement adressée à la suite d'une défaillance du Débiteur à l'égard du Bénéficiaire (une « **Notification d'Appel du Cautionnement** ») accompagnée d'une copie de la mise en demeure adressée par le Bénéficiaire au Débiteur mentionnant les obligations inexécutées par le Débiteur vis-à-vis du Bénéficiaire au titre des Obligations d'Exploitation Garanties, laquelle est restée infructueuse dans les conditions et délais fixés par la Convention de DSP.

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

2.2. Le Garant déclare s'engager à payer à première demande au Bénéficiaire, conformément à l'article 2.1, tout montant demandé par le Bénéficiaire jusqu'à concurrence d'un montant maximum de

deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 €) dès lors qu'il aura reçu une Demande de Paiement notifiée au plus tard à 23h59 (heure de Paris) le jour de la Date d'Expiration, et ce même si le paiement correspondant est susceptible d'intervenir après la Date d'Expiration.

2.3. Toute somme due par le Garant en vertu du Cautionnement sera versée sur le compte bancaire dont les références seront indiquées par le Bénéficiaire dans la Notification d'Appel du Cautionnement.

2.4. A réception d'une Notification d'Appel du Cautionnement, le Bénéficiaire est en droit d'obtenir le paiement par le Garant de toute somme effectivement due par le Débiteur au titre des Obligations d'Exploitation Garanties.

2.5. Le Garant s'engage envers le Bénéficiaire à lui verser les sommes dues et impayées par le Débiteur, dans les quarante-cinq (45) jours calendaires de la réception par le Garant de la Notification d'Appel du Cautionnement envoyée par le Bénéficiaire, conformément aux instructions y figurant (la « **Date Ultime de Paiement** ») et conformément aux dispositions de la Convention de DSP.

2.6. Toute somme due par le Garant au titre du Cautionnement et impayée à la Date Ultime de Paiement portera de plein droit intérêts à compter de la Date Ultime de Paiement jusqu'à la date de paiement effectif, à trois fois le taux d'intérêt légal.

2.7. Le Bénéficiaire pourra appeler le Cautionnement en une ou plusieurs fois dans la limite du montant maximum de deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 €). En cas de paiement partiel, le Cautionnement restera valable jusqu'à son terme pour le solde, chaque paiement effectué par le Garant en vertu des présentes venant en déduction de son engagement.

2.8. Le Garant s'engage également, dans les mêmes conditions et dans les mêmes délais, *mutatis mutandis*, à satisfaire en lieu et place du Débiteur, ni plus ni moins, aux obligations de faire inexécutées au titre des Obligations d'Exploitation Garanties.

3. NOTIFICATIONS

3.1. Moyens de notifications

A l'exception de toute Notification d'Appel du Cautionnement qui devra être adressée sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception conformément à la Convention de DSP, toute notification, demande ou communication pouvant ou devant être faite en exécution du Cautionnement pourra être faite par télécopie, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les notifications seront effectives dès réception aux adresses ou numéros de télécopie ci-dessous.

Toute communication effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sera réputée avoir été reçue à la date de la première présentation de la lettre recommandée. Toute

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

communication effectuée par télécopie sera réputée avoir été reçue le jour de la transmission si ce jour est un jour ouvré et si elle a été transmise avant 18h00 ou, à défaut, le jour ouvré suivant. Toute communication par lettre remise en mains propres sera réputée avoir été reçue à la date de la remise.

3.2. Adresses aux fins de notifications

Les adresses des parties au Cautionnement seront celles qui sont mentionnées en première page du Cautionnement ou toute autre adresse qui aurait été notifiée conformément au présent article 3 avec un délai de préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

4. DUREE

4.1. Le Cautionnement entre en vigueur le lendemain de la mise en service du premier tronçon du réseau objet de la Convention de DSP constaté par procès-verbal notifié pour information au Garant pour une durée de cinq (5) ans.

4.2. En tout état de cause, elle sera libérée de plein droit et en totalité à la date d'apurement des comptes de la Convention de DSP en cas d'expiration de la Convention de DSP pour quelque cause que ce soit.

5. DECLARATIONS

Le Garant effectue les déclarations suivantes au profit du Bénéficiaire :

5.1. le Garant est une société de droit français valablement constituée sous forme de société anonyme et existant valablement au regard du droit français ;

5.2. le Garant a le pouvoir et la capacité de signer le Cautionnement et d'exécuter les obligations qui en découlent ;

5.3. le Garant déclare connaître parfaitement, à la date de signature des présentes, la situation financière, juridique, fiscale et comptable du Débiteur et sa solvabilité, et notamment ses besoins financiers, la nature de ses engagements et l'utilisation qui en est faite ou en sera faite.

5.4. toutes les autorisations nécessaires à la signature et à l'exécution des obligations qui découlent pour le Garant du Cautionnement ont été valablement obtenues ;

5.5. la signature du Cautionnement ne requiert aucune autorisation d'aucune autorité compétente (notamment quant à sa validité ou son exécution) qui n'ait été préalablement obtenue ;

5.6. le Cautionnement constitue un engagement licite, valable et opposable du Garant pouvant être exécuté conformément à chacun de ses termes ;

5.7. la signature et l'exécution par le Garant du Cautionnement est conforme à son intérêt social et n'est pas contraire et ne contrevient à aucune loi, réglementation ou décision judiciaire ou administrative s'imposant au Garant, à aucune stipulation des statuts du Garant ou à aucun engagement contractuel, accord, acte ou tout autre arrangement liant le Garant ;

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

5.8. le Garant n'est pas en état de cessation des paiements et n'a pas fait l'objet depuis sa constitution d'une procédure de dissolution, de cessation d'exploitation, de sauvegarde, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (ou toute autre procédure relevant du Livre VI du code de commerce).

6. DROIT APPLICABLE – TRIBUNAUX COMPETENTS

6.1. Le Cautionnement est soumis au droit français.

6.2. Tout litige relatif à l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du Cautionnement sera soumis à la compétence du Tribunal compétent dans le ressort du siège du Bénéficiaire, étant entendu que le Bénéficiaire pourra également engager toute action à l'encontre du Garant devant tout autre tribunal compétent aux fins de demander la mise en œuvre de mesures conservatoires ou d'exécution.

Fait à Courbevoie
Le 1^{er} mars 2019
En deux exemplaires

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Garantie maison-mère à première demande relative gros entretien et au renouvellement

ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE (CAUTIONNEMENT MAISON MERE)

EMIS PAR :

La soussignée **SFR FTTH**, société anonyme au capital de 1 697 010 052 euros, dont le siège social est situé au 124 Boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 844 717 587, représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Garant** »,

EN FAVEUR DE :

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), sis Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique Rue Gaston Defferre – Cluny CS 30137, MQ-97201 Fort-de-France,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

(A) La Collectivité Territoriale de la Martinique a lancé une procédure d'appel d'offres pour permettre l'exploitation et la commercialisation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit sur le territoire de la Martinique par le biais d'une convention de délégation de service public,

(B) La société SFR Collectivités a participé à cette procédure et remis une offre en vue d'être désigné délégataire de service public,

(C) Après étude des offres remises à la Collectivité Territoriale de la Martinique, celle-ci a décidé de retenir l'offre de SFR Collectivités et une convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Martinique a été signée le [DATE] par SFR Collectivités et la Collectivité Territoriale de la Martinique (la « **Convention de DSP** »),

(D) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, une société *ad hoc* a été constituée et s'est substituée à la société SFR Collectivités pour l'exécution de la Convention de DSP (le « **Débiteur** »),

(D) Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, la société *ad hoc* a informé la Collectivité Territoriale de la Martinique de procéder à la modification de son actionnariat.

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

(F) Conformément à l'article 3.2.1.2 de la Convention de DSP, la présente garantie maison mère doit être remise au Bénéficiaire (le « **Cautionnement** ») ayant pour objet de garantir la bonne exécution des Obligations de Construction Garanties.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. ETENDUE DU CAUTIONNEMENT

1.1. Par les présentes et conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du Code civil, le Garant se constitue irrévocablement caution personnelle et solidaire à l'égard du Bénéficiaire de toutes les obligations de faire ou de payer une somme d'argent à la charge du Débiteur au titre des Obligations de Construction Garanties, tels que ce terme et ces obligations sont définis dans la Convention de DSP, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de un million d'euros (1 000 000 €).

1.2. Le Garant déclare avoir une parfaite connaissance de la Convention de DSP pour l'avoir négociée et signée avant que le Débiteur ne se substitue à lui et pour en avoir reçu une copie à jour à la date de signature du Cautionnement.

1.3. Le Garant renonce irrévocablement et expressément au bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du Code civil et, en cas de pluralité de cautions, au bénéfice de division prévu à l'article 2303 du Code civil.

1.4. Le Garant renonce expressément à invoquer tout droit à compensation dans le cas où il détiendrait ou estimerait détenir une créance quelconque contre le Bénéficiaire, conformément à l'article 1294 du Code civil.

1.5. Le Garant reconnaît irrévocablement par les présentes que ses obligations au titre du Cautionnement ne seront pas affectées, même en cas de survenance de l'un quelconque des événements suivants :

1.5.1. la modification affectant la situation juridique ou financière du Bénéficiaire, du Garant ou du Débiteur, notamment en cas de changement de forme juridique ou de la personnalité juridique pour quelque raison que ce soit, en cas de réalisation d'une fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine ou toute autre restructuration même si cela conduit à la création d'une personne morale nouvelle, y compris pour les créances nées postérieurement auxdites opérations ;

1.5.2. la modification ou la disparition des liens existants ou susceptibles d'exister entre le Garant et le Débiteur ;

1.5.3. l'ouverture d'une procédure collective, de toute procédure visée au Livre VI du Code de commerce ou de toute procédure équivalente ayant un effet similaire dans toute autre

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

juridiction que la France, à l'encontre du Garant, du Débiteur ou du Bénéficiaire, sous réserve de la loi applicable.

2. MODALITES D'APPEL DU CAUTIONNEMENT

2.1. Tout appel du Cautionnement par le Bénéficiaire prendra la forme d'une notification comportant une demande de paiement adressée à la suite d'une défaillance du Débiteur à l'égard du Bénéficiaire (une « **Notification d'Appel du Cautionnement** ») accompagnée d'une copie de la mise en demeure adressée par le Bénéficiaire au Débiteur mentionnant les obligations inexécutées par le Débiteur vis-à-vis du Bénéficiaire au titre des Obligations de Construction Garanties, laquelle est restée infructueuse dans les conditions et délais fixés par la Convention de DSP.

2.2. Le Garant déclare s'engager à payer à première demande au Bénéficiaire, conformément à l'article 2.1, tout montant demandé par le Bénéficiaire jusqu'à concurrence d'un montant maximum de un million d'euros (1 000 000 €) dès lors qu'il aura reçu une Demande de Paiement notifiée au plus tard à 23h59 (heure de Paris) le jour de la Date d'Expiration, et ce même si le paiement correspondant est susceptible d'intervenir après la Date d'Expiration.

2.3. Toute somme due par le Garant en vertu du Cautionnement sera versée sur le compte bancaire dont les références seront indiquées par le Bénéficiaire dans la Notification d'Appel du Cautionnement.

2.4. A réception d'une Notification d'Appel du Cautionnement, le Bénéficiaire est en droit d'obtenir le paiement par le Garant de toute somme effectivement due par le Débiteur au titre des Obligations de Construction Garanties.

2.5. Le Garant s'engage envers le Bénéficiaire à lui verser les sommes dues et impayées par le Débiteur, dans les quarante-cinq (45) jours calendaires de la réception par le Garant de la Notification d'Appel du Cautionnement envoyée par le Bénéficiaire, conformément aux instructions y figurant (la « **Date Ultime de Paiement** ») et conformément aux dispositions de la Convention de DSP.

2.6. Toute somme due par le Garant au titre du Cautionnement et impayée à la Date Ultime de Paiement portera de plein droit intérêts à compter de la Date Ultime de Paiement jusqu'à la date de paiement effectif, à trois fois le taux d'intérêt légal.

2.7. Le Bénéficiaire pourra appeler le Cautionnement en une ou plusieurs fois dans la limite du montant maximum de 1 million d'euros (1 000 000 €). En cas de paiement partiel, le Cautionnement restera valable jusqu'à son terme pour le solde, chaque paiement effectué par le Garant en vertu des présentes venant en déduction de son engagement.

2.8. Le Garant s'engage également, dans les mêmes conditions et dans les mêmes délais, *mutatis mutandis*, à satisfaire en lieu et place du Débiteur, ni plus ni moins, aux obligations de faire inexécutées au titre des Obligations de Construction Garanties.

3. NOTIFICATIONS

3.1. Moyens de notifications

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

A l'exception de toute Notification d'Appel du Cautionnement qui devra être adressée sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception conformément à la Convention de DSP, toute notification, demande ou communication pouvant ou devant être faite en exécution du Cautionnement pourra être faite par télécopie, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les notifications seront effectives dès réception aux adresses ou numéros de télécopie ci-dessous.

Toute communication effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sera réputée avoir été reçue à la date de la première présentation de la lettre recommandée. Toute communication effectuée par télécopie sera réputée avoir été reçue le jour de la transmission si ce jour est un jour ouvré et si elle a été transmise avant 18h00 ou, à défaut, le jour ouvré suivant. Toute communication par lettre remise en mains propres sera réputée avoir été reçue à la date de la remise.

3.2. Adresses aux fins de notifications

Les adresses des parties au Cautionnement seront celles qui sont mentionnées en première page du Cautionnement ou toute autre adresse qui aurait été notifiée conformément au présent article 3 avec un délai de préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

4. DUREE

4.1. Le Cautionnement entre en vigueur à la date de substitution du Débiteur pour une durée de cinq (5) ans.

4.2. En tout état de cause, elle sera libérée de plein droit et en totalité à la date d'apurement des comptes de la Convention de DSP en cas d'expiration de la Convention de DSP pour quelque cause que ce soit.

4.3. De convention expresse entre les Parties, si la Convention de DSP prend fin avant la réception de l'ensemble des Obligations de Construction Garanties, tel que ce terme est défini à l'article 3.2.1 de la Convention de DSP, et levée des éventuelles réserves, le présent Cautionnement ne produira plus d'effet à l'égard du Bénéficiaire une fois que l'apurement des comptes sera intervenu entre le Bénéficiaire et le Débiteur.

5. DECLARATIONS

Le Garant effectue les déclarations suivantes au profit du Bénéficiaire :

5.1. le Garant est une société de droit français valablement constituée sous forme de société anonyme et existant valablement au regard du droit français ;

5.2. le Garant a le pouvoir et la capacité de signer le Cautionnement et d'exécuter les obligations qui en découlent ;

5.3. le Garant déclare connaître parfaitement, à la date de signature des présentes, la situation financière, juridique, fiscale et comptable du Débiteur et sa solvabilité, et notamment ses besoins financiers, la nature de ses engagements et l'utilisation qui en est faite ou en sera faite.

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

5.4. toutes les autorisations nécessaires à la signature et à l'exécution des obligations qui découlent pour le Garant du Cautionnement ont été valablement obtenues ;

5.5. la signature du Cautionnement ne requiert aucune autorisation d'aucune autorité compétente (notamment quant à sa validité ou son exécution) qui n'ait été préalablement obtenue ;

5.6. le Cautionnement constitue un engagement licite, valable et opposable du Garant pouvant être exécuté conformément à chacun de ses termes ;

5.7. la signature et l'exécution par le Garant du Cautionnement est conforme à son intérêt social et n'est pas contraire et ne contrevient à aucune loi, réglementation ou décision judiciaire ou administrative s'imposant au Garant, à aucune stipulation des statuts du Garant ou à aucun engagement contractuel, accord, acte ou tout autre arrangement liant le Garant ;

5.8. le Garant n'est pas en état de cessation des paiements et n'a pas fait l'objet depuis sa constitution d'une procédure de dissolution, de cessation d'exploitation, de sauvegarde, de sauvegarde financière accélérée, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (ou toute autre procédure relevant du Livre VI du code de commerce).

5. DROIT APPLICABLE – TRIBUNAUX COMPETENTS

6.1. Le Cautionnement est soumis au droit français.

6.2. Tout litige relatif à l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du Cautionnement sera soumis à la compétence du tribunal compétent dans le ressort du siège du Bénéficiaire, étant entendu que le Bénéficiaire pourra également engager toute action à l'encontre du Garant devant tout autre tribunal compétent aux fins de demander la mise en œuvre de mesures conservatoires ou d'exécution.

Fait à Courbevoie

Le 1^{er} mars 2019

En deux exemplaires

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

LETTRE D'ENGAGEMENT DE LA MAISON-MERE

EMIS PAR :

La soussignée **SFR FTTH**, société anonyme au capital de 1 697 010 052 euros, dont le siège social est situé au 124 Boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 844 717 587, représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

EN FAVEUR DE :

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM) sis Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston Defferre – Cluny CS 30137, MQ-97201 Fort-de-France

Mesdames, Messieurs,

La Société SFR FTTH est venue se substituer à la Société SFR Collectivités, laquelle a conclu une Convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit sur le territoire de la Martinique en date du [●] (la « Convention de DSP »).

En application de l'article 3.1 de la Convention de DSP, une société *ad hoc* a été constituée afin d'exécuter la Convention de DSP et s'est substituée, à cet effet, à SFR collectivités.

Nous avons bien noté que cette Convention de DSP a été conclue en considération des caractéristiques de notre société et des liens qui nous uniront à notre filiale, la société *ad hoc*, et du fait que nous avons toujours agi de telle sorte qu'aucun délégant ne subisse les conséquences d'éventuelles défaillances de la part de sociétés filiales **de la société SFR FTTH**.

Afin de vous garantir, en tant que Délégant, contre toute rupture de continuité du service public, nous nous engageons donc à faire le nécessaire pour que notre filiale, la société *ad hoc*, dispose des moyens, notamment moyens humains et matériels, et ressources, notamment financières, nécessaires au respect de ses obligations au titre de la Convention de DSP.

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Nous nous engageons en conséquence à lui apporter les moyens et ressources nécessaires à l'exécution de ses obligations au titre de la Convention de DSP. Pour ce faire, vous devrez, en tant que délégant :

- mettre le délégataire en demeure de fournir lesdits moyens dans un délai ne pouvant être inférieur à 60 jours et adapté à la situation ;
- indiquer au délégataire qu'à défaut de respecter la mise en demeure, vous pourrez mettre en œuvre la présente garantie ;
- nous informer immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception de la mise en demeure du délégataire et des conséquences éventuelles pouvant résulter d'un manquement de sa part.

Nous nous engageons également à lui verser un apport en capital à hauteur de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000€) libérés sous trois (3) ans, conformément aux conditions prévues à l'article 3.1 de la Convention de DSP.

Par ailleurs, soucieux de veiller à ce que la gestion de nos filiales délégataires leur permette de faire face à leurs engagements, nous nous engageons à demeurer actionnaire majoritaire de la société *ad hoc* pendant toute la durée de la Convention de DSP, conformément à l'article 3.1 de ladite Convention de DSP.

Lionel RECORBET
Président

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Garantie de substitution

Désignation du GARANT :

La soussignée **SFR FTTH**, société anonyme au capital de 1 697 010 052 euros, dont le siège social est situé au 124 Boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 844 717 587, représentée par M. Lionel RECORBET, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Désignation du BENEFICIAIRE :

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM) sis Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston Defferre – Cluny CS 30137, MQ-97201 Fort-de-France

Exposé :

Le GARANT vient au droit de la société initialement signataire de la convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Martinique signée le [DATE] avec la Collectivité Territoriale de la Martinique (la « **Convention de DSP** »),

Conformément à l'article 3.1 de la Convention de DSP, le GARANT a constitué une société *ad hoc*, dont il est actionnaire majoritaire, qui s'est substitué à lui pour l'exécution de la Convention de DSP, Le GARANT déclare avoir une parfaite connaissance de cette Convention de DSP pour l'avoir négociée et signée et en avoir reçu une copie.

1 – Engagement du GARANT

Conformément à l'article 3.2.5 de la Convention de DSP, le GARANT s'engage envers le BENEFICIAIRE à se substituer à la société Délégataire en cas de défaillance de celle-ci (la « **GARANTIE** »).

Cette GARANTIE porte sur l'ensemble des engagements pris par la société délégataire en application de la Convention de DSP.

Constitue une défaillance ouvrant droit à la mise en œuvre de la présente garantie :

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

- (i) tout manquement de la société délégataire à l'une de ses obligations essentielles au titre de la Convention de DSP auquel il n'aurait pas été remédié après mise en demeure notifiée conformément à l'article 8.1 dans le délai défini à cette mise en demeure ou, si le délai de mise en demeure est plus court, après un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la mise en demeure par le Délégataire, ou
- (ii) l'atteinte des deux plafonds de pénalités mentionnés à l'article 8.2 de la Convention de délégation de service public
- (iii) la mise en régie provisoire en application de l'article 8.3 pendant trois (3) mois consécutifs.

La GARANTIE pourra être mise en œuvre par le BENEFICIAIRE sous réserve d'avoir transmis au GARANT la copie de la notification à la société délégataire de l'existence d'un des cas de défaillance susmentionnés et lui indiquant qu'à défaut de remédier à cette situation dans un délai de trente (30) jours suivants sa réception, la GARANTIE serait mise en œuvre.

Si la société délégataire n'a pas remédié à la situation dans ce délai, la substitution aura lieu dans un délai de 30 (trente) jours suivant la réception par le GARANT une lettre recommandée l'informant de ce défaut.

2 – Durée de la GARANTIE

La GARANTIE entre en vigueur à compter de la date à laquelle se substitue la société SFR FTTH à la société Collectivités dans les conditions de l'article 3.1 de la Convention de DSP.

La GARANTIE prendra fin de plein droit, sans qu'il soit besoin pour le GARANT de procéder à une quelconque formalité, à l'échéance normale ou anticipée de la Convention de DSP.

3 – Caractère personnel de la GARANTIE

La GARANTIE est émise *intuitu personae* au seul bénéfice du BENEFICIAIRE et aucun recours ne pourra être exercé en vertu de la GARANTIE par toute personne physique ou morale autre que le BENEFICIAIRE.

4 – Droit applicable – Tribunaux compétents

La GARANTIE est régie par le droit interne français.

Tous litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente GARANTIE seront portés devant le tribunal compétent dans ressort duquel se trouve le siège du BENEFICIAIRE auxquels, de convention expresse, juridiction est attribuée.

Fait à Courbevoie
Le 1^{er} mars 2019
En deux exemplaires

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique

Avenant 1 à la Convention de Délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit de la Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-338-1-DE
Date de télétransmission : 23/09/2019
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-338-1

PORTANT PRESENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER 2019 AU 28 JUIN 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, en matière de marchés publics et d'accords-cadres, portant sur la période du 1^{er} janvier 2019 au 28 juin 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-339-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-339-1

MOTION POUR LA PRÉSERVATION DE L'OCTROI DE MER, INDISPENSABLE OUTIL FISCAL DE DEVELOPPEMENT ET RESSOURCE DES COMMUNES

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Sandrine SAINT-AIME), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE (procuration à Claude BELLUNE), Marius NARCISSOT (procuration à Stéphanie NORCA), Josiane PINVILLE (procuration à Michel BRANCHI), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Réunis en séance plénière les 18 et 19 juillet 2019, les élus de la Collectivité Territoriale de Martinique ont pris connaissance avec stupéfaction de l'avis de l'Autorité de la Concurrence du 4 juillet 2019 concernant le fonctionnement de la concurrence en Outre-Mer.

Ils ont adopté la motion qui suit :

Considérant que l'Autorité de la Concurrence a été saisie par le Gouvernement pour déterminer les causes de « *la vie chère* » dans les DOM, et n'a pas procédé à des analyses de la formation des prix mais a travaillé à partir de réponses à des questionnaires adressés aux entreprises concernées. Cette méthodologie met en cause le caractère scientifique des conclusions présentées. Ainsi, son rapport ne contient aucune décomposition des prix TTC faisant apparaître les différents éléments formant les prix à la consommation ;

Considérant que d'emblée, l'Autorité accuse l'octroi de mer d'être « *un facteur de renchérissement des coûts des produits de grande consommation mais aussi de complexité* », ce jugement s'appuyant sur une appréciation fautive de l'historique et de la fonction de l'octroi de mer. Il attribue comme objet unique à l'octroi de mer, la protection de la production locale, alors qu'il a d'abord été appliqué aux produits importés pour alimenter les budgets locaux. Sur cette base erronée, l'Autorité demande au gouvernement « *de fixer un taux zéro sur les produits importés pour lesquels il n'existe pas d'équivalent dans la production locale* ». Accepter cette proposition entraînerait directement la suppression de l'essentiel des ressources financières des communes de Martinique (200 millions d'euros) et des autres DOM ;

Considérant que l'analyse présentée par l'Autorité de la Concurrence ne tient nullement compte du fait que, dans les DOM, le total du taux de TVA et du taux d'octroi de mer est généralement inférieur au seul taux de TVA pratiqué en métropole ;

Considérant que dans son rapport, l'Autorité de la Concurrence ne conduit pas de véritable étude tendant à expliquer la réalité des écarts de prix dans leurs différents éléments constitutifs ;

Considérant que limiter l'octroi de mer aux seuls produits importés pour lesquels il existe une production locale conduirait inmanquablement à accroître la dépendance de notre économie à l'importation et, à terme, à la disparition de la production locale ;

L'Assemblée de Martinique condamne fermement la mise en cause non fondée, injuste et unilatérale de l'octroi de mer par l'Autorité de la Concurrence.

Elle récusé l'affirmation tendant à faire de l'octroi de mer le bouc-émissaire de « *la vie chère* » en Martinique, sans jamais tenir compte des facteurs structurels permanents qui caractérisent notre économie.

L'Assemblée de Martinique réitère vigoureusement son exigence à l'égard des autorités nationales et européennes, d'assurer la pérennité de cet outil fiscal indispensable à notre politique de développement comme exprimé dans la motion adoptée à l'unanimité le 21 juin 2019.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 juillet 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190718-2019-PAM-06-AR
Date de télétransmission : 18/07/2019
Date de réception préfecture : 18/07/2019

ARRETE N° 2019-PAM-06 du 18 JUIL. 2019

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
au sein de la Conférence Intercommunale du Logement (C.I.L) de la Communauté
d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code du logement et de l'habitat durable ;
Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) ;
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Vu la correspondance du Président de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) datée du 21 mars 2019 relative à la création d'une conférence intercommunale du logement ;
Considérant que la CIL rassemble notamment les maires des communes membres de la CACEM, le représentant de l'État, des représentants des bailleurs sociaux, des représentants de la CTM et des représentants des associations dont l'objet est la lutte contre l'exclusion par le logement des personnes défavorisées ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence Intercommunale du Logement (C.I.L) de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM), les conseillères suivantes :

En qualité de titulaire :
- Madame Diane MONTROSE

En qualité de suppléante :
- Madame Christiane BAURAS.

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, le Directeur Général des Services, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS 90137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596 59.63.00 - Télécopie: 0596 72.68.10 / 0596 59.64.84

Claude LISE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190712-2019-PAM-07-AR
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ARRETE N°2019-PAM-07 du 12 JUIL. 2019.

Portant désignation de Madame Nadine RENARD
pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique (CTM) au sein du Comité de l'Élevage
de la Chambre d'Agriculture de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code rural ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Agriculture du 10 avril 2007 indiquant dans son article 5, le nombre de membres du Comité de l'Élevage et son annexe qui indique la composition du Comité de l'Élevage ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique ou son représentant est membre du Comité de Pilotage de la Chambre d'Agriculture de la Martinique avec voix consultative ;

ARRETE

Article 1 : Est désignée pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique au sein du Comité de l'Élevage de la Chambre d'Agriculture de Martinique, la conseillère à l'Assemblée de Martinique, Madame Nadine RENARD, Présidente de la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Élevage.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié à la représentante désignée de la Collectivité et à la Chambre d'Agriculture de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190718-2019-PAM-08-AR
Date de télétransmission : 18/07/2019
Date de réception préfecture : 18/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **18 JUIL. 2019**

ARRÊTÉ N°2019-PAM-08 du 18 JUIL. 2019

Portant désignation de Madame Nadine RENARD
pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique, au sein du
Comité d'OrientatIon, Transmission, Installation (COTI)
de la Chambre d'Agriculture de la Martinique

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles D 511-3, D 511-56 ;

Vu la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, qui dans son article 71 confie de nouvelles missions aux Chambres d'Agriculture ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique ou son représentant est membre du Comité d'OrientatIon, Transmission, Installation (COTI) de la Chambre d'Agriculture de la Martinique ;

ARRÊTE

Article 1 : Est désignée pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique au sein du Comité d'OrientatIon, Transmission, Installation (COTI) de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, la conseillère à l'Assemblée de Martinique, Madame Nadine RENARD, Présidente de la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Élevage.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié à la représentante désignée de la Collectivité et à la Chambre d'Agriculture de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190718-2019-PAM-09-AR
Date de télétransmission : 18/07/2019
Date de réception préfecture : 18/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
ARRÊTÉ N°2019-PAM-09 du 18 JUIL. 2019 AFFICHAGE LE: 18 JUIL. 2019

Portant désignation de Madame Nadine RENARD
pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique au sein du
Comité d'Orientation, Recherche, Développement, Formation (COREDEF)
de la Chambre d'Agriculture de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code rural et notamment les articles R. 511-108 et D. 821-16 instituant un COREDEF auprès des Chambres d'Agriculture dans les départements d'outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique ou son représentant est membre du Comité d'Orientation, Recherche, Développement, Formation (COREDEF) de la Chambre d'Agriculture de la Martinique ;

ARRÊTE

Article 1 : Est désignée pour représenter le Président de l'Assemblée de Martinique au sein du Comité d'Orientation, Recherche, Développement, Formation (COREDEF) de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, la conseillère à l'Assemblée de Martinique, Madame Nadine RENARD, Présidente de la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Élevage.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié à la représentante désignée de la Collectivité et à la Chambre d'Agriculture de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190731-2019-PAM-10-AR
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

ARRETE N°2019-PAM-10 du 31 JUL. 2019

Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein de la Commission des Cultures Marines (CCM) de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles D. 914-3 et suivants ;
Vu le décret n° 2009-1349 du 29 octobre 2009 modifiant le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
Vu le décret n°2014-1608 du 26 décembre 2014, relatif à la codification de la partie réglementaire du livre IX du code rural et de la pêche maritime, abrogeant le décret de 1983 modifié, fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
Vu le décret n° 2016-781 du 10 juin 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du code rural et de la pêche maritime (partie réglementaire) ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2010 modifié relatif à l'étendue des circonscriptions des commissions de cultures marines, mode de désignation des délégations professionnelles et les conditions de fonctionnement des commissions ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Considérant qu'en application de l'article D. 914-4 du code rural et de la pêche maritime, en Martinique, la commission des cultures marines est composée notamment, de deux membres de l'Assemblée de Martinique désignés par l'Assemblée ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission des Cultures Marines de Martinique, les conseillers à l'Assemblée de Martinique ci-dessous mentionnés :

- Monsieur Joachim BOUQUETY
- Monsieur Eugène LARCHER.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants désignés de la Collectivité, et à la Direction de la mer de la Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

